

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

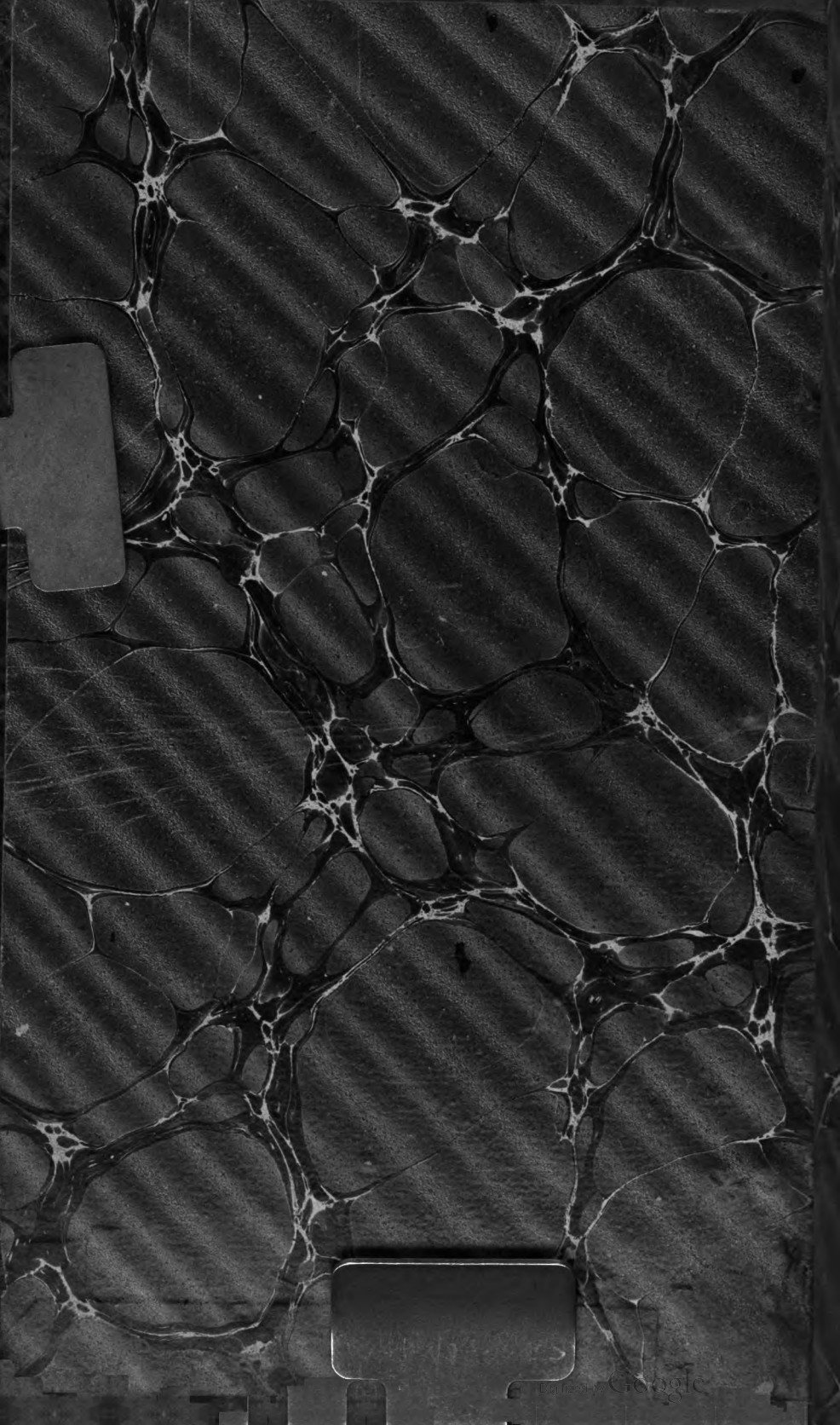
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE

Digitized by Google

Paris. — Imprimerie de E. Donnaud, rue Cassette, 9.

Digitized by Google

HISTOIRE

DE FRANCE

DEPUIS

LES PREMIERS AGES JUSQU'EN 1848.

Ouvrage dédié à Mgr l'Évêque de Verdun

PAR L'ABBÉ PIERROT

CURÉ-DOYEN DE DUN, CHANOINE HONORAIRE DE BAYEUX

PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS D'UN DE NOS ÉCRIVAINS LES PLUS CONNUS DANS LA PRESSE POLITIQUE ET RELIGIEUSE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME NEUVIÈME





PARIS
LOUIS VIVÈS, LIBRAIRE-ÉDITEUR
9, RUE DELAMBRE, 9

1862

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE.

IIIe PÉRIODE DE LA IVe ÉPOQUE.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON DE BOURBON (1).

TABLEAU No I.

ROBERT, 6e fils de SAINT LOUIS, comte de CLERMONT, † 1317, ép. Béatrix de Bourbon et prend le titre de Bourbon.

LOUIS Ier, † 1341, ép. Marie de Hainaut.

JEAN DE CLERMONT. Il n'a que des filles.

PIERRE Ier, † 1356, ép. Isabeau de Valois.

JACQUES, comte de La Marche.

LOUIS II, † 1410, ép. Anne d'Auvergne.

JEANNE, ép. Charles-le-Sage.

BLANCHE, ép. Pierre-le-Cruel, roi de Castille.

BONNE, ép. Amé de Savoie.

JEAN Ier, † 1433, ép. Marie de Berry.

CHARLES Ier, † 1456, ép. Agnès de Bourbon.

LOUIS, † 1486, ép. Jeanne de Clermont.

JEAN II, † 1488.

PIERRE, sire de Beaujeu, ép. Anne, fille de Louis XI.

GILBERT, † 1496, ép. Claire de Gonzague.

SUZANNE, ép. le connétable de Bourbon.

CHARLES, † 1527, connétable de Bourbon.

(1) Nous ne rapportons que les noms des personnes dont la connaissance est nécessaire pour suivre la généalogie dans la suite de l'histoire.

Digitized by Google

JACQUES Ier, comte de La Marche, † 1361, ép. Jeanne de Châtillon.

- JEAN Ier, † 1393, ép. Catherine de Vendôme.
  - JACQUES II, † 1438, ép. 1° Béatrix de Navarre, 2° Jeanne de Naples.
    - ELÉONORE ép. Bernard d'Armagnac.
  - LOUIS de Bourbon-Vendôme, † 1440, ép. 1° Blanche de Rouci, 2° Jeanne de Laval.
    - JEAN II, † 1477, ép. Elisabeth de Beauvau.
      - FRANÇOIS, † 1495, ép. Marie de Luxembourg.
        - CHARLES, † 1537, ép. Françoise d'Alençon.
          - HENRI IV, tige de la branche royale des Bourbons.
        - ANTOINE, † 1562, ép. Jeanne d'Albret.
      - LOUIS Ier de B. Montpensier, † 1521.
        - LOUIS II, † 1582.
        - FRANÇOIS, † 1592.
        - HENRI, † 1608.
        - MARIE, † 1627, ép. Gaston d'Orléans.
  - JEAN de Bourbon-Carenci, † 1458, ép. Jeanne de Vendôme.
    - JACQUES, † 1493.
      - CHARLES-J.
        - JEAN.
    - PHILIPPE de Soissons.
      - ANTOINE.
        - PHILIPPE.
- JACQUES, † 1417, ép. Marguerite de Réaux.
  - JACQUES, sire de Bonneval, tige des seigneurs de Ligny.
    - CHARLES, prince de la Roche-sur-Yon, † 1565.
      - HENRI, marquis de Beaupréau.
  - FRANÇOIS, comte de Saint-Pol, † 1545, ép. Adrienne d'Estouteville.
    - FRANÇOIS II, duc d'Estouteville.
      - LOUIS, prince de Condé, †1569, ép. 1° Eléonore de Roye, 2° Fr. de Longueville.
        - HENRI Ier, † 1588, ép. Charlotte de La Trémouille.
          - HENRI II, † 1646, ép. Charlotte de Montmorency.
            - LOUIS II, dit le Grand Condé, †1686, ép. Cl. de Maillé.
              - HENRI-JULES, † 1709.
                - LOUIS III, † 1710.
                - LOUIS-HENRI, † 1740.
                - LOUIS-JOSEPH, † 1818.
                - LOUIS-HENRI-JOSEPH, † 1830.
                - LOUIS, duc d'Enghien † 1804.
            - ARMAND, prince de Conti, † 1666.
              - LOUIS-ARMAND, † 1685.
                - LOUIS-ARMAND, † 1727.
                - LOUIS-FRANÇ., † 1776.
                - LOUIS-FRANÇOIS-JOSEPH, † 1814.
              - FRANÇOIS-LOUIS. † 1709.
            - ANNE ép. Henri de Longueville, † 1679.
        - CHARLES DE B. Soissons, † 1612.
          - LOUIS, † 1641.
            - LOUIS, chevalier de Soissons, † 1703.
          - LOUISE ép. Henri de Longueville, † 1637.
      - CHARLES, cardinal de Rouen (Charles X de la Ligue), † 1590.
        - LOUISE-HENRIETTE ép. L.-Philippe d'Orléans.
- CATHERINE ép. le duc de Bar.

Digitized by Google

HENRI IV, tige de la branche royale des Bourbons, † 1610, ép. 1° Marguerite de France, 2° Marie de Médicis.

LOUIS XIII, †1643, ép. Anne d'Autriche.	ELISABETH ép. Philippe IV, roi d'Espagne.	CHRÉTIENNE ép. Amédée de Savoie.	HENRIETTE ép. Charles Ier, roi d'Angleterre.	GASTON d'Orléans, ép. Marie de Montpensier.

LOUIS XIV, †1715, ép. Marie-Thérèse d'Autriche. — PHILIPPE, duc d'Orléans. (*Voir le tableau n° II*).

LOUIS, grand-dauphin, ép. Marie de Bavière. — (Les bâtards légitimés, ducs du Maine et de Penthièvre).

LOUIS, duc de Bourgogne, † 1712, ép. Marie-Adélaïde de Savoie. — PHILIPPE V, roi d'Espagne. (*Voir le tableau n° III*).

LOUIS XV, † 1774, ép. Marie, fille de Stanislas, roi de Pologne.

LOUIS, dauphin, † 1765, ép. 1° M.-Thérèse d'Espagne, 2° M.-Joséphine de Saxe.	ELISABETH ép. le duc de Parme.	ADÉLAIDE. VICTOIRE. SOPHIE. LOUISE. THÉRÈSE.

LOUIS XVI, †1793, ép. Marie-Antoinette d'Autriche.	LOUIS XVIII, †1824, ép. Marie de Savoie.	CHARLES X, † 1836, ép. Thérèse de Savoie.	ELISABETH, décapitée 1794.
LOUIS XVII, † 1795. MARIE-THÉRÈSE.	LOUIS-ANT., duc d'Angoulême, ép. Marie-Th., fille de Louis XVI.	CHARLES, duc de Berry, †1820, ép. Caroline de Naples.	
	HENRI, duc de Bordeaux, ép. Thérèse de Modène.	LOUISE, ép. Ferdinand, duc de Parme.	

TABLEAU N° II.

PHILIPPE Ier, duc d'Orléans, fils de Louis XIII, † 1701, ép. 1° Henriette d'Angleterre. 2° Charlotte de Bavière.

PHILIPPE II, régent, † 1723, ép. Marie de Bourbon, bâtarde légitimée de Louis XIV.	M.-LOUISE, † 1689, ép. Ch. II d'Espagne.	ANNE-MARIE ép. le duc de Savoie.	ELISABETH ép. Léopold, duc de Lorraine.

LOUIS, †1752, ép. M.-Jeanne de Bade.

LOUIS-PHILIPPE, † 1785, ép. Louise-H. de Bourbon-Conti.

LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH (Egalité), † 1793, ép. Louise de Bourbon-Penthièvre. — LOUISE-MARIE-THÉRÈSE, † 1822, ép. le dernier duc de Condé.

LOUIS-PHILIPPE, roi des Français (1830), † 1850, ép. Marie-Amélie des Deux-Siciles.	ANT.-PHILIPPE et ALPH.-LÉODGAR, † 1807.	ADÉLAIDE, †1847.

Digitized by Google

LOUIS-PHILIPPE.

FERDINAND-PHILIPPE, † 1842, ép. Hélène de Mecklembourg, † 1858.
- LOUIS-PHILIPPE, comte de Paris.
- FERDINAND-PHILIPPE, duc de Chartres.

LOUIS-CHARLES, duc de Nemours, ép. Vict.-Ant. de Saxe-Cobourg-Gotha.
FRANÇOIS-FERDINAND, prince de Joinville.
HENRI, duc d'Aumale.
ANTOINE, duc de Montpensier, ép. Louise d'Espagne.
LOUISE, ép. Léopold, roi des Belges.
MARIE, † 1839, ép. Frédéric-Guillaume de Wurtemberg.

TABLEAU N° III.

PHILIPPE V, roi d'Espagne, petit-fils de Louis XIV, † 1746, ép. 1° M.-Gabrielle de Savoie, 2° Elisabeth de Parme.

LOUIS, † 1724.

FERDINAND VI, † 1759.

CHARLES III, duc de Parme, 1716; roi des Deux-Siciles, 1735; d'Espagne, 1759, † 1788, ép. M.-Amélie de Pologne.
- CHARLES IV ép. Louise de Parme, abdique en 1808, † 1819.
  - FERDINAND II.
    - FRANÇOIS, duc de Calabre.
    - LOUIS, comte de Trani.
  - FERDINAND VII, † 1833, ép. Christine des Deux-Siciles.
    - ISABELLE II ép. François d'Assise.
    - LOUISE ép. le duc de Montpensier.
  - CHARLES (don Carlos), ép. Marie-Thérèse de Portugal.
    - CHARLES.
    - JEAN.
    - FERDINAND.
- FERDINAND Ier, roi des Deux-Siciles, † 1825.
  - FRANÇOIS.
    - FERDINAND II.
      - FRANÇOIS, duc de Calabre.
      - LOUIS, comte de Trani.
  - MARIE-AMÉLIE, ép. Louis-Philippe, roi des Français.
    - MARIE-CHARLOTTE, ép. François de Paule.
    - CAROLINE ép. le duc de Berry.
    - CHRISTINE ép. Ferdinand VII, roi d'Espagne.
    - LÉOPOLD, Cte de Syracuse.
    - CHARLES, prince de Capoue.
    - ANTOINE, comte de Lecce.
    - LOUIS, comte d'Aquila
    - FRANÇOIS, comte de Trapani.
  - FRANÇOIS DE PAULE ép. Charlotte des Deux-Siciles.
    - ISABELLE.
    - FRANÇOIS, ép. de la reine d'Espagne.
    - HENRI.
    - LOUISE.
    - EDOUARD.
    - JOSÉPHINE.
    - FERDINAND.
    - MARIE-CHRISTINE.

PHILIPPE, duc de Parme † 1765, ép. Elisabeth, fille de Louis XV.
- FERDINAND, † 1802.
- LOUIS Ier roi d'Etrurie, † 1802.
- CHARLES-LOUIS, duc de Lucques, † 1824.
- FERDINAND, † 1855, ép. Louise, fille du duc de Berry.

Loin de perdre dans les luttes que la royauté avait été obligée de soutenir sous les derniers Valois pour sa con-

Digitized by Google

servation, loin de s'affaiblir dans les difficultés que la dynastie des Bourbons rencontra à son arrivée au trône, la royauté grandit et devient absolue. C'est surtout sous les cinq rois dont nous allons raconter l'histoire, qu'on saisit l'immense influence d'un homme sur la société. La nation se personnifie presque entièrement dans ses souverains. C'est assurément, pour la politique, une étude du plus haut intérêt que celle des cinq règnes qui vont suivre ; ils lui apprendront la valeur de ce que l'on nomme en France le régime absolu, c'est-à-dire le pouvoir privé des éléments modérateurs dont il a besoin, et travaillant à s'en priver lui-même par l'abaissement de la noblesse, qu'il aurait dû plutôt organiser et constituer sur des bases chrétiennes.

Digitized by Google

LIVRE PREMIER.

LA ROYAUTÉ CONSOMME SON TRIOMPHE SUR LES GRANDS.

CHAPITRE Ier.

Règne de Henri IV (1589-1610).

Le pouvoir légitime, quand il est consacré par une longue suite de siècles, a pour lui le plus brillant prestige et puise dans sa nature une grande force, lors même qu'il tombe dans des mains débiles. Quoique Henri III fût un roi méprisé, cependant son nom de roi légitime avait suffi, après les crimes de Blois, pour réunir sous ses drapeaux quarante mille soldats capables d'emporter Paris. A sa mort la couronne appartenait, par droit de succession, à un monarque qui avait à vaincre les plus grands obstacles pour la posséder, et c'est ici qu'on

Digitized by Google

saisit mieux encore la puissance des idées de légitimité. Mais, s'il est intéressant de suivre le roi de Navarre dans ses luttes contre la Ligue, s'il est beau de voir le Navarrais obligé de reconnaître la constitution catholique de la royauté en France, il n'est pas moins instructif de le contempler maître de ses Etats, usant de son autorité pour le bonheur de son peuple. Il y a, dans le règne de Henri IV, deux phases différentes qui nous montrent la nature entière de ce monarque célèbre.

§ Ier. *Lutte de Henri IV contre la Ligue (1589-1593).*

Henri, roi de Navarre, parvenu à l'âge de trente-six ans à la mort de son prédécesseur, n'avait encore rien fait pour cette grande réputation qui l'a élevé si haut entre nos rois. S'il avait toujours montré un caractère franc et ouvert, son activité cédait très facilement au plaisir; aussi ne possédait-il pas cet ascendant qui s'impose à un parti, entraîne les hommes énergiques, soulève les passions et donne la véritable force dans un temps de révolution. Le protestantisme, qui le regardait comme son chef, ne voyant en lui ni le dévouement de Coligny, ni l'ardeur de Condé, ne paraissait tenir à lui que par la nécessité, et suivait son drapeau sans enthousiasme. Les catholiques, qui se trouvaient en majorité dans son armée, avec les principaux chefs du parti des politiques, avaient pris les armes sous Henri III, les uns pour défendre ce qu'ils appelaient le pouvoir légitime, les autres dans l'espérance de commander au nom de ce fantôme de roi. Quant à Henri IV, ils ne le connaissaient pas assez pour s'attacher à lui, et probablement ils l'estimaient assez

Digitized by Google

peu. Il y avait d'ailleurs un abîme infranchissable entre eux, la différence de religion. Au moment même où Henri III venait de rendre le dernier soupir, le roi de Navarre put s'apercevoir des sentiments des principaux officiers. « Au lieu des acclamations, dit d'Aubigné, et » du *vive le roi* accoutumés en tels accidents, Henri IV » voyoit en même chambre le corps mort de son prédé- » cesseur, deux Minimes aux pieds, avec cierges, fai- » sant leur liturgie, Clermont d'Entragues tenant le » menton; mais tout le reste, parmi les hurlements, en- » fonçant les chapeaux ou les jetant par terre, fermant » le poing, complotant, se touchant la main, faisant des » vœux et promesses, desquelles on oyoit pour conclu- » sion plutôt mourir de mille morts (1). »

Tandis que le roi, profondément inquiet de cette fermentation, se retirait dans un cabinet voisin pour délibérer sur la situation avec La Force et d'Aubigné, les catholiques réunis sous ses étendards prenaient une détermination énergique. Ils se rendirent auprès de Henri pour le sommer d'embrasser le catholicisme. Le surintendant des finances, qui porta la parole en présence de la noblesse, commença par retracer la grandeur de la couronne de France et la misère de celle de Navarre, et finit par déclarer que les catholiques briseraient plutôt leur épée que de servir un prince hérétique. Le roi pâlit de colère, et, après avoir fait les plus vifs reproches à ceux qui venaient de lui parler, il leur permit de se retirer s'ils le voulaient, assuré, disait-il, d'avoir parmi les catholiques ceux qui aimaient la France et l'honneur.

(1) *Hist. univ.*, tom. III, pag. 183.

Digitized by Google

Le roi finissait ce discours lorsque Givry entra en badinant, prit la jambe de Henri IV, puis sa main, et dit tout haut : « Je viens de voir la fleur de votre brave » noblesse, sire, qui réserve à pleurer sur leur roi mort, » quand ils l'auront vengé; ils attendent avec impa- » tience les commandements absolus du vivant. Vous » êtes le roi des braves et ne serez abandonné que des » poltrons (1). »

Bien que ce discours, préparé peut-être pour la circonstance, dût un peu rassurer le roi, cependant il sentait toute la gravité de la position. Il était si pauvre que, ne pouvant acheter un habit de roi, il prit dans la garderobe de Henri III les vêtements royaux et les endossa. Cédant à une sorte de duplicité, qui justifie bien les défiances postérieures des ligueurs et des catholiques, Henri IV, afin d'endormir les passions qui s'agitaient autour de lui, promit en secret aux protestants de demeurer attaché à la réforme, et déclara aux catholiques que, comme il l'avait toujours annoncé, il se montrait disposé à se faire instruire, assurant que dans six mois il assemblerait un concile national pour décider la question religieuse à laquelle il se soumettrait. Il s'engageait aussi à maintenir, jusqu'à cette époque, le culte catholique exclusivement en vigueur; seulement le culte réformé serait toléré dans les lieux où il existait. Il promit que tous les gouvernements qui viendraient à vaquer seraient donnés à des catholiques. Les protestants acceptaient eux-mêmes ces conditions, quoiqu'elles impliquassent la conversion du monarque. Mais ils présumaient que,

(1) D'Aubigné, tom. II, pag. 187.

Digitized by Google

si le roi était reconnu à ces conditions, il pourrait arriver, dans l'espace de six mois, des changements qui engageraient à ajourner indéfiniment le changement de religion. Après que cette déclaration eut été rédigée en acte authentique et signée, le 4 août, de la main du roi, un grand nombre de seigneurs catholiques « reconnurent » pour leur roi et prince naturel, selon la loi fondamen- » tale du royaume, Henri IV, roi de France et de Na- » varre, lui promettant tout service et obéissance, sur » le serment et la promesse ci-dessus écrits qu'il leur a » faits. »

Ce contrat, publié et enregistré le 14 août 1589 au parlement de Toulouse, ne fut pas même observé par les principaux membres du parti catholique qui l'avaient signé. D'Epernon, qui affichait un profond mépris pour Henri IV et disait qu'il ne savait faire la guerre que comme chef de bandoliers et de brigands, quitta le camp et retourna dans son gouvernement d'Angoulême. La plupart des chefs suivirent son exemple et se retirèrent sur leurs terres pour y vivre indépendants, car un seul passa à la Ligue, ce fut Louis de L'Hospital, baron de Vitry, seigneur fidèle à la religion et à l'honneur. On ne fut pas surpris de le voir rendre au roi la place de Dourdan, qui lui avait été confiée par le monarque. Sa compagnie le suivit à Paris. La défection fut encore bien plus grande parmi les soldats, qui abandonnaient en troupes l'étendard de l'hérétique, à l'exception des Suisses, qui demeurèrent sous les drapeaux de Henri et devinrent presque son unique appui; quoique protestants, ils faisaient peu de cas de la réforme; ce qu'il leur fallait c'était leur solde, et le roi de Navarre n'était point

Digitized by Google

capable de la leur payer. Aussi se vit-il bientôt réduit à quelques milliers d'hommes, et fut ainsi dans l'impuissance de continuer le siége de Paris. Il prétexta, pour se retirer, la nécessité de déposer le corps de Henri III à Compiègne, en attendant qu'il pût lui faire rendre, à Saint-Denis, les honneurs funèbres dus au roi de France.

Le duc de Mayenne, chef de la Ligue, lieutenant-général du royaume, prenait des mesures pour faire échoper les tentatives de Henri IV. La Sorbonne, qui avait prononcé la déchéance de Henri III, appelée à exprimer son sentiment sur les droits de Henri, roi de Navarre, répondit après une mûre délibération :

« Il est de droit divin inhibé et défendu aux catho-» liques de recevoir pour roi un hérétique ou fauteur » d'hérésie, et ennemi notoire de l'Eglise, et plus étroi-» tement encore de recevoir un relaps, et nommément » excommunié du Saint-Siége. »

Cet arrêt de la Sorbonne, à une époque où la religion était la principale cause de division, devait avoir une grande autorité sur les esprits catholiques; mais comme ce n'était pas assez pour neutraliser les promesses et les engagements du Navarrais, Mayenne, pour affaiblir l'effet de la déclaration du roi de Navarre, la représenta comme une menteuse et hypocrite expression, d'une modération plus apparente que réelle. Cette appréciation avait d'autant plus de force, que Mayenne passait pour extrêmement modéré, et qu'il cédait plutôt à l'entraînement et à nécessité de venger ses frères et la religion, qu'à l'ambition. La duchesse de Montpensier, sa sœur, le pressait de prendre la couronne; non-seulement il la refusa, mais il recevait bien les propositions de Henri IV et se serait

Digitized by Google

réconcilié avec lui, s'il se fût converti sincèrement. Il avait d'ailleurs pour conseillers intimes Villeroi et le président Jeannin, ministres sages, sincèrement amis de la succession héréditaire, qui ne désespéraient point de la conversion de Henri IV. Afin de ménager du temps pour prendre une détermination, on résolut de créer un fantôme de roi; ce qui amena la proclamation du cardinal de Bourbon comme roi de France, sous le nom de Charles X, avec invitation à tous les Français de le reconnaître; mais, malheureusement pour la Ligue, Charles était alors prisonnier du roi Henri, qui le tint encore plus resserré. Toute la direction des affaires du parti allait donc retomber sur le duc de Mayenne. S'il avait d'éminentes qualités, il avait aussi un excessif embonpoint, aimait la bonne chère, et recherchait trop le repos, ce qui fit dire à Sixte-Quint qu'il était impossible qu'il pût soutenir la lutte contre un homme qui passait moins de temps au lit que lui à table.

En s'éloignant de la capitale, Henri se dirigea vers la Normandie, où il comptait beaucoup de partisans, quoiqu'il y eût peu de protestants dans cette province; mais il y trouva de l'appui dans les catholiques qui lui ouvrirent les villes de Dieppe et de Pont-de-l'Arche; il avait ainsi un port pour communiquer avec l'Angleterre.

Le duc de Mayenne, vivement pressé d'aller en Normandie pour arrêter la défection de cette province, réunit une armée de plus de trente mille hommes, prit en passant Poissy, Mantes, Vernon et Gournay, et fut bientôt en face de Henri IV. Ce monarque se trouvait dans un état de dénuement qu'il peint ainsi à Sully. « Mes » chemises sont toutes déchirées, mon pourpoint troué

Digitized by Google

» au coude, et depuis deux jours je dîne et soupe chez » les uns et chez les autres. »

Henri s'étant rapproché de Dieppe pour attendre son ennemi, mit en délibération au sein de son conseil le plan de guerre qu'il fallait adopter. La plupart des membres du conseil étaient d'avis qu'il fallait s'embarquer pour l'Angleterre ; Biron s'y opposa : « Sortir de France, » s'écria-t-il en colère, seulement pour vingt-quatre » heures, c'est s'en bannir pour jamais. » Mézeray lui prête un rude et éloquent discours. Son opinion l'emporta.

Dieppe, place de la plus haute importance pour les huguenots, qui pouvaient, par son port, se retirer en Angleterre, en cas de désastre, était trop faible pour soutenir un long siége ; Henri IV résolut d'en sortir et de la couvrir. Il y avait à une lieue et demie de Dieppe une position par où les ennemis devaient passer pour arriver sous les murs de cette ville ; c'était le village d'Arques, couvert par la rivière de Béthune, en avant de laquelle se trouvait une gorge que le roi fit couper par des fossés et commander par de l'artillerie. Si le duc de Mayenne attaquait de front, il avait donc à emporter ces retranchements, à essuyer le feu des redoutes, à franchir une rivière profonde et à se rendre maître du village d'Arques ; s'il essayait de tourner cette position, il était facile de couper son armée et d'en écraser les tronçons. De peur qu'un de ces tronçons ne vînt à s'emparer de Dieppe, Henri fortifia le faubourg de Polet, pour arrêter les corps qui pourraient se présenter.

Ce plan de défense était parfaitement conçu : il méritait d'être couronné du succès qu'il obtint. Mayenne, dont

Digitized by Google

les forces étaient triples de celles du Béarnais, au lieu d'agir avec vivacité, laissa à son adversaire tout le temps d'organiser ses retranchements. Il arriva le 15 septembre en face de Henri. Le lendemain il essaya une attaque de front, tandis qu'un de ses corps se portait sur Polet par un détour. Les deux attaques furent repoussées avec une perte de trois à quatre cents hommes. Il essaya ensuite de franchir la rivière de Béthune sans pouvoir y parvenir. Enfin, après cinq jours de tâtonnements, il fit ses dispositions pour forcer le passage. Il fut convenu, avec un corps de lansquenets, qu'ils se présenteraient aux avant-postes des ennemis comme transfuges, et qu'ils se jetteraient sur le Béarnais, avec promesse d'être vigoureusement soutenus. Les lansquenets jouèrent parfaitement leur rôle, furent reçus en amis et commencèrent un carnage qu'on eut de la peine à arrêter. Si Mayenne fût arrivé dans ce moment il aurait pu vaincre; mais il ne se présenta que quand ses émissaires avaient été massacrés. Cependant la lutte fut extrêmement vive; les premiers retranchements furent emportés, et on croit que Mayenne eût triomphé, sans l'artillerie légère de l'invention de Charles Brissac, artillerie que l'on maniait avec autant de facilité qu'un cheval. Cette artillerie et le courage bouillant de Biron firent éprouver des pertes si sensibles aux ligueurs, qu'ils se retirèrent.

Mayenne était loin d'être vaincu; s'il avait eu plus de décision il eût pu recommencer le combat, mais il s'effraya de la nouvelle que Longueville, le maréchal d'Aumont et le brave La Noue arrivaient à Henri avec des renforts considérables. Il se retira du côté des Pays-Bas pour rejoindre les secours que le duc de Parme daignait

Digitized by Google

lui prêter. Cette retraite eut un effet désastreux pour lui. Ses troupes démoralisées abandonnaient en foule ses drapeaux, en sorte qu'après avoir reçu les soldats que lui donnait le duc de Parme, il se trouva qu'il avait moins de monde qu'auparavant.

On a conservé quelques bons mots de Henri IV à la bataille d'Arques. Dans la vivacité du combat il disait, en frappant ses ennemis, les paroles que prononçaient nos rois pour guérir les écrouelles : « Le roi te touche, Dieu te guérisse. » En voyant la lenteur de Mayenne, il dit encore : « S'il n'y va pas d'une autre façon, je suis assuré de le battre toujours à la campagne. »

Henri IV se vit bientôt à la tête d'une armée exaltée par le souvenir de la journée d'Arques, et élevée par les renforts au chiffre de vingt mille fantassins, de trois mille chevaux et de quatorze pièces de grosse artillerie ; il se dirigea à petites journées vers Paris, et parut sous les murailles de cette grande ville le 31 octobre.

Il avait un double but dans cette tentative : éloigner Mayenne de la Picardie, où il remportait des succès contre les huguenots, et montrer aux Parisiens qu'il n'était pas défait, comme on l'avait menteusement publié. On ne peut exprimer l'étonnement des Parisiens à la vue des soldats du Navarrais. Les duchesses de Montpensier et de Nemours leur répétaient sans cesse que Henri de Navarre allait être pris, que le duc de Mayenne lui barrait le chemin de l'Angleterre, où il voulait se retirer ; et c'était ce même Henri de Navarre qui venait assiéger Paris. La population, encouragée par de Rosne, prit les armes et se prépara à défendre Paris jusqu'à l'arrivée de Mayenne, qui se dirigeait vers cette ville à grandes

Digitized by Google

journées. Henri IV se présenta le 31 octobre devant les faubourgs, et le jour de la Toussaint il força ceux de Saint-Germain, de Saint-Victor, de Saint-Marceau, de Saint-Jacques et de Saint-Michel; huit cents bourgeois furent tués dans cet assaut et quatre cents demeurèrent prisonniers. Pour encourager les soldats à ne faire aucun quartier, Châtillon criait : *Saint-Barthélemy!* Avant de donner le signal du pillage, qu'une soldatesque effrénée attendait avec impatience, Henri fixa à chaque corps le quartier qu'il devait piller, disposa des corps d'observation, plaça des sentinelles devant les églises, afin de témoigner de son respect pour le culte catholique. Et en effet, malgré le pillage, le service divin se célébra avec autant de tranquillité le jour de la Toussaint qu'en pleine paix. Pendant trois jours les soldats furetèrent toutes les maisons et enlevèrent tous les objets de quelque valeur. Aussi des soldats réduits auparavant à une extrême misère se virent comblés de richesses et chargés d'or.

Mayenne, qui avait été loin de s'attendre à un coup si hardi, accourut à la hâte et entra à Paris le 3 novembre. Henri, se trouvant dans une position critique au milieu des faubourgs, en sortit le 4 de bon matin, se retira vers la Loire, enleva Etampes en passant, et dispersa son armée dans différents quartiers d'hiver.

Il se rendit à Tours, sa capitale, où il fut reçu aux flambeaux, à la porte de la ville, par les cardinaux Vendôme et de Lenoncourt et par son parlement.

Quoique cette première campagne eût été avantageuse au roi, elle était cependant loin d'être décisive, et chacun comprenait que le seul moyen de succès pour lui était une conversion sincère. On le pressait de se faire ins-

Digitized by Google

truire dans la religion catholique. Les protestants, le croyant sur le point de leur échapper, élurent à Saint-Jean-d'Angely un protecteur de leurs églises. Henri IV rassura ceux-ci dans une lettre adressée à Duplessis-Mornay. « N'ajoutez foi aux faux bruits que l'on pour-» roit faire courre de moi, lesquels je vous prie de pré-» venir et assurer pour moi un chacun de ma constance » en la religion, nonobstant toutes les difficultés et ten-» tations. »

Afin de prouver au parti protestant que les promesses faites aux catholiques étaient mensongères, il prétexta des affaires importantes pour remettre à l'année suivante la tenue des Etats-Généraux qu'il s'était engagé à convoquer et dont il avait promis de suivre les opinions. Le motif réel de ce délai, c'est qu'il prévoyait que la majorité des Etats, étant catholique, le presserait vivement de se prononcer sur l'article de la religion, et le forcerait à sortir de cette neutralité qui rendait les espérances si incertaines. Pour faire diversion, il s'amusa à une petite guerre, s'empara de Vendôme, qu'il livra au pillage, et prit par capitulation Le Mans et Falaise. Cette petite guerre était plutôt celle d'un aventurier que d'un roi: il le sentait bien, car il se disait lui-même *roi sans royaume, mari sans femme et guerrier sans argent*. Bien qu'il ne fût reconnu que par la république de Venise et par l'Angleterre, il faisait tout pour se poser en héritier de la grande lignée de nos rois. Il reçut avec appareil une requête de la reine douairière, Louise de Vaudemont, qui demandait vengeance de l'assassinat de son royal époux; il promit de faire droit à sa demande: « Si les » termes pitoyables, dit Cayet, de la requête de ladite

Digitized by Google

» dame, avoient rempli de larmes les yeux de ceux qui » l'écoutoient, la généreuse réponse de Sa Majesté les eut » bientôt séchés d'un zèle ardent de justice. »

Le Père Bourgoin, supérieur de Jacques Clément, regardé comme complice de cet assassin, avait été arrêté dans les faubourgs de Paris au moment du siége de cette ville; il fut livré au parlement de Tours, et soutint constamment qu'il ignorait les desseins de son subordonné. Au reproche qu'on lui adressa d'avoir prêché contre Henri IV et d'avoir loué le dévoûment de son religieux, il répondit par la conduite de tous les prédicateurs catholiques et par les discours du pape Sixte-Quint lui-même. On le livra en vain à la question; il se déclara innocent au milieu des plus grands supplices. Quoiqu'il n'y eût aucune preuve de sa culpabilité et qu'il eût soutenu son innocence dans les tortures de la question, il fut écartelé, puis brûlé, et ses cendres furent jetées au vent.

Quoique toutes les mesures du roi parussent tendre à satisfaire les catholiques, cependant tous les catholiques sincères se défiaient de ses promesses, et la masse de la nation s'éloignait de plus en plus de lui. Henri n'avait qu'un seul avantage, son activité et le courage de ses soldats, qui n'avaient éprouvé aucun revers; ce qui lui causait d'autant plus de joie, qu'auparavant les protestants avaient toujours été battus, excepté à la journée de Coutras.

La Ligue n'était pas plus forte que Henri, car elle comptait de nombreux adversaires : la Provence et la Guyenne gardaient la neutralité, plusieurs parlements lui étaient hostiles. Le parti de la Ligue péchait encore

Digitized by Google

par un point capital, il était divisé : Mayenne regrettait de ne pas avoir pris la couronne; Philippe II la réclamait au nom de sa fille Isabelle, petite-fille de Henri II; le duc de Lorraine prétendait que le marquis de Pont, petit-fils de Henri II, devait avoir la priorité; le duc de Savoie se présentait comme fils d'une fille de François Ier; plusieurs grands seigneurs rêvaient la division de la monarchie. Le légat du pape Sixte-Quint arriva au milieu de cette confusion des esprits, avec ordre de ne prendre parti pour aucun des prétendants à la couronne de France, mais de s'attacher exclusivement aux véritables intérêts du catholicisme : c'était uniquement dans ce but qu'il lui avait été remis trois cent mille écus. Cependant Gaëtani, au lieu de se tenir dans une ville indépendante, ainsi que le prescrivait la haute dignité dont il était revêtu, à peine arrivé à Paris, embrassa chaudement le parti de la Ligue et lui donna non-seulement un appui moral, mais encore le secours matériel important de trois cent mille écus qu'il avait reçus pour défendre les seuls intérêts de l'Eglise en dehors des partis.

Mayenne, se trouvant fortement appuyé, résolut d'enlever les places des environs de Paris soumises encore aux protestants, et mit le siége devant Meulan. Henri IV, occupé alors au siége de Honfleur, accourut pour délivrer Meulan, et, par cette manœuvre, détermina Mayenne à se retirer vers la Flandre, où il reçut, par le comte d'Egmont, un renfort de quinze cents lances et de quatre cents carabiniers; douze cents chevaux et deux mille fantassins de Lorraine vinrent aussi le rejoindre. Il se vit ainsi à la tête d'une armée forte de vingt mille fantassins et

Digitized by Google

de quatre mille chevaux, avec laquelle il put reprendre l'offensive. Il marcha alors sur Dreux, dont Henri IV avait entrepris le siége après la délivrance de Meulan.

Le Béarnais, à la tête de huit mille fantassins et trois mille chevaux seulement, ne pouvant rester dans ses lignes, quelques-uns de ses officiers lui proposèrent d'opérer la retraite, qui elle-même n'était pas sans danger : « Point d'autre retraite, répondit-il brusquement, » que le champ de bataille ; » et il s'avança à la rencontre de ses adversaires. Les deux armées se rencontrèrent dans la plaine d'Ivry.

Cette plaine était vaste, sans être coupée par aucun accident de terrain, sans ruisseaux ni haies pour arrêter la marche des armées. Seulement on remarquait une petite ondulation de terrain qui pouvait mettre à couvert celui qui saurait s'en emparer. Avec ce coup-d'œil qui saisit en un moment les avantages et les désavantages d'une position, Henri IV s'en empara et appuya son armée d'un côté au village de Saint-André, et de l'autre à celui de Foucrainville. Il divisa sa cavalerie en sept corps, se mit à la tête de l'un, confia les autres au maréchal d'Aumont, au duc de Montpensier, au grand-prieur de Givry, assisté d'un maréchal-de-camp, au baron de Biron, au maréchal de Biron et à Schomberg, commandant des reîtres. Pendant que cette armée prenait place sur le champ de bataille, elle fut rejointe successivement par Duplessis, du Muy, La Trémouille, d'Humières et Rosny, qui arrivaient à la tête de trois cents chevaux tirés du Poitou, de la Picardie et de l'Ile-de-France. Ces hommes d'armes, pour la plupart protestants, étaient presque les seuls qui se trouvassent

Digitized by Google

dans l'armée, car jusqu'alors on n'en avait compté qu'un petit nombre à la suite du roi.

Le duc de Mayenne, qui marchait à la poursuite de son ennemi, ne s'étant pas attendu à combattre, s'avançait avec tout le désordre d'une marche précipitée, espérant surprendre son adversaire au passage de quelque rivière et en profiter pour le détruire. Extrêmement surpris, en débouchant dans la plaine d'Ivry, de voir l'armée du roi rangée en bataille, il suspendit aussitôt sa marche pour rallier tous ses corps et les disposa en face de ceux de Henri IV, sur le penchant du pli de terrain dont nous avons parlé. Comme il était presque nuit lorsque les dispositions furent prises par Mayenne, les deux armées remirent le combat au lendemain. Henri IV plaça ses troupes dans les villages de Saint-André et de Foucrainville, où elles eurent un bon abri et purent se livrer à un repos très paisible. Au contraire, celles de la Ligue furent obligées de coucher la plupart sur un terrain fangeux, sans même avoir de tentes pour s'abriter.

Le mercredi 14 mars, dès le matin, les deux armées revinrent prendre leurs positions et se trouvèrent prêtes à engager la bataille vers dix heures. Au moment d'aller au combat, le Béarnais, se tournant vers les siens, dit : « Gardez-bien vos rangs; si vous perdez vos enseignes, » cornettes ou guidons, ce panache blanc que vous voyez » en mon armet vous en servira; tant que j'aurai goutte » de sang, suivez-le, vous le trouverez toujours au che- » min de l'honneur et de la gloire. »

Il répara une insulte qu'il avait faite au maréchal de Schomberg, auquel il avait fait la veille cette réponse outrageante, à une demande de paiement pour ses trou-

Digitized by Google

pes : « Jamais un homme de cœur n'a demandé d'argent » la veille d'une bataille. » Se repentant de ce mot dur, il lui dit en passant devant lui : « Monsieur de Schom- » berg, cette journée sera peut-être la dernière de ma » vie; je ne veux emporter l'honneur d'un brave; je dé- » clare donc que je vous reconnais pour homme de bien » et incapable de faire aucune lâcheté : embrassez-moi. » — Sire, répartit Schomberg, Votre Majesté me blessa » l'autre jour, aujourd'hui elle me tue. »

La bataille commença au cri de *vive le roi!* L'artillerie fit des décharges au milieu des troupes des ligueurs et causa des ravages d'autant plus grands, qu'elles étaient placées en amphithéâtre. L'artillerie de Mayenne essaya de répondre; mais le pli de terrain empêcha les projectiles de parvenir jusqu'à l'ennemi. Comme l'armée des ligueurs souffrait beaucoup des canons du roi, d'Egmont, qui était à l'extrême droite de Mayenne, s'élança sur cette batterie, fit toucher les canons par la croupe de son cheval, après avoir dispersé les artilleurs qui servaient les pièces, et fut imité par ses soldats, qui voulaient faire preuve de vaillance. Jetés en désordre par cette bizarre bravade, les cavaliers d'Egmont ne purent soutenir l'attaque impétueuse du maréchal d'Aumont, du baron de Biron et du grand-prieur de Givry. Egmont fut tué et sa troupe taillée en pièces. Le duc de Brunswick, à la tête des reîtres au service des ligueurs, fut également tué dans une charge. Ces reîtres avaient l'habitude, après une charge vigoureuse, de se replier sur eux-mêmes, de repasser derrière leur armée pour se reformer de nouveau, reprendre haleine et donner encore. Afin de faciliter ce mouvement, on mettait entre chaque

Digitized by Google

corps un espace assez considérable. Le vicomte de Tavannes, chargé par Mayenne de ranger l'armée en bataille, avait la vue si courte, qu'il n'avait pu voir l'espace nécessaire pour laisser un libre passage entre ses différents corps. Aussi, lorsque les reîtres revinrent, ils donnèrent dans l'escadron de lanciers du duc de Mayenne et le mirent en désordre. Il s'engagea alors entre les deux corps une lutte dont les royalistes profitèrent pour faire une attaque violente. L'officier qui portait l'étendard royal ayant reçu un coup de feu dans l'œil, s'était retiré de la mêlée, et les troupes du roi avaient commencé à fuir; Henri les arrêta par cette parole : « Tournez visage, si-» non pour combattre, du moins pour me voir mourir. »

Les lanciers du duc, n'ayant pu supporter cette charge, se retirèrent en désordre et entraînèrent tout le reste de la cavalerie des ligueurs. Les bataillons de fantassins qu'elle avait couverts se trouvèrent alors isolés au milieu de la plaine et attaqués de tous côtés par les troupes du roi. Les Suisses, reconnaissant l'impossibilité de se défendre, bien qu'ils n'eussent pas encore été entamés, soulevèrent leurs armes en signe de soumission : le maréchal de Biron les reçut aussitôt à quartier. Les lansquenets, entraînés par cet exemple, levèrent aussi leurs piques; mais leur demande de soumission fut repoussée par Henri IV, qui conservait contre eux une profonde rancune de ce que plusieurs d'entre eux avaient déjà pris part à la trahison d'Arques, en feignant de se rendre. Aussi le roi se contenta de répondre à leur demande: « Sauvez les Français, et main basse sur les lansque-» nets. » Le massacre dura pendant une heure contre des hommes qui ne se défendaient point.

Digitized by Google

Les fuyards de la Ligue ayant cherché une retraite à Chartres et à Mantes, la cavalerie du roi, chargée de les poursuivre, fut arrêtée à Ivry par la chute du pont et fut obligée de longer l'Eure pour passer la rivière à Anet. Les pertes de l'armée de la Ligue furent très considérables : douze cents lansquenets laissés sur le champ de bataille, autant d'infanterie française, mille cavaliers restés sur place, et un grand nombre d'hommes noyés dans l'Eure, portèrent à six mille le chiffre des morts. Henri IV perdit environ cinq cents hommes, au nombre desquels fut Schomberg, qui avait dit si noblement : « Votre bonté me tue. »

La victoire d'Ivry fut le grand succès militaire de Henri IV, qui cessa d'être alors, aux yeux du peuple, le pauvre Béarnais, pour être un grand capitaine, capable de résister aux plus vaillantes armées. Le génie militaire a toujours eu une grande influence sur l'esprit français. La Ligue, redoutant l'effet moral de la défaite d'Ivry sur la ville de Paris, chargea un prédicateur de l'annoncer aux Parisiens. Au milieu d'un sermon sur le *bonheur des afflictions*, don Christian de Nissi se fit apporter une dépêche, apprit alors à ses auditeurs le malheur de l'armée catholique, et sut en même temps réveiller l'enthousiasme des Parisiens et les préparer à une défense désespérée. Mayenne parut sous les murs de Paris, y jeta quelques défenseurs et annonça qu'il allait, sur les frontières de Flandre, recruter une nombreuse armée étrangère. On se hâta de creuser des fossés autour de la capitale, de réparer les brèches des remparts et de les garnir d'artillerie.

Henri IV avait reçu, après sa victoire, la nouvelle

Digitized by Google

d'un brillant succès remporté sous les murs d'Issoire sur les ligueurs, commandés par le comte de Randan. Au lieu de profiter de la terreur que cette double défaite avait jetée dans Paris, Henri, qui sut toujours vaincre sans jamais profiter de la victoire, s'arrêta à Mantes, prétextant sa pénurie et le besoin de raffermir la discipline de ses troupes livrées à une extrême licence. Il s'avança près de Paris le 29 mars; mais, avant d'entreprendre le siége de cette grande ville, il résolut de se rendre maître de tous les affluents de la Seine, occupa Chevreuse, Montlhéry, Lagny et Corbeil; il soumit ensuite Melun, Crecy, Moret, Provins, Nangis, Montereau, Brie-Comte-Robert et Nogent-sur-Seine. Sens, ne pouvant être réduit que par un long siége, il l'abandonna pour se rapprocher de Paris.

Afin de retarder sa marche, des négociateurs furent envoyés et se succédèrent sans cesse, mais tous mettaient pour première condition qu'il se ferait catholique; Henri, sans refuser positivement, ne voulait pas se convertir à l'instant; résolution que les ligueurs attendaient; aussi les négociations n'avaient-elles guère d'autre but que de laisser à l'armée des Pays-Bas le temps de s'approcher de Paris.

Ce fut dans cette circonstance que mourut le cardinal de Bourbon, roi nominal, homme faible, dénué des lumières nécessaires pour distinguer dans une situation aussi compliquée le vrai du faux; caractère trop indécis pour pouvoir marcher avec fermeté vers un but déterminé; dévoué aux ligueurs par esprit de piété, il était cependant fort attaché à son neveu, et il le nommait toujours *le roi mon neveu*. Sa mort apportait cependant un

Digitized by Google

changement dans les affaires et mettait la Ligue dans la nécessité de se prononcer entre la multitude des prétendants. Mais Paris songeait à autre chose qu'à une question de succession, car il était vivement pressé.

Henri IV avait entrepris le siége de cette ville le 8 mai, avec douze mille fantassins et trois mille chevaux, armée peu nombreuse pour tenir assiégée une ville immense, défendue par une bonne garnison et par une nombreuse bourgeoisie qu'animait l'enthousiasme religieux. Plus de deux mois s'étaient écoulés depuis la défaite d'Ivry; les esprits avaient eu le temps de se raffermir. La Sorbonne frappait de nouveaux coups. « On » peut donc à bon droit juger que ceux qui favorisent » Henri de Navarre, étant opiniâtres à établir le royaume » de Satan, la peine éternelle leur est préparée, et que » ceux qui le repoussent, s'ils persistent jusqu'à la mort, » seront récompensés au ciel du loyer éternel. »

Les prédicateurs, qui avaient la principale influence sur les masses, ne cessaient d'encourager le peuple à supporter avec magnanimité les souffrances d'un long siége. Tel était le puissant effet de la parole chaleureuse des orateurs sacrés, que deux qui parlaient italien, quoiqu'ils ne fussent point compris, faisaient la plus vive impression sur la multitude. Les processions aidaient aussi à soutenir l'espérance. La satire Ménippée nous a laissé la description d'une grande procession qu'elle place au commencement de la Ligue, mais qui se fit réellement en 1590. Les spirituels auteurs de cette satire ne se sont pas contentés de nous représenter le clergé et les moines, ils ont aussi peint avec des couleurs très vives les principaux auteurs du grand drame; et quoi-

Digitized by Google

qu'ils mêlent le comique au tragique, il est facile de reconnaître la puissance de la foi dans une population disposée aux plus grands sacrifices pour la défense de la religion.

Ces moyens aidèrent d'abord à supporter la faim, qui commençait à se faire sentir vivement. Il avait été fait un recensement des vivres au commencement du siége. Quoiqu'ils fussent ménagés avec soin, comme il y avait dans la ville encore plus de deux cent vingt mille bouches, malgré le grand nombre d'habitants qui étaient sortis, bientôt ils devinrent très rares, et les pauvres, incapables d'en acheter à des prix exorbitants, en souffrirent beaucoup. Des sacrifices héroïques avaient été faits par toutes les classes de citoyens. Le cardinal de Gondi ordonna de vendre l'argenterie des églises pour en donner le prix aux pauvres. Le cardinal-légat reçut cent cinquante mille écus pour être distribués aux malheureux. L'ambassadeur d'Espagne faisait tous les jours de nouvelles aumônes. Aussi le courage se maintenait par l'espoir du secours sans cesse promis et qui n'arrivait jamais.

Mayenne, qui avait reçu quelques renforts d'Alexandre Farnèse, duc de Parme, s'étant avancé jusqu'à Laon à la tête de dix mille hommes, Henri IV détacha un corps considérable et marcha contre lui. Cette démonstration, qui n'avait d'autre but que d'amuser le roi pendant qu'un convoi considérable entrerait dans Paris, eut un succès complet. Henri IV, après avoir été trompé par une ruse de guerre, continua le siége avec une nouvelle vigilance et causa une telle famine, qu'on ne voyait plus dans les rues de Paris qu'une population hâve et

Digitized by Google

décharnée. Dans son désespoir, le peuple faisait entendre ce cri alarmant : *Du pain ou la paix !* tandis que les sermons encourageaient à la patience. La municipalité ordonna un recensement général des vivres et en trouva une assez grande quantité, principalement dans les maisons religieuses, qui n'avaient pas, dans cette circonstance, manqué à la prévoyance qui les caractérise.

Dans le recensement qui fut fait pour la répartition de ce secours, il résulta que le nombre des familles qui avaient besoin de vivres, s'élevait à douze mille trois cents, dont sept mille trois cents avaient de l'argent sans pouvoir se procurer du blé. Il y avait donc, dans Paris, cinq mille familles dans une absolue indigence, et plus de sept mille qui se trouvaient aussi malheureuses, malgré leur or.

Lorsque les ressources fournies par les monastères furent épuisées, on mangea les animaux domestiques ; environ deux mille chevaux et huit cents ânes ou mulets, dont la chair se vendait à un très haut prix, furent sacrifiés à la faim publique.

Des animaux plus vils, les chiens, les chats furent saisis par ordre de l'autorité ; on les fit cuire dans de grandes chaudières, et, durant quinze jours, on en distribua la chair aux pauvres avec une once de pain. Quelques personnes ayant acheté, à un prix fort élevé, les peaux de ces animaux, furent arrêtées par le peuple, qui se saisit des peaux et les dévora.

Le duc de Nemours, qui commandait dans Paris, fit vendre une croix d'or du poids de dix-neuf marcs quatre onces et cinq gros, et une couronne du même métal, pesant un marc dix onces. Ces objets provenaient du

Digitized by Google

trésor de Saint-Denis, qu'on avait transporté à Paris.

La famine engendra bientôt une maladie épouvantable, semblable à celles qui, au moyen âge, avaient enlevé une partie des villes et des campagnes. « Ces misères » et calamités furent suivies de plusieurs maladies, en» tr'autres d'*enflures,* dont les pauvres étoient tourmen» tés comme d'hydropisie (1). »

Les chants en l'honneur du roi d'Espagne et de la Ligue avaient cessé dans les rues de la capitale; il n'y avait qu'un seul cri : *Du pain!* Et ceux qui avaient encore quelques provisions les resserraient toujours plus, dans la crainte de voir des jours plus malheureux encore.

Comme le nombre des habitants enlevés par la faim et les maladies était tel, qu'on pouvait à peine suffire à les enterrer, les pauvres, qui manquaient de tout, descendirent dans les remparts et allèrent se jeter aux pieds du roi, qui, attendri à la vue de ces cadavres ambulants, consentit à les recevoir. Un millier d'autres infortunés ayant voulu se joindre aux premiers, furent impitoyablement repoussés par les soldats, et rentrèrent dans Paris en poussant des cris lamentables.

Chaque jour cependant il se glissait quelques Parisiens dans les fossés, avec leurs habits les plus précieux, et ils achetaient des vivres aux soldats du roi qui s'enrichissaient ainsi. Quelques malheureux allèrent couper des épis de blé dans les champs et furent repoussés à coups de fusil, heureux de trouver une mort qui les délivrait des plus affreuses calamités.

(1) *Bref discours sur le siége de Paris,* pag. 55.

Digitized by Google

Le mal allait toujours croissant; on annonçait chaque jour l'arrivée des Espagnols, et chaque jour se passait sans amener la délivrance. Après avoir épuisé tous les moyens de subsistance, les riches en étaient réduits à se nourrir de pain d'avoine, tandis que les autres pulvérisaient l'ardoise pour en faire une sorte de pain; ils allèrent même jusqu'à recueillir les ossements des morts déposés dans les cimetières, les broyèrent et en formèrent un aliment qu'on nomma le *pain de madame de Montpensier*.

« Le 30 juillet, le duc de Nemours, sortant de son hôtel pour aller visiter quelques postes vers les murailles de la ville, a rencontré un homme qui, d'un air effrayé, lui dit : Où allez-vous, monsieur le gouverneur? N'allez pas outre dans cette rue : j'en viens, et ai trouvé une femme à demi-morte, ayant à son cou un gros serpent entortillé, et autour d'elle plusieurs bêtes envenimées. Ce qu'ayant entendu, le gouverneur s'est retiré en sa maison et a envoyé ses gens pour vérifier le fait, ce qu'ils ont affirmé, et dit encore que dans la rue voisine y avoit pareillement des serpents et autres bêtes de cette espèce. »

Voici un trait que tous les historiens rapportent et qui rappelle tout ce que les annales du genre humain offrent de plus attristant. Une dame riche, ne pouvant, au poids de l'or, se procurer du pain, vit mourir ses deux enfants. Elle sentit naître, alors, un besoin presque irrésistible de les manger : elle les fit couper en morceaux par sa servante et s'en nourrit avec elle pendant plusieurs jours. L'horreur que lui causaient ces festins, les larmes abondantes dont elle les assaisonnait, la ré-

Digitized by Google

duisirent à l'extrémité, et elle trouva la mort dans ce qui semblait devoir l'aider à vivre.

Nous devons dire cependant que Henri IV ne se montra pas indifférent à tant de calamités. Il laissait ses soldats placer du pain au bout de leurs piques pour le faire parvenir aux Parisiens. Des villageois ayant amené du pain à une poterne, loin de les punir, il les fit relâcher et leur donna de l'argent en disant : « Allez en paix : le » Béarnais est pauvre ; s'il avoit davantage, il vous le » donneroit. »

L'espérance de la capitale reposait uniquement sur le duc de Parme, qui quitta avec peine les Pays-Bas, pensant que Philippe II, son maître, emploierait plus utilement son armée à la défense de la Hollande que contre le roi de Navarre. Sur l'ordre exprès de Philippe II, il se mit à la tête de quatorze mille hommes d'infanterie, de deux mille huit cents chevaux et de vingt-six pièces de canon, fit observer la discipline la plus sévère parmi ses troupes, leur défendit de rien prendre aux habitants des campagnes ; ce qu'il pouvait d'autant plus facilement faire exécuter, que les approvisionnements étaient bien préparés. Marchant à petites journées, parce qu'il ne voulait rien donner au hasard, il arriva seulement le 23 août à Meaux, où il se réunit au duc de Mayenne. Malgré l'union des deux armées, elles étaient à peine égales à celle de Henri IV, qui avait vingt-six mille fantassins et sept mille chevaux. Mais les troupes espagnoles étaient, à cette époque, les plus vaillantes du monde et commandées par un capitaine très habile.

Dans l'impuissance de combattre un tel général sous les murs de Paris, Henri leva le siége pendant la nuit

Digitized by Google

du 29 août. Le 30, à l'aube du jour, les sentinelles jettent leurs regards au dehors de la ville et s'aperçoivent, à leur grande surprise, que l'enceinte est dégarnie de troupes : *La place est délivrée*, répète-t-on de rue en rue. La multitude se porte sur les remparts, entonne des chants de victoire; on organise des processions; un *Te Deum* solennel est chanté en action de grâces; la foule se précipite dans les bourgs du voisinage, au milieu des champs, pour y recueillir des vivres.

A l'approche de l'armée espagnole, Henri avait pris ses soldats les plus rapprochés de l'enceinte pour marcher à sa rencontre et avait laissé des troupes plus éloignées pour continuer le blocus et attaquer la place d'un moment à l'autre. La nuit du 10 septembre, le bruit s'étant répandu que la ville allait subir un assaut du côté de la porte Saint-Jacques, les habitants s'y portèrent en masse, demeurèrent quelque temps sur les remparts, et, n'entendant rien, se retirèrent. Quelques jésuites étant restés plus longtemps en observation, aperçurent les ennemis dressant cinq ou six échelles; ils culbutèrent ceux qui atteignirent le sommet de la muraille, appelèrent les troupes à grands cris et sauvèrent la place.

Cependant Henri IV s'avançait à la rencontre du duc de Parme, pour lui livrer bataille, et le défiait au combat. Le duc de Parme répondit « qu'il n'étoit pas venu » si loin pour prendre conseil de son ennemi; que si sa » manière de faire la guerre ne plaisoit pas à son adver» saire, celui-ci devoit chercher à le forcer d'en chan» ger, plutôt que de donner des conseils qu'on ne lui » demandoit pas. »

Le 5 septembre, Henri, après avoir choisi un champ

Digitized by Google

de bataille favorable pour attirer le général espagnol, crut enfin voir arriver l'heure de la bataille tant désirée; car le duc de Parme semblait étudier le terrain, déployer une partie de son armée sur une colline, lui donner l'ordre de la descendre lentement et de s'arrêter de temps en temps. Mais, au lieu de marcher à la rencontre de Henri IV, le duc de Parme se repliait sur lui-même, et tombait de la manière la plus inattendue sur la ville de Lagny, qui, par sa position sur la Marne, empêchait les vivres d'arriver à Paris par cette rivière. Le cours d'eau une fois passé par des troupes aguerries, il pratiqua une brèche aux murailles, monta à l'assaut, culbuta la garnison et se rendit maître de la place, qui contenait les principaux approvisionnements du roi. Henri, étonné de cette habile manœuvre, dispersa ses troupes dans les principales forteresses.

La plupart des historiens sont d'avis que si le roi eût mieux connu sa force et la faiblesse des Parisiens, il eût emporté Paris : ils devraient ajouter : s'il eût été mieux obéi; car un grand nombre des seigneurs qui étaient sous ses ordres ne voulaient suivre que leurs propres idées.

Les assiégeants faisaient si peu d'efforts pour soutenir la lutte, que pendant le blocus, dit Villeroi, il ne restait que très peu de soldats de la garnison ; personne n'allait plus aux murailles, si ce n'est les prêtres et les moines. Henri IV, toujours poussé par sa passion dominante, au lieu de suivre les travaux de siége, courait les contrées voisines pour y découvrir des belles et leur faire la cour. Gabrielle d'Estrées et plusieurs autres femmes lui firent commettre des fautes énormes, prolongèrent les désastres

Digitized by Google

de la guerre, maintinrent la domination des ligueurs dans Paris, et retardèrent de quatre ans son entrée dans cette capitale.

Quoique pressé de retourner dans les Pays-Bas, le duc de Parme consentit à faire le siége de Corbeil, ville qu'il emporta seulement le 16 octobre; il la livra au pillage et passa la garnison au fil de l'épée pour la punir de sa résistance. Il reprit ensuite le chemin de la Belgique, s'avança impassible en présence de Henri IV, et laissa trois petits corps au duc de Mayenne qui l'avait accompagné jusqu'à la frontière.

Etourdi par la savante campagne du duc de Parme en France, Henri IV, malgré sa bouillante audace, avait reçu le nom de *Carabin*, parce qu'il n'avait réussi nulle part; il ne fit rien d'important l'année suivante, et se contenta de surprendre de petites places. En revenant des frontières du Nord, il entra sans résistance à Saint-Quentin; il fit sauter les portes de Corbie à l'aide de pétards, et en passa la garnison au fil de l'épée. Il se rapprocha ensuite de Senlis, afin de se rendre maître de toutes les places qui pouvaient gêner les approvisionnements de la capitale. Afin de délivrer Paris de l'inquiétude que lui causait Saint-Denis, qui était encore au pouvoir du roi de Navarre, le chevalier d'Aumale, dans le dessein de surprendre cette place, s'avança silencieusement au milieu d'une nuit d'hiver, traversa les fossés sur la glace et pénétra dans la ville; mais, attaqué par De Vic avec une poignée de braves, il trouva la mort un des premiers. Les Parisiens se troublèrent alors et prirent la fuite. Pour récompenser De Vic de sa vaillance, Henri IV lui donna l'abbaye du Bec que d'Aumale pos-

Digitized by Google

sédait en commande. C'est ainsi qu'à cette époque encore les bénéfices ecclésiastiques servaient de récompenses militaires.

Animé par cet exploit, De Vic, afin de surprendre Paris, échelonna ses troupes silencieusement jusqu'aux murs de la ville, tandis que quatre-vingts soldats habillés en paysans conduisaient des mulets chargés de vivres, dans l'espérance que ces hommes se rendraient maîtres de la porte. Averti par un mouvement considérable qui se faisait dans les troupes ennemies, le marquis de Belin, gouverneur de Paris, jugea qu'il y avait là quelque dessein caché; il refusa de recevoir le capitaine De Vic lorsqu'il se présenta à la porte Saint-Honoré à la tête de ses ânes, et lui dit de descendre près du fleuve, qu'il y avait des bateaux pour recevoir les vivres. De Vic ne se laissa pas tromper par ces paroles : le tocsin qu'il entendit l'avertit que la tentative étant découverte, il serait insensé d'insister; il se retira sans avoir tiré un seul coup de feu. Cette journée est connue dans l'histoire sous le nom de *Journée des farines*, qui fut l'objet de nombreuses plaisanteries.

Pour se venger, le roi se porta sur Chartres, ville importante des ligueurs; il en commença le siége au milieu du mois de février, et l'obligea à se rendre le 12 avril. Mayenne, se trouvant trop faible pour secourir cette ville, tenta une diversion en sa faveur, et se porta sur Château-Thierry dont il se rendit maître. Le roi le laissa faire; il savait que cette place était loin d'avoir pour la Ligue l'importance de celle de Chartres.

Le marquis de Maignelay, âme vénale et superbe, après avoir quitté le parti du roi pour la Ligue, revint

Digitized by Google

au roi et promit la place de la Fère, dont il était gouverneur, pour prix de sa rentrée en faveur. Mayenne, en ayant été instruit, envoya, pour lui porter des dépêches, deux hommes dévoués, qui le tuèrent en arrivant. Ce fait excita d'abord de longs murmures, mais lorsqu'on en connut le motif, et qu'on vit l'armée du roi se retirer, on loua le lieutenant-général de cette justice expéditive.

Pour se venger de cet échec, le roi attaqua Noyon, et, malgré les vaines tentatives des ligueurs pour le distraire de ce siége, il le poussa avec tant de constance, que cette ville, se voyant abandonnée, ouvrit ses portes le 18 août. Biron enleva à la même époque la ville de Louviers. Tout le fruit de cette campagne se réduisait donc à la prise de trois ou quatre places. En continuant ainsi la guerre, il fallait bien des années de vie au roi pour se mettre en possession de toute la France.

Nous n'avons suivi les opérations militaires que du côté de Paris, où se trouvait le roi. La guerre se faisait aussi dans les provinces méridionales, mais cette guerre avait un caractère particulier. Le duc de Savoie, quoique attaché au parti des ligueurs, aimant mieux travailler pour son propre compte, était entré en Provence et dans le Languedoc; il avait été reçu avec une pompe royale par le parlement d'Aix et s'était fait proclamer lieutenant-général de la province *sous la couronne de France*. Les catholiques et les protestants résolurent de mettre de côté, dans cette circonstance, leurs dissensions religieuses, pour combattre l'ennemi de leur pays. Lesdiguières s'empara de Grenoble, et La Valette battit de Vinon, officier de Charles-Emmanuel Ier.

Digitized by Google

Le Languedoc était partagé entre deux chefs catholiques, Montmorency-Damville et Joyeuse, qui agissaient tous les deux comme souverains indépendants, avaient leur parlement, l'un à Carcassonne et l'autre à Toulouse, et se combattaient l'un l'autre, s'appuyant, le premier, principalement sur les huguenots, et le second sur Philippe II. Nous ne pouvons entrer dans les détails d'une petite guerre marquée par des actes et des troubles sans cesse répétés.

En Bretagne, le duc de Mercœur se fit indépendant et forma le dessein de reconstituer en sa faveur l'ancien duché, en s'appuyant surtout sur l'étranger. Philippe II, qui réclamait le duché comme représentant Elisabeth de France, consentit à régler plus tard ses droits sur cette province et fournit même des troupes à Mercœur pour combattre le prince de Dombes, fils du duc de Montpensier, que le roi avait destiné au gouvernement de Bretagne. La Noue, qui dirigeait le jeune de Dombes, entreprit le voyage de Lamballe, où il fut blessé mortellement; perte considérable pour Henri IV, qui disait de lui : « Grand homme de guerre, et plus grand homme de bien. » La reine d'Angleterre, vivement inquiétée de voir une armée si près de son royaume, envoya plusieurs fois des vaisseaux sur les côtes de Bretagne, mais en trop petit nombre pour y avoir des succès. Vainqueurs des troupes royales, les commandants de la Ligue dans le Limousin, le Quercy et le Périgord tentèrent d'emporter Belloc dans La Marche; ils ne purent s'en rendre maîtres : sur la fin de l'année, les royalistes se vengèrent à Souillac, où ils tuèrent six cents hommes aux ligueurs.

Cette manière de faire la guerre indique l'impuissance

Digitized by Google

des partis, affaiblis par des dissensions intestines. Celui de Henri IV, bien que le mieux uni, était composé de différentes fractions jalouses l'une de l'autre. La première fraction était celle des huguenots, qui, tout en professant un dévoûment complet au Béarnais et tout en étant disposée à faire tous les sacrifices pour lui, parce que de son triomphe dépendait l'existence de la réforme en France, n'était pas sans inquiétude sur les velléités de conversion que le monarque manifestait.

La seconde fraction du parti royaliste était celle des politiques, masse d'hommes qui, pour la plupart catholiques, plaçaient les intérêts temporels avant ceux de la religion. Cette fraction renfermait les hautes capacités dévouées au roi : Biron, Crillon, Ornano dans l'art militaire; De Thou, La Guesle, Pasquier dans le Parlement.

Enfin, dans le parti du roi, on voyait des personnages qui, ne suivant aucune des deux fractions que nous venons de désigner, n'écoutaient guère que leur ambition personnelle. Tels étaient les favoris de Henri III, qui s'étaient rattachés à Henri IV; tel était surtout le cardinal de Vendôme, qui avait pris le titre de cardinal de Bourbon après la mort de son oncle. Le jeune Duperron, attaché à sa personne par la conviction intime que jamais aucune autre branche ne pourrait s'implanter en France que celle des Bourbons, le pressait de négocier à Rome pour se faire reconnaître roi, puisque, à défaut de Henri IV, la couronne lui revenait de droit. Instruit de ces intrigues, Henri fit revenir le cardinal de Bourbon auprès de lui et le surveilla avec attention, sans laisser apercevoir l'action de la police.

Henri IV, ne pouvant espérer de vaincre avec un parti

Digitized by Google

si divisé, résolut de chercher de l'appui au dehors. Il réclama le concours de la reine d'Angleterre, des Etats-Généraux des Pays-Bas et des princes luthériens. La reine d'Angleterre changeait continuellement de résolution, et rien de ce que l'on faisait n'obtenait son agrément : elle réprimandait et menaçait ses ministres, écrivait des lettres de plaintes amères à ses ambassadeurs. Ce qui l'irritait peut-être le plus, c'était la conduite du roi de France, dont l'indifférence apparente pour les intérêts de la réforme et de l'Angleterre, et les demandes réitérées de nouveaux secours pour réponse à toutes les plaintes qu'elle lui adressait, mettaient sa patience à une rude épreuve. Henri IV, bien convaincu qu'elle n'oserait manifester au dehors ses ressentiments, se riait en secret de ses menaces et semblait se complaire à les exciter. La reine, cédant encore cette fois, envoya des renforts en Normandie et en Bretagne.

Turenne, après s'être rendu en Hollande auprès du prince d'Orange, et en avoir obtenu la promesse que si le duc de Parme faisait mine d'attaquer la France, il se porterait sur les Pays-Bas, passa ensuite en Allemagne auprès des princes protestants, et parvint à déterminer ces princes et les villes libres attachées à la réforme, à lui avancer, les uns de l'argent, les autres à lui fournir des hommes. Il réussit à lever huit mille fantassins, quatre mille cavaliers, un bon train d'artillerie et de munitions de guerre, qu'il amena sur les frontières de France; service immense, en récompense duquel Henri IV lui fit épouser un parti extrêmement riche, Charlotte de La Marck, héritière de Sedan et du duché de Bouillon, principauté indépendante. Le vicomte de Tu-

Digitized by Google

renne prit alors le titre de duc de Bouillon et se trouva maître, non-seulement de riches terres dans le centre de la France, mais encore de villes très fortes sur la frontière de la Lorraine et de la Belgique, places qui avaient été fréquemment l'objet des attaques des Lorrains et des Guise.

Quoique son principal appui en France fût toujours le parti protestant, cependant Henri n'avait encore rien fait pour les réformés; il n'avait pas rapporté les lois qui interdisaient leur culte et les excluaient de toutes les charges. Pour les satisfaire, il publiait : « Voulons » et nous plaît que les derniers édits faits par les rois, » nos prédécesseurs, sur la pacification des troubles du » royaume, soient ci-après entretenus, exécutés et ob- » servés inviolablement. » C'était, à mots couverts, la paix de Bergerac rétablie. Il n'y avait pas une expression qui ôtât la supériorité au catholicisme, pas un mot qui consacrât le protestantisme; il repoussait seulement toutes les mesures violentes. Duplessis-Mornay avait préparé un édit plus franc; mais Henri, qui cachait sous un air jovial et audacieux une grande maturité, fit même une rectification à son édit, sur la demande de plusieurs prélats soumis à son autorité, qui lui représentèrent le danger de sa concession; il ajouta donc qu'il s'engageait « à ne souffrir que rien ne fût innové ou changé au » fait ou exercice de la religion catholique, apostolique » et romaine, laquelle il vouloit maintenir, et ceux qui » font profession d'icelle, en toutes ses autorités, fran- » chises et libertés (1). »

(1) Davila, pag. 716.

Digitized by Google

Si Henri IV était tiraillé par les partis, la Ligue ne l'était pas moins. Mayenne avait ses projets ; la duchesse de Montpensier avait ses adulateurs; les Seize avaient leurs desseins; le jeune duc de Guise vint encore ajouter de nouvelles dissensions. Le fils du Balafré, qu'on avait renfermé dans le donjon de Tours, s'ennuyant de n'avoir, pour y prendre des exercices, d'autre lieu que la cour, résolut de se soustraire à une si rigoureuse captivité. Le jour de l'Assomption, après avoir fait ses dévotions avec une grande piété, il se livra au jeu avec Penard, l'un de ses gardes, et, le voyant bien animé, il lui proposa de monter l'escalier du donjon à cloche-pied. Guise, ayant bientôt gagné de l'avance sur son adversaire, monta au sommet de la tour et ferma les portes sur lui; Penard, peu inquiet, parce qu'il se persuadait que son prisonnier ne pouvait lui échapper, fit enfoncer la porte; en arrivant au sommet du donjon, il ne vit qu'une longue échelle de cordes par laquelle son prisonnier s'était enfui et s'était sauvé à Paris, où il fut reçu en triomphe.

L'Eglise perdait, à cette époque, le grand pape Sixte-Quint, qui eut pour successeur Grégoire XIV. Ce pontife publia contre le roi des lettres monitoriales pour le sommer de revenir à la religion de ses pères, s'il ne voulait de nouveau être frappé par la redoutable sentence de l'excommunication. Cet acte, d'une vigueur tout apostolique, surprit quelques esprits, à qui la prudence et la sagesse du nouveau Pape étaient connues; il rendit une nouvelle activité au parti catholique et détermina les Seize à demander qu'on mît à mort, sans forme de procès, quiconque professait le protestantisme, qui

Digitized by Google

témoignait de l'attachement au roi. Présentant continuellement à l'admiration des catholiques la grande politique de Philippe II, les Seize auraient voulu faire épouser au jeune duc de Guise une fille de ce monarque, afin de faire cesser les tiraillements des ligueurs et de donner enfin à la France une politique digne d'elle. Les prédicateurs, voyant la manière trop déplorable dont les affaires étaient conduites, échauffaient sans cesse les passions populaires, et, si nous en croyons L'Etoile, Boucher, qui prêchait le carême à Saint-Germain-l'Auxerrois, « s'étant mis sur le Béarnais et les politiques, » dit qu'il falloit tout tuer et exterminer, et que déjà, » par plusieurs fois, il les avoit exhortés à le faire, » mais qu'ils n'en tenoient compte, dont ils se pour- » roient bien repentir; qu'il étoit grandement temps » de mettre la main à la serpe et au couteau, et que ja- » mais la nécessité n'en avoit été si grande; qu'il eût » voulu avoir tué et étranglé de ses deux mains ce chien » de Béarnais, et que c'étoit le plus plaisant et le plus » agréable sacrifice qu'on eût pu faire à Dieu. »

Poussée d'abord à quelques excès sur des hommes obscurs par ces violentes déclamations, la populace porta ses désirs de vengeance sur des personnages plus élevés. Le Parlement, ayant montré des sentiments très modérés, devint suspect aux Seize, dont les plus ardents s'assemblèrent le 5 novembre, sous prétexte d'obvier aux impôts dont on voulait frapper le pauvre peuple, mais en réalité pour arriver à un autre but. Au milieu de la délibération, le curé de Saint-Jacques prit la parole et s'écria avec vivacité : « Messieurs, c'est assez connivé; il » ne faut jamais espérer ni justice, ni raison de la cour

Digitized by Google

» du Parlement; c'est trop enduré. » Pendant qu'il disait ces paroles, un bourgeois vint lui dire quelques mots à l'oreille : « Messieurs, reprit-il alors, je suis prévenu » qu'il y a des traîtres en cette compagnie, il faut les » chasser et les jeter en la rivière. »

Vivement émue par une telle proposition, l'assemblée, avant de prendre une détermination définitive, chargea dix membres d'arrêter toutes les mesures de sûreté que la situation pouvait commander, et de consulter la Sorbonne pour savoir si, dans le cas d'extrême nécessité, on pouvait se dispenser de suivre les formes de la justice. Sur une réponse affirmative, les compagnies bourgeoises furent convoquées; on se rendit maître de toutes les rues qui conduisaient au palais; le premier président, Barnabé Brisson, Claude Larcher, conseiller au Parlement, et Jean Tardy, conseiller au Châtelet, furent arrêtés. On leur lut aussitôt une sentence des Dix qui les condamnaient, sans les avoir entendus, à être étranglés et pendus comme fauteurs d'hérésie, ennemis et traîtres à la ville de Paris. Cette sentence fut mise à l'instant à exécution; ces trois magistrats furent pendus à la fenêtre de la chambre qui leur servait de prison. Le prévôt des marchands et les échevins confisquèrent aussi leurs biens. Cette *épuration* fut appliquée à tous les corps, et les personnages les plus remarquables furent immolés. Les meneurs de la populace, maîtres absolus du terrain, fatigués des lenteurs du duc de Mayenne, proposèrent de le tuer, afin de disposer absolument du pouvoir, soit en faveur du duc de Guise, soit en faveur du roi d'Espagne.

Ces nouvelles, arrivées coup sur coup au duc de

Digitized by Google

Mayenne, l'avaient jeté dans une anxiété d'autant plus grande que, d'un côté, il fallait tenir tête à Henri IV, qui venait d'être rejoint par le vicomte de Turenne, ayant à sa suite des troupes considérables d'Allemagne, et que, d'un autre côté, sa présence était nécessaire à Paris. Le jeune duc de Guise et des envoyés des Seize étant arrivés dans ces circonstances à l'armée, pour faire connaître les projets et les volontés du comité directeur de Paris, Mayenne leur répondit que, pour bien arrêter un plan de gouvernement avec les Parisiens, il avait besoin de se transporter dans la capitale. Il remit le commandement de ses troupes au jeune duc de Guise, lui donnant pour surveillant le président Jeannin, qui avait ordre de ne rien laisser entreprendre de sérieux avant son retour.

Mayenne entra à Paris le 28 novembre, à la tête de neuf cents chevaux d'élite et de deux régiments d'infanterie; il fut reçu par une députation des Seize, parla avec une extrême modération, déclarant vouloir tout ce que voudrait la ville. Il eut un entretien secret avec Belin, gouverneur de Paris, qui lui déclara que la majorité de la bonne bourgeoisie était disposée à tous les sacrifices pour délivrer la capitale du gouvernement de la populace. Belin, de concert avec Mayenne, mit sur pied toutes les compagnies bourgeoises et les entremêla avec les troupes. C'est ainsi qu'il se rendit maître de tous les passages du faubourg Saint-Antoine, et vint assiéger la Bastille, où Bussy-Leclerc commandait au nom des Seize. Bussy, homme féroce loin du danger, mais tremblant lorsqu'il voyait sa vie en péril, remit la Bastille, à condition qu'il aurait la vie sauve. Il abandonna les

Digitized by Google

immenses richesses qu'il avait réunies dans sa prison d'Etat et se retira à Bruxelles, où il exerça le métier de maître d'armes.

Mayenne arrêta les quatre membres les plus factieux des Seize et les fit pendre immédiatement dans une salle basse du Louvre; il fit également saisir et périr par la corde le greffier et le bourreau qui avaient minuté et exécuté la sentence contre le président du Parlement. Quatre autres parvinrent à s'échapper et à se retirer en Flandre. Mais, bien que la bourgeoisie eût ressaisi le pouvoir qui lui avait été un instant enlevé par la populace, la victoire de Mayenne sur les exaltés n'en fut pas moins fatale à son parti.

Pendant que Mayenne était absent de l'armée, le roi avait conduit ses troupes en Normandie, parce que la reine Elisabeth ne consentait à lui fournir des soldats et de l'argent qu'à condition qu'il se rendrait maître de cette province. Henri IV alla mettre le siége devant Rouen, place défendue par Henri de Lorraine, fils du duc de Mayenne, qui lui avait donné pour mentor le plus habile capitaine de l'armée catholique, Villars Brancas. Cinq mille hommes d'infanterie et douze cents chevaux formaient l'effectif de la garnison, qui fut soutenue par la bourgeoisie, digne des plus grands éloges par le courage qu'elle déploya. Quoique Henri IV fût arrivé sous les murs de Rouen à la tête d'une armée de vingt-sept mille hommes d'infanterie et dix mille de cavalerie, il trouva une si vive résistance, que ce fut seulement un mois après l'ouverture du siége qu'il put mettre ses canons en batterie.

Mayenne, se sentant trop faible pour tenter de forcer

Digitized by Google

les lignes des assiégeants, appela à son secours le duc de Parme, Alexandre Farnèse, qui, après avoir hésité un instant, se détermina à franchir les frontières. Trop bien instruit par le passé combien cet habile capitaine était à craindre pour oser se mesurer avec lui, Henri IV laissa son infanterie continuer les travaux du siége, se mit à la tête de sa cavalerie et s'avança contre le duc pour le harceler et lui couper les vivres. Mais sa bravoure ne lui permit pas de demeurer fidèle à ce plan sagement conçu, et il faillit, à deux reprises, tomber entre les mains de son ennemi.

A Folleville, ayant aperçu ses adversaires, il se porta à leur rencontre à la tête de quelques braves, fit le coup de pistolet comme le dernier des soldats, et fut sur le point d'être pris. Le lendemain, par une imprudence plus grande encore, il gravit un monticule, à la tête de trois cents cavaliers d'élite, et le descendit pour reconnaître de plus près ses ennemis. L'avant-garde de la Ligue, qui feignait de vouloir l'arrêter, céda bientôt et l'entraîna, pendant qu'un corps de cavalerie espagnole arrivait en silence par derrière; Henri, tout surpris de se voir couper la retraite, se hâta de redescendre la colline au galop. Le duc d'Aumale ordonna à ses soldats de le poursuivre vivement, et, montrant ses plumes blanches, il dit : *Au roi de Navarre.* Blessé légèrement dans les reins par une balle, Henri avait la moitié de son escorte hors de combat; les chevau-légers qu'on appelait à son secours, prenaient la fuite au lieu de voler à lui; toujours poursuivi, il se couvrit du manteau du baron de Givry, pour cacher sa personne et n'être plus un point de mire. Le duc de Nevers arriva enfin avec un gros

Digitized by Google

corps de cavalerie, et arrêta l'ennemi, tandis que le roi et ses compagnons se retiraient derrière un bois, à deux milles au-delà d'Aumale. Si le duc de Parme eût cédé à l'ardeur de son armée et s'il n'eût pas fait les plus grands efforts pour la ralentir, il se serait infailliblement emparé du roi ou l'eût tué. Mais, craignant un piége, il n'avait pas voulu s'exposer au danger d'une défaite. Comme on lui en faisait un reproche, il répondit : « Je » retomberois encore dans la même faute; je croyois » avoir affaire à un roi, à un général d'une grande ar- » mée : comment supposer que ce n'était qu'un cara- » bin? »

Villars, commandant de la place de Rouen, voyant les assiégeants affaiblis par l'absence de la cavalerie et de leurs principaux chefs, sachant d'ailleurs que l'approche du grand capitaine italien avait jeté le désordre parmi eux, confia aux bourgeois la garde de tous les postes de la ville, sortit le 25 février au point du jour, et attaqua les assiégeants avec une telle vigueur, qu'il tua ou mit en fuite tous ceux qui travaillaient à la tranchée; il s'empara de cinq canons, il en encloua deux, il mit le feu aux munitions, il éventa les mines et ruina les travaux les plus avancés.

A la nouvelle de ce grand succès, les Espagnols demandèrent à marcher au combat pour écraser un ennemi à demi vaincu : Farnèse s'y opposa, sous prétexte que les soldats du Béarnais, fatigués d'un long siége, allaient se retirer chez eux et que le but qu'on se proposait serait ainsi atteint sans combat. On se contenta, en conséquence, de jeter quelques troupes dans la place.

Après la retraite du duc de Parme, Henri IV recom-

Digitized by Google

mença les travaux du siége avec une nouvelle activité, ce qui obligea Farnèse à passer de nouveau la Somme et à s'avancer contre le roi. Cette fois Henri IV leva le siége de Rouen, qui lui avait coûté plus d'hommes et d'argent que celui de Paris. Tout le fruit d'une longue campagne était perdu par une simple stratégie militaire d'un grand capitaine, qui, par sa seule présence, avait contraint le roi à abandonner le siége de Rouen.

A la demande des Rouennais, qui souhaitaient avoir la libre navigation de la Seine, le duc de Parme fit le siége de Caudebec, où il fut frappé d'une balle qui, du coude, chemina entre les deux os jusqu'à la main, sans que cette blessure le fit changer de visage. Deux jours après, Caudebec fut emporté.

La douleur et une fièvre violente contraignirent le duc de Parme à remettre le commandement des troupes au duc de Mayenne, qui commit la faute énorme de s'avancer dans le pays de Caux, où Henri IV accourut enfermer l'armée de la Ligue entre la mer et la Seine, fort étendue au-dessous de Rouen. Henri, toujours aventureux, se jeta dans un défilé où il pouvait être pris. Alexandre Sforza étant accouru en prévenir le duc de Parme: « Hélas! répondit ce duc accablé par la fièvre, » ce sont des hommes vivants qu'il faut pour combattre » le roi de Navarre, et non des cadavres privés de sang » comme moi! »

Pour réparer les fautes de Mayenne, Farnèse se fit mettre en litière, parcourut l'armée, examina toutes les positions occupées par le roi, et, par sa seule présence, jeta l'incertitude dans les mouvements de Henri, qui permit au duc de Parme de se rapprocher de la Seine,

Digitized by Google

qu'il croyait infranchissable dans un lieu occupé par la flotte hollandaise. Le duc de Parme, après avoir jeté un coup-d'œil sur le fleuve, déclara à Mayenne qu'il avait l'intention de le franchir. Quoiqu'on regardât ce dessein comme une témérité monstrueuse, il ordonna de rassembler à Rouen de grandes barques couvertes d'un plancher sur lequel il pourrait faire passer son artillerie et sa cavalerie, tandis que son infanterie opérerait le passage sur un pont de bateaux. Il fit construire sur les deux rives de la Seine deux redoutes armées de canons pour servir de tête de pont. Tous ces travaux furent terminés le 20 mai. Chose incroyable, le roi les ignora complétement, et ce ne fut que le 21, lorsque la journée était bien avancée, que Biron s'en aperçut. Le roi fit diriger des troupes sur ce point; mais, lorsqu'elles y arrivèrent, le passage était complétement effectué; il ne restait sur la rive droite ni un canon, ni un soldat.

Le duc de Parme marcha à grandes journées vers Saint-Cloud et regagna les Pays-Bas. Cette étonnante manœuvre avait frappé de stupeur les ligueurs et les royalistes. Mayenne était content de voir s'éloigner un capitaine qui l'écrasait de sa supériorité. Henri IV, déconcerté, licencia la plus grande partie de son armée et le suivit avec le reste en Champagne et en Picardie, jusqu'aux frontières des Pays-Bas. Le duc de Parme y mourut peu après. Ce grand capitaine fixa l'art moderne de la guerre et mérita de tenir une des grandes places parmi les hommes qui ont su donner à l'état militaire cette puissance formidable et trop vantée qui l'élève au-dessus des autres conditions.

Mayenne et Henri IV, persuadés de leur infériorité

Digitized by Google

dans l'art militaire, et fatigués d'ailleurs d'une guerre dont personne ne pouvait prévoir l'issue, chargèrent Duplessis-Mornay et Villeroi de traiter de la paix. Le duc de Mayenne déclarait « qu'il ne pouvoit traiter avec » Sa Majesté qu'elle ne donnât dès à présent assurance » de changer de religion après son instruction. » Et Duplessis répondait « que cela sentiroit plutôt son athéiste » que son catholique, et qu'il ne faisoit aucune diffé- » rence entre aller à la messe du soir au lendemain, » sans instruction, ou le promettre dès à présent devant » cette instruction, ne sachant encore quel effet elle fe- » roit en sa conscience (1). »

La conversion du roi paraissait toutefois tellement probable, qu'on jugea prudent d'envoyer le cardinal de Gondi à Rome pour obtenir du Pape l'absolution, afin qu'on ne rencontrât plus de difficultés au moment de l'abjuration. En attendant, on devait « ouvrir des confé- » rences sur les moyens d'assurer la religion, le parti et » les particuliers, sans plus remettre les choses après la » conversion de Sa Majesté (2). »

Mayenne, en entrant en négociation, voulait assurer des garanties aux catholiques et se procurer à lui-même des avantages extrêmement importants. Il ne se contentait pas, pour les catholiques, de l'abjuration du roi; il exigeait encore pour eux des places de sûreté pour six ans, pendant lesquels on pourrait juger de la sincérité de la conversion du monarque; il demandait pour lui-même la dignité de grand-connétable ou de lieute-

(1) *Mém. Villeroi*, pag. 791.
(2) *Ibid.*

Digitized by Google

nant-général du royaume, le duché de Bourgogne pour sa famille, à titre héréditaire, avec le Lyonnais; la Champagne pour le duc de Guise, la Bretagne pour Mercœur, le Languedoc pour Joyeuse, la Picardie pour Aumale, et pour tous les ligueurs la conservation de leurs emplois et de leurs gouvernements. Le roi publia ces conditions exorbitantes, qui annihilaient le pouvoir royal, et s'en servit pour compromettre Mayenne aux yeux de son parti. Les chaires de la capitale retentirent aussitôt contre ceux qui parlaient de paix.

« Le curé de Saint-Cosme prêcha un jour que le Béar-
» nais avoit beau faire tout ce qu'il voudroit, qu'il allât
» à tous les diables, qu'il allât au prêche, qu'il allât à la
» messe ou qu'il n'y allât point, c'étoit tout un.... Rose
» Cuelly, Martin, Guarinus, Feuardent et tous les au-
» tres, prêchèrent de même et dirent qu'ils étoient d'avis,
» si le Saint-Père le trouvoit bon, de recevoir à l'Eglise
» le Béarnais pour capucin et non pour roi (1). »

La violente opposition que Mayenne rencontrait le détermina enfin à convoquer les Etats-Généraux à Paris. Redoutant les hommes énergiques de quelque opinion qu'ils fussent, il fit tous ses efforts pour faire nommer des députés d'une pâleur sans pareille, afin de leur ôter toute consistance. Dans un long manifeste destiné à dévoiler ses pensées, il posait le catholicisme comme base de toute conciliation entre les Français, et déclarait même que si le roi de Navarre revenait sincèrement à la vraie religion, toute la France devrait se rallier autour de sa personne. Le légat du Pape, sans contredire ces prin-

(1) L'Etoile, tom. II, pag. 363.

Digitized by Google

cipes, semblait cependant exclure absolument du trône tout hérétique relaps, même converti à la foi. Les Etats, qui se réunirent le 17 janvier 1593, montrèrent pour Mayenne un dévoûment qu'ils n'avaient pas témoigné aux rois de France. On nous a conservé quelques-unes de leurs lettres, où ils assuraient à Mayenne ou au duc de Guise, « très humblement, qu'en leur absence ils ne » se permettroient point de traiter des plus importantes » et principales affaires. » Et, au lieu d'y apposer leur nom propre, ils signaient : « Vos très humbles et affec- » tionnés serviteurs les trois Etats de France (1). »

Dans la séance d'ouverture, qui eut lieu le 26 janvier, Mayenne prit place sous le baldaquin ou siége royal, exposa à l'assemblée les malheurs de la France et la nécessité d'y apporter un remède, par l'élection d'un roi qui préférât le bien et l'honneur de la sainte Eglise à sa propre vie, et qui eût la puissance nécessaire pour ramener les peuples à l'obéissance. Le Pape en avait constaté la nécessité dans une bulle que le légat avait publiée. Les orateurs du clergé, de la noblesse et du tiers, parlèrent à leur tour dans le même sens. Une affaire aussi grave que l'élection d'un roi ne pouvait se faire sans avoir été mûrie, préparée et arrêtée dans des conférences particulières avant d'être portée en public ; il fut résolu que la tenue de la seconde séance des Etats serait remise à une époque éloignée.

L'annonce de ce grand événement eut une immense influence sur les partis, qui, tous deux persuadés de la nécessité de sortir de la triste situation où l'on était, sen-

(1) Etats-Généraux, tom. xv, pag. 388.

Digitized by Google

taient leur impuissance pour détruire l'anarchie. Henri IV avait eu de brillantes armées, et cependant il n'avait obtenu aucun succès éclatant et durable : nous l'avons vu échouer contre Paris et contre Rouen. Dans la Provence La Valette, frère et lieutenant du duc d'Epernon, ayant été tué au siége de Roquebrune, Lesdiguières et Ornano s'étaient mis à la tête du parti protestant et des politiques, et avaient obtenu quelques succès contre le duc de Savoie et contre la Ligue. Lesdiguières eut même l'audace de transporter la guerre en Piémont et de contraindre ainsi le duc de Savoie à repasser les Alpes. Le duc d'Epernon, qui était revenu à la cour ou plutôt au camp lorsque les affaires du Béarnais s'étaient améliorées, vola en Provence, en chassa les Savoyards, reprit Antibes, et fit reconnaître son autorité jusqu'au Var.

Dans le Languedoc, où les grands succès des politiques avaient réduit le duc de Joyeuse à se noyer dans le Tarn par une fuite précipitée, la plus grande partie de cette province reconnaissait l'autorité de Montmorency-Damville. Les ligueurs maîtres de Toulouse, ennemis implacables des politiques, déterminèrent alors le frère Ange de Joyeuse à abandonner l'habit de Saint-François et à prendre le commandement, avec le titre de duc de Joyeuse. En Bretagne, Mercœur, tout en travaillant principalement pour lui-même, ayant eu un succès complet contre les troupes royales et anglaises, faisait cependant les affaires de la Ligue.

On voit, d'après ce court exposé, qu'il n'y avait aucun parti qui eût la supériorité, et qu'il était impossible de prévoir quelle serait l'issue de la lutte. Cet état d'incer-

Digitized by Google

titude donnait une plus grande activité aux passions et faisait travailler ardemment à sortir de cette situation. Dans le parti du roi, il se formait des prétendants; on avait vu des personnages aussi influents que célèbres se détacher de Henri pour se rapprocher du cardinal de Bourbon, ensuite du comte de Soissons. Dans le parti de la Ligue, Mayenne se montrait en première ligne; venait ensuite Philippe II pour sa fille Isabelle; enfin d'autres prétendants inférieurs, dont les chances paraissaient éloignées, s'agitaient aussi. La plupart des grands seigneurs n'étant absolument attachés à aucun parti, il était facile de les gagner par de riches apanages, auxquels on donnerait une sorte d'indépendance féodale.

Le duc de Féria, ambassadeur d'Espagne, avait reçu des instructions pour réclamer la couronne en faveur de la fille aînée de Philippe II, « l'infante Isabelle, comme » légitime reine, selon le droit de nature divin et com- » mun, puisqu'il n'avoit plu à Dieu de conserver en vie » aucun héritier légitime mâle du roi Henri II, son aïeul; » toutefois, il consentoit à ce qu'on y joignît l'élection, si » l'on croyoit qu'il en eût besoin. »

Féria commit une énorme faute politique; il déclara que l'intention de son maître était de donner la main de sa fille à l'archiduc Ernest, afin que les immenses possessions de la maison d'Autriche ne sortissent pas de la famille. Cette déclaration fit une sensation pénible, parce qu'on croyait déjà voir la couronne de France soumise à la domination étrangère. Féria corrigea ses premières paroles et dit que le roi, son maître, consentirait à accepter un autre prince pour sa fille si l'archiduc ne plaisait pas à la France. Cette combinaison paraissait devoir

Digitized by Google

réussir, parce que Mayenne se rattachait à Philippe II, qui lui avait promis un très riche apanage.

Henri IV, à qui toutes ces manœuvres n'échappaient pas, convaincu qu'il fallait prendre une grande résolution s'il ne voulait perdre la couronne de France, discuta sérieusement avec ses amis ses projets de conversion. Sully, plus philosophe que protestant, lui dit : « A la vé-» rité, une catholicité vous devenant bien fort agréable, et » icelle étant bien prise et bien reçue à propos, par les » formes honorables et agréables, seroit de grande uti-» lité, voire pourroit servir de ciment et liaison indisso-» luble entre vous et tous vos sujets catholiques, et même » faciliteroit tous vos autres grands et magnifiques des-» seins dont vous m'avez quelquefois parlé. Sur quoi je » vous en dirois davantage, si j'étois de profession qui » me permît de le faire en bonne conscience, me con-» tentant de laisser opérer la vôtre en vous-même, sur » sujet si chatouilleux et si délicat (1). »

Ce discours, qui indique le fond de l'âme de Sully, montre qu'il était sans religion. Dans notre malheureux siècle on ne rougirait pas d'un pareil avis.

Bien que Henri IV fût déterminé à embrasser le catholicisme, cependant il ne pouvait passer tout d'un coup d'une religion dans une autre; et il voulait surtout avoir des garanties que sa conversion lui servirait. Les catholiques de son parti envoyèrent une dépêche au marquis de Belin, gouverneur de Paris, pour lui proposer des conférences en un lieu entre Paris et Saint-Denis, afin de s'occuper, sinon de la paix, du moins d'une trêve.

(1) *Mém. Sully*, tom. XI, pag. 89.

Digitized by Google

Quoique la proposition d'une trève et d'une conférence fût vue avec défaveur par les ligueurs outrés, Mayenne conseilla de l'accepter; il se trouvait trop faible pour la guerre, car au lieu d'avoir, comme il s'y était attendu, une grande armée prête à rentrer en France, Charles de Mansfeld, successeur du duc de Parme, lui envoyait seulement mille cavaliers, quatre mille fantassins et vingt-cinq mille écus. Si on lui promettait la Bourgogne en apanage et le gouvernement de la Picardie après l'élection de l'infante, il s'apercevait qu'on voulait le tromper.

Afin de donner plus de sécurité aux conférences, qui commencèrent à Suresnes, le 7 mars, entre les politiques et les ligueurs, une trève fut conclue pour tout le territoire à quatre lieues autour de Paris. Les intermédiaires étaient l'archevêque de Lyon, pour les ligueurs, et pour les politiques l'archevêque de Bourges, qui avait à côté de lui un prêtre de grand mérite, le célèbre Jacques Davy-Duperron, occupé déjà de la conversion sincère du roi. Quand on proposa, par esprit de conciliation, l'accession du roi au catholicisme, les ligueurs répliquèrent avec juste raison que la conversion du roi était bien à désirer, mais qu'elle devait être l'effet de la grâce et non une pure opération politique. Les catholiques voulaient, en effet, une conversion sincère et non une religion achetée au prix d'une couronne.

Lorsqu'on répandit à Paris que Henri allait se faire catholique, afin d'être reconnu roi de France, les prédicateurs firent retentir les chaires chrétiennes contre de pareilles dispositions. Le curé de Saint-André-des-Arts avait dit: « qu'il aimoit mieux un étranger catholi» que, pour roi, que non pas un Français qui fût héréti-

Digitized by Google

» que. Quant au roi, il l'appela tigre et fils de prostituée, » exhortant le peuple à ne le recevoir jamais, quelque pro- » fession de religion qu'il fît, pour ce que n'étoit qu'une » piperie et hypocrisie, et qu'un relaps comme lui n'é- » toit bon qu'à brûler. » Le curé Boucher, prit pour texte : *Eripe me de luto, ut non infigar*, qu'il traduisit : « Seigneur ! tire-nous de la bourbe, débourbonne-nous, » Seigneur ! cria au peuple, qu'il étoit temps de se de- » bourber, et que ce n'étoit à tel boueux que la couronne » de France appartenoit (1). »

Les projets de conversion du roi n'empêchèrent pas les Etats de la Ligue de se réunir le 19 mai, pour procéder à l'élection d'un roi de France. Quand on leur développa ostensiblement les propositions de l'Espagne, l'évêque de Senlis protesta au nom de la loi salique. Malgré cette protestation, les propositions de l'ambassadeur espagnol furent reçues favorablement, lorsqu'il déclara que le roi, son maître, choisirait pour l'infante un seigneur français. Une aussi grande affaire ne pouvait se décider en un moment; il y avait de trop grands intérêts en jeu, et cependant il fallait marcher vite, car les princes de la famille de Bourbon se rapprochaient des ligueurs ; Henri IV mettait tout en mouvement et se disposait enfin au grand acte de sa conversion. Ce fut au milieu de cette agitation que le bruit de la prochaine abjuration du roi se répandit. Pour arrêter l'effet d'une pareille nouvelle, les ambassadeurs d'Espagne déclarèrent que leur maître avait l'intention de choisir le jeune duc de Guise pour époux de l'infante.

(1) L'Etoile, tom. II, pag. 387.

Digitized by Google

Cette déclaration produisit une vive satisfaction dans toute la ville de Paris. Si le peuple de la capitale, habitué depuis si longtemps à mettre toute sa confiance dans les Guise, voyait avec bonheur élever sur le trône un des descendants de personnages si vénérés, une grande partie de la noblesse, qui avait rêvé de riches apanages, peut-être le partage de la monarchie, fit une opposition secrète; mais personne ne fut plus jaloux que le duc de Mayenne d'un choix qui lui ôtait l'espérance. Il fut assez habile pour dissimuler ses sentiments; il agit sur l'esprit du président Lemaistre, qui fit rendre par le Parlement un arrêt pour le maintien de la loi salique.

Cet arrêt célèbre déconcerta les projets ambitieux du roi d'Espagne, fit ajourner l'élection d'un roi et affaiblit le parti de la Ligue en le divisant. On voyait d'un côté la noblesse et le Parlement, de l'autre les ligueurs modérés dévoués au duc de Guise et travaillant sérieusement à son exaltation, enfin les Seize se déclarant pour la maison d'Espagne. La dissension, une fois entrée dans la Ligue, amena, par les modérés, la répression des exaltés ligueurs; la démocratie perdit de son énergie. Les Etats-Généraux se ressentirent eux-mêmes de cet état de division et achevèrent de désorganiser la Ligue, à laquelle la conversion de Henri IV porta le dernier coup.

Henri voyait son propre parti lui échapper, s'il ne se hâtait de prendre une décision; car, aux conférences de Suresnes, les politiques et les ligueurs modérés avaient jeté les bases d'une réconciliation; d'O protestait qu'il ne voulait pas être plus longtemps trésorier sans trésors; Bellegarde, Saint-Luc, Termes, Sancy, Crillon et tous les anciens serviteurs du roi Henri III déploraient leur mau-

Digitized by Google

vaise fortune, qui, après un roi d'or, leur envoyait un roi de fer. « L'un, en effet, les comblait de richesses; l'autre, étroit de fortune et non moins étroit d'âme et de naturel, ne leur offrait pour récompense que des guerres, des siéges et des batailles. Ils déclaraient ne vouloir pas soutenir plus longtemps la fatigue intolérable des armes, ou rester enfermés dans leurs cuirasses comme des tortues, avec du fer sur la poitrine et du fer sur les épaules. Un roi élevé à la huguenote, courant jour et nuit pour vivre de rapine avec ce qu'il pourrait trouver dans la chaumière des malheureux paysans, se chauffant à l'incendie de leurs maisons et couchant à l'écurie avec leurs chevaux, ou dans la puanteur d'une bergerie, n'était pas leur fait. A la bonne heure de faire la guerre un peu de temps pour obtenir le repos; mais à présent ils servaient un prince qui ne se souciait pas de mettre jamais un terme au travail des armes, et qui ne recherchait d'autres délices qu'arquebusades, blessures, meurtres et batailles. Souvent le roi pouvait entendre ces propos dans son antichambre, quelquefois entremêlés de jurements et de malédictions, plus souvent assaisonnés, à la manière française, d'épigrammes et de quolibets (1). »

Dans une telle situation, il fallait se prononcer définitivement pour ou contre le catholicisme. D'O, qui mêlait à ses conseils des jurements et des mots obscènes; Biron, Schomberg, Chaverny, Duperron et la belle Gabrielle d'Estrées, qui espérait devenir reine, conseillaient au roi de se convertir. Dans les conférences qui s'ouvrirent enfin entre les ministres réformés et les principaux théo-

(1) Davila, liv. XIII.

Digitized by Google

logiens catholiques, le roi fut vivement frappé de ce que les théologiens protestants, pressés par les catholiques, avouèrent qu'on pouvait se sauver au sein de l'Eglise romaine. Les protestants ont accusé leurs ministres d'avoir été faibles dans la discussion, pour plaire au roi et faciliter sa conversion. Si telle a été leur conduite, il faut donc convenir que la religion de ces ministres, choisis parmi les plus savants et les plus austères, n'était guère solide. Le 23 juillet, le roi, après avoir entendu, pendant cinq heures, un discours de la bouche de l'archevêque de Bourges, se montra convaincu, signa la profession de foi qu'on lui présentait. L'abjuration fut fixée au dimanche suivant, 25 juillet. Voulant donner à sa conversion le plus grand éclat, afin de produire plus d'effet sur la multitude, il se rendit à l'église Saint-Denis, précédé de ses gardes suisse, écossaise et française, et entouré d'un grand nombre des principaux officiers de la couronne et de beaucoup de gentilshommes. Les portes du temple étant fermées, suivant les prescriptions du Rituel, il donna ordre au chancelier de frapper en son nom; les portes s'ouvrirent alors, et il fut reçu par l'archevêque de Bourges, assis sur son siége épiscopal, entouré d'un grand nombre de prêtres. « Qui êtes-vous, » lui demanda le prélat, et que demandez-vous? — Je » suis Henri, roi de France et de Navarre; je demande » à être admis dans le sein de l'Eglise catholique. — » Est-ce du fond du cœur, lui dit l'archevêque, et êtes-» vous repentant de vos erreurs passées? » A ces mots, le roi se jeta à genoux, déclara qu'il était profondément affligé de ses erreurs, qu'il les détestait et les abjurait, et voulait désormais vivre et mourir dans la foi

Digitized by Google

de l'Eglise catholique qu'il défendrait au péril de sa vie. Il lut alors la profession de foi qui avait été préparée et dans laquelle se trouvait la condamnation expresse et détaillée de toutes les erreurs du protestantisme; il fut ensuite admis dans le temple saint, au milieu des acclamations de la multitude et au bruit des décharges de l'artillerie. Il s'avança au pied du grand autel, se dirigea vers le confessionnal pour y recevoir l'absolution de ses péchés, puis vint prendre sa place sous le baldaquin, et entendit la messe solennelle qui fut célébrée par l'évêque de Nantes.

Persuadés que le premier bien d'un peuple est la véritable religion, et que tout ce qui peut la corrompre et la détruire est un mal qu'on doit repousser de toutes ses forces, les Français rejetaient un roi protestant, malgré son titre de roi légitime et héréditaire. Il faut admettre qu'une nation a le droit de ne point se laisser dépouiller de la vraie foi et de défendre ses institutions consacrées par un grand nombre de siècles contre un roi usurpateur d'une autorité exagérée; on ne peut donc nier que les tentatives de la Ligue fussent légitimes.

On lit avec peine une lettre adressée par Henri IV à Gabrielle d'Estrées, où il traite trop légèrement sa conversion : « Je commence ce matin à parler aux évêques, » outre ceux que je vous mandai hier. Ce sera dimanche » que je ferai le saut périlleux; à l'heure que je vous » écris, j'ai cent importuns sur les épaules, qui me fe» ront haïr Saint-Denis comme vous faites Mantes (1). »

(1) L'Etoile, pag. 471.

Digitized by Google

§ II. *Dissolution de la Ligue (1593-1596).*

Quoique la conversion du roi fût un grand événement, elle ne pouvait toutefois porter ses fruits en un instant, parce que les partis, habitués depuis longtemps à jouir de la puissance souveraine, ne voulaient pas la déposer facilement. Le premier et le plus important résultat de la conversion de Henri IV, fut une trève générale signée sept jours après l'abjuration. On remarque, dans la signature de cette trève, une preuve que Henri IV était prêt à sacrifier les formes pour arriver aux résultats; car Mayenne et le roi signèrent : *Henri* et *Charles de Lorraine*, sans autre qualification, absolument comme deux chefs entièrement égaux. Cette trève, conclue pour trois mois, rendant la liberté au commerce et aux communications, permettait aux soldats des deux armées de se voir, de pénétrer dans les villes des partis opposés, pourvu, cependant, qu'ils n'y entrassent pas en assez grand nombre pour faire redouter leur présence. Cette communication entre des frères, des parents, des amis, des concitoyens, préparait mieux la pacification générale que tous les traités.

Cette impulsion générale des esprits vers la paix, la satisfaction que la conversion du roi avait à peu près universellement causée, effrayait les ligueurs exaltés et tous ceux qui étaient intéressés à prolonger l'anarchie. Si l'on entendait encore quelques prédicateurs déclamer contre la sincérité de la conversion du roi, leurs discours faisaient peu d'impression. Les Etats, assemblés de nouveau le 8 août, se ressentirent de l'incertitude

Digitized by Google

où étaient tous les esprits. Quoique, dans le dessein de sauvegarder l'intégrité de la foi et de la discipline, ils eussent fait publier le concile de Trente dans toute sa teneur, sans aucune modification ni restriction quelconques; qu'un *Te Deum* solennel eût été chanté pour remercier Dieu de l'acceptation du saint concile, cette publication demeura sans effet devant l'opposition des tribunaux ecclésiastiques et séculiers, qui voulurent suivre les anciens errements en matières religieuses. Les Etats renouvelèrent le serment d'union, puis se séparèrent en se promettant de se réunir de nouveau à la fin d'octobre.

Le roi, voulant rapprocher les esprits divisés, engageait les catholiques qui le reconnaissaient à avoir des relations habituelles avec les ligueurs et à travailler à la conciliation. Sancy, Schomberg et le président de Thou rentraient à Paris, voyaient Mayenne pour renouer de nouvelles négociations; l'archevêque de Bourges visitait son église métropolitaine; le premier président du parlement de Rouen reprenait son poste dans cette ville. Cette communication habituelle de pensées gagnait tous les modérés, adoucissait un grand nombre d'esprits exaltés et laissait tous les autres dans l'isolement.

Mécontents de la conversion de Henri IV, un grand nombre de membres de la religion réformée, qui l'avaient regardé comme le soutien inébranlable de leur cause, le voyant passé à ceux qu'ils appelaient leurs ennemis, se séparèrent de lui. La défection de Duplessis-Mornay fit une vive impression sur l'esprit de Henri IV, qui lui écrivit plusieurs fois pour le presser de venir le rejoindre. Dans sa lettre du 7 août, il lui disait: « Je

Digitized by Google

» vous ai écrit plusieurs fois de me venir trouver, mais » en vain; et je vois bien ce que c'est: vous aimez plus » le général que moi; si serai-je toujours et votre bon » maître et votre roi. » Il termine plusieurs de ses lettres par ces mots: « Venez, venez, venez, si vous m'aimez. »

Après avoir rappelé toutes les lois portées contre les huguenots, les oppressions qu'ils avaient subies et la nécessité pour eux d'avoir des garanties et un protecteur, Duplessis-Mornay disait: « Sire, voulez-vous bien » leur ôter l'envie d'un protecteur, ôtez-en la nécessité; » soyez-le donc vous-même; continuez dessus eux ce » premier soin, cette première affection; prévenez leurs » supplications par un plein mouvement, leurs justes » demandes par un volontaire octroi des choses néces- » saires. » Henri IV, se montrant choqué de cette liberté de langage, écrivit de nouveau à Duplessis-Mornay: « Hâtez-vous de venir, hâtez-vous, votre voyage ne sera » que de huit ou dix jours au plus; et je m'assure qu'à » votre arrivée vous ne me trouverez point changé de » bonne volonté pour vous; alors vous n'ajouterez plus » foi à tous les bruits que l'on va semant de moi par- » tout. » Mornay ne reparut jamais à la cour, malgré les avances de Henri IV.

Les huguenots du Midi, plus exaltés que les autres, fidèles à l'esprit de leur secte, jusqu'à être ennemis de toute constitution et de tout droit dans l'intérêt de l'hérésie, déclarèrent Henri de Navarre déchu du trône, se choisirent pour roi le duc de Bouillon, et se réservèrent, par acte authentique, le droit de déposer leur nouveau roi, s'il venait à porter la moindre atteinte à la liberté de leur culte. Tous les huguenots ne se séparèrent pas ainsi

Digitized by Google

de Henri : La Force, d'Aubigné et plusieurs gentils-hommes protestants continuèrent à servir le monarque, mais avec tant de mauvaise grâce, qu'on voyait percer leur mécontentement. Ayant reçu pour récompense de ses services une tabatière de grand prix et le portrait du roi, d'Aubigné eut l'insolence de renvoyer le portrait, au bas duquel il avait écrit ces vers :

Oh ! le roi d'étrange figure !
Je ne sais qui diable l'a fait,
Car il récompense en peinture
Ceux qui l'ont servi en effet.

Henri IV supportait tous ces outrages sans trop se plaindre, et quelquefois même montrait, par un profond mépris, qu'il était au-dessus de ces misérables taquineries. Voici un fait : D'Aubigné raconte qu'étant un jour couché avec La Force dans la garde-robe du roi, il dit à plusieurs reprises à son compagnon : « La Force, notre » maître est un ladre vert, le plus ingrat mortel qu'il y » ait sur la face de la terre. » La Force, livré à un demi-sommeil, n'ayant entendu que de vagues sons, lui répliqua : « Que dis-tu, d'Aubigné? » Henri IV, couché dans une pièce voisine, d'où il avait entendu tout le dialogue, répondit à haute voix : « Il dit que je suis un ladre vert, » le plus ingrat mortel qu'il y ait sur la face de la terre. » D'Aubigné s'attendait à être sévèrement admonesté le lendemain ; mais le roi le traita avec sa bienveillance accoutumée, sans cependant *lui donner un quart d'écu davantage.*

Ce qui excitait les plus vives inquiétudes du parti huguenot, c'était un bruit répandu du prochain mariage

Digitized by Google

du roi avec l'infante d'Espagne, « moyennant quoi les » deux droits seroient confondus, et de lui donner pour » douaire les têtes des prétendus Philistins. » Ces discours n'avaient d'autre fondement qu'une négociation effective pour arriver au mariage de Henri avec l'infante; mais il n'y avait aucune condition qui prescrivît une nouvelle Saint-Barthélemy contre les huguenots. La Varenne, envoyé à Madrid, fit tout échouer en prenant des airs de grand seigneur et de personnage important, quoique sa mission fût entièrement secrète, puisqu'il n'y avait pas de relations diplomatiques entre Henri IV et Philippe II.

Henri poursuivait en même temps en cour de Rome une négociation difficile, celle de se faire reconnaître par le pape Clément VIII, pontife extrêmement pacifique, qui avait reçu en audience privée les ambassadeurs du roi avant sa conversion. S'il les repoussait en public et en parlait même assez durement, il se montrait en particulier plein de bienveillance à leur égard, et recevait les hommages du cardinal de Gondi, en sa qualité de prélat catholique, qui avait fait concevoir de grandes espérances sur la conversion prochaine du roi.

Quoique la nouvelle de la conversion de Henri IV eût causé beaucoup de joie à Rome, cependant le Pape ne pouvait, pour deux motifs, le recevoir aussitôt dans sa communion; il fallait un certain temps d'épreuve pour s'assurer si la conversion était sincère, et non pas seulement l'effet de la politique; il devait encore ménager Philippe II. Ce monarque absolu appelait fauteur d'hérésie quiconque avait des communications avec le roi de France, et on disait que si le Pape l'admettait à la com-

Digitized by Google

munion, Philippe rassemblerait aussitôt un concile général pour le faire déposer.

Henri IV, qui employait tous les moyens pour faire parvenir aux pieds du Saint-Siége sa soumission pleine et entière, ordonna à Arnauld d'Ossat de se rendre à Rome pour solliciter des indulgences en faveur des maisons religieuses fondées par la reine Louise de Vaudemont. D'Ossat profitait de ses entretiens avec le Pape pour lui parler de Henri IV, et faisait ainsi tomber ses scrupules. Assuré des sentiments de bienveillance du Pape à son égard, le roi envoya au Saint-Père, pour faire acte d'obédience, une ambassade solennelle conduite par le duc de Nevers, prince d'origine italienne, de la puissante maison des ducs de Mantoue. Le Pape refusa d'abord absolument de recevoir ce prince, et ne consentit à l'entendre comme un simple seigneur, et non comme ambassadeur, que quand Olivieri, auditeur de Rote, lui eut dit : « Saint-Père, quand ce serait le diable » qui vous demanderait audience, s'il y avait espérance » de le convertir, vous ne pourriez pas en conscience » refuser de l'entendre. »

Nevers obtint du Saint-Père plusieurs audiences, dans lesquelles il défendit avec talent et courage la cause du roi. Si le Pape montrait tant de rigueur, c'est parce que non-seulement il craignait que la conversion du roi ne fût une feinte, mais c'est qu'il redoutait encore les menaces de Philippe II, qui pouvait se rappeler que son père Charles-Quint avait bien assiégé Rome. Quoique le Pape laissât entrevoir des espérances pour l'avenir, l'ambassade française, irritée de ce qu'elle appelait un déni de justice, publia un mémoire justificatif et déclara que la

Digitized by Google

cour de France ne se soumettrait pas une seconde fois à un pareil refus. Le Pape demeura ferme : il fallait, pour le déterminer, qu'il eût l'assurance de la sincérité de la conversion du roi, et c'était de France que cette certitude pouvait lui arriver.

Pendant la trève qui continuait toujours en France et qui avait même été prolongée de deux mois, on sentait cependant que, dans la guerre qui allait recommencer, la confiance n'était pas la même. Les ligueurs voyaient leur parti diminuer tous les jours, et quoique Mayenne eût quelques belles qualités, elles n'étaient pas assez grandes pour balancer celles de Henri IV.

La Ligue, discréditée et entamée de toutes parts, s'affaiblissant sans cesse, perdait chaque jour de sa force et semblait tomber. Mayenne, le comprenant, voulut se rapprocher sincèrement de la maison d'Espagne, mais à la condition que l'infante épouserait son fils, qui serait proclamé roi de France. Les ambassadeurs d'Espagne, trop mécontents de sa conduite passée pour s'unir désormais à lui, se liaient toujours plus intimement au duc de Guise, à qui, dit-on, ils conseillèrent de se débarrasser de son oncle par un assassinat, proposition que Guise repoussa avec indignation. Une autre intrigue parvint à rapprocher Mayenne, Guise et les Espagnols.

Le légat du Pape, qui soutenait vivement le parti de la Ligue mourante, avait compris que, pour en faire triompher le principe, il était nécessaire d'appeler au trône un des princes de la maison de Bourbon et de le marier, s'il était nécessaire, à l'infante d'Espagne. Par cette combinaison, on enlevait à Henri la plus grande partie de ses forces; la Ligue devenait plus puissante

Digitized by Google

qu'auparavant, et un nouvel effort la faisait triompher. Pour rompre ce qu'ils nommaient une intrigue, et sous le prétexte menteur de conserver le royaume, que la mesure proposée eût bien mieux sauvegardé, Mayenne et le duc de Guise unirent leurs forces; mais si l'Etat menaçait de tomber en dissolution, c'était plutôt par leur fait que par l'acte du légat.

Le duc de Nemours, qui s'était jeté avec enthousiasme dans le parti des Seize et de la populace, voyant ce parti affaibli, se retira dans son gouvernement de Lyon, dont il voulait se faire une souveraineté indépendante, composée du Lyonnais, du Forez, du Beaujolais, du Mâconnais, des Dombes, qui faisaient partie de son gouvernement, et du Dauphiné, où le marquis de Saint-Sorlin commandait au nom de la Ligue. Il flatta la populace, dont il voulait se servir comme d'un instrument, remplaça les magistrats de la ville par des hommes entièrement dévoués à sa personne, éleva autour de Lyon une chaîne de châteaux-forts pour dominer la ville, et finit par construire deux citadelles, qui lui étaient nécessaires pour compléter son système de défense et pour être maître absolu de la place. Il montra alors une entière indépendance de toute souveraineté. Mayenne qui, on doit le dire à son honneur, n'avait jamais voulu le démembrement de la France, détermina Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon, à retourner dans son diocèse, afin de neutraliser l'autorité du duc de Nemours.

Pierre d'Espinac, prélat profondément attaché au catholicisme, l'un des plus ardents ligueurs aux Etats de Blois, instruit par sa longue captivité et par les projets des Seize, vit le salut de la monarchie et de la religion dans le parti modéré. Quoique vivement contrarié de

Digitized by Google

l'arrivée de d'Espinac à Lyon, le duc de Nemours, ne pouvant éloigner de son troupeau un prélat profondément catholique, lui laissa prendre possession du palais archiépiscopal. La bonne bourgeoisie, fatiguée depuis longtemps du joug des soldats de Nemours, se groupa autour de son premier pasteur, se compta, compara ses forces à celles de l'oppresseur et se vit bien supérieure à lui. A l'approche de Dizemieu, commandant de Vienne, appelé au secours des ligueurs de Lyon, la bourgeoisie éleva des barricades dans la ville, se saisit de Nemours au moment où il accourait pour soutenir son lieutenant, et le renferma à Pierre d'Encise. Le peuple proclama aussitôt l'archevêque gouverneur de la place.

Effrayé de cet acte du peuple, qui se substituait à l'autorité centrale pour nommer un gouverneur et tenait prisonnier le frère du lieutenant-général du royaume, Mayenne se mit à négocier avec l'archevêque qui, moins maître que le peuple, consentait à rendre Nemours à la liberté, mais à la condition qu'on lui remettrait toutes les places où les soldats de ce chef commandaient encore. Pendant ces négociations, Saint-Sorlin s'avança pour délivrer le captif, avec des troupes qui, disait-on, devaient être secondées par des soldats espagnols. Le peuple se hâta alors de relever les barricades, chassa le reste des ligueurs de la ville, et appela à son secours Alphonse Ornano, commandant en Dauphiné les troupes royales. Il fut reçu aux cris mille fois répétés de *vive le roi!* et on étala de toutes parts les couleurs blanches. Après cette nouvelle révolution, l'archevêque, laissé sans autorité, fut retenu prisonnier dans son palais, parce qu'on le savait ennemi de Henri IV.

Ceci nous donne une idée de l'état des provinces :

Digitized by Google

toutes étaient tourmentées. Dans le Périgord, le Limousin et le Poitou, les paysans étaient en insurrection, mangeaient et buvaient tout ce qu'ils prenaient chez les seigneurs, ce qui leur fit donner le nom de *croquants*. Il fallut leur courir sus comme sur des bêtes fauves; mais près de deux années furent nécessaires pour rendre la tranquillité au pays.

Dans une telle situation, il était nécessaire de prolonger la trêve, qui devait expirer au 1er janvier 1594; Mayenne prescrivit au président Jeannin et à Villeroi des négociations à cet effet. Pendant les négociations, il tomba entre les mains du roi une dépêche du cardinal-légat au Pape, qui contenait la copie d'un engagement pris sous serment par les ducs de Mayenne, d'Aumale, d'Elbœuf et de Guise, le cardinal de Pellevé, La Châtre, de Rosne et Saint-Paul, que la Ligue avait faits maréchaux de France, et Tornabuoni, agent du duc de Mercœur, « de maintenir inviolablement la Ligue catholique » et ne s'en départir jamais, pour quelle cause que ce » fût, ni de s'accoster, en général ni en particulier, au » roi de Navarre, ni faire paix avec lui, quelque acte de » catholique qu'il fît.... promettant le sieur légat, pour » Sa Sainteté, et le duc de Féria pour Sa Majesté catho- » lique, qu'ils continueroient la protection dudit parti » pour le bien et conséquence de la religion. » Le roi montra cette dépêche à Villeroi, lui dit que le motif qui le déterminait à solliciter vivement une prolongation de la trêve, c'était uniquement pour donner aux renforts espagnols le temps de rejoindre Mayenne, et lui annonça que la guerre recommencerait au 1er janvier.

Afin de se concilier les esprits, le roi fit paraître un ma-

Digitized by Google

nifeste dans lequel il exposait tout ce qu'il avait fait pour pacifier la France et pour se réconcilier avec la cour de Rome; il conjura tous les bons Français de s'unir à lui pour faire cesser la guerre civile, promettant une amnistie entière, à l'exception des attentats contre la personne du dernier roi et contre la sienne.

Cette déclaration, pleine de franchise, lui gagna la ville de Meaux. Le gouverneur de cette place importante, Louis L'Hospital, baron de Vitry, neveu de Mayenne, catholique sincère, qui ne s'était rattaché à la Ligue que par un sentiment de religion, n'ayant plus de motif pour se tenir éloigné de son souverain depuis la conversion du roi, déclara le 4 janvier 1594, devant sa compagnie d'hommes d'armes, sa résolution d'aller rejoindre Henri, et invita tous les hommes de bonne volonté à le suivre. Les bourgeois de Meaux, laissés en pleine liberté, adoptèrent l'opinion de leur gouverneur et le prièrent de négocier pour eux. Henri IV accéda à toutes les demandes de la ville, s'engagea à n'y tolérer aucun autre culte que le culte catholique, agréa les provisions et bénéfices accordés par le duc de Mayenne, remit toutes les anciennes impositions non encore payées, promit une diminution des tailles, confirma le baron de Vitry dans la charge de capitaine et de gouverneur de la place, et en assura la survivance à son fils.

Dès-lors le roi n'eut plus qu'à marchander un à un les capitaines commandants des forteresses. Dès le commencement de la Ligue, les officiers s'étaient emparés des forts, y avaient ajouté des défenses et les avaient gardés avec la ténacité qu'un propriétaire met à la protection de son bien. Si les idées avaient alors été portées vers la

Digitized by Google

féodalité, c'en était fait de l'unité nationale; mais, loin de chercher à se diviser encore, la nation tendait au contraire vers l'unité. Henri IV imita cependant Louis-le-Gros, en plusieurs points, emporta à son exemple plusieurs châteaux et punit les défenseurs de ces places; mais il en gagna beaucoup plus à prix d'argent.

L'exemple de Vitry fut suivi par Michel d'Estourmel, gouverneur des trois places de Péronne, Roye et Montdidier; il fut aussi confirmé dans son commandement. La Châtre, oncle de Vitry, gouverneur au nom de la Ligue, d'Orléans et de Bourges, proposa de négocier avec le roi, pour obtenir des conditions avantageuses, et d'arborer les couleurs blanches. Orléans, qui avait été un moment capitale de la réforme en France, exigea que le culte réformé fût absolument interdit dans le bailliage de cette ville; le roi rendit un édit pour accorder cette faveur. Bourges et Orléans arborèrent l'étendard du roi.

Des négociations étaient entamées sur tous les points. Villeroi, l'agent de Mayenne, engageait son fils, Charles d'Arlincourt, à ouvrir la ville de Pontoise au roi. Louise de Vaudemont essayait de traiter, au nom de Henri IV, avec son frère Mercœur, gouverneur de Bretagne; la négociation n'eut pas de succès, il est vrai. Il en fut de même avec Villars, gouverneur de Rouen, qui, après avoir été un instant incertain, persévéra dans le parti de la Ligue, croyant y trouver de plus grands avantages. Ces actives négociations, ouvertes partout en quelques semaines et partout recherchées, qui n'échouaient que parce que les conditions ne paraissaient pas assez avantageuses, nous donnent une idée complète de l'état social.

Digitized by Google

Epernon, qui avait pris, au nom de Henri IV, possession du gouvernement de Provence, après la mort de son frère La Valette, y déploya une grande sévérité et révolta contre lui ses propres partisans. Lesdiguières, à la publication de la trève, avait reçu une lettre pour la noblesse du pays, dans laquelle on lisait : « Faites ce que » M. de Lesdiguières vous dira ou vous enverra dire, et » croyez que je ne perdrai point le souvenir de ce ser- » vice, mais le vous reconnoîtrai. »

Epernon s'étant rendu dans le Languedoc, tous les partis, ligueurs, royalistes et protestants se réunirent pour chasser ses troupes, et, afin d'être protégés, ils arborèrent les couleurs du roi.

En quelques mois ayant immensément gagné dans le Lyonnais, la Provence, l'Orléanais, le Berry, la Brie et la Picardie, Henri IV résolut de se faire sacrer, afin de se rendre plus vénérable encore aux yeux des populations. Reims tenant pour la Ligue, il se rendit à Chartres; « il » fit rapiécer son pourpoint pour une somme de quelques » deniers, dont le reçu nous a été conservé; ces lam- » beaux ne déparaient pas trop le manteau royal tout » neuf du Béarnais (1). »

Le roi ne fut pas environné dans cette cérémonie du brillant cortége des pairs de France; il ne s'y trouva que l'évêque de Chalons parmi les anciens pairs ecclésiastiques; les autres furent remplacés par les évêques de Chartres, de Nantes, de Digne, de Marseille et d'Orléans; au lieu des anciens ducs et pairs, on prit les princes de Conti, de Soissons, de Montpensier, les ducs de Luxem-

(1) Châteaubriand.

Digitized by Google

bourg, de Retz et de Ventadour. La cérémonie fut célébrée le 27 février 1594.

Cependant Paris était sourdement agité; tout s'y préparait pour une restauration. Le Parlement vint apporter au roi le puissant appui de son autorité, en déclarant, conformément aux conclusions du procureur-général, « que, suivant à l'ancienne et louable loi salique, la cou- » ronne étoit de présent tombée, par ligne masculine, à » Henri de Bourbon, roi de Navarre, par le décès du » dernier roi; qu'il avoit plu à Dieu de le toucher et le » ramener au giron de l'Eglise catholique. »

Cet arrêt dut demeurer secret, car aucun historien contemporain ne le rapporte. Le Parlement prenait les devants et voulait ainsi faire apprécier ses services.

Mayenne sentait que Paris allait lui échapper. Au moment où il était obligé de quitter la capitale pour aller à la rencontre des Espagnols qui lui étaient envoyés, il voulut s'assurer de la ville pendant son absence; pour cela, il prit deux mesures importantes : il changea le prévôt des marchands et s'attacha à réchauffer le zèle des ligueurs.

Inquiet sur les dispositions de Belin, gouverneur de Paris, depuis que Henri avait embrassé le catholicisme, Mayenne l'obligea à demander sa démission, et il nomma à sa place Charles de Cossé, comte de Brissac, seigneur qui avait embrassé le parti de la Ligue avec ardeur et s'était montré horriblement sanguinaire à la journée de la Saint-Barthélemy. Ne possédant aucun principe fixe et arrêté en politique, mettant un soin tout particulier à se concilier le Parlement, « Brissac protesta qu'il

Digitized by Google

» n'acceptoit la place que sous le bon plaisir de la cour, » n'y voulant entrer contre le gré d'une telle compagnie, » qu'il honoreroit toujours et à laquelle il feroit ser- » vice (1). »

Afin de connaître la force de la faction des Seize, Mayenne convoqua une assemblée des principaux meneurs de ce parti: au lieu de réunir au moins douze cents ligueurs autour de sa personne, comme il avait espéré, à peine en compta-t-il trois cents, qu'il harangua le 2 mars, sans exciter d'enthousiasme. Le 5, il fit convoquer tous les capitaines de quartier, leur prescrivit d'obéir à Brissac, leur confia ce qu'il avait de plus cher, sa femme et ses enfants. A la froideur avec laquelle ses communications étaient reçues, il jugea dès-lors sa cause perdue dans la grande ville, car le lendemain, à son départ, il prit avec lui sa femme et ses enfants.

Le maréchal de Brissac, sous un air de bonhomie, cachait d'autres projets que ceux qu'on lui supposait. A le voir, on aurait dit un homme livré à celui qui savait s'en emparer, et le duc de Féria déclarait que les jésuites le conduiraient à leur gré; « même, ajoutait- » il, pour vous montrer quel grand homme d'affaires » c'est, une fois que nous tenions le conseil séant, au » lieu de songer à ce qu'on disoit, il s'amusoit à prendre » des mouches contre la muraille (2). »

Brissac, maréchal de Paris, le plus compromis des ligueurs, voyant la puissance de Henri IV s'élever si rapidement, comprit qu'il était temps de songer à se ven-

(1) L'Etoile, tom. II, pag. 577.
(2) L'Etoile, tom. II, pag. 625.

Digitized by Google

dre, s'il voulait encore trouver un acheteur. Il se vendit peut-être plus cher qu'il ne s'était estimé lui-même.

Brissac avait dans le camp du roi un beau-frère nommé Saint-Luc, qu'on regardait comme son ennemi, parce qu'il passait pour être en procès avec lui. C'était tout simplement une ruse de guerre. Ce fut par Saint-Luc que l'achat de Paris fut conclu. Le roi promit l'amnistie pour les actes commis par les Parisiens pendant toute la guerre civile; il s'engagea à confirmer toutes les nominations faites par la Ligue, à interdire le culte protestant à Paris et à dix lieues à la ronde, à laisser aux troupes espagnoles la liberté de se retirer avec leurs bagages; enfin le roi confirma Brissac dans sa dignité de maréchal de France, lui promit la somme de deux cent mille écus et une pension annuelle de vingt mille francs.

Brissac, ne pouvant exécuter tout par lui-même, engagea le roi à acheter encore le prévôt des marchands, Jean Lhuillier, le président Lemaistre, l'échevin Langlois et le conseiller Du Vair.

Lorsque tous les marchés furent scellés, que chacun fut satisfait de son prix, Brissac sortit de Paris, se rencontra avec Saint-Luc, son beau-frère, sous prétexte d'affaires. Cette entrevue ayant fait naître des soupçons dans l'esprit des Parisiens, Brissac alla trouver le légat, et, se prosternant à ses pieds, lui demanda humblement l'absolution de la faute qu'il avait faite d'avoir communiqué avec un hérétique, disant que c'était à son grand regret, mais qu'il y avait été forcé par la nécessité et par le grand intérêt qu'il y avait. Le légat la lui donna, et loua hautement sa dévotion et sa soumission.

Digitized by Google

Le 21 mars suivant, quelques membres des Seize étant allés prévenir le gouverneur qu'on apercevait dans le peuple de Paris un mouvement inquiétant, Brissac se contenta de répondre avec froideur qu'il était informé de tout, qu'il espérait surprendre les traîtres.

Il avait eu soin d'éloigner les régiments qui le gênaient et en avait fait sortir deux, sous prétexte d'aller à la rencontre d'un convoi envoyé de Soissons par le duc de Mayenne; il plaça les Napolitains dans le faubourg Saint-Germain, pour recevoir, disait-il, un autre convoi qu'il attendait pendant la nuit. Le duc de Féria, voyant dans la ville un certain mouvement qu'il ne pouvait expliquer, ordonna aux régiments wallons et espagnols d'environner son hôtel, situé au faubourg Saint-Antoine. Par ces dispositions, il n'y avait pas ou pour ainsi dire point de troupes aux portes Saint-Denis, Saint-Honoré et à la porte Neuve des Tuileries. Le roi partit de Senlis vers la nuit du 21 au 22, par une pluie qui tombait à torrents; il eut ainsi beaucoup de retard : au lieu d'arriver entre une et deux heures à la porte Neuve, comme il l'avait promis, trois heures étaient sonnées, rien ne paraissait, et on n'entendait aucun bruit dans le lointain. L'inquiétude était d'autant plus grande parmi les conjurés, que le commandant des troupes ne faisait qu'aller et venir de la porte Saint-Honoré à la porte Saint-Antoine. Ayant quelque pressentiment de ce qui allait se passer, il se présenta à la porte Neuve des Tuileries; il manifesta son étonnement d'y voir si peu de soldats; mais Brissac le rassura en lui disant qu'il venait de faire sortir un corps considérable de troupes pour faciliter l'entrée d'un convoi. Un peu après quatre heures

Digitized by Google

du matin, les soldats du roi parurent et entrèrent par la porte Neuve. Le gouverneur de la place, le pistolet au poing, ayant à ses côtés Saint-Luc et le prévôt des marchands, s'avança vers la porte Saint-Honoré, qui fut livrée sans résistance. La garde allemande, toute stupéfaite de ce qui se passait, ayant voulu conserver ses armes, les Suisses reçurent l'ordre de la charger; une vingtaine d'hommes furent tués, quelques-uns jetés dans la rivière. C'est la seule résistance que le roi rencontra. Il entra dans la capitale, environné de quatre cents gentilshommes, embrassa Brissac et lui passa son écharpe blanche. Quand le prévôt présenta les clefs de la ville au roi, Brissac dit tout haut: « Il faut rendre à César ce » qui appartient à César. — Oui, répondit le prévôt avec » fierté, il faut le lui rendre et non pas le lui vendre. » Henri IV, qui feignit de ne pas entendre cette vive altercation, s'avança dans les rues de Paris, où il fut accueilli par la population au cri de *vive le roi!* Ce cri, répété de rue en rue, apprit bientôt à toute la population que Paris avait enfin reconnu Henri de Bourbon pour son roi.

Le premier soin du roi fut d'aller rendre grâces à Dieu à Notre-Dame, où il fut reçu par le clergé, qui, après l'avoir si souvent et si violemment attaqué du haut de la chaire, heureux de le voir converti, lui témoignait alors du respect et de l'obéissance. Il prit des mesures sévères pour faire observer l'ordre le plus complet; aussi, chose étonnante dans une si grande révolution, deux heures après on vit toutes les boutiques ouvertes avec autant de confiance que si l'on eût été en pleine paix.

Digitized by Google

Brissac reçut l'ordre d'aller déclarer, de la part du roi, aux troupes espagnoles et wallonnes, retirées alors dans le quartier Saint-Antoine, qu'elles eussent à remettre Saint-Quentin en liberté, et qu'elles pourraient ensuite sortir quand elles le jugeraient à propos. Elles partirent le même jour pour Soissons. « Le roi, dit Péréfixe, les voulut voir sortir et les regarda passer d'une fenêtre d'au-dessus de la porte Saint-Denis. Ils le saluoient tous, le chapeau fort bas, avec une profonde inclination. Il rendit le salut à tous les chefs avec une profonde inclination, ajoutant ces paroles : Recommandez-moi bien à votre maître; allez-vous-en, à la bonne heure, mais n'y revenez plus (1). »

Henri IV se montra d'une extrême affabilité à l'égard de tout le monde, voulut lui-même protéger ses plus grands ennemis, envoya Duperron au cardinal-légat pour l'assurer de son respect et lui demander une entrevue. Le légat, tout en la lui refusant, resta cependant encore six jours à Paris pour mettre ordre à ses intérêts. Le roi fit assurer aux princesses de Lorraine toute protection si elles voulaient rester à Paris, ou une sauvegarde si elles désiraient en sortir. Il alla lui-même leur faire visite et fut pour elles plein d'affabilité. Elles se retirèrent. Les plus ardents ligueurs, Rosé, évêque de Senlis; l'avocat d'Orléans; le père Varade, jésuite; les curés Boucher, Aubry, Pelletier, Cueilly, Hamitton, Garini, les Seize et quelques autres sortirent de la ville

(1) Ibarra écrivit au contraire à Philippe : « Bien que le prince de » Béarn se fût placé à une fenêtre de la porte Saint-Denis, l'ordre fut » donné de ne le pas saluer avec les étendards. » Le duc de Féria dit la même chose.

Digitized by Google

sans y être invités. Quatre-vingts autres reçurent, quelques jours après, l'ordre de se retirer ailleurs, leur présence devenant un danger. La Bastille et Vincennes tinrent jusqu'au 26 mars. Henri IV devint alors maître absolu de la capitale.

Henri IV, en rentrant dans Paris, montra tant de clémence, que personne ne fut poursuivi, ce qui fit dire cet ingénieux mot : « Il n'y a qu'un Français de plus. » Bien convaincu que les ligueurs, loin d'être des criminels, n'avaient résisté à son autorité que par le plus impérieux et le plus respectable de tous les droits, celui de la conscience, il eut même une plus grande bienveillance pour ses adversaires que pour ses amis. D'Aubigné en donne deux preuves qui, dit-il, blessèrent quelques esprits : « L'une est qu'en la même journée que le roi reçut Paris, on vit jouer aux cartes, avec lui, la duchesse » de Montpensier, laquelle, par la voix commune, étoit » accusée d'avoir, avec le duc d'Aumale, tramé et pratiqué la mort du roi... L'autre, connue de moins de gens » et déplaisante à tous ceux qui la connurent, fut que, » comme La Noue gardoit encore la porte Saint-Denis, » son équipage, venant du fort de Gournay, fut saisi » et enlevé des sergents du Châtelet, notamment pour » la dette des poudres, dont son père s'étoit obligé en » allant au secours de Senlis. Le pis fut que, venant » supplier le roi qu'il fît cesser cette rudesse pour un » temps, il eut pour réponse : La Noue, quand il me » faut payer mes dettes, je ne me vas point plaindre à » vous (1). »

(1) D'Aubigné, tom. IV, pag. 337.

Digitized by Google

Un des premiers soins du roi fut de faire disparaître des registres du Parlement toutes les délibérations et tous les arrêts attentatoires à l'autorité royale, produits dans les temps malheureux où toute puissance était incertaine et méconnue. Le chancelier Chiverny chargea de cette mission le savant Pithou, homme d'une grande érudition. « Il était, dit de Thou, le conseil des ministres » d'Etat et le juge perpétuel des grandes affaires sans » magistrature. » Dans ses écrits concernant les rapports de l'Eglise avec l'Etat, il méconnut malheureusement les véritables principes en voulant favoriser le prince aux dépens de l'Eglise.

Le 28 mars 1594, le chancelier vint au Parlement, accompagné des ducs et pairs, des grands officiers de la couronne, des conseillers d'Etat et des maîtres des requêtes, pour instituer de nouveau la magistrature. Pierre Pithou, l'un des plus ardents défenseurs du despotisme royal, fit les fonctions de procureur-général, quoiqu'il ne fût point magistrat. Le chancelier apportait un édit faisant l'éloge de l'arrêt du Parlement qui avait été rendu en faveur de la loi salique. Cet édit renfermait aussi un pardon général pour tous les actes des temps révolutionnaires, et rétablissait le Parlement dans tous ses droits. Après la lecture de cette ordonnance, les membres du corps prêtèrent serment de fidélité entre les mains du chancelier.

Les officiers des parlements de Tours et de Chalons vinrent prendre place dans celui de Paris, se réconcilièrent avec leurs confrères et obtinrent, comme récompense de leur constante fidélité, le droit de prendre le pas sur eux.

Digitized by Google

Pour témoigner sa reconnaissance, le Parlement cassa tous ses arrêts précédents, portés contre Henri III et Henri IV; il annula les Etats de la Ligue, ordonna au duc de Mayenne de se soumettre au roi, sous peine d'être regardé comme criminel de lèse-majesté; et, rachetant, par l'exagération de sa servilité, sa précédente obéissance à un pouvoir déchu, il institua une procession annuelle, où il assisterait en robes rouges, pour remercier le Seigneur d'avoir rendu Paris au roi, et le roi à Paris. Depuis ce jour, il reprit ses anciens sentiments de fidélité au souverain et ses allures despotiques, qui attaquaient et surveillaient à la fois la royauté et l'Eglise.

Si les actes du Parlement étaient de nature à procurer au roi une grande autorité et à lui assurer la soumission de ses sujets, il y avait dans Paris un autre corps qu'on regardait comme le régulateur de la conscience : c'était la Sorbonne, qui avait rendu un décret infamant contre Henri IV. Antoine de Vincy, déterminé ligueur, chancelier de l'Université, étant sorti de Paris peu après la rentrée du roi, eut pour successeur Jacques d'Amboise, royaliste zélé, qui invita la Faculté de théologie à rendre un décret concernant l'obéissance due à Henri IV. Ce décret, signé par cinquante-quatre docteurs, portait que « Henri IV étoit vrai et légitime roi, seigneur et héri-» tier naturel des royaumes de France et de Navarre, » et que tous ses sujets étoient tenus de lui obéir, encore » que les ennemis de cet Etat eussent jusqu'ici empêché » le Saint-Siége de l'admettre à la communion et de le » reconnaître pour fils aîné de l'Eglise. »

Touchés de la fidélité du roi à observer les pratiques du culte catholique, les ordres religieux adhérèrent au

Digitized by Google

décret de la Sorbonne, à l'exception des Jésuites et des Capucins, qui voulurent suspendre leur adhésion par respect pour le Saint-Siége, à qui il appartenait de se prononcer d'abord. Plusieurs orateurs fougueux de la Ligue devinrent des panégyristes enthousiastes du roi. Lincestre, dont nous avons mentionné les prédications furibondes, « s'étendit si avant sur les louanges de Sa » Majesté, qu'on pensoit qu'il n'en dût jamais sortir. Le » jour de la réduction, comme le roi dînoit, il se vint » jeter à ses pieds et lui demander pardon, que Sa Ma- » jesté lui octroya. »

Les arrêts du parlement de Paris, le décret de la Sorbonne, les panégyriques, hâtaient et facilitaient les marchés que le roi faisait avec les principaux chefs des ligueurs. L'un des plus importants fut, incontestablement, l'achat de la Normandie par Rosny.

Rosny, depuis duc de Sully, le plus habile politique du roi, qui l'employait dans toutes les affaires épineuses, venait d'éprouver son talent dans la rupture du mariage arrêté entre le comte de Soissons et la princesse de Navarre, sœur de Henri IV. « Et avoit le roi, dit Rosny, » une telle passion à cette affaire, pour ce que quelques » malins lui avoient mis en tête que ce mariage mettroit » sa vie en danger, s'il en venoit des enfants, que vous » ne l'aviez jamais vu parler d'affaires avec telle vio- » lence, ni en solliciter l'entremise et conclusion avec » telle instance et obstination.... Cette affaire lui impor- » toit plus, pour le repos de son esprit, que Rouen ni » toute la Normandie (1). »

(1) *Econ. roy.*, tom. II, pag. 159.

Digitized by Google

La perfidie et le mensonge, les promesses décevantes employées alors par Sully pour engager le comte et la princesse à se remettre les engagements qu'ils s'étaient faits mutuellement, furent dévoilés plus tard et causèrent une haine qui ne s'effaça jamais.

Sully, chargé de traiter avec Villars, le commandant de Rouen, le plus habile capitaine de la Ligue, qui avait défendu la ville contre Henri IV avec un talent et un courage au-dessus de tout éloge, fut épouvanté des conditions exorbitantes qu'on lui fit.

Villars demandait le gouvernement de Normandie, qui appartenait au duc de Montpensier; la place d'amiral de France, possédée alors par Biron, le plus brave et le plus expérimenté des généraux du roi; la restitution de la ville de Fécamp, dont Bois-Rosé s'était emparé par un beau fait d'armes qui mérite d'être cité. Le seul lieu accessible de la muraille de Fécamp était, du côté de la mer, une plate-forme couverte d'eau, excepté aux basses marées et seulement pendant quelques heures. Deux soldats gagnés dans le fort avaient fortement attaché une énorme échelle de cordes de plus de deux cents pieds de haut. Bois-Rosé et quelques vaillants soldats montaient cette échelle pendant une nuit obscure, quand le premier, arrivé au milieu, déclara qu'il ne pouvait plus avancer, quoiqu'il n'y eût plus moyen de descendre, parce que l'eau couvrait la plate-forme et battait le rocher avec violence. Bois-Rosé monta par-dessus tous ses hommes d'armes, arriva au premier et le menaça de lui percer le cœur avec un poignard, s'il n'avançait. C'est par cet acte d'audace que Bois-Rosé s'était emparé de Fécamp; il était bien dur de l'en dépouiller. Ce n'étaient pas là les seules

Digitized by Google

demandes de Villars. Il exigeait en outre les abbayes de Jumiéges, Tiron, Bonport, Vallasse et de Saint-Taurin, dont le roi avait déjà disposé en faveur de ses plus fidèles serviteurs, et celle de Montivilliers, pour la sœur de madame de Simiane; il demandait de plus douze cent mille livres pour payer ses dettes, et une pension annuelle de soixante mille livres. Effrayé de la grandeur excessive de ces demandes, Sully engageait le roi à les repousser; mais Henri IV lui fit observer avec raison qu'il en coûterait beaucoup plus pour réduire par la force des armes un chef aussi actif et aussi entreprenant.

Lorsque le traité, arrêté sur ces bases, fut ratifié, Villars prit toutes les mesures pour ne rencontrer aucune opposition; il passa l'écharpe blanche à son cou en présence de tous ses soldats, et s'écria, avec un gros jurement: « Allons, morbleu, la Ligue est perdue; que » chacun crie: *Vive le roi!* » Tout le peuple répondit à ce cri; l'artillerie et les cloches annoncèrent aussitôt la réconciliation.

Villars fit reconnaître l'autorité du roi dans les villes du Hâvre, de Montivilliers, Harfleur, Pont-Audemer et Verneuil. Le Parlement royaliste quitta Caen pour revenir à Rouen, où il enregistra l'édit de pacification de la province. Par un acte de grande générosité, Villars déclara à Montpensier qu'il voulait toujours lui être subordonné. En compensation de ce que Biron et Bois-Rosé avaient perdu dans cet arrangement, le premier fut nommé maréchal et obtint cent quarante mille écus; le second eut quatre mille écus et une place de capitaine appointé. Il ne restait plus à la Ligue, en Normandie,

Digitized by Google

que la seule place défendue par le chevalier de Crillon, la ville de Honfleur, où accoururent tous les zélés ligueurs de la province. Montpensier vint l'assiéger le 11 avril, pour délivrer le pays de ce foyer de guerre civile. Il en pressa le siége avec beaucoup d'activité et contraignit Crillon à se rendre, pour ne pas exposer ses richesses.

L'exemple de la Normandie fut suivi par un grand nombre de provinces. Quoique le duc d'Aumale fît de puissants efforts pour maintenir toute la Picardie à la Ligue, Montreuil-sur-Mer et Abbeville se donnèrent au roi par le vœu libre des bourgeois; la ville de Troyes chassa la garnison placée sous les ordres du prince de Joinville et fit également sa soumission; Sens, Riom et toute l'Auvergne coururent avec joie se jeter entre les bras paternels du roi légitime. Agen, Villeneuve et Marmande déclarèrent que, n'ayant combattu contre le roi que parce qu'il n'était point catholique et que son avénement au trône pouvait compromettre l'existence de la vraie religion, ils le reconnaissaient, puisqu'il avait abjuré son hérésie et fait profession de la religion romaine. Le duc d'Elbeuf, gouverneur du Poitou, ayant été maintenu dans son gouvernement par le roi, rétablit, avec l'agrément du monarque, le culte catholique à Niort, à Fontenay et à La Rochelle, d'où les réformés l'avaient banni depuis longtemps.

Les affaires de la Ligue étant dans un état désespéré, les villes et les provinces se rendant les unes après les autres, le duc de Mayenne convoqua, à Bar-le-Duc, les principaux membres de cette célèbre association, afin de délibérer sur le parti à adopter, sur le plan de guerre à suivre. Ni Mercœur, ni le duc d'Elbeuf, déjà en négo-

Digitized by Google

ciations avec le roi ; ni le duc de Guise, ni le prince de Joinville, trop occupés par la guerre, ne s'y trouvèrent. Il fut résolu que Mayenne se rendrait dans les Pays-Bas pour réclamer l'appui du gouvernement espagnol.

Il fallait se soumettre absolument, ou s'en remettre sans conditions aux volontés de Philippe II ; car tous les grands faisaient leur paix. Le duc de Lorraine, fatigué d'une guerre qui ne lui apportait que des charges sans avantages, voulait se séparer absolument de la Ligue et s'occuper exclusivement de ses Etats. Ce fut avec peine qu'il fournit trois cents lances et deux cents arquebusiers pour défendre Laon. Cette ville, qui avait été la dernière soumise aux Capétiens, semblait encore destinée à être la dernière à abandonner la Ligue. Mayenne y renferma sa femme avec ses enfants, et partit pour Bruxelles. Les provinces des Pays-Bas qui reconnaissaient encore la domination espagnole, avaient alors pour gouverneur le frère de l'empereur Rodolphe, l'archiduc Ernest, qui avait pour conseils deux hommes extrêmement habiles, Pierre-Ernest de Mansfeld et son fils Charles. Ces deux politiques, jugeant la Ligue complétement ruinée, pensaient que l'Espagne avait assez employé d'or et de forces pour la défense d'une cause à jamais perdue. Mais ils avaient à côté d'eux, dans le conseil du gouverneur, les anciens ambassadeurs d'Espagne à Paris, qui, désirant se venger de leur expulsion, disaient qu'en proclamant l'infante reine de France, il serait facile, sinon de soumettre toute la France, du moins de joindre aux Pays-Bas la Picardie, la Champagne et la Bourgogne. Philippe II adopta cette politique et déclara qu'on ne devait plus faire la guerre au nom

Digitized by Google

de la Ligue, mais pour le compte de l'Espagne, et inviter les principaux ligueurs à se ranger sous les drapeaux espagnols, s'ils voulaient sincèrement séparer leur cause de celle de Henri IV. Les plus habiles capitaines espagnols comptaient d'ailleurs peu sur la coopération des officiers de la Ligue, et ils avaient en outre une fort petite opinion de Mayenne. Féria adressait à son maître, Philippe II, un mémoire où on lisait ce passage : « Je » puis dire que, jusqu'ici, le duc de Mayenne n'a fait » chose qui vaille, et a été plus pernicieux à la religion, » sous couleur de la défendre, qu'autre qui en ait pré- » tendu la ruine... Il a souillé ses mains, sous le man- » teau de la justice, du sang de ceux qui ont apporté le » principal avancement à sa grandeur et qui étoient les » plus zélés catholiques de la France; il a livré à l'en- » nemi les principales places, et épargné le Béarnais au » temps où il n'avoit ni argent ni armée. »

Au moment où nous sommes, toute la maison de Lorraine cherchait à faire sa paix avec le roi de France; la duchesse de Guise était entrée en pourparlers avec la duchesse de Nevers pour le duc de Guise, son fils; la reine Louise, veuve de Henri III, était allée en Bretagne pour gagner Mercœur. Quelques membres du conseil d'Espagne proposèrent alors de retenir Mayenne dans les prisons de Bruxelles et de conclure, dans le plus bref délai, le mariage de l'infante avec le duc de Guise, qui serait déclaré le chef suprême de la Ligue en France. On recula devant la perfidie de ce moyen, trop contraire au droit des gens; Mayenne put donc aller rejoindre Mansfeld, qui assiégeait alors La Capelle, et, après la prise de cette ville, il reçut deux cents soldats napolitains qu'il fit passer à Laon.

Digitized by Google

Henri IV avait résolu de s'emparer de cette forteresse, regardée comme la position la plus importante de la Ligue, quoique le siége de cette ville présentât de grandes difficultés, la place étant très forte, bien munie de vivres, de moyens de défense, et protégée par une bonne garnison. Ce qui rendait le siége dangereux, c'est que La Capelle, où se trouvaient sept mille fantassins et huit cents chevaux espagnols, La Fère, Reims, Soissons, avec leurs garnisons de ligueurs, n'étaient qu'à une bonne journée de Laon.

Pour fermer la ville de tous les côtés, le roi ordonna d'élever cinq redoutes, travaux préliminaires qui lui coûtèrent bien du monde. Il en perdit encore beaucoup en repoussant les Espagnols, qui s'étaient avancés jusqu'à une lieue de la place, et, sans le brave Biron, c'en était fait de son armée. Cet habile capitaine put maintenir les vieilles bandes espagnoles, et parvint à brûler, quelques jours après, un convoi de quatre cents chariots par un stratagème. Il mit quatre cents chevaux dans les bois, se coucha dans les blés avec huit cents fantassins, y demeura dix-huit heures sans faire de mouvement. Lorsque le convoi fut suffisamment engagé, Biron se leva avec toute sa troupe, tomba sur l'escorte, la détruisit entièrement, brûla les chariots et revint tout triomphant dans le camp. Mayenne et Mansfeld opérèrent alors leur retraite en plein jour, en présence d'une armée bien supérieure et sans se laisser entamer. La garnison de Laon, après s'être défendue encore un mois, après avoir fait des sorties meurtrières, voyant que les fortifications n'étaient plus qu'un monceau de ruines, consentit à capituler. Elle eut la liberté de se retirer avec armes et bagages à La Fère.

Digitized by Google

Le principal honneur de la prise de Laon revenait incontestablement à Biron, ce qui excita la jalousie du roi.

Il y a une remarque singulière à faire dans la politique de Henri IV : il accordait de grandes récompenses à ceux qui revenaient à lui après l'avoir combattu, et il négligeait ceux qui lui avaient constamment été fidèles. Il pensait sans doute être assuré de la fidélité des uns, et il espérait gagner celle des autres. Le vicomte de Turenne, le plus habile des généraux huguenots, n'avait reçu aucune faveur du roi; car il ne regardait pas comme une faveur le mariage que Henri lui avait permis de contracter avec l'héritière du duché de Bouillon : il méritait une telle alliance par son propre mérite. Les Biron père et fils, les deux plus fidèles sujets du roi parmi les catholiques, n'avaient pas été plus favorisés. On venait d'ôter à Biron la dignité d'amiral; on lui avait donné une fiche de consolation en le créant maréchal. Il demanda d'être gouverneur de la place de Laon : on le lui refusa. Le duc d'Epernon lui-même, protecteur du roi à la cour de Henri III, allait être dépouillé de son gouvernement de Provence.

Le roi, en enlevant les récompenses de ses anciens ministres, afin d'en faire une monnaie pour acheter des villes et des provinces, mécontentait ceux qui avaient le plus de droits à sa bienveillance.

Saint-Chamans fut nommé gouverneur de Château-Thierry, pour en avoir ouvert les portes; les bourgeois d'Amiens, en récompense de leur soumission sans condition, conservèrent leurs priviléges; Cambrai, ville jadis impériale, étant tombée sous la domination de Monluc, un fils de celui que nous avons vu aller intriguer en

Digitized by Google

Pologne pour élever Henri III sur le trône de ce royaume, obtint du roi quatre-vingt-dix mille écus par année pour l'entretien des murailles de la ville et de la garnison. Les habitants du Cambrésis furent admis à jouir de tous les priviléges des Français. Soutenu par Henri IV, Monluc n'en devint que plus oppresseur, et sa tyrannie fut si insupportable, que Cambrai le chassa et se donna au roi d'Espagne, comme nous le verrons plus tard.

Rentré à Paris, après avoir visité les villes du Nord, le roi alla au Parlement recevoir le serment de fidélité de Villars, comme amiral de France, de Montluc et de Bouillon, comme maréchaux. Sur le refus du Parlement de recevoir le serment de ce dernier, parce qu'il était huguenot, le président de Thou observa « qu'il n'était » point question de recevoir un docteur en théologie, » mais un maréchal de France, en quoi il ne s'agissoit » point de la religion. Que M. de Bouillon avoit bonne » épée pour faire service au roi en cette charge, de la- » quelle s'il y avoit seigneur en France qui fût digne, » c'étoit lui (1). »

La nomination la plus importante fut celle de Villeroi, l'homme du duc de Mayenne. Le roi le déclara tout haut « secrétaire d'Etat en la place de Révol, et ce contre sa » protestation souventes fois réitérée, contre les prières » aussi très humbles et très affectionnées de madame sa » sœur, qui, au nom de toutes les Eglises, principale- » ment de celles des Pays-Bas, avoit supplié Sa Majesté » de n'y mettre point Villeroi, pour ce qu'elles le con- » naissoient pour leur ennemi formel et juré, et de tous

(1) L'Etoile, tom. III, pag. 87. — Delhon. — Davila.

Digitized by Google

» ceux de la religion; et au surplus très mauvais Fran-
» çois et vrai Espagnol (1). » C'était une calomnie, Villeroi était un très habile ministre.

La guerre, cependant, continuait toujours entre les deux partis dans les provinces éloignées. En Bretagne, où les troupes du roi avaient des succès lents, mais positifs, où elles emportaient Laval, Concarneau, Morlaix et Quimper, Mercœur, à l'aide des Espagnols, se défendit contre les Français et les Anglais, commandés par le maréchal d'Aumont et Norris.

Dans le Languedoc, frère Ange de Joyeuse, qui avait pris le gouvernement de cette province au nom de la Ligue, se maintenait toujours; il avait son parlement à Toulouse, où il assemblait ses Etats, et il luttait contre le duc de Montmorency. Pour faciliter les négociations en Languedoc, le roi créa Montmorency connétable, l'appela à diriger la guerre qu'il voulait faire en Bourgogne, et envoya Aymerie de Vic pour traiter avec Joyeuse; mais cet ancien capucin, soutenant la guerre par un principe de religion mal entendu, croyait servir Dieu en continuant à combattre contre les royalistes, qui étaient à ses yeux des huguenots déguisés.

Il fallait faire cesser la guerre civile dont la Provence était déchirée depuis que les ligueurs et les huguenots s'étaient réunis pour lutter contre d'Epernon, leur implacable gouverneur. Henri IV, qui n'osait destituer celui-ci, envoya un intriguant nommé Lafin, avec mission publique de réconcilier le gouverneur et les principaux seigneurs, mais avec un ordre secret de déterminer les

(1) L'Etoile.

Digitized by Google

seigneurs à continuer la guerre pour ruiner d'Epernon, « ou, s'il reconnoissoit que le parti de ces seigneurs étoit » le plus faible, de désavouer de la part du roi leur pro- » cédure et de leur faire leur procès comme à des dé- » serteurs, des séditieux et des perturbateurs du repos » public (1). »

On est indigné en lisant un pareil manque de bonne foi. Lafin, ayant trouvé les affaires de d'Epernon dans un assez triste état, se ligua avec Lesdiguières, le comte Carcas, le marquis d'Oraison et le parlement d'Aix pour le renverser. Parvenu à conclure une trève, il remit la cause à la décision du roi : c'était signer la ruine de d'Epernon.

Le roi, trop occupé ailleurs, pour terminer cette affaire, travaillait à gagner la maison de Lorraine, le plus ferme appui de la Ligue. Il fit facilement la paix avec le duc de Lorraine en lui cédant le gouvernement de Toul et de Verdun, et une somme de neuf cent mille écus en dédommagement de toutes ses pensions et des droits que ses enfants prétendaient avoir sur la succession de Catherine de Médicis. Bassompierre, qui était le négociateur du duc de Lorraine, réclama soixante-huit mille écus pour une prétendue créance qu'il avait sur Henri III : le roi ne marchanda point; il lui concéda en paiement la seigneurie de Vaucouleurs. Peu de jours après, le duc de Guise demanda, pour faire la paix, le gouvernement de Champagne, qui appartenait au duc de Nevers; il obtint celui de Provence. C'était pour le roi un coup de maître, « de mettre au duc d'Epernon M. de Guise en

(1) Bouché, *Histoire de Provence.*

Digitized by Google

» tête; il espéroit ainsi le réduire à néant, et le con-
» traindre, après y avoir bien dépensé, de s'en revenir
» le trouver et faire le bon valet (1). »

Il est bien pitoyable qu'un souverain soit obligé de recourir à de semblables manœuvres pour éloigner un sujet gênant. Le traité fait avec le duc de Guise portait pour condition l'abolition complète du culte réformé en Champagne, la confirmation de toutes les nominations faites par les Guise, l'abolition de toutes les redevances du duc au trésor, un don de quatre cent mille écus, enfin l'interdiction de toute poursuite contre lui, pendant un an, pour dettes contractées envers des particuliers. L'abbé Louis de Guise reçut la plupart des bénéfices qui avaient appartenu au cardinal de Bourbon. Le duc remit au roi toutes les places dont il était encore maître en Champagne.

On se demande comment le roi, quoique très économe et ne donnant rien à ses favoris, pouvait trouver l'argent nécessaire pour payer ces marchés. Le soin des finances avait été confié à François d'O, ancien gouverneur de Paris, qui était impitoyable pour faire rentrer les fonds, et qui avait souvent fait d'habiles manœuvres pour s'en procurer; financier sans probité, dissipateur des deniers publics, il put voir, au moment de rendre le dernier soupir, décrocher par ses créanciers les riches tentures qui décoraient son appartement.

La Ligue était entièrement dissoute; il en restait cependant encore quelques vestiges qui voulaient employer l'arme des assassins. Déjà l'année précédente,

(1) *Econ. roy.*, tom. II, pag. 318.

Digitized by Google

Pierre Barrière avait été rompu vif pour un pareil dessein. S'il n'y eut alors qu'un projet, cette fois le roi faillit être assassiné. Un jeune insensé nommé Jean Châtel, fils d'un gros marchand de drap de Paris, fortement imbu des passions des ligueurs, et du reste, homme de mauvaise vie, ayant beaucoup entendu louer le fait de Jacques Clément, se persuada qu'il pourrait, sinon échapper au supplice de l'enfer, du moins beaucoup en diminuer les rigueurs, en sauvant la religion par l'assassinat du roi. Au moment où Raqui et Montigni saluaient le monarque, Châtel lui porta un coup de couteau qu'il destinait à la gorge; heureusement qu'il ne fit qu'effleurer la lèvre, parce que le roi s'était baissé pour embrasser ces illustres chevaliers. La blessure avait été si légère, que le roi s'était persuadé que le coup lui avait été porté involontairement par sa fille Mathurine; mais le vrai coupable fut bientôt reconnu, quoiqu'il eût laissé tomber le poignard et qu'il se fût échappé au milieu des groupes environnants. Livré à la torture, Châtel déclara, dit-on, qu'il avait été élevé dans le collége des jésuites, où il avait entendu de violentes déclamations contre le roi, et que le curé de Saint-André l'avait assuré que le moyen de racheter sa vie dissolue, c'était d'assassiner le monarque, qu'on accusait d'être encore protestant au fond de son cœur. D'autres regardent comme mensongères toutes ces assertions, et prétendent qu'il ne chargea ni les jésuites, ni le curé de Saint-André. Le surlendemain de l'attentat, 29 décembre, il eut le poing coupé, puis il fut tenaillé, tiré à quatre chevaux sur la place de Grève, et ses restes furent livrés au feu et ensuite jetés au vent. Pierre Châtel, père du

Digitized by Google

régicide, fut condamné à neuf ans d'exil et à deux mille écus d'amende, bien qu'il eût été reconnu innocent.

La tentative de Jean Châtel servit de prétexte aux ennemis des jésuites pour sévir contre eux. La célèbre compagnie, quoique bien jeune encore, avait pris une si grande place parmi les ordres monastiques par sa piété, son zèle pour les choses de Dieu, son talent pour l'instruction, que les autres ordres religieux, les différentes institutions pour l'instruction de la jeunesse, conçurent contre elle une profonde jalousie et résolurent de profiter des moindres circonstances pour l'accuser.

Dans les perquisitions que le Parlement fit faire chez les jésuites, on trouva dans les papiers du Père Jean Guignard : « Faut-il donner le nom de roi de France à » un Sardanaple, à un Néron, à un renard de Béarn? » L'acte de Jacques Clément est héroïque. Si on peut » faire la guerre au Béarnais, il faut le guerroyer, si- » non, qu'on l'assassine. »

Le jésuite Jean Guignard fut pendu et étranglé, dit L'Etoile, en la place de Grève, à Paris, et son corps brûlé et consumé en cendres, bien qu'il ait été reconnu que ces lignes avaient été laissées sans intention et sans y penser parmi une foule de papiers.

La Sorbonne, jalouse de ce que les jésuites élevaient des chaires de théologie à côté des siennes, leur intenta un procès qui fut déféré au Parlement. Les graves magistrats, dont les doctrines en matière de pouvoir étaient souvent contredites par les Pères, rendirent un arrêt ordonnant que les prêtres du collége de Clermont, leurs disciples et en général tous les membres de la Société de Jésus sortiraient de Paris et de toutes les villes où ils

Digitized by Google

auraient des colléges, trois jours après que cet arrêt leur aurait été signifié, et dans quinze jours hors du royaume, comme corrupteurs de la jeunesse, perturbateurs du repos public et ennemis du roi et de l'Etat.

Les parlements de Rouen et de Dijon suivirent cet exemple. « Cette condamnation à l'exil, dit M. de Sismondi, n'était pas seulement une scandaleuse iniquité, c'était un grand acte de lâcheté politique; car le Parlement qui condamnait l'ordre entier des jésuites d'après quelques doctrines contraires à l'autorité royale, qui se trouvaient exprimées dans les écrits de quelques-uns de ces religieux, était le même qui, l'année précédente, sanctionnait la révolte et donnait une adhésion tout au moins tacite à l'assassinat commis par Jacques Clément. En effet, toute sa sévérité n'avait qu'un seul but, celui de faire excuser sa précédente opposition à l'autorité royale (1). »

Cette expulsion était un mauvais moyen d'arriver à terminer la négociation que le roi poursuivait en cour de Rome. Le pape Clément VIII lui refusait toujours l'absolution, parce qu'il craignait qu'il ne fût pas bon catholique; et il avait bien sujet d'en douter, car si Henri IV prenait l'engagement de ne pas laisser relever le culte protestant dans les provinces qu'il achetait, il ne se mettait guère en peine de faire exécuter cette condition. Il y avait même prêche dans son propre palais, chez sa sœur. « Le jour de Pâques, dit L'Etoile, il y eut une » telle presse chez Madame à ouïr le prêche, qu'on ne » s'y pouvoit asseoir... Quand le roi avisoit quelqu'un

(1) Sismondi, tom. XXI, pag. 323.

Digitized by Google

» des ministres de Madame, il l'appeloit toujours et lui » disoit : Priez Dieu pour moi et ne m'oubliez pas en vos » prières (1). »

Malgré son amitié pour les réformés, le roi, comprenant que le véritable principe d'ordre est dans l'Eglise catholique, et se souvenant que les protestants avaient voulu changer la France en république fédérative, résolut d'éloigner ses anciens amis et de s'attacher plus fortement les principaux chefs de la Ligue. « Très-bien, » disait-il un jour à Sully qui venait de remplir une mis- » sion auprès du duc de Bouillon. M. de Turenne, n'est- » il pas bien honnête et bien humble? Cela veut dire » qu'il a fort affaire de moi; car, s'il vous en souvient, il » ne parloit pas si doux à Montauban, lors d'une assem- » blée qui s'y tint avec les ministres et gens de synode et » de consistoire. Lui et ses partisans, comme Constant, » D'Aubigné, Saint-Germain-Beaupré, Saint-Germain- » de-Clou, Bressolles et autres tels brouillons, faisoient » toutes sortes de menées et pratiques, pour faire que » toutes les églises de France résolurent de se mettre en » espèce d'état populaire et république, comme les Pays- » Bas, élisant pour protecteur le comte palatin, sans se » fonder plus sur les princes du sang, desquels les espé- » rances de parvenir à la couronne diminuoient grande- » ment le zèle de la religion (2). »

Les faveurs que le roi accordait de préférence aux catholiques engageaient les huguenots à essayer de se reformer en parti. Comme il leur manquait un chef, ils

(1) L'Etoile, tom. III, pag. 130.
(2) *Econ. roy.*, tom. II, pag. 267.

Digitized by Google

s'adressèrent au duc de Bouillon. Mais ce duc ayant besoin de l'appui du roi pour se maintenir dans l'héritage de sa femme, ils recoururent au connétable de Montmorency qui, bien que catholique, avait toujours été favorable à leur parti; il repoussa toutes leurs ouvertures. Malgré ce refus, ils préparaient la fédération. Dans une assemblée tenue à la mi-mai 1594, ils divisèrent la France réformée en plusieurs provinces ayant leur chef, leur organisation, leur caisse. C'était une abominable conspiration contre le pouvoir souverain qu'on voulait affaiblir, contre la France qu'on allait morceler, contre l'humanité qu'on voulait tenir dans un état perpétuel de division.

Pour compléter l'établissement d'un état indépendant dans le royaume, il fallait absolument au protestantisme un chef qui possédât assez d'autorité pour dominer les commandants subalternes des différents cercles de la réforme. Les réformés jetèrent les yeux sur le jeune Henri de Condé, héritier présomptif de la couronne, élevé dans les principes du protestantisme, et c'est ce qui inquiétait encore les catholiques. Henri IV savait que le Pape en était affligé, que c'était l'un des motifs qui l'engageaient à différer l'absolution sollicitée depuis longtemps. C'est pourquoi la princesse de Condé, que nous avons vue flétrie par une sentence du Parlement, comme ayant empoisonné son mari, fut rappelée à la cour, où elle fit abjuration du calvinisme et éleva son fils dans la religion catholique. L'année suivante son procès fut révisé : on la déclara innocente. Il paraît que, dans ces grandes causes, les tribunaux souverains avaient des affirmations et des négations à volonté. Le protestantisme, voyant

Digitized by Google

avec inquiétude la marche toujours progressive du catholicisme dans les principes politiques du roi, s'en effrayait chaque jour davantage. Les chefs se réunirent d'abord à Sedan, ensuite à Sainte-Foi, sur la Dordogne, et résolurent *qu'il serait établi un conseil politique dans chaque province; que ces conseils pourraient arrêter et saisir les deniers royaux pour les employer aux paiements de leurs garnisons, et qu'ils établiraient des subsides et des péages dans les lieux où il n'y aurait point d'élection.* Ce fut pour donner aux protestants une sorte de satisfaction et pour les rassurer, que Henri IV fit porter au Parlement l'édit de pacification de 1577. Il y rencontra de l'opposition, car le parlement voulait que les protestants fussent déclarés incapables de toute haute fonction publique. L'opinion de ceux qui prétendaient qu'il n'appartenait pas au Parlement de restreindre l'autorité royale l'emporta, et l'édit fut enregistré purement et simplement le 6 février 1595.

Cependant le roi songeait à porter la guerre au dehors pour châtier Philippe II, qui, tout en méconnaissant Henri IV, se donnait pour l'allié de la France, où le pouvoir, suivant lui, se personnifiait dans le lieutenant du royaume, le Parlement et les Etats-Généraux. Tant que Henri s'était senti trop faible pour lutter contre Philippe II, il avait respecté cette fiction et n'avait porté aucune atteinte, ni à la Franche-Comté, ni aux Pays-Bas. Mais lorsqu'il vit les principaux chefs des ligueurs réunis sous ses drapeaux, il se crut assez fort pour déclarer solennellement la guerre à l'Espagne, espérant faire perdre dès ce moment à la lutte son caractère religieux, pour lui en donner un politique, et effacer

Digitized by Google

toutes les dissensions intérieures en présence de l'étranger. Philippe II évita le piége, continua à se déclarer l'ami des catholiques français, parla magnifiquement de la France et dit qu'il ne demandait qu'une seule chose pour son repos, l'expulsion des huguenots qui la rongeaient.

Le roi d'Espagne renforça son armée de Flandre, ordonna au comte de Mansfeld de se porter sur la Picardie, où il trouverait encore d'Aumale, tenant plusieurs villes sous son pouvoir; il envoya de nouvelles forces à Mercœur, en Bretagne, et commanda au connétable de Castille, gouverneur du Milanais, de passer, avec son armée d'Italie, en Franche-Comté, où il prévoyait que le roi porterait la guerre, parce que Mayenne, qui prenait toujours le titre de lieutenant du royaume, s'était retiré dans son gouvernement de Bourgogne.

Biron, dirigé par le roi sur ce point avec des forces considérables, s'empara de Beaune et d'Autun, reçut la soumission du gouverneur d'Auxonne et sut faire garder une discipline si sévère à ses troupes, que les autres villes se déclarèrent en sa faveur. Mais au moment où Biron entrait dans Dijon, qui l'avait appelé, Tavannes, lieutenant de Mayenne dans la province, pénétrait lui-même dans les rues et poursuivait les bourgeois qu'il traitait en ennemis. Tavannes recula; mais, maître de la citadelle, il se fortifia dans une partie de la ville, tandis que Biron se cantonnait dans l'autre. Si le maréchal de Castille eût bien connu le pays, il pouvait arriver sur Dijon et écraser son adversaire. Mais cet Espagnol avait si peu de talent militaire, il faisait des fautes si grossières, qu'il excita le mépris de Mayenne et ensuite sa haine.

Digitized by Google

Le roi, déterminé à se rendre lui-même en Bourgogne et dans le Lyonnais, nomma, pour la gestion des affaires, un conseil composé, non point de ses anciens amis, il les élimina tous à l'exception de Rosny, mais d'hommes formés aux affaires par la Ligue. Il se dirigea ensuite sur Dijon, où il arriva le 4 juin, avec un petit nombre de soldats; et, pour rassurer les forts ébranlés qui tenaient pour lui dans le voisinage, il exécuta un coup d'une brillante audace. Le baron d'Haussonville, ayant reçu du roi l'ordre de faire une reconnaissance sur les ennemis, tomba étourdiment dans un gros d'Espagnols et fut repoussé avec quelque perte. Le maréchal de Biron, envoyé avec trois cents chevaux pour le soutenir, se vit bientôt en face de huit cents cavaliers espagnols et forcé de reculer de toute part. Le roi, qui était arrivé à Fontaine-Française avant son armée, n'ayant autour de lui que deux cents gentilshommes et soixante arquebusiers, se porte aussitôt pour soutenir ses troupes, appelle d'une voix enrouée ses compagnons d'armes; à mesure qu'ils arrivent, il les encourage « à faire ce qu'ils » lui voient faire », s'élance sur les ennemis, perce la troupe victorieuse et la contraint ainsi à se replier sur elle-même. Voyant le roi rejoint peu à peu par son armée qui arrivait à la file, le connétable de Castille, naturellement défiant et craintif, ordonna d'opérer la retraite, redoutant de se mesurer contre des hommes capables de tant d'audace. Le roi disait après ce succès : « Dans les autres occasions, j'ai combattu pour la vic- » toire, mais dans celle-ci j'ai combattu pour la vie. » Henri IV s'avança jusqu'à Saint-Seine pour dissimuler sa faiblesse, et obligea les Espagnols à rentrer en Franche-Comté.

Digitized by Google

Si le connétable de Castille avait eu un peu de connaissance de la guerre, il aurait pu facilement écraser le roi et peut-être s'en emparer. Les fautes commises par le gouverneur espagnol lui furent durement reprochées par Mayenne, ce qui aggrava la mésintelligence qui régnait entre eux. Mayenne quitta enfin le camp de Gray, se retira à Châlon-sur-Saône, entra définitivement en négociations avec le roi, lui fit remettre la citadelle de Dijon, et obtint une trève pour arrêter les conditions de sa soumission.

Mayenne, voyant la France disposée à se soumettre, et les négociations entamées à la cour de Rome, dans le dessein d'obtenir l'absolution pour Henri IV, assez avancées pour qu'on s'en promît bientôt un plein succès, comprit la nécessité de faire sa paix, s'il voulait avoir des conditions avantageuses.

A Rome, les négociations avaient été conduites par Duperron et d'Ossat, qui sollicitaient ardemment le Pape de donner au roi l'absolution si longtemps différée. Si Clément VIII désirait la réconciliation du roi, et pour rendre ce souverain à l'Eglise, et pour avoir en lui un moyen de s'affranchir de la domination espagnole qui pesait si fort sur l'Italie, il différait cependant de jour en jour, jusqu'à ce qu'il fût bien assuré de la sincérité de sa conversion.

Aux demandes réitérées du roi pour obtenir son absolution, d'Ossat lui répondait : « Faites bien vos affaires » de par delà, et je vous réponds de celles de par deçà. » Henri IV, fidèle à ce conseil, ajoutait chaque jour de nouvelles victoires à ses exploits précédents, et réunissait avec tant de prudence les membres de la France déchirée, que le Pape cessa d'être inflexible et déclara enfin

Digitized by Google

à l'ambassadeur d'Espagne qu'il lui était impossible de différer plus longtemps une faveur si vivement sollicitée par un grand roi et un grand peuple, et qu'il allait consulter le sacré-collége. L'ambassadeur, se croyant sûr de la majorité du sacré-collége, ne fit aucun obstacle à l'ouverture du Pontife; mais, au lieu de réunir les cardinaux en consistoire, le Pape se contenta de les consulter les uns après les autres. Il s'éleva alors des discussions sur la teneur de la bulle, dans laquelle le Pape voulait insérer *que le roi, en vertu de l'absolution papale, était réhabilité dans ses droits au royaume.* Cette clause fut effacée. Enfin, le 16 septembre 1595, le pape Clément VIII, accompagné de tous les cardinaux, deux exceptés, vint s'asseoir sur le trône qui lui avait été préparé sous le portique de Saint-Pierre. Les négociateurs français, d'Ossat et Duperron, en habit de simples prêtres, tenant en main la procuration du roi, remirent au secrétaire du Saint-Office la supplique que Henri IV adressait au Pape. Après qu'on en eut donné publiquement lecture, le secrétaire d'Etat, qui était assis au pied du trône, se levant alors, lut le décret du Pontife, décret qui portait que Henri de Bourbon, roi de France et de Navarre, après avoir abjuré toutes les hérésies qu'il professait autrefois, avoir accepté la pénitence publique qui lui serait imposée et avoir accompli les conditions que lui dictait Sa Sainteté, serait absous des censures prononcées contre lui et serait admis dans le sein de l'Eglise. Voici les principales conditions de cette absolution : le rétablissement du culte catholique dans la province de Béarn, la fondation d'un certain nombre de monastères, la publication, dans toute la

Digitized by Google

France, du concile de Trente, à l'exception de celles de ses dispositions qui pourraient causer du trouble et dont le Pape le dispenserait; la consignation du jeune prince de Condé, héritier présomptif de la couronne, entre les mains des catholiques, pour être élevé par eux; la restitution au clergé de ses biens, l'exclusion des hérétiques de tous les emplois, enfin l'obligation que prenait le roi de ne les tolérer qu'autant que, pour les exterminer, il serait obligé de recommencer la guerre. A ces conditions imposées au monarque, on joignait des pénitences imposées au simple particulier. Après que d'Ossat et Duperron eurent accepté toutes les conditions par acte notarié, ils se mirent à genoux devant la basilique, abjurèrent à haute voix, au nom du roi, l'hérésie des huguenots, selon la formule qui leur fut présentée. Alors le grand-pénitencier toucha leurs têtes de sa baguette, en signe d'affranchissement, comme le font encore les pénitenciers romains pour tous les pénitents qu'ils absolvent. L'absolution fut en même temps prononcée à haute voix, au bruit de l'artillerie et au son des instruments d'un orchestre formé des plus habiles musiciens.

L'absolution que le Pape donna à Henri IV fut un dernier coup porté à la Ligue, dont les restes se débattaient et cherchaient un appui au dehors; aussi la guerre fut portée sur les frontières des Pays-Bas. Le roi de France avait été déterminé à l'entreprendre par le duc de Bouillon, qui prétendait avoir de telles intelligences dans le duché de Luxembourg, qu'il lui suffirait de se montrer pour se faire ouvrir plusieurs places. Rosny s'était opposé de toutes ses forces à une guerre, selon son

Digitized by Google

opinion, désastreuse pour la France. Il avait tout lieu de croire « que le roi d'Espagne s'évertueroit bien d'une » autre façon, lorsqu'il se verroit directement attaqué et » qu'il iroit de son honneur et d'une guerre purement » sienne, qu'il ne faisoit à présent, qu'il ne se considère » que comme simple auxiliaire. » Ces prévisions n'étaient pas sans fondement. En comparant les forces respectives des deux Etats, on doit convenir que la supériorité était du côté de l'Espagne. Pour faire la guerre, il faut de l'argent, des armées, de bons soldats, des officiers instruits et capables, et, sous ces différents points de vue, l'Espagne était infiniment supérieure à la France.

Sans riches colonies, la France, privée de commerce, avec une agriculture négligée pendant la guerre civile, et obligée de solder les armées étrangères, était réduite à une extrême misère : elle n'avait pas le premier élément de la guerre.

A cette époque, les grandes armées comme nous en avons vu de notre temps n'existaient pas. Philippe II, qui fut en guerre avec les Maures d'Espagne, les protestants des Pays-Bas, l'empire de Turquie, ne mit pas en vingt ans autant d'hommes sous les armes que Napoléon en une seule année de ses grandes guerres. Toutefois, si les armées de Philippe étaient peu nombreuses, elles existaient réellement; il avait des corps permanents, brisés à la discipline; mais il n'en était pas ainsi en France. Pendant les guerres civiles, on formait des armées pour le moment de l'action, puis on les licenciait aussitôt. Aucun parti ne pouvait même se recruter en France : c'était chez l'étranger que tous allaient chercher des soldats. Nos troupes nationales étaient d'ailleurs si misérables,

Digitized by Google

qu'elles prenaient la fuite quand elles rencontraient une forte résistance.

Les vieilles bandes espagnoles, allemandes, anglaises, wallonnes, avaient encore conservé leur antique réputation, et possédaient toujours cet aplomb des troupes habituées à essuyer le feu des batailles et à se porter à l'attaque, avec moins de vivacité peut-être, mais avec une fermeté imperturbable. Mais la plus grande infériorité de la France consistait surtout dans ses officiers supérieurs. Henri IV, qui se croyait le premier génie militaire français; Mayenne, qui l'emportait incontestablement sur lui pour la conduite d'une affaire, pour l'habileté des manœuvres, étaient des nains à côté du duc de Parme. Il est vrai que Farnèse était non-seulement le plus grand capitaine de son temps, mais encore le créateur de l'art militaire moderne, de cette tactique qui développe une armée, la replie à volonté, fait agir l'artillerie à propos, la fait manœuvrer avec la facilité des armes ordinaires. C'est à lui que l'Espagne doit la formation de ces corps puissants qui passaient pour invincibles.

Au moment où le roi venait de déclarer la guerre à l'Espagne, Mansfeld, rappelé en Allemagne, fut remplacé dans les Pays-Bas par le comte de Fuentès, élevé à son école. C'était un homme qui portait haut la fierté castillane, maintenait une discipline sévère et savait, malgré cela, s'attacher tellement les troupes, que les vétérans redemandaient du service dans son corps d'armée. Sous lui, Valentin de La Motte, français qui s'était fait brabançon; de Rosne, lorrain; Avellino, napolitain; Belgiojoso, milanais; La Berlotte et Verdugo, es-

Digitized by Google

pagnols, capitaines vieux et expérimentés, auraient été chacun en état de commander l'armée à sa place.

Le duc de Bouillon, qui avait fait résoudre la guerre, ayant rassemblé environ quatre mille fantassins et mille cavaliers, prit les deux petites places de La Ferté et Yvoy, situées sur les frontières espagnoles. Philippe de Nassau, son allié, s'empara de Huy dans l'Etat de Liége. Ces succès furent de courte durée : Fuentès fit reprendre Huy par La Motte, et Yvoy ainsi que La Ferté par Verdugo.

Avant de réaliser son grand projet de s'emparer de Cambrai, où commandait Montluc, détesté de la population, Fuentès voulut occuper Le Catelet et Dourlens, pour isoler le Cambrésis. Pendant qu'il faisait le siége du Catelet, d'Aumale lui proposa de le mettre en possession de Ham, l'une des trois forteresses de ces contrées qui restaient encore aux ligueurs. Gommeron, commandant du château, s'était rendu à Bruxelles pour le vendre aux Espagnols moyennant vingt mille écus; il fut arrêté, et on somma sa femme et d'Orvilliers, son beau-frère, de remettre le château. Mais d'Orvilliers, indigné de cet acte de perfidie de la part du général espagnol, appela Bouillon et d'Humières et les introduisit dans le château, et par là dans la ville, où il y eut un affreux combat à la lueur de l'incendie. Tous les Espagnols périrent; un grand nombre de royalistes succombèrent, parmi lesquels nous devons citer d'Humières, le premier auteur de la Ligue, qui s'était rattaché à la royauté qu'il regardait comme le véritable principe de l'ordre. Pour venger la défaite de ses hommes d'armes, Fuentès fit détruire les restes des fortifications d'une ville qu'il traitait de rebelle.

Digitized by Google

Le Parlement fit le procès à d'Aumale, le condamna, comme coupable du crime de lèse-majesté, traître à la patrie, perturbateur du repos public, à être traîné sur une claie jusqu'à la place de Grève, à y être tiré à quatre chevaux, à avoir les membres dépecés et attachés aux principales portes de la ville. Cette exécution n'eut lieu qu'en effigie; d'Aumale était alors hors d'atteinte des poursuites de ses ennemis.

Après avoir changé Ham en ruines, Fuentès retourna au siége du Catelet, qui se rendit le 25 juin; il en releva les brèches et fit mettre la place en état de défense; il se présenta ensuite devant Dourlens, défendu par quelques braves et par la noblesse du pays. Villars Blancas, chargé de secourir la place avec les troupes qu'il réunirait en Normandie, celles que Nevers avait en Champagne et celles que le duc de Bouillon possédait en Picardie, n'attendit pas Nevers; persuadé qu'avec douze cents cuirassiers, six cents arquebusiers à cheval, il lui serait facile de percer les lignes ennemies, il jeta mille fantassins dans la place et en retira quatre cents gentilshommes qu'on l'accusait d'y avoir imprudemment renfermés. Dans l'attaque qu'il livra à Fuentès, qui n'était pas homme à se laisser surprendre, la cavalerie française repoussa deux fois la cavalerie espagnole, mais chaque fois elle vint se briser contre l'infanterie. Bouillon sonna la retraite; Villars, soit qu'il ne voulût pas se retirer, soit, comme on le prétendit, qu'il voulût dégager Montigny, son neveu, se trouva coupé, fut entouré, blessé et renversé de son cheval. Il offrait cinquante mille écus de rançon; mais les soldats espagnols, exaltés par la colère, peut-être même poussés par leurs chefs,

Digitized by Google

le massacrèrent. Toute l'infanterie fut détruite dans cette fatale journée. Six cents gentilshommes demeurèrent sur la place, et parmi eux plusieurs personnages de marque. Il y eut encore un grand nombre de prisonniers.

Le duc de Nevers, qui arrivait à Amiens le soir même, recueillit les fuyards, reçut le commandement du duc de Bouillon, qui se retira dans ses terres, et fut accusé de témérité et de lâcheté.

Après la défaite de son prédécesseur, Nevers, ne pouvant rien entreprendre, jeta dans la place soixante cuirassiers et vingt mulets chargés de poudre. Dourlens, malgré l'anarchie qui régnait parmi les officiers, se défendit avec valeur et fut emporté d'assaut le 29 juillet. Alors commença une boucherie épouvantable au cri de *Ham!* parce que, dans cette place, les Espagnols avaient éprouvé de grandes pertes. Tout fut massacré, à l'exception de vingt à trente personnes de marque.

Fuentès, après avoir relevé les fortifications de la ville, résolut de faire le siége de Cambrai, et, pour tromper son ennemi et l'empêcher de jeter des troupes dans la place, se dirigea du côté de Péronne, où Nevers l'avait précédé. Il marcha ensuite du côté de Saint-Quentin, attira Nevers à sa suite, passa quatre jours près de cette place, faisant semblant de se disposer à en faire le siége; puis, tout-à-coup, au moment où l'on y pensait le moins, il se replia à marche forcée sur Cambrai et s'établit de manière à en fermer l'entrée aux Français. Cependant le duc de Rethel parvint, en profitant des accidents du terrain, à cacher sa marche et à se jeter dans la ville avec quatre cents hommes d'armes et quatre compagnies

Digitized by Google

d'arquebusiers. Quelques jours après Dominique de Vic, l'un des meilleurs officiers du roi, y entrait aussi. Si Cambrai, défendu par cet habile officier, pouvait tenir longtemps, il y avait malheureusement dans la place un ennemi extrêmement dangereux, le peuple, qui, fatigué des exactions de Montluc de Balagny, redemandait la domination espagnole. Trois mille bourgeois armés, par une faute énorme, pour soutenir l'assaut qu'on présumait devoir être bientôt livré à la place, se soulevèrent alors, appuyèrent la bourgeoisie qui députa vers Fuentès pour se soumettre, et redemandèrent leur archevêque, alors retiré dans les Pays-Bas. Le général espagnol accepta toutes les conditions qu'on voulut lui offrir, entra dans la ville avec toute son infanterie et refoula dans la citadelle de Vic et la garnison française, qui, au lieu de trouver des vivres en abondance, n'eurent que des magasins vides. La femme de Montluc déploya un si grand courage, qu'elle est célébrée, par quelques historiens, comme une héroïne; elle paraissait sur la brèche avec les premiers soldats et pouvait défier à cheval le premier cavalier. De Vic, vaincu par le besoin, fut obligé de livrer la citadelle le 9 octobre. Malade de dépit, la femme de Balagny se laissa mourir de faim, ne voulant pas survivre à la honte de son mari. Balagny se consola bientôt; il épousa, six mois après, Diane d'Estrées, sœur de la maîtresse du roi. Fuentès rentra alors dans les Pays-Bas après une campagne des plus glorieuses.

Cette campagne avait été désastreuse; sans doute il y avait eu à Fontaine-Française un brillant fait d'armes; mais on ne pouvait contester que si le monarque avait eu en tête un général plus habile, et que si le connétable

Digitized by Google

de Castille n'eût repassé la Saône, la France courait des dangers de ce côté. Au nord les pertes avaient été extraordinaires; dans aucune campagne on n'en avait vu de semblables. Un grand nombre d'officiers de marque avaient péri; la réputation militaire de Bouillon et de Montluc était compromise; le duc de Nevers, atteint d'une dyssenterie, par suite de ses fatigues, en était mort le 23 octobre 1595.

Après ses succès en Bourgogne, le roi s'était rendu à Lyon pour donner un gouverneur à cette ville et ôter le pouvoir à l'évêque Pierre d'Espinac, qui tenait toujours à la Ligue et ne voulait pas reconnaître pour roi Henri IV. Il offrit ce gouvernement au duc de Nemours, pour l'engager à la paix. Lesdiguières et d'Ornano, qui avaient tant d'autorité en Dauphiné, qu'ils paraissaient les maîtres dans cette province, espéraient, l'un être gouverneur du Dauphiné, et l'autre du Lyonnais. Le roi, pour affaiblir leur excessive autorité, établit seulement le premier, lieutenant du duc de Guise en Provence, et le second, lieutenant de Philibert de La Guiche en Dauphiné.

Epernon, l'un des serviteurs les plus fidèles au roi pendant ses adversités, avait senti vivement l'affront que ce monarque lui avait fait en lui enlevant le gouvernement de la Provence. Comme catholique, il voulut alors affecter un zèle religieux qui n'était plus de saison, et signa, avec Philippe II, un traité par lequel il s'engageait « à faire guerre au prince de Béarn et aux hérétiques et » fauteurs d'iceux dans tout le royaume de France, et de » ne traiter ni résoudre aucun accord ni paix avec eux » sans en avoir la permission de Sa Majesté catholique. »

Ce traité ne put être exécuté. Epernon était tellement

Digitized by Google

ruiné dans l'opinion en Provence, que le mot religion, qu'il fit retentir, n'eut aucun écho. Il y avait d'ailleurs un nom beaucoup plus cher aux anciens ligueurs, c'était celui du duc de Guise; aussi Guise fit son entrée en Provence, bien accompagné de noblesse et de gens de guerre; il alla prendre séance au parlement d'Aix et y fut proclamé gouverneur au nom du roi. Il avait amusé Lesdiguières par les noms de *père* et de *maître*, qu'il lui prodiguait lorsqu'il était éloigné de la Provence; mais aussitôt qu'il y fut, il le poussa dans la haute Provence contre d'Epernon, s'environna du marquis d'Oraison, du comte de Carcas et de tous ceux qui, pendant la guerre civile, s'étaient signalés par leur haine contre les huguenots. Son nom excitait l'enthousiasme des Provençaux, non-seulement parce qu'il rappelait les grands hommes de la Ligue, mais surtout parce qu'on savait les Guise descendus des ducs d'Anjou, dont le souvenir était encore si cher aux habitants de la Provence.

Le duc de Guise, engagé par l'affection des Provençaux à interrompre tous les exploits militaires de Lesdiguières par des traités avec les villes et les ligueurs soulevés, obtint du parlement d'Aix qu'il n'enregistrerait pas les lettres du roi qui nommaient Lesdiguières son lieutenant-général en Provence. Lesdiguières licencia aussitôt son armée et rentra en Dauphiné. Il ressentit vivement l'injure qui lui était faite; nous verrons qu'il n'en conserva cependant d'autre souvenir que celui de servir son roi.

Le duc de Guise, délivré de Lesdiguières, reçut la soumission des villes de la Provence possédées par le duc de Savoie. Martin-d'Hère, Le Vignon, Grasse, Barba-

Digitized by Google

tanne et Hyères firent peu de résistance. Il ne restait que Marseille qui paraissait disposée à se défendre.

Marseille, véritable république sous l'autorité royale, manifestait un grand zèle religieux et châtiait plus sévèrement les huguenots qu'aucune autre ville. Caseau, son premier consul, avait fait des traités avec Philippe II, avec la Toscane et avec la Savoie, pour la prospérité du commerce de la ville, et avait confié aux Toscans la garde du château d'If, qu'on pouvait regarder comme la citadelle de Marseille. Lorsque Henri IV fut reconnu dans toute la France, Caseau, redoutant de n'être pas assez fort pour résister au roi, demanda des troupes à Philippe II, qui lui envoya des vaisseaux et quelques soldats. C'est peut-être ce qui hâta la chute de la ville, car les Toscans, ayant conçu de la jalousie de l'Espagne et redoutant de la voir en possession de la ville de Marseille, négocièrent avec Henri IV, afin qu'il servît de contrepoids contre Philippe II. Informé du dessein du commandant du château d'If et de ses partisans de se soumettre au roi pour éviter les horreurs de la guerre, Caseau poursuivit avec une rigueur excessive ceux qu'il soupçonnait partisans de Henri IV. La Provence se remplit bientôt de Marseillais exilés. Dans une ville ainsi divisée, il est facile de trouver des traîtres. On gagna l'un des confidents de Caseau, Pierre Liberta, qui se vendit moyennant la somme de cent soixante mille écus, la charge de viguier pendant une année, un fief noble, un évêché, ou tout au moins une abbaye pour un de ses parents, le commandement de l'un des forts de Marseille, enfin une amnistie pour tous les Marseillais. Guise accepta ces conditions, que le roi trouva exorbitantes.

Digitized by Google

Mais Marseille était livrée avant qu'on connût sa réponse.

Le duc de Guise entra dans la ville au milieu des plus vives acclamations. Les troupes espagnoles se hâtèrent de remonter sur leurs vaisseaux et de faire voile pour Gênes.

Liberta fut nommé viguier, mais il mourut avant d'avoir reçu la somme qui lui avait été promise, *non sans soupçon de venin,* dit Nostradamus. Déconcerté par la soumission de Marseille, le duc d'Epernon, coupé de toutes parts, demanda à se vendre au prix de six cent mille écus; on lui en accorda seulement cinquante mille. Il retourna alors à la cour. Plus tard il reçut le gouvernement de Guyenne.

Habitué à obtenir ses grands succès non par les armes, mais par un trafic souvent honteux, Henri IV travailla sérieusement à acheter Mayenne, le chef de la Ligue, le lieutenant-général du royaume. Nous avons vu que, jugeant les affaires de la Ligue désespérées, Mayenne s'était retiré à Châlon-sur-Saône et avait obtenu une trève de trois mois pour faire le traité de paix le plus difficile, car Mayenne voulait trois choses: 1° traiter pour tout son parti; il regardait comme une chose honteuse qu'un général ne songeât qu'à lui et abandonnât ses soldats; 2° obtenir du roi le paiement de ses dettes, qui étaient énormes; 3° une amnistie générale, sans même excepter les complices de l'assassinat du dernier roi ou des tentatives contre sa propre vie. Il était certain que Mayenne n'avait nullement trempé dans le crime de Jacques Clément, mais il savait que la justice était si arbitraire, qu'il fallait prendre toute garantie.

Avant de concéder ce dernier article, qui lui pesait le

Digitized by Google

plus, Henri IV voulut connaître les crimes dont on pourrait accuser les princes lorrains. Quand il connut qu'il n'y avait contre cette illustre maison aucune accusation sérieuse, il consentit à mettre à l'abri de toute poursuite les princes et princesses de la famille des Guise et de Lorraine.

Le préambule du traité contenait ces paroles : « Le » bon œuvre de gagner et affermir les cœurs de nos su- » jets ne seroit parfait ni la paix entière, si notre très » cher et très aimé cousin le duc de Mayenne, chef de » son parti, n'eût suivi le même chemin, comme il s'est » résolu de faire sitôt que notre Saint-Père avoit ap- » prouvé notre réunion, ce qui nous a mieux fait sentir » qu'auparavant le but de ses actions, et recevoir et » prendre en bonne part ce qu'il nous a remontré du » zèle qu'il a eu à la religion. »

Le roi accordait à Mayenne, pour places de sûreté, les villes de Châlon, Seurre et Soissons; il abolit tous les arrêts rendus contre lui et contre tous ses partisans à l'occasion de la guerre civile, et anéantit les procédures commencées contre les ligueurs, « fors les crimes et dé- » lits punissables en même partie et l'assassinat du feu » roi notre très honoré seigneur et frère. » Venait ensuite l'article 6, qui avait présenté le plus de difficulté. Il portait :

« Et néanmoins ayant été ce fait mis plusieurs fois » en délibération, et eu sur ce l'avis des princes de notre » sang, autres princes, officiers de notre couronne, de » plusieurs seigneurs de notre conseil étant chez nous; » depuis vu par nous, séant en notre conseil, les charges » et informations sur ce faites depuis sept ans en çà, par

Digitized by Google

» lesquelles il nous a apparu qu'il n'y a aucune charge
» contre les princes et princesses, nos sujets, qui s'é-
» toient séparés de l'obéissance du feu roi notre très ho-
» noré seigneur et frère et de la nôtre, avons déclaré
» par ces présentes que ladite exception ne se pourra
» étendre envers lesdits princes et princesses qui ont
» reconnu et reconnoîtront envers nous, suivant le pré-
» sent édit, ce à quoi le devoir et fidélité les oblige.
» Attendu ce que dessus, défendons à notre procureur
» général, présent et à venir, et à tous autres, d'en faire
» contre eux aucune recherche ni poursuite, et à nos
» cours de parlements, et à tous nos justiciers et officiers
» d'y avoir égard. »

Dans les articles suivants, le roi confirma toutes les nominations faites par Mayenne, se chargea de toutes ses dettes et s'engagea à réparer toutes les pertes qu'il avait subies. Il ajoutait enfin : « Désirant donner toute
» occasion aux ducs de Mercœur et d'Aumale de revenir
» à notre service et nous rendre obéissance, nous décla-
» rons que nous verrons bien volontiers leurs demandes
» quand ils nous les présenteront; et dès à présent vou-
» lons que l'exécution de l'arrêt donné contre le duc
» d'Aumale en notre cour de parlement soit sursise. »

Ange de Joyeuse fit alors son traité, contenant au moins cent-dix articles. Tous les ligueurs se soumirent, à l'exception des deux seuls ducs d'Aumale et de Mercœur, qui refusèrent de le faire. Le premier s'était fait espagnol, et le second voulait se rendre indépendant en Bretagne.

Ce fut le 31 janvier que Mayenne alla rendre ses hommages au roi : « Ayant mis un genou en terre, dit

Digitized by Google

» L'Etoile, pour baiser les pieds de Sa Majesté, le roi, » s'avançant avec un visage fort gai, le releva et l'em- » brassa, lui disant ces mots : Mon cousin, est-ce vous, » ou si c'est un songe que je vois? » — « Il le prit en- » suite par la main, dit Rosny, et se mit à le promener » à fort grands pas dans son parc de Mousseaux, lui » montrant ses allées et contant ses desseins, et les » beautés et accommodements de cette maison. M. de » Mayenne, qui étoit incommodé d'une sciatique, le sui- » voit au mieux qu'il pouvoit, mais d'assez loin, traînant » une cuisse après fort pesamment. Ce que voyant, le roi » dit à l'oreille de Rosny : Si je promène encore long- » temps ce gros corps ici, me voilà vengé sans grand » peine de tous les maux qu'il nous a faits, car c'est un » homme mort.... Après avoir fait convenir Mayenne » qu'il n'en pouvoit plus, il lui dit d'une face riante, lui » frappant d'une main sur l'épaule : Touchez là, mon » cousin, car, par Dieu, voilà tout le mal et le déplaisir » que vous recevrez jamais de moi (1). »

Il tint en effet parole au duc de Mayenne, qui, par sa fidélité et sa loyauté, ne donna jamais aucun sujet de plainte à un monarque qu'il avait combattu par principe de conscience.

§ III. *Lutte contre la maison d'Autriche. — Paix de Vervins. Edit de Nantes.—Réformes intérieures. — Dissolution définitive de la Ligue (1596-1599).*

Nous avons déjà fait connaître l'infériorité des armes françaises comparées à celles du roi d'Espagne. Heureu-

(1) Sully, *Econ. roy.*, tom. III, pag. 8. — L'Etoile, tom. III, pag. 255.

Digitized by Google

sement pour Henri IV, les cantons suisses étaient intervenus. Le lecteur se rappelle qu'en 1580 il y eut un traité signé entre les cantons et les puissances belligérantes, pour que la guerre ne se fît ni en Franche-Comté, ni en Bourgogne, provinces trop rapprochées des limites de la Suisse pour que ses habitants pussent en toute sécurité garder la neutralité. Ils rappelèrent au roi de France et à Philippe II les conditions des traités passés, les prièrent de les observer et firent signer par ces monarques, le 22 septembre 1595, un traité par lequel la neutralité la plus complète devait être conservée entre les deux Bourgognes : ces deux provinces devaient reprendre leurs relations commerciales.

C'était donc du côté de l'Artois et de la Picardie que devaient se porter tous les efforts de la guerre. Plein de dépit des grandes pertes qu'il avait éprouvées l'année précédente, et animé du désir de se relever à tout prix de ses échecs, le roi de France prépara un armement très considérable, afin de se venger des Espagnols en leur enlevant quelques places importantes. La noblesse qui accourut sous ses étendards, rêvant le retour du passé, disait que la cause de l'infériorité actuelle de la France provenait de la destruction du régime féodal. Les plus grands seigneurs ayant proposé au roi d'avoir toujours sur pied une armée bien disciplinée, Montpensier, chargé d'exposer le genre de réforme désiré, dit « que plu-
» sieurs de ses meilleurs et plus qualifiés serviteurs
» avoient excogité le moyen de lui entretenir toujours
» sur pied une plus grande et forte armée bien sou-
» doyée, qui ne se débanderoit jamais... Il s'agissoit
» seulement de trouver bon que ceux qui avoient des

Digitized by Google

» gouvernements par commission les pussent posséder » en propriété, les reconnoissant de la couronne par un » simple hommage-lige. »

L'autorité royale était donc descendue bien bas pour qu'un simple seigneur osât faire sérieusement à son roi une semblable proposition.

Henri IV, alors à la tête de dix-huit mille fantassins et de cinq mille chevaux, dissimula sans doute, et, afin de porter ailleurs les pensées, il résolut de pousser vivement le siége de La Fère, commencé l'année précédente avec un faible corps. Malgré les efforts de nos troupes, Nicolas Basti, commandant de la cavalerie albanaise, étant parvenu à introduire, le 16 mars, quelques secours à La Fère, par les marais dont cette place est environnée, le roi résolut d'arrêter le cours de la petite rivière qui sort de ces marais, et d'inonder ainsi la place. Ses ingénieurs ayant mal calculé la force de la digue qu'ils élevaient, cette digue se rompit et causa des dégâts considérables dans le camp français.

Une armée espagnole forte de vingt mille hommes arrivait des Pays-Bas, en apparence dans le dessein de dégager la place; par une de ces marches savantes et inattendues, elle se replia tout-à-coup sur Calais et s'empara du pont fortifié de Nieullay et du fort de Risbank, qui ferme l'entrée du port. La place était forte, mais on s'attendait si peu à la voir attaquée qu'elle était très mal pourvue de troupes, de munitions et de vivres. Le roi parvint à y jeter quatre ou cinq cents hommes, qui trouvèrent Calais tellement dépourvu, qu'ils furent les premiers à demander à capituler. La ville capitula le 17 avril, le château-fort fut emporté d'assaut le 27. Tout

Digitized by Google

ce qui ne trouva pas refuge dans la chapelle fut fait prisonnier.

La prise de Calais eut un tel effet moral, que les châteaux de Ham et de Guines ouvrirent leurs portes sur la simple sommation d'un trompette. Après s'être reposé dix jours à Calais pour en relever les ruines, l'archiduc se rendit sous les murs d'Ardres, qu'il emporta le 22 mai, le lendemain du jour où Henri IV recevait La Fère par capitulation. La garnison espagnole de cette dernière ville obtint des conditions très honorables; elle sortit avec armes et bagages et tous les honneurs de la guerre, et alla renforcer l'armée espagnole.

Le commencement de cette campagne avait été très glorieux pour les Espagnols : Calais, Ham, Guines, Ardres, places très importantes, avaient été enlevées par eux. L'archiduc ayant été rappelé en Belgique, le roi de France profita de son absence pour presser les négociations qu'il avait entamées.

Henri IV, ayant compris qu'il était trop faible pour lutter seul contre la monarchie espagnole, avait contracté, dès le 18 janvier 1595, des relations amicales avec Mahomet III, qui s'était engagé à porter une flotte dans le détroit de Gibraltar, pour attaquer les possessions de Philippe II, de concert avec les puissances barbaresques. Ce projet n'aboutit pas. Henri IV tourna aussi ses regards du côté de l'Angleterre, pour regagner la reine Elisabeth, qui était devenue très froide à son égard depuis sa conversion, qu'elle appelait une honte et un danger.

Lorsque l'archiduc vint mettre le siége devant Calais, la reine fut fort embarrassée, par la sollicitation des am-

Digitized by Google

bassadeurs français. Elle ordonna au lord-maire de presser immédiatement l'armement d'un millier d'hommes, puis révoqua l'ordre le lendemain, le renouvela ensuite, et en définitive ne fit rien. Après la prise de Calais, le roi accusa Elisabeth de fourberie, d'avoir fait des promesses qu'elle ne voulait pas tenir, et d'être cause de la chute prochaine d'une ville qui nuirait plus à l'Angleterre qu'à la France; car, une fois maître du port de Calais, Philippe II pourrait facilement réaliser le projet qu'il avait formé depuis si longtemps, de descendre en Angleterre.

Dans ce moment, Elisabeth recevait des nouvelles affligeantes des Indes, où les Espagnols lui avaient fait éprouver des pertes très considérables. Elle commanda alors à son armée de terre de s'équiper et à ses vaisseaux de prendre la mer, d'aller ravager les côtes d'Espagne et de menacer Cadix. Cette diversion, extrêmement utile à la France, vivement inquiétée alors par l'archiduc et obligée de tenir tête à toutes les forces de l'Espagne, contraignit Philippe II à diviser ses troupes pour repousser l'ennemi, qui se présentait sur divers points. Notre nation put espérer enfin de voir revenir sous nos drapeaux cette supériorité dont nous avons été si fiers et qui est l'un des caractères de notre armée. L'archiduc cessa enfin de menacer notre territoire, et rentra en Belgique.

Quoique le roi de France eût licencié son armée lorsque l'archiduc était rentré en Belgique, il n'en poursuivait pas avec moins d'activité ses négociations avec l'Angleterre. Supposant que la froideur que lui témoignait la reine Elisabeth venait de ce qu'elle le croyait disposé

Digitized by Google

à s'unir aux puissances catholiques contre les protestants, Henri IV, pour la rassurer, joignit Bouillon à Sancy, et lui fit proposer une ligue générale entre tous les princes protestants contre Philippe II. Deux traités furent signés à ce dessein : le premier, que l'on rendit public, n'avait d'autre but que de faire croire à une grande confédération, mais il n'avait pas de fondement réel; par le second, qui demeurait secret, la reine s'engageait seulement à envoyer deux mille hommes en Picardie pendant six mois, pour renforcer les garnisons de Boulogne et de Montreuil.

Tous les princes protestants furent appelés à accéder à ce traité. Les Etats des Pays-Bas, qui l'acceptèrent, soldèrent quatre mille hommes de l'armée française, dépensèrent à cet effet trois cent cinquante mille florins et offrirent un secours de huit mille hommes. Les Etats d'Allemagne exprimèrent beaucoup d'intérêt pour le roi, mais ils refusèrent de prendre aucun engagement.

Au milieu des inquiétudes du roi, il lui vint une ouverture qui lui fit entrevoir la possibilité de la paix. Le Pape lui envoya en France, pour ramener la concorde entre les princes catholiques, le cardinal Alexandre de Médicis, qui appartenait à une famille sincèrement dévouée à notre patrie. Ferdinand de Médicis, grand-duc de Toscane, avait facilité la soumission de Marseille et avait envoyé des sommes considérables au roi pour solder les Suisses et les lansquenets, qui s'étaient mutinés au siége de La Fère.

Pour combler de grands honneurs le cardinal-archevêque de Florence et lui montrer que tous les Français étaient unis à leur roi, Henri IV le reçut, ayant à ses

Digitized by Google

côtés le duc de Mayenne et le prince de Condé, élevé dans le sein de la religion catholique. Le légat chercha à plaire à tous les grands corps de l'Etat, témoigna beaucoup de prévenances pour les parlements toujours si chatouilleux de ce qu'ils appelaient l'indépendance de l'Eglise gallicane.

Dès ses premières audiences, le légat parla du rétablissement de la paix; il déplora la malheureuse nécessité où se trouvait le roi de France de recourir à l'alliance des princes hérétiques et de surcharger encore une nation épuisée. Henri IV répondit que la paix était l'objet de ses vœux. Mais il déclara en même temps qu'il ne consentirait à la conclure qu'autant que Philippe II rendrait à la France tout ce qu'il lui avait enlevé. Malgré cela, persuadé que, dans le cours des négociations, on parviendrait à mettre d'accord les deux souverains, le cardinal envoya en Espagne le général des Franciscains, pour sonder Philippe II. Les négociations commencèrent alors d'une manière fort indirecte et ne furent point suspendues.

Le reste de l'année se passa sans combat sérieux. En Bretagne Mercœur négociait, puis combattait. Mais cette petite guerre n'avait rien d'inquiétant. Le roi le laissait rêver l'indépendance de la Bretagne, convaincu qu'il serait obligé de se soumettre bientôt. Ce qui inquiétait le plus le roi, c'était l'état de la France. Nous croyons devoir en suspendre l'exposé jusqu'après la paix. Nous rendrons compte en même temps de la tenue des Etats de Rouen, qui avaient pour but la réforme financière de Sully.

L'année 1597 s'ouvrit par un coup de maître de la part des Espagnols.

Digitized by Google

Le gouverneur de Dourlens, Porto Carrero, ayant placé en embuscade un corps de troupes espagnoles près d'Amiens, envoya quelques soldats déguisés, conduisant des voitures chargées. En entrant dans la place, l'un d'eux laissa ouvrir un sac de noix et de fruits que les soldats du poste se mirent à ramasser. Les conducteurs coupent les traits de leurs chevaux et laissent les voitures sous la porte, en sorte que la herse ne put tomber. Cependant les soldats espagnols, informés du plein succès de la ruse, accourent en toute hâte et s'emparent de la place (10 mars).

Cette nouvelle avait causé de grands embarras au roi. Les protestants se tenaient à l'écart; le duc de Mercœur et les autres grands seigneurs voulaient profiter de cette circonstance pour se rendre indépendants ou pour arracher de nouvelles concessions; le Parlement refusait d'enregistrer les édits bursaux qui étaient nécessaires pour se procurer de l'argent.

Henri IV n'obtint qu'en usant de menaces l'enregistrement de son édit. Mais il trouva dans les anciens ligueurs, et surtout dans le duc de Mayenne, une coopération tellement ardente, qu'il ne put s'empêcher de s'écrier : « Non, ces hommes n'étoient pas les ennemis » de ma personne, mais seulement les défenseurs intré- » pides de leur religion. »

Ne voulant pas avoir la honte de laisser Amiens entre les mains de ses ennemis, Henri IV en entreprit le siége, qui fut très long et très difficile; et si Philippe II avait envoyé des secours plus nombreux, il est très probable que Henri IV n'aurait pu se rendre maître de la place. Mais Philippe II se faisait vieux; il avait perdu une grande partie de son activité; il voyait sa vaste monar-

Digitized by Google

chie déjà trop grande pour être gouvernée par un seul homme. L'archiduc d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas, fit cependant quelques tentatives pour dégager la ville; un jour même il surprit le quartier de Long-Pré et jeta le désordre et l'épouvante dans l'armée française. Il manqua un coup de fortune qui ne se présenta plus, et fut obligé de se retirer peu après. La place se rendit au roi, qui alla jusque sous les murs d'Arras et salua la ville de quatre volées de coups de canon.

Ce fut le dernier acte d'hostilité entre Philippe II et Henri IV. Philippe II, alors âgé de soixante-onze ans, n'ayant ni le temps ni la force d'exécuter ses grands projets, s'occupa sérieusement de la paix. Les intérêts qui devaient y être décidés étaient extrêmement complexes; ils ne concernaient pas seulement les deux monarques, mais encore leurs alliés. Pour ce qui est des alliés, Philippe II en avait moins que Henri IV, mais il avait assez de conscience et d'honneur pour les soutenir. La plupart des princes lorrains ayant fait leur paix, il ne lui restait plus que le duc de Mercœur en Bretagne, et le duc de Savoie, dont il eût à défendre les intérêts.

Le duc de Mercœur, qui rêvait toujours l'établissement d'un Etat indépendant en Bretagne, était immensément riche, et avait dans sa sœur la reine douairière, Louise de Vaudemont, un puissant appui. Malgré cela, il eût succombé, s'il n'eût fait sa paix particulière, parce que jamais il n'avait secondé sincèrement Philippe II, et n'avait été occupé que de sa propre grandeur. Il proposa au roi de marier sa fille, son unique héritière, à César de Vendôme, fils naturel de ce monarque et de Gabrielle d'Estrées, ce qui séduisit le roi. Ce fut une des conditions

Digitized by Google

du traité, qui fut enfin signé à Angers, le 20 mars 1598. Après la démission de Mercœur, le roi conféra, le 26 avril, le gouvernement de Bretagne à son fils, César de Vendôme, qui n'était pas encore âgé de quatre ans.

Ce traité dispensait Philippe II de s'occuper de Mercœur. Restait le duc de Savoie. Pour fermer la vallée de l'Isère du côté du Dauphiné, il avait construit le fort des Barraux, dont Lesdiguières s'était rendu maître au mois de mars; ce capitaine avait aussi aidé les protestants des Alpes à secouer le joug de la Savoie. Le roi d'Espagne soutint vivement les réclamations du duc de Savoie et mit beaucoup de générosité et de grandeur d'âme à ne vouloir point séparer sa cause de celle de ses amis. Henri IV avait aussi ses alliés, et en grand nombre, mais il ne mettait pas tant de zèle à les protéger. Philippe II connut, par dépêche interceptée, la vérité d'une rumeur répandue de toute part, que Henri était prêt à abandonner ses alliés.

Si Henri feignait de prendre en main leur cause, c'était uniquement pour qu'on ne lui attribuât pas un si honteux abandon; car, dans une instruction secrète, il déclarait: « Le bien que les souverains désirent à leurs » amis et alliés, et le mal qu'ils veulent à leurs ennemis, » ne doit jamais avoir tant de pouvoir sur eux que le » soin de conserver leurs Etats et sujets (1). » Maxime extrêmement élastique, qui ne permet de fonder aucune alliance solide.

Comme la reine d'Angleterre et les Etats des Pays-Bas paraissaient peu disposés à conclure la paix, le roi

(1) Duplessis, tom. VII, pag. 538 et suiv.

Digitized by Google

leur écrivit pour exagérer les forces nécessaires à la continuation de la guerre; il leur certifia en même temps que Philippe II avait exprimé l'intention de restituer toutes les conquêtes faites par les Espagnols, et qu'à sa requête l'archiduc avait reçu tous les pouvoirs nécessaires pour traiter, non-seulement avec la France, mais encore avec ses alliés. Dans le dessein de faire rompre une négociation qui lui déplaisait beaucoup, Elisabeth, pressée vivement par les protestants français, nomma sir Robert Cécil ambassadeur extraordinaire près la cour de France, et lui ordonna de se réunir aux députés hollandais, à Angers, pour conjurer instamment le roi de continuer la guerre. Henri IV demanda alors à l'ambassadeur anglais quelles étaient les forces que la gracieuse reine voulait mettre à sa disposition pour la continuation de la guerre. Mais comme Elisabeth, selon sa politique habituelle, n'avait permis à son ambassadeur de faire aucune promesse, ni de prendre aucun engagement, il sollicita la remise à plusieurs mois de la conclusion de la paix, afin qu'il pût retourner en Angleterre et s'entendre avec sa souveraine. Henri, qui connaissait Elisabeth et savait que ces propositions n'étaient qu'un moyen dilatoire, repoussa cette ouverture et écrivit alors à Villeroi : « Quant à cette négociation, il en faut sortir avec » honneur; mais si nous nous arrêtons aux conseils de » la reine d'Angleterre et des Etats-Unis, nous aurons » dix ans la guerre et jamais de paix. Si vous vous at- » tendez qu'ils fassent nos affaires, vous vous trouverez » fort trompés. Sans l'empêchement de ce qu'ils n'ont » ici envoyé, cette négociation serait ici achevée en huit

Digitized by Google

» jours; et si nous ne serrons sa marche, nous craignons » que nous ne puissions y revenir. »

En se hâtant de conclure en l'absence des alliés, ses amis, Henri IV simplifiait les négociations; car, en éloignant un grand nombre d'intéressés, il y avait moins de prétentions à débattre. Ses plénipotentiaires crurent échapper au reproche bien grave d'infidélité aux amis de la France, en insérant dans le traité la simple énumération de nos alliés, tels que le Pape, l'empereur, les rois de Pologne, de Suède, de Danemarck et d'Ecosse, la république de Venise et les ligues des Suisses; ils avaient aussi désiré nommer Genève, mais ils l'omirent pour ne pas déplaire au roi d'Espagne.

Après l'abandon des alliés, la France signa la paix à Vervins, sur les bases du traité de Cateau-Cambrésis. Henri IV cédait le comté de Charolais, enclavé dans la Bourgogne, comté que l'Espagne ne cherchait jamais à défendre lorsque la guerre était déclarée. L'Espagne accorda la restitution du Catelet, de Doulens, de Cambrai et des autres villes de la Picardie conquises pendant la dernière guerre. A ces conditions, *une confédération et perpétuelle alliance et amitié, avec promesse de s'entr'aimer comme frères,* fut établie entre les deux rois. Telle fut la fin de la guerre contre l'Espagne. Philippe II, l'ennemi implacable de Henri IV, renonça à ses prétentions à la couronne de France et reconnut le protestant converti pour roi légitime des Français.

La guerre extérieure étant terminée, il fallait guérir les plaies intérieures; il y en avait deux grandes: les dissensions religieuses et l'état déplorable des finances.

Les dissensions religieuses étaient toujours profondes;

Digitized by Google

le protestantisme français se montrait ce qu'il était, un principe anarchique. Sully raconte que, peu de jours après le traité de Vervins, Henri IV vint lui dire, dans un moment de mauvaise humeur, « que le huitième et » le plus ardent de ses souhaits était de pouvoir anéan- » tir, non la religion réformée, car j'ai été, dit-il, trop » bien servi et assisté en mes angoisses et tribulations, » de plusieurs qui en font profession, mais la faction hu- » guenote, que MM. de Bouillon et de La Trémouille » essaient de ranimer et rendre plus mutine et tumul- » tueuse que jamais; sans rien entreprendre néanmoins » par la rigueur et la violence des armes, ni des persé- » cutions, quoique peut-être cela ne me seroit pas impos- » sible. »

Personne n'avait été plus opposé à la paix avec l'Espagne que les huguenots français, qui depuis longtemps étaient en révolte contre le roi. Ils se réunissaient en assemblée, sans permission, et prétendaient qu'ils avaient ce droit : leurs réunions étaient plus politiques que religieuses; ils y organisaient le parti en état de rébellion et voulaient imposer une direction politique; ils prétendaient prendre l'argent dans les caisses publiques dans l'intérêt de la secte. La conversion du jeune prince de Condé leur fit pousser des cris horribles dans leurs assemblées de Saumur (1595), et de Loudun (1596-1597). Quoique le roi leur eût accordé le culte public dans les temples où ils le possédaient, qu'il leur eût laissé leurs villes de sûreté, qu'il se fût chargé de payer leurs garnisons et leurs ministres, qu'il leur eût accordé des tribunaux protestants, ils déclarèrent que ce n'était pas assez, prétendirent se gouverner absolument à leur gré, et

Digitized by Google

dirent nettement que si on ne leur faisait droit, ils *chercheroient quelques soulagements en eux-mêmes*. Le roi s'étant plaint qu'ils le laissaient dans l'impuissance de faire la guerre, en prenant l'argent dans les caisses publiques, ils répondirent en le chargeant de payer à des marchands anglais une somme prêtée à La Rochelle après la Saint-Barthélemy. A Châtellerault, ils s'associèrent et envoyèrent une adresse au roi, pour lui tracer la conduite qu'il avait à suivre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et dirent que, s'il ne voulait pas s'y conformer, ils se *prémuniroient contre le mal, selon que la prudence divine leur inspireroit*. Ils ne se contentaient point de paroles, ils voulaient la force, parce que toute promesse sans garantie de force serait illusoire, qu'un édit pouvait, du jour au lendemain, être détruit par un autre édit. Le roi condescendit à cette exigence et déclara par écrit, le 6 décembre 1597, à Saint-Germain-en-Laye, « que, se » confiant dans la fidélité et sincère affection de ses su- » jets de la religion prétendue réformée, il consentoit » que toutes les places qu'ils tiennent, dès avant les » troubles, avec ou sans garnison, demeurent entre leurs » mains durant huit années consécutives, à dater du 1^er^ » avril 1598. Sa Majesté déclare pareillement que son » intention, tant pendant les huit années qu'après, est » de gratifier ceux de sa religion et leur faire part des » charges et gouvernements, et autres honneurs qu'elle » aura à départir, sans aucune exception, selon la qua- » lité et mérite des personnes, comme à ses autres sujets » de la religion catholique (1). »

(1) M. N. Baluze.

Digitized by Google

Après ces énormes concessions, le roi appela auprès de lui le duc de Bouillon et La Trémouille : ils refusèrent d'y aller, et excitèrent la reine d'Angleterre, les protestants des Pays-Bas et ceux d'Allemagne contre le roi leur souverain. Ces mouvements inquiétaient d'autant plus Henri IV, que quelques membres de la Ligue, profitant de ses embarras, s'agitaient de nouveau. Le duc de Mercœur, en Bretagne, avait repris les armes, ce qui obligea Henri à se rendre dans cette province. Pendant son séjour à Nantes, il fit venir les principaux huguenots réunis à Châtellerault, pour arrêter un traité qui serait converti en édit. Les protestants s'étaient montrés si impérieux, qu'ils voulaient avoir le droit de se réunir quand et où ils voudraient, et pour toute espèce de sujet, en appelant à eux tous les étrangers qu'ils jugeraient convenable de s'adjoindre. Les commissaires du roi, fatigués de lutter contre des factieux, y avaient consenti; mais Henri repoussa, ou du moins modifia cet article. Il crut avoir même beaucoup gagné quand il eut amené les huguenots à accepter le fameux édit de Nantes, qui fut signé par le roi le 13 avril 1598. Il se composait, dit Sismondi, de quatre-vingt-douze articles patents et de cinquante articles secrets. Ces articles reproduisaient, en général, à peu près les stipulations contenues dans tous les traités de paix intervenus pendant les troubles depuis l'édit du 17 janvier 1561, donné à Saint-Germain, jusqu'à l'édit de Poitiers, de septembre 1577, que Henri III appelait sa paix. Il commençait aussi par un acte d'oubli de toutes les injures passées et une défense de les rappeler. Il rétablissait l'exercice de la religion catholique dans toutes les parties du royaume, et il inter-

Digitized by Google

disait de l'interrompre de nouveau. Il accordait la liberté de conscience aux huguenots dans toute la France. Nulle part ils ne devaient être contraints de faire un acte religieux contraire à leur croyance. Mais, quant au culte public, l'édit n'accordait l'exercice de la religion, tant pour eux, leurs familles et leurs sujets, et ceux qu'ils voudraient admettre à leurs assemblées, qu'aux gentilshommes ayant haute justice qui faisaient profession de la religion. L'exercice public du culte réformé était encore permis dans toutes les villes où il était demeuré établi durant les années 1596 et 1597, et de plus, dans les places où il avait été accordé par les conventions de Nérac et de Fleix, encore qu'il eût été supprimé depuis. Pour assurer une exécution impartiale de la justice, le roi créait des chambres spéciales dans les parlements de Paris, de Normandie et de Bretagne; en même temps, une chambre mi-partie était conservée à Castres pour le ressort du parlement de Toulouse, puis deux autres étaient créées dans le ressort des parlements de Bordeaux et de Grenoble. Enfin il était ordonné aux huguenots de se désister, dès à présent, de toutes pratiques, négociations et intelligences, ligues et associations, tant au dehors qu'au dedans du royaume.

Voilà le code destiné à pacifier les querelles religieuses, et propre au contraire à les envenimer. Il contenait, en effet, un principe de discorde qui devait produire la guerre civile et amener de nouveaux malheurs. N'est-il pas étrange qu'un gouvernement sage mette des armes entre les mains d'une partie de ses sujets, qu'il leur livre des places fortes? Par une semblable concession, il avoue qu'il ne se trouve pas assez fort pour maintenir

Digitized by Google

l'ordre dans ses Etats et pour contraindre les citoyens à observer les lois. Car s'il a la puissance nécessaire pour obliger tous ses sujets à observer des lois faites pour le bien de tous, pourquoi remettre des armes entre les mains d'une classe de citoyens et lui dire : si l'on porte atteinte à tes priviléges, je te permets de combattre même contre moi pour les défendre? Ne devait-il pas craindre que, rendu juge dans sa propre cause, le protestant n'abusât de ce droit, qu'il ne s'armât, non point pour maintenir ses priviléges, mais pour les étendre à des objets, à des personnes qu'ils ne concernaient point?

Le roi n'osa présenter immédiatement son édit au Parlement : ce fut seulement un an après sa signature qu'il fut enregistré d'autorité, après de longs refus et une forte opposition de la part de la magistrature, qui ne pouvait sans frayeur voir un Etat se former au sein de l'Etat.

La situation financière a une immense influence sur les destinées des empires; un bon système de finances est la principale force des peuples. La gloire de Henri IV, c'est d'avoir relevé les finances de la France.

Après les longues maladies, les forces du corps ne se rétablissent pas en un moment; de même il fallut du temps pour rendre à la nation son énergie. A la fin du XVI^e^ siècle, une quantité de villes étaient dépeuplées; les campagnes étaient désertes, les champs en friche, le commerce et l'industrie entièrement tombés; les finances se trouvaient dans l'état le plus déplorable.

A la mort du surintendant d'O (en 1594), l'Etat se trouvait endetté de *trois cent trente millions* (près de neuf cent millions de notre monnaie actuelle). Telle était

Digitized by Google

l'organisation financière, que, bien que le peuple payât annuellement cent cinquante millions, il ne rentrait au trésor que vingt-cinq millions, et que le roi, souvent sans argent, était obligé de recourir à tous les expédients pour s'en procurer.

Il y avait dans la société un contraste étrange : d'un côté un luxe effrayant, et de l'autre une misère excessive. On ne peut lire, sans être touché de compassion et saisi d'indignation, ce tableau déplorable que L'Etoile nous fait de la société : « Processions de pauvres se » voyoient par les rues, en telle abondance qu'on n'y » pouvoit passer, lesquels crioient à la faim, pendant » que les maisons des riches regorgeoient de banquets et » superfluités... Pendant qu'on apportoit à tas, de tous » les côtés, dans l'Hôtel-Dieu, les pauvres membres de » J.-C., si secs et exténués, qu'ils n'y étoient plus tôt » entrés, qu'ils ne rendissent l'esprit, on dansoit à Paris; » les festins et banquets s'y faisoient à quarante-cinq » écus le plat, avec des collations magnifiques à trois » services, où les dragées, confitures sèches et masse- » pains étaient si peu épargnés, que les dames et demoi- » selles étoient contraintes de s'en décharger sur les » pages et laquais, auxquels on les bailloit tout entiers; » quant aux habillements, bagues et pierreries, la super- » fluité y étoit telle, qu'elle s'étendoit jusqu'au bout de » leurs souliers et patins (1). »

Celui qui donnait le plus ouvertement le scandale d'un pareil luxe, était Zamet, fils d'un cordonnier de Lucques, qui, de simple valet d'Henri III, devint le plus grand

(1) L'Etoile, liv. III, pag. 156.

Digitized by Google

financier de France. Il prêtait de l'argent à tous les partis, tirait de ses prêts un énorme profit, et se fit une fortune supérieure à tout ce qu'on avait jamais vu en France. N'amassant pas pour le plaisir d'amasser, il favorisait les arts, élevait des palais; il avait près de l'arsenal la plus magnifique maison de Paris, qu'il prêtait au roi pour lui servir de rendez-vous à cette multitude de maîtresses presque aussitôt oubliées qu'elles avaient été connues. Zamet fournissait au roi des sommes énormes pour la pacification de la France, pour ses maîtresses et pour le jeu; c'était un gouffre où s'ensevelissaient les finances du royaume.

La pacification seule avait coûté près de cent millions, somme énorme à cette époque (1). Les dépenses, les dilapidations avaient été si effrayantes, que le roi était criblé de dettes et sans argent; et son dénuement était tel, qu'il écrivit un jour à Sully : « N'ai quasi pas un » cheval sur lequel je puisse combattre;.. mes pourpoints » sont troués au coude; ma marmite est souvent ren» versée. » Pour rétablir ses finances, qui étaient dans un état si déplorable, il avait formé un conseil de huit membres. Mais le désordre n'ayant fait que croître par

(1) Voici une analyse de ces comptes :

A la reine d'Angleterre.	7,370,800 liv.
Aux princes d'Allemagne	16,689,834
Aux cantons Suisses.	35,823,477
Aux provinces unies.	7,275,400
Total. . .	67,159,511
Aux principaux ligueurs et aux villes.	32,142,976
	99,302,487

Digitized by Google

le gaspillage, il appela au conseil des finances Sancy et Rosny (Sully), à qui il adressa cette lettre :

« L'on m'a donné pour certain, et s'est-on fait fort de » le vérifier, que ces huit personnes que j'ai mises dans » mes finances (pensant bien faire, pour ce que l'on » m'avoit fait croire que la ruine de mesrevenus n'étoit » provenue que de ce qu'un seul en disposoit avec auto- » rité absolue), ont bien pis fait que leurs devanciers, et » qu'en l'année dernière et la présente, que j'ai eu tant » d'affaires sur les bras, faute d'argent, ces messieurs-là » et cette effrénée quantité d'intendants qui se sont four- » rés avec eux par compères et par commères, ont bien » augmenté les grivelées, et, mangeant le cochon en- » semble, consommé plus de quinze cent mille écus, qui » étoit somme suffisante pour chasser l'Espagnol de la » France, en payement de vieilles dettes par eux pré- » tendues..... Je me suis résolu de reconnoître en vrai, » si les nécessités qui m'accablent proviennent de la ma- » lice, mauvais ménage ou ignorance de ceux que j'em- » ploie, ou bien de la diminution de mes revenus et pau- » vreté de mon peuple, et pour cet effet convoquer les » trois ordres du royaume... N'ai quasi pas un cheval » sur lequel je puisse combattre;... mes pourpoints sont » troués au coude; ma marmite est souvent renversée. »

Il avait aussi convoqué une assemblée nationale en octobre 1596, pour remédier au mal et empêcher la banqueroute du gouvernement. Rosny y apporta, sur soixante-dix charrettes, cinq cent mille écus qu'il avait fait rendre aux petits voleurs de l'Etat, en attendant qu'il pût s'attaquer aux grands. Il eût été perdu s'il eût examiné de près l'origine de la scandaleuse fortune de

Digitized by Google

ceux qui approchaient du roi. Il s'éleva tant de clameurs pour les restitutions qu'il avait fait faire, que le roi faillit ôter Rosny du comité des finances.

Le 4 novembre 1596, le roi ouvrit l'assemblée des notables à Rouen, et prononça un petit discours plein de ce ton de bonhomie spirituelle et d'abandon qu'il savait si bien prendre et qui allait droit au cœur. « Si je vou-» lois faire gloire, dit-il, de passer pour excellent ora-» teur, j'aurois apporté ici plus de belles paroles que de » bonne volonté; mais mon ambition tend à quelque » de chose plus haut que de bien parler, j'aspire aux glo-» rieux titres de libérateur et de restaurateur de la France. » Déjà, par la faveur du ciel, par les conseils de mes fi-» dèles serviteurs et par l'épée de ma brave et généreuse » noblesse, je l'ai tirée de la servitude et de la ruine. Je » désire maintenant la mettre en sa première force et » son ancienne splendeur. Participez, mes sujets, à cette » seconde gloire, comme vous avez participé à la pre-» mière. Je ne vous ai point ici appelés, comme faisoient » mes prédécesseurs, pour vous obliger d'approuver » aveuglément mes volontés; je vous ai fait assembler » pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les » suivre; en un mot, pour me mettre en tutelle entre vos » mains. C'est une envie qui ne prend guère aux rois, » aux barbes grises et aux victorieux comme moi; mais » l'amour que je porte à mes sujets, et l'extrême désir » que j'ai de conserver mon Etat, me font trouver tout »f acile et tout honorable. »

L'Etoile dit « qu'on trouva cette harangue brusque » et courte, selon son humeur, et sentoit un peu son sol-» dat. Il en voulut avoir l'avis de madame la marquise

Digitized by Google

» sa maîtresse, laquelle, cachée derrière une tapisserie, » l'avoit ouï tout du long. Le roi lui demanda donc ce » qu'il lui en sembloit, auquel elle fit réponse que ja- » mais elle n'avoit ouï mieux dire; seulement s'étoit-elle » étonnée de ce qu'il avoit parlé de se mettre en tutelle. » — Ventre saint-gris, lui répondit le roi, c'est vrai; » mais je l'entends avec mon épée au côté (1). »

Quoique, dans les cahiers des Etats, on trouvât exprimé le désir de réformes sur toutes les branches, cette assemblée devait être principalement financière. Les notables proposèrent trois expédients pour remédier au mal : 1° un conseil de *raison*, nommé par les notables, destiné à réprimer les injustices des financiers; 2° le partage des revenus publics, dont une part devait être remise au roi pour ses dépenses, et l'autre au conseil de justice, pour acquitter les charges publiques; 3° l'établissement d'un nouvel impôt d'un sol pour livre sur toutes les choses vénales. Cet impôt, établi dans les Pays-Bas, était la cause qui avait révolutionné ces contrées.

Ces mesures paraissaient révolutionnaires au conseil du roi; Rosny, dans un tête-à-tête avec Henri IV, lui conseilla de les accepter, disant que le moyen de déconsidérer le prétendu conseil de finances, composé de gens ignorants sur la matière, c'était de le laisser fonctionner un moment. L'avis de Rosny fut adopté. Le conseil de *raison* fut établi à Paris, sous la présidence du cardinal de Gondi, « estimant qu'il seroit aussi bon ménager des » deniers publics qu'il l'avoit été des siens particuliers. » Mais, dit Rosny, tant plus ils alloient en avant, plus

(1) L'Etoile, tom. III, pag. 184.

Digitized by Google

» arrivoit-il de diminutions aux natures de revenus qui » leur avoient été délaissés, et d'augmentations en leurs » dépenses... Ils consumèrent plusieurs semaines en dis- » putant les uns contre les autres, s'entre-reprochant la » peu judicieuse estimation qu'ils avoient faite des re- » venus du royaume.... les parties que le roi avoit rete- » nues augmentant journellement, et celles qu'il leur » avoit laissées diminuant incessamment. » Ils prièrent Rosny de venir une fois par semaine les aider de ses conseils; il refusa, jusqu'à ce qu'il eût reçu l'ordre du roi... « Enfin, au bout de deux ou trois mois, tous ces mes- » sieurs du conseil de raison imaginaire furent mis à » raison; d'autant qu'ils vinrent trouver le roi en corps, » auquel ils tinrent de si grands discours, que chacun en » étoit ennuyé. La substance et sommaire desquels fut » qu'ils reconnoissoient maintenant que leur conseil de » raison auroit eu grand tort de vouloir partager avec » lui, qui en savoit plus qu'eux tous, et qui sauroit mieux » ménager le royaume que tous les siens ensemble une » partie d'icelui. Et partant le supplioient-ils très hum- » blement de les vouloir décharger de leur commission, » rejoindre tous ses revenus ensemble et disposer du to- » tal, selon son équité, intelligence et prudence accou- » tumée. A quoi ils furent reçus, après quelques diffi- » cultés que le roi en fit, afin de faire mieux valoir la » marchandise (1). »

Sully, chargé alors presque exclusivement du soin des finances, fit plusieurs opérations financières importantes qui relevèrent la fortune publique. D'abord, il cassa les

(1) *Econ. roy.*, t. III, pag. 71.

Digitized by Google

sous-fermes, éleva le prix des grandes fermes et parvint, sur ce seul objet, à enrichir le trésor de plusieurs millions. Par une seconde opération, il fit reprendre les revenus de l'Etat qui avaient été aliénés à la reine d'Angleterre, au duc de Wurtemberg, à la cité de Strasbourg et au duc de Montmorency. Les fonds accordés à ce dernier, pour une pension de sept mille écus, furent loués cinquante mille écus : en payant la pension au duc, il y avait donc un bénéfice réel extrêmement important. Pendant les guerres civiles, un grand nombre de terres roturières s'étaient fait classer au nombre des terres nobles, ce qui avait considérablement diminué le revenu public; Sully fit examiner les titres et remit au nombre des terres imposables toutes celles dont les droits de noblesse n'étaient pas bien constatés.

Grâce à ces réformes, Sully put remettre vingt millions d'arrérages, abaisser d'une somme égale l'impôt du sel, qui bientôt rapporta plus qu'auparavant, et il put, peu de temps après, diminuer les tailles de cinq millions.

Pour accroître le bonheur du peuple et la richesse nationale, Sully porta une attention toute spéciale sur l'agriculture : « Le labourage et le pâturage, disait-il, » voilà les deux mamelles dont la France est alimentée, » les vraies mines et trésors du Pérou. » Il fit mettre au nombre des objets insaisissables par la justice, les instruments aratoires. C'est ainsi qu'il parvint à donner une telle activité à l'agriculture, que les terres se défrichèrent et l'abondance devint bientôt si grande, qu'il fallut lever la prohibition portée contre la sortie de nos grains, et aller chercher sur les marchés étrangers des débouchés

Digitized by Google

pour nos produits agricoles. L'Espagne vint alors s'approvisionner chez nous; la Suisse et l'Angleterre nous demandèrent le supplément de vivres dont elles avaient besoin. Le numéraire devint si abondant, qu'on put faire tomber l'intérêt du denier dix au denier seize.

Bien persuadé que c'est surtout par la liberté du commerce et en apportant le moins possible de gêne aux transactions commerciales, qu'on augmente la fortune d'une nation, Sully renvoya un jour à Henri IV vingt-cinq édits qui tendaient tous à charger d'impôts certaines marchandises. Convaincu que chaque climat doit produire les objets qui sont propres à son sol, il ne s'amusa pas à tenter de naturaliser en France les plantes des tropiques, dont la culture coûte beaucoup et rapporte peu; mais il fit produire à notre pays des céréales, des lins, et acheta des autres pays les productions qui leur étaient propres : il s'établit ainsi un négoce international extrêmement utile à tous. Cette maxime est vraie : en général, il ne faut pas forcer la nature. Il faut cependant prendre garde de ne pas tomber dans la routine. On a vu, en effet, que des plantes des régions très éloignées se sont très bien acclimatées dans notre France et y ont été une source de richesse nationale. L'industrie prit, de son côté, de grands développements, et Henri IV fit beaucoup en sa faveur, en fournissant de l'argent pour les ouvriers en soieries de Paris et de Lyon, et pour l'établissement aux Gobelins des tapissiers qui avaient quitté la Flandre pour s'établir en France.

Henri IV, ami, comme François I^er^ et Louis XIV, des grandes constructions, fit continuer le Louvre, le plus beau palais du monde, et, afin de se procurer une issue

Digitized by Google

pour sortir de Paris sans être vu, il commença la galerie qui longe la Seine et unit ce magnifique palais à celui des Tuileries. Le château de Saint-Germain, le collége royal à Paris, le collége de La Flèche furent construits par ses soins; l'Hôtel-Dieu reçut de nouvelles dotations et s'enrichit de l'hôpital Saint-Louis. Quoique l'honneur d'élever l'hôtel royal des Invalides ait été réservé à Louis XIV, Henri IV ne négligea pas les braves dans leurs vieux jours, ni ceux qui avaient été atteints de quelques infirmités considérables à la guerre. Il leur donna le couvent de Sainte-Catherine, dans la rue de Lourcine, et accorda à ces guerriers infirmes et pauvres une décoration, ou plutôt un signe distinctif, où on lisait ces belles paroles : *pour avoir bien servi la patrie.* Sully entreprit et acheva presque entièrement le canal de Briare, et conçut le projet du fameux canal du Languedoc, qui fait tant d'honneur à Louis XIV. Le Pont-Neuf fut achevé, des routes furent ouvertes presque sur toutes les parties du sol et bordées d'arbres fruitiers ou d'arbres destinés à la marine. Dans les douze ans de l'administration de Sully, il y eut plus de routes et de ponts construits que dans tout le siècle précédent. Le peuple, à qui on imposait des corvées assez lourdes, en témoignait le plus vif mécontentement. Sully était si haï que, par plaisir, on coupait les arbres qu'il avait fait mettre sur les grands chemins pour les orner : « C'est » un Rosny, disait-on, faisons-en un Biron, » par allusion au maréchal décapité en 1602.

Sully n'avait pas de système financier qui lui fût personnel; tout son talent consistait à faire rentrer exactement les impôts, à obliger à restitution tout ce qui avait

Digitized by Google

été volé à l'Etat. Il savait habilement profiter de la vente des charges publiques, qu'il faisait porter à un prix très élevé.

Ce qui nous paraît le plus bizarre, c'est qu'il exigeait des pots-de-vin très considérables dans tous ses marchés; c'était un moyen d'acquitter, sans que le public s'en aperçût, les dettes honteuses de Henri IV. Il payait avec des pots-de-vin les maîtresses du roi et satisfaisait à ses dépenses de jeu. Le roi plaisantait souvent son ministre. L'ayant vu un jour broncher en traversant la cour du Louvre, il se mit à dire en riant : « Ne soyez » pas surpris de le voir chanceler; si le plus fort de mes » Suisses avait autant de pots-de-vin dans la tête, il se» rait tombé tout de son long. »

§ IV. *Lutte de Henri IV contre les grands.—Projet d'équilibre européen.—Assassinat de Henri IV (1599-1610).*

Après l'orage, lorsque le ciel devient calme et serein, on suit avec bonheur la main réparatrice qui vient combler les profonds sillons tracés par l'inondation. Ce fut l'objet des soins du roi après la paix de Vervins. Nous venons d'exposer ce qu'il fit pour les finances, en plaçant à leur tête l'homme le plus capable de les bien administrer. Il avait pour toutes les branches de l'administration des hommes d'un mérite supérieur. A la tête de son conseil était son chancelier Hurault de Chiverny, qui fut remplacé en 1599 par le président de Bellièvre, puis en 1507 par Brulart de Sillery, jurisconsultes très versés dans l'étude des lois, animés de l'esprit cauteleux des parlementaires et capables de mettre de l'ordre dans toutes les affaires. Villeroi dirigeait le département

Digitized by Google

de la guerre avec une très grande habileté; il était encore chargé des affaires étrangères. Le président Jeannin suivait toutes les négociations avec une supériorité de vues bien remarquable. On voit, par ce court aperçu, que le roi était servi par des ministres consommés. A l'exception de Sully, ils appartenaient tous à la Ligue, preuve nouvelle de la puissance organisatrice de ce parti, basé sur un grand principe, le catholicisme.

Les conseillers du roi ne prenaient aucune résolution par eux-mêmes; ils faisaient un rapport des questions à résoudre à Henri IV, qui décidait ordinairement les affaires sur-le-champ. Il était rare qu'il y en eût de remises au lendemain. Henri IV ne donnait guère que deux heures par jour au gouvernement de l'Etat; le reste du temps se passait à la débauche, au jeu, à la chasse. Ayant besoin d'être fortement excité et de se livrer à une grande activité, il trouvait dans le gros jeu ces chances aventureuses qu'il avait eues à la guerre. La chasse était aussi une de ses passions favorites. Il portait des lois si sévères sur le braconnage, que les contrevenants étaient battus de verges, et, dans le cas de récidive, exposés aux galères et même à la mort. Sa sévérité ayant eu pour effet de laisser se multiplier considérablement les bêtes dangereuses, il commanda des battues tous les trois mois, « parce que le nombre des loups était telle-» ment accru et augmenté, qu'il apportait beaucoup de » perte et de dommage à tous les pauvres. »

Une féodalité nouvelle s'était formée pendant la guerre civile, alors que les principaux seigneurs, soit catholiques, soit protestants, avaient pris d'eux-mêmes les armes et s'étaient attribué les droits de souveraineté. Lors-

Digitized by Google

que Henri IV voulut pacifier la France, il fut obligé de composer avec les grands et de traiter avec eux presque d'égal à égal, en leur livrant des gouvernements, des forteresses, des troupes et de l'argent. Il avait donné la Provence au duc de Guise; il avait confirmé à Joyeuse le titre de maréchal de France et la lieutenance-générale d'une partie du Languedoc; le duc de Mercœur, le duc de Mayenne, Brissac, Villars-Brancas et une foule d'autres chefs avaient obtenu de lui des gouvernements avec des villes fortifiées. Le chef fameux des politiques, Henri de Damville, maréchal de Montmorency, avait été élevé à la dignité de connétable et au gouvernement du Languedoc, avec droit de survivance pour son fils, âgé seulement de douze ans. Le duc de Biron devint maréchal de France et gouverneur de Bourgogne. Le duc d'Epernon, l'ancien mignon de Henri III, possédait l'Angoumois, la Saintonge, le Limousin, les trois Evêchés de Lorraine. Enfin, parmi les huguenots, on distinguait Lesdiguières, lieutenant-général du Dauphiné, *qui ne relevait que de Dieu et de son épée;* le vicomte de Turenne, devenu par son mariage duc de Bouillon; Duplessis-Mornay, gouverneur de Saumur; Caumont La Force, gouverneur du Béarn; en outre, les Rohan en Bretagne, les La Trémouille en Poitou, qui tous n'obéissaient au roi que conditionnellement et dans ce qui leur paraissait légitime. Voilà la véritable situation de la France, telle que la position anormale du roi l'avait faite.

Ces énormes concessions, dans un pays où le souvenir des vieilles idées féodales régnait encore, faites à des grands qui avaient sous eux des vassaux immédiats, plus

Digitized by Google

habitués à les reconnaître, à leur obéir, qu'à se dévouer à la royauté qu'ils connaissaient à peine, avait fait renaître dans l'esprit des grands l'espoir d'une souveraineté presque indépendante. Un lien extrêmement fort avait rapproché les grands de leurs petits vassaux : c'étaient les guerres civiles, où ceux-ci avaient trouvé le moyen de satisfaire leur inquiétude naturelle. Aussi voyait-on dans les provinces ce qui n'y avait pas été vu depuis deux siècles, des seigneurs se soulever sans scrupule contre le roi et méconnaître son autorité.

Henri IV ne tarda pas longtemps à s'apercevoir que le peuple était pour lui et contre les grands, et que, lorsqu'il se mettait au-dessus des anciennes conventions pour ramener à une loi commune et à la modération ses anciens compagnons d'armes, l'opinion publique se rangeait toujours de son côté et approuvait toutes les mesures qu'il adoptait.

Armé de cette force morale, et en s'appuyant sur le peuple, le roi travailla sourdement à ruiner le pouvoir de la féodalité renaissante et déchira la plupart des traités particuliers qu'il avait faits. Pour lui résister, il aurait fallu former une nouvelle ligue du Bien public ; mais les grands étaient trop éloignés les uns des autres pour se liguer, et ils s'apercevaient d'ailleurs que leurs plaintes n'avaient plus d'écho sur un peuple qu'ils cherchaient à soulever.

La situation de la France, au dehors, s'était considérablement améliorée. Philippe II, l'une des plus fortes têtes de son siècle, qui porta jusqu'au dernier moment tout le poids des affaires, était mort le 13 septembre 1598. Son fils, Philippe III, qui ne possédait aucune des grandes

Digitized by Google

qualités de son père, esprit borné, âme sans activité, remit la direction absolue du gouvernement au duc de Lerme, ministre léger, imprudent, inattentif et prodigue. Les rapports principaux de la France avec l'Espagne étaient dans les Pays-Bas. Philippe II, les ayant séparés de l'Espagne et légués à sa fille chérie, Isabelle, qui épousa son parent, l'archiduc Albert, rendit moins redoutable pour la France cette province limitrophe, et simplifia nos rapports avec les peuples voisins.

L'empereur Rodolphe II, prince sans génie, alors en guerre avec la Turquie, étant à peine capable de lutter contre cette puissance encore formidable, Henri IV se posa en protecteur des princes protestants de l'Allemagne et prépara les éléments d'une dissolution intérieure. La Suède et la Pologne étaient en guerre. L'Angleterre avait toujours à sa tête la fameuse Elisabeth; mais cette reine était trop occupée de ses affaires intérieures, de ses dissensions avec l'Espagne et l'Irlande, pour songer à s'occuper de la France.

Le roi, se voyant fort à l'extérieur et puissant à l'intérieur, se préoccupa de l'idée de donner un héritier au trône; ne pouvant espérer d'avoir des enfants de la reine Marguerite de Valois, éloignée d'une cour licencieuse pour ses vices, tant était profond le degré d'immoralité où elle était descendue, le roi songeait à faire déclarer la nullité de son mariage, pour épouser Gabrielle d'Estrées, sa maîtresse, ambitieuse de devenir reine; elle avait eu plusieurs enfants dont le roi croyait être le père; ce qui est fort douteux, disait Sully, car ce n'était l'opinion ni de son médecin ni du public.

Le roi, n'osant déclarer son dessein d'épouser Gabrielle

Digitized by Google

d'Estrées, mit un jour Rosny sur le chapitre de son divorce et lui dit de deviner qui il se proposait d'épouser. Sully ne pouvant deviner, le roi nomma Gabrielle ; Sully lui dit aussitôt : « Sire, outre le blâme général que » vous pourrez en encourir et la honte qu'un repentir » vous apportera lorsque les bouillons d'amour seront » attiédis, je ne puis imaginer un expédient propre pour » développer les intrigues et embarras, et concilier les » prétentions diverses qui surviendront à cause de vos » enfants nés en si diverses manières et avec des formes » tant irrégulières. »

Gabrielle d'Estrées délivra Sully de cette inquiétude, et le roi d'une crapuleuse bassesse ; elle était sur le point d'accoucher ; elle mourut presque subitement, le 10 avril 1599, empoisonnée, assure-t-on. On ne fit planer les soupçons sur personne, car personne ne paraissait intéressé à sa mort, pas même Marguerite de Valois, épouse du roi, qui vivait retirée à Usson ; et, loin de mettre le moindre obstacle au divorce de son époux, elle voulait le faciliter afin que Henri IV eût des enfants légitimes.

Les motifs que les époux faisaient valoir, c'étaient le défaut de liberté et surtout la parenté ; car Marguerite et Henri étaient parents au troisième degré. Ils avaient bien obtenu dispense, mais les conditions auxquelles elle avait été accordée n'avaient pas été remplies. La nullité fut prononcée le 10 novembre 1599, par trois commissaires nommés par le Souverain Pontife pour examiner cette question matrimoniale en son nom.

Le roi, étant libre, forma de nouveau le projet d'épouser une de ses maîtresses, Henriette d'Entragues,

Digitized by Google

qui était aussi belle que Gabrielle d'Estrées et beaucoup plus enjouée, plus hardie et plus malicieuse. Henri, devenu éperdûment amoureux de cette femme, la poursuivit avec ardeur, mit sa vertu au prix de cent mille écus, que Sully eut ordre de trouver sur-le-champ. Le dévoué ministre satisfit son maître sur ce point; mais il eut le courage de déchirer, sous les yeux du monarque, la promesse qu'il avait faite d'épouser cette femme. Le roi en écrivit une seconde et la donna à la demoiselle d'Entragues, qui la regarda comme un mariage.

Cependant le roi porta ses regards sur une Médicis pour en faire la reine. « Comment n'était-on pas las des » Médicis? » se demande M. de Châteaubriand. Catherine de Médicis aurait dû, en effet, guérir à jamais la France d'avoir des reines de cette maison; mais le roi avait de grandes obligations à Ferdinand de Médicis; et Marie de Médicis passait pour belle et pour spirituelle. Le roi, flatté de son portrait, demanda cette princesse en mariage. Comme le grand-duc, frère de Marie, ne voulait pas accorder les quinze cent mille écus pour la dot demandée, le projet de mariage faillit être abandonné. Rosny ayant représenté au roi qu'il ne devait pas faire un commerce vil et honteux de son mariage, la dot fut enfin fixée à six cent mille écus, et le contrat fut signé à ces conditions le 25 avril; le mariage fut célébré par procureur, à Florence, seulement le 5 octobre de cette même année.

Une question de politique extérieure occupait alors la France. Le duc de Savoie s'étant emparé, en 1588, du marquisat de Saluces, quoiqu'il fût en pleine paix avec notre pays, il s'éleva à ce sujet une discussion dont la

Digitized by Google

solution fut remise à l'arbitrage du pape Clément VIII. Après l'exhibition des titres produits par les deux souverains, la question du droit de propriété parut tellement douteuse, que le Pape laissa l'affaire en suspens. Emmanuel, duc de Savoie, le prince le plus actif et le plus inquiet de son siècle, alla trouver le gouverneur de Lombardie pour le roi d'Espagne; le fameux Fuentès, capitaine extrêmement habile et d'une activité dévorante, lui conseilla d'attaquer le roi de France, qu'il regardait comme peu affermi. Tandis que Fuentès, pour se constituer seigneur indépendant, poussait le duc de Savoie à la guerre, le nouveau roi d'Espagne, beau-frère du duc, lui déclara qu'il ne le seconderait pas dans ses tentatives, ne voulant pas recommencer la lutte pour le marquisat de Saluces. Emmanuel résolut alors de se rendre en France, afin d'y traiter lui-même ses affaires avec le roi, qui le combla d'honneurs.

Le duc développa au roi un vaste plan de conquête, lui montra la Lombardie et le royaume de Naples prêts à se soulever pour se délivrer de l'oppression espagnole. Ce plan devait d'autant plus flatter le roi, qu'il avait les Vénitiens et le duc de Florence pour alliés, et que le Pape se fût volontiers rangé du côté de la France. Pour prix de sa coopération, le duc de Savoie demandait l'abandon du protectorat de Genève par la France, et, pour lui ou pour son fils, l'investiture du marquisat de Saluces, qui relèverait de la couronne de France.

Ce plan, quelque séduisant qu'il parût, ne convenait pas au roi, qui, ne voulant pas à la légère se jeter dans une guerre étrangère, se déclara content de ses Etats et se montra disposé à composer avec le duc pour les droits

Digitized by Google

qu'il pouvait avoir sur le marquisat. Il refusa positivement d'abandonner Genève, non par l'amitié qu'il portait à cette ville, mais « pour le bien de la France et la » sûreté de l'Ecluse; car, si l'on perdait une fois ce poste, » il ne serait plus possible de faire entrer en France les » secours que le roi tirait de la Suisse (1). »

Le duc de Savoie, se voyant déçu dans ses espérances, signa avec le roi un traité par lequel il s'engageait à lui remettre, au 4 juin suivant (1600), ou le marquisat de Saluces, ou la Bresse, à son choix.

Pendant son séjour en France, le duc de Savoie avait remarqué une grande fermentation parmi la noblesse, qui s'agitait pour recouvrer ce qu'elle appelait ses droits. La queue de la Ligue se remuait aussi; on ne parlait que de projets d'assassinat sur la personne de Henri IV; un jacobin et un capucin avaient été rompus vifs le 3 avril 1599, pour avoir, assurait-on, formé le dessein de le tuer; une femme, nommée Nicole Mignon, fut brûlée le 2 juin, pour avoir dit au comte de Soissons qu'elle pourrait le faire roi en empoisonnant Henri. Quoiqu'on donnât à certains discours plus d'importance qu'ils n'en avaient réellement, ces exécutions et les bruits publics habilement répandus entretenaient toujours parmi le peuple une grande agitation. Les catholiques se plaignaient de la faiblesse du roi à l'égard des huguenots; les huguenots criaient plus fort encore, parce que les principaux réformés avaient embrassé le catholicisme, à l'exemple du roi. Si Sully persévérait dans le protestantisme, chacun savait que ce philosophe n'était guère plus

(1) De Thou, liv. CXXIII, pag. 324.

Digitized by Google

protestant que catholique. Les huguenots les plus fameux, d'Aubigné, La Trémouille, le vicomte de Turenne, Constant de Saint-Aubin vivaient retirés dans leurs terres; Duplessis-Mornay, que Henri IV nommait par dérision le pape de la réforme, ne voulait plus voir le roi.

Le duc de Savoie étant bien résolu de profiter de cette fermentation, chercha un point d'appui dans le parti politique et forma, avec le connétable et le duc d'Epernon, une alliance intime; celui-ci ne cachait pas ses sentiments d'antipathie pour le *Navarrais,* qu'il avait vu si *petit compagnon.* Ni l'un ni l'autre cependant ne prirent les armes. Biron, beaucoup plus fier, après avoir rendu les plus éminents services au roi aux batailles d'Arques, d'Ivry et aux combats d'Aumale et de Fontaine-Française, fut outré de colère en apprenant, de la bouche du duc de Savoie, ce que Henri IV lui avait dit : « que ce duc se trompait bien s'il attribuait les succès du roi à l'habileté et à la prudence de ses généraux; qu'il avait eu moins de peine à vaincre ses ennemis qu'à maintenir l'union et la paix dans son parti; et que l'humeur fière et intraitable des deux Biron père et fils, était la circonstance qui lui avait le plus nui. »

Biron en fut d'autant plus choqué que, dans un voyage récent dans les Pays-Bas, il avait été comblé d'honneurs par les seigneurs flamands. Il s'attacha au duc de Savoie, promit d'épouser sa fille, et le détermina à reconnaître la suzeraineté de l'empereur d'Allemagne, dont ce mariage devait le rendre cousin.

Biron commença alors à vanter l'organisation allemande, montra la haute puissance dont jouissaient les princes électeurs, fit regarder comme une énorme usur-

Digitized by Google

pation l'état d'abaissement où se trouvait la noblesse française, et entraîna dans la conjuration le comte d'Auvergne, fils naturel de Charles IX, et le duc de Montpensier. D'Aubigné nous apprend même que ces illustres personnages se mirent en communication avec les huguenots du Midi et leur promirent, pour les séduire, la souveraineté des provinces de l'Ouest et du Dauphiné.

Henri IV, ayant quelque soupçon du complot qui se tramait, déclara la guerre au duc de Savoie, sous prétexte de reprendre le marquisat de Saluces, que le prince détenait injustement (1601).

Sully, pour faire réussir cette petite expédition, envoya par le roulage vingt canons, six mille boulets, cent vingt milliers de poudre. Sur l'ordre du roi, Biron entra en Bresse par la Bourgogne, et quoique la guerre n'eût été déclarée que le 11 du mois d'août, le 13, il emportait la ville de Bourg; le 17, Lesdiguières et Créqui surprenaient Montmeillan; Chambéry se rendait le 20 et Conflans le 26. La conquête avait été si rapide, qu'en quelques jours il ne restait plus au duc de Savoie, en deçà des monts, que quelques châteaux. A l'instigation de Rosny, les Génevois ruinèrent de fond en comble le fort de Sainte-Catherine, qui servait aux Espagnols de point d'appui ou de passage pour se rendre en Franche-Comté.

Epouvanté de ces conquêtes, le duc de Savoie, grâce à l'intervention du légat, signa, le 17 janvier 1601, à Lyon, un traité par lequel il conservait le marquisat de Saluces; mais il abandonnait au roi la Bresse, le Bugey, le Val-Roncey et le bailliage de Gex; il se réservait seu-

Digitized by Google

lement une voie de communication avec la Franche-Comté, par le pont de Grésin, sans pouvoir y élever aucune fortification. D'après un traité passé en 1589 par Sancy, le pays de Gex aurait dû faire retour à Genève. Le roi crut satisfaire à ses engagements en accordant à cette ville quelques petits villages de ce pays.

La reine Marie de Médicis se rendait alors en France, accompagnée d'une suite brillante, dans laquelle on remarquait Concino-Concini, jeune homme plein d'esprit, mais dont les traits étaient altérés par le libertinage; on voyait encore Eléonore Dori, fille d'un charpentier, qui prit le nom de la noble maison de Galigaï. Cette femme, dame d'atours de la reine, possédait un pouvoir absolu sur l'esprit de Marie de Médicis. Nous verrons au règne suivant comment elle usa de son crédit.

C'est à Lyon que Henri IV vit pour la première fois Marie de Médicis, qui avait alors 27 ans; elle avait de l'embonpoint et montrait peu de gaîté. Dès le lendemain, ne la trouvant pas si belle que son portrait, il s'en dégoûta et, après avoir passé huit jours avec elle, il revint à Paris retrouver Henriette d'Entragues.

Le ménage royal n'était pas en parfaite harmonie; des querelles violentes se succédaient sans interruption; une fois même le visage du roi porta l'empreinte des voies de fait qui s'ensuivaient. Sully était le pacificateur; mais, malgré son intervention, le roi eût indubitablement renvoyé la reine, si elle ne s'était trouvée enceinte. Elle mit au monde, le 27 septembre 1601, un fils, qui fut Louis XIII, que Henri regardait comme la garantie de son trône. Si le roi était publiquement infidèle à la reine, on accusait, à voix basse, la reine d'avoir pour amants

Digitized by Google

successifs, le maréchal de Bellegarde, don Virginio, Gordiano Orsini et Concino-Concini; mais ces accusations ne paraissent pas avoir eu de fondement réel. Les démêlés de famille n'empêchaient cependant pas le roi de s'occuper des affaires de l'Etat.

Le duc de Biron, qui avait projeté de trahir son maître pendant la guerre de Savoie, était allé trouver le roi à Lyon pour lui ouvrir complétement son cœur et lui témoigner le plus sincère repentir. En se promenant avec le monarque dans le cloître des Cordeliers, il lui raconta les offres que le duc de Savoie lui avait faites, les négociations qui avaient été ouvertes, lui demanda pardon de la part qu'il y avait prise en secret et de quelques expressions de colère qui lui étaient échappées. Henri IV, surpris d'une telle confidence, l'interrogea sur toutes les circonstances de ses relations avec le duc de Savoie, et, sur l'assurance formelle qu'elles étaient entièrement rompues, Henri lui accorda un entier pardon. Le roi l'embrassa et lui dit : « Bien, maréchal, ne te sou- » vienne jamais de Bourg (place qu'il demandait), et je » ne me souviendrai jamais aussi du passé.... » Le roi ajouta : « Biron, prends garde, Lafin t'affinera, si tu ne » t'ôtes d'auprès de lui. »

Le roi, voulant même témoigner à Biron qu'il n'avait rien perdu de sa confiance, lui donna l'honorable mission d'aller complimenter la reine Elisabeth d'Angleterre, après le coup qui avait fait tomber la tête d'Essex, regardé comme traître à sa souveraine. Elisabeth lui donna une grande leçon de fidélité, qui ne fut pas assez écoutée. Cette reine, regardant un jour avec lui par la fenêtre du palais, lui fit voir, au sommet de la tour de Londres, les

Digitized by Google

têtes de plusieurs grands seigneurs anglais dont la mort préoccupait alors tous les esprits. La reine dit à Biron que l'orgueil avait perdu le comte d'Essex : « Il a cru, » dit-elle, que je ne pourrois me passer de lui; il a souf- » fert un juste supplice; et si le roi mon frère veut » m'en croire, il doit tenir à Paris la conduite que j'ai » tenue à Londres. Il faut qu'il sacrifie à sa sûreté tous » les rebelles et tous les traîtres; je prie le ciel que la » clémence de ce prince ne lui soit pas funeste. »

Ces paroles, dites peut-être avec l'intention de montrer à Biron le supplice qui l'attendait, s'il avait le malheur de persévérer dans ses coupables desseins, ne firent sur son esprit qu'un effet très passager. Car, à peine arrivé sur le continent, il renoua ses relations avec le duc de Savoie, par le moyen de Lafin, qui voulait l'entraîner dans l'abîme et ensuite le perdre pour jamais. Lafin se rendit à Paris, remit au chancelier tous les papiers qui pouvaient compromettre Biron, et obtint audience du roi, à qui il fit connaître tous les plans des conspirateurs. Il dénonça, comme complices de Biron, les chefs protestants, le duc de Bouillon, le comte d'Auvergne, La Trémouille, La Noue, Constant d'Aubigné, de Préaux et Sully. Henri IV, malgré sa défiance de tout ce qui tenait au parti protestant, reçut avec bienveillance les protestations d'innocence de Sully.

Il invita Biron à venir le voir à Fontainebleau. Son cœur magnanime était encore disposé à lui pardonner, s'il voulait faire de son crime un aveu franc et loyal. Il le pressa deux jours de suite sans pouvoir lui arracher le moindre aveu. L'infortuné se persuadait que Lafin n'avait rien dit et qu'il n'y avait pas l'ombre de preuves

Digitized by Google

contre lui. Le comte de Soissons le pressa, de son côté, de faire un aveu qui pouvait le sauver : tout fut inutile. Biron était si plein de confiance dans le secret de ses trames, que le soir il osa se présenter au salon du roi et jouer à la prime avec la reine. Au sortir du salon, il fut arrêté et remis aux mains de la justice. Toute la famille du maréchal alla se jeter aux genoux du roi, qui lui accorda de faire toutes les recherches nécessaires pour constater l'innocence de l'accusé. Henri IV était cependant profondément ému à la seule pensée de cette grande victime : « Il me fait pitié, disait le roi; j'ai envie de lui » pardonner, d'oublier tout ce qui s'est passé et de lui » faire autant de bien que jamais; toute mon appréhen- » sion est que, quand je lui aurai pardonné, il ne par- » donne ni à moi, ni à mes enfants, ni à l'Etat. »

Biron, dans une lettre au roi et dans sa défense, invoqua le souvenir de ses services, des trente-deux blessures qu'il avait reçues en combattant, et rappela le pardon qui lui avait été accordé à Lyon. Ses juges demeurèrent inflexibles, et le Parlement, à l'unanimité, le condamna à la peine de mort. Cette sentence fut exécutée le 31 juillet 1602, dans la cour de la Bastille. On a regretté une pareille exécution. Biron méritait la mort; mais sa valeur, les services qu'il avait rendus au roi et à la France, lui auraient fait obtenir grâce, si Henri IV eût connu le sentiment de la reconnaissance.

Biron n'était pas le seul coupable; le comte d'Auvergne, qui avait aussi trempé dans la conspiration, obtint la grâce de la vie par l'entremise de Henriette d'Entragues et du connétable de Montmorency. Auvergne avoua toute la suite de ses complots avec les ministres d'Es-

Digitized by Google

pagne et s'offrit même à les continuer, si le roi le désirait, pour tromper les ennemis de la patrie. C'était un abominable espionage. Le baron de Fontenelle, gentilhomme breton, ayant aussi été convaincu d'avoir tramé avec l'Espagne la ruine de son pays, fut rompu vif sur la roue. Le baron de Suze acheta sa grâce par des révélations.

Le cardinal d'Ossat, instruit de toutes ces conspirations, conseillait à Villeroi d'employer un remède énergique pour les réprimer, et indiquait, d'une manière pleine de franchise, la source du mal : « Que quelque » légèreté et ingratitude qu'une grande partie des Fran» çais ait, et quelque ambition et avarice qui règnent » aujourd'hui parmi eux, les conspirateurs n'eussent ja» mais eu l'audace de faire leurs conspirations, et mê» mement sous le règne d'un si valeureux et heureux » roi, s'ils n'eussent vu une partie de la noblesse mal » contente, l'Eglise toute mal menée et déconfortée, et » le pauvre peuple et quasi tout le tiers-état foulés; » comme aussi sans cela les étrangers ne fussent entrés » en espérance de nous troubler, ni eu la hardiesse de » suborner les seigneurs et gentilshommes français. A » la vérité, la pourvoyance et vigilance du roi à préser» ver sa personne et à découvrir et prévenir les desseins » de ses mauvais voisins et sujets, a tellement profité » jusqu'ici, que sans elle nous serions déjà perdus, et la » continuation en est et sera toujours nécessaire; mais » je ne puis m'exempter de la crainte de semblables ré» cidives, ni espérer un entier et assuré repos jusques à » ce que le roi ait réformé l'Etat, commençant par soi» même, et, entr'autres choses, à moins prendre sur ses

Digitized by Google

» sujets, et contenté les meilleures parties dudit Etat.....
» Je sais bien que ce propos est hardi et que fort peu
» l'oseroient tenir, mais je l'estime encore plus vrai et
» nécessaire (1). »

Ces paroles généreuses, prononcées par un prince de l'Eglise arrivé sur le bord de la tombe, causèrent une vive émotion. On accusa le cardinal d'ingratitude et d'imprudence; Sully fit même supprimer son traitement. On peut juger par là les pages élogieuses que le surintendant se faisait adresser tous les jours par ses secrétaires, sur son austère sévérité.

Le plus redoutable des conspirateurs était incontestablement le duc de Bouillon, prince indépendant, dont la capitale, Sedan, devait être, selon lui, la ville sainte des huguenots. Le roi l'avait invité à se rendre à la cour; mais tout le détournait de ce voyage; le supplice de Biron l'effrayait; il savait la haine que Henri portait à tous les agents de la réforme et aux conspirateurs; il n'ignorait pas que Henri de Châtillon, petit-fils de l'amiral Coligny, ayant été tué à Ostende, le roi en avait témoigné de la satisfaction, « car, avec les grandes qualités d'hom-
» me de guerre qui paraissoient déjà en lui, il n'avoit
» plus grand désir que de se fourrer dans les factions de
» ceux de la religion, tellement qu'il étoit à craindre
» qu'il ne fît un jour plus de mal à la France, que n'a-
» voit jamais fait son grand-père (2). »

C'étaient là autant d'avertissements qui annonçaient à Bouillon le sort qu'on lui réservait s'il se remettait entre

(1) Lettre 325 du cardinal d'Ossat.
(2) *Econ. roy.*, tom. IV, pag. 47.

Digitized by Google

les mains du roi. Il quitta Turenne, où il se trouvait au moment de l'exécution de Biron, se hâta de passer en Suisse, et arriva à Genève peu après la surprise de cette ville par le duc de Savoie, aux cris de : *Vive Espagne! Vive Savoie! ville gagnée! Tue, tue!* Bouillon aida les bourgeois à chasser leurs adversaires et organisa la défense. Il fut obligé d'abandonner cette ville quand Henri IV intervint officieusement pour la paix, se retira chez le comte Palatin, retraite qui contrariait d'autant plus vivement le roi, qu'il regardait Philippe III comme son ennemi. Henri IV songea alors à réunir à la couronne le duché de Bouillon et la principauté de Sedan, points extrêmement importants à occuper pour la France, dans le cas de guerre contre les Pays-Bas.

Dans ce moment se mourait la reine d'Angleterre, qui, dans sa dernière maladie, déclara qu'un roi devait lui succéder, et que ce ne pouvait être que son cousin d'Ecosse. C'est ainsi que Jacques Ier fut reconnu roi d'Angleterre par le droit du sang et par la désignation d'Elisabeth. La mort de cette reine fameuse pouvait apporter de graves changements dans les rapports des peuples de l'Europe. Quoiqu'elle fût sans mœurs et sans moralité politique, qu'elle aimât peu Henri IV depuis sa conversion, cependant elle lui avait toujours été attachée par antipathie pour l'Espagne. Son successeur pouvait bien ne pas partager ses vues et s'allier à l'Espagne contre la France et la Hollande.

Henri IV était à Metz pour racheter cette ville des deux frères Sobole, seigneurs presque indépendants, lorsqu'il apprit la mort de la reine d'Angleterre. Il comprit combien cette perte pouvait avoir d'influence sur la

Digitized by Google

politique de la France et de l'Europe, et combien il lui importait de se mettre bien dans l'esprit du jeune roi ; il confia le soin de remplir cette délicate fonction à Sully, ministre habile et membre de la religion réformée, aussi bien que le jeune monarque anglais. Afin de ne pas se créer d'embarras en traitant en faveur du protestantisme, le roi ne donna aucune instruction écrite sur ce sujet à son ambassadeur, et aussi pour le désavouer, s'il le jugeait à propos.

« Pour éviter les difficultés, lui dit Henri, j'ai trouvé » un expédient, qui seroit de ne vous faire traiter en » mon nom et comme mon ambassadeur, sinon des con- » doléances et conjouissances nécessaires en une telle oc- » casion, et des affaires publiques et générales qui ont » continué d'être traitées en semblables conjointures. » Et quant aux autres, n'en parler que comme de vous- » même et comme y étant amené par l'affection que » vous direz lui porter et à votre commune religion, afin » que, s'il les approuve et agrée, vous puissiez faire sem- » blant de me les proposer et essayer de m'y porter sem- » blablement (1). »

Pour se mettre à couvert des dangers d'une pareille mission, Sully exigea pour garantie « une petite ins- » truction écrite de la propre main du roi, en laquelle » ses intentions fussent clairement expliquées, afin que » si jamais quelqu'un essayoit de trouver mauvais ce » qu'il auroit fait, Sa Majesté se pût tant mieux ressou- » venir que le tout se seroit passé suivant son comman- » dement exprès (2). »

(1) Sully, *Econ. roy.*, tom. IV, pag. 248.
(2) Ibid., pag. 248.

Digitized by Google

Le roi remit à Sully deux instructions : l'une, signée du comte de Soissons, de Sillery, de Villeroi et de Jeannin, lui confiait le soin de féliciter le nouveau roi. Pensant qu'il était temps d'arrêter la puissance par trop exorbitante de la maison d'Espagne, et jugeant que le meilleur moyen de lui nuire, c'était de seconder ses ennemis, Henri IV lui prescrivit, dans l'instruction secrète, de pressentir la pensée du roi d'Angleterre sur son projet de remaniement de toute l'Europe, qui eût été partagée en quinze gouvernements d'importance à peu près égale.

Sully fut magnifiquement accueilli à la cour de Jacques Ier. Voici le portrait qu'il nous a tracé de ce monarque : « Quoique ce prince ne soit pas d'humeur » guerrière, ni homme pour se porter légèrement à une » guerre ouverte, et encore moins sa personne aux périls » et hazards; néanmoins, comme il est d'un très grand » esprit et n'ignore guère des sciences, il aime merveil- » leusement à discourir des sciences d'Etat, à entendre » parler de hautes et généreuses entreprises, à les exa- » miner pour toutes leurs circonstances et à en remar- » quer toutes les utilités et inconvénients (1). »

Le plénipotentiaire français, par l'élégance de ses manières, la délicatesse de ses flatteries, son éloquence insinuante, et surtout grâce à soixante mille couronnes qu'il distribua aux principaux courtisans du roi, acquit en quelques jours un empire complet sur l'esprit de Jacques. Il sut faire naître dans l'esprit du monarque des soupçons sur la fidélité de ses principaux ministres, et parvint à lui faire adopter un traité par lequel les deux cou-

(1) *Econ. roy.*, pag. 412.

Digitized by Google

ronnes de France et d'Angleterre s'engageaient à secourir les Provinces-Unies par des *avances secrètes en argent*, et à commencer ouvertement la guerre, si Philippe faisait entendre les moindres plaintes de leurs manœuvres ténébreuses. Sully revint tout fier d'un succès qui ne devait avoir d'autre durée que sa présence. Jacques Ier ratifia le traité, il est vrai, mais sans aucune volonté de l'exécuter, parce qu'il n'avait qu'un seul dessein, poursuivre son projet de paix avec toutes les nations de la chrétienté.

A son retour d'Angleterre, le célèbre ministre continua sa réforme financière. Le comte de Soissons ayant obtenu du roi un édit qui l'autorisait à percevoir quinze sous par ballot de toile, Sully montra que cette imposition produirait au comte, non pas quarante mille livres, comme il l'assurait, mais plus de neuf cent mille, et qu'elle ferait un tort très considérable à l'industrie des lins ; il fit, en conséquence, rapporter cet édit. L'attention qu'il avait donnée à cette affaire le détermina à rechercher d'autres édits semblables : il en trouva vingt-cinq. La marquise de Verneuil en ayant obtenu un, Sully lui dit « qu'il alloit faire des remontrances en faveur du » pauvre peuple, qui s'en va ruiné, si telles vexations » sont approuvées, et peut bien le roi dire adieu à ses » tailles, car il n'en recevra plus.... Ce seroit bon si Sa » Majesté prenoit l'argent dans sa bourse ; mais de lever » cela de nouveau sur les marchands, artisans, labou- » reurs et pasteurs, il n'y a nulle apparence, étant ceux » qui nourrissent le roi et nous tous; et se contentent » bien d'un seul maître, sans avoir tant de cousins, de » parents et de maîtresses à entretenir. »

Digitized by Google

Le ministre économe aurait difficilement obtenu ces concessions du roi, s'il ne lui avait sans cesse remis devant les yeux le grand projet qu'il voulait réaliser, c'est-à-dire la guerre avec l'Espagne. Il économisait, à ce dessein, des sommes immenses. Au commencement de l'année 1604, il avait déjà accumulé à la Bastille vingt-cinq millions destinés à la guerre. « Mais, disait Sully » au roi, pour que les préparatifs nécessaires de votre » part correspondent à un si magnifique dessein, il faut » trouver encore vingt-cinq millions à ceux que j'ai déjà » assemblés et préparer des moyens infaillibles pour faire » encore un fonds semblable pour la suite des années, » ce dont je ne suis nullement en doute, si l'on me laisse » ménager ce que j'ai en l'esprit, afin de pouvoir entre- » tenir trois ans durant (sans toucher à vos revenus or- » dinaires, ni surcharger vos peuples de la campagne, ni » les marchands, la protection desquels j'ai surtout en » commandation) cinquante mille hommes de pied, des- » quels la dépense reviendroit par mois à neuf cent mille » livres; six mille chevaux soudoyés, pour lesquels aussi » il faudroit trois cent quarante mille livres; pour qua- » rante canons, cent cinquante mille livres; pour le dé- » chet des vivres, pour les ouvrages et parties inopinées, » cent cinquante mille livres; tout cela revenant par » mois à un million quatre cent quarante mille livres, » et, pour dix mois, quatorze millions quatre cent mille » livres, outre laquelle somme il faut encore ajouter, » pour la première année, un million cinq cent mille li- » vres pour les frais des levées et achats de ce qui pour- » roit manquer en vos provisions, faites de longue main. » Pour l'assemblage de toutes lesquelles choses et le mé-

Digitized by Google

» nagement des personnes dont l'on auroit besoin, il me » faut encore un loisir de deux années, et un relâche de » toutes dépenses non actuellement nécessaires. »

Ces sommes prodigieuses que l'habile ministre retirait, venaient de toutes les branches d'impôts, que le duc exigeait impitoyablement; de la vénalité des charges et de la réduction des rentes, qu'il réduisait selon leur origine et selon le prix de leur acquisition. Les rentes dont l'origine ne pouvait être constatée cessèrent alors d'être payées. C'est par cette sage administration que le roi se préparait à abaisser les maisons d'Espagne et d'Autriche. L'animosité du roi contre ces deux puissances était arrivée au plus haut point, et sa résolution était fermement arrêtée de les combattre : « Les rois de France et d'Es- » pagne, disait-il souvent, sont comme posés dans les » deux bassins d'une balance, desquels il est impossible » que l'une hausse, que l'autre n'abaisse. » Voici le plan de démembrement du royaume d'Espagne tel que le roi l'avait conçu : « Le duc de Savoie, dit Ancillon, devait avoir la Lombardie, avec le titre de roi; les provinces catholiques des Pays-Bas, demeurées fidèles à la maison d'Autriche, devaient être réunies aux Provinces-Unies pour former une république; la Franche-Comté à la France. Il voulait que l'empire d'Allemagne fût séparé de la maison d'Autriche et redevînt réellement électif; il pensait enfin qu'il fallait rendre aux anciens royaumes de Hongrie et de Bohême leur vieux droit d'élire leur souverain. La maison d'Espagne ne devait donc conserver que ses possessions d'au-delà des Pyrénées et ses conquêtes en Amérique. C'était là le plan magnifique conçu par Henri IV et son grand ministre, pour fonder en Europe

Digitized by Google

une constitution d'équilibre et faire régner une paix perpétuelle.

» Les Turcs devaient être relégués en Asie; le czar de Russie devait avoir le même sort, s'il refusait d'entrer dans l'association. Le nombre des puissances devait être réduit à quinze, savoir : six monarchies héréditaires, cinq monarchies électives, et quatre républiques souveraines (dont deux démocratiques, la Belgique et la Suisse, et deux aristocratiques, Venise et l'Italie). Les six monarchies héréditaires étaient la France, qui ne prenait pour elle-même que le duché de Limbourg, le Brabant, la juridiction de Malines, à charge d'en former huit pairies; l'Angleterre, qui ne devait rien acquérir sur le continent; la Suède et le Danemarck; l'Espagne, qu'on voulait resserrer dans ses limites naturelles en Europe, en lui laissant ce qu'elle avait découvert et conquis dans les autres parties du monde. La maison d'Autriche devait perdre tout ce qui lui appartenait en Allemagne, dans les Pays-Bas et en Italie; enfin on créait une nouvelle monarchie héréditaire dans le nord de l'Italie, en faveur du duc de Savoie, sous le nom de royaume de Lombardie; et, pour lui donner une masse d'Etats qui méritât de porter ce nom, on ajoutait à ses anciennes provinces le Milanais et le Montferrat. Les monarchies électives devaient être la Bohême (en y joignant la Moravie, la Silésie et la Lusace), la Hongrie, la Pologne, l'empire d'Allemagne et l'Etat ecclésiastique, qu'on voulait décorer du titre de monarchie et agrandir, en y incorporant Naples, la Pouille et la Calabre; on conservait la république de Venise, en lui accordant la Sicile; la république Helvétique, en la décla-

Digitized by Google

rant souveraine; on associait les Pays-Bas catholiques à la république des sept Provinces-Unies, et on lui donnait le nom de république Belgique; enfin, on appelait république Italique la réunion de tous les petits Etats de l'Italie, de Gênes, de Florence, de Mantoue, de Modène, de Parme et de Lucques, qui devaient garder leur forme de gouvernement; de Bologne et de Ferrare, qui devaient être érigées en villes libres, et tous les vingt ans rendre hommage au Pape. L'Europe ainsi partagée, toutes les puissances devaient accorder une liberté et protection entières aux trois religions principales : la catholique, la luthérienne et la réformée; mais en même temps, bien loin de favoriser la licence des esprits, elles devaient s'opposer à la naissance des sectes nouvelles. La guerre nécessaire pour amener ce bouleversement général devait être la dernière de toutes. Ce nouvel ordre de choses une fois établi, pour le rendre permanent et invariable, on voulait substituer, dans la grande association des Etats de l'Europe, le droit à la force, et organiser un tribunal suprême qui décidât, en dernier ressort, de toutes les collisions d'intérêt, et dont toutes les puissances s'engageraient à faire exécuter les arrêts. Cette espèce de conseil général de l'Europe devait être composé de députés de tous les Etats. Les ministres, au nombre de soixante-dix, conserveraient tous leurs places pendant trois ans; les réformes et la manière de procéder de ce sénat seraient déterminées par des lois organiques qui seraient son propre ouvrage. Il devait prononcer lui-même dans toutes les affaires d'une importance majeure, et celles d'une moindre importance devaient être soumises à la décision de six corps subalternes qui

Digitized by Google

seraient placés sur différents points de la surface de l'Europe. Tels étaient les principaux traits du vaste plan de Henri IV. Quelque extraordinaire qu'il nous paraisse, ce qu'il a de singulier ne nous donne pas le droit de révoquer en doute son authenticité. Sully, l'ami et le confident de son maître, qui avait médité ce projet avec lui et qui s'était chargé de le faire adopter par les puissances amies de la France, entre sur cet objet dans des détails qui ne permettent pas d'en nier la réalité (1). » — « Je ne doute pas, dit M. de Lacretelle, qu'un plan de cette nature n'ait excité fortement son attention; mais ce qu'il me paraît impossible d'admettre, c'est qu'un monarque avancé en âge, éprouvé par la fortune, et toujours porté, par son amour pour ses sujets, à composer avec les hommes et avec les événements, ait entrepris une guerre dans l'espoir de réaliser tant d'hypothèses difficiles; qu'il ait compté sur la fidélité immuable et sur les secours effectifs de tant de souverains catholiques et protestants; qu'il ait assigné un terme de trois années pour la consommation d'un projet si étendu, et qu'il ait jugé une longue série de conquêtes et de révolutions nécessaires à l'établissement d'une paix solide. »

L'exécution d'un dessein aussi vaste, fondé plus sur l'imagination que sur la justice et sur la prudence, et où l'on substituait le caprice, l'utopie, l'incertitude des prévisions humaines au respect des droits acquis, exigeait le secret le plus profond; s'il eût été divulgué, il eût soulevé tous les intéressés et rencontré une résistance insurmontable. La maison d'Espagne avait des

(1) Ancillon, *Tableau des révolutions de l'Europe.*

Digitized by Google

agents partout, agents habiles qui parvenaient à connaître tous les secrets de l'Etat. Rosny s'étant aperçu, pendant son ambassade de Londres, que ses dépêches étaient communiquées à l'Espagne, sans pouvoir saisir la main perfide qui trahissait ainsi son pays, porta ses soupçons sur Nicolas Lhoste, commis principal du ministre Villeroi. Reconnu enfin comme le coupable, Lhoste put s'évader, mais grâce à des intéressés qui le firent noyer dans la Marne pour ensevelir ses secrets. Son corps fut ramené à Paris et tiré à quatre chevaux. Villeroi ne put jamais entièrement se justifier de toute participation au crime de son subordonné.

Lhoste n'était pas le seul agent en rapport avec l'Espagne; les personnages qui environnaient la reine avaient aussi de l'inclination pour cette maison. Les dissensions continuelles de la reine et de Henriette d'Entragues jetèrent encore celle-ci dans cette funeste voie. « Madame » de Verneuil, disait le roi, est d'agréable compagnie » quand elle veut; elle a de plaisantes rencontres, et tou» jours quelque bon mot pour me faire rire, ce que je » ne trouve pas chez moi, ne recevant de ma femme ni » compagnie, ni réjouissance, ni consolation, ne pou» vant ou ne voulant se rendre complaisante aux douces » conversations, ni s'accommoder en aucune façon à mes » humeurs et complaisances. Elle fait une mine si froide » et si dédaigneuse lorsque, arrivant du dehors, je viens » pour l'embrasser et rire avec elle, que je suis contraint » de la laisser là de dépit et de m'en aller chercher quel» que récréation ailleurs (1). »

(1) *Econ. roy.*, tom. v, pag. 14.

Digitized by Google

Cette femme, obligée de plier en présence de la reine, détermina son père et le comte d'Auvergne à traiter avec l'Espagne pour y obtenir une retraite dont cette puissance saurait profiter. Le roi parvint à s'emparer des criminels, les fit condamner, d'Auvergne et d'Entragues à mort, comme coupables du crime de lèse-majesté, et la comtesse à être recluse à perpétuité dans un couvent. Cette femme sut, par ses intrigues, obtenir son pardon et celui de ses complices.

Plusieurs autres événements, plus pénibles encore, se succédèrent rapidement et rendaient l'exécution des projets du roi plus difficile. Henri IV, qui avait besoin d'alliances pour exécuter ses desseins, perdait en Lorraine l'influence que sa sœur, mariée au duc, aurait pu lui apporter : cette princesse se mourait. L'Angleterre faisait non-seulement la paix avec l'Espagne, mais même un traité d'alliance.

Ostende, qui avait été le boulevard des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant alors succombé sous la puissance de l'Espagne, la France croyait déjà voir la Hollande soumise et les armes espagnoles paraître sur nos frontières.

Pendant que la situation extérieure s'aggravait, elle se compliquait à l'intérieur. Les conspirations que le roi avait été obligé de comprimer, étaient peu de chose en comparaison de la grande coalition des provinces du Midi, que la reine Marguerite de Valois dévoila au monarque. Les politiques s'étaient rapprochés des huguenots, et avaient des liaisons avec l'Espagne, à qui ils voulaient livrer Blaye, Bayonne, Narbonne, Marseille et Toulon. Une assemblée de l'Eglise réformée à Châtellerault, vint encore ajouter à la difficulté de la situation.

Digitized by Google

Par l'édit de Nantes, les protestants avaient reçu l'autorisation d'élire des députés pour former une sorte de représentation des églises réformées, divisées en vingt-cinq provinces. Dans ces assemblées, il n'y avait pas seulement des ministres, comme dans nos conciles, mais on y voyait des nobles, des princes et des prolétaires; c'était une véritable république dans le royaume. Le roi envoya Rosny à Châtellerault, avec ordre de ne laisser arriver à l'assemblée aucun grand seigneur protestant, « Rohan, Bouillon, Lesdiguières, La Force, Châtillon, » Duplessis ou autre qui pût prendre assez d'ambition et » de vanité pour vouloir faire l'entremetteur entre le roi » et ses sujets. »

Le temps pour lequel les places de sûreté avaient été accordées aux protestants étant écoulé, Rosny, après avoir fait tous ses efforts pour déterminer les huguenots à les remettre entre les mains du roi, consentit à leur accorder, encore pour quatre ans, quelques places moins importantes.

Tandis que, par sa sagesse, Rosny faisait échouer tous les projets des huguenots, le roi, pour dissoudre l'association des politiques et des protestants, entreprit lui-même un voyage dans le Midi et eut la douleur de voir les conspirateurs se multiplier sous ses pas. Deux Albanais, les gentilshommes Lucquisse, les capitaines Julien et Jean furent condamnés par le parlement de Toulouse à être écartelés ou rompus vifs, pour avoir voulu livrer aux Espagnols les trois villes de Leucate, Béziers et Narbonne. Comme le roi s'attendait qu'on lui fermerait les places que le duc de Bouillon possédait dans le Limousin, il s'était fait suivre d'une armée et de pièces de canon, et

Digitized by Google

il fut reçu avec de grands honneurs. Il ordonna de saisir un certain nombre de coupables et de les juger. « Ce fut » alors, dit Rosny, à la chambre des grands jours à faire » la guerre. Il y eut dix ou douze têtes qui volèrent, et » fut, tout le surplus de ces faibles mouvements, si bien » approfondi et recherché, qu'il n'en parut plus rien de- » puis (1). »

Le duc de Guise, gouverneur de la Provence, découvrit encore des conspirateurs dans son gouvernement. Meyrargues fut condamné comme coupable du crime de lèse-majesté, et eut la tête tranchée le 19 décembre.

Tant de conspirations et un si grand nombre de têtes tombées sous la main du bourreau, redoublant les inquiétudes du roi de France, il résolut alors de frapper ce qu'il regardait comme la tête de l'hydre, Sedan, place indépendante, la ville sainte des huguenots, d'où partaient tous les ordres et où s'organisaient tous les plans de résistance. Inquiet des préparatifs du gouvernement, La Noue écrivit à Duplessis de déterminer le duc de Bouillon à donner toute satisfaction au roi : « Enfin le » mot a été tranché, que le roi veut avoir dans Sedan » un gouverneur et une garnison qui lui en répondis- » sent. »

Bouillon refusa de faire ce que le roi souhaitait et se prépara à la résistance. Le duc s'était si souvent justifié de l'accusation d'avoir voulu comploter contre l'Etat, qu'on aurait pu le croire innocent, si cette phrase de Duplessis-Mornay n'eût donné beaucoup de consistance aux soupçons : « Dieu donne bon conseil à M. de Bouil-

(1) *Econ. roy.*, tom. VI, pag. 284.

Digitized by Google

» lon, que le désespoir ne le porte point hors du devoir » et de la conscience, mais aussi à Sa Majesté pour ne » l'y précipiter point (1). »

Le duc de Bouillon comptait sur les fortifications de la ville de Sedan; mais Rosny assurait qu'il connaissait un côté très faible et qu'il parviendrait aisément à l'emporter en moins d'un mois. Il avouait cependant qu'il faudrait au moins dépenser huit cent mille francs pour s'en rendre maître. Malgré la haine qu'il portait à Bouillon, il consentit à traiter avec lui, offrit même des conditions honorables, mais il voulait que ces conditions demeurassent secrètes, à dessein de le perdre dans l'opinion. Bouillon se révolta de l'humiliation que Sully voulait lui faire subir; c'est ce que désirait le ministre pour perdre son coreligionnaire.

Bouillon trouva un appui dans les catholiques les plus ardents. La reine Marie, Sillery, Jeannin et Villeroi, jaloux de l'arrogance de Sully, n'étaient point fâchés de conserver dans son parti un homme aussi fier que Bouillon, afin qu'il pût lui tenir tête; ils déterminèrent La Noue et Nettancourt à engager Bouillon à entrer en conférence avec Villeroi, qui se montrerait plus traitable. Ils eurent, en effet, un entretien à Torcy, dans lequel Villeroi parvint à déterminer Bouillon à venir à Donchery, se jeter aux pieds du roi, qui le reçut bien et obtint pour quatre ans la ville de Sedan. Henri nomma Nettancourt commandant de la place. « Dès cette heure-là, dit Bassom- » pierre, M. de Bouillon vécut comme il vouloit faire » auparavant, nous mena dîner à la table des chambel-

(1) *Corresp. de Duplessis*, tom. x, pag. 249.

Digitized by Google

» lans qu'il tint, et se fâcha contre les contrôleurs du » roi, qui ne la servoient pas bien à son gré. Même » quand les troupes se mirent en bataille devant la ville, » pour le passage du roi, il leur fit changer d'ordre et » leur commanda avec la même audace qu'il avoit ac- » coutumé de commander partout. »

Les bruits continuels de conspiration avaient déterminé le roi à créer des chambres spéciales de justice, plus expéditives que les tribunaux ordinaires, mais qui, pour cela, étaient détestées de tous les hommes de parti. Henri IV se fit payer des sommes considérables pour suspendre les procédures, et supprima les chambres de justice par un édit du 8 septembre. Le chancelier Charles Paulet, en engageant le roi à rendre les charges de judicature inamovibles et héréditaires, les représenta comme un moyen de combler le déficit. Il voulait que les magistrats payassent quatre deniers pour livre de la valeur de leur office. Par le droit d'hérédité ou de la résignation, il devait en résulter que les charges, ayant plus de stabilité, allaient augmenter en valeur, et conséquemment le revenu.

Sans se laisser détourner de ses projets du dehors par ces mesures intérieures, le roi continuait à préparer l'abaissement de la maison d'Espagne, avec le secours de trois peuples qui paraissaient plus spécialement attachés à la France : Venise, la Suisse et la Hollande.

La république de Venise avait alors un grand démêlé avec le Saint-Siége, pour avoir traduit deux prêtres devant la justice séculière et avoir laissé introduire des troubles dans l'Etat par les huguenots. Henri IV s'offrit comme médiateur. Deux motifs l'engageaient à présen-

Digitized by Google

ter sa médiation : l'intérêt de la foi d'abord, ensuite la crainte de l'intervention de la maison d'Autriche, qui environnait de toute part l'Etat de Venise. L'ambassadeur français se fit remettre les deux prêtres frappés par la justice séculière, cause de l'interdit, et les livra au nonce, qui leva aussitôt les censures prononcées contre la république.

Depuis que la majeure partie de la Suisse avait déserté le catholicisme pour embrasser le protestantisme, les réformés, supérieurs aux catholiques non en nombre seulement, mais encore par une incessante activité, attiraient à eux les esprits brouillons et avaient leur principal appui en France. Les catholiques suisses, après s'être tournés plus volontiers vers l'Espagne, avaient été indisposés contre cette puissance, parce que le duc de Fuentès, gouverneur de la Lombardie, avait fait élever, à l'entrée de la Valteline, un fort qui fermait la principale voie de communication des Suisses avec l'Italie. Par ce fort, l'Espagne était non-seulement maîtresse du commerce de la Suisse; elle pouvait aussi affamer le pays en empêchant d'y introduire des vivres. Après avoir inutilement réclamé l'appui de Venise, trop faible alors pour les secourir efficacement, les Suisses s'adressèrent à la France. Henri IV leur promit sa protection et les engagea à ne pas commencer une guerre imprudente.

Objet d'une attention spéciale de Henri, parce que, dans sa lutte gigantesque contre Philippe II, elle l'avait empêché d'absorber la France, la Hollande, fatiguée elle-même de la guerre, était enfin entrée en négociation avec l'Espagne, pour faire la paix. Afin d'en rendre les conséquences moins fâcheuses pour notre pays, le roi

Digitized by Google

envoya le président Jeannin, son négociateur de préférence, qui signa, le 23 janvier, un traité par lequel il se posait, entre l'Espagne et les Provinces-Unies, comme le gardien de la paix si elle était conclue, et s'engageait à fournir dix mille hommes à la Hollande, si la guerre continuait. L'Espagne tenta d'éluder cette offre du roi, et lorsque don Pedro de Tolède passa par la France pour se rendre dans les Pays-Bas, il eut l'ordre de faire entendre les doléances de son souverain et de disposer Henri plus favorablement.

« Ce don Pedro, dit Péréfixe, selon l'humeur de la noblesse espagnole, tenait une morgue fière et grave, et était haut et magnifique en paroles, quand il s'agissait de l'honneur et de la gloire de sa nation, et de la puissance de son roi.

» Don Pedro exalta la puissance et la grandeur de l'Espagne. Le roi, sans s'émouvoir, lui fit connaître que c'était la statue de Nabuchodonosor, composée de diverses sortes de matières, et qui avait les pieds d'argile. Don Pedro en vint aux reproches et aux menaces. Le roi lui rendit bientôt son change et lui dit que si le roi d'Espagne continuait ses attentats, il porterait le feu jusques dans l'Escurial; et que, s'il montait une fois à cheval, on le verrait bientôt à Madrid. — L'Espagnol répondit arrogamment : « Le roi François Ier y fut bien. » — « C'est pour cela, repartit le roi, que je veux aller » venger son injure, celle de la France et les miennes. »

« Une autre fois il lui montrait les bâtiments de Fontainebleau et lui demandait : « Que vous en semble?... » — Il lui répondit « qu'il lui semblait qu'il avait logé » Dieu bien à l'étroit. » Il n'y avait pour lors que les

Digitized by Google

deux chapelles qui sont dans la cour en ovale et qui sont véritablement assez petites. Le roi ne put pas souffrir qu'il accusât sa piété, et lui répondit un peu vertement : « Vous, messieurs les Espagnols, ne savez donner à Dieu » que des temples matériels; nous autres François, ne le » logeons pas seulement dans les pierres, nous le logeons » dans nos cœurs; mais, quand il seroit logé dans les » vôtres, j'ai peur qu'il ne seroit que dans des pierres. »

» De Fontainebleau ils vinrent à Paris, où le roi lui montra un jour la galerie du Louvre, et lui en demandant son avis : « L'Escurial est tout autre chose, répondit » l'Espagnol. — Je le crois, repartit le roi, mais y a-t-il » un Paris au bout, comme à nos galeries? »

L'Espagne ne put arriver à conclure la paix, mais seulement une trêve de douze ans, acte qui emportait de fait la reconnaissance de l'indépendance de la Hollande. C'était un grand point obtenu; la maison d'Espagne était évidemment en décadence, puisqu'elle était obligée de composer avec ses sujets. La maison d'Autriche était aussi divisée. L'empereur Rodolphe s'était trouvé dans la nécessité de céder à son frère Matthias, la Hongrie, l'Autriche et ses Etats héréditaires, à l'exception de la Bohême. Il semble donc que le moment était arrivé de frapper le coup que Henri IV préparait; mais l'intérieur de la France lui inspirait toujours des inquiétudes.

Le roi, recevant une multitude de mémoires où l'on accusait les plus grands personnages de vouloir livrer nos places fortes à l'Espagne, les communiquait à Sully, qui s'en irritait : « Par Dieu, Sire, dit Sully, je crois que » ces messieurs se moquent de vous et de moi, de vous » faire marcher pour telles niaiseries. C'est un homme

Digitized by Google

» qui cherche quelques centaines d'écus, et puis c'est » tout. — Vous direz ce qu'il vous plaira, répondit le » roi; mais si faut-il que j'y aille, ou que vous partiez » dans deux jours pour y donner ordre; et, puisque c'est » en votre gouvernement, c'est à vous à y pourvoir, car » je ne veux pas que votre pape (Duplessis-Mornay) me » tienne toujours l'esprit en alarme. »

Henri IV, comprenant mieux que personne le danger de deux religions, sentant surtout que la réforme était un foyer incessant de révolution, quoiqu'il dût tout aux huguenots, en était devenu l'adversaire implacable. Les ayant vus à l'œuvre, il les savait agents de troubles. Afin de fortifier le catholicisme, cette grande école de respect et d'obéissance, il rappela les jésuites, malgré l'opposition des parlements, qui en redoutaient la puissance et craignaient leur forte constitution, si sagement tempérée par un grand principe d'ordre et de progrès. Le roi avait répondu, dès 1604, aux remontrances du parlement de Paris : « Il ne faut pas reprocher la Ligue aux » jésuites, c'étoit l'injure du temps. Ils croyoient bien » faire, et ont été trompés comme plusieurs autres : je » veux croire que ç'a été avec moins de malice que les » autres, et m'assure que la même conscience, jointe à » la grâce que je leur fais, les rendra autant, voire même » plus affectionnés à mon service qu'à la Ligue. L'on » dit que le roi d'Espagne s'en sert : je dis que je m'en » veux servir, et que la France ne doit pas être de pire » condition que l'Espagne. Puisque tout le monde les » juge utiles, je les tiens nécessaires à mon Etat, et s'ils » y ont été par tolérance, je veux qu'ils y soient par ar- » rêt : Dieu m'a réservé la gloire de les y établir; ils

Digitized by Google

» sont nos en mon royaume et sous mon obéissance, je » ne veux pas entrer en ombrage de mes naturels sujets, » et si l'on craint qu'ils communiquent mes secrets à » mes ennemis, je ne leur communiquerai que ce que je » voudrai. Laissez-moi conduire cette affaire, j'en ai » manié d'autres bien plus difficiles, et ne pensez plus » qu'à faire ce que je dis et ordonne. »

En 1608, Henri IV, qui jusqu'alors, cependant, avait vu avec plaisir Sully dans les rangs de la réforme, parce qu'il s'en servait pour modérer les huguenots, travailla à le détacher d'une secte indisciplinée. Les protestants lui avaient causé tant de mal par leurs tentatives constantes de rébellion, qu'il aurait voulu arracher un tel homme à leur parti. Il fit les plus belles promesses à Sully, lui offrit l'épée de connétable et plusieurs gouvernements sans pouvoir le détacher de la réforme. Quoique plus philosophe que protestant. et qu'il tînt fort peu à sa religion, Sully ne voulut pas vendre sa conversion, et persévéra dans le protestantisme.

Le roi, pressé par le Père Cotton, son confesseur, essaya aussi de remédier au duel, qui faisait alors de grands ravages dans la haute société. Les duels proprement dits, ou combats singuliers entre particuliers, commencent au moment où cessent les tournois et les pas-d'armes. Le duel eut bientôt ses lois aussi bien que les jeux militaires. Voici un résumé des règles que les duellistes reconnaissaient au XVI^e^ siècle. Brantôme, qui nous les a conservées, commence par « recommander de bien se garder de combattre sans témoins, d'abord pour ne pas priver le public d'un beau spectacle, et ensuite pour ne pas être recherché et puni comme meurtrier. Les

Digitized by Google

combattants, ajoute-t-il, doivent être soigneusement visités et tastés, pour savoir s'ils n'ont drogueries, sorcelleries ou maléfices.

» Il est permis de porter reliques de Notre-Dame-de-Lorette et autres choses saintes. En quoi pourtant il y a dispute, si l'un s'en trouvoit chargé et l'autre non, car en ces choses il faut que l'un n'ait plus d'avantages que l'autre. Il ne faut point parler de courtoisie; celui qui entre en champ clos doit se proposer vaincre ou mourir, et surtout ne se rendre point; car le vainqueur dispose du vaincu tellement qu'il en veut, comme de le traîner par le camp, de le pendre, de le brûler, de le tenir prisonnier; bref, d'en disposer comme d'une ordure. Tout galant chevalier doit soutenir l'honneur des dames, soit qu'elles l'aient forfaict, soit que non... Un soldat peut combattre son capitaine, mais pourvu qu'il ait servi deux ans, et demande à sortir de la compagnie. Si un père accuse son fils de quelque crime dont il puisse être déshonoré, le fils peut appeler justement le père en duel; d'autant que le père lui fait plus de mal de le déshonorer, qu'il lui a fait de bien de le mettre au monde et donner vie. »

C'est seulement par la lecture des mémoires contemporains qu'on peut se former une idée des prétendus duels, disons mieux, des assassinats qui ensanglantèrent le règne de Henri III. On est saisi d'horreur quand, en lisant Brantôme, Audiguier, L'Etoile et Tallemant des Réaux, on voit les mignons de Henri III, si apprêtés, s'armer du poignard de l'assassinat et le plonger dans le sein d'un ennemi avec une main qui semblait incapable de verser le sang. Montaigne jetait ce blâme sévère

Digitized by Google

sur de tels actes : « C'est une espèce de lâcheté, dit-il, qui a » introduit en nos combats singuliers cet usage de nous » accompagner des seconds et tiers et quarts. C'estoit » anciennement des duels, ce sont à cette heure rencon- » tres et batailles. Outre l'injustice d'une telle action et » vilenie d'engager à la protection de vostre honneur » aultre valeur et force que la vostre, je trouve du désa- » vantage à mesler sa fortune à celle d'un second. Cha- » cun court assez de hasard pour soy, sans le courir en- » core pour un autre. »

La manie des duels était devenue si générale, toutes les grandes familles mettaient un si grand honneur à paraître sur l'un de ces champs honteux, que Montaigne disait peut-être avec vérité : « Mettez trois François aux » déserts de Libye, ils ne seront pas un mois ensemble » sans s'égratigner. »

Sous le règne de Henri IV, les duels avaient repris avec une telle fureur, qu'il fallut songer à y apporter remède : « En mars 1607, dit le Journal de L'Etoile, » M. de Loménie supputa combien il avoit péri de gen- » tilshommes françois par les duels depuis l'avénement » de Henri IV, en 1589, et il s'en étoit trouvé quatre » mille de compte fait ; ce qui, pour un espace de dix- » huit ans, donne au-delà de deux cent-vingt par an. »

Pour réprimer de pareils crimes, de sévères ordonnances avaient été rendues depuis François I^er^ jusqu'à Henri IV : « Les édits et ordonnances faits par les rois » nos prédécesseurs, dit Henri III dans une ordonnance » publiée aux Etats de Blois en 1579, seront entièrement » gardés et observés, tant contre les principaux auteurs » que ceux qui les accompagneront, pour quelque occa-

Digitized by Google

» sion ou prétexte que lesdits meurtres puissent être » commis, soit pour venger querelle ou autrement. Pour » le regard des assassins et ceux qui, à prix d'argent, se » louent pour tuer, outrager ou excéder aucuns, ensem- » ble ceux qui les auront loués ou induits pour ce fait, » nous voulons la seule machination et attentat être pu- » nis de mort; dont nous n'entendons donner aucune » grâce ni rémission. Et où aucune, par importunité, » seroit octroyée, défendons à nos juges d'y avoir aucun » égard, encore qu'elle fût signée de notre main, et con- » tresignée par un de nos secrétaires d'Etat. »

En 1602, on avait établi ce que l'on nomma la juridiction du *point d'honneur*, ou le tribunal des maréchaux, à qui il appartenait de décider les causes des duellistes. Tous ces moyens furent d'autant plus inefficaces que, comme on peut le voir dans les Mémoires de Sully, Henri IV condamna plus d'une fois ses édits par sa conduite et son langage.

On voit en effet que le roi, plein d'estime pour les ferrailleurs, modifia en 1609 ce que son édit de 1602 avait de sévère. Quoiqu'il déclarât les duellistes coupables du crime de lèse-majesté, et qu'il s'engageât par serment à ne jamais leur faire grâce, il permettait « à toute per- » sonne qui s'estimera offensée par une autre en son » honneur, de s'en plaindre à nous ou à nos très chers » amés cousins, les connétable et maréchaux de France, » nous demander ou à eux le combat, lequel leur sera » par nous accordé, selon que nous jugerons qu'il sera » nécessaire pour leur honneur. »

Sully, qui prenait la plus grande part à ces dispositions, rappelait sans cesse le roi à son grand projet, l'a-

Digitized by Google

baissement de la maison d'Espagne; il continuait toujours, à ce dessein, d'accumuler à la Bastille d'immenses trésors, qui se montaient déjà à plus de quarante millions de francs. Sully avait encore fait rendre un édit pour la refonte générale des monnaies : « Et par même » moyen, dit L'Etoile, appauvrit et ruina le peuple (jà » assez ruiné et pauvre d'ailleurs), et enrichit le roi : » chacun en murmuroit, principalement les pauvres » marchands, qu'on tondoit si souvent qu'ils en étoient » tout morfondus... Le roi seul, pour avoir son compte, » rioit de tout et se moquoit de tout le monde, même de » ses officiers et de leurs remontrances. Un particulier l'importunait pour cet édit, dont il était l'inventeur : « Le roi, connoissant bien l'iniquité d'ycelui, lui de- » manda enfin de quel pays il étoit; et comme il lui eut » répondu : Du Périgord : — « Ventre saint-gris, dit » le roi, je m'en étois toujours douté, car ce sont tous » faux monnoyeurs en ce pays-là. » Il ne persista pas moins pour l'enregistrement de son édit, qu'il jugeait lui-même un faux monnayage.

Tandis que Sully excitait la haine du roi contre la maison d'Espagne, il y avait à la cour un parti qui, pour unir les deux puissances, s'appuyait principalement sur Marie de Médicis. On avait « proposé de faire » un double mariage des fils et des filles de l'un et de » l'autre Etat; voire de bailler la fille en France, sans » renonciation, afin de former, par ce moyen, une vraie » union entre eux, qui les fasse résoudre d'avoir mêmes » desseins et intérêts, et communs amis et ennemis.... » Tous lesquels projets, disait Henri à Sully, ne peuvent » être bâtis que sur certaines pronostications que l'on

Digitized by Google

» m'a averti avoir été faites de moi, que je ne devois » point passer l'an cinquante-huit de mon âge (1). »

Villeroi se justifia d'avoir eu connaissance de ce projet; mais il est extrêmement probable qu'il y avait eu une grande part et qu'il l'avait conduit. Il croyait que la politique du roi, avec son système, nuisait plus à la France qu'elle ne lui était utile, et qu'en se rapprochant de l'Espagne, la France aurait un point d'appui irrésistible contre lequel tous les efforts viendraient se briser.

Cependant Philippe III, dans le dessein de compléter la défense catholique en Espagne, prenait des mesures extrêmes et « formoit, dit Richelieu, le plus hardi conseil » dont l'histoire de tous les siècles précédents fasse men» tion. » C'était de poser aux Maures d'Espagne l'alternative ou de se convertir ou de sortir du royaume. Les Maures recoururent à Henri IV, pour réclamer son appui, offrirent de l'argent, des soldats, demandèrent des armes et des officiers pour leur apprendre à les manier. Henri IV leur permit de relâcher à Marseille, et commanda de les traiter avec bonté; mais, abandonnés aux matelots, ils périrent presque tous dans les flots. Les habitants de la Provence, par horreur pour ces infidèles, refusaient de manger des grenadines (sardines), parce qu'elles avaient été repues de chair musulmane.

Henri IV suivait de l'œil ces mouvements, qui lui annonçaient le moment où il pourrait frapper sans crainte. Il ne lui fallait qu'un prétexte : la fuite du prince de Condé le lui fournit.

Henri IV n'avait jamais résisté à son entraînement

(1) *Econ. roy.*, tom. VIII, pag. 54.

Digitized by Google

pour les femmes. On ne peut l'excuser d'avoir, à l'âge de cinquante-sept ans, tenté d'entraîner au crime la princesse de Condé, qu'il venait de marier lui-même. Voici ce que le conseiller d'Etat Lenet nous dit avoir appris de la bouche de cette princesse. Le prince de Condé, son mari, s'était retiré avec elle à l'entrée de la Picardie. Un des confidents de Henri IV, nommé de Trigni, alla engager la mère et la femme du prince à venir voir chasser la meute du roi et à vouloir bien accepter une collation dans sa maison. Elles y allèrent; un piqueur de la livrée du roi s'approcha de la portière avec un emplâtre sur l'œil, sous prétexte de les conduire : c'était Henri IV lui-même. Celle qui était la cause de cet étrange déguisement avoua depuis à Lenet qu'elle n'en avait pas été fâchée, non qu'elle pût aimer le roi, mais elle était flattée de plaire au souverain et même de l'avilir. Dès qu'elle fut arrivée au château du sieur de Trigni, elle vit le roi qui l'attendait et qui se jeta à ses pieds. Elle fut effrayée; sa belle-mère eut l'imprudence d'en avertir le prince de Condé, qui, bientôt après, s'étant plaint inutilement au roi et l'ayant appelé tyran, comme les Mémoires de Sully l'avouent, contraignit sa femme de s'enfuir avec lui et de le suivre en croupe à Bruxelles. Si l'on s'en rapporte à toutes les lois de l'honneur, de la bienséance, aux droits de tous les maris, à ceux de la liberté naturelle, le prince de Condé n'avait nul reproche à se faire, et le roi seul avait tort. Il n'y avait point encore de guerre entre la France et l'Espagne; ainsi on ne pouvait reprocher au prince de s'être retiré chez les ennemis. Il est affligeant de voir ceux du sang royal se mettre au-dessus des lois auxquelles sont soumis les autres hommes.

Digitized by Google

Henri IV alla lui-même au Parlement, sans pompe, sans cérémonie, s'assit aux bas siéges, le parquet étant gardé par les huissiers ordinaires; là il fit rendre un arrêt par lequel le prince était condamné à subir tel châtiment qu'il plairait à Sa Majesté d'ordonner. Le Parlement était sûr, sans doute, que le roi n'en ordonnerait aucun; mais, par l'énoncé, il semblait que le roi fût en droit d'ordonner la peine de mort. Cependant l'équité naturelle et le respect pour le genre humain ne doivent laisser un tel pouvoir à personne, fût-ce à un Henri IV (1).

On a accusé Henri IV d'avoir ajouté à sa faiblesse l'affreux dessein de vouloir, à son âge, faire la guerre pour arracher à un époux sa jeune femme; mais rien n'est venu confirmer cette accusation, sortie de la plume de Vittorio Piré, italien attaché à Marie de Médicis. Cette aventure nuisit beaucoup à la réputation du roi, lui attira le blâme le plus sévère et ranima les restes de la Ligue, des factions italienne et espagnole, qui dominaient dans le royaume. Son économie fut taxée d'avarice, sa sévérité d'ingratitude. A cela il disait qu'il n'était pas connu. Au fait, c'est seulement après sa mort que l'on commença à l'exalter autant que l'on a coutume de le faire.

Un prétexte plus spécieux, qui n'avait guère de rapport à la France, lui fournit l'occasion, qu'il cherchait depuis longtemps, de faire la guerre à l'Espagne. Les duchés de Juliers et de Clèves, vacants par la mort de leur duc, qui ne laissait pas de postérité, furent réclamés par la maison d'Autriche comme devant faire re-

(1) Voltaire, *Histoire du Parlement.*

Digitized by Google

tour à l'Empire; celle de Neubourg voulut en être mise en possession. Le parti protestant d'Allemagne et de Hollande, craignant que le duché ne fît retour à la maison d'Autriche, et ne servît d'un point d'appui considérable pour attaquer la Hollande, s'assembla à Halle pour délibérer sur le péril auquel la religion réformée allait se voir exposée. Les princes électeurs du Palatinat, de Brandebourg, le duc de Wurtemberg, firent alliance avec Henri IV et s'engagèrent à mettre sur pied quatre mille fantassins et mille chevaux; la France promit de son côté huit mille fantassins et deux mille chevaux. Au moment où le roi traitait avec les Allemands, il s'unissait au duc de Savoie et lui promettait la conquête de la Lombardie. La guerre étant sur le point de s'allumer de tous les côtés, Paul V adressa au roi de France un bref dans lequel il lui représentait les périls immenses auxquels il allait exposer toute l'Europe, pour la satisfaction de sa vanité, car aucune cause sérieuse ne pouvait justifier son agression : « Quiconque, dit le cardinal de Ri» chelieu, considèrera l'entreprise qu'il fait sur la fin de » ses jours, ne doutera pas du bandeau qu'il a sur les » yeux, puisqu'il s'embarquoit en une guerre qui sem» bloit présupposer qu'il fût au printemps de son âge, » au lieu qu'approchant de soixante ans, qui est au » moins l'automne des plus forts, le cours ordinaire de » la vie des hommes lui devoit faire penser à la fin (1). »

Henri, qui avait pris ses mesures depuis longtemps, ne se laissa émouvoir par aucune observation.

Il avait formé deux armées, l'une, placée sous le com-

(1) *Mém. de Richelieu*, tom. X, pag. 79.

Digitized by Google

mandement de Lesdiguières, devait entrer en Savoie, se joindre au duc Emmanuel, et, de concert avec lui, attaquer la Lombardie. L'autre, sous le commandement immédiat du roi, destinée à agir dans les Pays-Bas, se montait à trente mille hommes, qui furent échelonnés sur la frontière avec un magnifique train d'artillerie. Le roi comptait aller rejoindre son armée vers le milieu du mois de mai ; mais le poignard de Ravaillac l'arrêta.

Comme il était nécessaire d'assurer l'administration avant son départ, le roi nomma la reine régente, par un édit du 20 mars, tempérant son autorité par un conseil de régence qui annihilait presque entièrement la puissance de la princesse. Ce conseil était composé de cardinaux, de maréchaux et des principaux ministres, au nombre de quinze, dont la reine avait la simple présidence : les décisions devaient se prendre à la majorité des suffrages.

Pour avoir plus d'autorité, et en même temps pour se rendre plus vénérable aux yeux des peuples, la reine voulut être sacrée avant le départ de son mari, malgré la répugnance et les craintes superstitieuses de ce prince. « Hé ! mon ami, disait-il à Sully, que ce sacre me dé- » plaît ! Je ne sais ce que c'est, mais le cœur me dit qu'il » m'arrivera quelque malheur. » Plein de cette sombre idée, il s'assit un jour sur une chaise basse faite exprès pour lui à l'arsenal, et, se livrant à une sorte de rêverie mélancolique, il se mit à battre ses lunettes avec ses doigts et à se frapper ensuite la cuisse de ses deux mains, puis s'écria : « Par Dieu ! je mourrai en cette ville, et » n'en sortirai jamais. Ils me tueront, car je vois bien » qu'ils n'ont remède en leurs dangers que ma mort.

Digitized by Google

» Ah! maudit sacre! tu seras cause de ma mort; car, pour » ne vous en rien céler, l'on m'a dit que je devois être » tué à la première grande magnificence que je ferois, » et que je mourrois dans un carosse, et c'est ce qui me » rend si peureux. — Vous ne m'aviez, ce me semble, » jamais dit cela, Sire; aussi plusieurs fois me suis-je » étonné de vous voir crier dans un carosse comme si » vous eussiez appréhendé ce petit péril, après vous » avoir vu tant de fois parmi les coups de canon, les » mousquetades, les coups de lance, de pique et d'épée, » sans rien craindre. Mais, puisque vous avez cette opi- » nion et que votre esprit en est tant travaillé, si j'étois » que de vous, je partirois dès demain, je laisserois faire » le sacre sans vous, ou le remettrois à une autre fois, » et je n'entrerois de longtemps à Paris, ni en carosse. »

Malgré ces vives appréhensions, ces avertissements incompréhensibles, le roi ne partit point. On publia, par son ordre, que le sacre de la reine aurait lieu à Saint-Denis le 13 mai, et que, trois jours après, le 16, aurait lieu, à Paris, l'entrée solennelle de cette princesse. Le jeudi 13 mai, le sacre fut solennisé à Saint-Denis, avec la plus grande pompe, par le cardinal de Joyeuse. La multitude applaudit avec transport la reine, dont elle admirait « le doux et grave déportement, et le visage » merveilleusement joyeux, gai et content. » Les esprits superstitieux de quelques assistants remarquèrent que l'évangile du jour était selon saint Marc, qu'on y lisait ce verset : « Alors il vint des Pharisiens qui, pour l'é- » prouver, lui demandèrent : *Est-il permis à un homme* » *de répudier sa femme?* » Cet évangile, qui s'appliquait si bien au roi et à la reine, fut supprimé à dessein et remplacé par un autre.

Digitized by Google

Or, il y avait à Paris, depuis deux ans, un homme du nom de François Ravaillac, né à Angoulême, esprit inquiet, rêveur, mélancolique, toujours mal dans sa situation, en cherchant sans cesse une plus élevée. Il était entré dans un monastère, mais n'ayant pas les vertus nécessaires pour cet état, il fut éconduit avant d'avoir fait profession. L'état d'instituteur, qu'il embrassa ensuite, ne lui ayant pas plu davantage, il se fit solliciteur d'affaires. C'était « une espèce de fainéant qu'on remarquait à cause qu'il était habillé à la flamande plutôt qu'à la française ; il traînait toujours une épée. » On a recherché pour quel motif il avait pu être amené à Paris, s'il y était venu et s'il avait habité cette capitale pendant deux ans pour chercher l'occasion d'assassiner le roi. Je crois qu'il n'y eut d'autre motif de ce séjour que le caractère du criminel.

Le 14 mai, le roi voulant aller voir Sully malade à l'arsenal, et désirant voir aussi les apprêts des fêtes que l'on faisait sur le pont Notre-Dame et à l'Hôtel-de-Ville, pour l'entrée solennelle de la reine, sortit du Louvre vers les quatre heures du soir. Il était assis au fond d'un carrosse dont tous les panneaux étaient ouverts : le duc d'Epernon était assis à côté de lui, et vis-à-vis, le marquis de Mirebeau et Liancourt, son premier écuyer; les maréchaux de Lavardin et de Roquelaure étaient à la portière de droite ; le duc de Montbazon et le marquis de La Force à celle de gauche. Lorsque le roi quitta la rue Saint-Honoré pour entrer dans celle de la Ferronnerie, qui était alors fort étroite, il fut arrêté par l'embarras de deux charrettes. Les valets de pied, ne pouvant suivre que difficilement le carrosse du roi, passèrent par le charnier des Innocents pour rejoindre le monarque au

Digitized by Google

bout de la rue. Il n'était resté que deux valets; pendant que l'un de ces valets s'était baissé pour rajuster sa chaussure, un homme d'une physionomie sinistre, portant la barbe rouge, les cheveux tant soit peu dorés, le manteau pendant sur l'épaule gauche, un poignard à la main, mit un pied sur une borne et l'autre sur un rayon du carrosse du roi, et frappa le monarque d'un coup de couteau. Henri s'écria : « Je suis blessé, » et, par un mouvement naturel, il leva le bras gauche : Ravaillac saisit ce moment pour lui percer le cœur. Le roi expira sur-le-champ. L'assassin essaya d'en frapper un troisième, mais le coup alla se perdre dans la manche du duc de Montbazon.

« Chose surprenante, dit L'Etoile, nul des seigneurs » qui étoient dans le carrosse n'a vu frapper le roi, et si » ce monstre d'enfer eût jeté son couteau, on n'eût su à » qui s'en prendre : mais il s'est tenu là pour se faire voir » et pour se glorifier du plus grand des assassinats. » Ce qu'il y a en effet de singulier ici, c'est que les seigneurs qui se trouvaient dans la voiture du roi ne virent pas le bras de l'asassin et ne firent rien pour détourner son poignard. Ainsi, après avoir échappé dix-sept fois au fer de ses ennemis, Henri IV succomba la dix-huitième.

Le duc d'Epernon, qui était demeuré impassible pendant le crime, voyant le roi mort, couvrit le cadavre de son manteau, dit que le monarque n'était que blessé, et ordonna au carrosse de retourner au Louvre. Vingt-deux médecins appelés pour examiner le roi, trouvèrent toutes les parties du corps si saines, qu'ils déclarèrent que Henri IV aurait pu encore vivre trente ans.

C'est un usage de ne célébrer les funérailles des rois de France que quarante jours après leur mort. Le corps

Digitized by Google

embaumé est enfermé dans un cercueil de plomb, sur lequel on élève une figure qui le représente au naturel, autant qu'on le peut. Vis-à-vis cette figure on met la table royale à l'heure ordinaire des repas, et les viandes sont abandonnées aux pauvres. Des prêtres, jour et nuit, chantent des prières autour de l'image.

Nous ne donnerons pas ici la description des funérailles de Henri IV ; la plupart de ces cérémonies se ressemblent. Il y a cependant dans ces grandes occasions des circonstances particulières qui peignent les mœurs.

Pendant la marche, le convoi fut tout-à-coup suspendu par une contestation de préséance élevée entre Henri de Gondi, évêque de Paris, et le grand-aumônier, d'une part, contre le Parlement. Il fallut, pour rétablir l'ordre, que le comte de Soissons accourût à la tête d'une compagnie de gardes, afin de maintenir les deux évêques dans le poste de préséance qui leur semblait dû, puisqu'il s'agissait de la sépulture, qui est une fonction ecclésiastique.

Ravaillac, qui avait été arrêté au moment même de la perpétration du crime, était évidemment un homme atteint d'une espèce de folie, comme la magistrature put le constater aussitôt par l'enquête et toutes les phases du procès. On trouva dans la poche du criminel un couteau à manche de corne de cerf, et un papier sur lequel étaient peintes les armes de France avec cette devise écrite de sa main :

Ne souffre pas qu'on fasse en ta présence,
Au nom de Dieu aucune irrévérence.

Ravaillac confessa la grandeur de son crime ; mais il

Digitized by Google

ajouta qu'il ne désespérait pas que Dieu, pour qui il l'avait commis, lui fît la grâce de pouvoir demeurer jusqu'à la mort, dans la foi, l'espérance et la charité, la miséricorde divine étant plus grande pour le sauver que son propre crime pour le damner.

Le Parlement rendit un arrêt qui le déclarait atteint et convaincu du crime de lèse-majesté humaine et divine au premier chef, « pour le très méchant parricide commis en la personne du feu roi Henri IV, de très bonne et très louable mémoire ; pour réparation duquel il le condamnait à être tenaillé aux mamelles, bras, cuisses et gras de jambes, sa main droite, tenant le couteau duquel il avait commis le parricide, brûlée par le soufre, et, sur les endroits où il aurait été tenaillé, jeté du plomb fondu, de l'huile bouillante, de la poix-résine brûlante, de la cire et du soufre fondus ensemble ; cela fait, son corps tiré à quatre chevaux, ses membres consumés au feu, et les cendres jetées au vent ; déclarait ses biens acquis et confisqués au roi ; ordonnait que la maison où il avait été né serait démolie, le propriétaire d'icelle préalablement indemnisé, sans que sur la place il pût être fait à l'avenir autre bâtiment, et que, dans quinzaine, son père et sa mère videraient le royaume, avec défense d'y revenir jamais, à peine d'être pendus et étranglés, sans autre forme ni figure de procès ; défendait à ses frères et sœurs, oncles et autres de porter ci-après le nom de Ravaillac, leur enjoignant de le changer en un autre. »

Avant l'exécution de cet arrêt, la justice ordonna de mettre le coupable à une sévère question, afin de savoir s'il avait des complices. Il demeura d'abord ferme et silencieux ; lorsqu'on lui enfonça le second coin, il s'écria

Digitized by Google

que personne n'avait connu son projet; au troisième, il tomba évanoui. Après l'avoir rappelé à lui, en lui donnant les aliments convenables à sa situation, on lui demanda de déclarer ses complices; il répéta qu'il ne cachait rien, qu'il se croirait exclu de la miséricorde divine s'il dissimulait la vérité, qu'il avait commis une énorme faute dont il se repentait, dont il demandait pardon à l'univers. Remis entre les mains des prêtres, il fit sa confession et les conjura, en présence du greffier, de la faire publier. Jamais il ne consentit à faire la moindre accusation contre un seul complice. Conduit sur un tombereau devant l'église de Notre-Dame pour y faire amende honorable, et ensuite sur la place de Grève au milieu des imprécations de tout le peuple, il persista toujours dans la même déclaration et confirma avec serment qu'il avait dit la vérité. Arrivé sur l'échafaud, il reçut l'absolution avec résignation. Quand sa main fut brûlée au feu de soufre, il laissa entendre à peine quelques cris de douleur, qu'il sut comprimer. Au moment où les chevaux allaient être lancés, touché des preuves réitérées d'attachement que le peuple donnait à son roi, Ravaillac dit : « Si » j'eusse pensé voir ce que je vois, et un peuple si affec- » tionné à son roi, je n'eusse jamais entrepris le coup » que j'ai fait, et je m'en repens de bon cœur ; mais je » m'étois fortement persuadé, vu ce que j'entendois dire, » que je ferois un sacrifice agréable au public, et que le » public m'en sauroit de l'obligation, tandis que je vois » au contraire que c'est lui qui fournit les chevaux pour » me déchirer. » Alors les planches qui soutenaient ce grand criminel tombèrent, les chevaux excités se mirent à tirer ; comme il y en eut un qui faiblit, un maquignon

Digitized by Google

prêta le sien pour le remplacer; l'exécuteur n'eut à brûler que la chemise du patient, car le peuple s'était rué sur les restes et en avait emporté les lambeaux.

D'après tous les monuments du procès, on voit que les juges acquirent la conviction que Ravaillac n'avait pas de complices: on se plut à lui en chercher; mais, dirons-nous avec Voltaire, les historiens peuvent-ils avoir une autre opinion que les juges sur un point si important et si discuté? Il y a de la démence à soupçonner la reine, sa femme, et la marquise de Verneuil, sa maîtresse, d'avoir eu part à ce crime. Comment deux rivales se seraient-elles réunies pour conduire la main de Ravaillac? Il n'est pas moins ridicule d'en accuser le duc d'Epernon. Les rumeurs populaires ne doivent pas être les monuments de l'histoire.

« Ces envoyés secrets de la mort, dit Châteaubriand, qui mettent la main sur les rois (14 mai 1610) surgissent soudainement et s'abîment dans les supplices; rien ne les précède, rien ne les suit: isolés de tous, ils ne sont suspendus en ce monde que par leur poignard; ils ont l'existence même et la propriété d'un glaive; on ne les entrevoit un moment qu'à la lueur du coup qu'ils frappent. »

Le Béarnais était ingrat et gascon, oubliant beaucoup et tenant peu. « Montez, dit la duchesse de Rohan, dans son ingénieuse satire apologétique, montez les degrés, entrez jusque dans son antichambre: vous voyez les gentilshommes qui disent: J'ai mis ma vie tant de fois pour son service, je l'ai tant de temps suivi, j'ai été blessé, j'ai été prisonnier; j'ai perdu mon fils, mon frère ou mon parent: au partir de là il ne me connaît plus; il me

Digitized by Google

rabroue, si je lui demande la moindre récompense. Ses effets parlent et disent en bon langage : Mes amis, offensez-moi, je vous aimerai ; servez-moi, je vous haïrai. Henri laissa mourir de faim le fidèle bourgeois qui avait favorisé sa fuite, lorsque lui Henri était prisonnier de Charles IX. A la mort de Henri III, Henri IV avait dit à Armand de Gontaut, baron de Biron : C'est à cette heure qu'il faut que vous mettiez la main droite à ma couronne ; venez-moi servir de père et d'ami contre ces gens qui n'aiment ni vous ni moi. Henri aurait dû garder la mémoire de ces paroles ; il aurait dû se souvenir que Charles de Gontaut, fils d'Armand, avait été son compagnon d'armes ; que la tête de celui qui avait mis la main droite à sa couronne avait été emportée d'un boulet de canon ; ce n'était pas au Béarnais à joindre la tête du fils à la tête du père. Le grand-maître des échafauds, Richelieu, désapprouvait celui de Biron comme inutile. Mais la bravoure de Henri IV, son esprit, ses mots heureux et quelquefois magnanimes, son talent oratoire, ses lettres pleines d'originalité, de vivacité et de feu ; ses malheurs, ses aventures, ses amours, le feront éternellement vivre ; sa fin tragique n'a pas peu contribué à sa renommée ; disparaître à propos de la vie est une condition de la gloire. Henri IV était encore un fort bon administrateur ; il montra son habileté à faire vivre en paix des hommes qui se détestaient, particulièrement ses ministres, hommes de capacité, mais antipathiques les uns aux autres et sortis des partis divers. »

La mémoire de Henri IV ne devint si populaire que quand un poète trop fameux eut chanté sa gloire : sous Louis XIII on parlait peu de lui ; tout le règne de

Digitized by Google

Louis XIV se tut sur ce monarque. Sa valeur a été grande assurément, mais beaucoup exagérée.

CHAPITRE II.

Louis XIII, âgé de 8 ans 1/2 (1610-1643).

§ Ier. — *Régence de Marie de Médicis (1610-1617).*

La mort d'un souverain est toujours un grave événement pour un empire, lorsqu'elle arrive sans qu'elle ait été prévue et que nulle mesure ait été prise pour le gouvernement; mais lorsqu'elle survient par un de ces crimes propres à exciter les passions populaires dans une nation encore divisée par les partis, l'Etat se trouve en grand péril. Telle était la situation de la France à la mort de Henri IV. Heureusement il s'était rencontré, au moment du crime, un homme énergique, convaincu que si l'assassinat d'un souverain est un grand malheur et un grand péril, il faut songer au salut d'un empire avant de verser des larmes sur un cercueil. D'Epernon, alors âgé de cinquante-six ans, ce mignon de Henri III, plein de fierté et surtout d'indépendance, presque l'ennemi de Henri IV, avait fait preuve d'une grande présence d'esprit, lorsque, couvrant de son manteau le cadavre inanimé du roi, il avait dit : « Il n'est que blessé », et l'avait reconduit au Louvre.

Digitized by Google

D'Epernon, colonel-général de l'infanterie, disposa ses hommes pour protéger l'ordre. Guise et Bassompierre parcoururent la ville à la tête de leurs chevau-légers. Lorsque l'ordre fut assuré, il fallut songer à donner une garantie légale à l'administration.

A peine informé de la nouvelle de la mort du roi, le Parlement s'assembla dans la salle des Augustins, parce qu'on faisait alors des préparatifs au palais pour les fêtes qui devaient être données après le sacre et le couronnement de la reine.

Le duc d'Epernon arriva sans porter le manteau, qui était un habillement de cérémonie et de paix; et, après avoir conféré quelques moments avec le président Séguier, mettant la main sur la garde de son épée : « Elle est encore dans le fourreau, dit-il d'un air menaçant; si la reine n'est pas déclarée régente avant que la cour se sépare, il faudra l'en tirer. Quelques-uns de vous demandent du temps pour délibérer : leur prudence n'est pas de saison; ce qui peut se faire aujourd'hui sans péril, ne se fera peut-être pas demain sans carnage. »

Le Parlement, à qui on proposait de nommer la régente du royaume, n'était pas disposé à refuser un pareil honneur; et comme le couvent était environné de gardes, qu'il fallait céder devant la force, il s'exécuta de bonne grâce. Il n'y avait d'ailleurs point d'exemple que le Parlement eût rendu un pareil arrêt. Mais une telle nouveauté devait infiniment rehausser cette grande magistrature et allait lui conférer un droit qu'elle ne s'était pas reconnu, celui de nommer un gouvernement pendant la minorité et les incapacités des rois. D'un pareil acte, il n'y avait qu'un pas pour conclure que le

Digitized by Google

Parlement était au-dessus du roi, que la souveraineté résidait en lui. Aussi ne contesta-t-il pas sur ce qui lui était proposé; il délibéra pour la forme, et déclara régente Marie de Médicis. Il n'y eut que trois heures entre cet arrêt et la mort du roi.

Ces actes d'une grande énergie et d'une promptitude au-dessus de tout éloge, exercés par deux hommes qui n'étaient rien dans le gouvernement (car d'Epernon et Guise n'y avaient aucune part), épouvantèrent Sully. Le duc d'Epernon, dont la conduite avait été si suspecte au moment de l'assassinat, lui que la voix publique accusait du crime, était le représentant de la politique espagnole et avait conservé un profond attachement pour les restes de la Ligue. Devenu l'homme de la reine-mère, l'ayant fait proclamer régente, on prévit qu'un grand changement allait bientôt paraître dans le gouvernement. Sully, à la nouvelle de l'assassinat du roi, étant monté à cheval pour se rendre au Louvre, reçut en chemin une foule d'avis qui l'engageaient à se défier de la reine. « Monsieur, où allez-vous? lui disait-on; aussi » bien c'en est fait. Je l'ai vu mort; et si vous entrez » dans le Louvre, vous n'en réchapperez pas, non plus » que lui. » — « Pensez à vous, disait un autre, car ce » coup si étrange aura de terribles suites. » Plus loin, Vitry, capitaine des gardes, lui dit : « Mais, monsieur, » où allez-vous avec tant de gens? L'on ne vous laissera » pas approcher du Louvre, ni entrer dedans, qu'avec » deux ou trois; et comme cela je ne le vous conseille » pas, et pour cause. »

Sully, épouvanté, recula et se rendait à l'arsenal, lorsqu'il rencontra Bassompierre à la tête de sa cavalerie :

Digitized by Google

il l'adjura de faire le serment de consacrer sa vie au service du roi : « C'est nous, répondit brusquement Bas-» sompierre, qui faisons faire ce serment aux autres, et » nous n'avons pas besoin qu'on nous y exhorte. » Persuadé par cette réponse qu'un nouveau gouvernement était organisé, Sully se sauva tout de suite à la Bastille, pour y conserver l'argent du roi dont il était responsable et pour se défendre, en cas de siége. Il avait donné l'ordre au duc de Rohan, son gendre, de faire rétrograder sur Paris l'armée qui se trouvait en Champagne; mais le lendemain, voyant que Paris demeurait tranquille, que l'autorité de la reine était reconnue par Sillery, Villeroi, Jeannin et Pontchartrain, qui l'entouraient et faisaient exécuter ses ordres avec autant de facilité que pendant la vie de Henri IV, il jugea qu'il devait se soumettre aussi. Il se rendit au Louvre avec une suite peu nombreuse, fut admis en présence de Marie de Médicis, qui pleura avec lui sur la mort de Henri IV. La reine lui ayant fait embrasser le petit roi : « Mon fils, dit-elle au » jeune monarque, c'est monsieur de Sully; il vous le » faut bien aimer, car c'est un des meilleurs et des plus » utiles serviteurs du roi votre père, et le prier qu'il » continue à vous servir de même. »

La reine, ainsi reconnue régente sans la moindre opposition, et maîtresse de la Bastille, cette citadelle de Paris, conduisit Louis XIII, âgé de huit ans et neuf mois, tenir, aux Augustins, ce qu'on appelait un lit de justice. Deux princes du sang, quatre pairs laïques et trois maréchaux de France étaient à la droite du roi sur les hauts siéges; à gauche, quatre cardinaux et quatre évêques; le Parlement était sur les bas siéges, selon

Digitized by Google

l'usage des lits de justice. Le chancelier prononça l'arrêt suivant : « Le roi, séant en son lit de justice, déclare la » reine, sa mère, régente en France, pour avoir soin de » l'éducation et nourriture de sa personne, et l'adminis- » tration des affaires pendant son bas âge. »

La reine-mère s'occupait cependant de satisfaire la basse cupidité du seul grand seigneur qui pouvait lui faire obstacle. Le comte de Soissons, prince du sang qui aurait pu réclamer la régence, étant revenu à Paris le 17 mai, à la tête de trois cents gentilshommes, se montra très froid et hautain; il repoussa ainsi de lui tout ce qui aurait pu soutenir ses vues ambitieuses. On lui donna le gouvernement de Normandie, deux cent mille écus comptant et cinquante mille écus de pension. Avec cela, il fut satisfait; il ne demanda pas même à entrer dans le conseil. Tout paraissait donc marcher avec une extrême facilité; mais il y avait dans le caractère de la régente des défauts capables d'amener des troubles sérieux.

Marie de Médicis, âgée de trente-sept ans à la mort du roi, était opiniâtre et hautaine; elle avait rallié autour d'elle les membres les plus ardents du parti catholique; sa première déclaration était de nature à rassurer sur ses vues politiques, car elle proclama qu'elle voulait suivre les traces de son mari; elle conserva, en effet, à la tête des affaires, le chancelier Sully, Jeannin, Villeroi et les quatre secrétaires d'Etat. Voici l'emploi du temps de la cour : à onze heures du matin, tenue du conseil, où pouvaient se trouver tous les grands; après le conseil, audience à toutes les personnes de toute condition qui avaient à parler à la régente; vers trois ou quatre heu-

Digitized by Google

res, réunion de toutes les dames de la cour; le soir, à sept heures, réunion des personnes qui étaient dans l'intimité de la reine : la princesse de Conti, sa mère, la duchesse de Guise, la maréchale de Castres, le duc de Guise et ses trois frères, Bellegarde, Créqui, Grammont, La Rochefoucault, Bassompierre, Saint-Luc, de Thermes, Schomberg, Rambouillet, d'Ornano et Richelieu (frère aîné du cardinal), tous « gens fort considérables pour » l'esprit et la condition, et qui, pendant la vie du roi, » avoient accoutumés d'y aller, et cela duroit jusques » sur les dix heures; après quoi elle se retiroit pour un » peu de temps dans son cabinet, et puis alloit souper. » Après que la reine avoit soupé, tous ses principaux of- » ficiers, qui s'y trouvoient ordinairement, se retiroient, » et la signora Concini, qui ne la voyoit guère qu'à son » lever, quand elle s'enfermoit l'après-dînée, et quand » elle se retiroit le soir, arrivoit et demeuroit assez sou- » vent une ou deux heures avec elle. Ce n'étoit pas pour » lui parler d'affaires d'Etat, car tant que la régence » dura, ni son mari ni elle ne s'en mêlèrent presque » point, mais seulement de leurs intérêts et de ceux de » leurs amis... Quant au signor Concini, il ne parloit à » la reine, ni même ne la voyoit qu'aux heures publi- » ques, où elle admettoit aussi tous les autres de sa mai- » son (1). »

Marie de Médicis, quoique ardente catholique, afin de montrer clairement son désir de gouverner indépendamment des partis, de les réunir tous et de s'élever au-dessus de tous, donna, le 22 mai, une déclaration pour

(1) Fontenay-Mareuil, tom. I, pag. 111.

Digitized by Google

confirmer l'édit de Nantes. Elle se plaisait à répéter : « Qu'on ne parle plus de huguenots ni de papistes; que « tous ne soient que bons Français. »

Elle rappela à la cour le duc de Bouillon, le priant de venir l'aider de ses conseils; elle écrivit même, et fit écrire par le jeune roi, à Duplessis-Mornay, pour lui témoigner de l'affection et de la confiance.

La première résolution que le conseil fut appelé à prendre, concernait l'armée réunie pour seconder les ducs de Brandebourg. Cette armée fut réduite à huit mille fantassins, quinze cents chevaux et de l'artillerie. C'était l'effectif promis à l'Union de Halle. Cette petite armée, conduite par Claude de La Châtre, maréchal de la Ligue, côtoya la Lorraine et le pays de Sarrebruck, et rejoignit devant Juliers l'armée des princes de Brandebourg et de Neubourg. La ville et le duché furent bientôt soumis, et on remit aux tribunaux la question de droit.

Les commencements de la régence se présentaient sous les plus heureux auspices. Un prince se préparait à troubler l'harmonie, et il fut tout d'abord désarmé. Condé, premier prince du sang, réfugié en Italie, lorsqu'il apprit la mort du roi, reçut la visite du comte de Fuentès, gouverneur de Milan, « qui employa toute la force de » son esprit et tous les artifices dont il fut capable pour » piquer son ambition, et lui ouvrit un chemin facile à » la royauté, par les secours puissants qu'il lui promit de » la part du roi d'Espagne, son maître. En même temps » l'ambassadeur d'Espagne, qui était à Rouen, fut chargé » de pénétrer les sentiments de Paul V sur cette propo- » sition (1). »

(1) Mar. d'Estrées.

Digitized by Google

Condé repoussa ces offres, qui lui furent renouvelées à Bruxelles, où il rencontra plusieurs Français qui cherchèrent à capter son esprit et à le pousser à réclamer la régence. Le ministère le prévenait d'un autre côté, lui offrait de l'argent et l'invitait à venir prendre part aux affaires, invitation à laquelle il daigna se rendre. Son entrée à Paris fut triomphale; Bouillon, Sully, le duc d'Epernon et tous les princes lorrains avaient été à sa rencontre jusqu'à Senlis; quinze cents gentilshommes de la première noblesse formaient son escorte. Il fut gracieusement reçu de la reine, eut un entretien particulier avec elle, et obtint l'hôtel de Gondi et trente mille écus pour le meubler. Le prince, étonné d'une si grande prévenance, et craignant en outre quelque piége caché sous les fleurs, se mit sur ses gardes pendant quelques jours. Il comprit bientôt qu'il n'avait rien à craindre, et vit encore mieux que toute tentative pour réclamer la régence viendrait échouer contre l'appui que la reine s'était acquis par l'arrêt du Parlement et le désir universel du repos public.

Aucune question sérieuse n'avait encore été débattue. Le secours envoyé en Allemagne n'était que temporaire, pour l'exécution d'un engagement du dernier roi, mais il n'impliquait aucun engagement pour l'avenir. La politique extérieure était donc entièrement libre. Elle fut bientôt posée dans le conseil. Il n'y avait que deux partis à prendre : s'allier à la maison d'Autriche ou la combattre, car tout système de neutralité laissait à l'Autriche la latitude de soumettre peu à peu les voisins de la France et d'enfermer enfin ce beau royaume dans un cercle de fer.

Digitized by Google

Une bonne alliance avec l'Autriche pouvait amener d'heureux résultats pour les deux nations. Par la paix, le commerce pouvait grandir.... La France pouvait, par l'alliance avec l'Espagne, détruire le germe des dissensions intérieures, et fonder des colonies comme ce puissant Etat et l'Angleterre. L'abaissement de la maison d'Autriche conduisait à la guerre et entraînait probablement avec elle l'anarchie, car les partis étaient toujours vivaces; le parti de la guerre était incontestablement le plus mauvais au début d'un nouveau règne, lorsque l'Etat avait à sa tête une femme et un enfant.

Le parti de l'alliance avec la maison d'Espagne comptait dans ses rangs les hommes les plus réfléchis du conseil: le duc d'Epernon, le cardinal de Joyeuse, Villeroi, Jeannin et Sillery. Le comte de Soissons partageait cette opinion plus par antipathie pour son neveu, le prince de Condé, que par conviction. Sully, qui était certainement un des auteurs des grands projets de Henri IV, les gardait avec toute l'affection d'un père, pensant que si l'on ne pouvait arriver à diviser l'Europe en quinze grands gouvernements, il était facile, en soutenant vigoureusement les prétentions de la Hollande, de la Suisse, de Venise et de la Savoie, d'arriver à grouper autour de la France tous ces peuples, et d'en former un faisceau redoutable, capable de contrebalancer la puissance de l'Autriche. Ce système politique était beau, mais il était impraticable sous une régence. Il ne rencontra guère pour partisans que les brouillons et les mécontents. Le prince de Condé l'adoptait sans trop de réflexion; les ducs de Bouillon et de Rohan, les plus fortes têtes des huguenots, pensaient y trouver l'indépendance

Digitized by Google

et peut-être une espèce de république fédérative rêvée par plusieurs grands seigneurs; les quatre fils du Balafré, le duc de Guise, le prince de Joinville, l'archevêque de Reims et le chevalier de Guise s'y rattachèrent par la suite, parce qu'ils avaient été blessés par le comte de Soissons.

Les deux systèmes furent forcément mis en avant, par suite des demandes des ambassadeurs étrangers envoyés à la reine pour lui faire des compliments de condoléance. Le duc de Féria se présenta au nom du roi d'Espagne, mit ses forces à la disposition de la reine régente contre tous ceux qui voudraient troubler son gouvernement, demanda la fille aînée de Henri IV pour l'héritier de la couronne d'Espagne, et offrit la fille de Philippe III pour Louis XIII. Le duc de Savoie, de son côté, réclama l'exécution des promesses de Henri IV, et demanda qu'Elisabeth de France fût donnée au prince de Piémont. Ces demandes contradictoires, agitées dans le conseil, ne purent recevoir de solution. Heureusement, rien ne transpira au dehors.

Une question d'étiquette ranima les factions, à l'occasion du sacre du roi, qui eut lieu à Reims, le 17 octobre. Les princes de Condé et de Conti, le comte de Soissons, les ducs d'Epernon et d'Elbœuf remplirent les fonctions des anciens pairs laïques; Bouillon et Sully ne parurent pas, comme protestants. La reine rassura les huguenots contre le serment du roi, à son sacre, « de » faire tout son possible, en bonne foi, pour chasser » de sa juridiction et terres de sa sujétion tous héréti- » ques dénoncés par l'Eglise. » Elle confirma l'édit de Nantes.

Digitized by Google

Le duc de Guise refusa d'aller à Reims, parce qu'on avait donné le pas sur lui au duc de Nevers; plusieurs grands seigneurs furent fort mécontents de la place qu'on leur assignait. Il en résultait des luttes; car chaque grand seigneur avait toujours à sa suite un bon nombre de gentilshommes armés, prêts à mettre l'épée à la main. Il y avait eu du sang répandu aux noces du duc de Guise, qui avait épousé madame de Montpensier, la plus riche héritière du royaume. Le cardinal de Joyeuse voulait avoir le pas sur tous les princes du sang : Condé ne voulut pas céder. Concini et Bellegarde se provoquèrent à un combat singulier que la reine parvint à empêcher en les mettant tous les deux aux arrêts.

Nous avons déjà dit quelques mots de Concini; ce personnage va jouer un rôle assez important pour que nous ayons besoin de le caractériser ici. Marie de Médicis avait amené avec elle une sœur de lait, Leonora Galigaï, qui parvint à exercer sur elle un empire absolu. Galigaï, adroite, insinuante, cachait sous des dehors chétifs une intelligence profonde. Jamais on n'eût dit, en voyant sa petite taille, son visage pâle et maigre, et son état presque continuel de maladie, que là se trouvait cachée une âme énergique. Il lui avait fallu une grande habileté, pendant la vie de Henri IV, pour se maintenir à la cour, malgré toutes les intrigues et malgré les ordres impérieux du roi; elle avait su, sans perdre de son pouvoir, entretenir la brouillerie dans le royal ménage, rallier la cause de la France à celle de l'Espagne; et tout cela en dirigeant la reine, en lui montrant les piéges où elle aurait pu tomber, et en l'amusant par un récit animé et spirituel de tous les contes qui défrayaient la cour. Et

Digitized by Google

ce qui est peut-être plus extraordinaire encore que cette haute capacité, c'est qu'elle savait si bien masquer sa puissance absolue, qu'elle était constamment dans l'ombre et qu'on ne la jugeait pas ce qu'elle était. On ne doit point oublier que Galigaï décela le génie de Richelieu et qu'elle commença sa fortune. Concini, jeune florentin, bien fait, aimable, spirituel, attaché à la suite de la reine, soit qu'il eût voulu profiter de la haute influence de Galigaï, soit qu'il eût décelé sous l'enveloppe repoussante de cette dame d'honneur de la reine tout ce qui y était caché, sut s'en faire aimer et l'épousa.

A peine Henri IV avait-il expiré sous le couteau de l'assassin, que l'Italienne, si habile à maîtriser *l'esprit faible de la reine de tout l'ascendant d'une âme forte*, s'empara absolument de la régente et sut pousser son mari aux plus hautes dignités, peut-être moins pour avoir de la fortune que pour être en position de gouverner despotiquement au nom de la reine. En quatre mois Concini fut l'égal des plus grands seigneurs, par ses biens, ses titres, ses emplois et ses dignités. Marie de Médicis le fit premier gentilhomme de la chambre, et lui donna les gouvernements de Montdidier, de Roye et de Péronne, puis enfin le gouvernement de Normandie, le plus important du royaume. Concini acheta le marquisat d'Ancre, dont il prit le titre. Il exerça les fonctions de premier ministre, quoiqu'il fût étranger et qu'il ne connût pas les lois et les usages du royaume; enfin il se fit élever à la dignité de maréchal de France, quoiqu'il n'eût jamais paru sur un champ de bataille.

De pareilles faveurs excitant les plus vifs murmures, Concini employa, pour les apaiser, un moyen détestable,

Digitized by Google

mais parfaitement adapté au caractère de la noblesse de cette époque; il ouvrit les trésors publics de l'Etat, espérant qu'ils suffiraient pour satisfaire la convoitise et imposer silence à l'orgueil des grands. Les princes du sang, les ducs et pairs, les barons les plus fortunés, les comtes les plus fiers vinrent prendre part à la curée et s'humilièrent devant un homme qu'ils jalousaient plus encore qu'ils ne le détestaient.

Sully, qui avait été conservé à la tête des finances, essaya vainement d'arrêter le gaspillage et de s'opposer aux demandes que tous les grands seigneurs faisaient de nouvelles pensions. Le comte de Soissons sollicitait les capitaineries de Rouen et de Caen, et l'impôt sur les toiles, qu'il avait déjà demandé à Henri IV; Guise, la suppression des divers impôts que le fisc percevait en Provence; Nevers, la propriété des gabelles du Rethelois; Bouillon, la propriété de toutes les aides, tailles et gabelles dans son comté de Turenne; et tous ceux-là, joints à Condé, Mayenne, Aiguillon, Joinville, d'Epernon, et tous les officiers de la couronne, réclamaient l'augmentation de leurs pensions et des gratifications en argent comptant pour payer leurs dettes.

Sully ayant repoussé toutes ces demandes avec aigreur, et s'étant fâché contre tous les solliciteurs, de quelque rang qu'ils fussent, ils se réunirent pour l'évincer. La régente lui redemanda (26 janvier 1611) le gouvernement de la Bastille, qu'elle voulut conserver pour elle. Elle remit l'administration des finances au président Jeannin, assisté par de Thou et le marquis de Châteauneuf; elle accorda un don de cent mille écus à Sully. Il avait payé deux cent millions de dettes avec trente-cinq

Digitized by Google

millions de revenu, et il laissa trente millions à la Bastille. On ne se serait pas imaginé que ce rigide et orgueilleux protestant, ce ministre sévère renvoyé de la cour, vivant dans ses terres comme le dernier des barons de France, dût écrire sur l'ancienne cour des mémoires aussi orduriers que ceux de Brantôme. Voilà cependant quelles furent les occupations du ministre le plus fameux de Henri IV, de ce Sully dont le protestantisme a tant vanté et la capacité et la vertu.

Sully avait été à la cour le représentant du protestantisme, quoiqu'au fond il fût sans religion, et qu'il s'inquiétât beaucoup plus de la conservation de l'autorité royale que de l'Eglise : « Vous jugerez, disait Duplessis, » de M. de Sully et autres... Ces gens ne pensent à nous » que quand ils n'en peuvent plus ; et cependant ils au» ront tout fait et y voudront régner. » Le représentant officiel des huguenots allait être le duc de Bouillon, l'homme le plus puissant de la réforme, le plus zélé pour la nouvelle religion. Cependant son zèle avait un but spécial, purement politique : c'était de grandir son parti, afin de s'élever par lui aux premières charges de l'Etat ; car la reine avait besoin d'un modérateur des protestants, si elle voulait conserver la paix. Depuis qu'il avait été disgracié, Sully montrait un zèle religieux jusqu'alors inconnu en lui ; il soufflait les passions et semblait préparer la révolte dans l'assemblée des ministres, tenue à Châtellerault.

Depuis l'édit de Nantes, la réforme élisait des députés pour se réunir à des époques fixes et avec l'agrément du roi. Ces assemblées représentatives des huguenots avaient deux buts : 1° nommer deux réformés chargés de suivre

Digitized by Google

constamment la cour, afin de veiller à ce qu'il ne fût porté aucune atteinte aux garanties accordées à la réforme; 2° rédiger des cahiers de doléances sur les intérêts religieux et matériels de la secte. Les Etats protestants, comme toutes les assemblées délibérantes, devinrent envahisseurs et ne voulurent se séparer que lorsque les doléances de leurs cahiers auraient été changées en lois : c'était la permanence qui se montrait. Ces concessions, faites au protestantisme, lui accordaient des priviléges dont le catholicisme avait tout droit de se plaindre, car ses conciles étaient gênés.

Bouillon, devenu jaloux de Sully, obtint le changement du lieu de l'assemblée et la fit transférer de Châtellerault à Saumur, parce que la première ville était trop sous la dépendance du fameux ministre, tandis que la seconde était du gouvernement de Duplessis-Mornay, qui cependant avait émis des principes révolutionnaires. Ce célèbre protestant déclara que les Etats devaient obéissance au roi en état de gouverner, mais que, dans le cas de minorité du roi, les Etats devaient se rendre majeurs, principe anarchique qui tend à détruire toute espèce d'ordre et d'autorité. Duplessis ayant été élu président de l'assemblée à une immense majorité, Bouillon en conçut un grand dépit, qu'il fit retomber principalement sur Sully, qui chercha à le ruiner dans l'opinion et le représenta comme un homme dépourvu de toute autorité auprès du gouvernement. Sully, bien plus grand aux yeux des réformés depuis sa disgrâce, attira à lui les hommes les plus influents du parti. Duplessis, épouvanté de cette division, tenta de réunir les esprits et amena Bouillon et Sully à s'embrasser. Les paroles de Bouillon, loin

Digitized by Google

d'être des signes d'une sincère réconciliation, jetaient à peine un voile sur le passé et un oubli des anciennes antipathies; elles donnaient, au contraire, à entendre que ses convictions et ses prétentions étaient toujours les mêmes. Il n'y avait donc pas de réconciliation réelle.

Les cahiers de doléances des protestants contenaient quarante-sept articles, qui, la plupart, avaient pour objet des droits violés ou de nouveaux priviléges sollicités. Parmi les demandes que faisait l'assemblée, était celle de nommer directement les deux députés généraux chargés de suivre la cour, qui jusqu'alors avaient été choisis sur une liste donnée par l'assemblée. Avant même que la demande fût agréée, l'assemblée voulait la convertir en fait et ne nommer que deux commissaires que la cour serait obligée d'accepter. Les commissaires du roi maintinrent les droits de la couronne et les firent prévaloir, malgré la hauteur de certains ministres. Richelieu blâma fortement le chancelier de ne pas avoir châtié le ministre Chamier, qui avait déclaré publiquement que, si l'on n'accordait pas les demandes sollicitées, il fallait les prendre : « Ce que le chancelier souffrit avec autant de » bassesse que ce mauvais François le dit avec une im» pudence insupportable. » Il loue cependant Bullion, commissaire du roi, d'avoir su « profiter des envies et ja» lousies qui étoient entre les huguenots, unis seulement » au dessein de mal faire, pour porter les plus mauvais » aux intérêts publics, par les leurs particuliers. Ainsi » de plusieurs demandes que faisoit l'assemblée, préju» diciables à l'Eglise et à l'Etat, ils n'en obtinrent au» cune de considération, autre ce dont ils jouissoient du » temps du feu roi. »

Digitized by Google

La reine venait, quelque temps auparavant, de donner à la réforme une preuve de haute protection. Le duc de Savoie ayant préparé un armement considérable pour soumettre Genève, la ville sainte du calvinisme, les protestants de France s'agitèrent et voulurent prendre les armes, sous le prétexte d'aller défendre cette ville. La reine défendit ces mouvements tumultueux, et, pour en ôter la cause, elle se chargea de protéger Genève, en envoyant Barrault et ensuite La Varenne déclarer au duc de Savoie qu'elle regarderait comme une déclaration de guerre toute attaque faite contre cette ville ou le pays de Vaud. La Varenne ne quitta la Savoie que lorsque les troupes sardes furent licenciées.

La cour fit, vers cette époque, une perte importante dans la personne du duc de Mayenne, qui était un homme d'ordre et dominait ses neveux. Depuis sa réconciliation avec le roi, il avait infiniment fait pour la paix publique. Il n'était jamais entré bien avant dans la Ligue et dans les projets de son frère; on dit qu'il avait plus de bon sens que le Balafré, et plus de cet esprit commun qui convient souvent mieux aux affaires que le génie.

Après la mort du duc de Mayenne, les Guise se livrèrent à toute l'impétuosité de leur caractère; le chevalier de Guise avait toujours l'épée à la main, se chargeait de punir ou plutôt d'assassiner tous ceux qui n'étaient pas de son parti. Le lendemain d'un festin où la plus franche gaîté et l'affection la plus intime avait paru régner entre lui et le marquis de Cœuvres, l'allié du comte de Soissons, de Conti et du maréchal d'Ancre, il le rencontre, l'invite à descendre pour se promener ensemble, met aussitôt l'épée à la main et lui déclare qu'il

Digitized by Google

faut mourir. Cœuvres échappe en se sauvant dans un corridor qui facilite sa fuite.

Les Guise étant soutenus par le ministère et paraissant devoir bientôt acquérir la haute prépondérance de l'ancienne maison de Lorraine, le marquis de Cœuvres, pour se venger du chevalier, employa toute son activité afin de réunir en un faisceau tous les princes du sang et en former une digue puissante contre ce qu'il nommait la queue de la Ligue, et parvint à réconcilier le prince de Condé avec Soissons et Conti.

Le comte de Soissons, devenu plus audacieux par cette réconciliation, menaça de faire périr le chancelier sous le bâton. Epouvantée de telles menaces, la reine-mère se lia plus fortement avec Guise, rappela le duc d'Epernon, et, pour ne point effaroucher les protestants, elle essaya de s'attacher Lesdiguières, leur plus grand capitaine, en lui donnant l'espérance que bientôt elle ferait vérifier les lettres de duché-pairie que lui avait accordées Henri IV.

Les ministres, pensant que l'alliance des princes du sang exigeait un appui au dehors, proposèrent de consommer l'alliance de la France avec l'Espagne. On arrêta le double mariage d'Elisabeth de France avec l'héritier de la couronne d'Espagne, et de Louis XIII avec l'une des filles de Philippe III, projet auquel les princes du sang ne s'opposèrent pas. Le 30 avril, deux traités furent conclus : par le premier, les deux mariages furent définitivement arrêtés; par l'autre, « les deux monar-» ques se promettoient mutuellement qu'ils se secour-» roient contre ceux qui entreprendroient quelque chose » contre eux et leurs Etats, de même que contre ceux qui

Digitized by Google

» se révolteroient contre leur autorité; qu'ils s'enver-
» roient dans ce cas, à leurs dépens, pendant six mois,
» un corps de six mille hommes de pied et de douze
» cents hommes de cavalerie; qu'ils n'assisteroient au-
» cun de ceux qui seroient criminels de lèse-majesté à
» l'égard de l'un des deux rois; que même ils les remet-
» troient entre les mains des ambassadeurs du roi qui les
» réclameroit (1). »

La reine s'était persuadé qu'en éloignant toute chance de guerre extérieure, elle arriverait plus facilement à dominer les partis; et la seule annonce du traité produisit au dehors une explosion terrible. Les princes protestants d'Allemagne, la Hollande, la Savoie, se croyaient sacrifiés à l'Espagne. La plupart des protestants français partagèrent la même opinion. Cependant Bouillon flatta la reine, dans l'espérance de devenir ministre, si le ministère était renversé. Bientôt les princes réunirent toutes leurs forces pour écraser enfin un ministère qui compromettait ainsi la France, et entraînèrent Bouillon, qui était toujours soutenu par le marquis d'Ancre. Un orage terrible était près d'éclater; les fêtes du mariage l'arrêtèrent un moment.

Au jour marqué, le grand chambellan alla à l'hôtel de l'ambassade d'Espagne et conduisit l'ambassadeur de cette puissance au Louvre, où était rangée toute la cour, qui venait de quitter le deuil. Le chancelier prit la parole et proclama, en présence du prince de Conti, le seul prince du sang, des ducs, pairs de France et de tous les grands de la couronne réunis, la volonté du roi sur l'ac-

(1) *Traités de paix*, tom. III, pag. 96, 99.

Digitized by Google

cord des deux mariages. L'ambassadeur d'Espagne fit la même déclaration, et il fut résolu que deux plénipotentiaires partiraient en même temps, l'un de Paris pour la capitale d'Espagne, et l'autre de Madrid pour la capitale de France, pour faire la demande officielle des deux princesses et régler les contrats de mariage. De grandes fêtes furent aussitôt commandées. La reine prescrivit au duc de Guise, au duc de Nevers et au comte de Bassompierre d'être *les tenants* d'un divertissement en forme de carrousel ou tournoi, mais seulement pour courir la quintaine et la bague, sans combat d'homme à homme, dont la lice serait sur la place Royale, construite depuis peu par Henri IV, « s'en rapportant à ces trois seigneurs » pour surpasser tout ce que pourroient faire les Espa- » gnols à Madrid. » Voici le plan de cette grande fête, rédigé par les *tenants*. Ils s'intitulaient *chevaliers de la gloire*, gardant *le temple de la Fidélité*, et prêts au combat contre quiconque se présenterait pour y pénétrer. Leur défi était signé : *Alcindor*, *Léontide*, *Alphée*, *Lysandre*, *Argant;* le lieu indiqué, *à la place Royale de l'abrégé du monde*, et le jour, *au* 25 *du mois portant le nom du dieu qui les inspire*. L'annonce de cette fête fit tressaillir de joie tout Paris. Chaque jour on voyait la foule désœuvrée courir sur le lieu du spectacle, pour voir les travaux des préparatifs, et cette multitude d'estrades disposées pour réunir ce que la France contenait de plus illustres seigneurs. Au milieu de la place fut bâti un palais magnifique, chargé de *colonnes dorées, surmontées de gentilles devises*. Autour se trouvait le camp où se tenaient les défenseurs du palais, avec leurs hommes d'armes.

Digitized by Google

Jamais spectacle plus admirable ne s'était présenté aux grands jeux de l'antique Grèce. Non-seulement les estrades, les fenêtres, les toits étaient chargés des hommes de distinction et des enfants du peuple; les rues adjacentes présentaient au loin une masse impénétrable. Enfin commença le spectacle si impatiemment attendu. La seule entrée des tenants présentait un équipage d'environ cinq cents hommes, archers, trompettes, hérauts, estafiers, musiciens, pages, esclaves, écuyers, de deux cents chevaux avec un chariot d'armes, monté de machines et personnages, un rocher roulant chargé de musique, et un char triomphal d'où plusieurs divinités débitaient des vers.

La vue des assaillants offrait quelque chose d'aussi magnifique. Tout ce que la France avait de plus noble, de plus riche, de plus beau et de plus illustre à la guerre s'était formé en groupes de chevaliers, qui tous avaient leur devise, leur poésie et les noms les plus fameux dans les annales du genre humain. On vit d'abord les chevaliers du Soleil, conduits par le prince de Conti, sous le nom d'Aristie, qui se fit annoncer en langue espagnole; puis les chevaliers du Lis, enrôlés sous la bannière du duc de Vendôme; les ducs Amadis, représentés par les comtes d'Agen et le baron d'Uxelles; Henri de Montmorency, fils du connétable, seul, s'appelait le Persée Français; les chevaliers de la Fidélité, ayant à leur tête le duc de Retz; le duc de Longueville, seul également, et s'intitulant chevalier du Phénix; les quatre vents, réduits à trois, parce que l'un d'eux, le sieur de Balagny, venait d'être tué en duel; ensuite, sous le nom et l'habit des nymphes de Diane, quatre seigneurs qui

Digitized by Google

furent depuis maréchaux de France, et le marquis de Rosny; deux chevaliers de l'Univers; enfin neuf illustres Romains. Qu'on se représente cette multitude, revêtue de costumes richement bizarres, paraissant avec des poses diverses, luttant corps à corps, ou posant seulement comme des poètes chargés de débiter leurs vers au milieu des places publiques, dans les eaux d'une fontaine; qu'on s'imagine cent mille spectateurs assistant à ces passe-d'armes, et on se fera à peine une faible idée de « ces belles journées, qui n'eurent pas, à proprement parler, de nuits entre elles. » On les consigna dans un magnifique volume in-quarto, en tête duquel se trouvaient, en regard, les portraits de Louis XIII et d'Anne d'Autriche.

Ces fêtes brillantes ayant un instant suspendu les rivalités, les Guise et d'Epernon triomphaient; Concini, toujours attaché aux opposants, quoique le favori de la reine, irrité d'être dans une sorte de disgrâce, se réunit aux princes et au duc de Bouillon pour écraser le ministère. Ils avaient pour principal agent un vieillard actif et très adroit, le lieutenant du roi en Bourgogne, le baron de Luz, que le chevalier de Guise se chargea de tuer pour se débarrasser d'un obstacle. Le baron de Luz s'étant vanté d'avoir connu le projet d'assassinat sur la personne du Balafré, le chevalier de Guise prétexta ce propos pour l'attaquer; et, l'ayant rencontré au milieu de la rue Saint-Honoré, lui cria de mettre l'épée à la main, se précipita sur lui et le tua. La reine, profondément affligée d'une mort qui la privait d'un vieux serviteur, résolut de se séparer d'un parti qui procédait par de pareilles voies.

Digitized by Google

Le prince de Condé, se croyant maître de la situation, laissa paraître l'avidité la plus indécente, et exigea le gouvernement de Bordeaux et le château des Trompettes. Au lieu de trouver la générosité qu'elle avait espérée, la reine, ne voyant dans les princes que d'avides solliciteurs, demanda conseil à ses vieux ministres, qui l'engagèrent à rappeler les Guise. Elle apprit de Bassompierre que, par un changement subit, le duc de Guise s'était réconcilié avec Condé, et qu'ils se proposaient de livrer un assaut en règle au ministère. Pour les diviser, Marie de Médicis dit à Bassompierre d'accorder au duc de Guise ce qu'il demanderait. La reine manda aussi le duc d'Epernon, qui répondit aussitôt à son appel. Les Guise, gagnés à leur tour, vendirent leur concours et exigèrent le rappel à la cour du chevalier exilé depuis la mort du baron de Luz; tout fut accordé.

Le jeune de Luz, profondément affligé de voir l'assassin de son père comblé de faveurs, et ne pouvant demander vengeance aux tribunaux, en appela à son épée. Nous citons le cartel qu'il adressa au chevalier, comme un modèle de la courtoisie alors en usage : « Monsei-
» gneur, lui disait-il, nul ne peut être plus fidèle témoin
» du sujet de ma douleur que vous; c'est pourquoi,
» monseigneur, je vous supplie très humblement de par-
» donner à mon ressentiment; je vous convie, par ce
» billet, de me faire tant d'honneur que je me puisse
» voir l'épée à la main avec vous, pour tirer raison de
» la mort de mon père. L'estime que je vous fais de
» votre courage, me fait espérer que vous ne mettrez en

Digitized by Google

» avant votre qualité pour éviter ce à quoi votre honneur » vous oblige (1). »

Le jeune de Luz ayant été tué dans ce duel, la reine récompensa le chevalier de Guise d'un combat criminel, où les armes n'étaient pas égales, en lui donnant le gouvernement de Provence.

Pour affaiblir l'influence du ministère, des Guise et de d'Epernon, auxquels la reine s'attachait de plus en plus, les princes avaient compté sur la haute faveur de Concini. Ce favori avait échoué; Galigaï, sa femme, paraissait perdre de sa faveur auprès de la reine; il est même probable que si les princes fussent restés plus longtemps à Paris, Concini eût perdu tout crédit; mais les princes s'étant retirés dans leurs gouvernements, Concini demeura à Paris et parvint, à l'aide du marquis de Cœuvres, à se réconcilier avec le ministère, et obtint de Villeroi la promesse d'unir leurs familles par un mariage. Le ministère semblait donc plus fort que jamais; les mécontents avaient quitté Paris et abandonnaient le terrain à leurs adversaires.

Ses ennemis recoururent alors à une arme infâme, au libelle et à la calomnie. On employait tous les moyens, les feuilles volantes, les livres, les almanachs injurieux (un faiseur d'almanachs fut condamné aux galères, pour avoir prédit la guerre qui devait éclater en 1614). La reine dit en plein conseil, avec l'accent de la plus profonde douleur, « que quelques-uns faisoient courir le » bruit en Bretagne qu'elle vouloit faire empoisonner le

(1) Fontenay-Mareuil.

Digitized by Google

» roi, pour avoir continuellement et à toujours la ré-
» gence; que c'étoit chose horrible que de lui imputer
» pareille calomnie, jurant qu'elle éliroit plutôt la mort
» que la continuation d'un si pesant fardeau; elle dit de
» plus qu'elle savoit tous les mauvais bruits qu'on faisoit
» courir contre elle-même, contre sa réputation, et que
» ce n'étoit pas la première fois qu'on avoit dit que le
» marquis d'Ancre la *servoit*, et que, quand les factieux
» n'en peuvent plus, ils publient divers discours et con-
» tre sa personne et contre le gouvernement de l'État. »

La grande conspiration éclata enfin en 1614. Sans qu'il eût été fait aucune offense aux princes, ils avaient quitté subitement la cour et étaient allés se renfermer dans les provinces placées plus directement sous leur influence. Le duc de Nevers s'était rendu dans son gouvernement de Normandie; le prince de Condé était parti pour Châteauroux; le duc de Mayenne, pour Soissons; le duc de Longueville, pour la Picardie : tous s'étaient fait suivre par les gentilshommes de leurs maisons. Le duc de Bouillon, qui était resté quelques jours pour les excuser, demanda au roi la permission d'aller les ramener à la cour; il partit et ne revint pas. Le duc de Vendôme ayant manifesté le désir de les suivre, fut arrêté et renfermé à la Bastille, d'où il réussit bientôt à s'échapper. La reine, redoutant l'effet d'une pareille fuite, se hâta d'écrire aux parlements et aux gouverneurs des différentes provinces, et publia les faveurs qu'elle avait accordées aux mécontents, qui, de leur côté, ne s'étaient pas abandonnés. Pour gagner l'opinion publique, ils publièrent à Mézières, leur quartier-général, un manifeste signé par le prince de Condé, pour se plaindre du mauvais

Digitized by Google

gouvernement des conseillers qui entouraient la régente.

Ils faisaient une longue énumération de ce qu'ils regardaient comme des désordres épouvantables dans l'Etat : le mariage du roi et de sa sœur, conclu avant l'âge fixé par la loi de Dieu et sans que tous les ordres du royaume l'eussent approuvé; les parlements empêchés dans le libre exercice de leurs charges, les gouvernements confiés à des personnes incapables, les ecclésiastiques divisés par de vaines disputes, l'autorité des prélats violée, les emplois donnés par faveur et par argent, les ambassadeurs choisis de même et chargés d'instructions secrètes, les alliances politiques négligées, les traités avec le duc de Savoie rompus sans mûre délibération, les réformés excités à la révolte par des inquiétudes et des divisions; les places fortes appartenant au roi, rachetées de ses deniers; les dons immenses prodigués à personnes indignes, les principales dignités distribuées entre un petit nombre (1).

Ce long manifeste était terminé par la demande d'une convocation des Etats-Généraux dans trois mois au plus tard, avec engagement, dans le cas où la reine satisferait à cette juste demande, de ne point prendre les armes, à condition cependant que le projet du mariage du roi serait, sinon rompu, du moins suspendu jusqu'à ce que la nation eût manifesté sa volonté. Le prince de Conti, se croyant encore au moyen âge, pensa pouvoir porter un défi à sa souveraine.

Villeroi, qui avait été ministre sous Charles IX, Henri III et Henri IV, instruit par une profonde expérience

(1) Bazin, *Histoire de Louis XIII*, tom. I.

Digitized by Google

de la manière dont il fallait traiter les rebelles, dit que la perte de Henri III avait eu pour cause la faiblesse qu'il avait montrée à l'origine de la Ligue; il conseilla d'agir avec une extrême vigueur contre la Ligue nouvelle, *tandis qu'elle était plus armée de mauvaise volonté que de gens de guerre.*

La reine se mit en route le 5 juillet, avec le jeune roi, pour marcher contre les mécontents. « On avoit fait cou- » rir le bruit, dans les provinces, que le roi étoit fort va- » létudinaire et d'une complexion délicate; qu'il avoit » toujours besoin de remèdes, que c'étoit à cause de cela » même qu'il ne pouvoit s'éloigner de Paris, et que, sui- » vant toutes les apparences, il ne vivroit pas longtemps. » Aussi lorsque les peuples virent le roi traverser les » villes à cheval et en pleine santé, ils en eurent une » joie inexprimable et reprirent confiance dans le gou- » vernement (1). »

La présence du roi ralliait si bien les populations autour de sa personne, engageait si heureusement les villes à lui ouvrir leurs portes, que Condé se vit bientôt obligé de venir à la rencontre de son souverain.

Les mécontents accouraient à Poitiers faire leur cour; le duc de Vendôme s'y rendit lui-même. Au lieu de poursuivre avec vigueur ses ennemis et de les contraindre à se soumettre sans condition, la reine-mère consentit à négocier avec eux à Sainte-Ménehould et leur fit les plus grandes concessions. Le prince de Condé obtint Amboise et 450,000 livres; Mayenne 300,000 livres; Longueville 100,000 livres de pension, et le tout

(1) Pontchartrain, pag. 49.

Digitized by Google

au nom du *bien public*. La reine promit de plus de convoquer les Etats-Généraux.

Les populations longtemps tourmentées « supplièrent » Sa Majesté de ne point comprendre, dans l'abolition » de leurs crimes qu'on donnoit aux rebelles, ceux qui » avoient fait racheter les femmes aux maris, les filles et » les enfants aux pères et mères, les champs ensemencés » aux propriétaires, et ceux qui, pour extorquer de l'ar- » gent avoient donné la gêne ordinaire et extraordinaire, » et pendu ou autrement fait mourir les hommes, ou les » avoient rançonnés, pour ne pas brûler les maisons ou » mettre le feu à leurs titres et renseignements (1). »

Les mesures employées par la reine semblaient avoir un succès complet; quelques-uns des plus grands personnages de cette époque venaient de mourir, ce qui faisait espérer un peu de repos. Nous citons le chevalier de Guise, « qui étoit, dit Richelieu, prince généreux et qui » donnoit beaucoup à espérer ; mais le duc de Guise, qui » en faisoit son épée, le nourrissoit au sang et lui avoit » fait entreprendre deux mauvaises actions, l'une contre » le marquis de Cœuvre, l'autre contre le baron de Luze, » la dernière desquelles il exécuta à son malheur. »

Le dernier était le prince de Conti, « prince courageux » qui s'étoit trouvé auprès de Henri-le-Grand à la ba- » taille d'Ivry et en plusieurs autres occasions, où il avoit » très bien fait. Mais il étoit si bègue, qu'il étoit quasi » muet et n'avoit pas plus de feu que de paroles (2). »

Le roi était parvenu à la majorité, c'est-à-dire à l'âge

(1) Richelieu, tom. v, pag. 207. — Pontchartrain, pag. 51.
(2) Richelieu, tom. v, pag. 49.

Digitized by Google

de quatorze ans : pour faire enfin cesser les tiraillements causés par la minorité, la reine-mère fit accomplir aussitôt la cérémonie où devait se constater la majorité de son fils. La reine dit « qu'elle remercioit Dieu d'avoir » pu élever le roi jusqu'à sa majorité et maintenir la » paix dans le royaume ; lui en remettoit le gouverne- » ment, conviant tout le monde à lui rendre obéissance. » Le roi l'ayant ensuite remerciée et priée de continuer » en l'administration de ses affaires, le chancelier, le » premier président et l'avocat du roi parlèrent; puis » M. le chancelier ayant recueilli les voix, la déclaration » fut vérifiée (1). »

§ II. *Depuis la majorité du roi jusqu'au ministère de Richelieu (1614-1624).*

Bien que déclaré majeur, le roi n'était en état de s'occuper d'aucune affaire; il s'était toujours montré peu appliqué, se livrait à des frivolités d'enfant, aimait les oiseaux de chasse et faisait son bonheur d'en élever; quant à l'étude, il l'avait peu cultivée. Son caractère avait une tenacité que rien ne pouvait vaincre. Peu après la déclaration de sa majorité s'ouvrirent les derniers Etats-Généraux (17 octobre 1614). Le premier vote des Etats-Généraux appelés par Philippe-le-Bel, afin de s'opposer aux efforts que faisait Boniface VIII pour ramener le despote orgueilleux à des sentiments plus dignes d'un roi, fut ainsi conçu : « Qu'il plaise au seigneur roi de garder » la souveraine franchise de son royaume, qui est telle

(1) Pontchartrain, pag. 59.

Digitized by Google

» que, dans le temporel, le roi ne reconnaît de souverain » en terre, fors que Dieu. » Le dernier vote des communes en 1614 fut celui-ci : « Le roi est supplié d'ordon- » ner que les seigneurs soient tenus d'affranchir dans » leurs fiefs tous les serfs. »

On voit que la nation, en sortant de la grande époque de la féodalité, avait voulu affranchir la royauté et la rendre absolument indépendante. Lorsque la monarchie est devenue absolue, elle songe à elle-même et réclame l'affranchissement définitif du dernier serf.

En convoquant les Etats-Généraux et en satisfaisant ainsi à l'une des conditions du traité de Sainte-Ménehould, la reine espérait y trouver un remède à la déprédation universelle et au choc de tant de factions. Les Etats s'assemblèrent dans cette même salle des Augustins de Paris où le Parlement avait donné la régence. Jamais il n'y eut de tenue d'Etats plus inutile. La chambre de la noblesse était composée de cent trente-deux députés; celle du clergé, de cent quarante; celle du tiers-état, de cent quatre-vingt deux. Le clergé avait choisi, parmi l'élite de ses membres, cinq cardinaux, sept archevêques, quarante-sept évêques et deux chefs d'ordre. La noblesse ne jeta les yeux sur presque aucun grand seigneur : presque tous les membres du tiers étaient officiers de justice ou de finance.

Le clergé nomma le cardinal de Joyeuse pour son président, et pour son orateur le célèbre Richelieu, évêque de Luçon. La noblesse élut pour président le marquis de Beaufremont; le tiers-état, Robert Miron, prévôt des marchands de Paris. D'après un arrêt du conseil d'Etat, l'assemblée nationale ne dut pas délibérer, mais seule-

Digitized by Google

ment remplir l'office de simple rapporteur à l'égard des cahiers qui lui avaient été remis. Elle fut divisée en douze chambres ou provinces, pour dresser un cahier de la province. « Les chambres, de leur côté, pour dresser un ca-» hier général de toutes les plaintes des bailliages et sé-» néchaussées par délibérations connues, arrêtèrent d'é-» lire en chaque chambre un président de gouvernement, » chez lequel les députés porteroient les cahiers de leur » bailliage, afin de les y conférer tous ensemble et n'en » faire que douze cahiers, lesquels ils rapporteroient, » puis chacun en leur chambre, pour en compiler le ca-» hier général (1). »

Une question de haute politique fut proposée aux trois Etats, ce n'était autre chose que ce que, de notre temps, on a nommé le *droit divin des rois*, ou l'inamissibilité absolue du pouvoir par le roi, de quelque crime qu'il puisse se rendre coupable. Plus d'un lecteur, ignorant ou prévenu, a déjà dit qu'elle fut avancée par le clergé. Point du tout : elle fut proposée par le tiers, acceptée par la noblesse et vivement repoussée par le clergé, qui chargea le cardinal du Perron de prouver le danger de cette doctrine.

La harangue du cardinal du Perron n'est pas un discours, une suite de vaines paroles où résonnent les grands mots de patrie, d'honneur, de pouvoir, souvent incompris par ceux qui les prononcent et ceux qui les entendent ; c'est une exposition des opinions du clergé à cette époque, et, sous ce point de vue, elle mérite une attention particulière. 1° Du Perron condamne comme hérétique et

(1) Etats-Généraux de 1614, pag. 23,25.

Digitized by Google

impie, à la suite du concile de Constance, la doctrine qu'il est permis à tout individu de tuer un roi dès qu'il est tyran. 2° Il reconnaît que le roi de France n'a point de supérieur temporel sur la terre, comme quelques autres souverains de son temps. 3° Sans vouloir décider comme règle de foi, ni l'établir comme dogme, que le *roi tient son pouvoir tellement de Dieu, qu'il ne peut en être privé ni son peuple absous du serment de fidélité, dans aucun cas, ni par aucune autorité quelconque*, il ne veut pas non plus qu'on force les consciences sur ce point, et il prétend qu'on doit laisser la liberté sur cet article, qui n'est point de foi, parce qu'il y aurait danger de tomber dans le schisme en émettant comme de foi une maxime rejetée par beaucoup de théologiens de grand nom et par la plupart des Eglises étrangères. Et d'ailleurs, en prétendant assurer la tranquillité de l'Etat et sauvegarder l'autorité du roi, obtient-on réellement ce but? N'affaiblit-on pas la puissance royale en abaissant celle de l'Eglise? Nous ne pouvons suivre du Perron dans tous les développements de cette thèse hardie, qui tendait à faire revivre la pratique du moyen âge, de déposer les rois infidèles à leur mandat.

Il saisit ensuite corps à corps ceux qui, sous le prétexte de rendre les rois plus indépendants, veulent les soustraire au jugement de l'Eglise, et cependant les abandonnent au jugement d'un peuple irréfléchi qui, entraîné par le mot de tyrannie, s'arme souvent du poignard du régicide. « Pourvu, dit le cardinal, qu'un » auteur dise quelque chose contre le Pape, qu'il mette » tant qu'il voudra le salut des rois sous les pieds des » peuples, il est embrassé, chéri, adoré. Et de cela il

Digitized by Google

» n'en faut pas de meilleure preuve que l'édition de » Gerson... (dont il cite plusieurs passages; rapportons » celui-ci) : « C'est erreur, dit Gerson, de croire qu'un » prince terrien ne soit obligé en rien durant sa domi- » nation à ses sujets; car, selon le droit divin et la na- » turelle équité et la fin de la vraie domination, comme » les sujets doivent foi, aide et service à leur seigneur, » ainsi le seigneur doit à ses sujets foi et protection; et si » le prince les poursuit manifestement et avec obstination » en injure et de fait, alors cette règle naturelle : *Il est* » *licite de repousser la force par la force*, et cette sen- » tence de Sénèque : *On ne peut immoler de victime plus* » *agréable à Dieu qu'un tyran*, ont lieu (1). »

Le cardinal du Perron, après avoir cité des faits et les doctrines de la Ligue, d'après lesquels chacun peut tuer un tyran, doctrines reçues sans opposition, et même aux applaudissements de la multitude, fait voir le péril de semblables enseignements. Cet éminent prélat n'admettait pas l'inamissibilité du pouvoir; il reconnaissait qu'il y a des causes pour lesquelles un roi peut être privé de la couronne; mais il voulait un tribunal pour l'appréciation de ces causes, et il n'en voyait pas d'autre que celui de l'Eglise.

Le clergé aurait voulu faire accepter les décrets du concile de Trente comme loi de l'Etat; mais le tiers, où l'esprit parlementaire dominait, repoussa cette demande, de peur de voir certains articles de discipline s'établir en France.

La noblesse réclama vivement contre la vénalité et

(1) Gerson, Consid. 7 cont. adul.

Digitized by Google

l'hérédité des affaires de judicature; elle demandait que les dignités ne fussent données qu'à ceux qui avaient fait des études complètes, si on ne voulait être obligé de murer les portes des colléges. Ces plaintes ne produisirent aucun effet. Le tiers, beaucoup plus sensible aux impôts qu'à toutes les questions politiques, en demandait la diminution.

Les finances étaient toujours le premier objet, et l'objet le plus difficile à régler. La vénalité des offices royaux paraissant un vice énorme, un financier nommé Beaufort proposa le projet d'une compagnie qui se chargeait en douze ans de rendre tous les offices affranchis, sans imposer aucune nouvelle charge, se contentant des six millions de gages accordés à tous les serviteurs du gouvernement. Les intérêts particuliers étaient atteints : ils se récriaient contre un projet qui devait les dépouiller. « La considération de ceux qui tenaient lesdites charges » était si grande, que malaisément on pourrait passer par » dessus. »

Tout ce que l'assemblée put obtenir, c'est que le clergé et la noblesse missent à la tête de leurs cahiers quatre articles généraux « contre le nombre effréné d'officiers » et la vénalité des charges et offices, et contre l'abus et » foule intolérable qui en résultent pour les sujets (1). »

Tous les projets de réforme financière venaient donc échouer contre les prétentions des Etats eux-mêmes. Ce que l'un voulait, l'autre le repoussait. De là une dissension profonde entre les trois ordres; elle dégénéra même en insultes. Savaron, chef de la députation du tiers en-

(1) Etats-Généraux, pag. 23.

Digitized by Google

voyée au roi, s'était exprimé avec sévérité sur l'avidité de la noblesse, « dont le roi avait été obligé d'acheter à prix » d'argent la fidélité, tandis que ces dépenses excessives » avaient réduit le peuple à paître et brouter l'herbe » comme des bêtes. »

La noblesse, profondément irritée d'un pareil langage, consentit à accepter les bons offices du clergé, qui obtint qu'une députation du tiers serait chargée de porter des excuses aux nobles. Après avoir déclaré « que la compagnie du tiers-état avait beaucoup de regret de leur mécontentement, qu'elle n'avait jamais eu intention de les offenser, et qu'elle reconnaissait leur ordre comme supérieur à celui du tiers-état, l'orateur ajouta : « La France » est notre commune mère qui nous a tous allaités à sa » mamelle. Messieurs de l'Eglise ont eu la bénédiction de » Jacob et de Rébecca et emporté le droit d'aînesse; vous » en êtes, Messieurs, les princes et nous les cadets : traitez-nous comme vos frères et comme étant de la même » maison, et nous vous honorerons et aimerons. Souvent tes fois les cadets ont relevé l'honneur des maisons que » les aînés avaient ruinées et dissipées. Nous sommes » parvenus, par la grâce de Dieu, aux charges et dignités » et portant le caractère de juges; et comme vous donnez » la paix à la France, nous la donnons aux familles qui » ont entre elles quelque division. »

La réparation choqua vivement la noblesse, parce que le tiers s'était dit de la même famille et consentait seulement à tenir le rang de cadet. Cette querelle, qui semblait devoir s'envenimer, finit cependant par tomber dans l'oubli.

Pressés par la reine de hâter le dépouillement de leurs

Digitized by Google

cahiers particuliers, les trois ordres étaient à chaque instant arrêtés par des projets de réforme générale, conçus très souvent sous un point de vue extrêmement étroit, que les Etats eux-mêmes n'étaient pas capables de généraliser. Il surgit tout-à-coup une proposition qui réunit l'assentiment des trois ordres. Le 1er décembre 1614, la noblesse proposa « d'envoyer vers le roi, pour lui faire » très humbles supplications de vouloir accorder dès à » présent l'établissement d'une chambre pour la re- » cherche des financiers, partisans et toutes autres sortes » de personnes mal versantes, ou ayant mal versé en fait » de finances (1). »

Le clergé trouva la mesuré « fort bonne, très juste et » désirable », quoiqu'il en espérât peu de fruits. Le tiers-état fut arrêté un instant, parce qu'il comptait beaucoup de financiers dans son sein. Lorsqu'on lui eut montré une économie annuelle de douze millions, il donna son assentiment. En demandant l'établissement d'une chambre spécialement dirigée contre les financiers, les Etats déclaraient « qu'on n'entrera en aucune composition » avec lesdits financiers, qu'on ne leur accordera au- » cune abolition, grâce, ni pardon, ni donnera aucun » moyen ni secours, pour divertir le cours de la justice » en ladite chambre, et que les deniers qui en provien- » dront seront employés au remboursement des offices » surnuméraires, ou au rachat des domaines (2). »

On voit que la haine contre les financiers n'a cessé d'animer les Etats. Il est vrai que, par leurs injustices,

(1) *Procès-verbal de la noblesse*, pag. 104.
(2) *Procès-verbal du clergé*, pag. 198.

Digitized by Google

leurs usures et leurs profits excessifs, ils l'ont souvent méritée.

Le ministère semblait vouloir s'éloigner toujours davantage du but que les Etats poursuivaient; lorsque tous les cahiers demandèrent la diminution des charges, il fit rejeter sur le peuple les frais de perception. Les chambres s'étant réunies pour s'opposer à cette mesure, le président Jeannin répondit en donnant l'état financier du royaume. Le tiers ne voulut pas se contenter de la lecture du mémoire, il exigeait qu'il lui fût remis avec les preuves à l'appui. Le président Jeannin finit par triompher de la résistance de la chambre du tiers, en lui représentant « qu'elle ne devoit faire que des de-» mandes justes et possibles; que, dans ce but, elle devoit » recevoir l'état de la direction des finances pendant la » régence, le faire lire en l'assemblée, et, pour l'examen » et vérification, commettre quelques membres en petit » nombre, qui en feroient rapport; ajoutons que, depuis » le décès du roi, les finances avoient été aussi innocem-» ment maniées que jamais, et que l'on ne retiroit rien » aux commissaires de leur vraie dépendance (1). »

Le mémoire présenté par le président Jeannin estimait la somme totale des recettes annuelles à trente-six millions neuf cent vingt-six mille six cent trente-huit livres; il disait que plus de la moitié était dépensé dans les provinces; en sorte que la recette ordinaire rentrant au trésor se composait de sept millions deux cent quatre-vingt mille quatre cent vingt-cinq livres, et les fermes et impositions, à neuf millions neuf mille sept cent soi-

(1) *Procès-verbal du tiers-état*, pag. 92.

Digitized by Google

xante-treize livres, ce qui formait un total de seize millions deux cent quatre-vingt-dix mille cent quatre-vingt-dix-huit livres. La dépense annuelle se montant à dix-neuf millions six cent trente-six mille trois cent trente-cinq livres, il en résultait un déficit annuel qu'il fallait combler.

La communication de ce mémoire, destinée à éclairer l'assemblée et à lui prouver qu'il n'y avait ni exagération dans les dépenses, ni diminution dans les recettes, mettait en évidence la différence de la situation financière actuelle de celle de Sully; celui-ci concluait par un excédant, et on annonçait un déficit. Les grands, qu'on essayait de satisfaire par le gaspillage du fonds de réserve et par les ressources ordinaires, se montrèrent satisfaits, et il n'y eut ni diminution ni augmentation d'impôt. Les Etats ne firent rien pour les finances.

Les guerres particulières qu'on redoutait de voir recommencer, les duels multipliés de toute part, commandaient de prendre des mesures pour en arrêter le cours; le tiers-état voulut mettre au nombre des lois fondamentales du royaume la déclaration que toute levée d'hommes et de deniers pour la guerre, que toute ligue ou association, sans autorisation du roi, seraient qualifiées crimes de lèse-majesté. La noblesse, trop intéressée à repousser cette proposition pour la laisser passer, l'attaqua avec une grande vigueur. Le clergé et le tiers firent de grands efforts pour faire promulguer des peines nouvelles contre les duellistes, ou du moins pour exiger impérieusement l'observation des lois existantes, qui prononçaient, suivant les circonstances, la confiscation des biens et même la mort. La noblesse voulait, au contraire,

Digitized by Google

réglementer les duels, « afin que les gentilshommes pus-
» sent éviter les peines qu'ils encouraient en justice, en
» conservant l'honneur, qu'ils doivent avoir plus cher
» que la vie. »

Les Etats se traînaient au milieu de ces discussions, sans pouvoir rien résoudre, quand la cour se détermina à les faire finir par l'exécution d'un ballet.

La séance royale de clôture, qui eut lieu le 23 février, n'eut de remarquable qu'un discours de Armand-Jean du Plessis-Richelieu, évêque de Luçon, alors âgé de vingt-neuf ans. Ce discours signale un pas immense dans l'art de la parole appliqué aux affaires; on y trouve à peine quelque trace de ce vain étalage d'érudition qui appartenait encore à cette époque. Il est presque nerveux, il marche droit à son but, résumant les plaintes que la France et surtout son clergé avaient à faire de l'administration, donnant, en quelque sorte, le résumé du cahier qu'il présentait. Il recourt, pour chaque réforme, à un principe de sage politique; mais il l'expose brièvement, sans pédanterie, en tirant aussitôt une conclusion incontestable, avec une logique victorieuse. En homme d'Eglise, il réclame pour le clergé une plus grande part dans le pouvoir; il s'élève avec amertume contre une profanation, l'occupation des lieux saints par les protestants, et contre une impiété, la suspension du culte catholique en Béarn; mais dans tout ce discours, cependant, l'homme d'Etat domine sur l'homme d'Eglise, et l'on y reconnaît déjà la main puissante qui devait rendre si redoutable un sceptre emprunté (1).

(1) *Mém. Rich.*, tom. XXI, liv. VI, pag. 239. — Sismondi, tom. XXII, pag 333.

Digitized by Google

En accordant aux Etats de ne quitter la capitale qu'après avoir reçu la réponse à leurs cahiers, la reine ne voulut pas qu'ils continuassent à se réunir. Dès le lendemain les tapisseries et les bancs de la salle du tiers furent enlevés et la porte fermée. Le 24 mars, les députés des trois ordres furent convoqués au Louvre. Le chancelier leur déclara que le cahier général était tellement chargé, qu'il lui serait impossible d'y répondre dans un bref délai. Il promit immédiatement une chambre de justice, le retranchement des pensions et l'abolition de la vénalité des charges. Le ministère prit en vain l'engagement de cette abolition : l'avantage de laisser sa charge à sa famille l'emporta sur le fardeau du droit annuel. Pendant longtemps on a acheté le droit d'exercer la justice et celui de le transmettre à ses héritiers. La vénalité des charges a-t-elle été un aussi grand abus qu'on s'est plu à le dire? On nous permettra d'en douter, car depuis qu'elle a été détruite sous notre nouveau régime, la justice est peut-être moins bien rendue que sous les parlements.

Ainsi se termina le dernier des Etats-Généraux. Personne n'en recueillit aucun fruit, et ces Etats ne contribuèrent pas peu à empêcher toute grande réunion politique pendant cent soixante-quinze ans.

Le Parlement était jaloux des Etats et cherchait à se substituer à leur place. Pendant que les derniers Etats-Généraux étaient assemblés, que cent intrigues opposées agitaient la cour, que les factions ébranlaient les provinces, il survint entre le duc d'Epernon et le Parlement une querelle qui dessine toute la situation.

Le duc d'Epernon, envers lequel Henri IV avait usé de grands ménagements, se crut des droits bien plus consi-

Digitized by Google

dérables à l'attention du gouvernement, lorsqu'il eut fait déclarer la régence en faveur de la reine. Telle était sa hauteur, que ministres et favoris devaient plier sous lui. Ne pouvant souffrir que le garde des sceaux Duvair précédât les ducs et pairs dans une cérémonie, à la paroisse du Louvre, il le prit rudement par le bras et le fit sortir de la place, en lui disant qu'un bourgeois ne devait pas se méconnaître. Il bravait Concini et sa femme, les conseillers intimes de la reine, et fatiguait Marie de Médicis elle-même par ses hauteurs insupportables. Ce fut lui qui, quelques années après, alla avec cent cinquante cavaliers enlever la reine-mère au château de Blois, la conduisit à Angoulême et traita ensuite avec le roi de puissance à puissance.

Un des soldats du régiment des gardes ayant été arrêté par le bailli de l'Abbaye et livré à la justice abbatiale, pour avoir tué un de ses camarades sur le domaine de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, Epernon, en sa qualité de colonel-général de l'infanterie, réclama ce soldat pour le faire juger par un conseil de guerre. Sur le refus de l'abbé, il fit briser les portes de l'Abbaye et enlever le soldat. Assigné à comparaître au Parlement pour répondre à une plainte formée contre lui, Epernon dit que ce n'était pas au Parlement, mais au conseil du roi à connaître cette affaire, et regarda l'assignation comme un affront plutôt que comme une procédure légale. Il ne parut que pour insulter au Parlement, menant cinq cents gentilshommes à sa suite, en bottes éperonnées et armés. Le Parlement, le voyant arriver en cet équipage, leva la séance. Les juges, en sortant, furent obligés de défiler entre deux haies de jeunes officiers qui les regardaient

Digitized by Google

d'un rire outrageant et déchiraient leurs robes à coups d'éperons.

Cette affaire était d'autant plus difficile pour la cour, qu'elle se trouvait obligée de faire rendre au Parlement la réparation qu'il exigeait, et que, d'un autre côté, elle était dans la nécessité de ménager Epernon, dont elle avait besoin pour l'opposer à Condé, qui menaçait déjà de la guerre civile. Afin de satisfaire les deux partis, il fut arrêté que le Parlement suspendrait la procédure intentée au duc, et que celui-ci ferait à l'auguste assemblée des excuses convenables. Elles furent dignes d'Epernon. Il alla se présenter au Parlement une seconde fois, toujours accompagné d'un grand nombre de gentilshommes :

« Messieurs, dit-il, je vous prie d'excuser un pauvre » capitaine d'infanterie, qui s'est plus appliqué à bien » faire qu'à bien dire. »

Dans le moment où le Parlement était le plus mécontent, les factieux résolurent d'en faire un instrument pour l'exécution de leurs projets. Bouillon, dans le dessein de se faire un parti puissant, engagea le Parlement à convoquer les pairs et les princes pour délibérer sur les affaires publiques. La reine, alarmée, défendit aux seigneurs d'accepter cette invitation dangereuse et appela les présidents et tous les plus anciens conseillers au Louvre, pour y entendre ces paroles du chancelier : « Vous n'avez pas plus de droit de vous mêler de ce qui » regarde le gouvernement, que de connaître des comptes » et des gabelles. » Le Parlement ayant préparé des remontrances, la reine manda encore quarante magistrats au Louvre : « Le roi est votre maître, dit-elle, et il

Digitized by Google

» usera de son autorité, si vous contrevenez à ses défen-
» ses. » Elle ajouta qu'il y avait dans le Parlement une troupe de factieux, défendit les remontrances, et aussitôt le Parlement alla en dresser de plus fortes encore, preuve de l'insubordination du premier corps de l'Etat.

Encouragés par la levée de boucliers du Parlement, Condé se retira à Creil, dans son comté de Clermont; le duc de Bouillon se rendit à Sedan, le duc de Mayenne dans le Soissonnais, et Saint-Pol dans son duché de Fronsac, en Guyenne. Marie de Médicis, sachant qu'une retraite générale des grands était le prélude de quelque tentative de guerre civile, engagea vivement le prince de Condé à revenir à la cour. Il répondit à cet appel par un manifeste fameux, dans lequel il désignait ouvertement tous ceux qu'il jugeait coupables : « Chacun sait, » disait-il, comme par plusieurs fois j'ai fait entendre » au roi et à la reine sa mère les causes des désordres » qui travaillent ce royaume. Les mauvais conseillers » avoient suscité des gens aussi déloyaux qu'eux, lesquels » avoient fait de la vie des rois le sujet d'une question » problématique, de sorte qu'un arrêt du conseil ayant » imposé silence aux trois ordres sur cette matière, l'in- » violabilité de la personne royale demeuroit indécise et » à la disposition d'une autre puissance, partant la vie » des rois exposée à la fureur des assassins qui vou- » droient les tenir pour tyrans, suivant l'opinion et le » commandement qu'ils en pourroient avoir. »

Ces paroles étaient une attaque voilée contre le duc d'Epernon, que l'opinion publique et même la déposition d'un témoin accusaient d'avoir été complice de l'assassinat du roi le plus populaire que la France ait pos-

Digitized by Google

sédé. Venait ensuite une attaque directe contre le maréchal d'Ancre, qui avait écarté des conseils du roi tous les grands ambitieux, dont les prétentions allaient jusqu'à asseoir leur puissance sur la ruine du pouvoir royal : « On a vu, disait le prince de Condé, le maréchal d'An- » cre, que la faveur seule, non le mérite, ni l'extraction, » ni les services rendus à la France, a introduit aux pre- » mières charges, contre les lois du royaume, entrepren- » dre audacieusement, à la fin des Etats, des assassinats » contre la noblesse, avec telle impunité, que les plaintes » en ont été tenues pour crimes, pendant que des gen- » tilshommes françois, pour des causes légères, comme » pour s'être ressentis de la perfidie d'un domestique, » subissoient des poursuites rigoureuses. On a bien fait » pis; on a introduit dans Paris des personnes détes- » tables envers Dieu et les hommes, comme juifs, ma- » giciens, empoisonneurs, meurtriers, par le ministère » desquels on a fait plusieurs entreprises contre ma vie » et celle de mes amis; lesquels ont leur retraite et re- » fuge au logis du maréchal d'Ancre. On a délibéré même » de se saisir de ma personne et de désarmer les Pari- » siens. Et lorsque le Parlement a voulu faire ce que les » Etats-Généraux avoient négligé, ces mêmes conseil- » lers ont essayé d'étouffer la plainte par la violence, » d'ôter la plainte à ceux qui souffrent, contre la loi de » nature. »

Henri de Bourbon, premier prince du sang et premier pair du royaume, assisté de plusieurs autres princes, ducs, pairs, officiers de la couronne, gouverneurs de provinces, villes et communautés, seigneurs, chevaliers, gentilshommes, déclarait hautement qu'il ne consentait

Digitized by Google

et ne participait aucunement aux pernicieux conseils dont on usait pour le gouvernement du royaume; qu'il se sentait obligé de s'y opposer par tout ce que Dieu lui avait donné au monde, pour tirer le roi « de l'oppres-» sion, faire entretenir les édits de pacification et procu-» rer le soulagement du peuple; qu'il étoit contraint de » prendre les armes pour le roi et les lois fondamentales » du royaume, et ne les poseroit que Sa Majesté, plus » libre, mieux conseillée, auroit pourvu à ses plaintes et » surtout aux remontrances du Parlement; que si on » faisoit marcher les forces du roi contre lui, personne » ne trouveroit mauvais qu'il opposât une légitime dé-» fense, priant les princes, pairs, seigneurs et gentils-» hommes, les parlements, les villes et communautés, et » généralement tous ceux qui se disent François, de le » secourir et assister en une occasion aussi juste, comme » aussi tous les princes et Etats alliés de lui prêter aide » et assistance. »

On voit, dans ce manifeste, plus d'un souvenir du moyen âge; les grands se croyaient encore le droit de recourir à la force pour maintenir leur volonté dans les affaires du gouvernement. Sentant que la royauté était trop forte pour lutter contre elle, le parti appela à son aide les protestants, et Condé écrivit à Lesdiguières pour le prier de se joindre à lui; il l'assurait que la pleine et entière liberté de conscience, menacée par le gouverne-ment, lui était extrêmement chère; qu'à ses yeux l'édit de Nantes était le palladium de la religion réformée. Le maréchal d'Ancre, pour faire cesser cette agitation et ramener les grands coupables au devoir ou les abattre,

Digitized by Google

se détermina à recourir à l'acte le plus vigoureux de la puissance royale ; par une déclaration donnée à Poitiers, il fit proclamer Condé et ses partisans déchus de tous honneurs, états, offices, pouvoirs, gouvernements, charges, pensions, priviléges et prérogatives, comme désobéissants, rebelles et criminels de lèse-majesté.

Les grands poussèrent alors l'audace jusqu'au dernier degré de la rébellion. Sachant que le roi se rendait à Bordeaux pour célébrer le double mariage convenu entre la France et l'Espagne, ils dirigèrent des hommes d'armes sur la Guyenne, pour s'emparer du monarque et régner en son nom. Louis réunit une armée et partit pour Bordeaux avec une force suffisante pour imposer aux rebelles. C'était un spectacle bien affligeant que de voir le roi de France obligé d'entrer dans ses bonnes villes précédé de canons et mèches allumées. Le duc de Guise, commandant des troupes royales, accompagna Louis XIII jusqu'à Bordeaux et de là aux frontières d'Espagne.

« Le même jour, la sœur du roi et l'infante s'étaient mises en chemin pour arriver, l'une à Saint-Jean-de-Luz et l'autre à Fontarabie, d'où elles devaient s'avancer l'une et l'autre vers la rivière de la Bidassoa, qui sépare les deux Etats Un pavillon s'élevait sur chaque rive, pour les mettre à l'abri pendant que se feraient les préparatifs du passage, et, dans le milieu de la rivière, deux ou trois pavillons se tenaient joints pour y consommer l'échange. La bénédiction nuptiale fut donnée aux deux époux à Bordeaux, par l'évêque de Saintes, en remplacement du cardinal de Sourdis, et le soir on les fit coucher en même lit, mais pour la forme seulement,

Digitized by Google

leurs deux nourrices restant dans la chambre des mariés (1). »

Les mariages contre lesquels le prince de Condé avait pris les armes étant accomplis, la reine, qui avait ainsi exécuté ses projets les plus chers, songea à ramener le grand parti dont l'opposition commençait à prendre des proportions effrayantes. Les princes du sang avaient réuni autour d'eux la plupart des grands, avaient soulevé les huguenots, malgré les promesses réitérées d'observer l'édit de Nantes, avaient amené jusqu'en Berry des reîtres d'Allemagne, et répandaient les pamphlets les plus dégoûtants au milieu des populations, pour les soulever contre la cour. Pour arrêter le mal qui menaçait de se propager et de s'aggraver, deux moyens se présentaient : la force et la négociation. La force entraînant la guerre civile avec toutes ses conséquences, la reine préféra recourir à une autre voie. Des conférences s'ouvrirent à Loudun, où tous les mécontents se firent représenter pour avoir part au bénéfice de la pacification. Les princes présentèrent d'abord quatre articles, qu'ils regardaient comme le fondement de toute pacification : 1° de nouvelles recherches sur la mort du dernier roi, afin d'atteindre la première main qui avait dirigé l'attentat; 2° le rétablissement au cahier général des Etats-Généraux de l'article du tiers, concernant la souveraineté du roi; 3° la révocation de la publication faite par le clergé du concile de Trente; 4° enfin la jouissance accordée aux huguenots de tous les priviléges qui leur avaient été accordés par les édits antérieurs. A côté de ces demandes ouvertes et con-

(1) Bazin, *Histoire de Louis XIII*, tom. I, pag. 385.

Digitized by Google

nues, qui intéressaient le public, il y avait des demandes secrètes de gouvernements, de pensions, etc., etc. La paix fut conclue à des conditions bien plus avantageuses pour les factieux, que celles qui avaient été accordées à Sainte-Ménehould. Le roi donna au prince de Condé cinq villes de sûreté et un million cinq cent mille francs pour les frais de la guerre. Tous les partisans de ce prince reçurent des grâces analogues et proportionnées à leur importance. Le roi alla plus loin encore, il s'abaissa jusqu'à reconnaître que la guerre entreprise par les factions n'avait d'autre but que le bien public.

Condé rentra à Paris en véritable triomphateur; toutes les bouches l'exaltaient; tous les courtisans abandonnaient les salons de Marie de Médicis pour se porter dans ceux du prince; tous les ennemis du maréchal d'Ancre se montrèrent alors à visage découvert. Un cordonnier, nommé Picard, se fit une grande célébrité par les insultes grossières qu'il lui adressa, et devint l'agitateur de la populace contre lui. Le véritable ennemi, le seul réellement à craindre pour Concini, était le prince de Condé, qu'on accusait d'aspirer à la royauté. Ses armes, aussi bien que celles de France, portaient trois fleurs de lis, mais elles étaient barrées. Dans un festin, on avait crié : *Barre à bas*, pour l'inviter à déclarer ouvertement ses prétentions.

Il était impossible que le gouvernement tolérât de pareils abus. Galigaï pensa que le seul moyen de faire tomber la faction et de conserver le pouvoir entre les mains du maréchal son mari, c'était d'arrêter les principaux chefs. Le prince de Condé fut, en effet, arrêté au Louvre, où il s'était rendu sans la moindre défiance. Paul

Digitized by Google

de Thermes, qui avait accompli cette mission, reçut en récompense cent vingt mille écus et le bâton de maréchal de France. Pendant qu'on conduisait l'illustre prisonnier à Vincennes, le cordonnier Picard souleva un moment le peuple et le porta à l'hôtel Concini, qui fut pillé de fond en comble. Mais le peuple n'était pas suffisamment passionné pour pousser plus loin ses rigueurs. D'ailleurs, la querelle ne le concernait en rien; elle était entre des grands qui voulaient également l'accabler de charges.

Le maréchal d'Ancre, persuadé que toute cette agitation provenait de la faiblesse gouvernementale des anciens ministres de Henri IV, Sillery, Villeroi et Jeannin, surnommés *les barbons*, composa un nouveau ministère dont Richelieu, évêque de Luçon, fut un des membres les plus fameux. Heureusement pour lui, il n'était deviné de personne. Ce coup éloigna de la cour les ducs de Vendôme, de Nevers, de Guise, de Mayenne, le maréchal de Bouillon et tous les ennemis de Concini; ils se retirèrent dans leurs terres pour s'y préparer à lever l'étendard de la révolte. Ainsi l'arrestation du prince de Condé et les sommes prodigieuses jetées à l'avidité des grands n'avaient servi qu'à produire de nouveaux troubles.

La guerre semblait sur le point de recommencer; chacun des deux partis se préparait à lutter avec avantage, lorsqu'un événement imprévu vint changer totalement la situation. Un gentilhomme, nommé Albert de Luynes, issu d'une chétive maison du comtat d'Avignon, était venu à la cour à l'âge de trente-six ans, et y avait obtenu, dans les derniers rangs de la domesticité, un emploi à peine suffisant pour le faire vivre avec ses deux frères, qui, comme lui, étaient de belle

Digitized by Google

mine, mais de maigre équipage. Il possédait un talent très estimé alors, celui de bien dresser les oiseaux de proie pour l'espèce de chasse appelée *la volerie*. Ce talent lui ayant valu la charge de *maître des oiseaux du cabinet*, il eut de fréquents entretiens avec le roi, entra dans son esprit et acquit toute sa confiance. L'objet de leur entretien se portait de préférence sur la tyrannie du maréchal d'Ancre, qui, de peur de laisser perdre une partie de son autorité, exerçait une surveillance de tous les moments sur le jeune monarque et ne lui permettait d'avoir de relations qu'avec des personnes dévouées à Marie de Médicis. On interdisait même la promenade au jeune prince, de peur qu'il ne reçût des leçons contraires à la politique suivie par le cabinet. Tandis que le maréchal voyait le roi occupé de ses oiseaux avec Luynes, il se croyait toujours assuré du monarque, et cependant celui-ci lui échappait.

Louis XIII, à l'instigation de Luynes, donna l'ordre au baron de Vitry d'arrêter le maréchal et de le tuer, en cas de résistance, avec promesse du bâton de maréchal en récompense de ce service signalé.

La victime désignée pour tomber sous les coups des grands seigneurs, étant alors dans son gouvernement de Normandie, fut appelée à Paris par quelques amis qui le prévenaient que des démarches se faisaient pour le ruiner dans l'esprit de la reine, son unique soutien. Il arriva, en effet, à Paris et se logea hors et près du Louvre, où il venait chaque jour pour présenter ses hommages à la reine-mère. Le roi, qui avait ordonné de l'arrêter et de le tuer, dans le cas de résistance, ne voulant pas donner à sa mère ce triste spectacle, avait tâché d'attirer

Digitized by Google

chez lui le maréchal. Celui-ci, soit défiance, soit tout autre motif, avait à peine paru dans les appartements de la reine, le jour où le roi s'était présenté chez sa mère pour le conduire dans ses propres appartements.

Au Louvre, on avait aperçu dans la garde je ne sais quoi d'inquiétant, qui montrait que quelque projet inconnu se tramait. La reine doubla ce soir sa garde, sans avoir même prévenu le roi, qui, à cette nouvelle, courut chez elle et demanda d'où pouvait venir cet excès de précaution. Elle répondit qu'elle avait soupçon du cardinal de Guise, qu'elle voulait arrêter, s'il se présentait au Louvre. Cet avertissement ayant appris aux conjurés que leurs trames allaient être découvertes, ils remirent au lendemain l'exécution de leur dessein.

Le roi, n'étant pas entièrement rassuré sur l'issue de ce combat, et craignant, dans le cas d'un non succès, de tomber dans un vasselage beaucoup plus grand, avait fait préparer des chevaux et des voitures pour se retirer au milieu de ses conseillers intimes et se soustraire à l'entourage de la reine, qui le conduisait comme un petit enfant. Le lendemain, à son entrée au Louvre, précédé de cinquante hommes de ses gardes, le maréchal d'Ancre avait à peine franchi la porte qu'elle se referma sur lui et qu'il fut à l'instant même accosté par le baron de Vitry, qui venait de traverser son escorte sans dire un mot : « J'ai l'ordre de vous arrêter, » lui dit brusquement le baron. Le maréchal fit un mouvement de vive surprise et ne prononça que ce mot, dans la langue de son pays : « Moi! » Cinq coups de pistolets partirent à l'instant et le renversèrent; les derniers venus le frappèrent à l'envi de leurs épées. Le baron de

Digitized by Google

Vitry, pour s'assurer de sa mort, le retourna avec son pied. On le dépouilla de ses armes et de ses habits; un de ses meurtriers prit son épée; un autre son anneau; celui-ci son écharpe; celui-là son manteau; et tous coururent porter au roi ces dépouilles dont il leur fit don.

Le roi, depuis le matin, avait été dans une grande inquiétude, surtout lorsqu'il avait entendu l'explosion. Il fut bientôt rassuré par les cris de *vive le roi!* qui retentirent sous ses fenêtres. Animé lui-même par ce spectacle guerrier, il demanda ses armes, sa grosse carabine, prit son épée, se mit à sa fenêtre et cria : « Grand merci » à vous, mes amis, maintenant je suis roi. » Il prescrivit aussitôt d'aller chercher les vieux conseillers de son père pour les mettre à la tête du gouvernement. Des hommes à cheval parcoururent la ville en répandant la nouvelle que « le roi était roi », mot qui fit fortune.

Le roi avait toujours été dévoué à la reine-mère, et si cette princesse se fût présentée alors devant lui, elle aurait pu, par son ascendant, reprendre son pouvoir. Mais épouvantée à la nouvelle de la mort violente de son favori, la reine, renfermée dans son appartement, s'emporta contre les serviteurs qui l'avaient perdue, puis se mit à pleurer, et enfin envoya vers le roi pour lui demander un entretien. Le monarque, raffermi par l'incertitude de sa mère, lui fit porter des paroles de respect, la pria de rester encore quelque temps dans ses appartements et prescrivit de remplacer la garde qui lui était dévouée par des gardes royaux. La maréchale d'Ancre était alors livrée au plus grand désespoir. Après avoir inutilement demandé asile à la reine, elle s'était mise au lit pour couvrir de son corps toutes ses pier-

Digitized by Google

reries qu'elle y avait cachées, et même les « bagues » de la couronne. » Les gardes envoyés pour la saisir s'emparèrent de ces objets, les conservèrent pour eux et conduisirent la maréchale dans la chambre où le prince de Condé avait été détenu quelque temps. Cependant on faisait les mêmes recherches à l'hôtel du maréchal, et on eut la barbarie de laisser son fils, âgé de douze ans, tout le jour sans lit, sans vêtement et sans pain (1).

La mort du maréchal d'Ancre ayant été le signal de la réaction, il fallait en assurer le succès. La reine-mère, qui possédait un tel ascendant sur son fils, que si elle avait pu lui parler un instant, elle serait arrivée facilement à détruire les préjugés de son esprit, fut tenue prisonnière pendant quinze jours dans son appartement. Les portes de communication furent fermées, les gardes désarmés; les grands, l'ambassadeur d'Espagne, les princesses ses filles elles-mêmes ne purent parvenir jusqu'à elle. Vitry fit fouiller dans sa chambre et son cabinet, et même jusque dans son lit. « J'ai ordre, di- » sait-il, de voir s'il n'y a pas ici quelque baril de » poudre pour faire sauter le roi, qui couche au-des- » sus de ces appartements. » Dans sa désolation extrême, la reine ayant demandé à se retirer à Blois, tout fut préparé pour son départ : le roi consentit à la voir. Pour cette entrevue de la mère partant pour l'exil, tous les détails de la réception et de l'entretien, et jusqu'aux paroles que la reine-mère devait prononcer, furent arrêtés par Richelieu, évêque de Luçon, qui devait la suivre. La reine-mère ne demanda à son fils qu'une seule

(1) Voy. Bazin, *Hist. de Louis XIII*, tom. I, pag. 500.

Digitized by Google

grâce non convenue dans le programme de l'entrevue, celle de lui permettre d'emmener Barbin, le contrôleur de sa maison. Louis XIII lui refusa cette seule faveur. Barbin fut même plus sévèrement retenu à la Bastille. De grosses larmes roulèrent dans les yeux de la reine; sa fierté les arrêta. La reine partit avec ses gardes; ses filles la conduisirent jusqu'à la seconde porte. Le roi s'était mis sur le balcon pour voir défiler le cortége. On dit qu'il ne versa pas une seule larme, qu'il montra même une froide indifférence; la politique a-t-elle le pouvoir de donner aux cœurs un tel calme?

Les partis se rapprochèrent à Nevers et à Mézières; à Soissons les assiégés apprirent la grande nouvelle avant les assiégeants et leur dirent: « Votre maître a été tué » par le nôtre. » Tous les grands accoururent à Paris pour profiter du changement de gouvernement. Le roi rendit une déclaration pour pardonner les fautes que les princes, ducs, pairs et officiers de la couronne pouvaient avoir commises en levant des gens de guerre, en arrêtant les deniers publics et en imposant des corvées et contributions au peuple, « vu qu'ils avoient été con- » traints de chercher leur sûreté dans les armes, bien » qu'illicites, le maréchal d'Ancre se servant des forces » du roi, contre son intention, pour les opprimer (1). »

Le favori, qui dévorait déjà en espérance les grands biens du maréchal et de sa femme, fit instruire le procès de Concini assassiné et de sa malheureuse veuve. Quant au maréchal, on ne voyait pas comment on pouvait lui faire son procès; son cadavre n'existait plus, le peuple

(1) *Anciennes lois françaises*, tom. XVI.

Digitized by Google

l'avait déterré, l'avait mis en pièces et avait mangé son cœur : excès de barbarie qui ne doit point surprendre, lorsqu'on a vu les horreurs populaires dans les moments d'effervescence. Le procès de la maréchale n'était guère moins difficile ; elle était italienne, amie de la reine-mère; elle avait été comblée de ses faveurs, il est vrai; mais on ne pouvait lui adresser aucun reproche, si ce n'est peut-être son humeur un peu bizarre, défaut pour lequel on n'avait jamais fait périr personne.

On chercha dans toute sa vie, on demanda à tous les écrits des motifs pour la faire juger; on avait d'abord trouvé quelques lettres de compliments adressées à Madrid et à Bruxelles, mais elles étaient tellement inoffensives, qu'on fut obligé de renoncer à ce moyen. On recourut alors au grand arsenal, à la sorcellerie et à la magie, arme à laquelle l'infortunée maréchale ne pourrait résister.

Galigaï avait fait venir d'Italie, avec la permission du Pape, un médecin juif nommé Montalto, qui passait dans la capitale pour sorcier; on prétendait qu'il guérissait par des moyens diaboliques ; il avait, à son arrivée à Paris, sacrifié un coq blanc chez la maréchale ; on aggrava cette accusation en disant que la reine avait fait venir deux moines de Milan, qui avaient dit des messes pour elle aux Augustins, afin de demander à Dieu sa guérison.

Lorsqu'on la vit rire de l'accusation de magie et qu'on lui demanda de quel charme elle s'était servie pour ensorceler la reine-mère, elle répondit : *De l'ascendant qu'un esprit supérieur a toujours sur une âme faible,* « mot un peu arrangé par Voltaire, » dit Châteaubriand.

Digitized by Google

On l'interrogea sur le meurtre de Henri IV ; on lui demanda si elle n'en avait point eu connaissance. Après avoir ri sur les accusations de magie, elle se mit à verser des larmes abondantes à cette question, et rappela aux juges combien une telle imputation était atroce contre la confidente de la reine-mère.

Très embarrassés d'une pareille cause, les membres du Parlement qui avaient quelque motifs pour se récuser le faisaient. Tous inclinaient, sinon pour le pardon, du moins pour le bannissement; quelques-uns émirent cette opinion; mais, cédant à la pression opérée par Luynes, le Parlement condamna la mémoire du « mari à » perpétuité, et la veuve à avoir la tête tranchée, son » corps et sa tête brûlés et réduits en cendres; leurs » biens féodaux, tenus de la couronne, réunis au do- » maine; leurs autres fiefs, immeubles et biens de toute » sorte, même ceux hors le royaume, acquis au roi, pré- » lèvement fait de quarante-huit mille livres pour une » amende. »

Quand on fit sortir la maréchale de la Conciergerie pour monter sur la fatale charrette, elle s'écria, en voyant la multitude accourue pour assister à son supplice : *Que de peuple pour voir une pauvre affligée!* Ayant reconnu au milieu de la foule un gentilhomme qu'elle avait autrefois offensé, elle fit arrêter la charrette pour lui demander pardon. La multitude, émue à la vue de tant de résignation et d'une si grande bonté, ne put s'empêcher de verser des larmes; la duchesse de Nemours, son ennemie particulière, ne put elle-même retenir ses pleurs.

L'immense fortune que laissait Concini passa en

Digitized by Google

grande partie entre les mains de Luynes, malgré l'opposition du garde des sceaux Duvair, qui refusa de signer pendant quelque temps la donation des biens féodaux qui avaient été réunis au domaine de la couronne par l'arrêt du Parlement. Le roi fit don à l'église de Saint-Pierre de quatre cent mille francs, que le maréchal avait mis dans les emprunts publics romains. Le fils du malheureux Concini recouvra cependant une partie des biens que son père possédait en Toscane.

Agé de seize ans et doué de plus de capacité qu'on ne le croit communément, le roi, qui prétendait gouverner par lui-même, n'en reprit pas moins ses occupations habituelles; il enluminait des gravures, battait du tambour, sonnait du cor ou faisait des petits jets d'eau avec des tuyaux de plomb.

Les anciens ministres ayant été rappelés après la mort du maréchal d'Ancre, Duvair, Jeannin et Villeroi s'occupèrent du maniement des affaires sous la haute direction du favori du roi, qui prit en main le timon du gouvernement comme s'il avait été formé à l'art de conduire une grande monarchie. « Bien qu'il n'eût jamais entendu parler d'affaires, dit Fontenay-Mareuil, ni vu autre chose que des chiens et des oiseaux, d'où il avait tiré tout son avancement, ne connaissant ni le dedans ni le dehors du royaume, il en prit néanmoins le gouvernail avec autant de hardiesse que s'il n'eût jamais fait d'autre métier, rien ne se faisant que par ses ordres, et les vieux ministres lui servant plutôt de couvertures que de guides (1). »

(1) *Mém. de Fontenay-Mareuil.*

Digitized by Google

Les affaires commençaient à devenir sérieuses. A côté de la France vivait un prince, maître d'un petit Etat, mais dont le cœur était haut, l'esprit actif, l'ambition démesurée. Le duc de Savoie, gémissant de se voir sous la dépendance de l'Espagne, concevait chaque année de nouveaux projets d'agrandissement, que Philippe III essaya d'arrêter en lui ordonnant de cesser toutes ses tentatives sur le Montferrat, s'il ne voulait s'exposer à une guerre à outrance. Charles-Emmanuel organisa fortement sa défense, rechercha l'alliance de Venise, implora les secours de Lesdiguières et s'efforça de se lier avec l'Angleterre et la Hollande.

La guerre commença. Les armes espagnoles, supérieures par le nombre et la valeur, ayant remporté de grands avantages, la France intervint, fit conclure un armistice et détermina le duc de Savoie à désarmer. L'Espagne envoya à Milan un gouverneur entreprenant, qui ne se croyait lié par aucun traité, *parce qu'un si grand roi que celui d'Espagne ne pouvait être lié par les traités, et ne reconnaissait d'autres lois que celles de sa modération et de sa clémence.* Pedro de Toledo poussa le duc de Nemours à se présenter comme prétendant au duché de Savoie, et attaqua Charles-Emmanuel, qui, bien que secondé par les Vénitiens et Lesdiguières, subit un échec qui nécessita le concours de la France.

Le duc de Lesdiguières était entré en Piémont au printemps de 1617, et avait ouvert la campagne avec des avantages marqués, lorsque la mort du maréchal d'Ancre l'obligea de repasser en France pour défendre ses intérêts. Il rentra en Piémont au mois d'août, avec une armée nombreuse, et imposa à l'Espagne, qui consentit

Digitized by Google

enfin à des conférences pour la paix, à un traité (1er février 1618) par lequel les parties belligérantes s'engagèrent à désarmer et à rendre les places prises pendant la guerre.

Le ministère français, trop occupé pour donner une grande attention à ces discussions d'outre-monts, songeait à réunir les notables. L'assemblée se tint à Rouen, le 24 novembre, et dura dix-huit jours. Les principales questions étaient toujours celles des impôts. « Ce serait » diminuer l'honneur dû à Dieu, disaient les prélats, » que de ravaler l'autorité de ses ministres et leur re» trancher leurs priviléges et immunités, entre autres » l'exemption de l'impôt du sel. » Et les gentilshommes disaient : « Votre Majesté est suppliée de ne point per» mettre que la noblesse soit flétrie d'aucunes imposi» tions que leurs pères et aïeuls n'ont jamais connues. » Ces exemptions furent accordées. Les notables disaient encore : « Tous les ordres de votre royaume ont de» mandé la révocation du droit annuel, au moyen du» quel il se fait une ignominieuse marchandise et nomi» nation d'officiers ; et est votre noblesse privée d'entrer » aux charges de la république, ne les pouvant acheter » à un prix si déréglé, combien que vous et vos prédé» cesseurs lui aient promis de la préférer à tous autres. » Ce droit annuel apporte un tel désordre, que votre » peuple est privé de justice, laquelle, au lieu de lui être » gratuitement et sincèrement administrée, comme elle » lui est due, est vendue bien chèrement. » — La réponse fut : « Sa Majesté y a pourvu (1). »

(1) *Etats-Généraux*, pag. 32.

Digitized by Google

Le droit annuel fut en effet aboli; mais le droit de prêt, qui y était joint, fut conservé, ainsi que la vénalité des charges qui en était la conséquence. Pour se procurer de nouvelles ressources, le ministère créa un nombre infini d'offices sans gages et sans utilité, tels que courtiers de vins, de laines, de cuirs et de toutes autres marchandises; auneurs, visiteurs de draps et de toiles, vendeurs de poissons frais, secs et salés; vendeurs de bétail à pied fourchu, mesureurs et porteurs de blé, jurés messagers de ville, jurés maçons et charpentiers, élèves de l'écritoire, contrôleurs des plâtres de Paris, contrôleurs aux portes de la ville, arpenteurs et mesureurs jurés des terres, bois, eaux et forêts. D'après cette seule nomenclature, on voit qu'il n'y avait ni une industrie, ni un commerce qui n'eût son impôt, ses chefs, ses officiers, ses jurés. C'est avec ces moyens que les finances de l'Etat se soutinrent de 1618 à 1621.

Le ministère se servit de l'assemblée pour opérer quelques réformes. Sur l'insinuation du ministère, l'assemblée demanda la révocation de toutes exemptions de tailles accordées aux officiers des élections, de toutes les lettres d'anoblissement impétrées depuis trente ans pour finances payées; la prohibition de toute vente de charges dans la maison du roi, de gouvernements, de places de guerre; elle émit le vœu que le souverain seul eût le droit de faire des amas d'armes; que, sans son expresse permission, on ne pût faire aucun armement, ni par terre, ni par mer, ni communiquer avec des ambassadeurs étrangers; qu'enfin on n'éludât plus les ordonnances qui empêchaient les divers membres d'une famille de se trouver réunis dans un même tribunal. Ces propo-

Digitized by Google

sitions, avec les réponses de l'assemblée, sont un monument des réformes que le gouvernement lui-même désirait, mais qu'il n'eut point la force d'accomplir (1).

Ce fut vers cette époque que mourut Villeroi, ministre aussi remarquable par son intégrité que par ses talents; car, pendant cinquante et un ans qu'il fut aux affaires, il n'augmenta pas sa fortune. Il se distinguait plus par l'expérience que par la science, qu'il estimait d'ailleurs fort peu. Luynes, sur lequel reposèrent toutes les affaires à la mort de Villeroi, commença par éloigner l'évêque de Luçon de la reine-mère, et plaça auprès d'elle de Boissy, qui avait sous lui des espions gentilshommes. La malheureuse Marie de Médicis était tellement disgraciée, que le roi traitait du mariage de sa sœur Christine, avec le fils du duc de Savoie, sans lui en parler. Cette disgrâce même excita l'intérêt, et il se formait en sa faveur, parmi les grands, un mouvement d'autant plus vif, qu'ils espéraient trouver en elle un point d'appui. Bouillon et d'Epernon, tout en se rapprochant de la reine-mère, voulaient aussi s'appuyer sur le protestantisme et cherchaient au dehors une force dans la réforme, ce qui fit éclater en Allemagne la grande *guerre de trente ans*, qui eut une si grande influence sur le règne de Louis XIII.

Pendant que Luynes surveillait les factions qui se formaient autour de lui, qu'il maintenait toujours la reine prisonnière à Blois et qu'il conservait Richelieu et son frère exilés à Avignon, Rohan et Montbazon travail-

(1) *Etats-Généraux*, tom. XVIII, pag. 53-118. — Sismondi, tom. XII, pag. 430.

Digitized by Google

laient à la réconciliation de la mère et du fils. Les pamphlétaires et leurs agents déversèrent l'insulte sur le gouvernement et furent poursuivis, pour cela, avec une rigueur extrême, car deux d'entre eux furent rompus en place de Grève et brûlés; un autre fut pendu. Barbin, l'un des agents les plus actifs du parti, était parvenu à correspondre avec la reine-mère; mais ses lettres ayant été livrées à Luynes, ce ministre donna alors commission au grand conseil « pour juger les auteurs » des menées et factions ayant pour but le retour de la » reine-mère, la délivrance du prince de Condé et le » renversement de l'Etat. »

Epernon, gouverneur de Metz, résolut alors de délivrer la reine-mère et de se servir de son crédit pour écraser les factions de la cour. Il partit de Metz avec une nombreuse escorte, pour se rendre à Angoulême, où des affaires l'appelaient, avait-il écrit au roi. Arrivé à Loches, il réunit autour de lui la noblesse du pays et disposa tout pour l'évasion de la reine-mère. Marie de Médicis était descendue par une échelle jusqu'à la plateforme du château; mais, lorsqu'elle vit la hauteur du rempart, le cœur lui ayant manqué, on l'enveloppa dans un manteau et on la descendit à l'aide d'une corde. Une voiture la transporta aussitôt à Loches, d'où Epernon la conduisit à Angoulême.

Luynes, épouvanté de la fuite de la reine-mère, fit répandre le bruit qu'elle avait été enlevée malgré elle, et marcha avec le roi à la prétendue délivrance d'une princesse qu'il voulait tenir captive. La reine, persuadée que toute la noblesse allait se soulever en sa faveur, demeurait tranquille, « pour ce que, dit le duc de Rohan,

Digitized by Google

» beaucoup de gens envioient la belle action du duc » d'Epernon, peu se vouloient ranger sous son humeur » altière, et tous croyoient bien que tout aboutiroit à » une paix, et se fâchoient de s'y embarquer, pour en » avoir la haine du roi et laisser l'honneur de l'entre- » prise aux autres. »

Luynes commença la guerre avec une certaine défiance, craignant qu'en la poussant trop vivement, il ne réveillât les sentiments de piété filiale du roi et ne produisît une réconciliation dont il n'aurait pas été l'auteur. Il fit revenir, auprès de la reine-mère, Richelieu, qui, par l'intermédiaire du Père Bérulle, fondateur de l'Oratoire, de La Rochefoucault et du comte de Béthune, fit la paix à Angoulême. La reine-mère obtint toute liberté pour disposer sa maison comme elle le voudrait et pour habiter la ville qu'elle désirerait; elle conserva ses revenus de toute nature et la distribution des charges qui lui appartenaient; elle échangea son gouvernement de Normandie contre celui d'Anjou. Le roi lui donna six cent mille livres pour payer ses dettes. Le duc d'Epernon reçut cinquante mille écus en échange de la ville de Boulogne. Tous ceux qui avaient pris part au mouvement furent déclarés n'avoir point démérité du roi, et conservèrent leurs charges.

Ce fut seulement quatre mois après la signature de ce traité que le roi vit la reine, sa mère; l'entrevue parut touchante et la réconciliation franche.

La reine-mère, profondément irritée de l'insulte qui lui avait été faite, se retira à Angers, chef-lieu de son gouvernement, et fit de cette ville le refuge de tous les mécontents. Luynes, sentant qu'il avait besoin d'un au-

Digitized by Google

tre appui que le jeune roi, jeta les yeux sur le prince de Condé, dont trois ans de captivité avaient abattu l'orgueil. Condé se montra très souple pour le duc de Luynes, ce qui détermina tous ses anciens amis à l'abandonner et à choisir pour chef le jeune comte de Soissons, qui se rendit à Angers, afin d'engager la reine-mère à prendre de nouveau les armes.

Les pamphlétaires se mirent à l'œuvre et dénoncèrent les criminelles tentatives de Luynes pour se rendre absolument maître du royaume. Celui-ci demandait, assurait-on, l'épée de connétable, pour avoir à sa disposition toutes les forces de la France; sa femme travaillait à corrompre le roi; elle l'éloignait de la jeune reine Anne d'Autriche; on allait rendre de nouveaux édits bursaux pour fournir au parti l'argent nécessaire, afin d'asservir toute la noblesse de France.

Cette guerre de plume en préparait une autre. Tandis que la première noblesse se réunissait autour de la reine-mère, le duc de Longueville promettait de faire une formidable diversion dans son gouvernement de Normandie. La ville de Caen était occupée par le duc de Vendôme; le Perche, par le comte de Soissons; le Poitou, par les ducs de Rohan et de La Trémouille; la Saintonge et l'Angoumois, par le duc d'Epernon; Metz, par son fils, le marquis de La Valette; la Guyenne, par le duc de Mayenne et le maréchal de Roquelaure; on ne se croyait sûr ni du maréchal de Brissac en Bretagne, ni du duc de Montmorency en Languedoc; la Picardie et la Champagne étaient travaillées par les ducs de Longueville et de Bouillon. Nous ne connaissons, dans nos annales, aucune coalition plus formidable contre l'auto-

Digitized by Google

rité royale. Elle donna de vives inquiétudes au duc de Luynes, qui se hâta de réunir une armée en Normandie et d'y conduire le roi (1).

Louis XIII, âgé de dix-neuf ans, résolut de se mettre à la tête de son armée, ce qui le flattait d'autant plus qu'il était alors robuste, habile dans le maniement des armes, expérimenté dans toutes les manœuvres, capable de présider les conseils de guerre, connaissant le pays où il voulait opérer, enfin ami d'une discipline sévère. Sa première campagne ne fut qu'une course; Rouen, Caen, Alençon et Vendôme lui ouvrirent leurs portes. Arrivé sur les bords de la Loire, le roi poussa, par divertissement, un corps de troupes contre les Ponts-de-Cé, qui furent enlevés. La faction de la reine, épouvantée alors, se soumit; le roi se contenta d'exiger la pleine exécution du traité d'Angoulême.

Toutes ces guerres civiles, sans cesse renaissantes, étaient sans doute facilement comprimées, mais elles entretenaient toujours dans la nation une certaine agitation et faisaient concevoir les plus grandes espérances à un parti qui formait dans l'Etat un second Etat. Les huguenots, quoique garantis par l'édit de Nantes, n'étant pas sans inquiétude sur leur existence future, surtout depuis le double mariage entre les cours de France et d'Espagne, ne cessèrent, dans l'espérance d'affaiblir la nation et avec elle l'autorité royale, de se rallier à tous les agents de troubles pour porter le désordre dans les provinces. Louis XIII ajouta encore à leurs craintes par la haute protection qu'il accorda aux saints person-

(1) Ponchartrain, pag. 308-313.

Digitized by Google

nages et aux grandes œuvres qu'enfanta la religion en France. Nous nous proposons de les faire connaître spécialement dans le règne suivant; car si on les vit naître sous le gouvernement de Louis XIII, c'est sous le règne de Louis XIV qu'on les vit grandir. La religion catholique ayant été détruite en Béarn, sous Jeanne d'Albret, le roi en avait ordonné le rétablissement et prescrit que les biens ecclésiastiques, dont les protestants s'étaient emparés, seraient restitués aux catholiques; mais cet ordre ne fut pas accepté par les réformés, ce qui engagea le roi à déclarer cette province absolument réunie à la couronne; et, pour assurer la complète exécution de cet ordre, il se mit à la tête de son armée et se rendit dans le Midi. Avertis par ces mesures qu'on voulait les affaiblir, encouragés encore par l'exemple de leurs coreligionnaires d'Allemagne soulevés contre l'autorité légitime, les huguenots prirent les armes, malgré les sages conseils de Sully et de Duplessis-Mornay. Afin d'être en état de lutter contre le roi, les principaux chefs protestants tinrent une réunion générale à La Rochelle, où le duc de Bouillon reçut une autorité supérieure sur toutes les parties de la France protestante, qui fut partagée en huit départements ou cercles.

Comme il eût été d'une très mauvaise politique de laisser à un tel projet le temps de se fortifier, le roi fit la guerre en personne, conféra la dignité de connétable au duc de Luynes, et marcha contre les huguenots. Saumur, où commandait le vieux Duplessis-Mornay au nom de la Ligue protestante, reçut une garnison royale sans opposition. Louis XIII se dirigea ensuite sur Saint-Jean-d'Angely, regardé comme le rendez-vous général de

Digitized by Google

tous les huguenot de l'ouest, et causa un tel effroi sur son passage, que toutes les villes soumises aux réformés, épouvantées à son approche, se hâtèrent d'ouvrir leurs portes. Le roi publia dans Niort une proclamation par laquelle il accordait un pardon généreux à tous ceux qui abandonneraient la rébellion et reconnaîtraient l'autorité royale; il menaçait en même temps de grands châtiments ceux qui oseraient persévérer dans la résolution prise à La Rochelle. Il se dirigea ensuite sous les murs de Saint-Jean-d'Angely, fit ouvrir le feu, et, après vingt-deux jours d'une défense habile, contraignit Soubise, commandant de la place, à capituler; les fortifications de cette ville furent rasées, et elle perdit tous les priviléges dont elle avait joui. Après ce coup redoutable porté à la cause protestante, le roi s'avança contre Montauban, le sanctuaire des huguenots du midi et le centre de l'agitation perpétuelle. Cette place, défendue par le marquis de La Force, devait être protégée par le duc de Rohan, qui avait promis de la secourir avec toutes les troupes qu'il pourrait rassembler dans le Languedoc et les Cévennes, où se trouvaient les protestants les plus décidés. Le parti catholique fit une perte considérable dans la personne du jeune duc de Mayenne, qui périt d'une balle au commencement du siége. « Les feux de la Ligue semblèrent se rallumer, comme on parlait alors, pour servir de torches funèbres à ses obsèques. » L'émotion fut grande, dans toute la France, à cette nouvelle; la population de Paris, sentant renaître sa vieille haine contre les huguenots, se porta en masse sur le chemin de Charenton, pour massacrer les réformés qui revenaient du prêche.

Digitized by Google

Montauban, défendu par Soubise et secouru par Rohan, résista à tous les assauts, repoussa toutes les attaques et fit périr beaucoup de monde aux assiégeants, décimés encore par les maladies : la mauvaise saison approchait, chacun comprenait l'impossibilité d'emporter une ville défendue avec le courage du désespoir; personne cependant n'osait émettre l'opinion de lever le siége. Bassompierre eut enfin le courage de prononcer le mot. Son avis fut accepté, et l'armée royale se retira après avoir perdu huit mille hommes. Cependant l'âme de la guerre, le connétable de Luynes, qui luttait contre une fièvre purpurine, accablé par le chagrin que lui avait causé cet échec, se mourait (15 décembre 1621) dans un village. « Il ne fut guère plaint du roi, dit Bassompierre, et sa » mémoire resta chargée de tous les reproches que les » contemporains adressent d'ordinaire aux favoris. »

Le poste de premier ministre, laissé vacant par la mort du duc de Luynes, et l'incapacité de Louis XIII de gouverner par lui-même, donnèrent l'espoir d'occuper cette éminente dignité à Bassompierre, qui se distinguait dans les armes et avait fixé l'attention du roi. Les ministres, redoutant son ascendant, tentèrent de l'éloigner en le priant d'accepter la lieutenance de Guyenne. Tout en refusant ce poste, il eut assez de jugement pour comprendre qu'il ne pourrait aspirer à l'honneur de gouverner le roi. La reine-mère ou le prince de Condé étaient les seules personnes qui eussent alors cette prétention. La reine-mère, dirigée par Richelieu, qui lui prescrivait la plus profonde déférence aux volontés du roi, son fils, était, à cette époque, éloignée du théâtre des intrigues; et très probablement, si elle eût été auprès du roi, elle

Digitized by Google

serait, avec la haute direction de Richelieu, parvenue à reprendre le timon des affaires. Le prince de Condé se rendit à la hâte auprès de Louis XIII, entra chaudement dans le parti du ministère, et engagea le roi à pousser vigoureusement la guerre contre les huguenots.

Les vieux ministres, bientôt blessés par l'arrogance du prince de Condé, conseillèrent au roi de rendre à sa mère une place au conseil; mais les plus jeunes membres s'y opposèrent, moins par aversion pour elle que par crainte de Richelieu. Le parti favorable à la reine-mère l'ayant emporté, Marie de Médicis fut introduite dans le conseil, s'y montra d'une prudence consommée, ne donnant rien à l'intrigue ni à l'ambition.

Un conseil s'étant réuni pour statuer sur le parti à tenir à l'égard des huguenots, Condé insista vivement en faveur de la guerre et conseilla de laisser la reine-mère à Paris, pour avoir soin du gouvernement. C'était à ses yeux le moyen le plus sûr de se rendre maître du roi. Marie de Médicis plaida aussi la cause de la guerre, et son opinion fut adoptée par les plus sages conseillers, Lesdiguières à leur tête. La guerre étant ainsi résolue, la reine pria son fils de ne pas y prendre part, mais d'en confier la direction à quelques-uns des excellents capitaines qui l'environnaient. Sa demande ne fut pas agréée; elle obtint seulement que le duc d'Anjou, son second fils, resterait avec elle.

Les succès du roi furent très rapides. Il arriva dans l'île de Ré, où le duc de Soubise s'était établi avec une troupe de Rochelois et de mécontents du pays : « Nous » marchâmes, dit Bassompierre, jusqu'à la vue des en» nemis, près de deux lieues, lesquels se jetèrent dans

Digitized by Google

» les vaisseaux et dans Saint-Gilles, et les autres mirent » les armes bas, nous demandant miséricorde, sans ren- » dre aucun combat. La cavalerie s'enfuit de même; » mais ne pouvant faire une si longue retraite, la plu- » part furent tués en la suite de la victoire par les pay- » sans. Il y mourut sur-le-champ, tués de sang-froid, » sans résistance, plus de quinze cents hommes, et plus » d'autant de prisonniers, qui furent envoyés aux galè- » res; le reste fut tué par les gens de M. de La Roche- » foucault et par les paysans. De telle sorte que Soubise » rentra à La Rochelle avec trente chevaux, de sept cents » qu'il avoit, et ne s'en retourna pas quatre cents hom- » mes, de plus de sept mille qu'il avoit le jour précédent » en son armée (1). »

Royan, assiégé par le duc d'Epernon, capitula peu après. Ce capitaine fut mis avec un corps d'observation devant La Rochelle, tandis que le roi se dirigea vers la Guyenne, où Condé l'accompagnait pour exciter le mécontentement des officiers supérieurs. Toutes les places tombaient les unes après les autres; celles qui faisaient quelque résistance étaient sévèrement punies : les murailles étaient abattues, les maisons brûlées, et souvent les habitants passés au fil de l'épée. La piété se mêlait à ces actes de sévérité; le roi, les princes du sang en donnaient l'exemple : plus de six cents courtisans communièrent ensemble à Toulouse le jour de la Visitation de la sainte Vierge.

Les principaux réformés rentraient en foule dans le sein de l'Eglise catholique. La plus illustre de toutes les

(1) Bassompierre, pag. 389.

Digitized by Google

conversions fut celle du duc de Lesdiguières. Au sortir de l'église où il venait de faire son abjuration, il reçut de son gendre, le maréchal de Créqui, l'épée de connétable. En vain les protestants avaient offert cent mille écus par mois au connétable de Lesdiguières pour qu'il se mît à leur tête et organisât leur armée, « le vieux » soldat ne voulut pas, à quatre-vingts ans, quitter sa » petite royauté du Dauphiné, pour accepter la conduite » de ce parti indisciplinable (1). »

Le marquis de Châtillon, petit-fils de Coligny, rentra, à la même époque, dans le sein de la véritable Eglise. Il ne restait plus que deux hommes importants attachés à la réforme, Soubise et Rohan. Tout était soumis au roi dans le Midi, à l'exception de Nîmes et de Montpellier. Le roi s'était d'ailleurs montré si plein de bienveillance à l'égard des réformés qui se soumettaient, que le peu de résistance qu'il éprouvait s'explique tout naturellement.

Arrivé devant Montpellier, le roi, pressé par Condé, refusa de donner aux habitants des conditions convenables, et commença un siége qui coûta beaucoup de monde, parce que, avec toute la grandeur de son courage, Condé avait peu de justesse dans le coup-d'œil. Comprenant que, malgré la valeur de ses défenseurs, la place ne pourrait cependant manquer de succomber, Rohan entra sérieusement en négociation avec Lesdiguières.

La paix fut enfin conclue. Le roi laissa aux protestants leurs assemblées synodales et consistoriales, leur

(1) Michelet, *Précis de l'Histoire de France.*

Digitized by Google

promettant de nouveau l'observation de l'édit de Nantes; seulement les huguenots ne conservèrent d'autres villes de sûreté que La Rochelle et Montauban.

Pendant cette guerre, Soubise ayant été en Angleterre implorer des secours, des agents protestants déterminèrent le comte de Mansfeld et l'administrateur d'Halberstadt à conduire leurs redoutables bandes d'aventuriers, de quinze mille fantassins et de dix mille chevaux, au secours des réformés français. Quand cette armée formidable se dirigea vers la Champagne, la terreur fut grande à Paris et dans les provinces voisines. Le duc de Nevers, gouverneur de Champagne, arrêta les bandes par des négociations, leur montra qu'elles n'avaient rien à attendre d'un parti complétement ruiné; que si elles voulaient obtenir une solde, elles devaient s'attacher au roi; il les amusa ainsi par de feintes promesses, pendant qu'il réunissait des troupes pour les contraindre à se replier sur les Pays-Bas. Ayant été battus à Fleurus, leurs débris rejoignirent le prince d'Orange à Bréda.

L'extérieur avait aussi attiré l'attention du ministère, spécialement la Valteline. Cette vallée, située entre la Suisse et l'Italie, débouchant sur le Milanais, fournissait à la France un accès facile dans la péninsule, donnait à la maison d'Autriche une communication avec ses Etats d'Italie et d'Allemagne, et offrait aux Suisses un chemin pour entrer en Italie. La Valteline avait eu sa Saint-Barthélemy politique; les habitants, Italiens de langage et d'habitude, s'étaient soulevés contre les Grisons et les protestants réfugiés, et avaient tué trois cent cinquante personnes, dit Botta, six cents, assure Cantù. Les Grisons, irrités de la mort de leurs compatriotes, ayant atta-

Digitized by Google

qué la Valteline, le gouverneur du Milanais se présenta pour la défendre. La France, ne pouvant rester spectatrice désarmée de ce grave conflit, au lieu de recourir aux armes, employa les négociations, et envoya Bassompierre en Espagne, qui trouva Philippe III atteint d'une maladie mortelle.

Ce fut seulement avec Philippe IV que Bassompierre put traiter. Il fut arrêté que, sous le rapport politique, la Valteline serait ce qu'elle était avant le massacre; sous le rapport religieux, il ne devait y avoir d'autre culte que le culte catholique.

Ce traité, signé le 25 avril 1621, ne plut à personne. Les Vénitiens, et surtout le duc de Savoie, s'en montrèrent fort mécontents et envoyèrent en France traiter avec le roi. Après le siége de Montpellier, une alliance offensive et défensive fut signée à Paris, le 7 février 1623, par laquelle le roi s'engageait à mettre sur pied quinze à dix-huit mille fantassins et deux mille chevaux, le duc de Savoie huit mille hommes de pied et deux mille chevaux, « qu'ils devaient entretenir pendant » deux ans, ou jusqu'à l'entière restitution de la Valte» line et autres lieux occupés aux Grisons (1). »

Tel était l'état de cette affaire lorsque Richelieu parvint au ministère. Comme c'est le plus célèbre des ministres qui aient gouverné la France, nous devons le faire connaître d'abord, dire comment il parvint aux affaires, et exposer la situation intérieure et extérieure lorsqu'il prit le gouvernail en main.

(1) *Traités de paix*, tom. III, pag. 189.

Digitized by Google

§ III. *Ministère de Richelieu (1624-1642).* — I. *Ses vues, ses premiers actes.*

Richelieu, un de ces hommes extraordinaires qu'on veut connaître tout entiers, fut d'abord destiné aux armes; mais Alphonse, son frère, ayant quitté, par amour pour la solitude, l'évêché de Luçon, qui était comme inféodé à la famille des du Plessis, ceux-ci proposèrent Armand-Jean du Plessis-Richelieu pour le remplacer: « Que la volonté de Dieu soit faite, écrivait-il à son grand » oncle; j'accepterai tout pour le bien de l'Eglise et la » gloire de notre nom. » Il se livra aussitôt à l'étude de la théologie avec une ardeur dévorante, et soutint, à l'âge de vingt ans, avec le succès le plus brillant, sa thèse pour le doctorat, en rochet et en camail, comme évêque nommé. L'expédition de ses bulles d'institution pouvant rencontrer quelque difficulté en cour de Rome, à cause de sa grande jeunesse, il se rendit lui-même dans la capitale du monde chrétien et se présenta, non point comme un favori, mais comme un homme appuyé sur son propre mérite. Il soutint avec tant d'éclat une thèse en présence du pape Grégoire XV, que ce pontife, persuadé qu'une grande lumière se levait pour l'Eglise, voulut le sacrer lui-même.

A peine à la tête de son diocèse, il s'appliqua à y faire revivre l'antique discipline, et acquit en peu de temps une si haute réputation, qu'au moment de la réunion des Etats-Généraux de 1714, le clergé du Poitou en fit choix pour le représenter. Il parut dans cette assemblée avec une grande maturité de talent, quoiqu'il n'eût que vingt-neuf ans. Nommé aumônier de la reine, ensuite

Digitized by Google

ministre secrétaire d'Etat de la guerre et des affaires étrangères sous le maréchal d'Ancre, il comprit tout ce que sa position avait de précaire. Aussi, malgré les instances du maréchal, il ne voulut pas se démettre de son évêché. Lorsque le maréchal d'Ancre fut tombé et que la reine-mère se fut retirée à Blois, jugeant la situation politique encore trop incertaine, il eut la prudence de se couvrir du prétexte de ses fonctions d'aumônier de la reine-mère pour la suivre à Blois. Il possédait déjà ce coup-d'œil juste et ferme qui saisit une situation et la juge sans se tromper. Richelieu était mûr lorsqu'il arriva aux affaires.

L'autorité était singulièrement déchue en France. « Le » Parlement, voyant que, sous l'administration des mi- » nistres, les affaires étaient dans un si honteux abais- » sement, crut être obligé, par le devoir de sa charge, » d'en dire son sentiment au roi. Ses députés arrivèrent » à Fontainebleau le 3 mai 1623, avec commission de » représenter à Sa Majesté la misère du peuple, la mau- » vaise conduite de ceux qui avaient la meilleure part au » gouvernement, le peu d'espérance de voir sa dignité » relevée sous leur ministère, et l'intérêt qu'il avait de » retrancher plutôt les dépenses que de les soutenir par » l'oppression du peuple. Le roi, par l'avis de son con- » seil, qui était accoutumé de se servir de son maître » plutôt que de le servir, leur dit que leurs remontrances » tendraient plutôt à desservir son gouvernement que de » le réformer; qu'elles étaient plutôt faites par faction » que par zèle, et que ce n'était pas à eux de prendre » connaissance des affaires de son Etat (1).

(1) *Mém. de Richelieu*, tom. XXII, liv. 14, pag. 260.

Digitized by Google

M. de La Vieuville, sentant son impuissance, résolut d'appeler Richelieu au ministère. « Le cardinal » s'en défendit pour plusieurs considérations. Il re» présenta qu'il avouoit que Dieu lui avoit donné quel» que qualité et force d'esprit, mais avec tant de débilité » de corps, que cette dernière qualité l'empêche de se » pouvoir servir des autres dans le bruit et désordre du » monde... Pour être publiquement du conseil il lui fau» droit tant de conditions, pour la faiblesse de sa com» plexion, qu'il sembleroit que ce seroit pure délicatesse » qui les lui feroit désirer. Premièrement, quantité de » visites le tuant, et il voudroit que personne ne lui pût » parler d'affaires particulières... Il désireroit qu'on ne » fît pas trouver mauvais au roi, si souvent il n'étoit à » son lever, mais qu'il sût et crût que rien ne l'en em» pêcheroit que le malheur qu'il a de ne pouvoir être » longtemps debout ou en une presse... Mais toutes ces » raisons furent inutiles, car comme cet homme (La Vieu» ville) étoit violent en ses passions, il poussa cette af» faire si vivement, qu'il n'y eut pas moyen de résister » aux mouvements du roi et de la reine-mère, qu'il fit » intervenir en cette occasion (1). »

La Vieuville, par son emportement et sa colère, se fit bientôt un si grand nombre d'ennemis, que le conseil se changea en une sorte d'arène. Le roi, effrayé de cette situation des esprits, consulta Richelieu. Le cardinal lui répondit, en parlant de La Vieuville : « Chacun connoît » les passions qui sont en lui; qu'il n'agissoit que par » passion et par intérêt; jamais ne donnoit aucun conseil

(1) Richelieu, liv. xv, pag. 284.

Digitized by Google

» que sur ces principes; changeoit tous les jours de réso-
» lution, et, pour dire en un mot, n'avoit aucune des
» parties nécessaires pour le lieu qu'il tenoit. » Il repas-
sait ensuite toutes les affaires qu'il jugeait avoir été mal conduites par La Vieuville; puis il ajoutait : « Votre Ma-
» jesté ne doit pas confier ses affaires publiques à un seul
» de ses conseillers et les cacher aux autres : ceux que
» vous avez choisis doivent vivre en société et amitié
» dans votre service, et non en partialités et divisions.
» Toutefois et quantes qu'un seul voudra tout faire, il
» voudra se perdre, mais en se perdant il perdra l'Etat
» et vous-même; et toutes les fois qu'un seul voudra
» posséder votre oreille et faire en cachette ce qui doit
» être résolu publiquement, il faut nécessairement que
» ce soit pour cacher à Votre Majesté ou son ignorance,
» ou sa malice (1). »

Richelieu fut alors mis à la tête des affaires. Il rappela tous ceux qui avaient été éloignés. Schomberg rentra au conseil. Il créa une chambre de justice contre les financiers, qui rendirent sept millions. C'est par ces mesures que le nouveau ministre dirigeant tâchait de se concilier l'opinion publique. Constatons l'état de l'Europe et de la France à l'avénement de Richelieu au ministère.

La France était en rapports principalement avec trois grandes puissances, avec l'Angleterre, l'Autriche et l'Espagne.

La maison d'Autriche, qui gouvernait en Espagne et en Allemagne, était arrivée, à l'avénement de Riche-

(1) Richelieu, tom. xv, pag. 338.

Digitized by Google

lieu, à un très haut degré de puissance. L'empereur Ferdinand II avait vaincu ses ennemis, il est vrai, mais il l'avait fait avec une sévérité qui amena la *querre de trente ans*; nous nous réservons d'en raconter les causes et les conséquences.

La branche de la maison d'Autriche qui régnait au-delà des Pyrénées, était toujours intimement unie à l'empereur d'Allemagne, mais elle tombait alors en décadence. Le commencement de cette décadence se manifesta dès les premières années de Philippe III : la faiblesse du caractère de ce prince se fit sentir dans toutes les parties de son gouvernement. Il fallait, en effet, une tête bien puissante pour porter des soins également vigilants sur l'Amérique, sur de vastes possessions en Asie, sur celles de l'Afrique, sur l'Italie, sur les Pays-Bas. Le père de Philippe III avait vaincu ces difficultés; la négligence du nouveau règne fut si grande, l'administration des deniers publics si infidèle, que, malgré les trésors du Mexique, du Brésil, du Pérou, des Indes orientales, il fut impossible de payer les troupes espagnoles qui combattaient alors contre les Provinces-Unies.

Le désordre augmenta encore sous Philippe IV. Le fameux comte d'Olivarès, croyant que la grandeur du titre de son souverain se réfléterait sur lui, fit prendre à son maître le titre de *grand*, et, loin de le soutenir, il démembra, par son impéritie, une partie de la monarchie espagnole. Quand, dans la suite, il eut perdu le Roussillon par la faiblesse de ses armes, le Portugal par sa négligence, la Catalogne par l'abus de son pouvoir, la voix publique lui donna pour devise un fossé, avec ces mots : « Plus on lui ôte, plus il est grand. »

Digitized by Google

Si l'Espagne s'affaiblit après Philippe II, l'Angleterre déchut aussi pendant longtemps, à partir du règne d'Elisabeth. Le successeur de cette reine, Jacques Ier, aurait dû, ce semble, avoir plus d'influence qu'elle dans les affaires de l'Europe, puisqu'il possédait la couronne d'Ecosse, aussi bien que celle d'Angleterre, et cependant son règne eut bien moins d'éclat.

Une des premières et des plus grandes fautes de Jacques Ier fut de vouloir gouverner en souverain absolu, sans montrer assez de respect pour les priviléges de la nation. Il n'en ressentit pas les conséquences les plus redoutables; elles étaient réservées pour son infortuné fils, qui porta sa tête sur l'échafaud.

Ce qui éloigna surtout l'Angleterre de son roi, ce fut l'entier abandon de ce prince à ses favoris. Jacques fut d'abord gouverné par un Ecossais nommé Carr, qu'il fit comte de Sommerset; et, depuis, il quitta ce favori pour George Villiers. Ce George Villiers est le fameux duc de Buckingham, qui se rendit célèbre dans toute l'Europe par son esprit, et plus encore par ses galanteries. C'est le premier gentilhomme anglais qui ait été revêtu du titre de duc sans appartenir à la famille royale. Cet homme, véritable héros de roman, avait l'esprit tellement habile en intrigue, qu'il parvint à se rendre maître du roi Jacques, surnommé le *Salomon d'Angleterre*. Il lui persuada même les choses les plus étranges. Ayant formé le projet de marier l'infortuné Charles Ier avec une infante d'Espagne, il détermina ce prince, qui obtint l'agrément de son père, à sortir de l'Angleterre pour se rendre en Espagne en véritable chevalier errant, sans suite, sans aucune marque distinctive. Le duc de Buckingham,

Digitized by Google

avant de songer au prince qu'il accompagnait, chercha à enlever la femme du premier ministre d'Espagne; et comme un tel acte fut vivement blâmé par le monarque espagnol, Buckingham rompit le projet de mariage entre l'infante et le prince de Galles, qu'il amena à la cour de Louis XIII, et il obtint pour lui la main de la sœur de ce monarque. C'est par ces intrigues insensées que le duc de Buckingham jeta dans la nation anglaise cette grande division des partis qui subsiste encore. Il rallia au roi la haute aristocratie, qui est connue sous le nom de *tories*, et en détacha les *whigs*, qui menèrent l'infortuné Charles Ier à l'échafaud.

Le danger du dehors, pour la France, ne pouvait venir que de la maison d'Autriche; il était très grand, il est vrai, de ce côté; mais le plus à craindre était à l'intérieur. Tout pouvoir paraissait réellement anéanti : les grands, soumis un moment, apaisés par l'or qu'on leur jetait, adressant sans cesse des réclamations au gouvernement, étaient toujours plus menaçants; ils espéraient arriver à la réalisation de leurs projets d'indépendance. L'armée, ce nerf des Etats, surtout dans les grandes crises, était mal organisée et se recrutait très difficilement. Les finances étaient dans l'état le plus déplorable; mille sangsues attachées au trésor arrachaient les espèces à mesure qu'elles arrivaient. La France avait un amiral et elle n'avait point de marine. Aussi ses côtes étaient infestées par une multitude de pirates.

Qui pouvait remédier à la situation? Etait-ce le roi? Mais la conduite de ce jeune monarque sous le ministère de Concini et de Luynes, avait montré quel serait le caractère de ce prince quand il serait en état de régner.

Digitized by Google

On ne présumait pas qu'il dût jamais constituer la monarchie sur les larges bases d'une forte unité.

Louis XIII n'était cependant pas un homme ordinaire : non-seulement il avait de l'instruction et un amour de la justice extrêmement rare, mais il était encore réellement doué d'un grand courage. On l'avait vu dans les fossés de Saint-Jean-d'Angely se conduire avec l'intrépidité du plus brave des soldats. Plus tard il montra une égale bravoure quand il conduisit lui-même au feu ses hommes d'armes et força le Pas-de-Suse. Quand les Espagnols pénétrèrent en France et s'avancèrent jusqu'à Corbie, il ne désespéra pas de la fortune. Il est un genre de courage qui n'a pas été assez apprécié en Louis XIII : c'est la persévérance qu'il mit à soutenir Richelieu. Il ne l'aimait pas, il était jaloux des éloges qu'on donnait à cet habile ministre. Il était poussé par la reine, par son frère, par les grands du royaume à le révoquer : il tint ferme et le conserva, parce qu'il le regardait comme le seul homme en France capable de relever la monarchie et de la placer au rang qu'elle devait occuper.

Il n'y avait véritablement qu'un seul homme qui eût le génie nécessaire pour sauver la France, c'était Richelieu : vainement on en chercherait un autre; lui seul était capable de la relever.

Telle était exactement la situation de la France, tant au dedans qu'au dehors, lorsque Richelieu entra au ministère.

Il forma le dessein de faire face à toutes ces causes de faiblesse, de relever la France et de lui donner la place qui lui appartient naturellement. Aussi, que l'on suive tous les actes du ministère du cardinal, tous se rappor-

Digitized by Google

tent à ces deux idées : 1° niveler la France sous l'autorité royale et donner à l'Etat la plus stricte unité ; 2° rendre à la France la place qu'elle doit occuper dans l'équilibre européen. Mais, pour cela, il fallait abaisser l'Empire et anéantir le parti protestant en France comme parti politique. Sans doute Richelieu ne systématisa pas ces deux grandes idées en entrant aux affaires ; elles ne se développèrent que succesivement dans son esprit, et surtout il profita de la marche progressive des événements pour former ses plans et prendre ses moyens d'action.

Les faits ne se présentent pas ainsi divisés dans le cours de l'histoire ; on est obligé de les suivre souvent mêlés. Les premiers actes du célèbre ministre concernent les affaires étrangères. La maison d'Autriche n'avait jamais été plus puissante ; il y avait entre Philippe IV, l'empereur Ferdinand et l'archiduchesse Isabelle, gouvernante des Pays-Bas, une entente cordiale si complète, que ces trois personnes n'en formaient pour ainsi dire qu'une seule et marchaient d'un commun accord vers la monarchie universelle, par la destruction du protestantisme, que les autres puissances avaient le malheur de protéger par sympathie ou par faiblesse. Richelieu pensa que le moyen de rompre cette redoutable trinité, c'était d'isoler les Etats. Or, l'argent et les hommes d'Espagne passaient dans le Milanais par Gênes ; le Milanais communiquait à l'Autriche par la Valteline ; les Pays-Bas étaient mis en rapport direct avec l'Allemagne et l'Autriche par le Palatinat. En se rendant maître de Gênes, de la Valteline et du Palatinat, les Etats de la maison d'Autriche se trouvaient ainsi isolés. « Nous pouvons

Digitized by Google

» faire, dit Richelieu au roi en son conseil, tout ce que » dessus avec dextérité, sans rompre les traités que nous » avons avec les Espagnols, si nous prenons simplement » le prétexte d'aider par nos armes nos alliés en Italie, » en la Valteline et en Flandre (1). »

Pour exécuter ce dessein, il fallait des alliances. L'Angleterre, quoique livrée à un gouvernement faible, pouvait cependant faciliter l'attaque contre les Pays-Bas; et la négociation paraissant facile sur ce point, parce que le ministère anglais voulait aussi poursuivre le même but que le ministère français, on fit échouer le projet de mariage du prince héritier de l'Angleterre avec une princesse espagnole, et l'on reporta vers la France toutes les pensées de Jacques Ier pour le mariage de son fils.

L'année précédente, lorsque Charles et Buckingham avaient traversé Paris, ils avaient été admis à la cour de France et avaient vu dans un bal la princesse Marie-Henriette, la plus jeune des filles de Henri IV; elle était dans la quatorzième année de son âge, avait le teint brun, était d'une petite stature; mais elle se distinguait par la beauté de ses traits et par l'élégance de ses manières. Quoiqu'elle eût alors fait très peu d'impression sur le jeune Charles, cependant ce prince voyant s'éloigner l'espoir qu'il avait conçu de son mariage avec une infante d'Espagne, reporta toutes ses pensées sur la princesse française. Lord Kensington fut envoyé à la cour de France pour demander la main de Marie-Henriette. Ces premières négociations, plutôt officieuses qu'officielles, ayant eu un plein succès auprès de la reine-mère, le

(1) Richelieu, tom. XV, pag. 407.

Digitized by Google

comte de Carlisle reçut une mission officielle, prit le titre d'ambassadeur de Sa Majesté Jacques Ier, et fit la demande solennelle de la main de la très haute princesse Marie-Henriette de France, pour le très sublime et puissant prince Charles, fils de Jacques Ier, roi d'Angleterre et héritier présomptif de la couronne. Cette demande fut très favorablement accueillie par le ministère français, qui, s'apercevant que l'Angleterre désirait vivement cette alliance matrimoniale, éleva graduellement ses conditions. Il fut arrêté que les parties seraient mariées en France, de la même manière que Henri IV avait épousé Marguerite de Valois; qu'à l'arrivée de cette princesse en Angleterre, le contrat serait publiquement ratifié sans aucune cérémonie religieuse; que la princesse et sa suite auraient le libre exercice de leur religion, faveur qui avait été accordée à l'infante; qu'elle aurait la surveillance de tous ses enfants, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de treize ans; que la dot serait de huit cent mille couronnes, et que la princesse renoncerait, pour elle et pour tous ses descendants, à tout droit de succession à la couronne de France. Le cardinal de Richelieu fit observer que ce serait un affront pour son souverain et pour la France, si l'Angleterre ne faisait en faveur de cette union les concessions accordées à la princesse espagnole; il demanda donc que l'indulgence promise aux catholiques anglais par le traité de Madrid fût garantie par celui de Paris.

Cette demande inattendue jeta la cour d'Angleterre dans une perplexité d'autant plus grande, que peu auparavant on avait donné un ordre contraire aux juges, et que le roi avait promis au Parlement de n'accorder

Digitized by Google

aucune grâce aux catholiques, serment que le prince Charles avait prêté lui-même. La négociation ayant été alors suspendue, on chercha tous les moyens d'accorder les demandes du cabinet français avec les promesses contractées par le roi d'Angleterre et par son fils. On s'arrêta au compromis suivant : le roi d'Angleterre, par un engagement secret signé de lui, de son fils et d'un secrétaire d'Etat, promettait d'accorder à ses sujets catholiques une plus grande liberté de religion qu'il n'en avait été réclamé en vertu de l'alliance espagnole, en renonçant à toute poursuite contre les personnes, leurs propriétés ou leur conscience.

Cette convention était déjà signée par le roi Jacques et par Louis XIII, lorsque Richelieu éleva de nouvelles difficultés; il prétendit que les promesses de tolérance formées par l'Angleterre n'ayant rien de défini, il ne pouvait les accepter. Les négociateurs anglais, extrêmement surpris d'un incident auquel ils étaient loin de s'attendre, déclarèrent que le projet serait plutôt rompu que de consentir à de nouvelles exigences contraires aux conventions signées. Mais Richelieu, sachant qu'épouvanté par les offres de l'Espagne, le roi d'Angleterre accepterait toutes ses conditions, tint très ferme. En effet Jacques I^er^, craignant la honte d'être supplanté par l'Espagne, se soumit aux conditions imposées, et, au lieu du premier engagement, on substitua les trois articles suivants : que tous les catholiques emprisonnés pour cause de religion, depuis l'ouverture du Parlement, seraient mis en liberté; que toutes les amendes levées sur les non-conformistes, depuis cette époque, seraient restituées, et qu'à l'avenir ils n'éprouveraient aucun désa-

Digitized by Google

grément à raison de l'exercice paisible et privé de leur culte.

Richelieu, affectant de tenir une sorte de neutralité du côté des Pays-Bas, après avoir déterminé l'Angleterre à jeter Mansfeld sur la Flandre, refusa de le laisser débarquer sur les côtes de France, pour ne pas rompre la paix avec l'Autriche. Deshayes, ambassadeur français en Danemarck, ayant fait comprendre à Christian IV que s'il ne soutenait l'Allemagne protestante, c'en serait fait du protestantisme, ce monarque s'unit à Gustave-Adolphe, roi de Suède, et à tous les princes de Basse-Saxe, sous la direction latente du cardinal. Par cette ligue, si fatale à la religion, Richelieu avait cru faire un coup de haute et habile politique; il était sûr que désormais la maison d'Autriche serait assez occupée au nord, et que de ce côté elle ne pourrait songer à attaquer la France.

Richelieu porta alors son attention vers le midi, envoya en Suisse le marquis de Cœuvres, qui était tout à la fois un ambassadeur et un général, afin de conseiller aux Grisons de reprendre la Valteline. Le cardinal leur prêta son appui, assurant aux puissances étrangères qu'il ne réclamait que l'exécution du traité de Madrid, qui avait voulu que cette vallée fût parfaitement libre. Il y avait deux sortes d'adversaires à combattre pour le triomphe de cette politique : l'empereur et le Pape. L'attaque contre l'empereur faisait peu de difficulté; mais il était plus fâcheux d'avoir à combattre les troupes pontificales, en possession de quelques forts qui dominaient la Valteline. Richelieu ne s'en inquiéta pas et ordonna à Cœuvres d'emporter toutes les forteresses qui dominaient

Digitized by Google

la vallée, sans demander par qui elles étaient occupées.

Richelieu démasqua ainsi ses plans, changea le langage de la diplomatie française, répondit par des actes aux menaces qu'on lui adressait, et ne se laissa pas même effrayer par l'excommunication suspendue sur sa tête et prête à le frapper : « C'est une chose étrange et scan-» daleuse, lui dit un jour le nonce du Pape, que ce soit » par les conseils d'un cardinal que tous les hérétiques » de l'Europe sont aidés, au détriment des catholiques, » dans une cause surtout qui intéresse la religion; » et l'ambassadeur d'Espagne ajouta même, suivant l'abbé Scaglia : « Comme auteur d'une guerre déplorable, vous » laisserez le souvenir d'un cardinal d'Enfer. — Je suis » prêtre, répondit Richelieu, cardinal et bon catholique, » né en France, royaume qui ne produit pas de mécré-» ants; mais je suis aussi ministre du souverain de cet » Etat, et comme tel, je ne dois ni ne puis me proposer » d'autre but que sa grandeur, et non celle du roi d'Es-» pagne, dont on connaît les vues pour la domination uni-» verselle. Quant à ce qui est de la religion, vous faites » profession en Espagne d'écrire sur les cas de conscien-» ce, mais en France nous en pratiquons les décisions. »

Gênes, sous le nom de république indépendante, était réellement sujette de l'Espagne; son port était constamment ouvert à la flotte espagnole, pour transporter des hommes, de l'argent et des munitions en Lombardie. Richelieu voulait fermer ce passage aux Espagnols; mais il lui fallait un prétexte, et il n'en avait point. Le duc de Savoie ayant, avec Guise, un différend relatif au fief de Zuccarello, Charles-Emmanuel réclama l'appui de la France et trouva favorables à sa cause les agents fran-

Digitized by Google

çais, qui ne s'inquiétèrent pas trop de la légitimité du droit. L'agence de la république de Venise en Savoie blâma vivement le duc d'une entreprise qu'elle regardait comme injuste, et surtout de s'être laissé dominer par une puissante nation qui finirait par l'absorber.

Comme Richelieu n'avait aucun motif de guerre, il convint que les forces françaises de terre et de mer seraient censées à la solde de la Savoie, et que l'étendard royal ne serait pas déployé. C'était encore un moyen pour tromper l'Espagne, qui, ne s'attendant pas à avoir contre elle les forces de France, devait se laisser surprendre.

Le duc de Savoie et le connétable de Lesdiguières réunirent une armée de vingt-quatre mille fantassins et de trois mille chevaux, qui furent divisés en deux corps; celui qui fut placé sous la conduite du duc déboucha par la route de Rossiglione et fit tout céder devant lui jusqu'à Voltri. Comme la route suivie devenait très difficile pour la grosse artillerie, le duc se replia enfin sur la route prise par Lesdiguières, qui était devant Gavi, ville qui fut facilement emportée. L'armée génoise se trouvant entièrement dissoute, Charles-Emmanuel voulait marcher à grandes journées sur Gênes, qu'il était facile d'emporter; mais Lesdiguières, soit qu'il eût des instructions contraires, soit prudence, refusa de s'engager dans un pays montagneux, à moins que la Savoie ne lui assurât des vivres pour trois mois.

Au moment où cette expédition commençait, des vaisseaux espagnols chargés d'argent, poussés par le mauvais temps, avaient cherché un asile dans les ports de Provence. Bien qu'il n'y eût aucune déclaration de

Digitized by Google

guerre ni aucune hostilité entre la France et l'Espagne, le duc de Guise ordonna de les arrêter. Philippe IV ayant usé de représailles, Louis XIII défendit, par une ordonnance enregistrée le 7 mai, de faire aucun commerce avec l'Espagne, et déclara saisis tous les biens appartenant aux sujets du roi Philippe IV.

Gênes, cependant, parvint à découvrir que l'un de ses agents livrait tous ses secrets à la France. Claudio de Marini, Génois établi en France, nommé représentant de la cour de France à la cour de Turin, avait un frère, directeur de la poste de Gênes, qui lui faisait passer tous les renseignements qu'il pouvait désirer. L'infidèle employé fut découvert, condamné à mort et exécuté le 12 mai. Le sénat de Gênes fit citer Claudio de Marini devant les tribunaux, sans s'inquiéter de sa qualité d'agent français. Il fut condamné par coutumace et tous ses biens furent confisqués (30 août). Alors Richelieu fit rendre par le roi une déclaration portant « que, par une audace et témé-» rité extraordinaire, ceux qui gouvernent à présent la » république de Gênes, ayant violé le droit des gens, en » la personne du sieur Marini, ambassadeur de Sa Ma-» jesté en Piémont, et ayant fait publier une sentence » par laquelle ils l'ont déclaré rebelle au premier chef... » Sa Majesté considérant combien, en ce sujet, sa dignité » se trouve offensée, et les lois publiques violées, a pris » sous sa sauvegarde la personne et les biens dudit sieur » Marini, son ambassadeur. » En conséquence, le roi ordonna de saisir tous les biens des Génois et les livres de leurs négociants, et de mettre leurs personnes en prison ; il promit une récompense de soixante mille livres à tous ceux qui auront puni de mort « l'un de ceux qui

Digitized by Google

» auront assisté aux jugement et téméraire sentence » donnés contre le sieur Marini. » La femme de Marini publiait en même temps la liste de tous les juges qui avaient pris part à l'affaire de son mari.

Il semblait que la guerre allait continuer avec une nouvelle activité; mais Richelieu, se trouvant encore embarrassé d'une question intérieure, eut l'habileté de tout disposer pour la paix qui lui devenait nécessaire.

Quoique le cardinal se fût ligué avec les protestants d'Angleterre, d'Allemagne, de Hollande, de Danemarck et de Suède contre la maison d'Autriche, il ne surveillait pas avec un œil moins vigilant les huguenots français. Il n'avait pas rigoureusement accompli le traité de Montpellier; il avait conservé quelques travaux élevés pendant la guerre de religion pour surveiller La Rochelle, et le duc de Nevers, sous le prétexte de rassembler une flotte pour reconquérir le trône des Paléologues, qu'il prétendait lui appartenir, avait préparé des moyens d'attaque. Les Rochelais, comprenant que c'était contre eux qu'il réunissait ses vaisseaux dans le port de Blavet, voulurent se mettre en état de défense. Le duc de Soubise reprit les armes, s'empara de l'île de Ré, parut tout-à-coup dans le port de Blavet et se rendit maître des grands vaisseaux du duc de Nevers. Vendôme était accouru aussitôt pour fermer l'entrée du port à l'aide d'une forte chaîne; mais Soubise profita d'un vent favorable, brisa les chaînes, sortit triomphant de Blavet et vint se rendre maître de l'île d'Oléron. Ce mouvement ne fut pas vivement secondé dans le midi. Soubise ayant été battu dans la rade du bourg de Saint-Martin-de-Ré, Rohan négocia pour ses coreligionnaires. Le cardinal

Digitized by Google

désirait la paix, car l'Angleterre commençait à devenir menaçante.

La mort de Jacques Ier ayant retardé le mariage de Charles Ier avec Henriette de France, la première question qui réclama l'attention du monarque anglais fut son alliance avec cette princesse. Trois jours après il ratifia comme roi le traité qu'il avait jadis souscrit comme prince. Le duc de Chevreuse, son parent par la maison de Guise, fut nommé pour la seconde fois son représentant pour la grande affaire de son mariage avec la princesse Henriette, sœur de Louis XIII. Le cardinal de La Rochefoucault accomplit la cérémonie du mariage sur une plate-forme élevée devant le portail de Notre-Dame. Le duc de Buckingham s'était rendu à Paris, accompagné d'une suite nombreuse et brillante, afin de ramener en Angleterre la royale épouse.

Depuis longtemps Paris n'avait assisté à des fêtes plus splendides pour célébrer moins l'union matrimoniale que l'union éternelle de deux grands peuples, ce qui ne fut guère qu'un rêve. Les reines Marie de Médicis et Anne d'Autriche accompagnèrent Henriette à son départ de la cour de France. Charles Ier, suivi de la fleur de la noblesse anglaise, se rendit à Douvres pour la recevoir. Le contrat de mariage fut renouvelé dans la grande salle de Cantorbéry; le couple royal se dirigea sans délai au palais d'Hampton-Court. Une entrée solennelle à Londres ne put s'effectuer à cause d'une maladie contagieuse qui décimait la population. Tant de fêtes devaient plus tard aboutir à un exil déplorable et à la mort cruelle de l'infortuné Charles Ier.

On avait cru voir établis entre les deux nations des

Digitized by Google

rapports de bonne amitié, par la conclusion de ce mariage entre le roi d'Angleterre et la princesse Henriette de France; loin de là, il se manifesta bientôt entre les deux peuples un sourd mécontentement. Buckingham ayant demandé à venir en France, Richelieu le lui défendit nettement, soit que cet Anglais cherchât à corrompre la reine, comme on l'a dit, soit plutôt à cause de ses intrigues politiques. Il fit envoyer à notre cour des agents qui commencèrent par réclamer la restitution des vaisseaux qui avaient été précédemment prêtés au roi de France. Pendant que ces agents négociaient, ils s'enquéraient des forces des protestants français, les excitaient à la révolte et leur promettaient l'appui de l'Angleterre. Richelieu, qui suivait toutes ces démarches, les fit échouer en faisant la paix avec les rebelles, restitua aussitôt les vaisseaux anglais qui étaient en notre pouvoir et se montra prêt à envoyer une armée en Allemagne, si le roi d'Angleterre voulait en faire autant.

Tout était, comme on le voit, disposé pour la paix. La guerre avait cessé partout, excepté en Piémont, où le duc de Lesdiguières et le duc de Savoie furent contraints à la retraite par le duc de Féria, accompagné de vingt mille fantassins, de deux mille chevaux et d'une nombreuse cavalerie croate et polonaise.

Cependant Richelieu négociait en Espagne et avec les huguenots. « Le commencement, dit-il, de cette année » 1626, fut signalé par deux actions importantes et peu » attendues, qui donnèrent au roi le repos au dehors et » au dedans de son royaume, et lui ouvrirent le chemin » pour exterminer le parti huguenot, qui depuis cent » ans divisait son Etat. Ces deux affaires furent la con-

Digitized by Google

» clusion de la paix avec l'Espagne et celle avec les hu-
» guenots. »

Du Fargis, ambassadeur de France à Madrid, qui avait eu ordre de sonder le duc d'Olivarès, fit un traité de paix auquel Richelieu était loin de s'attendre, du moins il le déclara. Il montra un extrême mécontentement contre son agent, qui avait abandonné les alliés de la France; il menaça de le faire condamner à mort, puis finit par demander des modifications insignifiantes au traité de Monçon en Aragon, les obtint et le signa. « Leurs Majestés, était-il dit dans le traité, désirant se » remettre en bonne amitié et correspondance, si elle » étoit tant soit peu altérée par les mouvements arrivés » entre les seigneurs Grisons et les Valtelins, ont résolu » et promettent de remettre les affaires desdits seigneurs » Grisons et les Valtelins, comtés de Bormio et Chia- » venne, en l'état où elles étoient quand ces premiers » troubles ont commencé parmi eux, ce que l'on pré- » suppose avoir été au commencement de l'année 1617, » sans altérer ni innover chose aucune en l'état où elles » se trouvoient pour lors, annulant pour cet effet tout » traité fait depuis ladite année 1617 avec les Grisons, » par qui que ce puisse être, à la réserve des restrictions » contenues en la présente capitulation. » Ces restrictions contenaient l'interdiction de tout autre culte que la religion catholique. Les Valtelins avaient le droit d'élire leurs juges et leurs magistrats; ils obtenaient une amnistie absolue; les forts qui dominaient la vallée devaient être remis au Pape, à condition qu'il les détruirait; les Grisons, qui perdaient tout droit sur la vallée,

Digitized by Google

devaient recevoir en échange un cens annuel de vingt-cinq mille écus (1).

Tous les alliés de la France se montraient extrêmement mécontents de ce traité; les Grisons, n'ayant pas été consultés, se regardaient comme indignement joués; le neveu du Pape, légat à la cour d'Espagne, où l'affaire s'était traitée, ignorait tout. Aussi le Pape refusa de se charger de démolir les forteresses de la Valteline; Venise perdait la garantie de son droit de passage accordé par les Grisons; la Savoie était obligée de soumettre à l'arbitrage ses prétentions sur Gênes; l'Angleterre et le Danemarck se plaignaient que leurs négociations ouvertes avec la France n'avaient été qu'un jeu pour avoir de meilleures conditions avec l'Espagne et le parti protestant.

Les huguenots, prévoyant que la paix allait être conclue avec l'Espagne et redoutant de voir porter contre eux toutes les forces du royaume, sollicitèrent vivement la paix; ils obtinrent les mêmes conditions qu'avant la guerre; on leur permit de plus de conserver leurs nouvelles fortifications. Charles Ier, roi d'Angleterre, se porta garant de la paix. Toutes les villes confédérées, La Rochelle, Montauban, Nimes, Castres, Uzès et les Cévennes y accédèrent.

Pour arriver à ce traité, le cardinal joua un double jeu : « Par une conduite pleine d'industrie inaccoutumée, » dit-il, on porta les huguenots à consentir à la paix, de » peur de celle d'Espagne, et les Espagnols à faire la » paix, de peur de celle des huguenots. »

(1) Voy. les *Traités de paix*, tom. III, pag. 241.

Digitized by Google

II. *Lutte à l'intérieur.*

Jusqu'à ce qu'il fût maître de gouverner l'Etat à son gré, Richelieu avait louvoyé entre les hommes et les événements. Trop grand pour descendre et pour se préoccuper des haines et des passions communes, arrivé enfin au but qu'il se proposait, le premier ministre, sans concurrent capable de lutter contre tout son génie, quoique environné d'ennemis, ne voit plus qu'une seule chose, l'Etat, la France, dans laquelle il se personnifie. Devant la France tout disparaît, amis, ennemis personnels; il les oublie pour ne songer qu'à ceux de la patrie, pour favoriser et soutenir les uns, pour combattre et détruire les autres. L'Eglise elle-même semble être à ses yeux une chose secondaire; il se dit ministre avant de penser qu'il est chrétien catholique et revêtu de la pourpre romaine; peu lui importe que, dans des libelles injurieux, dans des chansons populaires, on l'appelle *le pontife des calvinistes, le pape des athées, l'antéchrist*, pourvu qu'il puisse relever la France, son ambition est satisfaite.

Dans ses rapports avec le roi, la reine et les plus grands personnages, avec ses amis et ses bienfaiteurs, Richelieu ménageait tout le monde, autant que le bien de l'Etat pouvait l'exiger, mais il frappait toutes les fois que la prospérité publique l'exigeait. Il dirigeait tout par lui-même. « Non-seulement, dit le comte de » Brienne, le cardinal avoit toute la confiance du roi » et de la reine-mère, mais il étoit encore le chef du » conseil, et il y avoit une autorité si absolue, qu'on

Digitized by Google

» lui portoit toutes les dépêches et qu'il ne se faisoit rien » que par son avis. Il ordonnoit de toutes choses et ne » gardoit aucune mesure, en quoi que ce pût être, sinon » en ce qui regardoit la volonté du roi, qu'il tâchoit de » pénétrer, en donnant dans le sens de Sa Majesté, à la- » quelle il n'étoit point importun par les grâces qu'il » lui demandoit, car il ne lui proposoit point encore au- » cun de ses proches pour être auprès de sa personne, » parce qu'il avoit remarqué que l'esprit de ce monar- » que étoit si défiant et si délicat sur cette matière, que » c'eût été rendre un très mauvais office à ceux qu'il au- » roit présentés, quand même ils auroient été agréés. » De plus, ce premier ministre changeoit volontiers de » séjour, par complaisance pour le roi, qui n'aimoit pas » à rester dans un même endroit. Il n'alloit point à la » cour, quand Sa Majesté n'y étoit pas, afin qu'on n'eût » pas sujet de dire qu'il faisoit la cour aux reines ; et » quoiqu'il eût obligation de sa fortune à la reine-mère, » il ne faisoit guère que sauver les apparences avec cette » princesse. Il avoit ensuite l'adresse de faire entendre » au roi qu'il ne dépendoit et ne vouloit dépendre que » de lui seul (1). »

Le premier des grands projets du ministre était de rétablir l'ordre à l'intérieur. Mais l'ordre ne peut exister qu'autant que la loi est reconnue, qu'elle est exécutée par tous. Si une classe de citoyens peut se mettre sans crainte au-dessus des lois, il n'y a plus d'ordre, ni même de gouvernement possible. Richelieu voulut soumettre tout le monde à la loi : la reine-mère, le frère

(1) Mém. de Brienne, 2e série, tom. xxxv, pag. 421.

Digitized by Google

du monarque, les favoris de Louis XIII, et, si nous osions le dire, le roi lui-même.

Trois jeunes seigneurs jouissaient alors de la faveur du monarque : Chalais, de la maison de Talleyrand; Charles de Ramberg, fils du maréchal de ce nom, et Barradas, son premier écuyer. Chalais, élevé avec Louis XIII, avait suivi le monarque aux siéges de Montpellier et de Montauban, et s'était distingué sous ses yeux par une très grande valeur. Devenu maître de la garde-robe du roi à l'âge de vingt-quatre ans, il se lia plus intimement avec le monarque, et, pour son malheur, avec la veuve du connétable de Luynes, qui, poursuivant d'une haine implacable le cardinal de Richelieu, fit pénétrer dans son âme les pensées de vengeance qui l'animaient. Chalais entra alors dans un complot dont le but était d'assassiner Richelieu, s'il n'en obtenait le renvoi.

Pour arriver plus sûrement à ses fins, il se rapprocha de Gaston d'Orléans, frère du roi, jeune prince le plus remuant, le plus faible, le plus esclave de son entourage, et alors dominé par d'Ornano, colonel-général des Corses, qui avait été nommé son gouverneur. Ornano lui avait persuadé de demander d'abord l'entrée au conseil, et, une fois cette faveur obtenue, d'exiger la même grâce pour son maître. Gaston obtint pour ce favori le grade de maréchal, l'une des premières dignités militaires. La reine-mère désirait marier son second fils, afin d'assurer la couronne dans sa maison; car Louis XIII étant fréquemment malade, et, n'ayant pas d'enfant, il était nécessaire d'assurer une descendance dans la maison du roi. Richelieu, inquiet de la tendance du duc d'Orléans, de ses intrigues perpétuelles, entrait dans la

Digitized by Google

pensée de la reine; mais, comprenant que le marier avec une grande maison du dehors c'était préparer des guerres, de concert avec Marie de Médicis, il jeta les yeux sur mademoiselle de Montpensier, unique héritière de l'immense fortune de la branche cadette des Bourbons. Une grande intrigue se forma pour empêcher ce mariage. Comme on savait le roi peu favorable à cette union, parce qu'il craignait de voir des enfants à son frère, tandis qu'il n'en avait pas lui-même, les princes de la maison de Condé, qui redoutaient de voir perpétuer la royauté dans la descendance de Henri IV, se réunirent pour faire échouer le mariage projeté, et gagnèrent Ornano, à qui Richelieu avait commandé de déterminer le prince à accepter la main de mademoiselle de Montpensier; mais Ornano travailla au contraire à l'en détourner, et, pour ce fait, il fut mis en prison avec quelques-uns des principaux conseillers du jeune prince.

Irrité de ce qu'il regardait comme une atteinte à sa propre personne, Gaston dit les injures les plus grossières à Richelieu, qui, ne doutant pas que ce prince ne se rendît bientôt aux volontés de la reine-mère, ne prit nul souci de ses vains discours. Il allait en effet se soumettre, quand les Condé ourdirent une autre intrigue. Le grand-prieur de Vendôme, Chalais et sept autres jeunes gens qui s'étaient engagés à poignarder le cardinal, devaient, avec Gaston, aller lui demander à dîner à sa campagne de Fleury et le massacrer au milieu du festin. Richelieu, instruit de tous les détails de ce complot, fit venir Gaston et lui en raconta toutes les circonstances.

Il appela le prince de Condé, qu'il voulait gagner pour

Digitized by Google

l'opposer au frère du roi. Condé, alors dans son gouvernement de Berry, accourut à Limours où se trouvait le ministre, se montra servile à son égard, et promit « non-» seulement d'aimer Sa Majesté, mais de le révérer » comme son père, son roi et son souverain seigneur ; de » ne lui taire point les moindres discours qu'on lui tien-» dra pour lui donner ombrage du roi et de ses con-» seils (1). »

Entraînés par l'exemple de Condé, et bien persuadés d'ailleurs que leurs complots étaient ignorés, le duc de Vendôme et le grand-prieur allèrent à Blois pour présenter leurs hommages au roi ; ils furent arrêtés et renfermés dans le château d'Amboise.

Cette arrestation de deux princes du sang, bâtards légitimés, que n'avait pu protéger le nom de Henri IV, fit une profonde impression sur les grands et détermina le comte de Soissons à se retirer en Savoie. Mais ce n'était pas assez pour le ministre ; il fallait montrer que ni le rang, ni les amitiés ne pourraient protéger les coupables. Le roi, arrivé à Nantes, nomma une commission pour juger Chalais, son favori, celui de Gaston, le familier de la reine-mère et l'ami de sa meilleure amie. Chalais fut condamné à la torture ; son corps dut être ensuite partagé en quartiers pour être attaché à quatre potences ; ses biens furent confisqués et sa postérité déchue de la noblesse. On tira de lui des aveux extrêmement compromettants pour la reine-mère ; il les rétracta lorsqu'il se vit condamné, mais le coup n'en était pas moins porté. Ses amis avaient espéré qu'en faisant disparaître l'exécuteur des hautes-œuvres, ils pourraient retarder le supplice et

(1) Richelieu, tom. XVIII, pag. 81.

Digitized by Google

profiteraient de ce délai pour faire de nouveaux efforts afin d'obtenir sa grâce; ils furent trompés, et leurs précautions ne servirent qu'à prolonger les tourments de l'infortuné, car on remplaça le bourreau par un prisonnier qui, n'ayant pas l'habitude de manier le glaive, prit une doloire; il frappa trente fois le jeune homme avant de pouvoir séparer la tête du corps.

Le maréchal d'Ornano mourut peu après dans sa prison de Vincennes. Les ennemis du cardinal l'ont accusé d'avoir contribué à sa mort par le poison; mais il n'y avait aucun indice de ce fait. Il dit même : « le roi « fut marri que la justice de Dieu eût prévenu la sienne, » et qu'il fût mort avant le jugement de son procès, qui » eût justifié à toute la France sa détention. »

Le grand-prieur de Vendôme mourut aussi dans sa prison, mais seulement en 1629.

Epouvantés de ces actes de justice, les grands comprirent qu'il n'y avait ni rang, ni fortune, ni protection, pas même celle du roi, qui pût sauver les coupables. Afin de s'abriter derrière une grande autorité et de couvrir ses actes de rigueur, Richelieu fit convoquer un conseil de notables qui prirent ce nom dans leurs actes et ne songèrent jamais à s'attribuer celui d'États-Généraux. Les députés furent divisés en quatre catégories : 1° le duc d'Orléans, frère du roi; le cardinal de La Valette; les maréchaux de La Force et de Bassompierre; 2° la noblesse; dix nobles, tous les membres du conseil d'État; 3° le clergé; 4° les parlements; dix-neuf premiers présidents, présidents à mortier ou procureurs-généraux; quatre magistrats de la chambre des Comptes, et quatre de la cour des Aides.

Digitized by Google

Le roi prit la parole à la première réunion qui se tint le 2 décembre, dit qu'il avait convoqué l'assemblée pour remédier aux désordres de l'Etat, et chargea le garde des sceaux de développer sa pensée. Richelieu parla à son tour, montra la nécessité de maintenir la France à un grand état de puissance, pour qu'elle ne fût pas opprimée par ses voisins. Il démontra la nécessité de diminuer les dépenses et d'augmenter les recettes pour arriver à l'équilibre.

Le discours le plus important fut celui du marquis d'Effiat, surintendant des finances, qui faisait connaître l'état déplorable de la perception des impôts. « On ne » sait, dit-il, comment reconnaître ceux auxquels il est » dû, ni de qui on doit recevoir l'argent pour les payer, » chaque receveur alléguant avoir fourni ce qu'il devait » longtemps avant le terme échu... Si l'on s'adresse à » ceux qui sont en exercice en l'année 1626, ils disent » avoir fourni à l'épargne ce qu'ils devaient dès l'année » 1625, d'autres en 1624; il s'en trouve même qui disent » avoir payé en 1622 et 1623. Que si, pour vérifier leurs » acquits, on se veut régler sur les états par estimation, » vous les trouverez ne monter qu'à vingt ou vingt-deux » millions, et, par les états au vrai, ils se montent à trente » et même quarante millions de livres. Que si l'on veut » entrer à la connaissance du détail, ils renvoyent à des » supérieurs et chefs de charge, desquels la naissance » et l'autorité sont si grandes, qu'ils nous ferment la » bouche et nous disent qu'ils ne rendent compte à per- » sonne qu'au roi (1). »

(1) Etats-Généraux, pag. 225.

Digitized by Google

Des questions diverses et d'une grande importance furent successivement abordées. Richelieu déclara qu'il souhaitait l'exécution complète des lois; que la rigueur portée contre les duellistes et contre les crimes des grands empêchait peut-être de les exécuter; qu'il ne désirait, sur ce point, aucune modification essentielle à la législation, mais qu'il voulait s'appuyer de l'autorité de l'assemblée pour agir avec fermeté, parce que, ayant déjà demandé au roi « de donner contre les duellistes un édit d'une » peine plus douce, puisque la rigueur des peines des » autres édits les avait rendus inobservables, » le Parlement n'avait pas été de cet avis, et avait même adressé au roi des remontrances pour le supplier de ne rien relâcher de la sévérité des précédents édits.

« Faire une loi et ne pas l'exécuter, disait Richelieu, » c'était autoriser la chose qu'on voulait défendre; par- » tant il valait beaucoup mieux réduire l'édit en un point » où il pût être infailliblement observé, que le rendre » plus terrible en apparence, pour n'être pas suivi d'ef- » fet. » Il pensait que les peines des grands devaient être graduées : privation des charges, dignités, pensions, pour une première rébellion; mais qu'il ne fallait pas faire de grâce. Le Parlement s'éleva contre ce qu'il regardait comme un acte d'extrême faiblesse, et demanda la conservation de la peine de mort pour ces grands crimes. C'est ce que désirait Richelieu; il se trouvait ainsi armé de l'autorité, du vœu de la nation, pour la stricte et rigoureuse exécution des lois. Nous verrons qu'il ne recula pas. Nous pensons qu'il fit bien, car les Etats se perdent par la faiblesse.

L'assemblée s'en tint aux quatre propositions sui-

Digitized by Google

vantes, qui furent plus tard adoptées par les Etats-Généraux : 1° faire raser, démolir et démanteler toutes les fortifications des châteaux, places et forteresses situées au milieu des provinces; les démolitions devant être mises à la charge des villes, avec les matériaux, pour indemnité ; 2° supprimer les charges d'amiraux et de connétable de France; 3° réserver au roi la nomination de tous les gouverneurs, commandants et officiers dans toutes les villes du royaume; 4° entretenir un corps de dix-huit mille hommes de pied et deux mille chevaux, attendu qu'il importait que l'autorité du roi fût puissamment armée pour tenir les princes étrangers en respect, et ses sujets en devoir sous son obéissance.

Quoique les notables fussent tous de grands personnages, des fonctionnaires richement rétribués, ils demandèrent une indemnité, que nous voyons portée dans les comptes de dépenses, datés du 25 mai : « au cardinal de La Valette, pour quatre-vingts jours, à raison de soixante livres par jour, cinq mille cinq cents livres; même allocation aux maréchaux de La Force et de Bassompierre; aux conseillers d'Etat, officiers généraux, aux membres du Parlement et au grand-maître des cérémonies, quarante livres par jour; au trésorier général de France, secrétaire de l'assemblée, au secrétaire de Monsieur, au maître des cérémonies, vingt-quatre livre-par jour; aux huissiers du conseil, en bloc, deux mille livres; aux mêmes, pour remboursement des advances par eux faites pour les cuvettes, bois et chauffage, deux mille cinq cent vingt livres; à l'exempt de la prévôté, six livres par jour; à chacun des dix archers, trois livres par jour. »

Digitized by Google

Le cardinal de Richelieu fit faire, quelques mois après l'assemblée des notables, une application sévère de la loi sur les duels, contre un descendant de la grande famille des Montmorency. François, comte de Boutteville, gouverneur de Senlis, fils de Louis de Montmorency qui avait été vice-amiral de France sous Henri IV, mourut sur l'échafaud en 1627, victime de sa fureur pour les duels.

Le duel n'était plus alors ce préjugé chevaleresque du moyen âge, ce combat réglé par la loi; c'était une manie, un passe-temps, une mode, une manière de faire parler de soi. Le comte de Boutteville, l'un des plus fameux duellistes de cette époque, avait tué, en 1626, le marquis de Desportes et le comte de Thorigny; l'année suivante, il osa se battre contre La Frette. La loi étant portée, il fallait la faire exécuter : Boutteville fut exilé à Bruxelles, où les duels étaient interdits plus sévèrement qu'en France. Le marquis de Beuvron, l'un des parents de Thorigny, l'une des victimes les plus illustres de Boutteville, alla trouver le comte à Bruxelles, se présenta à lui avec beaucoup de courtoisie et lui dit en l'embrassant : « Je ne serai jamais content que je ne » vous aie vu l'épée à la main. » Mais, malgré leur désir mutuel, la police était si active dans les Pays-Bas, que l'archiduchesse gouvernante, instruite du projet des deux seigneurs, s'interposa elle-même et empêcha le duel. Elle sollicita en même temps, auprès de Louis XIII, la permission pour Boutteville de rentrer en France. Le roi ayant répondu par un refus, Boutteville s'écria : « Puisqu'on m'a refusé une abolition, je me battrai dans » Paris sur la place Royale. »

Digitized by Google

Quelques jours après, entre deux et trois heures après-midi, six champions se rendaient au milieu de la place Royale de Paris, dégaînaient l'épée et se battaient à outrance. C'étaient d'abord le comte de Boutteville et le marquis de Beuvron, puis le comte des Chapelles et le marquis de Bussy d'Amboise, enfin Berthe et Buquet. On voit que, non content de fouler aux pieds les lois de son pays, Boutteville venait les braver; que ce n'était pas un simple duel, ni même une partie carrée, comme on disait alors, mais qu'on avait augmenté le nombre des combattants afin d'augmenter le scandale. Boutteville avait choisi les meilleurs ferrailleurs : car Chapelles était exilé comme lui pour le même crime, et Berthe avait plus d'une fois tiré l'épée avec grand succès, selon les lois du duel.

Instruit de ce qui venait de se passer, le gouvernement ordonna de poursuivre les duellistes et de les arrêter. Boutteville et des Chapelles, sur lesquels pesait un exil, violateurs des lois contre le duel et coupables d'avoir rompu leur ban, furent pris à Vitry, ville dont le malheureux Bussy d'Amboise était le gouverneur. Le procès s'instruisit, et il intervint une condamnation à mort. Vainement la comtesse de Boutteville, la princesse de Condé, les duchesses d'Angoulême, de Montmorency et de Ventadour vinrent se jeter aux genoux du roi et le conjurèrent de faire grâce au criminel. Le roi demeura inflexible. Boutteville et Chapelles furent exécutés le 21 juin 1627. Boutteville se montra brave et fanfaron jusqu'au dernier moment. Pendant qu'il se rendait au lieu du supplice, on le voyait passer négligemment les doigts dans sa belle moustache et afficher un air aussi

Digitized by Google

insouciant que s'il fût revenu d'un duel où il aurait été heureux. Il refusa qu'on lui bandât les yeux et afficha la même fermeté jusque sous le couteau.

Ses contemporains ont remarqué que sa mort fut une punition de la profanation du saint jour de Pâques. On l'avait vu, en cette grande solennité chrétienne, descendre sur le terrain deux ans auparavant et répandre le sang de son adversaire. N'est-il pas infiniment regrettable qu'au lieu de perdre ainsi le sang le plus généreux, on ne préfère pas l'employer pour la patrie?

Il faut lire dans les mémoires du cardinal de Richelieu avec quelle sagesse il parle de ces exécutions, comment il en pèse les conséquences, comment il apprécie pour l'Etat la vie et la mort d'un homme. On lit dans ses mémoires : « Le cardinal lui-même étoit bien agité en son » esprit. Il étoit impossible d'avoir le cœur noble et ne » pas plaindre ce pauvre gentilhomme, dont la jeunesse » et le courage émouvoient à grande compassion. Le » cardinal avoit, en son particulier, grande aversion à » sa perte et grande inclination à porter le roi à lui par- » donner; mais il étoit retenu, parce que conserver la » vie de ce gentilhomme, qui l'avoit déjà fait perdre à » plusieurs autres, l'ôteroit à la meilleure noblesse de cet » Etat, qui estimeroit ne devoir pas être plus malheu- » reuse que lui en suivant son exemple. »

A côté de la noblesse turbulente était un grand parti bien dangereux, celui des calvinistes. Depuis la publication de l'édit de Nantes, le parti des huguenots n'était pas seulement une secte religieuse qui défend ses intérêts et réclame la liberté de conscience, c'était un Etat dans l'Etat, un gouvernement dans le gouvernement,

Digitized by Google

une administration civile dans l'administration. Les huguenots avaient un chef supérieur, possédaient une caisse, des places de sûreté, étaient divisés en cercles qui embrassaient toute l'étendue du royaume de France, formaient des hommes aux armes, tenaient des registres des forces de leur parti. Est-il un homme de sens qui puisse tolérer une pareille situation faite à l'Etat? Le souverain assez faible ou assez imbécile pour la supporter n'abdique-t-il pas? Quand un roi ne peut voyager dans certaines parties de son royaume sans être escorté d'une armée, qu'il ne peut entrer dans certaines villes que précédé de l'artillerie et la mèche allumée, doit-il rester impassible? Telle était alors la position du roi de France vis-à-vis du parti calviniste, qui avait ses ambassadeurs auprès des cours étrangères, formait des alliances, des traités de paix ou de guerre comme une puissance souveraine et parfaitement légitime. Richelieu, dont les vues politiques étaient si élevées, comprit que cet état anormal ne pouvait durer sans placer la France au dernier rang des nations. Il ne se proposa pas de tuer la réforme, d'écraser les croyances religieuses, ni même de rapporter l'édit de Nantes; ce qu'il voulut, ce fut d'anéantir le protestantisme considéré comme parti politique, de soumettre les religionnaires à la loi commune, de détruire leur organisation militaire, leurs divisions territoriales, de supprimer leurs caisses, en un mot de faire d'eux les sujets d'un roi qui leur permettrait de croire ce qu'ils voudraient, pourvu qu'ils fussent des sujets soumis.

Richelieu, qui n'avait pas voulu attaquer les protestants tout d'abord, et avait attendu que son autorité fût

Digitized by Google

suffisamment affermie, se vit alors contraint d'agir; car, après le traité de Monçon avec l'Espagne, les protestants de France se croyant davantage menacés, s'agitèrent plus vivement, ravivèrent toutes leurs intrigues avec l'Angleterre et les protestants d'Allemagne. Richelieu se lia davantage avec l'Espagne, et conclut un traité qui cachait sous une forme des plus extraordinaires une pensée vaste et profonde. Il n'était mention de rien moins que de faire la conquête de l'Angleterre, d'y abattre le protestantisme et de partager cette île entre la France et l'Espagne.

Armé de ce traité, Richelieu pouvait attaquer sans crainte les protestants de France et les abattre; c'est tout ce qu'il voulait. Il travailla d'abord à discréditer les chefs du parti, ce qui lui était facile, parce que les plus fameux étaient morts, ou s'étaient convertis, ou avaient disparu de la scène. Sully était complétement oublié; Soubise vivait en Angleterre; il ne restait guère en évidence que le duc de Rohan. Richelieu essaya de le brouiller avec le synode de Castres et avec le consulat de Nice. La seconde mesure qui, bien que étrangère en apparence au protestantisme, fut dirigée cependant contre lui, préparait le rétablissement de la marine française, en lui donnant pour base le commerce qui s'étendit aux Indes et en Amérique. Les charges de grand amiral et d'amiral de Bretagne ne plaçant pas assez immédiatement la marine sous l'autorité du ministre, il profita de la disgrâce du duc de Vendôme pour supprimer la dernière et racheta la première de Montmorency. Ainsi le cardinal concentrait toute la force publique dans sa main.

Richelieu se trouvait préparé à écraser le parti pro-

Digitized by Google

testant, lorsque les intrigues de l'Angleterre commencèrent l'agitation dans ce parti. Des émissaires promirent aux réformés français l'appui chaleureux des Anglais, et engagèrent Rohan à profiter du mécontentement du duc de Savoie contre le roi de France, à cause du traité de Monçon; le duc de Lorraine laissait aussi espérer son appui, et la duchesse de Chevreuse travaillait la noblesse de la cour pour la soulever contre le ministre : tout paraissait donc prêt pour une heureuse levée de boucliers. Le cardinal suivait les mouvements de ses ennemis et préparait tout pour l'attaque de La Rochelle, ville sainte et forteresse redoutable de la réforme.

Ce dessein ayant été pressenti en Angleterre, Buckingham, qui avait fait un traité avec Soubise et Brancas, et qui voulait, assure-t-on, former en sa faveur un Etat protestant entre la Loire et la Gascogne, fit de grands préparatifs maritimes, arma une flotte de cent voiles, et, afin de mieux masquer encore son projet, fit annoncer qu'il voulait porter des secours aux Provinces-Unies des Pays-Bas. Il prit la mer à la tête de cet armement formidable; mais, au lieu de se diriger vers les Pays-Bas, il se rendit sur les côtes de France et se présenta devant la rade de La Rochelle. Les habitants de cette ville, qui ne savaient quels desseins formait le général anglais, s'il voulait agir pour le roi de France avec lequel on le croyait en bons termes, ou s'il ne projetait pas de prendre leur ville pour son propre compte, refusèrent de le recevoir.

Buckingham, repoussé par les Rochelais, alla débarquer dans l'île de Ré, dont le gouverneur, le baron de Thoiras, à peine soutenu par un petit nombre d'hommes, ne put défendre l'entrée. Le général anglais commit une

Digitized by Google

faute énorme : il perdit cinq jours dans le lieu du débarquement et permit au capitaine français de se retirer au château de Saint-Martin, sa principale forteresse située au fond de la baie, sur un rocher fort élevé. Buckingham, au lieu d'abandonner à eux-mêmes un petit nombre de braves bien fournis de vivres, il est vrai, mais incapables de lui nuire, ouvrit une tranchée autour d'un rocher, éleva des batteries et barra l'entrée de la rivière, perdit trois mois autour d'une bicoque et fut contraint d'en lever le siége.

Cette attaque inattendue, sans déclaration de guerre, produisit la plus profonde sensation en Europe ; les partisans du comte Palatin, les Provinces-Unies et le roi de Danemarck, qui avaient regardé cet armement comme étant fait en leur faveur, accusaient le duc de trahison. Il fit paraître un manifeste justificatif dans lequel il déclarait n'avoir d'autre but que de défendre la liberté et de rendre la splendeur aux églises réformées indignement persécutées en France.

Rohan, ce manifeste à la main, visita les églises du Midi et produisit un tel enthousiasme, que quiconque demeurait froid et ne criait pas : *Vivent les Anglais!* était regardé comme un traître à la sainte cause de la réforme. Rohan reçut alors des églises la permission de lever des troupes et de les employer selon sa volonté à la défense de la sainte Eglise de Calvin. La Rochelle, incertaine d'abord, à cause des forces nombreuses disposées dans son voisinage, finit enfin par se déclarer ouvertement.

Les premiers événements de cette guerre furent cachés au roi, parce que ce monarque étant malade, le cardinal

Digitized by Google

avait craint d'augmenter son mal. Richelieu, se rappelant alors ses premières études et sa première vocation, se chargea lui-même de la conduite de la guerre : « Au » hasard, dit-il, de la fortune et de sa réputation. » C'était lui qui présidait à tout, à la marche des troupes, aux fournitures de munitions de guerre, à l'équipement de la flotte; car il était aussi grand amiral. On persifla cette nouvelle dignité, les épigrammes coururent toutes les rues, on dit « que la France était assurée d'une marine puissante depuis que l'amirauté s'était arborée d'un chapeau rouge. » Il laissa dire, augmenta le nombre de nos vaisseaux, mit le duc de Guise à la tête de la flotte, et accepta l'offre que la marine espagnole lui fit, de lui fournir plusieurs navires. Quand tous les préparatifs furent prêts, le cardinal partit à la tête de l'armée, ayant le roi et les principaux officiers sous ses ordres. La France entière suivait Louis de ses vœux et répétait avec Malherbe :

Donc un nouveau labeur à tes armes s'apprête :
Prends ta foudre, Louis, et va comme un lion,
Donner un dernier coup à la dernière tête
De la rébellion.

Ce chant, le plus patriotique qu'on ait entendu, était compris de la masse de la nation, qui sentait, avec Richelieu, que la défaite du parti protestant pouvait seule sauver la France.

« Le roi, dit Bazin, étant arrivé au camp devant La Rochelle, reprit le commandement des mains de son frère, visita son armée, donna des ordres pour la construction des forts, et s'occupa aussitôt des secours que le comte

Digitized by Google

de Thoiras demandait. Le courage des assiégés dans l'île de Ré venait d'être ranimé par l'heureuse arrivée d'un convoi qui, la veille même du jour où ils devaient se rendre, s'ils n'étaient secourus, avait traversé la flotte ennemie sous la conduite d'un habile et brave gentilhomme de Bayonne, nommé le capitaine d'Audouin. Cet officier rapporta au roi des lettres du gouverneur, et la résolution fut aussitôt prise de faire passer dans l'île un nombre de troupes suffisant pour en chasser les Anglais. Les difficultés étaient grandes ; on avait devant soi la flotte ennemie, par derrière une ville révoltée, les périls de la mer avec ceux d'un combat. De plus, la flotte royale n'était pas prête ; les Espagnols ne tenaient pas leurs promesses. On venait encore d'apprendre que les Anglais étaient entrés jusque dans le Texel, où les Hollandais les avaient aidés à s'emparer d'un vaisseau construit pour le roi. Cependant l'amitié du roi pour le comte de Thoiras fut plus forte même que l'opinion du cardinal, qui trouvait l'entreprise trop hasardeuse.

» On fit venir des régiments qui ne servaient pas au siége de La Rochelle, pour les employer à cette expédition. L'île d'Oléron fut le principal lieu du rendez-vous. Quelques centaines d'hommes, détachés en avant pour préparer la descente, arrivèrent sans dommage au fort de la Prée. Le roi surveillait lui-même l'embarquement, choisissant les troupes soldats à soldats, et leur remettant des armes à l'épreuve. L'élite de chaque régiment, au nombre de quatre mille trois cents hommes, et les trois cents maîtres pris dans les compagnies des gardes du roi, de la reine-mère et du duc d'Orléans, montèrent sur les barques qui avaient été amenées de tous les points

Digitized by Google

voisins. Toute cette armée se mit en prières pour le succès de l'entreprise, et les mousquetaires, entre autres, se préparèrent au combat par la communion. Une foule nombreuse de gentilshommes volontaires vinrent demander leur part de péril avec une telle gaîté, qu'il faut avouer n'être permis qu'à la nation française d'aller si librement à la mort pour le service de son roi ou pour son honneur. Les troupes embarquées au lieu appelé le Plomb, près de La Rochelle, descendirent les premières sans être atteintes par le canon de la flotte ennemie. Elles ne trouvèrent à terre qu'une faible résistance, et s'établirent dans le fort de la Prée. Le duc de Buckingham résolut, à ce moment, de tenter un dernier effort contre la citadelle. Cette place, gardée depuis trois mois et demi par une poignée de soldats exténués de fatigue et de maladie, repoussa vigoureusement l'assaut donné par les Anglais, sans que les troupes débarquées eussent besoin de les secourir. Cependant le convoi principal, parti d'Oléron, qui portait le maréchal de Schomberg, commandant de l'expédition, avait été dispersé par le vent et rejeté en plusieurs points du rivage. Il se passa plusieurs jours avant que toute l'armée fût réunie à l'île de Ré, ce qui ne put se faire que successivement. Alors le maréchal se mit à la tête de ses troupes et en quête de l'ennemi. On le trouva en pleine retraite, ayant déjà levé le siége de la citadelle et se dirigeant vers l'île de l'Oie, où il comptait s'embarquer. Le comte de Thoiras, qui avait à venger la mort de deux frères, tués dans les premiers combats, voulait qu'on en vînt promptement aux mains. Mais le maréchal se contenta de suivre les Anglais, en attendant une occasion sûre de les

Digitized by Google

attaquer avec avantage. Cette occasion se trouva lorsqu'ils arrivèrent à une étroite chaussée qui conduisait à l'île de l'Oie. Une charge furieuse de cavalerie française culbuta leur arrière-garde et mit le désordre dans tous leurs rangs. Les Français s'élancèrent à la poursuite des fuyards et en firent un grand carnage. La nuit seule arrêta leur victoire, et le jour leur montra les Anglais remontés sur leurs vaisseaux, laissant la terre jonchée de leurs morts, quatre canons, plus de quarante drapeaux et de nombreux prisonniers entre les mains des vainqueurs (1). »

Telle fut l'issue de la honteuse expédition entreprise par les Anglais. Le duc de Buckingham reprit le chemin de l'Angleterre, après avoir poussé La Rochelle à la révolte, et l'abandonna à son malheur. La Rochelle, espèce de république au sein de la France, ne recevait ni gouverneur royal, ni garnison ; elle s'administrait à son gré et payait, pour preuve de sa dépendance au roi, une faible somme d'impôt. Comme on le voit, l'autorité du roi sur cette place était presque nominale. Avec le ferme génie qui toujours abordait de front les plus redoutables difficultés, Richelieu résolut de détruire du premier coup le nid où avaient accoutumé d'éclore tous les desseins de rébellion. Pour se rendre maître de La Rochelle, il fallait deux sortes de travaux, les uns par terre, pour empêcher toute communication de ce côté; les autres par mer, pour arrêter les vaisseaux qui prétendraient remonter la rivière et entrer dans la place. Pour fermer la mer aux Rochelais et l'entrée du port

(1) *Histoire de Louis XIII.*

Digitized by Google

aux Anglais, Richelieu fit commencer cette digue prodigieuse de trois mille mètres, dont on distingue encore aujourd'hui les vestiges à la mer basse. Cette digue fut placée hors de la portée du canon de la place, et on mit, pour la couvrir des attaques du dehors, la flotte française, à laquelle vinrent se joindre les vaisseaux espagnols, « pour s'en servir, dit Richelieu, à la mode espagnole, » c'est-à-dire, se prévaloir de l'apparence pour effrayer » les Rochelais par l'union des deux couronnes. » La discipline la plus sévère régnait dans toute l'armée : personne n'osait contredire les ordres du cardinal, quoique beaucoup de ses capitaines prévissent avec épouvante la chute d'une place qui devait donner tant de puissance à l'autorité royale. « Nous serons assez fous, disait le ma- » réchal Bassompierre à ses collègues, pour prendre La » Rochelle. »

Les Rochelais montrèrent pour la défense de leur ville et de leurs libertés un courage et une constance dignes d'une meilleure cause. Cette valeur, dont les annales du genre humain présentent peu d'exemples, eut pour principal excitateur le maire Guiton, qui inspirait aux habitants l'audace et le fanatisme dont il était animé. Elu premier magistrat de la ville par ses concitoyens, il avait d'abord refusé cet honneur; cédant aux pressantes sollicitations, il avait dit : « Vous le voulez, je serai maire, » mais c'est à condition qu'il me sera permis d'enfoncer » ce fer dans le cœur du premier qui parlera de se ren- » dre; qu'on s'en serve contre moi, si jamais je songe à » capituler. »

Les femmes partageaient l'exaltation des hommes et souvent même leur donnaient l'exemple d'un courage

Digitized by Google

indomptable. La duchesse douairière de Rohan, renfermée dans les murs de La Rochelle, écrivit à son fils, qui certes n'avait pas besoin d'être excité, ces quelques mots où se montre l'obstination de son caractère : « Paix assurée, victoire entière, ou mort honnête. »

Les habitants de La Rochelle avaient compté sur le concours de l'Angleterre pour la défense de la place; jetés dans la consternation par la retraite de Buckingham, ils adressèrent à Charles Ier une lettre écrite en termes énergiques et suppliants.

Le roi d'Angleterre ayant promis d'armer de nouveau en faveur des assiégés, les Rochelais reprirent courage et poussèrent l'opiniâtreté jusqu'à se rendre coupables des plus grands excès à l'égard des affamés. Quelques habitants, prévoyant la fin d'une lutte trop inégale pour espérer du succès, parlaient de se rendre. Ce fut un crime digne de mort : car à peine eurent-ils prononcé ce mot, qu'ils furent saisis et pendus sur les murailles en face du camp des Français, afin d'apprendre à ceux-ci qu'il y avait encore dans la place assez d'énergie pour résister à toute demande de soumission. Assez de plumes ont retracé les excès auxquels se livrèrent des hommes pressés par la faim. Le blocus était si bien gardé, que les assiégés ne pouvaient même aller recueillir les coquillages et les reptiles jetés par la mer sur le rivage. On fut réduit à n'avoir pour nourriture que du cuir bouilli assaisonné avec du suif et un peu de cassonnade. Des femmes et des enfants au désespoir d'une si affreuse disette quittaient la place, cherchant à s'échapper, et demandaient asile aux assiégeants, qui, fidèles à l'ordre qu'ils avaient reçu, repoussaient tous ceux qui se pré-

Digitized by Google

sentaient. C'étaient de nouveaux ennemis rejetés dans la place, une plaie qui allait continuer à la dévorer. Pour faire observer de l'ordre dans une cité si malheureuse, il fallait, de la part de l'autorité, une implacable énergie qui ne se laissât dominer par aucun sentiment d'humanité. Le chef du présidial, ayant osé dire quelque chose contre le commandant supérieur des troupes de la ville, fut saisi au milieu du conseil, frappé de verges et jeté en prison. Deux conseillers furent tellement épouvantés de cet acte de brutale sévérité, qu'ils se retirèrent au camp français, au risque d'y être pendus. Ils firent un tableau si déplorable de l'état de la place, que le roi, touché des maux endurés par ses sujets rebelles, se détermina à faire faire une nouvelle sommation par le roi d'armes au titre de *Montjoie Saint-Denis*, revêtu de la cotte d'armes, le bonnet en tête, le sceptre à la main. Loin d'être reçu avec bienveillance, le roi d'armes fut repoussé avec des blasphèmes sans qu'il pût prononcer les proclamations. Il se contenta de les laisser tomber à terre.

Fatigué d'un siége dont rien n'annonçait la fin, le roi remit la direction des opérations militaires au cardinal, et se retira pour revenir quand les travaux seraient plus avancés. La ligne de circonvallation, qui avait quatre lieues de tour, avait été achevée sur la fin de l'hiver et elle était protégée par des forts et des redoutes; les deux rives de la rade étaient garnies de canons; de nombreux vaisseaux occupaient cette rade; les assiégés semblaient donc n'avoir plus qu'à se rendre, mais ils comptaient toujours sur l'Angleterre, qui avait promis de nouveaux secours. En même temps, les mesures prises contre les

Digitized by Google

infortunés habitants qui cherchaient à échapper à la mort, étaient de plus en plus sévères. Des potences étaient élevées de distance en distance, pour montrer aux assiégés qui voulaient fuir le supplice qui leur était réservé. Plusieurs, malgré cela, préféraient s'y exposer que de continuer à être torturés par le supplice de la faim; lorsqu'il s'en présentait un trop grand nombre, quelques-uns étaient mis à mort et les autres étaient repoussés dans la place pour aller porter la terreur dans tous les cœurs. Enfin la famine triompha de l'opiniâtre résistance des Rochelais. Les vivres étaient épuisés; les plus riches pouvaient à peine se procurer de la chair de cheval et quelques onces de pain; les autres étaient réduits au cuir bouilli, aux poissons et aux coquillages qu'on trouvait encore dans le port, aux herbes arrachées des murailles, enfin à tous ces aliments rebutants et malsains auxquels la faim réduit les malheureux dans les villes assiégées. Tout contraignait à se rendre.

Le maire de la ville, le fameux Guiton, homme d'une énergie sauvage, insensible à la faim, à la soif, à la mort et aux liens de famille, n'avait qu'un seul sentiment: « Vaincre ou mourir. » Son caractère est tout entier dans cette phrase qu'il prononça lorsqu'on lui montra la ville couverte de cadavres: « C'est assez qu'il » en reste un pour fermer les portes. » Les assiégeants ne pouvaient eux-mêmes se lasser d'admirer une résistance qui eut un autre effet que celui que se proposait Guiton; son obstination servit à faire périr les hommes les plus ardents du parti, qui fut presque totalement anéanti.

Les juges du présidial, accompagnés de quelques

Digitized by Google

grands seigneurs, s'enfuirent dans le camp et y furent reçus; quelques-uns même abjurèrent l'hérésie, et nous devons mettre La Trémouille de ce nombre; le comte de Soissons avait fait sa paix avec le roi et le cardinal; Rohan était dans le Midi avec des forces respectables, mais il ne pouvait rien pour sauver La Rochelle. Seize mille habitants étaient déjà morts de faim; Guiton, qui attendait de jour en jour l'arrivée de la flotte anglaise, tenait toujours; enfin, le 28 septembre, parut le drapeau anglais. Lord Lindsey, à la tête de forces respectables, devait, avant de pouvoir remonter la rivière et parvenir à la ville, rompre la fameuse digue construite avec tant d'art et de solidité. Une machine infernale fut lancée sans succès contre l'estacade; cinq mille coups de canon furent inutilement tirés pour rompre une barrière infranchissable. Ayant, pendant plusieurs jours de suite, renouvelé la même attaque sans succès, désespérant de vaincre, il envoya au camp du roi et se laissa amuser par de vaines promesses, tandis que la famine exerçait des ravages toujours plus épouvantables dans La Rochelle. Enfin il fallut capituler.

Les articles de la capitulation portaient « que les ha-
» bitants de La Rochelle, reconnaissant l'extrême faute
» qu'ils avaient commise, non-seulement en résistant
» aux justes volontés du roi et en refusant de lui ouvrir
» leur ville, mais encore en adhérant aux étrangers qui
» avaient pris les armes contre l'Etat, suppliaient le roi
» de leur pardonner ce crime et de recevoir pour satis-
» faction l'obéissance présente qu'ils désiraient lui ren-
» dre en ouvrant les portes de la ville, qu'ils remettaient
» dès à présent entre ses mains, pour en disposer ainsi

Digitized by Google

» qu'il lui plairait, et leur prescrire telle façon de vivre » qu'il jugerait à propos pour l'avenir, sans autres conditions que celles qu'ils espéraient de sa bonté. Ayant » égard à leurs repentance et protestations, le roi leur » promettait le pardon de leur faute et l'exercice de leur » religion, la restitution de tous leurs biens saisis et » confisqués, sauf les fruits perçus sans fraude; même » grâce pour les gens de guerre, sujets du royaume, » mais étrangers à la ville, qui s'y trouvaient renfermés, » lesquels en sortiraient, savoir : les officiers et gentilshommes l'épée au côté, et les soldats un bâton blanc à » la main; amnistie pour toutes hostilités et négociations, sous la réserve des cas exceptés par les édits, » aussi bien que pour toutes fontes de canons, fabrications de monnaies, saisies de deniers, levées de contributions et contraintes; décharge aussi de tous jugements rendus contre eux à l'occasion de leur rébellion, » comme aussi de tout recours à la raison de ceux qu'ils » auraient obtenu de leurs juridictions (1). »

Le même jour, douze hommes sortirent de La Rochelle pour venir, au nom de leurs concitoyens, demander grâce au roi. Ils étaient tellement affaiblis par la misère, que, ne pouvant faire le trajet à pied, ils demandèrent des chevaux au maréchal de Bassompierre; ils descendirent de leurs montures à deux cents pas de la demeure royale; introduits devant le monarque, ils se jetèrent à ses genoux et lui demandèrent miséricorde pour une cité rebelle qui, pendant si longtemps, avait résisté aux ordres de son souverain. Louis XIII leur parla avec sé-

(1) Bazin.

Digitized by Google

vérité, leur rappela leur crime et promit de se montrer plein de bienveillance à leur égard, s'ils voulaient à l'avenir être des sujets fidèles. Il les engagea ensuite à dîner, ce qui ne fut pas une vaine cérémonie pour des hommes qui se mouraient de faim. Le maire, dont le nom est resté fameux par la défense obstinée et désespérée de la ville, se fit excuser de ce qu'il ne s'était pas présenté à la tête des délégués, parce qu'il était obligé de veiller sur la ville et d'en ouvrir les portes aux troupes du roi. Le lendemain matin, conformément aux conditions de la capitulation, les soldats étrangers à la ville, dont le nombre avait été réduit à soixante-quatorze Français et à soixante-deux Anglais, quittèrent la place avant l'arrivée des troupes du roi, commandées par le maréchal de Schomberg et le duc d'Angoulême. Ces deux officiers supérieurs furent reçus aux portes par Guiton, à qui le maréchal de Schomberg déclara qu'il avait cessé d'être le magistrat de la ville, que le roi était désormais le seul maire et maître de la place. A l'arrivée de Richelieu, Guiton s'étant présenté pour le recevoir avec six archers, marque de son pouvoir, le cardinal lui déclara de nouveau qu'il avait cessé d'être maire et lui ôta les archers de sa garde.

Toutes les relations du temps nous disent que ce fut un grand jour de fête pour La Rochelle. Le peuple, qui avait pendant longtemps gémi sous un joug de fer et supporté la plus affreuse misère, se voyant enfin délivré de l'oppression de quelques hommes intraitables, se trouvant au milieu de l'abondance et jouissant d'une certaine liberté, bénissait le roi comme son libérateur. Le maire, dix bourgeois et deux ministres protestants eurent ordre

Digitized by Google

de quitter la place pour quelque temps, afin que la tranquillité pût y rentrer plus facilement.

Telle fut l'issue de la lutte que La Rochelle, ville autrefois puissante, voulut soutenir contre le roi. Il en coûta quarante millions au monarque pour s'en rendre maître. Richelieu ne crut pas avoir acheté trop cher le repaire du protestantisme, le boulevard de la rébellion; car, en perdant ses fortifications et ses priviléges, La Rochelle devint une cité ordinaire. La fondation de Rochefort, qui suivit de près, fut le coup de grâce porté à une ville jadis florissante.

Nous avons déjà dit que, lorsque les Anglais avaient débarqué à l'île de Ré, Rohan s'était fait le prédicateur d'une croisade protestante. Il montra le plus grand talent dans cette guerre, luttant contre son propre parti, qui regardait la levée de boucliers comme une folie, échappant, dans le Vivarais et les Cévennes, aux coups de Montmorency et de Condé envoyés contre lui. Cette guerre est un modèle de stratégie. Lorsque La Rochelle tomba, tout s'était déclaré contre Rohan, et il vit se réaliser la prophétie de ses coreligionnaires récalcitrants.

Le parlement de Toulouse, assemblé pour le juger, déclara Rohan coupable du crime de lèse-majesté, perturbateur du repos public, ennemi du roi et de son Etat, et le condamna à mort. Conformément à cet arrêt, Rohan, dont on n'avait pas pu se rendre maître, fut exécuté en effigie.

Enfin le parti réformé, qui avait reçu un coup terrible à la chute de La Rochelle, amoindri encore par des défections continuelles, se vit obligé de solliciter la paix. Rohan combattait toujours et ne consentit à déposer les

Digitized by Google

armes que lorsqu'il reçut la promesse que la pacification serait générale et qu'elle s'étendrait à tous les religionnaires du royaume. Elle fut, en effet, signée à Blois, en 1629, à des conditions qui devaient satisfaire les deux partis. Si les huguenots obtenaient la conservation de l'édit de Nantes, leurs temples et l'oubli de tout le passé, Richelieu leur retirait toutes leurs places de sûreté, en détruisait les fortifications et faisait accepter à Rohan l'exil, avec trois cent mille livres d'indemnité, que ce seigneur eut la générosité de distribuer à ceux de ses coreligionnaires qui avaient le plus souffert de la guerre; puis il quitta la France et se retira à Venise. Richelieu, dont le traité d'Alais avait prouvé la grande modération, avait réalisé l'une de ses vues politiques : le protestantisme cessait de faire un corps dans l'Etat.

III. *Politique de Richelieu pour étendre l'influence de la France au dehors.*

L'action que Richelieu exerça au dehors, le travail continuel par lequel il ébranlait l'ordre social établi chez les nations étrangères, avait moins pour but d'amener la paix, que d'affaiblir la trop grande puissance des peuples voisins. Cette politique, qui a été comblée de grands éloges, quoiqu'elle soit en plusieurs points contraire à la loi morale, fut suivie par Mazarin et Richelieu. On la justifie en disant qu'elle doit être adoptée par un peuple prévoyant qui veut, non pas dominer, mais conserver toute sa dignité et se mettre à couvert contre les grands dangers qui pourraient l'inquiéter à l'avenir, et qu'il ne faut pas la confondre avec cette

Digitized by Google

fausse gloire que procurent les conquêtes, qui sont souvent au détriment de la véritable humanité et de l'amour sincère de la société. La guerre que Richelieu entreprit est, aux yeux de certains hommes d'Etat, une guerre de prévoyance et de conservation, et non une guerre de conquête. La lutte commença d'abord contre l'Espagne.

Ce qui ralluma la guerre contre l'Espagne, ce fut la succession du duché de Mantoue et du Montferrat. Vincent II étant mort sans postérité, laissa ses Etats à son plus proche parent, Charles de Gonzague, duc de Nevers, qui possédait des biens considérables en France, et dont la famille, depuis un demi-siècle, était devenue française. Les droits du nouveau souverain étaient clairs : il fallait oublier toutes les règles de l'équité pour les contester. Cependant il se présenta plusieurs autres prétendants. César de Gonzague, duc de Guastalla, ayant reçu de l'empire l'investiture éventuelle du duché, le réclama vivement. Le duc de Savoie, troisième prétendant, voulait exclure les deux autres, et le roi d'Espagne voulait les exclure tous trois. Au milieu de ces contestations, l'empereur, qui ne s'était jamais mêlé des affaires de l'Italie, voulut exercer pour la première fois son autorité impériale au-delà des monts; il envoya le comte de Nassau, en qualité de commissaire impérial, pour mettre en sequestre le Mantouan et le Montferrat, jusqu'à ce que le procès eût été jugé à Vienne.

Cependant une armée espagnole était entrée dans le Montferrat et avait mis le siége devant Casal; le cardinal de Richelieu en apprit la nouvelle pendant le siége de La Rochelle, et en même temps il recevait une demande de secours de la part du duc de Nevers. Malgré son peu de

Digitized by Google

contentement du duc de Nevers, qui avait été l'un de ses plus chauds adversaires, cependant, pour sauver l'honneur de la France et pour s'opposer aux manœuvres du nouveau duc de Mantoue, qui s'était concilié les Vénitiens et la cour de Rome, il fut sur le point de suspendre le siége de La Rochelle pour voler au secours de Casal. Mais, ayant été informé que cette place avait des vivres et une bonne garnison, et qu'elle pouvait se défendre longtemps, il se contenta alors de négocier.

Lorsque La Rochelle eut succombé, Louis XIII se mit aussitôt en marche vers l'Italie, avec son armée victorieuse.

Richelieu, avant d'aller en Italie, lut au roi, en présence de la reine, sa mère, et du Père Suffren, son confesseur, un mémoire dans lequel était consignée toute la conduite qu'il conseillait de suivre. Ce mémoire est extrêmement remarquable par la clarté et la précision des vues politiques, par la hardiesse de l'homme d'Etat qui donne une leçon à son souverain. Il traçait en quelques mots la conduite du monarque à l'intérieur : achever de soumettre les hérétiques, raser toutes les places qui n'étaient pas aux frontières, ramener les parlements à l'obéissance, racheter le domaine, ce qui pouvait doubler le revenu; tel était, en peu de mots, ce qu'il proposait pour l'intérieur. Il ne voulait pas de grandes conquêtes au dehors, mais soutenir les Etats faibles, fortifier Metz, acquérir Strasbourg, Neuchâtel, et recouvrer Saluces, pour avoir une porte en Italie. Il proposait, pour une époque peu éloignée, la conquête de la Navarre et de la Franche-Comté.

Quelque hautes que soient ces considérations, ce que

Digitized by Google

le mémoire renferme de plus curieux, c'est peut-être la leçon que le cardinal faisait au souverain sur la nécessité de réformer son caractère. Il représentait « d'abord que » Sa Majesté étoit très bon, vertueux, secret, courageux » et amateur de gloire; mais qu'on pouvoit dire avec » vérité qu'il étoit extrêmement prompt, soupçonneux, » jaloux, quelquefois susceptible de diverses aversions » passagères et de premières impressions, au préjudice » du tiers et du quart; enfin sujet à quelque variété » d'humeur et diverses inclinations. Il lui dit qu'il est » si soupçonneux, que si deux personnes parloient en- » semble, il en entroit en ombrage; si jaloux de son » frère et si médisant, qu'il ne pouvoit se tenir d'en mal » parler, ainsi que de ceux qui étoient auprès de lui, ce » qui ne manquoit jamais de leur être rapporté de suite; » si défiant de ses ministres, qu'il ne leur permettoit de » rien prendre sur eux, encore qu'il ne pût point se ré- » soudre à vaquer lui-même à ses affaires avec assiduité » et autorité tout ensemble. » Richelieu priait ensuite le roi de s'étudier à faire perdre « l'opinion que beaucoup » avoient, qu'un service rendu à Sa Majesté étoit telle- » ment perdu en sa mémoire, qu'elle ne s'en souvenoit » plus trois jours après; que l'honneur du sujet n'a point » de prix dans la bouche de son prince, et qu'au lieu » d'excuser les défauts de ceux qui sont sous sa charge, » il les relève et ravale les bonnes actions qu'il devroit » faire valoir...; que Sa Majesté donnoit si peu d'atten- » tion à ses affaires et approuvoit si faiblement les ex- » pédients qu'on lui proposoit pour les faire réussir, » qu'elle étouffoit les meilleurs desseins dans l'esprit et » le cœur de ceux qui étoient les plus capables. » Il lui

Digitized by Google

rappelait que M. de Luynes avait souvent dit « qu'il » avoit remarqué que Sa Majesté, de son inclination na- » turelle, se portoit plus volontiers aux sévérités qu'aux » grâces, et qu'il avoit plus d'aversion à faire du bien » que du mal...; qu'une des choses qui préjudicioient » au règne de Sa Majesté, étoit qu'on pensoit qu'elle » n'agissoit pas d'elle-même; qu'elle s'attachoit plus vo- » lontiers aux choses petites qu'aux grandes et impor- » tantes, et que le gouvernement de l'Etat lui étoit in- » différent...; que l'humeur du roi le portoit à aimer » mieux faire du bien à des personnes presque incon- » nues, qu'à des proches, alliés ou amis de ceux qui » avoient l'honneur de servir auprès de sa personne. »

La leçon était extrêmement sévère; cependant le roi « entendit le tout avec autant de patience *que l'humeur* » *de la plus grande part des grands en donne aux plus* » *importants*. Il dit qu'il étoit résolu d'en faire son » profit. » Et comme le cardinal avait manifesté le désir d'abandonner les affaires, sous prétexte de santé, il s'y opposa.

La reine-mère avait eu aussi sa leçon. Il y avait de temps en temps des coups de pinceau qui allaient à son adresse. Elle ne les avait pas acceptés avec autant de résignation que le roi. On la consola en la nommant régente pendant l'absence du monarque.

Le roi, accompagné du cardinal, partit pour les frontières d'Italie, où son armée s'était réunie : il ne trouva rien de prêt. A son arrivée à Grenoble, pour passer les montagnes, Richelieu fit l'office de général, d'intendant et de munitionnaire, et tout marcha vite. A peine sur les limites de la France et de la Savoie, le roi vit arriver des

Digitized by Google

députés pour négocier au nom du duc, qui consentait à ne pas contrarier les desseins de la France, à condition qu'on lui laisserait toute liberté de conquérir Genève et Gênes. Richelieu, qui connaissait l'importance de ces places, repoussa ces demandes, consentit seulement à abandonner Trino en Montferrat, avec un district rapportant quinze mille écus de rente. Charles-Emmanuel voulut traîner en longueur, comptant sur la force des défenses élevées au Pas-de-Suze.

Saint-Simon nous a laissé une page très curieuse sur la part que Louis XIII prit au fameux passage du Pas-de-Suze, le 7 mars 1629 : « Les diverses ruses suivies de toutes les difficultés militaires que le fameux Charles-Emmanuel avait employées au délai d'un traité et à l'occupation de son duché de Savoie, l'avaient mis en état de se bien fortifier à Suze, d'en empêcher l'approche par de prodigieux retranchements bien gardés, si connus sous le nom de barricades de Suze, et d'y attendre les troupes impériales et espagnoles, dont l'armée venait à son secours. Ces dispositions, favorisées par les précipices du terrain à traverser, arrêtèrent le cardinal de Richelieu, qui ne jugea pas à propos d'y risquer les troupes et qui emporta l'avis de tous les généraux à la retraite. Le roi ne le put goûter. Il s'opiniâtra à chercher des moyens de vaincre tant et de si grands obstacles naturels et artificiels, pour lesquels le duc de Savoie n'avait rien épargné. Le cardinal, résolu de n'y pas commettre l'armée, empêchait les généraux d'y donner aucun secours au roi, qui, s'irritant des difficultés, ne chercha plus des ressources qu'en soi-même. Pour le dégoûter, le cardinal y ajouta l'industrie; il fit en sorte que, sous

Digitized by Google

divers prétextes, le roi fût laissé seul, tous les soirs, après s'être fatigué toute la journée à chercher quelques passages, ce qui dura ainsi plusieurs jours. Mon père, qui s'aperçut que les soirées paraissaient effectivement longues au roi, depuis le retour de ses promenades jusqu'au coucher, s'avisa de profiter du goût de ce prince pour la musique, et lui fit entendre Nyest. Il s'en amusa quelques soirs, jusqu'à ce qu'ayant enfin trouvé un passage à l'aide d'un paysan et plus encore de lui-même, il fit seul toute la disposition de l'attaque et l'exécuta glorieusement le 9 mars 1623. J'ai ouï conter à mon père, qui fut toujours auprès de sa personne, qu'il mena lui-même ses troupes aux retranchements, et qu'il les escalada à leur tête, l'épée à la main, et poussé par les épaules pour escalader sur les rochers et sur les tonneaux et parapets. Sa victoire fut complète, et Suze fut emportée, ne pouvant se soutenir devant le vainqueur. Mais ce que je ne puis assez m'étonner de ne trouver point dans toutes les histoires de ce temps-là, et que mon père m'a raconté comme l'ayant vu de ses deux yeux, c'est que le duc de Savoie, tout éperdu, vint à la rencontre du roi, mit pied à terre, lui embrassa la botte et lui demanda grâce et pardon, que le roi, sans faire aucune mine de mettre pied à terre, lui accorda en considération de son fils, et plus encore de sa sœur, qu'il avait eu l'honneur d'épouser. Ce furent les termes du roi à Delangle (1). »

Le duc de Savoie, épouvanté de ce brillant fait d'armes, se hâta de signer le traité qui lui avait été offert avant le combat. Il s'engagea à ravitailler Casal et remit

(1) Saint-Simon, tom. 1er.

Digitized by Google

entre les mains du roi de France la ville et la citadelle de Suze. Gonzalès de Cordoue retira ses troupes du Montferrat, assurant que la cour de Madrid ratifierait le traité et ferait donner par l'empereur l'investiture du Montferrat au duc de Nevers-Mantoue.

Le cardinal voulait plus, il désirait former une ligue entre la France, Venise, les ducs de Savoie et de Mantoue et le Pape, pour le maintien de l'indépendance de l'Italie et la garantie de ses Etats. Le Pape, après avoir pris une part très active à la négociation, se retira, voulant garder une parfaite neutralité, qu'il jugeait mieux convenir à son caractère.

Le duc de Savoie, qui avait longtemps suspendu son adhésion, parce qu'il voulait Genève et Gênes, finit par abandonner ses prétentions sur la première de ces villes, mais il les maintint sur la seconde, pour couper les communications de l'Espagne avec l'Italie. « Toutes ces con-» sidérations bien balancées, dit Richelieu, le roi se » résolut d'offrir à M. de Savoie d'entendre à l'entre-» prise de Gênes. Mais tout cela enfin se réduisit à rien, » à cause de l'irrésolution de l'esprit du duc de Savoie, » faible et rusé, qui donnoit toutes sortes d'ouverture et » ne résolvoit aucune chose (1). »

Le roi était actif, il soutenait facilement les fatigues de la guerre; mais les lenteurs des négociations l'ennuyant, il demanda à repasser les monts. Le cardinal y consentit d'autant plus volontiers, qu'il se signait alors à Londres un traité de paix. La Hollande, le Danemarck et Venise, comprenant l'importance du rôle de la France,

(1) *Mém. Richel.*, liv. XX, pag. 372.

Digitized by Google

avaient travaillé à la mettre en paix avec l'Angleterre. Charles Ier, qui insistait toujours pour y faire comprendre les huguenots, se montrait moins exigeant relativement à l'exécution des conditions du contrat de mariage de la reine, laissant celle-ci juge de cette affaire. Comme il n'y avait pas d'autre difficulté, la paix fut conclue à Londres, le 4 avril, par les puissances médiatrices. Elle fut signée à Suze le 24 avril et ratifiée le 20 mai suivant.

Venise avait vu avec une extrême douleur nos troupes se retirer de l'Italie, parce qu'elle prévoyait que, quand le roi serait rentré en France, les mêmes difficultés renaîtraient. Richelieu partageait cette opinion; mais quoiqu'en quittant le Piémont il eût plutôt cédé aux désirs du monarque qu'à ses propres convictions, il sentait le besoin d'être libre pour suivre la *guerre de trente ans*.

Pour bien comprendre cette grande guerre, nous devons remonter plus haut et en exposer les causes. L'antagonisme religieux, après avoir sommeillé longtemps en Allemagne, à cause du peu de zèle de quelques princes catholiques, se réveilla quand Rodolphe II travailla sérieusement au progrès du catholicisme. Les protestants supportèrent assez patiemment son règne, dans l'espoir d'être soutenus par son successeur, qui les favorisait alors. Mais quand il ceignit la couronne impériale, celui-ci revint à un catholicisme pur, et, pour témoigner son repentir des faveurs qu'il avait accordées aux luthériens, il choisit pour son successeur Ferdinand de Styrie, qui avait été élevé par les Jésuites. Les protestants inquiets s'organisèrent alors pour la défense de la réforme, et prirent le nom de *Princes correspondants*. Quoique les

Digitized by Google

membres de cette ligue se donnassent pour les plus fermes appuis de l'empire allemand et qu'ils fissent parade de sentiments patriotiques, ils refusèrent de concourir aux mesures adoptées par le gouvernement contre les Turcs, et repoussèrent l'établissement d'une bonne justice pour tout l'Empire.

Les catholiques, qui voyaient leur foi et l'ordre politique menacés, formèrent aussi une ligue qui rencontra de la sympathie parmi les princes protestants amis de l'ordre. Les princes de Saxe et de Darmstad s'unirent à eux.

Quand Ferdinand II fut empereur et qu'il se déclara ouvertement pour les catholiques, les protestants de Bohême se soulevèrent, chassèrent tous les magistrats impériaux, déclarèrent le trône vacant et appelèrent à la couronne l'électeur Palatin, gendre du roi d'Angleterre. C'est alors que commence la *guerre de trente ans*, que l'on divise ordinairement en quatre périodes. La première période dite Palatine, où le comte Palatin fut battu à Prague et perdit la couronne de Bohême et le Palatinat, nous est étrangère.

L'empereur Ferdinand, maître de la situation, mit l'électeur Palatin au ban de l'empire, par un simple arrêt de son conseil, et proscrivit tous les princes et seigneurs de son parti. Délaissé par la fortune, l'électeur Palatin chercha un asile et des secours en Silésie, en Danemarck, en Hollande, en Angleterre et en France. S'il fut reçu partout avec les égards dus à un prince malheureux, il ne fut aidé ni par Louis XIII, ni par le roi d'Angleterre, son beau-père; il ne trouva d'appui que dans deux petits princes qui avaient chacun une armée vagabonde

Digitized by Google

comme les *condottieri* d'Italie; l'un était le prince de Brunswick, qui n'avait pour tout Etat que le territoire usurpé de l'évêché d'Alberstadt, et s'intitulait *ami de Dieu et ennemi des prêtres;* et il méritait ce dernier titre, car il ne vivait que du pillage des églises. L'autre soutien de ce parti alors ruiné, était un aventurier bâtard de la maison des Mansfeld, aussi digne d'être nommé l'ennemi des prêtres que le prince de Brunswick. L'empereur irrité obtint de la diète de Ratisbonne une déclaration qui réunissait le Palatinat à l'Empire. C'est alors que commença cette guerre de véritables brigands qui mit l'Allemagne à feu et à sang. Quoique soutenus par l'argent de l'Angleterre et les soldats du Danemarck, ni Brunswick ni Mansfeld ne purent triompher de l'empereur, qui, sans sortir de sa maison, demeura partout vainqueur, grâce à l'habileté de Waldstein et du comte de Tilly. Voilà la seconde période de la *guerre de trente ans.*

L'empereur d'Allemagne, non content de soumettre l'ancienne Germanie, voulut encore dominer en Italie sur les ruines de l'espèce de féodalité qui y existait encore. Trop faible pour résister au puissant empereur d'Allemagne, l'Italie céda et subit son pouvoir.

Quoique le zèle religieux de l'empereur parût sincère et qu'on ne doutât pas qu'il voulait rétablir le catholicisme dans toute l'Allemagne, cependant on répétait en France qu'il était à craindre qu'il ne voulût bientôt se poser en maître vis-à-vis de la Papauté. Richelieu se persuada qu'il ne trahirait pas la religion en travaillant à arrêter les progrès de l'empereur, et que sa politique n'était pas plus blâmable que celle de François I^er^ et de

Digitized by Google

Henri II, qui s'étaient ligués avec les Turcs et les protestants contre Charles-Quint. On ne peut nier cependant que, par une déplorable contradiction, cette politique raffermissait le protestantisme que le ministre avait combattu en France.

Le président Jeannin, qui avait été chargé de faire à Louis XIII un rapport sur les affaires d'Allemagne, envisageant la question sous le point de vue de Richelieu, montra tous les dangers auxquels la France était exposée en persistant à conserver les alliances faites par le premier conseil de Marie de Médicis. « Il rappela que » c'étoit à cause de l'accroissement de la maison d'Au» triche que Henri IV avoit favorisé les princes protes» tants de l'Allemagne et donné secours et assistance » aux Provinces-Unies; que maintenant il ne s'agissoit » pas de favoriser l'empereur ou les protestants, ce qui » ne pouvoit se faire qu'au désavantage ou de l'équilibre » européen, ou de la religion, mais qu'il falloit une » bonne paix qui pût tenir en respect l'empereur et l'é» lecteur Palatin. »

Richelieu, plus politique et plus hardi que le sage président Jeannin, n'envisagea pas la question religieuse avec ce scrupule. Pour lui, l'Etat était avant la religion, non pas qu'il ne regardât la question religieuse comme supérieure en elle-même à toutes les autres, mais parce qu'étant ministre d'une puissance temporelle, chargé de la direction des affaires de l'Etat, il se croyait obligé de les faire prospérer et de les faire réussir. Pour la grandeur future de la France, pour sa prépondérance dans

(1) *Mémoires de Jeannin.*

Digitized by Google

le monde, il faut que la maison d'Autriche soit abaissée, et elle le sera. La guerre éclate tout-à-coup, elle se fait sur tous les points. On lit, à cette occasion, cette singulière observation dans Voltaire : « Il est difficile de dire pourquoi l'on faisait cette guerre; l'on ne demandait rien à l'Espagne, pas même la Navarre qui aurait dû être le patrimoine des rois de France. On se battit depuis 1635, parce que le cardinal de Richelieu l'avait voulu, pour se rendre nécessaire. »

Est-ce que Voltaire n'avait pas le souvenir du passé? Est-ce qu'il ne considérait pas ce qui se passait sous ses yeux, quand, de son temps, la nation espagnole était déjà descendue au rang de seconde puissance? Quand l'Allemagne n'inspirait plus aucune crainte de suprématie, comment un œil aussi clairvoyant que celui de Voltaire n'apercevait-il pas les conséquences du traité de Westphalie, qui avait fait de la France un Etat de premier ordre? Et ce traité de Westphalie, dont nous ne voulons pas, du reste, nous exagérer la valeur, qui donc l'avait préparé? n'est-ce pas Richelieu?

Si l'Angleterre avait été opposée aux premiers projets du cardinal, elle devait se montrer disposée à seconder ceux-ci, car Richelieu se constituait le soutien des protestants et voulait relever le comte Palatin, gendre de Jacques Ier, beau-frère de Charles Ier. Mais l'Angleterre eût-elle voulu s'opposer aux projets du célèbre ministre, elle n'eût pu y parvenir, elle était trop occupée dans son propre sein. Déjà se couvait en Angleterre cette révolution qui devait éclater plus tard et faire rouler la tête du malheureux Charles Ier sous le glaive du bourreau.

Digitized by Google

Richelieu intervint quand Ferdinand, non content d'avoir enlevé la Livonie à Gustave-Adolphe, voulut lui disputer ses droits sur la Pologne. Ferdinand soutint Sigismond, compétiteur du jeune conquérant au royaume de Suède. Gustave, obligé de combattre en Pologne, s'était d'abord contenté de demander raison de ces actes d'hostilité; par l'intermédiaire de l'habile politique de Charnacé, il obtint ensuite un armistice de six ans, entre la Suède et la Pologne, et prit les Polonais à son service. L'empereur, effrayé, proposa alors d'abandonner tous les bords de la mer Baltique et de rétablir les ducs de Mecklembourg, propositions que rejeta Gustave poussé par la France. Cependant le projet d'alliance entre la France et la Suède faillit être rompu, parce qu'on trouvait exorbitante la demande d'un subside annuel de six cent mille écus. Mais si rien ne fut fixé, assuré d'un secours pécuniaire considérable et d'une diversion que la France se proposait de faire en Italie, où elle attirerait une partie des troupes de l'Empire, Gustave résolut de se porter en avant. Il avait compté sur la vive sympathie des provinces nouvellement soumises à l'Empire : il ne trouvait que froideur et était obligé de reculer.

Ferdinand II, triomphant en Allemagne, où le parti protestant paraissait absolument vaincu, dirigea alors une partie de ses forces sur l'Italie pour y détruire ce que la France avait fait. Le comte de Collalto, avec vingt mille hommes de pied et trois mille cinq cents chevaux, traversa le pays des Grisons, fit prisonnier à Coire le résident français nommé Mesnim, et ravagea tellement la Valteline et les contrées voisines, que tout fut détruit.

Digitized by Google

La misère, la faim et les maladies répandirent dans le pays une peste qui s'étendit bientôt sur toute l'armée et infecta l'Italie.

Le cardinal avait envoyé le Père Joseph, son *alter ego*, en Allemagne. C'est pour la première fois que nous nommons ce personnage; nous devons le faire connaître. François Leclerc Du Tremblay, plus connu sous le nom de *Père Joseph*, appartenait à l'une des meilleures maisons de France. Après avoir suivi pendant quelque temps le parti des armes et s'y être acquis une haute réputation de bravoure et de capacité, il quitta tout à coup le monde et se fit capucin. Il eut de bonne heure des relations intimes avec le cardinal de Richelieu, et, dès le premier ministère de celui-ci sous le maréchal d'Ancre, il avait rempli plusieurs missions à Rome et à Madrid. Le Père Joseph, ayant fait rappeler Richelieu exilé à Avignon, fut depuis ce moment surnommé *l'Eminence grise*, devint le confident de toutes les pensées du tout puissant ministre, et le servit partout, à l'armée, à la cour, chez les nations étrangères. Toutes les grandes affaires se débattaient pour la forme dans le conseil: les discussions sérieuses avaient lieu entre *l'Eminence grise* et *l'Eminence rouge*. Souvent l'opinion du capucin l'emportait, et lorsqu'il mettait cette ardeur, cette fermeté à poursuivre l'exécution des ordres du cardinal, c'était aussi sa résolution qu'il exécutait. On l'accuse d'avoir fréquemment poussé le cardinal à des actes de rigueur; il est très probable que la rigidité de son caractère rejetait les demi-mesures, et qu'à ses yeux il n'y avait que l'inflexible loi, sous laquelle tout devait plier. Tout le monde convient que le Père Joseph fut un fervent re-

Digitized by Google

ligieux tandis qu'il fut dans le cloître, mais plusieurs ont dit qu'il le fut beaucoup moins lorsqu'il s'occupa des affaires politiques. « L'ami et le confident du cardi- » nal de Richelieu pouvait-il échapper à de vives cri- » tiques? dit Feller. La faveur et la confiance du pre- » mier ministre ont seules fait son crime. »

Dans sa mission d'Allemagne, le P. Joseph parvint à dissoudre la ligue catholique, et chercha à persuader à tous les petits princes allemands liés alors à l'empereur, que Ferdinand II marchait d'un pas ferme vers l'asservissement de toutes les puissances secondaires allemandes. La diète assemblée à Ratisbonne retentit d'accusations si violentes contre Waldstein, que l'empereur en fut effrayé. Lorsqu'on lui présenta la somme des dommages qu'il avait causés, il fut épouvanté des réclamations. L'Espagne joignit sa voix à la clameur universelle. Ferdinand céda. Il commença par diminuer l'armée de Waldstein, et finit par le destituer; mesures dont se réjouirent tous les ennemis de l'Empire, car il en était un des plus fermes appuis.

Pénétré de la nécessité d'appuyer les négociations de Ratisbonne par les armes, Richelieu en fit la proposition à Louis XIII, et quoique la cour jalouse s'opposât à ce projet, le ministre triompha de tous les obstacles. Comme la peste désolait Lyon, il ne voulut pas que le roi suivît l'armée. Il partit avec le titre de lieutenant-général, représentant la personne du roi : il avait quitté les habits de cardinal pour prendre ceux d'officier-général; sous lui commandaient le cardinal de La Valette, les maréchaux de Montmorency, de Schomberg et de Bassompierre; Sourdis, archevêque de Bordeaux

Digitized by Google

était son lieutenant chargé de l'administration. Le duc de Savoie, feignant d'être neutre, ne fit rien, il est vrai, pour ravitailler Casal, mais aussi il refusa le passage à l'armée française. Le cardinal, décidé à punir cet allié infidèle, franchit le Pas-de-Suze, s'avança vers Turin, puis, tournant brusquement sur Pignerol, il attaqua cette place importante et la força de se rendre. Après ce succès, le cardinal remit le commandement de l'armée aux ordres du roi, qui conquit toute la Savoie. Ce monarque étant tombé malade, confia l'armée au duc de Montmorency, qui battit les Espagnols à Avigliana et se rendit maître de tout le marquisat de Saluces.

Les bandes allemandes enlevaient alors Mantoue, y commettant des excès qu'on ne peut lire sans frayeur, et, durant trois jours, ne respectèrent ni les personnes, ni les choses sacrées. Les magnifiques galeries du duc de Mantoue, où se trouvaient des richesses d'art inouies, furent détruites ou enlevées par des barbares qui ne savaient en estimer le prix. Aucun outrage ne fut épargné aux femmes, objet de la lubricité du vainqueur ; aucun tourment aux hommes, pour leur arracher leurs trésors.

Pour ne pas laisser succomber Casal, qui était vivement pressé, Richelieu donna l'ordre à Montmorency de forcer les gorges étroites des montagnes situées presque sous les murs d'Avigliana. Il s'accomplit là un brillant fait d'armes, dans lequel les Piémontais perdirent mille hommes, trois cents prisonniers et dix-sept drapeaux. Tout le duché de Saluces fut bientôt soumis; mais la peste sévit avec tant de vigueur, que l'armée suffisait à peine pour ensevelir ses morts. Le Pô fut traversé et l'armée française s'approcha de Casal.

Digitized by Google

Parut alors un jeune ecclésiastique destiné à jouer un grand rôle en France, c'est le célèbre Jules Mazarin, envoyé du Pape, esprit délié, qui fut remarqué par le cardinal; il portait avec la plus grande activité des paroles de paix d'un camp à l'autre. Une trêve fut signée le 1er septembre pour durer jusqu'au 15 octobre. La ville et le château de Casal devaient être remis immédiatement au marquis Spinola; la citadelle restait aux Français et devait lui être remise également le 31 octobre, si, entre le 15 et le 31, elle n'était pas secourue.

Malgré les ravages de la peste, les armées reprirent leur marche au moment marqué; elles s'avançaient par San-Damiano, Racconigi et Cérisoles sans vouloir écouter l'avis qu'on leur donnait, que la paix était déjà signée à Ratisbonne. Elles étaient en présence, quelques coups de mousquets se faisaient déjà entendre, lorsqu'un cavalier s'élança entre les deux armées, portant un mouchoir blanc au bout d'un bâton et s'écriant à haute voix : *Pace! pace! alto! alto!* C'était Giulo Mazarini (Mazarin), qui empêcha le combat. Le traité signé à Ratisbonne obligeait les Espagnols et les Français à évacuer également Casal et à livrer cette place au second fils du duc de Mantoue. L'empereur avait consenti à donner l'investiture des deux duchés de Mantoue et de Montferrat à Charles de Nevers, qui devait céder au duc de Savoie, Alba, Trino et une riche partie du Montferrat. La France avait promis, de son côté, de rendre tout ce qu'elle possédait en Savoie et en Piémont. On avait été surpris d'une telle libéralité de la France à l'égard du duc de Savoie : mais tout s'expliqua quand on sut qu'il existait entre la France et le duc un traité secret d'alliance, par

Digitized by Google

lequel le duc consentait à remettre pour toujours entre les mains du roi, son beau-frère, l'importante place de Pignerol, qui ouvrait le passage du Dauphiné jusqu'aux plaines du Piémont.

Pendant la guerre dont nous venons de parler, le roi Louis XIII étant tombé malade, avait été obligé de quitter l'Italie et de retourner en France, retour dont la reine-mère voulut profiter pour s'emparer de l'esprit du monarque, l'indisposer contre son ministre et l'amener à des sentiments de déférence filiale qui lui semblaient devoir se trouver chez un prince chrétien. Mais, sous ce masque de piété filiale qu'on voulait imposer à Louis XIII, se cachait une pensée d'ambition personnelle qui n'avait pas quitté un moment la reine depuis qu'elle avait été dépouillée du pouvoir; car l'amour du commandement ne périt guère au fond du cœur.

Le roi, trop faible pour commander à sa mère, qui était venue le rejoindre dans le Midi, conseilla au cardinal de se rapprocher de cette princesse, de s'entendre avec elle et d'avoir pour elle cette exquise complaisance toujours si agréable aux femmes; il espérait ainsi ramener la paix dans sa famille. Le cardinal de Richelieu, habile courtisan malgré son despotisme, se montra plein de déférence pour la reine-mère, fit tout le voyage avec elle, descendit la Loire depuis Roanne jusqu'à Briare, dans le même bateau « en grande privauté, » comme dit Bassompierre. Ce n'était évidemment qu'une trêve pour mieux se préparer à la guerre. Arrivée à Paris, la reine-mère prépara tout pour la lutte, espérant cette fois la rendre décisive. Elle se renferma au Luxembourg et ne voulut y recevoir que des amis dévoués. Le cardinal

Digitized by Google

alla, de son côté, habiter le Petit-Luxembourg, qu'il avait acheté. Le roi descendit à l'hôtel du maréchal d'Ancre, rue de Tournon.

La reine-mère, à peine instruite de l'arrivée du monarque, courut à son hôtel pour lui rappeler sa promesse et le sommer de l'exécuter. L'attaque fut si violente, que le roi crut avoir remporté une grande victoire en obtenant un délai jusqu'au lendemain, où il voulait avoir avec sa mère un entretien approfondi sur la nécessité de conserver ou de renvoyer son ministre. Le lendemain matin le roi se rendit auprès de sa mère, chez qui se trouvait déjà sa femme. Il était vivement pressé par ces deux reines, lorsque le cardinal se présenta de la manière la plus inattendue. Soupçonnant qu'il y avait chez Marie de Médicis quelques complots contre sa personne, et se persuadant que sa présence pourrait les déjouer, il courut au Luxembourg et se présenta à plusieurs issues qui conduisaient chez la reine-mère; les ayant trouvées toutes fermées, il alla à l'oratoire de la princesse, dont la porte n'avait pas été fermée, et de là pénétra dans l'appartement. A sa vue, le roi effrayé s'écria : « Le voici. » — « Vous parliez de moi, dit le cardinal avec calme, » avouez-le, Madame. — Eh bien ! oui, reprit la reine, » nous en parlions, comme du plus ingrat et du plus » méchant des hommes. » Après une scène des plus violentes, le roi se retira calme, accompagné de son ministre, et le présenta le soir au duc d'Orléans, qui s'était tenu jusque-là malade et retiré dans son logis. Personne, de l'aveu de Bassompierre, n'avait eu connaissance de ce violent éclat qui devait nécessairement se terminer ou par la chute du cardinal ou par son triomphe.

Digitized by Google

Quoique le roi eût promis de rester à Paris, pensant cependant qu'au milieu des intrigues qui l'environnaient il n'aurait point la liberté nécessaire pour une grande mesure gouvernementale, il se rendit au petit château qu'il venait de faire bâtir à Versailles et se fit suivre du garde des sceaux. Bientôt mille commentaires circulèrent dans Paris. La chute du cardinal était certaine, assurait-on partout ; on disait même qu'il avait fait des préparatifs de départ pour ne pas être surpris. Il ne paraît pas qu'il eût alors toutes les inquiétudes que certains faiseurs de Mémoires lui ont prêtées. Lorsqu'il fut informé du départ du roi pour Versailles, il monta paisiblement en voiture et se rendit auprès de Louis, pour tomber définitivement ou triompher. Le cardinal se fut à peine présenté devant le roi, qu'il acquit la preuve qu'il avait toujours toute sa confiance.

Louis XIII ne lui permit point de quitter le château ; il voulut qu'il couchât dans un appartement voisin du sien, et il arrêta avec lui le renvoi du garde des sceaux, qui était venu à Versailles avec l'espérance d'être premier ministre. Cependant la reine-mère attendait à Paris, avec une extrême impatience, l'issue de cette tentative. Le ministre des sceaux disgracié vint lui-même l'instruire du résultat inattendu d'une journée si bien nommée la *journée des dupes*, par l'esprit français, qui trouve toujours une expression propre pour caractériser toutes les situations. Déjà le Luxembourg était rempli d'une multitude de courtisans avides qui se croyaient maîtres des hautes positions occupées par le cardinal et par ses créatures.

Marie de Médicis, saisie de fureur, se livra aux plus in-

Digitized by Google

décents emportements. « Je me donnerais plutôt au dia-
» ble, dit-elle, que de ne pas me venger de cet homme-
» là ! » Cette parole de fureur, indigne d'une femme et plus indigne encore d'une reine, ayant été rapportée à Louis XIII, il comprit qu'il lui serait impossible de gouverner tant qu'il aurait la reine-mère auprès de lui. Il se retira un instant à Compiègne, d'où il lui écrivit que le bien de l'Etat lui prescrivait de se séparer d'elle ; il lui enjoignait en même temps de se retirer à Moulins. « On m'y traînera plutôt toute nue, » dit-elle furieuse. Il fallait obéir ; elle se mit en correspondance avec l'Espagne et chercha à trouver un asile sur les terres de cette nation si longtemps ennemie de la France. Loin d'empêcher sa fuite, Richelieu ordonna de lui laisser toute liberté. Elle se retira vers les Pays-Bas, essaya d'entrer dans La Capelle et de s'en rendre maîtresse ; mais cette ville lui ayant fermé ses portes, elle passa les frontières et alla se fixer à Bruxelles.

Le roi avait eu soin de prévenir les parlements et leur avait écrit « que de méchants esprits avoient aigri sa
» mère contre le cardinal, qu'il avoit fait ce qu'il avoit
» pu pour l'adoucir, et que, ne pouvant consentir à lais-
» ser un tel serviteur s'éloigner de sa personne, il avoit
» été contraint, après une longue patience, de se séparer
» pour quelque temps de sa mère, espérant que la bonté
» de son naturel la ramèneroit bientôt. »

Le duc d'Orléans avait précédé sa mère sur la terre d'exil. Après la mort de sa première femme, sans examiner s'il pouvait lui convenir d'épouser une fille du duc de Mantoue, il arrêta ce mariage. Le cardinal de Richelieu, toujours fidèle gardien de l'honneur du trône,

Digitized by Google

s'opposa à cette union avec une fermeté qui irrita profondément Gaston. Ce prince se rendit aussitôt à l'hôtel du cardinal, l'insulta en face, se déclara son ennemi à la vie et à la mort, et, après cette bravade insensée, il se retira en Lorraine.

Il oublia bientôt sa passion pour Marie de Gonzague et se prit d'amour pour Marguerite de Lorraine. Quoiqu'il soit d'usage en France et chez tous les peuples, que le prince le plus proche héritier du trône ne doive pas s'allier à une princesse sans le consentement du monarque, qui est le défenseur né des intérêts nationaux souvent compromis par une alliance inconvenante, le duc d'Orléans, cédant toujours à la légèreté de son caractère, épousa la princesse Marguerite, mariage qui, comme nous l'allons voir, amena d'affreux malheurs sur la Lorraine.

IV. *Lutte en Lorraine. — Rébellion du duc d'Orléans. — Ses suites.*

La Lorraine, petit Etat situé entre l'Allemagne et la France, a servi ces deux puissances; elle a donné à la France Charles-Martel, Charlemagne, Godefroy de Bouillon, Jeanne-d'Arc et les Guise, qui l'ont sauvée des attaques des Musulmans, des Anglais et ont protégé sa foi; elle a soutenu l'Allemagne contre les Turcs et contre les hérésies, et c'est principalement parce qu'elle était liée à Ferdinand II, que Richelieu voulait l'attaquer, moins par lui-même que par les Suédois qui y causèrent des dévastations dont le souvenir est encore, après deux cent trente ans, un sujet d'horreur. La population de la plupart des

Digitized by Google

bourgades fut diminuée de moitié, et dans plusieurs lieux totalement anéantie.

Loin de se plaindre de la fuite de Gaston et de celle de la reine-mère, Richelieu se trouvait délivré de deux grandes causes de division, puisqu'il était maître absolu de la position et recueillait alors le fruit de sa politique. Il avait fait destituer Waldstein, le plus habile des généraux de l'Empire. Tilly, opposé à Gustave-Adolphe, roi de Suède, était défait à Leipzig.

Les progrès des Suédois étant de nature à effrayer le roi de France, Richelieu se donna comme le protecteur des catholiques en Allemagne, et il avait fait insérer, dans le traité de Bernwalden, « que le roi de Suède, » dans les places qu'il conquestera, ne pourra altérer ni » changer les religions, mais qu'il en laissera le libre » exercice aux habitants. » D'ailleurs Louis XIII se mettait de plus en plus en état de faire respecter ses volontés.

Ce prince s'avança en Champagne, prit possession de l'héritage du comte de Saint-Pol, qui venait de mourir sans enfant, et contraignit la maréchale douairière de Bouillon de lui prêter, au nom de son fils, serment de fidélité pour sa principauté de Sedan. Il faisait en même temps attaquer Vic et Moyen-Vic, forteresses que l'évêque de Metz disputait au duc de Lorraine. D'un autre côté, il travaillait à faire embrasser la neutralité par le roi de Suède.

L'imprudent duc de Lorraine, placé entre la France et l'Allemagne, tournait avec plus de complaisance ses regards vers cette dernière contrée, qu'il favorisait de tout son pouvoir. Il était allé conduire huit mille hommes de pied et deux mille chevaux au duc de Bavière,

Digitized by Google

son oncle, quand à son retour il trouva ses provinces envahies, et le roi et son ministre, le grand cardinal, dictant des ordres à la Lorraine. Il se rendit aussitôt à Metz auprès de ces deux illustres personnages. Le roi lui déclara qu'il ne pouvait souffrir que ses Etats fussent le refuge de tous les mécontents français, et exigea des garanties. Le duc, pris dans les filets du roi, ne put se tirer du mauvais pas où il s'était mis, qu'en signant le traité de Vic, qu'il n'avait nullement l'intention d'observer.

Par ce traité, il renonçait à toute alliance autre que celle de la France, et nommément à celle de l'empereur et du roi d'Espagne; il promettait de donner en tout temps passage aux armées du roi à travers ses Etats, et de n'y plus recevoir les mécontents de France, et en particulier la mère et le frère du roi; enfin, pour gage de sa bonne conduite, il livrait Marsal, l'une de ses meilleures forteresses. Le duc de Lorraine exécuta ce traité tant qu'il fut sous la pression de la France; il fit sortir Gaston de ses Etats, toutefois après l'avoir marié secrètement avec sa sœur. Ce n'était évidemment qu'un moment de repos pour recommencer la lutte quand l'occasion serait favorable.

Le cardinal suivait de Metz les affaires intérieures et portait d'une manière toute spéciale son attention sur le Parlement. Afin de détacher de Gaston d'Orléans toutes les personnes qui l'avaient suivi, le ministre publia une déclaration du roi dans laquelle tous les amis et tous les domestiques de Monsieur étaient déclarés coupables du crime de lèse-majesté. Cette déclaration, remise entre les mains du Parlement pour être enregistrée,

Digitized by Google

fut trouvée excessivement sévère par le tribunal. Comment, en effet, regarder comme coupables du plus grand crime contre l'Etat, des serviteurs qui n'ont fait aucune entreprise, ni contre la nation, ni contre le roi, ni contre le gouvernement, mais qui ont suivi leur maître pour lui rendre les simples services de la domesticité? Cette question fut longtemps débattue; Gayant et Barillon parlèrent si éloquemment, que le Parlement se trouva partagé et rendit un simple arrêt de partage.

Ce qui prouve le mieux ou la confusion des idées, ou la haute et supérieure juridiction du Parlement, c'est qu'alors Monsieur lui présentait une requête qui commençait par ces mots : *Supplie humblement Gaston, fils de France, frère unique du roi ;* venait ensuite l'accusation la plus étrange contre le cardinal, qu'il accusait d'avoir voulu l'assassiner. Le premier président, Lejay, ne voulut pas mettre cette pièce en délibération, mais la transmit au roi, qui la déclara calomnieuse et la supprima. Si le Parlement avait reçu cet acte, quelles conséquences pouvaient suivre de là? c'est qu'en matière de gouvernement, il se serait rendu juge entre le premier ministre et les mécontents; il eût bientôt absorbé le souverain pouvoir.

Le roi, indigné de l'arrêt de partage, manda le Parlement au Louvre et lui ordonna de venir à pied. Tous les membres de cette grande compagnie se mirent à genoux devant le monarque, qui leur rappela avec fermeté qu'il ne leur appartenait pas de délibérer sur les déclarations, qu'ils devaient se contenter de les enregistrer; l'avocat-général Talon prit alors la parole pour faire l'éloge du Parlement et de l'obéissance entière de chacun

Digitized by Google

de ses membres « Ne me parlez pas de l'obéissance de » vos gens, dit le roi; si je voulois former quelqu'un à » cette vertu, je le mettrois dans une compagnie de mes » gardes et non au Parlement. » Le roi exila Gayant, Barillon et Senet, qui avaient fait rendre l'arrêt de partage, leur interdit pour cinq ans l'exercice de leur charge et déchira lui-même, en présence du Parlement, l'arrêt, dont il jeta les morceaux à terre.

La reine-mère, avant de partir pour les Pays-Bas, fit aussi remettre des plaintes au Parlement. Elle disait « qu'Armand-Jean-Duplessis, cardinal de Richelieu, par » toutes sortes d'artifices et malices étranges, tâche d'al- » térer, comme il avoit déjà fait l'année passée, la santé » du roi, l'engageant, par ses mauvais conseils, dans la » guerre, l'obligeant à se trouver en personne dans des » armées pleines de contagions, aux plus grandes cha- » leurs, et le jetant, tant qu'il put, dans des passions et » appréhensions extraordinaires contre ses plus proches » et contre ses plus fidèles serviteurs, ayant dessein de » s'emparer d'une bonne partie de l'Etat, remplissant les » charges les plus importantes de ses créatures, et étant » sur le point d'ajouter un grand nombre de places ma- » ritimes et frontières aux gouvernements de Bourgogne » et de Provence, pour tenir la France assiégée par ses » deux extrémités, et pouvant par ce moyen avoir le se- » cours des étrangers chez lesquels il a des intelligences » secrètes. »

Il n'est pas un lecteur qui ne soit surpris du fond et de la forme d'une telle requête, réellement incroyable, si on ne savait jusqu'où peut entraîner la passion. Marie descendait jusqu'à la supplication à l'égard d'un parle-

Digitized by Google

ment qu'elle avait traité avec tant de hauteur et à qui elle avait parlé en souveraine, étant régente. Elle aurait dû se souvenir que la noblesse dans l'infortune relève infiniment le caractère.

Le cardinal, n'ayant pu faire condamner les personnes atteintes par la déclaration non enregistrée, fit ériger à l'Arsenal une chambre de justice, que le Parlement tenta de briser, ayant même l'audace de lui défendre de s'assembler. Le roi, pour punir le Parlement, l'obligea à venir à Metz lui demander pardon. Après quinze jours d'attente, il fut enfin admis à paraître devant le roi pour y recevoir une réprimande et pour apprendre que les arrêts de la chambre de l'Arsenal avaient reçu leur exécution.

Le roi permit au Parlement de retourner à Paris, se contentant de retenir auprès de sa personne cinq de ses principaux membres, pour apprendre des soldats et des courtisans les devoirs sacrés de l'obéissance. Richelieu ayant demandé grâce pour les membres retenus, le monarque lui répondit : « Mon cousin, je vous accorderois » volontiers ce que vous me demandez pour les cinq » robes noires; mais, outre qu'il y a plaisir à les voir un » peu promener à la suite de la cour, plus on se relâche » avec de telles gens et plus ils en abusent. Quand un de » mes mousquetaires manque à se trouver à l'exercice » d'un quart d'heure, il entre en prison; s'il désobéit à » son capitaine, il est cassé. Sera-t-il dit que les robes » longues me désobéiront librement, et je demeurerai » du côté du vent? Par arrêt donné à Sainte-Menehould, » il n'en sera pas ainsi. Il est ordonné que vous serez » moins facile et apitoyé pour lesdits seigneurs, lors-

Digitized by Google

» qu'ils seront punis pour avoir méprisé ce qu'ils doivent » au maître de la boutique (1). »

Richelieu fit condamner, par la chambre de l'Arsenal, Louis Gouffier, duc de Rouanez, à la peine de mort, avec confiscation des biens, pour crime de fausse monnaie; le comte de Moret, le duc d'Elbeuf, le duc de Bellegarde et le marquis de la Vieuville furent condamnés à la même peine, pour être sortis du royaume et être allés rejoindre la reine-mère et Monsieur, malgré les défenses de l'édit du 12 août 1631. Leur personne était en sûreté, mais leurs biens furent saisis; ceux de la Vieuville enrichirent Saint-Simon.

Le cardinal-ministre, sachant que le parti des mécontents avait principalement pour chefs les deux frères Marillac, voulut frapper ceux-ci. Michel Marillac, l'aîné, était entré de bonne heure dans la magistrature, et avait puisé dans ce corps des principes de dévouement extrême à l'autorité royale. Quoique bien jeune, il travailla, dans le Parlement, à faire admettre les droits de Henri IV contre la Ligue, et vota pour que la ville de Paris ouvrît ses portes au monarque converti à la religion de ses aïeux. En 1624, Richelieu, qui l'avait distingué parmi les hommes les plus capables, lui avait d'abord confié la surintendance des finances; il l'appela ensuite à la haute charge de garde des sceaux. Marillac se montra extrêmement sévère dans l'accomplissement des devoirs de sa charge et prépara une grande réforme législative, connue sous le nom de *code Michau*. C'était une compilation des vues des Etats-Généraux sur la juridiction ec-

(1) Richelieu, tom. VI., pag. 513.

Digitized by Google

clésiastique, l'administration de la justice, le droit civil, le droit criminel, les revenus et le droit maritime. Ce code, qui contenait en beaucoup de points des améliorations importantes, fut présenté au roi dans un lit de justice. Deux causes empêchèrent de le convertir en loi : d'abord le Parlement, jaloux des États-Généraux, le décria; ensuite Richelieu aimait d'autant moins Marillac, qu'il était l'un des hommes les plus ardents du parti de la reine-mère; il avait, en plusieurs circonstances, tramé la chute du grand ministre, et on le désignait comme l'homme le seul capable de le remplacer.

Son frère, Louis de Marillac, était encore plus chaud partisan de la reine. Pendant l'expédition d'Italie, il s'unit à son frère, à Gaston et au duc de Guise, pour faire échouer la campagne, en entravant l'envoi des munitions et des vivres. On assure même qu'il alla jusqu'à offrir son bras pour assassiner le cardinal. Arrêté au milieu de l'armée qu'il commandait en Piémont, il fut conduit et renfermé dans le château de Sainte-Menehould. Il avait été gouverneur de la Champagne et de Verdun. Partout on l'accusait de concussion. On fit des informations sur les sommes qu'il avait reçues sous prétexte de construire la citadelle de Verdun, et il se trouva qu'une bonne partie de l'argent n'avait pas reçu sa destination. « C'est une chose bien étrange, disait-il, qu'on me pour» suive comme on fait; il ne s'agit dans mon procès que » de foin, de paille, de bois, de pierres, de chaux. Il n'y » a pas de quoi fouetter un laquais. » S'il n'y avait pas eu un autre motif, on lui eût probablement pardonné ces fautes, mais il y avait eu une cause politique, qu'on n'osait trop avancer en raison de ses relations avec la

Digitized by Google

reine. Il fut condamné, pour crime de péculat, à perdre la tête, à la majorité de treize voix sur quatorze, sentence qui fut exécutée à Paris, le 10 mai 1632.

Son frère ne subit pas ce supplice déshonorant. Arrêté en 1630, dans sa terre de Glatigny, il fut successivement renfermé dans plusieurs châteaux, et mourut le 7 août 1632.

Cependant l'Allemagne triomphait de Gustave-Adolphe, et les victoires de Waldstein ranimaient la confiance du duc de Lorraine, qui reprit de nouveau les armes. Louis XIII, armé de sa correspondance avec son frère, le vieux comte de Vaudemont, et de celle de sa sœur avec Puylaurens, marcha aussitôt contre la Lorraine, et donna l'ordre au maréchal d'Effiat d'attaquer Pont-à-Mousson, qui fit une très faible résistance; Bar-le-Duc et Saint-Mihiel se défendirent à peine. Le roi put se présenter devant Nancy dès le 23 juin. Le duc de Lorraine, voyant sa capitale assiégée et sur le point de succomber, envoyait courrier sur courrier pour demander la paix. Le roi consentit enfin à traiter, et l'on signa, à Liverdun, une paix par laquelle le duc de Lorraine s'engageait à joindre, en toute occasion, ses forces à celles du roi de France, et cédait, pour garantie de sa parole, les places de Stenay, Jametz et Clermont en Argonne.

Pendant que le roi opérait au nord-est, Gaston d'Orléans se mit à la tête de deux mille hommes, traversa la Lorraine et la Bourgogne et se dirigea vers le Midi, où il comptait un grand nombre de partisans. Il pensait trouver un appui dans le gouverneur du Languedoc, Henri II, duc de Montmorency, qui appartenait à cette

Digitized by Google

noble et grande famille si honorée pour ses vertus et sa fidélité. Henri IV avait voulu lui servir de parrain, pour témoigner combien il honorait cette maison. Dès sa plus grande jeunesse il s'était distingué par les plus hautes vertus et par une grande valeur. A l'âge de dix-sept ans, la régente, mère de Louis XIII, l'avait créé amiral. Il succéda fort jeune à son père dans le gouvernement du Languedoc; il montra beaucoup de courage aux siéges de Montauban et de Montpellier. Pendant que le cardinal de Richelieu à qui il avait cédé, pour un million, sa charge d'amiral, tenait La Rochelle assiégée, Montmorency combattait contre le duc de Rohan, en Languedoc, et amenait la paix d'Alais. S'étant distingué en Piémont, il reçut le bâton de maréchal, haute dignité dont son ambition ne fut point satisfaite, car il voulait l'épée de connétable. Ayant éprouvé un refus, il se jeta dans le parti des mécontents.

Montmorency se mit en rapport avec tous les ennemis de la monarchie et accepta la promesse d'une somme considérable faite de la part du cabinet de Madrid, qui se flattait de bouleverser toute la France par les créatures de Marie de Médicis. Le duc de Guise devait recevoir des troupes espagnoles et italiennes, et pénétrer en Provence tandis que le duc d'Epernon soulèverait la Guyenne, et le maréchal de Créqui le Dauphiné.

Lorsque Gaston arriva dans le Midi, les préparatifs n'étaient pas encore faits; Montmorency venait de conclure un acte d'union avec les Etats du Languedoc, « afin d'agir tous ensemble plus efficacement pour le » service du roi, au bien et soulagement du pays. »

L'adhésion des villes fut loin d'être complète. Béziers,

Digitized by Google

Alais et Alby se soulevèrent; mais Narbonne, Montpellier, Nîmes, Beaucaire et les protestants des Cévennes ne voulurent pas prendre les armes. Le parlement de Toulouse annula les délibérations des Etats, et porta ainsi un coup bien rude au parti de la révolte.

Le cardinal de Richelieu, qui ne pouvait souffrir de pareilles manœuvres, agit avec beaucoup de vigueur et saisit tout ce que le maréchal de Montmorency possédait à Paris; il trouva dans son hôtel cinq cent cinquante mille livres d'argent monnayé, qu'un homme plus prévoyant aurait emportées. Le ministre fit tenir un lit de justice au monarque pour faire déclarer, par le Parlement, rebelles et coupables du crime de lèse-majesté, tous les adhérents de son frère. Une proclamation du roi fut répandue dans le Midi pour publier que Montmorency, criminel de lèse-majesté, était déchu de tous ses grades et dignités, et serait déféré au parlement de Toulouse, nonobstant son privilége de pairie dont il s'était rendu indigne.

Louis XIII et le cardinal s'étaient avancés à peine vers le Midi à la rencontre des rebelles, que la discorde, cette grande ennemie des succès, avait pénétré dans leurs rangs. Puylaurens prétendait au commandement de l'armée; le duc d'Elbeuf prenait le titre de commandant général; Montmorency voulait qu'on lui obéît. S'ils eussent été bien unis, ils auraient pu triompher, car ils avaient treize mille hommes, tandis que le maréchal de Schomberg, placé à la tête des troupes royales, n'en comptait que sept mille.

Rayonnant de joie de cette disproportion des troupes et de la position de l'armée du roi, qu'il trouvait mauvaise,

Digitized by Google

Montmorency vint en rendre compte à Gaston et lui dit avec une expression évidente de satisfaction. « Mon-» sieur! voici le jour où vous serez victorieux de tous » vos ennemis, où vous rejoindrez le fils avec la mère; » mais il faut rougir cette épée jusqu'à la garde. — Oh! » monsieur de Montmorency, reprit Monsieur, vous ne » quitterez jamais vos rodomontades; il y a longtemps » que vous me promettez de grandes victoires, et je n'ai » encore eu que des espérances. Quant à moi, je veux » bien que vous sachiez que je saurai bien toujours faire » ma paix et me retirer moi troisième. »

Montmorency était loin de s'attendre à une telle réponse; après avoir échangé des paroles sévères, il se retira et dit aux comtes de Moret et de Rieux : « Notre » homme saigne du nez, il parle de fuir lui troisième; » mais ce ne sera ni vous de Moret, ni de Rieux, ni moi, » qui lui servirons de troisième dans sa retraite (1). »

Les deux armées furent bientôt en présence. La prudence prescrivait aux rebelles de ne commencer le combat que lorsque leur armée serait parfaitement organisée. Il semble que la rébellion fit perdre tout sentiment de prudence aux séditieux, peut-être aussi que le remords pénétrait déjà dans l'âme des chefs et qu'ils voulaient mourir. Quoi qu'il en soit, à peine arrivés en présence des troupes du roi, Moret, Rieux et Montmorency s'élancent comme des lions au milieu des bataillons ennemis, suivis à peine de quelques cavaliers. Rieux et Moret tombent morts. Montmorency, atteint de dix blessures, est fait prisonnier. L'armée rebelle prend alors la fuite.

(1) *Mém. Pontis*, liv. x, pag. 166.

Digitized by Google

« Tout est perdu, » dit Gaston, en se mettant à siffler comme il faisait lorsqu'il était ému. Schomberg pouvait aisément prendre le frère du roi, mais il aima mieux le laisser échapper. C'était une condescendance dont il espérait que le duc d'Orléans lui tiendrait compte s'il montait un jour sur le trône. Ces hommes de cour songent toujours au soleil qui peut bientôt se lever, quand ils devraient être préoccupés avant tout de l'intérêt de l'Etat.

La justice commença alors son cours contre les prisonniers. Capeston, d'Estrange, d'Entragues, Deshais, Courmenin, eurent la tête tranchée. Le lâche Gaston, toujours sûr de se sauver lui troisième, fit toutes les concessions qu'on put lui demander, renonça à toute intelligence avec l'Espagne, la Lorraine et la reine sa mère, et jura de « ne prendre aucun intérêt à ceux qui s'é-» toient liés à lui en ces occasions, et ne prétendre pas » avoir sujet de se plaindre, quand le roi leur fera subir » ce qu'ils méritent. Bien entendu, cependant, qu'au » nombre de telles gens, les domestiques de Monsieur, » qui sont présentement auprès de sa personne, ne sont » pas compris. » Puylaurens promit, au nom de tous ses amis, « qu'il avertira sincèrement de tout ce qui » s'est traité par le passé, qui pourroit être préjudiciable » à l'Etat, aux intérêts du roi et de ceux qui ont l'hon-» neur de le servir. » C'était déclarer qu'il servirait de témoin à charge contre ses associés. C'est à ces flétrissantes conditions que « le roi rendit à Monsieur ses bon-» nes grâces, le rétablit en tous ses biens, et trouva bon » qu'il demeure paisiblement en telle de ses habitations

Digitized by Google

» qu'il plaira au roi lui désigner, avec les domestiques, » auxquels il pardonne aussi (1). »

Le duc de Montmorency, traduit devant le parlement de Toulouse, fut condamné à mort, et, malgré les instantes prières de tout le peuple, il ne put obtenir sa grâce; cette tête illustre tomba le 30 octobre 1632. Tous les peuples et tout le royaume furent vivement touchés de sa mort. Quand l'exécution eut été faite, les assistants s'étouffaient presque les uns les autres pour s'approcher de l'échafaud et recueillir le sang répandu, qu'ils mettaient dans leur mouchoir. Quelques-uns mêmes se portèrent jusqu'à cet excès que d'en boire, et tous généralement fondaient en larmes. Richelieu, voyant depuis si longtemps la guerre civile animer la France, et les grands du royaume méconnaître l'autorité royale, avait voulu que cette grande victime servît d'exemple à tous les personnages les plus illustres; aussi ne céda-t-il pas à la sympathie de toute la France. Quand la noblesse française vit rouler de pareilles têtes, elle comprit que si les grands avaient pu, par le passé, se jouer des lois de l'Etat sans être atteints, ils ne le pourraient plus à l'avenir. La duchesse de Montmorency ne voulut recevoir de consolation que de Dieu; elle se renferma dans le couvent de la Visitation de Moulins, et y éleva à son époux un tombeau magnifique, qu'on voit encore aujourd'hui dans la chapelle du collége.

Après la défaite du duc d'Orléans à Castelnaudary et la punition des plus grands coupables, le roi et le car-

(1) *Traités de paix*, tom. III. — Richelieu, tom. VII, pag. 190.

Digitized by Google

dinal tombèrent malades. Le ministre fut même à l'extrémité; malgré son excessive faiblesse, il suivait toujours les affaires. Il sut bientôt qu'on avait attendu sa dernière heure avec joie et que tout était disposé pour un changement total de politique. A peine rendu à la santé, Richelieu, toujours plus soutenu de son maître, redemanda les sceaux à Châteauneuf et les confia à Pierre Ségur. Des intendants de justice eurent l'ordre de parcourir les provinces et de rechercher tous ceux qui avaient pris quelque part au soulèvement de Gaston. Ils furent punis suivant la gravité de leurs actes.

En Allemagne, il venait de se passer des événements qui ranimèrent les partis en France et donnèrent de l'espérance à nos ennemis du dehors. Tilly, le grand général qui n'avait été malheureux que contre Gustave, étant mort, le duc de Bavière, sa victime, mécontent de l'empire, se voyait chassé de sa capitale. Waldstein, plus mécontent encore du duc de Bavière, son rival déclaré, avait refusé de marcher à son secours; et l'empereur Ferdinand, qui n'avait jamais voulu se mettre à la tête de son armée, attendait sa destinée de ce Waldstein, qu'il n'aimait pas et contre lequel il était en défiance. Waldstein, occupé alors à reprendre la Bohême sur l'électeur de Saxe, avait autant d'avantages sur les Saxons que Gustave en avait sur les Impériaux.

L'électeur de Bavière étant parvenu à faire cesser les antipathies de Waldstein, ils se réunirent et formèrent une armée de cinquante mille hommes. Gustave en réunit une de force égale. Ces deux armées, après s'être attaquées sans avoir pu se vaincre, livrèrent enfin la fameuse bataille de Lutzen, où la victoire fut longtemps disputée.

Digitized by Google

Les Suédois la remportèrent, mais perdirent leur roi, dont le corps fut trouvé parmi les morts, percé de deux balles et de deux coups d'épée. Le duc Bernard de Saxe-Weymar acheva la victoire que Gustave-Adolphe avait commencée avant d'être tué.

On s'attendait dans l'Europe que les Suédois, n'ayant plus Gustave à leur tête, sortiraient bientôt de l'Allemagne; mais le général Baner les conduisit en Bohême, faisant porter au milieu d'eux le corps de leur roi pour les exciter à la vengeance.

Tout le fruit de tant de victoires semblait devoir être perdu, et ne le fut cependant pas. Le sénat de Suède chargea le chancelier Oxenstiern de suivre en Allemagne les vues de Gustave-Adolphe, et lui donna le pouvoir absolu. Oxenstiern joua alors le plus grand rôle qu'il ait été donné à un particulier de posséder dans sa patrie. Il rassembla les Etats-Généraux, les ambassadeurs de France et d'Angleterre, les princes protestants d'Allemagne dans sa maison.

Oxenstiern renouvela, par le P. Joseph et le marquis de Feuquières, le traité de Gustave-Adolphe avec le cardinal de Richelieu. Mais on ne lui donna qu'un million de subsides par an, au lieu de douze cent mille livres qu'on donnait à son maître. Il semble petit et honteux que le cardinal de Richelieu marchande et dispute sur le prix de la destinée de l'empire; mais la France n'était pas riche, et il fallait soudoyer le Nord.

Le duc de Lorraine, après avoir cédé devant les armes françaises, voyant l'Autriche triomphante, se rattacha de nouveau à cette maison, et seconda Gaston d'Orléans qui s'était encore une fois sauvé dans les Pays-Bas.

Digitized by Google

Richelieu fit aussitôt entrer en Lorraine une armée qui se présenta devant Nancy. Le duc de Lorraine offrait de faire casser le mariage de sa fille avec le duc d'Orléans et consentait à remettre la princesse Marguerite entre les mains du roi ; le cardinal exigea avant tout que les portes de la ville lui fussent ouvertes. Ce fut pendant ce blocus que Marguerite et la princesse Henriette, sa sœur, s'échappèrent de Nancy par un heureux stratagème. Chaque jour une voiture sortait de Nancy et allait se promener dans le voisinage ; elle finit bientôt par ne plus attirer l'attention. Les princesses se déguisèrent, prirent des vêtements d'hommes et parvinrent à atteindre les Pays-Bas.

Le duc de Lorraine céda alors, remit la place pour quatre ans au roi de France, qui fit occuper la ville en son nom par six mille hommes de garnison.

Lorsqu'ils ont épuisé tous les moyens de guerre ouverte, les partis recourent ordinairement au couteau des assassins. Marie de Médicis, fatiguée de traîner une vie malheureuse dans les Pays-Bas, demandait avec instance la grâce de rentrer en France. Richelieu aurait peut-être été obligé de céder, mais des complots contre sa vie lui fournirent un prétexte pour résister. Un gentilhomme nommé Elpheston fut condamné par le parlement de Metz à être rompu vif pour avoir tenté d'assassiner le cardinal ; un nommé Chavagnac fut accusé d'avoir voulu empoisonner Richelieu avec une lettre ; un prêtre, d'avoir employé les arts magiques pour le faire mourir : ils furent exécutés sans que peut-être on eût suffisamment examiné le degré de leur culpabilité. Leurs dépositions ayant fortement chargé le P. Chantelaube,

Digitized by Google

confident de la reine-mère, et La Roche, son intendant, ces deux personnages furent condamnés comme contumaces à périr sur la roue. Dufargis fut également, pour des tentatives d'assassinat, condamné par le présidial de Troyes à être rompu vif. On ne parlait à la cour que de tentatives d'assassinat et d'empoisonnement ordonnées par la reine-mère. Le conseil de gouvernement, obligé de mettre un terme à de pareils actes, se réunit et décida qu'il ne pouvait y avoir entre la reine et le roi aucune réconciliation avant qu'elle se fût justifiée des attentats qui lui étaient imputés et qu'elle eût livré les coupables. Par ces coupables, on entendait tous les conseillers de la reine, les amis dévoués à sa fortune et à sa personne. On demandait donc le plus grand sacrifice que la princesse eût pu accorder. Le caractère ferme de la reine-mère, qui ne fléchissait jamais quand elle croyait son honneur engagé, avait non-seulement, pour ne pas accéder à la demande du conseil, le motif de son antipathie contre le cardinal, mais encore la nécessité d'arracher ses amis aux bourreaux du premier ministre.

Nous avons besoin de caractériser l'un des justiciers du cardinal. Laffemas « passa, dit Tallemant des Réaux, pour un grand bourreau. » Boisrobert disait « que quand Laffemas voyait une belle journée, il s'écriait : *Ah! qu'il ferait beau pendre aujourd'hui!* M. de Laffemas s'est vanté plusieurs fois de faire le procès à quiconque avait manié l'argent du roi, et d'avoir une manière toute particulière d'interroger pour tirer les vers du nez d'un criminel... Il était vindicatif et ambitieux... M. d'Espeisses le définit ainsi : *vir bonus, strangulandi peritus.* Il faut dire aussi qu'il était venu en un siècle où l'on ne

Digitized by Google

savait ce que c'était que de faire mourir un gentilhomme, et le cardinal se servit de lui pour faire ses premiers exemples... Quand il lui fit exercer par commission la charge de lieutenant civil, M. de Laffemas acquit beaucoup de réputation et ôta beaucoup d'abus. La charge peut valoir vingt mille livres, il n'en tira que six. Il n'avait pas passé pour voleur dans les intendances qu'il avait eues. Il était effectivement bon homme. »

C'était avec de pareils agents que Richelieu soumettait tout ce qui osait lui résister; aussi tout pliait sous sa main. Il y avait cependant encore quelques restes de cette ancienne aristocratie qui voulait gouverner en maître. Epernon, jadis redoutable et redouté de deux rois, qui avait toujours affiché une hauteur insultante au commencement de la régence de Marie de Médicis, allait ordinairement à la cour accompagné de sept à huit cents gentilshommes. Personne, excepté les princes du sang, n'avait le droit d'entrer en carrosse dans la cour du Louvre; il prétendit à cet honneur et battit un jour le soldat de garde qui lui refusait l'entrée. Obligé enfin de se rendre dans son gouvernement de Metz, pour faire cesser la discorde que sa présence causait, il prépara l'évasion de la reine Marie de Médicis, et dicta les conditions de la paix d'Angoulême entre elle et le roi, comme nous l'avons dit ci-dessus. Quoiqu'il détestât le cardinal de Richelieu, le ministre ne voulut pas ou n'osa l'atteindre; il chercha même à satisfaire l'ambition du duc. D'Epernon rêvait la dignité de connétable, il obtint le gouvernement de Guyenne, qui jusqu'alors avait été réservé aux princes du sang. A peine arrivé dans ce gouvernement, il se fit de nouveaux ennemis du parle-

Digitized by Google

ment de Bordeaux et de Henri d'Escoubleau de Sourdis, archevêque du diocèse, prélat ferme, aussi capable de commander une armée que de diriger un diocèse. Il s'était trouvé au siége de La Rochelle, où il avait eu l'intendance de l'artillerie et la direction des vivres. Il avait accompagné le roi dans son expédition en Piémont et cueilli des lauriers au fameux passage de Suze.

La lutte, et une lutte scandaleuse s'engagea bientôt entre l'archevêque et l'ancien mignon du roi Henri III. Bien que le duc d'Epernon fût âgé de quatre-vingts ans, il avait conservé la verdeur et surtout l'orgueil et la fierté de sa jeunesse. Outré de voir une créature du cardinal assise sur le siége de la ville capitale de son gouvernement, d'Epernon ne cessa d'outrager l'archevêque. Un jour il fit occuper les avenues de l'archevêché par ses hommes d'armes et donna l'ordre à l'un de ses officiers d'insulter l'archevêque et de le contraindre à descendre de son carrosse, quoiqu'il fût revêtu de ses ornements pontificaux. Le lendemain, une députation envoyée par le clergé de la ville au gouverneur, pour lui demander réparation de l'insulte faite à son archevêque, fut congédiée brutalement. L'officier et les soldats coupables de l'insulte furent excommuniés. Saisi alors de fureur, d'Epernon, suivi de ses carabins excommuniés, alla un jour se placer devant l'archevêque, lui dit les injures les plus grossières, lui donna des coups de poing sur la figure et dans l'estomac, lui arracha son chapeau, le foula aux pieds, puis enfin le frappa de son bâton.

Après une telle scène, il n'y avait plus de ménagements à garder; l'archevêque dénonça l'excommunication contre le gouverneur et ses agents coupables, et lança

Digitized by Google

l'interdit sur toutes les églises de la ville, à l'exception de la chapelle du Parlement, parce que ce corps soutenait vigoureusement son premier pasteur.

Grâce à l'intervention du cardinal de Richelieu, qui avait fait épouser une de ses parentes au duc de La Valette, fils du gouverneur, ce différend fut apaisé. Après l'attente de quatre mois, d'Epernon obtint enfin son pardon; mais l'orgueilleux vieillard fut obligé d'aller se mettre aux genoux de Sourdis devant l'église paroissiale de Coutras, afin de recevoir l'absolution de l'excommunication qu'il avait encourue.

Le cardinal, qui avait toujours l'œil sur la Lorraine, y envoya de nouvelles troupes, qui s'emparèrent de Lunéville, et fit en même temps poursuivre la duchesse d'Orléans par devant le Parlement. Le lecteur se rappelle que Gaston avait épousé à Nancy, en 1631, Marguerite, sœur de Charles IV, duc de Lorraine. Toutes les formalités requises avaient été observées; le prince n'avait que vingt-quatre ans et se trouvait ainsi mineur quant au mariage, mais il avait obtenu l'autorisation de sa mère et du duc de Lorraine. Le cardinal de Lorraine, évêque de Toul, avant de bénir cette union, avait communiqué le contrat au pape Urbain VIII, qui avait dispensé de la publication des bans. Le mariage fut célébré secrètement, il est vrai, mais en présence des témoins requis par le concile de Trente. Deux ans après, lorsque le prince était majeur, afin de lever toutes les difficultés qui pouvaient naître, Gaston se maria solennellement à Malines, avec toutes les formalités extérieures requises par les lois en vigueur. Les deux époux s'aimaient: ils ne se plaignaient ni l'un ni l'autre de leur

Digitized by Google

union, que le Pape et toute l'Europe regardaient comme légitime. Effrayé de ce mariage, le cardinal de Richelieu, qui voyait la reine-mère, le frère du roi et le duc de Lorraine contre lui, résolut alors de le casser.

Louis XIII entra facilement dans les idées de son ministre; mais il fallait amener le Parlement et le clergé à penser comme eux. L'unique motif de nullité apporté par la cour de France était que Gaston s'était marié contre la volonté du roi, son frère; il n'y avait pourtant point de loi expresse qui portât qu'un mariage serait nul quand le roi n'y aurait pas consenti. Gaston avait personnellement offensé son frère, mais le mariage d'un cadet était-il nul par cette seule raison qu'il déplaisait à l'aîné? Louis XI, étant dauphin, avait épousé la fille d'un duc de Savoie malgré le roi son père, et avait fui du royaume avec elle, sans que jamais Charles VII entreprît de traiter cette union d'illégitime.

Cette question, considérée sous le point de vue religieux et politique, pouvait avoir des conséquences immenses : la rupture du lien de mariage, regardé comme indissoluble par toutes les lois existantes; la déclaration d'illégitimité des enfants, s'il en naissait de cette union. S'il était survenu un fils à Gaston et que Louis XIII fût mort sans enfant mâle, ce fils eût été reconnu par toute l'Europe et par une partie de la France comme héritier légitime, et repoussé par le reste des Français : c'était donc une guerre civile qui pouvait être la conséquence de la déclaration de nullité.

Dans un lit de justice tenu en conséquence, Richelieu parla longuement, fit le panégyrique du roi, déroula un brillant tableau des victoires que le monarque avait rem-

Digitized by Google

portées au dedans et au dehors, justifia ensuite la conduite du roi à l'égard de sa mère et de son frère. Le ministre en vint au mariage du duc d'Orléans, dont il soutint la nullité, se fondant sur un prétendu rapt que Marguerite de Lorraine aurait fait sur le prince. Il emporta de haute lutte, contre l'opinion du Parlement et du clergé, tout ce qu'il désirait.

Le Parlement rendit un décret de prise de corps contre Charles, duc de Lorraine; François, nouveau duc de Lorraine (à qui Charles avait cédé son duché,) et la princesse de Phalsbourg, leur sœur, comme coupables de rapt envers la personne de Monsieur, frère unique du roi.

Ensuite il les condamna comme coupables du crime de lèse-majesté, les bannit du royaume et confisqua leurs biens.

Deux choses surprenaient dans cet arrêt : premièrement, la condamnation d'un prince souverain, qui était vassal du roi uniquement pour le duché de Bar, mais qui n'avait point marié sa sœur au duc.

Secondement, le crime de rapt supposé contre Monsieur, qui était venu en Lorraine conjurer le duc de lui donner sa sœur en mariage. Il était difficile de prouver que la princesse Marguerite eût forcé Gaston de l'épouser.

Tandis que le Parlement procédait et déclarait la nullité d'un acte religieux, le clergé promulguait une loi civile par laquelle les héritiers de la couronne ne pouvaient se marier validement sans le consentement du chef de la maison. L'évêque de Montpellier partit aussitôt pour Rome, afin de faire accepter le nouvel empê-

Digitized by Google

chement dirimant que le clergé de France venait d'ajouter à ceux du concile de Trente. Le Pape ne voulut pas regarder un réglement de police d'un royaume comme une loi de l'Eglise universelle. Mais, malgré la déclaration de nullité, si Louis XIII, qui se trouvait alors dangéreusement malade, était mort, Gaston serait monté sans difficulté sur le trône de France, et la princesse sa femme eût été reconnue comme son épouse légitime. Tant il est déplorable de voir les corps les plus considérés se laisser dominer plus par des considérations extérieures que par leur conscience.

C'est à cette époque que se passèrent les scènes si étonnantes de Loudun. Urbain Grandier, curé de Loudun et chanoine de Sainte-Croix, « était, dit le *Mercure fran-* » *çais*, l'organe officiel de cette triste affaire, majestueux » et fastueux, et orné de qualités naturelles et acqui- » ses. » Il eut les vices qui résultent fréquemment de la beauté du corps et de l'élévation de l'esprit, l'orgueil et l'impudicité. Sa hauteur, sa causticité, ses discours mêlés de médisance et de calomnies contre tout le monde et surtout contre les moines, ses relations intimes avec les protestants, et ses intrigues galantes attirèrent l'attention de l'autorité ecclésiastique diocésaine qui condamna Urbain. Ce curé en appela à l'officialité métropolitaine qui, se montrant plus indulgente, cassa le premier jugement et conseilla à Grandier de ne plus aller à Loudun. Loin de suivre cet avis, il retourna triomphant dans sa cure, recommença sa vie coupable, et on ne sait comment il parvint à bouleverser tout un couvent de religieuses Ursulines. Tout ce qu'on avait dit du curé, de sa beauté, de son esprit, de ses galanteries,

Digitized by Google

avait peut-être suffi pour exciter les passions de quelques religieuses; mais les coupables inclinations prirent un tel caractère, qu'on les attribua à la magie d'Urbain.

La supérieure du couvent, qui aurait peut-être facilement chassé le diable par des corrections salutaires et en empêchant le mal de se propager, avait pour parent Laubardemont, l'un des instruments du cardinal; elle le consulta sur une affaire qui préoccupait la ville et qui bientôt eut du retentissement par toute la France. On ne parlait que de Loudun, du supplice des saintes religieuses, des aveux qu'Astaroth, Asmodée, Uriel, Belzébuth et d'autres faisaient dans les exorcismes. Laubardemont en conféra avec le cardinal de Richelieu, qui, assurent plusieurs historiens, fut content de profiter de cette occasion pour punir Urbain Grandier, qui avait publié contre lui un libelle diffamatoire intitulé : *Lettre de la cordonnière de la reine-mère à M. de Baradas.* Ce motif ne fut peut-être pas étranger à la nomination d'une commission spéciale pour instruire cette affaire. Urbain Grandier fut arrêté et conduit à Angers, où le procès fut suivi par devant l'officialité de cette ville. Ce qu'il y a de certain, c'est que les religieuses prétendirent être toujours plus violemment tourmentées par le démon; jamais elles ne se rétractèrent. Pendant sept mois que dura le procès, il y eut de fréquents rapports faits par des personnes compétentes, et ils furent toujours uniformes. On n'attend pas de nous que nous entrions dans le détail de cette affaire. Nous ne pouvons cependant nous dispenser de dire quelques circonstances accréditées par certains historiens et réfutées par d'autres, et qui, probablement, n'ont de fondement que

Digitized by Google

l'autorité d'un calviniste : selon lui, l'un des fanatiques persécuteurs du curé, le P. Lactance, faisait chauffer un crucifix de fer et l'approchait presque rouge des lèvres de Grandier, pour l'obliger alors de faire des contorsions horribles et de le repousser avec indignation. Mais si ce crucifix était si chaud, nous demandons comment le religieux pouvait le tenir à la main? Enfin, après sept mois de procédure préparatoire, le roi nomma une commission spéciale composée de quatorze magistrats, pris dans différentes juridictions pour juger souverainement le malheureux Grandier. Le 18 août suivant il fut déclaré « dûment atteint du crime de magie, » maléfice et possession, arrivé par son fait ès personnes » d'aucunes religieuses Ursulines et autres séculières » sus-mentionnées au procès, et en conséquence con- » damné à faire amende honorable, nue-tête, et être » son corps brûlé vif, avec les pactes et caractères ma- » giques déposés au greffe, ensemble le manuscrit com- » posé par lui contre le célibat des prêtres, et ses cen- » dres être jetées au vent. »

Personne ne croyait à l'innocence de Grandier, car ceux qui ont prétendu qu'il n'était pas coupable de sortilége, ne l'ont pas regardé comme digne d'un meilleur sort; ils se sont dit que la justice divine s'était servie des passions de ses ennemis, qui lui imputèrent un crime qu'il n'avait pas commis, pour lui en faire expier un grand nombre d'autres.

Pendant que Richelieu surveillait toujours le parti de la reine-mère, alors en scission profonde avec son cher fils Gaston, les favoris de cette princesse et du fils étaient sans cesse en présence, s'attaquaient, cherchaient même

Digitized by Google

à s'assassiner. La vie n'étant plus possible dans cette société, les deux partis cherchèrent à se réconcilier avec Richelieu; la reine-mère offrit toute soumission, écrivit des lettres pleines d'éloges au cardinal, qui, sachant que tant qu'elle conserverait son entourage, elle ne cesserait d'intriguer, exigea avant tout qu'elle livrât elle-même à la justice les principaux personnages qui l'entouraient; conditions qu'elle repoussa.

Comme il suffisait, pour avoir le duc d'Orléans, de gagner Puylaurens, son favori, on offrit à celui-ci, en mariage, la fille du baron de Pont-Château, l'une des cousines du cardinal. Puylaurens décida en effet Gaston à profiter d'une partie de chasse au renard pour s'échapper et rentrer en France avec un petit nombre de sès favoris. Il fut reçu à Saint-Germain par Louis XIII, qui lui donna de grandes marques de bienveillance. Puylaurens, peu après avoir été marié selon son désir, fut arrêté et jeté dans les prisons de Vincennes, où il mourut six mois après d'une fièvre purpurine. On renouvela à cette occasion, contre le cardinal, l'accusation d'empoisonnement, accusation qui n'avait aucune apparence de fondement.

V. *Guerre de Trente Ans.*

Le moment était arrivé où le cardinal allait tenter d'accomplir les grands projets enfantés par Henri IV, et dont le poignard de Ravaillac était venu arrêter l'exécution. Il semblait que cette politique extérieure, où les enfants de la même patrie n'étaient plus armés les uns contre les autres, pourrait réunir tous les Français dans

Digitized by Google

une même pensée. Mais les ennemis du cardinal se montrèrent opposés à la guerre qu'on voulait entreprendre, et la reine-mère en écrivit au roi du fond de sa retraite.

« On alloit, assurait-elle, mettre tout à feu et à sang » par la rupture des couronnes, et livrer la France à » l'inondation des Barbares. Le pays étoit déjà couvert » et mangé des gens de guerre, sans que personne lui » en donnât sujet et lui demandât rien. Depuis trente » ans que la paix étoit faite, il n'avoit rien manqué à » l'observation des traités; et cependant, par les projets » d'un furieux et d'un mélancolique, qui n'avoit pas » quatre mois à vivre, on alloit voir les nations aigries, » les peuples passés au fil de l'épée, les villes saccagées, » les églises abattues, la religion bannie, la noblesse » ruinée et les maisons royales par terre. »

Richelieu ne s'arrêta pas devant des considérations qui, selon lui, ne tendaient qu'à continuer l'affaiblissement de la patrie. La Suède, toujours victorieuse, protégeait également les protestants et les catholiques, afin de déterminer le Pape à refuser à l'empereur des troupes, de l'argent et une croisade.

La France n'était encore qu'une partie secrète dans ce grand démêlé : il ne lui en coûtait qu'un subside médiocre pour voir le trône de Ferdinand ébranlé par les armes suédoises; mais le cardinal de Richelieu songeait déjà à profiter de leurs conquêtes. Il avait voulu en vain avoir Philipsbourg en sequestre; mais, à chaque occasion qui se présentait, la France se rendait maîtresse de quelques villes en Alsace, comme de Haguenau, de Saverne, qu'elle força le comte de Salm, administrateur de Strasbourg, à lui céder par un traité.

Digitized by Google

Les succès des Suédois, qui avaient favorisé les conquêtes de la France, devaient avoir un terme: arriva le jour de la défaite. Le 5 septembre 1634 fut livrée la bataille mémorable de Nordlingue. La lutte dura tout le jour, et le surlendemain encore jusqu'à midi. Elle fut des plus sanglantes; presque toute l'armée de Weymar fut détruite, et les Impériaux soumirent la Souabe et la Franconie, où ils vécurent à discrétion.

Ce désastre, commun à la Suède, aux protestants d'Allemagne, ainsi qu'à la France, fut précisément ce qui donna la supériorité au roi très chrétien, et qui lui valut enfin la possession de l'Alsace. Le chancelier Oxenstiern n'avait point voulu, jusque-là, que la France s'agrandît trop dans ce pays; il voulait que tout le fruit de la guerre fût pour les Suédois, qui en avaient tout le fardeau. Aussi Louis XIII ne s'était pas déclaré ouvertement contre l'empereur. Mais, après la bataille de Nordlingue, il fallut que les Suédois priassent le ministre de France de vouloir bien se mettre en possession de l'Alsace, sous le nom de protecteur, à condition que les princes et les Etats protestants ne feraient ni paix ni trève avec l'empereur, que du consentement de la France et de la Suède. Ce traité fut signé à Paris le 1er novembre 1634.

En renouvelant son traité avec la Suède, Richelieu convenait avec la Hollande de faire en commun la conquête des Pays-Bas; il contractait de nouveau alliance avec la Savoie, Parme et Florence, afin de faire avec leur aide la conquête du Milanais; enfin il déclarait la guerre à l'Espagne, sous prétexte de la prise de Trèves par les Espagnols sur l'électeur, allié de la France.

Digitized by Google

Il semble que Richelieu, ayant déjà tant d'ennemis, aurait dû respecter l'Espagne. Mais l'Espagne était le bras droit de l'Empire; elle fournissait à Ferdinand ses flottes, ses soldats et son or; elle tenait d'ailleurs la France dans ses serres : au midi par le Roussillon, à l'est par la Franche-Comté, au nord par la Belgique. C'était un ennemi dont il fallait se défaire, ou que du moins il fallait affaiblir.

Voilà la première grande guerre stratégique que nous trouvons dans nos annales militaires; elle s'ouvrit sur une très large échelle : sur l'Escaut, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Richelieu mit quatre armées sur pied. Celle des Pays-Bas, commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brézé, devait se réunir aux Hollandais; celle du Rhin, commandée par le cardinal La Valette et le duc de Weymar, devait former sa jonction avec les Suédois. Celle d'Italie, à laquelle devaient se joindre les confédérés italiens, était divisée en deux corps, l'un commandé par le maréchal de Créqui dans le Piémont, et l'autre, sous les ordres du duc de Rohan, dans la Valteline. L'armée des Pyrénées n'était qu'un simple corps d'observation.

Le premier corps d'armée pénétra dans les Pays-Bas; c'est ici que s'ouvre cette longue guerre contre l'Espagne, où se formèrent les premiers capitaines du siècle de Louis XIV, et qui ne devait se terminer que vingt-cinq ans plus tard, à la paix des Pyrénées.

L'armée des Pays-Bas se porta sur la Meuse pour faire sa jonction avec celle du prince d'Orange, qui s'avançait à la tête des troupes des Provinces-Unies. Le prince de Savoie, commandant des troupes espagnoles, pour

Digitized by Google

empêcher cette réunion et arrêter les Français, choisit une forte position près d'Avein, petit village du pays de Liége.

« Le combat fut rude et opiniâtre. Les ennemis, à » l'abord, mirent notre aile droite en désordre; mais » l'aile gauche l'ayant soutenue, les Français, qui » pliaient, prirent tant de force et de vigueur, qu'ils en- » foncèrent tout ce qui se présenta devant eux, et il n'y » eut plus qu'à poursuivre et à tuer. Il demeura des » ennemis morts sur le champ de bataille et sur le che- » min de leur fuite, au moins quatre mille hommes, et » l'on fit plusieurs prisonniers de considération; mais le » prince Thomas s'étant sauvé de bonne heure, le comte » de Bucquoy soutint tout l'effort, et se retira enfin à » Namur, lui quatorzième. La plaine où se donna le » combat s'appelle Avein, et il dura depuis midi jus- » qu'à cinq heures du soir. » Tel est le rapport de Sirot, vieux capitaine qui, par sa valeur, mérita plus tard l'honneur d'être placé à la tête de la cavalerie à la bataille de Rocroy.

Après ce brillant succès, l'armée s'avança jusqu'à Tirlemont, qui fut pris d'assaut, pillé et livré à des excès inouis. Les couvents éprouvèrent les derniers outrages, et il semblait que leur condition offrît un nouvel attrait aux passions furieuses. La honte et les remords se firent sentir un instant au cœur corrompu des soldats, mais ce ne fut que pour donner lieu à de nouveaux actes de brigandage; les édifices témoins de leurs crimes paraissant les accuser, ils les réduisirent en cendres, ainsi que les victimes de leur lubricité. Le sac de

Digitized by Google

Tirlemont ayant appris aux Belges ce qu'ils pouvaient attendre des Français, ils se hâtèrent de se resserrer autour de leurs maîtres.

Toute la Belgique semblait perdue; mais les Hollandais regrettaient déjà le traité de partage, qui aurait mis les Français si près de leurs frontières; ils craignaient surtout que le port d'Anvers, une fois entre les mains de la France, ne ruinât entièrement leur commerce d'Amsterdam. Le prince d'Orange s'amusa à faire le siége de Louvain, et laissa ainsi à des forces considérables le temps de venir d'Allemagne au secours des Espagnols, presque totalement vaincus, ce qui changea entièrement la situation, comme nous allons le voir.

Au moment où la France commença la guerre, il était intervenu un grand changement dans la situation de l'Allemagne. L'électeur de Saxe, celui-là même qui le premier avait appelé les Suédois, fut le premier à les abandonner, par ce traité qui s'appelle la paix de Prague. Peu de traités font mieux voir combien la religion sert facilement de prétexte à certains politiques, comme on s'en joue et comme on la sacrifie dans le besoin.

L'empereur, qui avait mis l'Allemagne en feu pour la restitution des bénéfices, fut obligé, dans la paix de Prague, d'abandonner l'archevêché de Magdebourg et tous les biens ecclésiastiques à l'électeur de Saxe, luthérien, moyennant une pension qu'on paierait sur ces mêmes bénéfices à l'électeur de Brandebourg, calviniste. Les intérêts de la maison Palatine, qui avait allumé cette longue guerre, furent le moindre objet de ce traité. L'électeur de Bavière devait seulement donner une sub-

Digitized by Google

sistance à la veuve de celui qui avait été roi de Bohême, et au palatin son fils, quand il se serait soumis à l'autorité impériale.

L'empereur s'engageait d'ailleurs à rendre tout ce qu'il avait pris sur les confédérés de la ligue protestante qui accéderaient à ce traité; et ceux-ci devaient rendre tout ce qu'ils avaient pris sur la maison d'Autriche, ce qui était peu de chose, puisque les terres de la maison impériale n'avaient jamais été exposées dans cette guerre.

Une partie de la maison de Brunswick, le duc de Mecklembourg, la maison d'Anhalt et le propre frère du duc de Saxe-Weymar signèrent le traité, ainsi que plusieurs villes impériales : les autres négocièrent encore, attendant de plus grands avantages.

Le fardeau de la guerre, que les Français avaient laissé d'abord porter tout entier à Gustave-Adolphe, retomba donc sur eux en 1635; et cette guerre, qui s'était faite des bords de la mer Baltique jusqu'au fond de la Souabe, fut portée en Alsace, en Lorraine, en Franche-Comté, sur les frontières de France. Tel fut le premier fruit de cette profonde habileté tant prônée dans Richelieu. Louis XIII, qui n'avait payé que douze cent mille francs de subsides à Gustave-Adolphe, donnait quatre millions à Bernard de Weymar pour entretenir les troupes weymariennes; et encore le ministère français cédait-il à ce duc toutes ses prétentions sur l'Alsace, et on lui promit qu'à la paix on le ferait landgrave de cette province.

Il faut avouer que si ce n'était le cardinal de Richelieu qui eût fait ce traité, on le trouverait bien étrange. Comment donnait-il à un jeune prince allemand, qui

Digitized by Google

pouvait avoir des enfants, cette province d'Alsace, qui était si fort à la bienséance de la France, et dont elle possédait déjà quelques villes? Il est bien probable que le cardinal de Richelieu n'avait point compté d'abord garder l'Alsace. Il n'espérait pas non plus annexer à la France la Lorraine, sur laquelle on n'avait aucun droit et qu'il fallait bien rendre lors de la paix. La conquête de la Franche-Comté paraissait plus naturelle; mais on ne fit de ce côté que de faibles efforts. L'espérance de partager les Pays-Bas avec les Hollandais était le principal objet du cardinal de Richelieu; c'était là ce qu'il avait le plus à cœur, tellement qu'il avait résolu, si sa santé et les affaires le lui eussent permis, d'y aller commander en personne. Cependant l'objet des Pays-Bas fut le point sur lequel il fut le plus malheureux; et l'Alsace, qu'il donnait si libéralement à Bernard de Weymar, fut, après la mort du cardinal, le partage de la France. Voilà comment les événements trompent presque toujours les politiques; à moins qu'on ne dise que l'intention du fameux ministre était de garder l'Alsace sous le nom du duc de Weymar, comme elle avait une armée sous le nom de cet habile capitaine. Le changement arrivé en Allemagne avait permis à l'empereur d'envoyer en Belgique dix-huit mille hommes, commandés par Piccolomini, qui força les Français et les Hollandais à se retirer dans les Provinces-Unies, ce qui rendit inutile notre armée du Nord, dont les communications avaient été coupées avec la France.

Les Impériaux avaient deux armées à l'est, l'une sous le commandement de Galas, qui franchit le Rhin et alla mettre le siége devant Deux-Ponts, l'autre sous les or-

Digitized by Google

dres de Charles IV, duc de Lorraine, qui, après avoir reconquis la Lorraine, s'emparait de Saint-Mihiel. Le duc de Saxe-Weymar, qui tenait tête à Galas, le contraignit à se retirer au-delà du Rhin. Mais celui-ci reprit bientôt l'offensive, poussa Weymar devant lui et fit sa jonction avec le duc de Lorraine, qui se trouva ainsi à la tête d'une armée de soixante mille hommes tout prêt à entrer en France. Louis XIII, qui venait de reprendre Saint-Mihiel, rassemblait des troupes et fut bientôt à la tête d'une armée égale à celle de son adversaire. Galas se replia alors vers l'Alsace, pour y terminer cette campagne laborieuse.

Rohan fit dans les Alpes une campagne qui est restée comme un modèle d'habileté et de stratégie; il battit successivement quatre divisions plus fortes que la sienne et se maintint dans la Valteline malgré les efforts de ses adversaires. Ces opérations n'étaient que secondaires; elles devaient seulement servir de diversion pour faciliter la conquête du Milanais, que Créqui et le duc de Savoie devaient tenter de concert. Mais, toujours infidèle et craignant de donner trop de prépondérance à la France, le duc de Savoie arriva trop tard, et l'armée française fut obligée de rentrer en Piémont sans avoir rien fait.

Les succès de cette première campagne n'avaient point répondu aux espérances qu'on avait conçues. On en trouvait la cause non-seulement dans les défections inattendues d'importants alliés, mais encore dans l'organisation de l'armée et dans le mode d'approvisionnement. Il n'y avait alors aucun magasin préparé; les armées devaient elles-mêmes se procurer des vivres dans les pays ruinés où elles faisaient la guerre.

Digitized by Google

La reine-mère offrit sa médiation pour faire la paix par l'intermédiaire de Jules Mazarin, qui la servait avec si peu de zèle, qu'on jugeait facilement qu'à ses yeux le véritable pouvoir était ailleurs. Richelieu repoussant la paix, et voulant moins encore la faire par l'entremise de la reine-mère, se hâta de réunir l'argent nécessaire pour commencer avec succès une nouvelle campagne; il institua un grand nombre d'officiers, ajouta au Parlement vingt-quatre nouveaux conseillers et un président, et fit tenir un lit de justice pour obtenir l'enregistrement du nouvel édit.

Richelieu avait fait, pour la campagne qui allait s'ouvrir, des sacrifices d'autant plus grands, qu'il voulait attaquer ses adversaires de tous les côtés à la fois et les obliger à céder sur tous les points. Les succès, cependant, ne répondirent pas à la grandeur des préparatifs. Le duc de Savoie, notre allié, dont nous devions attendre une si puissante coopération, remporta un avantage signalé sur les Espagnols, avantage qui aurait pu nous être extrêmement utile, si le duc avait su profiter de la victoire. Mais il ramena son armée sur le Tessin et abandonna à lui-même le maréchal de Rohan, isolé dans la Valteline. Weymar et La Valette, après avoir repris les villes situées le long de la Sarre, allèrent mettre le siége devant Saverne, qui les occupa tout le reste de la campagne. Le prince de Condé pénétrait, de son côté, en Franche-Comté et venait échouer devant Dôle. Cependant le cardinal infant, profitant de la faute que l'on avait faite de laisser notre frontière du Nord entièrement dégarnie, pénétrait dans la Picardie à la tête d'une nombreuse cavalerie légère et s'avançait sans rencontrer le moindre obstacle. La Capelle et le Catelet succom-

Digitized by Google

bèrent presque sans défense; la ligne de la Somme fut franchie sans difficulté; Corbie capitula. Pendant que nous éprouvions cet épouvantable échec au nord, une armée ennemie, forte de cinquante mille hommes, pénétrait dans la Bourgogne et passait au-delà des corps qui assiégeaient Dôle et Saverne.

Paris, plongé dans le plus profond désespoir, n'envisageant que la réalité des faits, exhalait sa haine contre le cardinal de Richelieu qui, un moment inquiet, se rassura sous la parole grave du P. Joseph, et parcourut les différentes rues de Paris avec un air si calme, que chacun commença à espérer.

Le Parlement promit de lever deux mille cinq cents hommes de pied, la chambre des Comptes sept cents, la Cour des aides quatre cents, les secrétaires du roi quatre cents, le chancelier, le surintendant des finances et leurs commis cinq cents chevaux, l'Hôtel-de-Ville de Paris six mille cinq cents hommes, les petites villes et les bourgs du voisinage quatre mille cinq cents, les Célestins et les Chartreux chacun quatre cents hommes. En faisant son offre, le Parlement ayant annoncé la prétention « d'avoir » l'œil à ce que les sommes fournies au roi fussent bien » employées, » le roi appela le même jour les présidents des diverses chambres : « Mêlez-vous uniquement des » choses de votre ressort, leur dit-il; je saurai bien sans » vous gouverner mon royaume. »

Le roi et son ministre, suivis du duc d'Orléans et de plusieurs ennemis du cardinal, se mirent à la tête de quarante mille hommes et firent reculer les Espagnols. Gaston et le comte de Soissons, qui avaient reçu l'ordre de les poursuivre, s'amusèrent à assiéger Roye, quoique

Digitized by Google

le cardinal en eût fait la défense expresse, et laissèrent l'ennemi opérer sa retraite sans avoir éprouvé de pertes. On est indigné quand on voit deux princes français recourir à des moyens si coupables pour faire échouer une entreprise savamment combinée. La présence du cardinal-ministre donna de l'activité aux opérations du siége de Corbie. Après des travaux immenses, la ville fut enfin emportée. Le roi fit pendre plusieurs habitants qui avaient été trop favorables aux Espagnols. Le souvenir de l'invasion espagnole dura longtemps, et l'année 1636 fut surnommée l'*année de Corbie*.

Les Impériaux n'eurent pas plus de succès en Bourgogne; ils s'arrêtèrent à faire le siége de Saint-Jean-de-Losne, petite bicoque mal fortifiée, défendue seulement par cent cinquante hommes de guerre, mais possédant une population extrêmement valeureuse. Bien que la place fût décimée par une maladie épidémique, les femmes, les enfants, aussi bien que les hommes, prirent part aux travaux de défense; ils eurent enfin, après huit jours de siége, le bonheur de se voir délivrer. Le duc de Weymar et La Valette se mirent à la poursuite des Impériaux, leur tuèrent huit mille hommes et les contraignirent à repasser le Rhin.

L'Espagne devait faire une invasion en Guyenne, comptant sur les troubles de Cette. Mais le duc d'Epernon étant heureusement parvenu à rétablir l'ordre, les Espagnols n'osèrent franchir les Pyrénées.

Loin de se laisser abattre en voyant ses ennemis grandir et se multiplier autour de lui, le cardinal de Richelieu avait résolu de leur opposer une telle résistance, qu'ils devaient inévitablement se lasser et le lais-

Digitized by Google

ser enfin maître du champ de bataille. La France avait sur pied des troupes assez nombreuses, mais il fallut tant les disséminer, afin de tenir tête à des adversaires qui se présentaient de tous les côtés, qu'il fut impossible de réunir l'une de ces armées imposantes qui, par leur force, décident du sort des empires. Il s'ensuivit naturellement dans toutes les opérations militaires un grand décousu qui présente fort peu d'intérêt.

Le cardinal La Valette, chargé d'opérer sur la frontière du nord, prit Cateau-Cambrésis, Landrecies, Maubeuge, puis se replia sur La Capelle, dont il s'empara. Un capitaine plus habile aurait poussé jusqu'à Namur et se serait mis en position de se rabattre sur les Pays-Bas et de lier communication avec les alliés que nous avions en Hollande et en Allemagne. Les opérations sur le Rhin ne présentèrent pas le moindre intérêt. Les Espagnols avaient d'abord obtenu quelques avantages en deçà des Pyrénées; ils avaient envahi le Languedoc et avaient osé assiéger Leucate. Le maréchal de Schomberg, qui leur fut opposé, les battit complétement et les obligea à repasser les monts. Ces avantages étaient malheureusement accompagnés de quelques revers. Les Grisons, indignés de ce qu'après leur avoir promis la Valteline nous voulions en demeurer les maîtres, abandonnèrent notre alliance pour se rapprocher de l'empereur et s'unir à lui, et contraignirent le duc de Rohan à se retirer en France, avec son armée. Les ducs de Savoie et de Mantoue, qui avaient été les deux arcs-boutants de nos opérations en Italie, moururent vers cette époque, et laissèrent, pour leur succéder, deux enfants en bas-âge bien évidemment incapables de soutenir la lutte engagée.

Digitized by Google

La veuve du premier se mit sous la protection de l'empereur; cependant le Montferrat continua de demeurer entre les mains des Français. La veuve du second, sœur de Louis XIII, dut se jeter entre les bras de la France pour conserver la tutelle que lui disputait son beau-frère Thomas de Savoie. Au lieu d'avoir un puissant allié sur lequel nous pussions compter, nous avions sinon un adversaire, du moins un pays qui réclamait notre appui pour échapper à une guerre civile.

VI. *Démêlés intérieurs.*

Quoique cette seconde campagne n'eût pas été marquée par des succès qui fussent en rapport avec les efforts déployés, Richelieu, ne doutant nullement de l'excellence de son plan, accusait les officiers et en punissait plusieurs comme ayant manqué de courage. Il disait que ses desseins n'avaient été couronnés de succès que lorsqu'il s'était trouvé à l'armée. Les hommes accouraient en foule sous les drapeaux pour recevoir une paie convenable et des vivres en abondance; mais les coffres de l'Etat étaient si vides, que Richelieu, si l'on en croit certains historiens, mit quelque temps son espérance dans Boismailly, qui se prétendait sur le point de convertir toutes les matières en or. Le cardinal fut obligé de recourir à de nouveaux édits bursaux, que le Parlement enregistrait avec peine et qui produisaient peu, parce que les financiers eux-mêmes manquaient à leurs engagements.

Afin de rétablir l'ordre, la promptitude et l'économie dans le soin de la richesse publique, il créa des inten-

Digitized by Google

dants chargés « de faire observer en chaque bureau les » édits, ordonnances et réglements sur l'administration » des finances. » Trois mille trésoriers, dont les charges étaient héréditaires, furent cassés et obtinrent à peine quelque compensation, quoiqu'on leur eût promis une indemnité proportionnée à la perte qui leur avait été causée. Afin d'éviter les lenteurs, les nouveaux officiers ministériels obtinrent un pouvoir absolu pour la perception des impôts. Si le trésor s'enrichit, les populations furent souvent tourmentées par les plus odieuses vexations; les parlements reçurent souvent des plaintes contre ces nouveaux agents du fisc et parvinrent à déterminer la cour à les casser dans plusieurs provinces.

L'intrigue environnait toujours le duc d'Orléans, âme basse, prête sans cesse à abandonner ceux qui le servaient. « La condition des princes, dit Montrésor, est » tout-à-fait différente des particuliers; leur naissance a » cet avantage avec une infinité d'autres, qu'ils rega- » gnent fort aisément, quand il leur plaît de se faire » valoir, leur réputation perdue, comme ils ne succom- » bent pas dans les fautes qu'ils ont commises, ainsi que » le font les personnes privées, qui ne s'en relèvent ja- » mais. J'estimois que Monsieur pourroit se remettre en » créance, les fautes dans lesquelles il étoit tombé ci-de- » vant étant en partie rejetées sur ceux qu'il avoit em- » ployés à son service (1). »

Si Gaston avait eu des talents proportionnés à son ambition, il aurait exposé un plan, l'eût opposé à celui du cardinal et eût essayé de le faire triompher; mais il

(1) *Collection Petitot*, liv. IV, pag. 291.

Digitized by Google

n'avait aucune idée: il déclamait contre le despotisme et l'ambition de Richelieu, et c'était tout. Il était d'ailleurs environné de jeunes gens pleins de pétulance, animés de haine contre le ministre, parce qu'il les obligeait à remplir leurs devoirs. Paul de Gondi, depuis cardinal de Retz, jeune abbé de vingt-deux ans, forma, sous les yeux du duc d'Orléans, un nouveau projet d'assassinat, qui devait être exécuté dans la chapelle des Tuileries, pendant le baptême de Mademoiselle, fille du duc, âgée de près de dix ans. Le hasard fit échouer cet horrible complot. « La fortune, dit Gondi, fut plus forte que la » garde du cardinal et le tira de ce pas; il tomba ma- » lade, ou lui, ou mademoiselle, je ne m'en souviens pas » précisément; la cérémonie fut différée, il n'y eut plus » d'occasion. Monsieur s'en retourna à Blois (1). »

L'assassinat n'ayant pas réussi, le duc d'Orléans et le comte de Soissons résolurent de recourir à la guerre civile et donnèrent à Montrésor, toujours l'âme de leurs complots, l'ordre de se rendre dans le Midi pour déterminer d'Epernon, gouverneur de la Guyenne, à lever l'étendard de la révolte. Montrésor se chargeait avec peine d'une telle commission, « persuadé que, n'ayant pas été » capables de venir à bout des choses les plus aisées (l'as- » sassinat!), ils rencontreroient des obstacles infinis dans » celles qui étoient plus difficiles. » Epernon repoussa toutes les avances et menaça même d'arrêter l'intrigant.

Le duc d'Orléans et le comte de Soissons, s'étant aperçus que le cardinal avait le fil de leurs intrigues, se retirèrent, le premier à Blois et le second à Sedan. Gaston

(1) *Mém. du card. de Retz*, tom. XI, liv. IX, pag. 110.

Digitized by Google

voulait imposer au roi des conditions de paix et prétendait faire ratifier son mariage avec la princesse de Lorraine; mais il montrait tant de lâcheté, que c'était pitié. « Une seconde alarme, dit Montrésor, étant portée à Son » Altesse, qui la reçut avec des frayeurs qui vont au-delà » de ce qu'elles se peuvent imaginer, elle m'envoya cher- » cher aussitôt. Je priai ceux qui en avoient pris la peine » de vouloir lui dire qu'ils ne m'avoient pas trouvé. Les » messagers revinrent si souvent, que j'allai parler à lui, » qui me recommença les mêmes discours qu'il m'avoit » tenus lorsqu'il étoit dans quelque embarras, et que la » crainte de sa personne, qui est la seule qu'il m'a paru » qu'il ait eue durant tout le temps que je l'ai servi, le » pressoit, ne lui en ayant jamais vu pour aucun des » siens, en quelque péril qu'ils fussent exposés pour son » service. »

L'absence du comte de Soissons fut à peine remarquée; il s'engagea à vivre paisiblement à Sedan. A cette condition, on lui laissa les émoluments de ses charges.

Cependant Richelieu s'occupait d'œuvres qui devaient perpétuer le souvenir de son ministère; il bâtissait le Palais-Royal, fondait des colléges, encourageait les arts et les sciences et établissait l'Académie française. Le génie universel de Richelieu embrassait tout ce qui peut contribuer à la grandeur d'un peuple, sciences, arts, littérature, morale, religion. Il a écrit contre les protestants, composé des ouvrages de controverse où se trouvent réunies la clarté et la force du raisonnement; il a fait un petit livre sur *la perfection chrétienne*, où les vertus du chrétien sont envisagées d'un point de vue très élevé. Ce qui lui fera un éternel honneur, c'est qu'il a préparé le

Digitized by Google

grand siècle de Louis XIV. S'il n'a pas été un grand littérateur, si même, par jalousie, il a été hostile à Corneille, il n'a pas moins jeté les bases de cette grande manière d'écrire qui place le siècle de Louis XIV au rang des quatre grands siècles du monde. Sans lui nous ne serions probablement pas parvenus à égaler Rome et Athènes dans ce que ces cités avaient de plus remarquable, et à les surpasser sur beaucoup d'autres points.

Mais plus le cardinal songeait à sa gloire, plus ses ennemis travaillaient à sa destruction. Cette fois, ce fut le confesseur du roi qui fut l'instrument mis en œuvre. Les ennemis du cardinal, qui cherchaient partout des appuis auprès du roi contre le ministre, recoururent au confesseur du monarque, dans l'espérance qu'il aurait une grande influence sur l'esprit scrupuleux de Louis XIII, et qu'il lui inspirerait ainsi des doutes sur la justice des mesures politiques de Richelieu. Il n'était pas difficile, en effet, de trouver quelque chose de blâmable dans la marche des affaires. L'exil de la reine-mère, la dissension dans la famille royale, les clameurs des grands, les mécontentements de la cour de Rome, les impôts énormes dont les peuples étaient chargés, l'appui accordé aux Hollandais rebelles contre leur souverain légitime, l'alliance de la France avec les protestants : c'étaient là des motifs de doutes très sérieux et d'inquiétudes assez graves sur la légitimité de la politique du cardinal. Le Père Gordon, confesseur du roi, ayant cherché à éclairer la conscience de son royal pénitent sur la marche générale des affaires publiques, le cardinal le fit remplacer par le Père Caussin, jésuite pieux, mais bon homme, qui devait se contenter d'entendre les fautes que le roi

Digitized by Google

pourrait commettre comme individu, sans se soucier de celles qu'il commettrait comme souverain; comme si la règle de la conscience n'embrassait pas toute la vie, les affaires publiques plus que les autres, puisqu'elles sont plus importantes! Le P. Caussin trouva cependant aussi à redire à la politique de Richelieu, crut qu'elle n'était pas assez conforme à l'équité et à la charité, se permit d'en faire des observations au roi et se chargea même de soutenir son opinion en présence du cardinal. Richelieu, après avoir fait entendre à Louis XIII que ses inquiétudes de conscience n'avaient aucun fondement, fit révoquer le P. Caussin de la charge de confesseur du roi.

Instruit que la reine Anne d'Autriche était en correspondance habituelle avec Bruxelles, et que, dans ses lettres à sa famille, elle attribuait au cardinal la froideur qui existait entre elle et son royal époux, Richelieu ordonna une perquisition dans son appartement pendant qu'elle était à Chantilly avec le roi. On n'y trouva rien, à l'exception d'une lettre à M. de Mirebel, ambassadeur d'Espagne. Elle fut contrainte d'écrire, probablement sous la dictée du cardinal, une déclaration dans laquelle elle confessait « avoir écrit plusieurs fois à M. le cardi-» nal-infant notre frère; au marquis de Mirebel; à Ger-» bier, résident d'Angleterre en Flandre, et avoir reçu » souvent de leurs lettres... Que nous avons donné avis » du voyage d'un Minime en Espagne, pour que l'on » eût l'œil ouvert à prendre garde à quel dessein on » l'envoyoit; que nous avons donné avis au marquis » qu'on parloit ici de l'accommodement de M. de Lor-» raine avec le roi, et que l'on y prît garde; que nous » avons témoigné être en peine de ce que l'on disoit que

Digitized by Google

» les Anglais s'accommodoient avec la France.... Nous » promettons de ne retourner jamais à pareille faute, et » de vivre avec le roi, notre très honoré seigneur et » époux, comme une personne qui ne veut avoir autre » intérêt que ceux de sa personne et de son Etat.

» Chantilly, 17 août 1637. ANNE.... »

La reine ajoutait : « Nous avons écrit les susdites lettres » dans notre cabinet, nous confiant seulement à La Porte, » notre porte-manteau ordinaire, à qui nous donnions » nos lettres, qui les portoit à Auger, secrétaire de l'am- » bassadeur d'Angleterre, lequel les faisoit tenir audit » Gerbier. »

Au milieu de toutes ces contradictions, la reine avait résolu de s'échapper. Ecoutons La Rochefoucault : « Dans cette extrémité, abandonnée de tout le monde, » manquant de toute sorte de secours, et n'osant se con- » fier qu'à mademoiselle de Hautefort et à moi, elle (la » reine) me proposa de les enlever toutes deux et de les » emmener à Bruxelles. Quelque difficulté et quelque » péril qui me parussent dans un tel projet, je puis dire » qu'il me donna plus de joie que je n'en avois eu de ma » vie. J'étois dans un âge où l'on aime à faire des choses » extraordinaires et éclatantes, et je ne trouvois pas que » rien le fût davantage que d'enlever en même temps la » reine au roi son mari, et au cardinal de Richelieu, qui » en étoit jaloux, et d'ôter mademoiselle de Hautefort » au roi, qui en étoit amoureux. Heureusement les cho- » ses changèrent, la reine ne fut pas trouvée coupable (1). »

(1) *Mémoires*, liv. 1, pag. 395.

Digitized by Google

Madame de Chevreuse, exilée alors à Tours, ayant pris une grande part aux intrigues de la reine, se déguisa en homme, et, après mille aventures romanesques, arriva en Espagne.

Une religieuse servit alors à rapprocher le roi de la reine. Louise Motier de La Fayette, attachée à la suite d'Anne d'Autriche dès l'âge de dix-sept ans, avait attiré l'attention du roi par sa modestie, sa beauté, sa douceur et sa piété. Bientôt il s'attacha à elle. Il y avait eu, dans les hautes régions de la politique, une conception diabolique. S'il faut ajouter foi aux inspirations des hommes du temps, on dit que la reine-mère et le cardinal de Richelieu, redoutant l'action d'une jeune et belle épouse sur l'esprit du roi, avaient, aussitôt après le mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche, travaillé à jeter dans son esprit de l'antipathie pour cette princesse. On réussit si bien, que le monarque conçut de l'éloignement pour la reine, sans cependant lui être jamais infidèle; car on ne peut lui reprocher d'avoir eu une maîtresse, il était trop religieux pour cela. Le roi avait besoin d'affection, il lui fallait une confidente en qui il pût reposer son cœur. Mademoiselle d'Hautefort, sa première amie, n'appréciant pas assez cette haute distinction, perdit, par ses indiscrétions, les avantages de ces communications avec le monarque. Il appartenait à l'aimable et vertueuse mademoiselle de La Fayette de captiver le monarque et de fixer son attachement. «Mais les amours de Louis XIII, » dit un écrivain de cette époque, étaient purement spi- » rituelles, d'âme à âme, et les jouissances étaient vier- » ges. »

Si la raison politique avait forcé le roi à être dur à

Digitized by Google

l'égard de sa mère et de son frère, il n'en avait pas moins des affections assez vives pour faire craindre au cardinal de Richelieu qu'il ne vînt à se laisser dominer par quelque personne de la cour. L'attachement qu'il témoigna à mademoiselle de La Fayette fit redouter au célèbre ministre qu'elle ne s'immiscât dans les choses de l'Etat et portât dans la politique ces idées sentimentales, ennemies redoutables d'un gouvernement plus politique que chrétien. Cette femme d'esprit le délivra d'une grande peine en se retirant au couvent de la Visitation. Louis XIII ayant soupçonné que son ministre n'avait pas été étranger à la détermination de sa confidente, voulut avoir une entrevue avec elle. La conversation ne dura pas moins de quatre heures. On dit que, dans cet entretien, la confidente conseilla au roi de se rapprocher de la reine, et que, dès le jour même, Louis XIII suivit ce conseil. La naissance de Louis XIV, qui arriva dans le courant de l'année, fut le fruit de cet heureux rapprochement dû à l'influence de mademoiselle de La Fayette.

VII. *Continuation de la guerre.*

Le cardinal, sans se laisser détourner de ses plans par les intrigues de cour, continuait avec la plus grande tenacité l'exécution de ses projets, et poussait la guerre avec la plus grande activité. Châtillon, chargé de diriger la guerre en Artois, avait entrepris le siége de Saint-Omer, que le cardinal-infant l'obligea de lever. Les opérations militaires ne furent guère plus heureuses en Franche-Comté, car, de ce côté, tout se borna à la prise de quelques bicoques sans importance. Le maré-

Digitized by Google

chal de Créqui, qui s'était fait une haute réputation dans lès armes, et par ses duels contre le duc de Savoie, périssait alors au siége du fort de Brême, dans le Milanais, mort qui permit aux Espagnols de s'emparer de Verceil. Toutes les opérations importantes étaient sur le Rhin, où nos soldats étaient unis à ceux du duc de Saxe-Weymar et des autres chefs protestants soulevés contre l'Empire. Après s'être emparé des villes de Lauffenbourg, Landshut et des autres forteresses frontières appartenant à l'Autriche, Weymar vint mettre le siége devant Rheinfeld, qui fut le témoin de sa défaite : les Impériaux, commandés par le célèbre Jean de Werth (ou Werdt), le contraignirent à lever le siége. Trois jours après, il prit sa revanche, battit complétement les Impériaux et fit même prisonnier Jean de Werth, que Louis XIII réclama, afin de consoler les Parisiens des peines qu'ils enduraient, en leur montrant le héros fameux dont le nom était si grand en France et en Allemagne. La victoire de Weymar amena la chute de Rheinfeld et de Fribourg. C'est dans cette célèbre campagne et à l'école suédoise que se formèrent Turenne et Guébriant, qui devaient se faire une si grande réputation dans l'art de la guerre. Brisach, la clef de la Souabe et de l'Alsace, fut assiégé et enfin emporté, malgré l'arrivée successive de trois armées envoyées pour délivrer cette place. Ces armées ayant été battues et la ville prise, une partie de la Souabe se soumit à notre domination.

Le cardinal de Richelieu avait espéré des succès non moins éclatants du côté des Pyrénées. Le prince de Condé et le duc de La Valette, commandants de notre armée du Midi, passèrent la Bidassoa, s'emparèrent du

Digitized by Google

Passage et assiégèrent Fontarabie, l'une des clefs de l'Espagne. Cette place, située dans l'angle du golfe de Gascogne, fut attaquée par mer par Escoubleau de Sourdis. Richelieu, prince de l'Eglise, persuadé que c'est surtout dans les rangs du clergé que se trouvent les hommes habiles en tout genre, prenait parmi les évêques ses principaux généraux. Escoubleau de Sourdis, archevêque de Bordeaux, fut nommé chef des conseils du roi en l'armée navale, et directeur général du matériel de la marine. Il fit preuve d'une rare intelligence pour les opérations maritimes, et d'un sens stratégique fort droit, joint à un courage militaire extrêmement remarquable. Il voulut lui-même prendre en main la direction de nos flottes, et, de 1636 à 1641, il remporta de grands avantages sur mer. Il battit, dans le golfe de Gascogne, la flotte espagnole, qui était venue au secours de Fontarabie. Il réussit à mettre le feu à dix-sept bâtiments ennemis. « Quoique les batteries de terre et des galions » ne cessassent de tirer sur notre flotte, et quand les ca- » pitaines des brûlots n'auraient point mis le feu sans » difficulté, les vaisseaux de Sa Majesté auraient coulé » bas les divers galions à coups de canons et les eussent » abordés plus tôt, s'ils n'eussent eu une défense de peine » de la vie de le faire... De toute cette flotte, qui était de » dix-sept voiles, il ne reste qu'un vaisseau troué et » rasé.... Le combat a duré depuis midi jusqu'à six » heures du soir, et le feu des vaisseaux, de la ville et » des bois des montagnes qui se sont enflammés, le sont » encore si ardemment, qu'on ne sait quand il finira.... » Ce combat est d'autant plus favorable au roi, qu'il n'y » a que sept ou huit de ses vaisseaux un peu maltraités,

Digitized by Google

» et trente ou quarante, tant matelots que soldats, tués » ou blessés.

» Nous apprenons, par nos prisonniers, que la perte » des ennemis était beaucoup plus grande que nous ne » croyions, puisque, outre leurs galions, les uns estiment » qu'il y a eu jusqu'à six, sept et huit cents hommes de » tués, brûlés ou noyés, et d'autres qu'il ne peut y en » avoir moins de cinq mille. Il est bien vrai que cette » défaite a apporté une telle consternation aux ennemis, » et particulièrement à leurs généraux, qu'ils ont dé- » pêché un courrier à Madrid pour savoir ce qu'ils » avaient à faire (1). »

Si l'armée de terre eût fait son devoir comme celle de mer, la place eût été infailliblement enlevée. Animé d'une sourde jalousie contre le prélat, La Valette, contrarié de voir la direction de l'assaut confié à l'archevêque, se retira à une lieue, avec son collègue Saint-Simon, et refusa de porter du secours au prince de Condé, qui lui en envoyait demander. Instruit de cette mésintelligence, l'amiral de Castille vint attaquer les Français dans leurs lignes, leur tua deux mille hommes et les contraignit tous à repasser la Bidassoa. Le cardinal de Richelieu fit aussitôt instituer une commission militaire pour juger La Valette, qui, pour plus de sûreté, s'était retiré en Angleterre. Il savait que le tout puissant ministre ne pardonnait pas les revers.

Quoique la guerre épuisât les forces vitales des deux nations, que l'Espagne et la France semblassent animées l'une contre l'autre d'une haine native, cependant on

(1) Rapport de l'archevêque.

Digitized by Google

désirait la paix de part et d'autre. Le Pape offrait sa médiation, mais il n'avait ni la force ni l'habileté nécessaires pour l'imposer. Il y eut une tentative de congrès à Cologne qui n'arrêta pas la lutte : il paraissait évident que la paix ne se ferait pas alors assez avantageusement pour la France, parce que la maison d'Espagne n'était point assez affaiblie. Et d'ailleurs Richelieu redoutait qu'on ne comprît dans le traité Marie de Médicis, dont la présence à Paris paraissait toujours un obstacle sérieux au développement de la politique du cabinet.

De Bruxelles Marie de Médicis avait adressé à son fils et au Parlement les plus humbles supplications pour obtenir la grâce de rentrer dans le royaume, ne demandant pour toute faveur que le bonheur de vivre dans quelque coin obscur de la France, le paiement de ses dettes et une pension pour son existence. Elle promettait de demeurer étrangère à toutes les affaires de l'Etat. Tout autre que Richelieu se serait laissé toucher; mais ce ministre connaissait Marie de Médicis, son activité dévorante, son ambition insatiable, son désir de se mêler des affaires publiques : convaincu que la rentrée de la reine en France serait marquée par le renouvellement de toutes les intrigues qui avaient fait tant de mal au gouvernement, et porté une si grande atteinte à l'ordre public, il lui fit proposer le paiement de ses dettes, une bonne pension, à condition qu'elle se retirerait à Florence, lieu de sa naissance. Marie repoussa avec aigreur cette proposition. Vérifiant ce qu'avait annoncé le ministre, elle continua du fond de sa retraite à ourdir des conspirations, et fut toujours le foyer du mécontentement. On a

Digitized by Google

reproché à Louis XIII cet acte, comme une preuve d'un mauvais cœur. Mais n'avait-il pas ses devoirs de roi à remplir? et la tranquillité d'un Etat ne doit-elle pas l'emporter sur les intérêts et les affections de famille?

Marie de Médicis quitta alors les Pays-Bas pour passer en Angleterre et aller chercher auprès de sa fille et de son gendre, le repos qu'elle n'avait pas. Tout en recevant sa belle-mère avec effusion de cœur, Charles Ier, dont la position était déjà bien difficile, craignait de l'aggraver encore par la présence d'une reine intrigante et catholique zélée; il demanda à Louis XIII de permettre à Marie de rentrer en France. Louis répliqua que, sur ce point, il ne pouvait prendre de détermination sans l'avis de son conseil, qui fut unanime à repousser cette demande. Une seule voix osa proposer Avignon; toutes les autres exigèrent que Marie se retirât en Toscane. Louis XIII apposa son sceau à cette décision de son conseil et l'envoya en Angleterre. Marie de Médicis avait déjà protesté contre cette offre : aussi continua-t-elle à demeurer en Angleterre jusqu'à ce que la révolution la contraignit à se retirer à Cologne.

Les efforts des négociateurs n'ayant pu amener la paix, la guerre devenait une nécessité. Richelieu se préparait à la continuer avec vivacité, lorsqu'il apprit la mort de Bernard de Saxe-Weymar. Cet habile aventurier, que le cardinal voulait élever à la haute dignité de maréchal de France, et qui était parvenu à se créer à lui-même un petit Etat et à former une brillante armée, léguait ses propriétés territoriales à l'un de ses frères. La France acheta son armée, pour servir en Allemagne et dans les Pays-Bas. Le commandement en fut donné au duc de Longue-

Digitized by Google

ville. Toutes les négociations, la nécessité de plier l'armée aventurière à la discipline française, exigèrent beaucoup de temps; aussi l'année se passa de ce côté sans rien faire.

Richelieu portait surtout son attention vers la Savoie, province qui, possédant les versants des montagnes du côté de la France et du côté de l'Italie, est un point extrêmement important à occuper dans les guerres avec la péninsule : celui qui en est le maître a les portes de la France comme les portes de la Lombardie. Une discussion de famille amena naturellement Louis XIII à s'occuper de ce pays.

La mort de Victor-Amédée avait élevé en Piémont et en Savoie de grandes discussions relativement à la succession de ce duché. Victor avait laissé des enfants de Christine de France, fille de Henri IV; mais les mœurs de cette princesse étaient si dissolues, ses liaisons avec le comte Philippe d'Aglié, son amant, étaient tellement intimes, que la voix publique attribuait à celui-ci l'héritier du trône. Le cardinal Maurice aurait pu revendiquer le duché; il se contenta de réclamer d'abord la tutelle, espérant en profiter pour obtenir d'autres droits, s'il y avait lieu. Richelieu était intéressé à cette querelle, d'abord parce que cette princesse était sœur de Louis XIII, ensuite parce qu'il y aurait eu danger à laisser passer la Savoie et le Piémont dans des mains notoirement vendues à l'Empire.

Le cardinal Maurice sut tromper la vigilance des Français, et fit bientôt reconnaître son autorité dans une grande partie du Piémont. Le cardinal La Valette, placé à la tête de l'armée que le ministre voulait faire agir en Piémont, avait reçu pour adjoint le duc de

Digitized by Google

Candale, capitaine plein de capacité, comme il en avait fait preuve en Toscane et en Espagne : Candale mourut presque aussitôt. La Valette, réduit à dix ou douze mille hommes, et incapable de se tenir sur la défensive, voyant les habitants déclarés contre la France aussitôt qu'il s'éloignait d'un lieu, dissémina ses troupes dans les villes les plus importantes. Tout le reste du pays tomba entre les mains des ennemis.

L'infériorité des Français tenait moins à la faiblesse de leurs troupes qu'à l'hésitation de la duchesse Christine, dont le cardinal voulait remettre la personne, le fils et les Etats entre les mains du roi.

Cependant le péril devenait toujours plus pressant : Turin fut livré aux ennemis, et la duchesse eut à peine le temps de se retirer dans la citadelle avec ses bijoux et les papiers les plus précieux. N'y trouvant plus de sûreté, Christine se retira en Savoie, déposa son fils dans la forteresse de Montmélian, avec défense expresse de remettre la place et l'enfant à qui que ce fût, quand elle-même aurait signé un ordre de sa main, parce que cet ordre ne serait point libre. Elle se rendit ensuite à Grenoble, où se trouvaient le roi son frère et le cardinal, qui demanda, avant tout, que le jeune duc fût envoyé à Paris et que toutes les places de Savoie lui fussent remises. La duchesse se mit à fondre en larmes, et céda enfin pour toutes les autres forteresses, à l'exception de Montmélian. Louis XIII mit alors à la tête de son armée de Piémont Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, grand écuyer de France, de la maison de Guise. Le comte d'Harcourt, surnommé *Cadet la Perle*, avait servi comme volontaire dans la guerre contre les

Digitized by Google

huguenots, s'était distingué aux siéges de Saint-Jean-d'Angely, de Montauban, de l'île de Ré, La Rochelle, et en 1629 au Pas-de-Suze. Louis XIII l'avait comblé de faveurs, lui avait donné la décoration de tous ses ordres et confié le commandement de sa flotte. Un de ses plus considérables exploits maritimes fut la conquête des îles de Lérins, reprises sur les Espagnols en 1637.

Harcourt quitta la flotte qu'il commandait dans la Méditerranée, et quoiqu'il n'eût pu réunir sous ses ordres que sept mille fantassins et deux mille chevaux, avec cette petite armée il tenta de ravitailler Casal; il emporta en quelques heures la place de Chieri; on trouva des vivres en abondance; il les jeta dans Casal. Bientôt cerné lui-même à Chieri par des armées infiniment supérieures, il en sortit et ramena son armée à Carignan, après un combat brillant connu dans l'histoire sous le nom de bataille de la *rotta* ou route.

La principale armée française était toujours au nord, parce que le roi voulait affaiblir les Espagnols dans les Pays-Bas. Au mois de mai, le marquis de La Meilleraye forma le siége de Hesdin et fut rejoint par Louis XIII, qui voulut entrer dans la place par la brèche, ayant à ses côtés La Meilleraye et Puységur; le roi prit à ce dernier une canne qu'il avait à la main et la présenta à La Meilleraye. « Je vous fais, lui dit-il, maréchal de France; » voilà le bâton que je vous donne, les services que vous » m'avez rendus m'obligent à cela. »

Le marquis de Feuquières, chargé de faire le siége de Thionville, ayant en tête Piccolomini, campé à Bastogne avec une armée impériale considérable, se trouva trop faible pour lui résister, et appela Châtillon, à qui on avait

Digitized by Google

donné l'ordre de le secourir s'il était menacé. Cet ordre n'ayant point été exécuté, Feuquières fut battu, perdit toute son artillerie et tout son bagage, fut blessé, fait prisonnier et mourut de ses blessures.

Châtillon crut effacer l'énorme faute qu'il venait de commettre, en se rendant maître d'Yvoi (Carignan), petite place sans importance sur la petite rivière du Chiers.

Condé, que le cardinal plaça à la tête de l'armée destinée à agir contre l'Espagne, après s'être rendu maître de la petite place de Salse et s'être retiré ensuite en Languedoc, fut obligé d'accourir de nouveau pour attaquer les Espagnols qui étaient venus assiéger les Français; mais, au lieu d'attaquer brusquement les Espagnols, le prince préféra suivre une marche méthodique, ce qui lui fut extrêmement funeste; car un de ces orages du Roussillon, dont l'armée avait à plusieurs reprises ressenti les déplorables effets, fondit sur son camp, entraînant ses tentes et ses bagages. L'armée épouvantée se dispersa et regagna en fuyant les frontières de la France. Après avoir été obligé d'employer près d'un mois à réunir ses troupes dispersées, Condé se présenta de nouveau devant Salse pour en faire lever le siége; mais les Espagnols ayant eu le temps de fortifier leurs lignes, il fut impossible de les forcer, et la place fut obligée de capituler à la fin de l'année

La guerre avait imposé des charges si lourdes, qu'elle détermina des soulèvements. La rébellion des va-nu-pieds en Normandie inquiéta sérieusement le gouvernement. Les impôts étant devenus très pesants, les habitants de la Basse-Normandie prirent les armes et se fortifièrent à Avranches. Le colonel Gassion, envoyé contre

Digitized by Google

eux à la tête de troupes étrangères, afin qu'elles fussent moins accessibles à la pitié, vainquit les rebelles malgré leur valeureuse défense, et les fit pendre tous.

La rébellion avait pris un caractère d'une plus haute gravité dans la ville de Rouen; le peuple tout entier, secondé par la municipalité, avait pris les armes. Le chancelier Séguier, envoyé pour lui faire éprouver un châtiment terrible, cassa le parlement de Normandie, la cour des aides, le corps de ville, les officiers de finances, le lieutenant général; il annula tous les priviléges et déclara qu'à l'avenir la ville serait gouvernée par la volonté absolue du roi. Il institua, pour juger les rebelles, un tribunal particulier qui en condamna plusieurs à être rompus vifs, quelques-uns à être pendus, beaucoup au bannissement. Il imposa sur la ville une contribution extraordinaire d'un million quatre-vingt-cinq livres, et prescrivit aux gentilshommes de désarmer tout le peuple et d'empêcher tout rassemblement sur leurs terres.

Urbain VIII, profondément affligé d'une guerre si désastreuse pour l'humanité, travaillait à la paix sans pouvoir rien obtenir du grand cardinal, qui répondait par la demande du chapeau pour le P. Joseph, que la mort lui enleva bientôt après. C'était une grande perte pour Richelieu, car c'était un agent utile, intelligent, prompt, hardi, laborieux, homme de conseil et d'exécution. Nous avons déjà répondu aux accusations formulées contre ce personnage fameux; son plus grand crime est d'avoir été l'un des plus fermes appuis de la politique du trop puissant cardinal.

La guerre était toujours la plus grande préoccupation de Richelieu. La campagne de 1639 ayant été insigni-

Digitized by Google

fiante et s'étant bornée à la prise de quelques petites places de la Franche-Comté et du Piémont, le cardinal résolut, en 1640, de porter un grand coup. Arras, ville forte de Picardie, que nos rois avaient toujours essayé de rattacher à la France, avait cependant continué à montrer de l'attachement pour les Pays-Bas, s'y était réunie sous la Ligue et ne semblait point disposée à s'en séparer. Cette place, devenue le centre de toutes les opérations espagnoles et le point de départ de toutes leurs expéditions au nord de la France, devait être attaquée avec une vigueur extrême. Le maréchal de La Meilleraye, après avoir pris Hesdin, alla rejoindre les maréchaux de Chaulnes et de Châtillon sous les murs d'Arras, ville munie d'une très bonne garnison et abondamment fournie de vivres. Le cardinal-infant étant venu au secours de la place à la tête d'une armée nombreuse, les trois maréchaux, irrésolus sur le parti qu'ils avaient à prendre, firent demander à Richelieu s'il fallait sortir des lignes pour livrer bataille : « Lorsque le » roi, répondit-il, vous a confié le commandement de » ses armées, il vous en a jugés capables, et il lui im» porte peu que vous sortiez ou ne sortiez pas; mais vous » répondrez de vos têtes si vous ne prenez pas la ville. » Les maréchaux conservèrent leurs lignes; seulement l'un d'eux en sortit pour aller à la rencontre d'un grand convoi, circonstance dont l'infant profita pour assaillir nos troupes avec une grande vigueur. Le maréchal La Meilleraye soutint l'attaque avec beaucoup de courage et permit aux troupes sorties d'arriver pour compléter la défaite des Espagnols. La ville, n'ayant plus aucun secours à attendre, capitula le 9 août 1640.

Digitized by Google

Nos succès n'étaient pas moins brillants du côté du Rhin. Après la mort de Bernard de Saxe-Weymar, toutes les villes de l'Alsace et du Rhin, dont il était maître, avaient arboré le drapeau français et reconnu pour général en chef le duc de Longueville. Baner, de son côté, battait les Impériaux à Chemnitz, insultait Prague et ramenait son armée dans la Saxe. Guébriant, par un de ces coups hardis qui décèlent le maître, franchit le Rhin pour le rejoindre, rallia en passant les princes de Hesse et de Lunebourg et fit sa jonction avec Baner à Erfurt. Une pointe avait été poussée habilement sur Ratisbonne, où se trouvaient l'empereur et la diète. Piccolomini fit échouer cette hardie tentative et sut si bien tenir ses adversaires en échec, qu'il contraignit les Suédois à se retirer sur la Saxe et les Weymariens sur le Rhin.

En Italie, où Thomas de Savoie, soutenu par les Espagnols, tenait nos troupes en haleine, nous avions des succès mêlés de revers. Parmi les faits d'armes remarquables de cette guerre nous devons citer le combat de Casal. Harcourt, ne pouvant réunir plus de sept mille hommes de pied et de trois mille chevaux, dut, avec une si petite armée, franchir plus de soixante milles de pays ennemi, traverser comme un trait Carignan et Poirino, et paraître le 28 avril devant les lignes de Leganès, qui, croyant le côté des montagnes moins vulnérable, l'avait moins fortifié. Harcourt lança de ce côté Turenne et Duplessis-Praslin, qui étaient placés à la tête de la colonne du centre; La Mothe-Houdancourt s'avança avec la seconde colonne par les hauteurs, tandis que le marquis de Villa et Pianezza, avec les Piémontais, arrivaient

Digitized by Google

par la plaine. Trois fois Turenne et Duplessis furent repoussés, trois fois ils ramenèrent leurs troupes à l'assaut avec un acharnement redoublé. Harcourt lança son cheval, franchit le fossé, fut suivi par une multitude de braves, et les lignes ennemies furent percées partout. Les Espagnols, épouvantés de tant d'audace, prirent la fuite, se pressèrent sur le pont du Pô qui s'écroula et les engloutit dans les eaux. La caisse militaire, l'artillerie, la correspondance, les bagages restèrent entre les mains des Français. Les Espagnols avaient eu trois mille morts et laissèrent deux mille prisonniers au pouvoir des vainqueurs.

Après ce brillant succès Harcourt se hâta d'aller mettre le siége devant Turin. Cette place avait une garnison presque aussi forte que l'armée française, mais la citadelle était toujours au pouvoir de nos troupes. Bientôt Harcourt fut assiégé autour de la ville. Ce fut alors qu'il déploya les plus grands talents. Pendant quatre mois et demi il tint tête à ses adversaires, déjoua tous leurs projets par son activité et put, grâce à la lenteur espagnole toujours proverbiale, rejeter l'ennemi du dedans avant que celui du dehors fût en ligne. Turenne parvint à lui amener des vivres et des renforts. La ville assiégée, n'ayant plus d'espoir de recevoir des ressources du dehors, fut enfin réduite à capituler (27 septembre).

Les princes de Savoie, déconcertés par les succès des Français, voyant d'ailleurs qu'ils ne pouvaient plus rien attendre de l'Espagne, se rapprochèrent de la France, signèrent le 2 décembre un traité par lequel le prince Thomas s'attachait à notre cause et s'engageait à se rendre à Paris avant le 15 janvier suivant, tandis que le roi

Digitized by Google

lui promettait, en retour, le renouvellement de ses pensions, la garantie de son droit de succession, et consentait à ce qu'il envoyât en Espagne redemander sa femme et ses enfants; mais la cour de Madrid n'eut garde de laisser partir des ôtages si précieux (1).

Christine rentra en Piémont, fut reçue avec pompe par la population de Turin et traitée en souveraine par les officiers français, qui, au milieu d'une fête publique, enlevèrent le comte Philippe d'Aglié, son amant, que l'on renferma dans le château de Vincennes. Ainsi cessa le scandale qui depuis si longtemps affligeait le Piémont.

Pendant que l'Espagne éprouvait des échecs sur tous les points où elle avait étendu sa puissance, elle se trouvait ébréchée sur ses deux flancs par la révolte de ses deux plus importantes provinces : le Portugal et la Catalogne.

Après avoir subi à regret le joug espagnol pendant soixante ans, le Portugal, poussé par les négociations ténébreuses du cardinal de Richelieu, déclara qu'il reprenait son indépendance et appela au trône Jean, duc de Bragance, descendant de la maison d'Avis en ligne illégitime.

Le nouveau roi de Portugal fut reconnu par l'Angleterre, la Hollande et la Suède; il fit alliance avec la France (1er juin 1641) et commença la guerre contre l'Espagne.

Richelieu profitait en même temps des dispositions d'une partie de l'Espagne pour la soulever. Les Catalans et les Basques, seuls peuples de l'Espagne auxquels

(1) *Traités de paix*, tom. III, pag. 405.

Digitized by Google

Charles-Quint eût conservé leurs *fueros*, fiers, intrépides, étaient incapables de supporter un joug un peu dur lorsqu'ils ne se l'étaient pas imposé. Accablés d'impôts, honteux de se voir enlever leurs enfants pour qu'on les envoyât mourir sur les champs de bataille de l'Italie, tandis qu'on les faisait garder par des Flamands, ils se soulevèrent contre le gouvernement tyrannique de Madrid. Barcelone donna le signal de la révolte en massacrant son vice-roi. Entraînées par l'exemple de la capitale, toutes les villes de la province se soulevèrent et massacrèrent ou chassèrent les garnisons espagnoles. Richelieu, qui n'était pas étranger à ce mouvement, sut bientôt le tourner à son profit. Le roi d'Espagne ayant dirigé une armée en Catalogne pour soumettre cette province, les Catalans envoyèrent en France D. Francisco de Villaplana de Perpignan, cavalier renommé, pour faire alliance avec le cabinet français. Richelieu ayant agréé leur projet de former une république, autorisa Duplessis-Besançon, qui servait alors dans l'armée de Languedoc, à s'entendre avec les députés des Etats de Catalogne, pour l'établissement d'une république dont Barcelone eût été la capitale et qui se fût placée sous le patronage de la France. Louis XIII, non content de reconnaître l'indépendance du nouvel Etat, signa, le 16 décembre 1641, avec la principauté de Catalogne et les comtés de Roussillon et de Cerdagne, un traité par lequel il s'engageait à fournir aux insurgés des officiers pour les former à l'art de la guerre, et six mille hommes de pied et deux mille chevaux pour soutenir leurs troupes encore peu habituées au feu. Trois mille fantassins et huit cents chevaux, premier secours que la France

Digitized by Google

accordait à l'Espagne, furent conduits à Barcelone par Espanan, gouverneur de Leucaste. Cet officier s'était avancé jusqu'à Tarragone, lorsqu'il fut arrêté par les troupes espagnoles. Obligé de capituler, il rentra en France, laissant le général espagnol aller mettre le siége devant Barcelone, avec l'espoir de s'emparer facilement de cette province; mais des officiers français y étant arrivés avec de bonnes troupes, jetèrent une telle épouvante parmi les Espagnols, qu'ils prirent aussitôt la fuite la plus honteuse et perdirent deux mille hommes.

Les Catalans, sentant enfin l'impossibilité de former un Etat capable de se soutenir par lui-même, résolurent de renoncer à la forme républicaine et de se donner à la France, dont ils avaient conservé un long et précieux souvenir; car, pendant longtemps, la Catalogne avait été attachée à notre patrie et en avait suivi les destinées. Les Etats de la province se donnèrent à la monarchie française par un acte du 23 janvier 1641. Ce traité, accepté au mois de septembre suivant par Louis XIII, portait qu'à l'avenir la principauté de Catalogne, la Cerdagne et le Roussillon seraient à jamais réunis à la monarchie; le roi jurait, en même temps, de respecter les libertés dont jouissaient les habitants de ces pays, de leur conserver leurs lois et coutumes, et de maintenir toutes leurs magistratures, soit nationales, soit commerciales; il abandonnait aux Etats le droit exclusif de lever des contributions, dont il ne se réservait pas même le cinquième, comme le faisaient les rois d'Espagne. Les bénéfices ecclésiastiques ne pouvaient être conférés qu'aux ecclésiastiques de la province; l'inquisition et les canons disciplinaires du concile de Trente, non reconnus en France,

Digitized by Google

y étaient maintenus. Le ban était remplacé par un corps de cinq mille hommes, que la Catalogne se chargeait d'entretenir. Enfin le privilége que les grands de la Catalogne possédaient, de demeurer couverts en présence du roi, leur était conservé.

En 1641, les opérations continuèrent avec une égale activité. Au midi une armée, commandée par La Mothe, avait reçu l'ordre de pénétrer en Espagne et de s'emparer de toutes les places qui demeuraient encore au pouvoir des Espagnols dans la Catalogne. La ville de Tarragone fut assiégée par terre et par mer. L'archevêque de Bordeaux, Escoubleau de Sourdis, commandant de notre flotte, vivement attaqué par les Espagnols qui lui étaient bien supérieurs en nombre, fut obligé, après un rude combat où il montra autant de talent que de courage, d'opérer sa retraite avec des pertes assez considérables. Richelieu, qui ne souffrait pas qu'un amiral, pas plus qu'un général, se laissât vaincre, lui fit faire son procès, qui se termina, après la mort du ministre, entièrement à l'avantage du prélat marin. Cet échec fut réparé par les succès que le célèbre d'Harcourt remporta sur les Espagnols à Ivrée, à Chivasso et à Coni.

C'est en Allemagne que nos succès étaient les plus brillants. Le comte de Guébriant, qui avait appris à faire la guerre sous les Suédois, se trouvant, à l'extrémité de l'Allemagne, pressé par une armée infiniment supérieure à ses forces, livra bataille à Wolfenbuttel au célèbre général Piccolomini, lui tua près de deux mille hommes et lui enleva quarante-cinq drapeaux. Guébriant, nommé commandant général de notre armée d'Allemagne, se rapprocha de nos frontières, reçut un renfort considé-

Digitized by Google

rable et attaqua les Impériaux à Keinten, dans l'électorat de Cologne. Il leur tua deux mille hommes, leur fit beaucoup de prisonniers, au nombre desquels se trouvaient les généraux Lamboi, Laudron et tous les colonels; l'artillerie, les provisions, les bagages, les drapeaux, tout fut pris. Guébriant reçut, pour son brillant succès, le bâton de maréchal.

Le général suédois Torstenson, qui avait succédé à Baner, attaquait, de son côté, la Silésie, battait les Impériaux à Schweinitz, entrait en Moravie et menaçait Vienne. Si, du côté de la Flandre, les Espagnols s'emparèrent d'Aire, les Français se rendirent maîtres de Bapaume; la garnison espagnole de cette place fut surprise près de Douai et taillée en pièces.

En commençant la campagne de 1641, Richelieu avait compté sur la coopération de deux habiles capitaines qui venaient de faire leur paix avec la France : le duc Charles de Lorraine et le prince Thomas de Savoie; mais ils n'observèrent ni l'un ni l'autre leurs engagements. Le duc de Lorraine, que nous avons vu se laisser dépouiller de tous ses biens pour la défense du catholicisme et de l'Empire, était très mécontent de l'Espagne, parce que le cardinal-infant, gouverneur des Pays-Bas, lui avait reproché durement la dissolution de ses mœurs et le crime de polygamie; car il avait eu l'audace de prendre une seconde femme du vivant de la première. Il n'avait, d'ailleurs, plus que son épée et une petite armée qu'il ne pouvait payer. Richelieu conclut avec lui le traité de Saint-Germain, par lequel on lui rendit ses Etats, qui avaient été confisqués et conquis en grande partie, moyennant l'hommage pour le duché de Bar, la cession

Digitized by Google

de Clermont, Stenay, Jametz et Dun; enfin la démolition des fortifications de Marsal. Epouvanté d'une intrigue ourdie pour lui persuader qu'on voulait se saisir de sa personne, le duc de Lorraine rejoignit l'armée espagnole. Le comte de Grancey, chargé d'occuper aussitôt le duché de Bar et la Lorraine, le fit sans éprouver de résistance sérieuse. Le prince Thomas, n'ayant pu s'accommoder avec la duchesse, sa belle-sœur, prétendit avoir, ainsi que son frère, une province avec des villes de sûreté. N'ayant pu les obtenir, il se rejeta de nouveau dans l'alliance espagnole. La duchesse Christine défendit de lui rendre aucune obéissance.

En résumé, la campagne de 1641 avait été favorable à la France; mais elle avait aussi épuisé ses ressources. L'assemblée du clergé, convoquée à Nantes pour le 15 février 1641, et à qui l'on demandait six millions, en offrit quatre. Une lutte s'engagea alors entre elle et le premier ministre. On remarquait que le clergé, depuis longtemps aussi hostile au cardinal que la haute noblesse, l'accusait de vouloir dominer l'Eglise et la soumettre à l'Etat : on répétait, dans quelques cercles, qu'il avait le dessein de faire une Eglise nationale et de se séparer du Saint-Siége. Quoique ces bruits ne fussent pas de nature à lui concilier l'affection du clergé, l'assemblée finit cependant par céder à la pression et accorda les six millions demandés.

VIII. *Démêlés intérieurs. — Conspiration de Cinq-Mars. — Mort de la reine-mère et du cardinal de Richelieu.*

Cependant les finances jetaient la royauté dans un extrême embarras. Le Parlement, qui se posait toujours

Digitized by Google

comme le gardien des libertés publiques, toutes les fois qu'il paraissait une ordonnance relative à de nouveaux impôts, faisait des remontrances et refusait l'enregistrement. Richelieu résolut de tenir un lit de justice pour rappeler au Parlement la véritable étendue de ses pouvoirs et détruire cette liberté qui avait aussi son despotisme. Le roi annonçait dans son préambule « qu'il n'y » a rien qui conserve et maintienne davantage les em» pires que la puissance du souverain également recon» nue par les sujets ; elle rallie et réunit si heureusement » toutes les parties de l'Etat, qu'il naît de cette union » une force qui assure sa grandeur et sa félicité... Mais » comme cette autorité absolue porte les Etats au plus » haut point de leur gloire, aussi, lorsqu'elle se trouve » affaiblie, on les voit en peu de temps décheoir de leur » dignité. » Le roi rappelait, comme preuve de cette assertion, l'anarchie où la Ligue avait jeté l'Etat, et le montrait sortant à peine de l'abaissement où il avait été réduit. « Mais, ajoutait-il, parce qu'il ne suffit pas » d'avoir élevé cet Etat en un si haut degré de puis» sance, si nous ne l'affermissons en la personne même » de nos successeurs, nous désirons l'établir par de si » bonnes lois, que la lignée dont il a plu à Dieu d'hono» rer notre couche, ait un règne si heureux et un trône » si assuré, que rien n'y puisse apporter aucun change» ment. »

Louis XIII, après avoir récapitulé toutes les lois portées contre la licence depuis le roi Jean, arriva ensuite au grand principe qu'il voulait établir concernant les Parlements. De sa pleine puissance et autorité royales, il déclara que les Parlements n'ont été établis que pour

Digitized by Google

rendre la justice; il leur fait très expresses inhibitions et défenses de prendre, à l'avenir, connaissance d'aucunes affaires qui peuvent concerner l'Etat, administrations et gouvernements d'icelui; il déclare nuls les délibérations et arrêts qu'ils pourraient rendre à l'avenir contre cet ordre; il ordonne que tous les édits vérifiés en sa présence, lui séant en son lit de justice, soient immédiatement exécutés; que ceux qu'il envoie à ses cours, sur le gouvernement et administration de l'Etat, soient publiés et enregistrés sans que le Parlement en prenne même connaissance; que ceux enfin qui regarderont les finances, donnent seulement occasion au Parlement de déduire les difficultés qui s'y pourraient trouver, mais non y apporter aucune modification; et si le roi ne juge pas à propos d'y rien changer, il veut qu'ils soient enregistrés toute affaire cessante. Le Parlement ayant désobéi lorsqu'il avait créé de nouvelles charges, le roi, pour lui montrer sa toute-puissance, casse les charges d'un président et de quatre conseillers qui s'étaient signalés parmi les opposants.

Omer Talon rapporte avec une sorte d'orgueil le discours qu'il prononça après cette déclaration : « Sire, les » termes de l'édit dont la lecture a été présentement » faite, nous annoncent les nouvelles de l'indignation de » Votre Majesté, qui surprennent nos sens et troublent » notre imagination de différentes pensées, dans les- » quelles il ne nous reste d'autre espérance que l'obser- » vation de ces savants interprètes de la théologie des » Hébreux, qui nous enseignent que Dieu ne s'est jamais » manifesté aux hommes auxquels il a fait entendre ses » volontés, que d'abord il ne les ait remplis d'étonne-

Digitized by Google

» ment et de crainte; leur esprit abattu et leur corps en » langueur rendoient témoignage de l'épouvante et de la » confusion dont ils étoient saisis : mais il ne les quittoit » point qu'il ne les eût assurés, et que, leur donnant la » main, comme parle l'Ecriture, il n'eût fortifié leur » esprit et soulagé leur inquiétude.

» Heureux si nous pouvions obtenir quelque chose de » semblable dans une occasion de cette qualité, en la- » quelle, comme l'entrée de Votre Majesté nous est tou- » jours une journée difficile, parce que le respect que » nous devons à votre personne sacrée, et la crainte des » choses fâcheuses qui l'obligent d'y venir, produisent » dans notre esprit des portraits de frayeur, une glace » des intérieurs qui nous rend inutiles à nous-mêmes et » aux fonctions ordinaires de nos charges. Nous souhai- » tons, sire, que votre sortie soit salutaire et bienfai- » sante; que si Votre Majesté nous donne de la terreur, » d'autant que la place en laquelle vous êtes assis est le » siége d'une lumière, laquelle nous éblouit; descendez, » sire, pour considérer la douleur de la première com- » pagnie de votre royaume; abaissez, s'il vous plaît, le » ciel, lequel vous habitez, et, à l'exemple du Dieu vi- » vant, duquel vous êtes l'image sur la terre, visitez- » nous pour nous faire grâce et diminuer quelque chose » de la rigueur de vos volontés. » Cette harangue n'était certes pas de nature à changer les dispositions du roi. Il l'écouta en silence et sortit sans rien modifier à ses édits. Le Parlement avait mérité que le roi lui donnât une preuve de sa puissance royale. Richelieu poursuivait les grands aussi bien que le Parlement.

Le duc de Vendôme, bâtard légitimé de Henri IV,

Digitized by Google

prince extrêmement actif, infatué de son mérite, avait tenté, dès les premiers jours de la régence de la reine Marie de Médicis, de soulever la Bretagne, sous le vain prétexte que l'alliance projetée par la reine-mère avec l'Espagne était contraire aux véritables intérêts de la patrie; il avait été vaincu par une armée royale, obligé de se soumettre, et employé contre les huguenots. Ayant trempé dans la conspiration de Chalais contre Richelieu, il avait été arrêté en 1626, enfermé dans le château d'Amboise, puis dans celui de Vincennes. Il avait recouvré sa liberté pour prendre part à la guerre contre l'Allemagne, avait servi en Hollande et obtenu la permission de rentrer en France, où il demeura quelque temps paisible. Accusé, en 1641, d'avoir conspiré contre la vie de Richelieu, il prit la fuite et se retira en Angleterre; se présentant devant la reine-mère, il lui dit : « Vous » voyez un pauvre homme accusé d'une entreprise qu'il » voudroit bien avoir exécutée. » Le roi, ayant entre les mains les preuves de sa culpabilité, référa sa cause au Parlement, qui prononça un arrêt dont voici la teneur : « Et sera, le duc de Vendôme, appréhendé au corps, et » faute de ce, crié à trois briefs jours et ses biens confis- » qués. »

La plupart des grands étaient abattus. Le duc d'Orléans vivait dans la mollesse et l'oisiveté; le duc de Lorraine s'était soumis; Vendôme était en fuite; le comte de Soissons était retiré à Sedan, ville qui lui avait été accordée pour quatre ans seulement, et ce terme allait expirer. Les mécontents sollicitaient sans cesse ce prince de lever l'étendard de la révolte. Il consulta l'abbé, depuis cardinal de Retz : « Les gens que vous connaissez

Digitized by Google

» n'oublient rien pour m'obliger à traiter avec les enne-
» mis; ils m'accusent de faiblesse, parce que je redoute
» les exemples de Charles de Bourbon et de Robert
» d'Artois. » L'abbé de Retz, qui recherchait une conspiration avec autant d'ardeur qu'il courait après un duel ou une maîtresse, pour échapper à l'état ecclésiastique qu'on lui avait imposé, détourna le comte de Soissons de prendre part au complot. Il ne trouvait pas dans le comte ce qui peut faire un chef de parti. « Il avoit toute
» la hardiesse du cœur, que l'on appelle communément
» vaillance, et il n'avoit pas même, dans le degré le plus
» commun, la hardiesse de l'esprit, qui est ce que l'on
» nomme résolution. Il n'avoit pas un grain de ce juge-
» ment héroïque dont le principal usage est de distin-
» guer l'extraordinaire de l'impossible. Il étoit suscep-
» tible de toutes les injustes défiances, tandis que la
» qualité la plus indispensable d'un bon chef de parti
» est de supprimer en beaucoup d'occasions et de cacher
» en toutes les soupçons même les plus légitimes. »

Rien n'est peut-être plus propre à faire connaître le caractère de l'époque, que le singulier discours que l'abbé de Retz fit au comte de Soissons : « Je pris, dit-
» il, la liberté de lui représenter qu'un prince du sang
» doit plutôt faire une guerre civile, que de rien remettre
» de sa réputation ou de sa dignité, mais aussi qu'il n'y
» avoit rien que ces deux considérations qui l'y pussent
» obliger, parce qu'il hazarde l'une ou l'autre par le
» mouvement, toutes les fois que l'une ou l'autre ne le
» rend pas nécessaire; qu'il me paraissoit bien éloigné
» de cette nécessité; que la retraite à Sedan le défendoit
» des bassesses auxquelles la cour avoit prétendu l'obli-

Digitized by Google

» ger, *par exemple de celle de recevoir la main gauche* » *dans la maison même du cardinal.* Que la haine que » l'on avoit pour le ministre, attachoit même à cette » retraite la faveur publique, qui est toujours beaucoup » plus assurée par l'inaction que par l'action, parce que » la gloire de l'action dépend du succès, dont personne » ne se peut répondre; et que celle que l'on rencontre » en ces matières, dans l'inaction, est toujours sûre, étant » fondée sur la haine dont le public ne se dément jamais » à l'égard du ministre (1). »

L'opinion du jeune abbé parut marquée de trop de maturité; il fut résolu qu'on seconderait l'Espagne, afin de détruire le cardinal de Richelieu. L'abbé de Retz se chargea d'une conspiration à Paris et promit de se rendre maître de la Bastille, à l'aide des prisonniers qui habitaient cette prison nationale, où les maréchaux de Vitry et de Bassompierre, le comte du Cramail, Du Fargis et Du Coudray-Montpensier étaient détenus et y jouissaient d'une assez grande liberté. L'abbé de Retz se mit aussitôt en communication avec eux et s'ouvrit au vieux Cramail, qui lui glissa pour réponse un billet dont voici la substance: « Qu'il avoit parlé à M. le maréchal de » Vitry, qui étoit dans toutes les dispositions du monde » de servir M. le comte; qu'ils répondoient l'un et l'au- » tre de se rendre maîtres de la Bastille, où toute la gar- » nison étoit à eux; qu'ils répondoient aussi de l'arsenal; » qu'ils se déclareroient aussitôt que M. le comte auroit » gagné une bataille, à condition que je leur fisse voir » au préalable, comme je l'avois avancé, qu'ils seroient

(1) *Mém. du card. de Retz*, pag. 116.

Digitized by Google

» soutenus par un grand nombre d'officiers, de colonels » de Paris (1). »

Cependant le traité était passé avec l'Espagne et l'Empire : aux troupes réunies à Sedan, par le duc de Bouillon et le comte de Soissons, devaient venir se joindre quatorze mille étrangers, avec lesquels on marcherait sur Paris, tandis que les émigrés en Angleterre feraient un débarquement en Guyenne ou en Bretagne. Richelieu, qui avait pris des mesures pour contraindre les rebelles de Sedan à se soumettre, fit commencer leur procès par le parlement de Paris. Les princes, de leur côté, publiaient un manifeste dans lequel ils s'intitulaient, « le comte de Soissons, le duc de Bouillon et au- » tres, princes et officiers de la couronne, unis pour » avancer la paix générale, et principalement celle de » France. Ils protestoient que leur but principal, c'est la » gloire du roi, le repos de l'Etat, le désir de remettre » toute chose sur l'ancien pied, de rétablir les lois ren- » versées, les immunités et les priviléges des provinces, » des villes et des personnes; le bon ordre dans les con- » seils, dans la guerre et dans les finances; d'avancer le » retour des exilés, de donner le moyen, aux gens in- » justement dépossédés, de rentrer dans leurs charges; » de rendre la liberté à ceux qu'une violente oppression » retient dans les prisons; aux bannis, celle de revenir » dans leur patrie; et aux personnes flétries, celle de » poursuivre leur réhabilitation; de faire revivre le res- » pect dû au clergé et à la noblesse, la dignité des parle- » ments, les richesses du commerce; en un mot, de pro-

(1) Ibid, pag. 118.

Digitized by Google

» curer à tous les douceurs et les avantages de la paix »

Chargé de s'avancer avec quatre mille hommes jusqu'auprès de Sedan contre l'armée des princes, qui se composait de sept mille hommes de pied, de deux mille cinq cents chevaux et de cinq cents dragons, Châtillon passa la Meuse et se mit en bataille un peu au-dessus de Sedan, dans une petite plaine couverte par un bois, puis s'avança rapidement, sans disposer aucuns tirailleurs dans la forêt, pour soutenir la retraite en cas de revers. Il attaqua avec violence la première ligne de ses adversaires, qui cédèrent. Au même instant une décharge, partie du bois, causa une telle frayeur à ses soldats, que tous prirent la fuite. Vainement il essaya de les rallier, personne ne voulut entendre sa voix, en sorte qu'il resta seul sur le champ de bataille, avec sept ou huit hommes. Praslin et Chalancé, maréchaux de camp de l'armée du roi, et Senecey, colonel du régiment de Piémont, perdirent la vie; Roquelaure, Uxelles et Person furent faits prisonniers avec quatre mille soldats et près de sept cents officiers; toute l'artillerie et la caisse militaire, contenant quatre cent mille livres, tombèrent au pouvoir du vainqueur. La mort du comte de Soissons adoucit la douleur que Richelieu reçut de cette défaite. On croit que Soissons, ayant la mauvaise habitude de relever la visière de son casque avec son pistolet armé, périt par la décharge inopinée de cette arme.

Quoique le duc de Bouillon eût profité de sa victoire pour se rendre maître de Donchery (14 juillet), sentant vivement combien il était indigne d'un Français de servir l'étranger, il demanda à se réconcilier avec le roi, consentant à livrer la ville de Sedan, qu'il racheta à cette

Digitized by Google

condition. La ville de Sedan n'était, sans doute, pas une place bien importante, et ses moyens de défense n'étaient pas considérables; cependant l'acquisition n'en était pas sans conséquence pour le parti protestant, qui se voyait privé d'une cité jusqu'alors le foyer des intrigues des réformés. Voilà à quoi aboutit la levée de boucliers de ces jeunes insensés, qui avaient cru pouvoir abattre le cardinal et changer la politique de la France.

Ce fut alors seulement que finirent deux illustres personnages du règne de Henri IV, Sully et le vieux duc d'Epernon. Nous devons rappeler en peu de mots les dernières années du premier de ces deux hommes fameux. Sully, après la mort de Henri IV, s'étant aperçu qu'un grand changement venait de s'opérer à la cour, qu'il n'aurait plus le pouvoir dont il avait joui sous le gouvernement du roi son ami, vendit ses charges et se retira dans ses terres. Sa retraite fut brillante; il avait un train royal, était entouré d'écuyers, de gentilshommes, et s'était même donné des gardes.

Il vécut ainsi, aimé et respecté de tous les partis. Louis XIII lui donna le titre de maréchal de France et essaya de le ramener à la foi catholique; il résista à cette demande et voulut mourir dans le protestantisme. Les huguenots, de leur côté, tentèrent vainement de l'exciter à la révolte; il demeura toujours étranger aux intrigues qui traversèrent l'administration du cardinal de Richelieu. Il mourut en 1641, accablé de la perte d'un procès qu'il avait été obligé de soutenir contre l'un de ses petits-fils.

Sully se distinguait moins par des qualités brillantes qui jettent au-dehors un vif éclat, que par des talents

Digitized by Google

plus communs, mais aussi plus utiles à une nation. Sa réforme financière, sans avoir été très savante, eut pour résultat de rétablir momentanément la prospérité de la France; elle introduisit dans l'administration un esprit d'ordre, d'économie et de régularité jusqu'alors inconnu, et qui fut continué et perfectionné par le cardinal de Richelieu. Il a été accusé d'avoir fait sa fortune particulière aux dépens de celle du trésor; mais on n'a jamais prouvé qu'il se soit rendu coupable de dilapidation. Malgré des vues étroites et quelques préjugés, il ne doit pas moins être regardé comme l'un des plus grands administrateurs qu'ait eus la France.

Richelieu, le point de mire de toutes les intrigues, avait autant de peine à gouverner le roi que le royaume. Le roi, quoique sans passion, avait besoin d'attachement pour épancher son cœur, s'entretenir de dévotion, parler de ses maladies, et quelquefois médire un peu du cardinal.

Quand mademoiselle de La Fayette fut dans son couvent, le cardinal donna au roi un beau jeune homme pour favori, Cinq-Mars, le second fils d'Antoine Coiffier, marquis d'Effiat, maréchal de France et surintendant des finances. Il était entré fort jeune à la cour, et s'y était fait remarquer par sa beauté, son élégance et la vivacité de son esprit. Richelieu, le croyant peu capable d'intrigues et plus occupé de sa beauté et de rapports féminins que d'actions viriles, le fit bientôt arriver au grade de grand-écuyer. Le roi se plaisait avec lui, écoutait son babil charmant avec autant de plaisir qu'il avait reçu les confidences de mademoiselle de La Fayette. Ce jeune homme se persuada que, puisqu'il savait amu-

Digitized by Google

ser Louis XIII, il saurait aussi gouverner la France, et prétendit charger ses épaules du lourd fardeau que portait Richelieu.

Louis XIII était extrêmement sévère sur les mœurs. Son favori, cependant, fréquentait habituellement Marion Delorme, célèbre courtisane du dix-septième siècle, et contemporaine de Ninon de Lenclos. « Si elle avait » voulu se marier, dit Tallemant des Réaux, elle aurait » pu avoir cinquante mille écus; mais elle ne le voulut » pas. C'était une belle personne et d'une grande mine, » et qui faisait tout de bonne grâce. Elle n'avait pas » l'esprit vif; mais elle chantait bien et jouait bien du » théorbe : elle était magnifique dépensière, » etc. Ce qui la mit le plus en réputation, ce furent ses rapports avec Cinq-Mars. Le cardinal, craignant que cette femme ne jetât Cinq-Mars dans quelque intrigue, lui fit faire un procès pour cause de rapt. Il y eut, en effet, un jugement prononcé, et on fit défense à Cinq-Mars de la voir. Pour se venger, les ennemis du cardinal l'accusèrent d'avoir fait engager ce procès par jalousie; on nomma même Marion *madame la cardinale*. Cette femme compta les plus grands personnages parmi ses amants.

Marion Delorme ne parlait pas à Cinq-Mars avantageusement du cardinal-ministre; elle exaltait peut-être aussi sa valeur personnelle, ce qui l'enhardissait à tenter de prendre en main la direction des affaires. Il fut bientôt lié avec des personnages qui voulurent exploiter sa faveur pour arriver à leurs fins.

Fontrailles, qui joua un certain rôle dans les intrigues formées contre Richelieu, était un jeune gentilhomme d'une grande résolution et d'une rare habileté.

Digitized by Google

Il s'était attaché à Cinq-Mars, parce que ce jeune favori l'avait protégé contre le cardinal, qui n'avait pas même ménagé son amour-propre et lui avait assez souvent adressé des mots d'une plaisanterie cruelle sur sa laideur. Depuis longtemps il cherchait l'occasion de se venger; il crut l'avoir trouvée dans le complot que Cinq-Mars ourdissait, et il s'y jeta avec ardeur.

Le duc de Bouillon, un des autres conspirateurs, n'avait cessé de lutter contre l'autorité royale, en faveur de la réforme et de l'aristocratie.

De Thou, fils de l'historien de ce nom, s'était fait remarquer de bonne heure par ses talents et ses connaissances variées; il avait visité les principales capitales de l'Europe, avait acquis un vaste savoir et avait ainsi mérité de fixer l'attention et d'obtenir l'estime du premier ministre. Bientôt ce ne fut pas assez pour lui; il rêva le bonheur de gouverner un vaste royaume comme la France; il servit d'intermédiaire pour la correspondance que la duchesse de Chevreuse, exilée, entretenait avec la reine; il se lia ensuite avec Cinq-Mars, mais il ne connut le traité négocié par Fontrailles avec l'Espagne qu'après sa conclusion, et il le blâma sévèrement.

Ce sont là, avec le duc d'Orléans, les principaux personnages qui tramèrent la mort du cardinal de Richelieu et se jetèrent dans les plus perfides desseins pour s'emparer du pouvoir.

Cinq-Mars, qui s'était emparé ou du moins croyait s'être emparé de l'esprit du roi, connaissant la supériorité du cardinal, pensa le gêner en se trouvant toujours dans tous les entretiens de ce ministre avec son souverain. Richelieu, choqué de cette conduite, lui fit dire

Digitized by Google

« qu'il ne trouvait pas bon qu'il lui marchât toujours sur » les talons quand il était auprès de Sa Majesté et qu'il » avait à l'entretenir d'affaires qui ne requéraient point » sa présence. Ce discours surprit fort M. le grand- » écuyer, qui fut dans le moment chez M. des Noyers » pour approfondir d'où venait ce changement. Mais M. le » cardinal le traita avec autant d'aigreur et d'empire que » s'il eût été le dernier de ses valets. Lui reprochant non- » seulement ses bienfaits, son peu de capacité et de mé- » rite, il passa jusqu'à cette extrémité, qu'il lui fit con- » naître, avec le dernier mépris, qu'il ne faudrait qu'un » homme tel que lui dans le conseil pour perdre de ré- » putation tous les ministres parmi les étrangers; et, » pour conclusion, il lui défendit de se trouver dans au- » cun conseil, et le renvoya au roi pour lui demander » s'il n'était pas de cet avis. »

Piqué au vif par cet affront, le favori courut verser des pleurs et pousser des sanglots dans la chambre de Fontrailles, qui, ayant plus de tête et d'action que le favori, lui rappela la résolution qu'il avait formée autrefois de se défaire de son ennemi, projet qui s'était en effet débattu à Amiens, où Fontrailles avait eu plusieurs conversations avec Cinq-Mars et le duc de Bouillon, et entre autres « une dans le jardin de M. de Chaulnes, où, » dit Fontrailles, Monsieur me dit que si M. le cardinal » pouvoit mourir, nous serions trop heureux. Je lui re- » partis incontinent, sans hésiter, qu'il n'avoit qu'à don- » ner son consentement et qu'il se rencontreroit des » gens qui s'en déferoient en sa présence (1). »

(1) Fontrailles, pag. 424.

Digitized by Google

On voit que les plus grands personnages de France avaient formé l'horrible projet de se défaire d'un grand ministre, d'un prêtre, d'un cardinal, au mépris de toutes les lois de l'Etat, de la religion, de l'honneur le plus vulgaire. « De Thou, le plus habile des conspirateurs, étoit » partout, dit Fontrailles; mais il ne vouloit rien savoir; » ainsi il fut jusqu'à la porte de l'hôtel de Venise (où » les dernières résolutions furent prises) sans y vouloir » entrer. » Lorsque Cinq-Mars lui parlait d'assassiner le cardinal, de Thou semblait disposé à prendre la fuite; il condamnait les projets de sang, et il était en même temps l'agent le plus actif de conspirateurs sanguinaires. Il portait les lettres au duc de Bouillon en Périgord, et l'engageait à de fréquents voyages à Paris.

Bouillon, qui était réconcilié avec Richelieu et craignait de perdre sa faveur pour des chances fort incertaines, ayant reçu, dans cette circonstance, le commandement de l'armée d'Italie, se rendit à Paris pour remercier le roi et en même temps prendre ses ordres. De Thou le circonvint, lui ménagea, avant qu'il eût pu voir le cardinal et le roi, un entretien avec Cinq-Mars, qui lui persuada que son éloignement n'avait d'autre but que d'assurer la perpétuité du pouvoir entre les mains de Richelieu, car le roi était si fréquemment et si dangereusement malade, qu'évidemment il ne pouvait vivre longtemps. On lui conseillait donc, sinon de rester, du moins de livrer aux conspirateurs la ville de Sedan, qui leur servirait de refuge s'il y avait des revers. Il répliqua que Sedan était une place faible par elle-même; qu'elle ne pourrait se soutenir qu'autant qu'elle aurait l'appui de l'Espagne, manière cachée de dire que le parti

Digitized by Google

ne pourrait triompher que par l'étranger. On assure que Bouillon donna un blanc-seing pour traiter en son nom.

Fontrailles, chargé de se rendre en Espagne pour réclamer le concours de cette puissance en faveur des conspirateurs, nomma les illustres chefs de la conspiration. Olivarès, qui en témoigna une vive satisfaction, se plaignait cependant que les affaires allaient mal. « Je ne » pus, ajoute Fontrailles, m'empêcher de lui faire sentir » que je ne m'étonnois pas si les affaires alloient si mal, » puisqu'ils s'amusoient à des bagatelles, quand il étoit » question de sauver Perpignan, qui étoit perdu, leur » ôtoit la Catalogne pour toujours et partageoit quasi » l'Espagne. Il me regarda et ne me répondit quasi plus » rien. Il me reçut quatre jours, et me dit qu'il avoit » fait aller le conseil en poste, à la françoise, contre sa » coutume et la pratique de sa nation. Il me fit voir le » roi après que le traité fut signé, auquel je présentai la » lettre de Monsieur, dont je ne tirai pas grandes pa- » roles, le favori faisant tout avec pareille autorité que » M. le cardinal de Richelieu, agissant comme lui géné- » ralement en toutes affaires (1). »

Pendant cette trame horrible, le cardinal, pour se rattacher les hommes supérieurs, leur faisait obtenir des grâces. Ainsi Molé fut fait premier-président du parlement de Paris; Jules Mazarin fut nommé cardinal le 16 décembre 1641. Suivant en même temps ses desseins sur la Catalogne, il conseilla au roi de se rendre dans le Midi pour diriger les opérations militaires et remettre sa santé, le climat devant lui être très utile.

(1) Fontrailles, liv. IV, pag. 432, 433.

Digitized by Google

Le cardinal, qui suivait le roi dans son voyage, semblait triste, sans qu'on sût à quoi attribuer cette tristesse. Persuadé que le moment n'était pas éloigné où le ministre succomberait, Cinq-Mars était constamment avec le roi, paraissait s'emparer de son esprit, ouvrait des avis, critiquait les opérations, contrariait le roi et le fatiguait de ses rodomontades. Il arriva alors une nouvelle fâcheuse : les villes de Lens et de la Bassée s'étant rendues aux Espagnols, le maréchal de Guiche alla se poster à Hennecourt, sur l'Escaut, afin de couvrir le Vermandois, la Thiérache et la Champagne. Informé de ce mouvement, don François de Mello, se voyant à la tête d'une armée deux fois plus nombreuse que celle de son adversaire, s'avança à la rencontre de Guiche, qui, au lieu de se retirer au-delà de la rivière et de se mettre ainsi à couvert, attendit le général espagnol, rangea son armée en bataille et se montra disposé à combattre. L'armée française fut taillée en pièces, les retranchements furent enlevés, tous nos bagages avec nos canons tombèrent au pouvoir des ennemis; notre cavalerie chercha une retraite précipitée au Catelet et à Saint-Quentin.

La terreur avait été si grande et la dispersion si incroyable, que de douze mille hommes, dont était composée l'armée de Guiche, on put à peine en réunir seize cents. Ce n'est pas la seule fois que la France fut exposée au plus grand péril par la trahison d'un membre de la famille de Grammont. On disait que le maréchal s'était laissé battre pour intimider le roi, le convaincre de plus en plus de la nécessité de conserver le cardinal, et lui ouvrir les yeux sur les intrigues coupables de Cinq-Mars. Cette bataille avait découvert nos frontières du Nord et

Digitized by Google

laissait libre le chemin de Paris. La terreur disparut de la capitale quand Mello s'arrêta, effrayé de la présence de Harcourt, disent quelques historiens, ou, selon d'autres, parce qu'il attendait l'ordre de s'emparer de Sedan, à l'aide de la conspiration qui continuait toujours ses trames coupables.

Fontrailles, ayant cru s'apercevoir que Cinq-Mars baissait dans l'esprit du roi, lui conseilla de se retirer à Sedan, lui avouant qu'il était effrayé pour lui-même; « M. le cardinal, sur le moindre doute, étoit capable, lui » dit-il, de me faire arrêter, et, vu sa grande autorité, de » me faire donner la gêne dans sa chambre. Qu'en cet » état nul ne pouvoit répondre de supporter les tour- » ments; que, pour moi, je ne savois ce que je ferois en » pareille entremise, et si je pourrois me taire dans les » douleurs qu'on y endure. » N'ayant pu décider son imprudent ami, il lui dit: « Pour vous, Monsieur, vous » serez encore d'assez belle taille, quand on vous aura » ôté la tête de dessus les épaules; mais moi, je suis en » vérité trop petit pour cela. » Là-dessus, il s'enfuit en Angleterre et ne rentra en France qu'après la mort du cardinal.

La nouvelle du traité fait à Madrid par les conspirateurs était tellement répandue, que Marie de Gonzague écrivait à Cinq-Mars, « que son affaire étoit sue aussi » communément à Paris, comme l'on savoit que la Seine » passoit sous le Pont-Neuf. » Richelieu, qui était à la piste de cette déplorable affaire, se procura une copie du traité et l'envoya au roi. Lorsque Louis XIII y lut que le duc d'Orléans s'était engagé à prendre les « armes pour « établir une paix générale et raisonnable entre l'empe-

Digitized by Google

» reur et les deux couronnes, et délivrer la noblesse et » le peuple des oppressions qu'ils souffrent depuis long- » temps par une si sanglante guerre; » quand il vit que le duc de Bouillon et Cinq-Mars s'étaient unis à lui pour rejeter toutes les alliances de la France et accepter celle des Espagnols, que Philippe IV promettait de l'argent et des troupes pour l'exécution de ce traité, il entra dans une grande colère, ordonna d'arrêter Cinq-Mars et fit fermer les portes de la ville. Un crieur public ordonna à tous les habitants de livrer le grand-écuyer. Il fut trouvé dans une maison d'un bourgeois dont il avait séduit ou acheté la fille. L'ordre fut expédié pour arrêter Bouillon, qui commandait l'armée d'Italie : il tenta de s'échapper; n'ayant pu y parvenir, il se blottit sous une botte de paille, et y fut pris.

Richelieu cependant, accablé alors d'une maladie si forte, qu'il dicta son testament, se fit transporter auprès du roi à Tarascon, pour y traiter de la grande affaire du procès qu'il fallait intenter contre les traîtres. Comme il n'y avait pas de preuves positives, Richelieu, convaincu de la lâcheté de Gaston, donna ordre à Chavigny d'aller le trouver, de lui faire une peinture vive de la colère du roi, et de lui déclarer que sa vie était loin d'être en sûreté, qu'un aveu franc et sincère pourrait seul adoucir le monarque. Gaston se décida sans trop de peine à tout dévoiler et signa sa déclaration.

La Rivière rapporta au roi des lettres suppliantes du duc et une confession signée de sa main, dont Richelieu ne parut pas satisfait. On lit dans les instructions données à Chavigny : « Sa Majesté lui peut déclarer (au duc) que, » pourvu qu'il consente à tout ce qu'il faudra pour faire

Digitized by Google

» châtier les méchants qui l'ont voulu perdre en perdant » l'Etat, elle lui peut permettre de vivre en particulier » dans le royaume, aux conditions qui lui seront pres- » crites; c'est ce qu'il demande. Mais, avant de rien ac- » corder au duc d'Orléans, le roi voulut que lui et quel- » ques-uns des siens fussent confrontés aux criminels, le » plus noblement qu'il serait possible, de manière que la » preuve de leur crime fût complète. » Gaston, jeté dans une terreur indicible par la seule pensée de cette confrontation, , dévoila toutes les circonstances et accusa ouvertement Montrésor et de Thou.

Le chancelier Séguier prit une consultation de trois illustres jurisconsultes, Jacques Talon, Jérôme Bignon et Omer Talon, pour savoir si la confrontation était absolument nécessaire. « La procédure que je propose, dit-il, » approche de la confrontation. La personne du témoin » est absente à la vérité; mais sa déclaration est lue aux » accusés, on leur donne la liberté d'y répondre et d'al- » léguer même ce qu'ils ont à dire contre Monsieur; on » lui lira ensuite ce que les accusés auront dit, et on re- » cevra sa réplique. » La honte de la confrontation fut épargnée au frère du roi.

Le monarque était profondément affligé du rôle déplorable de Gaston, son frère, quand il reçut la nouvelle de la mort de sa mère. Cette infortunée princesse, ayant été obligée de quitter Londres, se retira à Cologne dans un misérable galetas; elle y vécut dans un état de misère presque absolue. Telle fut la fin de la mère du roi de France, de la reine d'Espagne, de celle d'Angleterre, et de Gaston, dont la fille, mademoiselle de Montpensier, fut la plus riche princesse de l'Europe.

Digitized by Google

Le nonce du Pape qui l'assista à son dernier moment eut beaucoup de peine à lui arracher une promesse de pardon ; lorsqu'il lui demanda pour preuve de ses sentiments le bracelet qu'elle ne quittait jamais de son bras : « Ah ! c'en est trop ! » Elle se retourna et ne voulut plus répondre. On dit que Louis XIII versa des larmes abondantes sur le malheureux sort de sa mère. S'il fut dur à l'égard de cette princesse, il céda sans doute aux exigences de la politique, qui oblige quelquefois à faire taire les sentiments les plus naturels en face des intérêts de l'Etat. Marie de Médicis, se souvenant qu'elle appartenait à une famille qui avait protégé les arts, les cultiva. Nous lui devons le palais du Luxembourg.

La commission qui devait juger les conspirateurs était composée de quatorze membres : le chancelier Séguier, premier président du parlement de Paris ; un président du parlement de Grenoble, quatre conseillers d'Etat, un maître des requêtes et six conseillers du parlement de Grenoble. Bouillon, Cinq-Mars et de Thou furent conduits devant la commission.

Le roi, qui savait que Cinq-Mars prétendait rejeter une partie de la faute sur le monarque, et qui l'avait souvent entendu parler contre le ministre, demanda à être entendu. « Le notable et visible changement qui a paru depuis un an dans la conduite du sieur de Cinq-Mars, notre grand-écuyer, nous fit résoudre, aussitôt que nous nous en aperçumes, à prendre soigneusement garde à ses paroles, ses actions, afin de pouvoir pénétrer quelle pouvoit être la cause ; pour cet effet, nous le laissâmes agir et parler avec nous plus librement qu'auparavant. » Le monarque voulut surtout se justifier de l'ac-

Digitized by Google

cusation articulée par Cinq-Mars, qui avait osé dire « qu'il » n'avait jamais eu de dessein contre le cardinal qui ne fût » su et approuvé du roi. » Louis XIII déposa une pièce au procès où il appelait le coupable *un grand imposteur et un calomniateur*. « Il est vrai, disait-il, que le sieur » Cinq-Mars n'avoit rien oublié pour m'échauffer con- » tre mon dit cousin... Mais quand il a passé jusqu'à me » proposer qu'il se falloit défaire du cardinal, et quand » il s'est offert à l'exécuter, j'ai eu en horreur ses mau- » vaises pensées et je les ai détestées; bien qu'il me suf- » fise de le dire pour que vous le croyiez, il n'y a per- » sonne qui ne juge que cela doit avoir été ainsi, car au- » trement quel motif auroit-il eu de se lier à l'Espagne » contre moi, si j'avois approuvé ce qu'il vouloit?»

Cinq-Mars fit un aveu complet; de Thou se renferma dans une entière dénégation, déclara qu'il n'avait eu de connaissance du traité qu'après sa conclusion, qu'il avait violé une loi de Louis XI contre la non-révélation, mais que cette loi n'était plus en vigueur. Les charges de Cinq-Mars étaient accablantes contre de Thou; les deux accusés furent confrontés ensemble; Cinq-Mars, comprenant alors qu'il avait compromis la vie de son ami, essaya de se rétracter sans pouvoir le faire. Ils furent condamnés à mort. « Eh bien, Monsieur, dit de Thou à Cinq-Mars, » humainement je pourrois me plaindre de vous; vous » m'avez accusé, vous me faites mourir; mais Dieu sait » combien je vous aime; mourons, Monsieur, mourons » courageusement, gagnons le paradis. »

Ils montrèrent tous les deux le plus grand courage, confessèrent leur crime, en demandèrent pardon à Dieu et au roi, et ne cherchèrent pas à se justifier. De Thou, le

Digitized by Google

moins coupable des deux, ne pouvait apporter aucune excuse légitime, car s'il n'avait pas pris une part directe au traité d'Espagne, il s'était montré dès l'origine l'agent le plus actif de la conspiration.

Le duc de Bouillon, qui avait été écarté du procès par la cession de la ville de Sedan, et à cause de l'union intime qui existait entre le vicomte de Turenne, son frère et Mazarin, fut enfermé à Pierre-d'Encise; grâce au cardinal Mazarin, il obtint plus tard des lettres d'abolition. Le duc d'Orléans passait en fêtes les jours où ses amis paraissaient devant les juges et subissaient le supplice des grands criminels. Le duc de Beaufort, mis au nombre de ceux qui avaient pris part à l'intrigue, ayant été appelé par le roi, jugea prudent de se retirer en Angleterre.

Les opérations militaires continuaient cependant avec quelques succès. Guébriant ajoutait quelques avantages à sa brillante victoire de Kempen; Torstenson, général suédois, battait les Autrichiens. En Roussillon La Meilleraye emportait la ville de Perpignan et celle de Salces, en sorte que le Roussillon tout entier se trouva conquis. La Mothe-Houdancourt prenait Monçon, battait Leganès et le forçait à lever le siége de Lérida.

Du côté du Piémont, des négociations avaient ramené une union complète entre les deux maisons de France et de Savoie. Par le traité du 14 juillet, Christine était reconnue pour régente, et ses deux beaux-frères étaient nommés lieutenants-généraux et chefs du conseil. Unis aux Français, commandés par le duc de Longueville, ils enlevèrent en peu de temps aux Espagnols Crescentino, Nice-de-la-Paille, Tortone et Vérone.

Le cardinal-ministre, qui avait repris un peu de vigueur pour suivre le procès des conspirateurs était,

Digitized by Google

bientôt après, retombé dans un état plus grave. Des hémorrhagies qu'il avait imprudemment fait passer avaient produit des abcès; des plaies se succédaient sans interruption, et il ne pouvait même plus supporter la voiture. Afin de pouvoir être couché en voyage et s'entretenir d'affaires sans trop de fatigue, il fit construire un appartement portatif assez vaste pour contenir un lit et des siéges pour une ou deux personnes, et fait avec assez d'art pour que dix-huit gardes pussent le porter, chapeau bas. Lorsque les portes des villes ou des maisons n'étaient pas assez larges pour le passage de cette vaste machine, on abattait des pans de murailles, on élevait des ponts pour l'introduire dans les appartements. Il fut embarqué successivement sur la Loire et sur la Saône, arriva à Fontainebleau et s'y reposa trois jours pour y converser avec le roi. Très effrayé des menaces d'assassinat que Cinq-Mars avait fait entendre, il demanda l'éloignement de Tilladet, Des Essarts, La Salle et Troisville, officiers des mousquetaires du roi, qui lui étaient suspects. « Le roi reçut fort mal cette demande, répon» dit qu'ils étoient tous quatre fort attachés à son ser» vice et qu'ils n'avoient rien fait qui méritât ce traite» ment. Ce refus ne le rebuta point; il fit de nouvelles » instances..... Si Son Eminence, dit Chavigny au roi, » savoit qu'il y eût chez lui quelqu'un qui déplût à Sa » Majesté, il ne le verroit jamais; et le roi lui repartit » brusquement : « Il ne vous verroit donc jamais, car je » ne puis vous souffrir. » Et en même temps il lui tourna » le dos et le laissa là (1). » Le roi céda cependant, pour ne pas contrister son ministre.

(1) Montglat.

Digitized by Google

Le cardinal, se sentant décliner de jour en jour, se prépara à la mort avec les sentiments d'un parfait chrétien. Ce qui est digne de remarque, ce sont les paroles qu'il prononça en recevant les derniers sacrements : « Voilà mon juge, devant qui je vais paraître ; je le prie » de bon cœur qu'il me condamne si j'ai eu autre intention que le bien de la religion et de l'Etat... Je par» donne de tout mon cœur, dit-il encore, à mes ennemis, » comme je prie Dieu qu'il me pardonne à moi-même. »

Le cardinal expira le 4 octobre 1642, à l'âge de cinquante-sept ans.

Nous avons fait connaître les faits qui caractérisent le célèbre ministère de Richelieu, ministère dont le résultat fut l'unité de la France à l'intérieur et sa prépondérance au dehors. Pour atteindre ce double but, Richelieu dut entreprendre une multitude de réformes. Il fit souvent murmurer les peuples, à cause de la sévérité avec laquelle il poursuivit l'exécution de ses desseins. Aussi ne sommes-nous pas surpris que le peuple ait célébré sa mort avec transport, qu'il ait allumé des feux de joie ; mais plus tard, quand il put voir la France unie, ne faisant, pour ainsi dire, qu'une seule et même famille, il reconnut les immenses services que Richelieu avait rendus à la patrie. D'ailleurs, les réformes de Richelieu étaient plutôt favorables au peuple ; elles atteignaient surtout les grands.

L'une des réformes les plus urgentes fut celle de l'armée. Nous avons, dans la *Succincte narration*, une idée de celles que le grand ministre tenta sur cette matière.

« Les préparatifs de l'année 1640 étonneront sans

Digitized by Google

» doute la postérité, puisque, lorsque je les remets de-
» vant les yeux, ils font le même effet en moi, bien que
» j'en aie été le principal auteur.

» Toutes les dépenses de la guerre des années précé-
» dentes, qui avoient été faites par extraordinaire, furent
» converties cette année en ordinaires.

» Toutes les troupes, qui avoient été auparavant le-
» vées sur la fin des campagnes, pour suppléer au dépé-
» rissement qui arrive toujours ès armées après qu'elles
» ont été quelque temps sur pied, eurent quartier d'hy-
» ver comme les autres, pour être en état de servir au
» printemps. Ainsi il y eut, dès le commencement de
» l'année, cent régiments d'infanterie en campagne, et
» plus de trois cents cornettes de cavalerie (1). »

Pour solder les grandes armées et les subventions qu'il accordait aux alliés de la France, le cardinal recourut à des créations d'offices, mit des droits sur le tabac; il établit un tarif sur les soies de Lyon et en retira un grand profit. « Enfin il obtint de nombreux subsides du clergé,
» outre la subvention annuelle de un million trois cent
» mille livres, qui lui fut aussi renouvelée pour dix
» ans (2). »

Le testament politique de Richelieu nous donne le chiffre exact des impositions pendant les dernières années du règne de Louis XIII; elles s'élevaient à soixante-dix-neuf millions, dont trente-trois environ entraient dans l'épargne, pour les grandes nécessités. Il y avait donc pour quarante-six millions de charges ordinaires.

(1) *Succincte narration.* Collection Petitot.
(2) Ibid.

Digitized by Google

On aperçoit une grande progression entre les impôts et les charges des règnes de Louis XIII et de Henri IV. Sous l'administration du roi ami du peuple, les impositions ne s'élevaient qu'à vingt-six millions. Les charges ordinaires n'étant que de six millions, vingt millions entraient dans l'épargne. On voit donc que, malgré l'énorme disproportion des budgets des deux règnes, Louis XIII n'avait, pour faire face aux besoins extraordinaires qui s'élevaient de toutes parts, que treize millions de plus que son prédécesseur.

Il est une partie de l'administration qui doit beaucoup à Richelieu, c'est celle de la justice. Il conçut l'absolue nécessité de séparer, d'une manière bien distincte, ce qui est du ressort de la justice de ce qui est soumis à l'administration. En effet, quand le gouverneur d'une province peut s'immiscer dans ce qui est de la justice, qu'il influe sur les arrêts qui doivent être prononcés, il est fort à craindre que la balance ne penche d'un côté. De là il résulte que les arrêts des tribunaux sont regardés comme un objet de faveur; on n'a point pour eux le respect qu'ils méritent, et l'administration trouve sa tâche infiniment plus difficile. Pour remédier à cet abus, Richelieu établit dans chaque province des intendants de police et de finances, et leur accorda toutes les mêmes attributions dont jouissaient les trésoriers de France et les élus. Les intendants, n'ayant pas acquis leur charge, ne prirent point rang parmi les officiers, mais furent de simples commissaires, et purent être privés de leurs fonctions à la volonté du ministre qui les avait nommés. Ils n'étaient astreints à aucune forme de justice et pouvaient prononcer d'une manière sommaire sur toutes les

Digitized by Google

matières de leur compétence. Le ministre seul pouvait réformer leurs décisions.

La création des intendants, innovation de la plus haute importance, changeait complétement l'administration intérieure, portait l'ordre, la célérité, l'économie, là où auparavant il y avait confusion, lenteur et gaspillage. Cette mesure recevrait assurément toute notre approbation si, comme nous l'avons déjà observé, elle n'avait entraîné à sa suite une grande iniquité. Les charges des trois mille trésoriers de France et élus furent successivement amoindries, et leur valeur ne fut plus en rapport avec ce qu'elles leur avaient coûté : ils se plaignirent d'être les victimes d'une véritable banqueroute, et montrèrent leurs enfants dépouillés d'un riche héritage qu'ils avaient droit de leur transmettre.

Ces réformes tentées par le grand ministre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, nous montrent la justesse de ses vues et la hauteur de ses conceptions politiques. Rien n'échappe à sa pensée; s'il ne fait pas d'un bond les changements qu'il projette, c'est qu'en politique il faut marcher avec une certaine lenteur et suivant les forces de la nation que l'on gouverne.

§ IV. *Mort du roi Louis XIII (1642-1643).*

Le roi qui, assure-t-on, s'était contenté de dire, en apprenant la mort du cardinal : « Voilà un grand politi- » que de mort, » lui fit faire les plus magnifiques obsèques, approuva la distribution de sa fortune, et accepta pour lui-même les splendides legs qui lui étaient faits; il fut même obligé de supporter les injustices du public,

Digitized by Google

qui, ne comprenant pas la perte que la France venait de faire, se livra à la joie, parce qu'il croyait voir la diminution des impôts et la cessation des morts politiques. Le peuple ne considère ordinairement qu'une face des choses, celle qui le touche, sans apercevoir le véritable point de grandeur. Des pièces de vers, des épitaphes injurieuses et des quatrains circulaient, passaient de main en main.

Le roi, en faisant part de la mort du cardinal par une circulaire adressée aux parlements, aux gouverneurs de provinces et aux ambassadeurs, annonçait vouloir maintenir en ses conseils les mêmes personnes qui l'avaient servi sous Richelieu, et agir avec la même vigueur et la même fermeté qu'il avait montrée jusqu'à ce jour. Il appela au ministère le cardinal Jules Mazarin, qui s'était fixé en France. Cet homme habile, recommandé au roi par le cardinal de Richelieu, voyait le présent et se préparait pour l'avenir.

Mazarin, sachant que le roi n'aimait ni la reine, ni Gaston, feignait de se donner tout entier au monarque; cependant, avec ses formes polies, il se ménageait tous les partis. Il fit enregistrer le pardon du duc d'Orléans. Le roi, dans cette déclaration qui résumait tous les crimes et les attentats de son frère, voulait bien lui accorder un *sixième* pardon, mais il croyait en même temps devoir prendre ses précautions contre lui. « Aussi, » disait-il, de notre autorité royale, nous supprimons ses » compagnies de gendarmes et de chevau-légers, le pri- » vons de son gouvernement d'Auvergne, et ordonnons » qu'il ne pourra jamais, à l'avenir, avoir aucune admi- » nistration en ce royaume, ni être régent pendant la

Digitized by Google

» minorité de nos enfants. » Ce pardon flétrissant, daté avant la mort de Richelieu, enregistré par *l'ordre exprès du roi,* fut reçu comme une faveur par Gaston, qui sollicita la permission de revenir à Paris. Il y arriva le 15 janvier 1643. « Il vint descendre chez moi, dit sa » fille, la grande Demoiselle, alors âgée de quinze ans. Il » soupa chez moi, où étoient les vingt-quatre violons; il » y fut aussi gai que si MM. de Cinq-Mars et de Thou » ne fussent pas demeurés en chemin. J'avoue que je ne » le pus voir sans penser à eux, et que, dans sa joie, je » sentis que la mienne me donnoit du chagrin. Le len- » demain il alla à Saint-Germain, où il fut fort bien » reçu du roi. »

Le cardinal Mazarin et Chavigny, désirant inaugurer leur administration par quelque acte de clémence, demandèrent la mise en liberté des maréchaux de Vitry et de Bassompierre, et du comte de Cramail. « Ne voyant » pas que le roi y eût beaucoup d'inclination, ils le pri- » rent par son faible et lui représentèrent que ces pri- » sonniers lui faisoient une extrême dépense dans la » Bastille, et que, n'étant pas en état de faire cabale dans » le royaume, ils seroient aussi bien dans leurs maisons, » où ils ne lui coûteroient rien. Ce biais leur réussit (1). »

L'archevêque de Bordeaux fut renvoyé au gouvernement de son diocèse, non à celui de sa flotte; le maréchal d'Estrées, les ducs de Mercœur, de Beaufort et de Vendôme furent rappelés. Le corps de la reine-mère fut rapporté, avec une grande solennité, de Cologne à Saint-Denis. Ces actes avaient pour but de réconcilier le mi-

(1) La Châtre, tom. 41, pag. 184.

Digitized by Google

nistère avec la noblesse, et de rendre moins difficiles les commencements de la régence qui allait bientôt s'ouvrir; car la santé du roi déclinait à vue d'œil.

Les courtisans commençaient à accourir en foule vers la reine et à lui offrir leurs hommages. Ceux qui montraient le plus de zèle pour elle, étaient Sublet, Desnoyers et le P. Sirmond, confesseur du roi. « Il veut » faire le petit cardinal, dit Louis; il m'a mis le marché » à la main; s'imagine-t-il être si nécessaire qu'on ne » puisse se passer de lui? J'en trouverai un plus habile » et plus capable de remplir son emploi. » Il choisit aussitôt le P. Le Tellier pour confesseur; celui-ci était effectivement plus habile que Sirmond.

La reine ayant demandé à être déclarée régente absolue et sans conditions, le cardinal obtint quelques entretiens secrets pour lui persuader d'accepter avec reconnaissance la régence telle que le roi voudrait la lui conférer; qu'elle pourrait, une fois affermie, étendre son pouvoir, si elle le jugeait nécessaire. Anne d'Autriche joua son rôle, et feignit de détester Mazarin et Chavigny, afin d'éloigner la défiance du roi. On est affligé de voir de ces petitesses en présence de la mort.

Le 20 avril, le roi, averti qu'il n'avait plus longtemps à vivre, fit convoquer un grand conseil dans sa chambre, où se trouvèrent les princes du sang, le chancelier, les ministres et les principaux officiers de la couronne. Après avoir prononcé quelques paroles d'un ton grave et d'une voix élevée, il ordonna au secrétaire d'Etat La Vrillière de donner lecture de l'édit qui réglait la régence. Il témoignait, dans le préambule, le plus vif attachement pour son peuple; il préparait la déclaration

Digitized by Google

de la personne qu'il choisissait pour régente, en louant la conduite de ses prédécesseurs, « qui ont jugé avec » beaucoup de raison qu'ils ne pouvoient faire un choix » plus judicieux pour la régence du royaume, et pour » l'instruction et l'éducation des rois qui sont en âge de » minorité, que dans la personne des reines leurs mères. » Il ordonnait en conséquence que, s'il mourait avant que le Dauphin fût entré dans sa quatorzième année, ou que le Dauphin vînt à mourir avant la majorité de son second fils, la reine, « sa chère et bien-aimée épouse et » compagne », serait régente, avec l'avis d'un conseil dont les articles suivants réglaient les conditions. Le duc d'Orléans fut nommé lieutenant-général du roi mineur, sous l'autorité de la régente et du conseil, « nonobstant » la déclaration qui le déclare incapable de toute espèce » de pardon. » Louis XIII avait créé un conseil de régence, parce qu'il regardait « comme impossible que la » reine eût toutes les lumières nécessaires pour s'acquitter d'un emploi si difficile. » Le conseil était composé de Condé, du cardinal Mazarin, du chancelier, du surintendant des finances Bouthilier et de Chavigny. « Toutes » les affaires de paix et de guerre, et autres qui con- » cernent l'Etat, comme aussi celles qui regardent la » disposition de *nos* finances, seront décidées, dans ledit » conseil, à la pluralité des voix... Les charges de la » couronne..., si elles viennent à vaquer, seront remplies » par la régente avec l'avis du conseil, sans lequel elle » ne pourra disposer d'aucune charge. » Il chargeait Mazarin de la nomination aux bénéfices ecclésiastiques, déclarant ne les avoir conférés « qu'à des personnes d'un » rare mérite et d'une piété singulière. » Portant son

Digitized by Google

attention jusqu'aux personnes attachées à la reine, le roi voulait que Châteaûneuf et la duchesse de Chevreuse demeurassent, l'un en prison et l'autre en exil, jusqu'à la conclusion de la paix générale. Cette déclaration fut enregistrée le lendemain.

Tous les partis se mirent alors en mouvement pour appeler à eux des hommes dévoués, afin de profiter de l'agitation qui devait succéder à la mort du roi. Comme on voyait arriver à Saint-Germain les exilés et les mécontents, la reine, effrayée de ce concours nombreux de gens qu'elle regardait comme ses ennemis, craignit que le duc d'Orléans n'eût tout préparé pour l'enlèvement de ses enfants, qu'il voulait peut-être faire périr; elle se jeta entre les bras du duc de Beaufort et lui recommanda de veiller avec beaucoup de soin sur ses deux fils. La tête tourna au favori d'un moment; il traitait avec hauteur les plus grands personnages, et, dès ce jour, lui et ses amis furent nommés les *importants*.

Louis XIII, cependant, se préparait à la mort avec la piété d'un saint et la vigilance d'un homme en pleine santé, réglant tout, jusqu'à ses funérailles, desquelles il interdit tout ce qui pouvait tenir du faste. Comme il voyait de ses fenêtres les tours de Saint-Denis, il dit par quel chemin on le conduirait dans cette demeure de nos rois, et il choisit celui qui était le plus solitaire, afin de dispenser un grand nombre de curés de venir à sa rencontre; il ordonna jusqu'à l'attelage qui devait conduire le char funèbre, et tout cela avec une paix et une tranquillité que le désir de s'unir à Dieu pouvait seul lui donner. La veille de sa mort, regardant fixément le prince de Condé, il lui dit: *Filius tuus insignem victo-*

Digitized by Google

riam reportabit. Il prédisait ainsi la victoire de Rocroi, qui fut gagnée quelques jours après sa mort.

Une autre circonstance de la mort de Louis XIII frappa beaucoup ses contemporains. Ce prince finit sa carrière le même jour et presque à la même heure que son père Henri IV. La profonde équité de ce prince, sa piété scrupuleuse et éclairée le firent surnommer *le juste.*

Il mérita ce titre par sa justice sans faiblesse et par sa piété aussi profonde qu'éclairée. Jamais prince ne travailla plus que lui au maintien des bonnes mœurs et à la dignité du culte catholique. Toutes les fois qu'il nommait à un bénéfice, il faisait faire des investigations rigoureuses sur la vie du sujet. Il voulut témoigner sa dévotion à Marie par l'institution de cette belle procession de l'Assomption que l'Eglise de France fait avec tant de pompe et à laquelle le peuple a tant de part, parce que son cœur se repose en Marie.

Digitized by Google

LIVRE II.

LA FRANCE SOUS L'AUTORITÉ ABSOLUE.

Quoique Richelieu n'eût pas eu le temps de réaliser complétement sa grande politique, de terminer la guerre extérieure, d'abattre entièrement le protestantisme encore disposé à relever la tête, de soumettre définitivement les grands, qui avaient remis à la mort de Louis XIII pour réclamer ce que tous nommaient leurs droits, la royauté absolue n'en était pas moins réellement constituée. Nous allons voir, sous trois de nos rois, ce qu'elle pouvait produire pour elle-même, pour la France, pour la religion et les bonnes mœurs.

Digitized by Google

CHAPITRE Ier.

Louis XIV, âgé de 5 ans (1643-1715).

Tous les temps ont eu des héros et des politiques, tous les peuples ont eu leurs révolutions, toutes les annales se ressemblent pour les événements; mais il y a quatre siècles qui ont acquis un nom dans l'histoire du monde par les arts, les talents, la grandeur des œuvres de l'esprit humain.

Le premier de ces siècles, qui mérite une gloire réelle et non usurpée, est celui de Philippe et d'Alexandre, ou celui de Périclès, sous le nom duquel il est plus communément connu. Démosthènes, Aristote, Platon, Apelles, Phidias, Praxitèles l'ont rendu immortel, et, à cause d'eux, un petit coin de la terre, la Grèce, ne périra jamais dans la mémoire des hommes.

Le second âge, désigné du nom de siècle d'Auguste, voit briller César, Auguste, Lucrèce, Cicéron, Tite-Live, Virgile, Horace, Ovide, Varron, Vitruve, qui nous offrent dans le gouvernement, dans la guerre et surtout dans les lettres, des noms aussi fameux que ceux de la Grèce.

Au troisième âge, une famille de simples citoyens fit ce que devaient entreprendre les rois de l'Europe. Les Médicis de Florence appelèrent dans leur ville les savants que les Turcs chassaient de la Grèce. Transplantés

Digitized by Google

sur un nouveau sol, reprenant une nouvelle vigueur sous le plus beau ciel de la terre, les exilés communiquèrent leurs arts et leurs sciences à l'Italie ; voulant nous montrer que les sciences et les arts doivent aider à la pratique du bien, les Médicis les décorèrent du nom de vertus, comme les anciens Grecs les avaient caractérisés du nom de sagesse. Le siècle de Léon X était un progrès réel sur l'antiquité.

Le quatrième grand siècle, celui qui s'élève le plus haut, est celui de Louis XIV. « Enrichi des découvertes des trois, il a plus fait en certains genres que les trois autres ensemble. Tous les arts, à la vérité, n'ont pas été poussés plus loin que sous les *Médicis*, sous les *Auguste* et sous les *Alexandre ;* mais la raison humaine, en général, s'est perfectionnée. Cette heureuse influence ne s'est pas même arrêtée en France ; elle s'est étendue en Angleterre, elle a excité l'émulation dont avait besoin cette nation spirituelle et profonde ; elle a porté le goût en Allemagne, les sciences en Russie ; elle a même ranimé l'Italie qui languissait, et l'Europe a dû sa politesse et l'esprit de société à la cour de *Louis XIV* (1). »

§ Ier. *Régence d'Anne d'Autriche. — Paix de Munster (1643-1648).*

Louis XIII, soit parce qu'il n'avait pas beaucoup de confiance dans les vues politiques de la reine, soit qu'il voulût satisfaire l'ambition des grands et prévenir une minorité orageuse en établissant Anne d'Autriche ré-

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

gente du royaume, lui avait associé un conseil de régence, d'autant plus nécessaire qu'il n'y avait aucune loi fondamentale sur ce point important. Les premiers princes du sang, appuyés sur la loi salique, avaient plusieurs fois revendiqué le droit de régence. C'est en effet le principe que nous avons vu prévaloir de notre temps, sous les constitutions de l'Empire et par la loi établie sous le roi Louis-Philippe. Mais, à côté de ce principe, il y avait des faits qui parlaient en faveur des reines-mères.

Convaincue qu'en pareille matière le jugement du Parlement serait d'une grande autorité, la reine avait fait avertir, dès le 9 mai, l'avocat-général Talon, par son aumônier, de se tenir prêt, « parce qu'aussitôt que » Dieu auroit disposé du roi, elle étoit résolue de venir » à Paris et d'amener dans le Parlement Monseigneur le » Dauphin pour y tenir son lit de justice. » Cet aumônier ajouta que « Monsieur, frère du roi et M. le prince » de Condé avaient promis à la reine de se départir des » clauses insérées dans la déclaration de régence, et con- » sentir que la reine demeurât seule absolue et entière » régente dans le royaume, et qu'en conséquence de ces » déclarations elle espéroit que le Parlement ne feroit » pas difficulté de lui conserver son autorité tout en- » tière. » C'était, disait-il, l'évêque de Beauvais, qui avait le premier ménagé cette affaire si secrètement et si adroitement ; mais la reine s'était ensuite expliquée seule à seule avec Monsieur, frère du roi, et avec Monsieur le prince (1).

(1) *Mém. d'Omer Talon*, tom. LX, pag. 238. Collection Petitot.

Digitized by Google

Quatre jours après la mort du roi, la reine se rendit en effet au Parlement, accompagnée de son fils et des grands du royaume. Le jeune roi, âgé de quatre ans huit mois et neuf jours, prit place sur le trône; il dit avec grâce cette phrase qu'on lui avait apprise : « Qu'il » étoit venu pour témoigner à la compagnie sa bonne » volonté, et que son chancelier lui diroit le reste. » Chacun prit alors la parole à son tour, la reine pour demander conseil au Parlement. Le discours que tint cette princesse mérite d'être rapporté, à cause de l'humilité et de la déférence qu'elle témoigne au Parlement. « Messieurs, dit Anne d'Autriche, la mort du feu » roi mon seigneur, quoiqu'elle ne m'ait pas surprise, » après une si longue maladie, m'a tellement surchar- » gée de douleur, que je n'ai été jusqu'ici capable de » consolations ni de conseils. Mon affliction était si ex- » trême, qu'il m'a été impossible de vaquer aux affaires » et de pourvoir aux besoins et aux nécessités de l'Etat. » En un mot, je me suis trouvée dans un abattement » d'esprit inconcevable jusqu'au dernier jour que vos » députés, étant venus au Louvre saluer le roi, Monsieur » mon fils, et lui protester de leur fidélité et de leur » obéissance, l'eurent supplié de venir ici tenir son lit » de justice et remplir le siége le plus auguste de la » royauté. C'est ce que je fais aujourd'hui pour vous té- » moigner que je serai bien aise de me servir en toute » occasion de vos conseils, vous priant de les donner au » roi, Monsieur mon fils, et à moi, tels que vous juge- » rez en vos consciences pour le mieux. »

Le duc d'Orléans déclara ne vouloir d'autre part au gouvernement que celle que la reine voudrait lui donner,

Digitized by Google

renonçant aux droits que la déclaration du feu roi avait pu lui conférer. Pendant la vie de Louis XIII, et surtout depuis le ministère de Richelieu, le Parlement avait eu à peine le droit de faire quelques remontrances; s'attribuant comme un droit incontesté de nommer à la régence, parce que le duc d'Epernon lui avait reconnu ce pouvoir en faveur de Marie de Médicis, il rendit un arrêt solennel qui établit la reine seule régente, avec plein pouvoir de se choisir tels ministres qu'il lui plairait, et de leur adjoindre des personnes de probité et d'expérience en tel nombre qu'elle jugerait à propos, pour délibérer avec eux dans le conseil et écouter leur avis sur les affaires qui seraient proposées, *sans que néanmoins elle fût obligée de suivre la pluralité des voix, si bon ne lui semblait.*

Le même arrêt conserva au duc d'Orléans la lieutenance générale du royaume sous l'autorité de la régente. La seule grâce qu'on fit à la déclaration de Louis XIII, c'est qu'on ne dit pas ouvertement qu'elle était absolument annulée. Et cependant, en réalité, le Parlement cassait le testament de Louis XIII, comme celui d'un simple particulier; il annulait une disposition législative comme s'il avait eu le pouvoir de défaire les lois. Les grands, qui consentaient à l'annulation de la déclaration de Louis XIII, espéraient en profiter pour se relever, comme le Parlement désirait, s'il était possible, se placer au niveau de la chambre des Communes d'Angleterre. Anne d'Autriche voulait être toute-puissante; elle le fut en effet jusqu'aux barricades.

La reine, selon son dessein, avait été déclarée régente absolue, pour échapper à un danger illusoire, et l'on tom-

Digitized by Google

bait dans un immense péril, car il était évident qu'une femme comme Anne d'Autriche ne gouvernerait pas par elle-même. Sentant l'impossibilité de conduire par ses propres lumières le char de l'Etat, cette reine, qui n'avait pas aimé le cardinal Richelieu, regrettait la perte que la France avait faite de ce grand ministre, et on l'entendit dire : « Si cet homme eût vécu jusqu'à cette » heure, il serait plus puissant que jamais. »

Il était donc évident que la reine se reposerait des soins du gouvernement sur quelque personnage plus ou moins digne de sa confiance. Il y avait alors deux grands partis à la cour, celui de Richelieu et celui des *Importants*.

Les idées de Richelieu s'étaient développées dans beaucoup d'esprits; parmi eux, il s'en était rencontré un surtout sur lequel le grand cardinal avait jeté les yeux : c'était le célèbre Mazarin, qui unissait à un esprit étendu une grande souplesse de caractère.

Le cardinal de Mazarin, déjà au pouvoir à la mort de Louis XIII, sans avoir le titre de premier ministre, était en réalité le successeur de Richelieu; le choix que le feu roi avait fait de lui pour être parrain du jeune monarque ne laissait aucun doute sur les desseins de Louis XIII à son égard. D'ailleurs, quoique créature du cardinal de Richelieu, il avait eu le rare talent de se conserver dans toute la confiance du premier ministre et de se mettre bien avec la reine. Cette princesse, ayant acquis la certitude qu'il lui demeurerait toujours fidèle, ainsi qu'au jeune roi, son fils, lui accorda, non-seulement une excessive confiance et une grande déférence, mais une sorte de respect et de soumission que partagea Louis XIV lui-

Digitized by Google

même et qu'il conserva jusqu'à sa mort. Les ennemis de la reine-mère ont prétendu que le motif de l'attachement de la reine au cardinal, était moins l'intérêt de l'Etat que l'inclination du cœur. Malgré notre conviction que les liaisons soi-disant coupables du ministre et de la reine sont des calomnies, nous sommes obligé d'avouer que leur attachement réciproque parut extraordinaire.

Comme il eût été dangereux de faire connaître le dessein de mettre un étranger et un cardinal à la tête des affaires, la reine sembla se tourner du côté des *Importants*, nom donné à une faction composée d'hommes sans grands talents, qui se croyaient cependant capables de gouverner le monde.

Les Importants, qui s'étaient attachés à la reine pendant sa disgrâce sous le dernier règne et se flattaient de gouverner sous le nom d'Anne d'Autriche, reconnaissaient pour chefs les Vendôme et l'évêque de Beauvais.

Le duc de Beaufort, le plus important de la famille des Vendôme, était, dit le président Hénault, un homme tout fait pour être aimé de la populace; aussi l'avait-on nommé *le roi des halles*, dont il parlait le langage. Grand, bien fait de sa personne, adroit aux exercices du corps, infatigable, rempli d'audace, se donnant des manières grossières que l'on prenait pour de la franchise, mais artificieux et aussi fin que le peut être un homme de peu d'esprit, il crut, et il le persuada à toute la cour, qu'il allait jouer un rôle dans les commencements de la régence; il se sauva de prison et fut depuis le héros de la guerre de Paris. Il était le second fils de César de Vendôme, fils naturel de Henri IV.

L'évêque de Beauvais, prélat dévoué à la reine, qui

Digitized by Google

paraissait l'estimer et le considérer, fut en effet établi premier ministre. « Cet évêque, dit le cardinal de Retz, » plus idiot que tous les idiots, prit la figure de premier » ministre, et il demanda dès le premier jour aux Hol- » landais qu'ils se convertissent à la religion catholique, » s'ils vouloient demeurer dans l'alliance de France. »

Obligée, par l'incapacité de l'évêque de Beauvais, de conserver Mazarin, Chavigny et Séguier, la reine répondit à cet évêque « qu'elle s'étoit crue nécessitée à » choisir et garder, dans le commencement, quelqu'un » de ceux qui savoient le secret des affaires, et qu'elle » n'en avoit point jugé de plus propre que le cardinal, » parce qu'étant étranger, il n'avoit nul intérêt ni nul » appui en France; que cela ne devoit point donner l'a- » larme ni à lui, ni à ses autres serviteurs qui n'étoient » pas bien avec le cardinal, puisqu'elle promettoit de ne » les point délaisser (1). »

Mazarin, qui ne paraissait ainsi que par circonstance aux affaires, quoiqu'il espérât bien y être toujours, commença par se faire aimer de tout le monde. « Tous les » exilés, dit le cardinal de Retz, furent rappelés, tous les » prisonniers remis en liberté, tous les criminels furent » justifiés, tous ceux qui avoient perdu des charges y » rentrèrent. On donnoit tout, on ne refusoit rien; ma- » dame de Beauvais, entre autres, eut permission de bâ- » tir dans la place Royale. Je ne me souviens plus du » nom de celui à qui on expédia un brevet pour un im- » pôt sur les messes..... L'on voyoit sur les degrés du » trône, d'où l'âpre et redoutable Richelieu avoit fou-

(1) La Châtre, tom. LI, pag. 209.

Digitized by Google

» droyé plutôt que gouverné les humains, un successeur » doux et benin, qui ne vouloit rien, qui étoit au déses- » poir de ce que sa dignité de cardinal ne lui permettoit » pas de s'humilier autant qu'il l'eût souhaité devant » tout le monde; qui marchoit dans les rues avec deux » petits laquais derrière son carrosse (1). »

On n'avait que des bénédictions pour la reine; toute la langue semblait réduite à ces deux mots : *la reine est si bonne!* Mazarin qui, par sa sage politique, lui attirait de si grands éloges, gagnait chaque jour du terrain dans le champ de la faveur.

La faction des Importants, sur le point d'être vaincue, travailla à gagner à sa cause madame de Chevreuse, l'amie d'Anne d'Autriche, exilée pour cet attachement, et qui n'était pas encore rentrée à la cour. Quoique Anne d'Autriche reçut, à son arrivée, avec les manières les plus affectueuses, son ancienne amie, un observateur adroit aurait jugé qu'il y avait un souvenir d'amitié et rien de plus. Madame de Chevreuse se crut cependant si bien dans l'esprit de la reine que, pensant pouvoir la gouverner à son gré, elle chercha à lui donner un ministre capable de faire crouler les restes du ministère de Richelieu; elle jeta les yeux sur Châteauneuf. « Son bon » sens, dit La Rochefoucault, et sa longue expérience » dans les affaires étoient connus de la reine; il avoit » souffert une rigoureuse prison pour avoir été dans ses » intérêts; il étoit ferme, décisif; il aimoit l'Etat et il » étoit plus capable que nul autre de rétablir l'ancienne » forme de gouvernement que le cardinal Richelieu avoit

(1) *Mém. du card. de Retz*, tom. XLI, pag. 156.

Digitized by Google

» commencé de détruire. Il étoit, de plus, intimement » attaché à Madame de Chevreuse, et elle savoit assez » les voies les plus certaines de le gouverner (1). »

Pour user Châteauneuf, le seul homme réellement redoutable au ministère, qui lui connaissait une grande capacité unie à beaucoup d'activité, le cardinal-ministre traîna en longueur sur les nombreuses demandes de madame de Chevreuse; elle sollicitait la Bretagne pour Vendôme, la Guyenne pour le duc d'Epernon, la ville de Sedan pour Bouillon, le Hâvre-de-Grâce pour Marsillac; elle exigeait le renvoi de Chavigny, de son père Claude Bouthilier, et surtout de Séguier. Mazarin dit qu'il allait négocier pour les gouvernements demandés; mais les négociations étaient conduites de manière à n'avoir aucun résultat. Il consentit au renvoi de Chavigny et de son père, qui furent remplacés par Le Tellier et d'Emery; il opposa la volonté de la princesse de Condé, qui repoussait l'entrée de Châteauneuf au ministère, parce qu'il avait présidé la commission qui avait fait périr son frère Henri de Montmorency.

On est saisi de pitié quand on suit les intrigues employées par les femmes de la cour pour faire tomber Mazarin, et ce n'est qu'avec dégoût qu'on parcourt ces tristes manœuvres; il est cependant nécessaire d'en suivre le fil pour avoir une idée de la manière dont s'obtiennent et se disputent les plus hautes charges de l'Etat. L'amour et la beauté de deux femmes jouaient leur rôle. Deux lettres passionnées, écrites de la main d'une femme, et qu'on disait tombées de la poche de Coligny et

(1) La Rochefoucault, tom. LI, pag. 380. Collection Petitot.

Digitized by Google

trouvées sur le parquet de madame de Montbazon, furent attribuées à madame de Longueville, fille du prince de Condé. Des explications vives s'en suivirent, et comme il fut démontré que ces lettres n'étaient pas de la main de la princesse de Longueville, la haine augmenta entre les deux partis. Il en résulta un duel fameux, dans lequel Coligny périt de la main du duc de Guise, l'un des amis de madame de Montbazon. Ne pouvant réussir par l'intrigue à éloigner le cardinal des affaires, la faction résolut de recourir à l'assassinat. Ce projet, divulgué à l'époque, fut nié par les Importants; mais il est bien constaté, et les mémoires de Henri Campion, initié aux intrigues des Importants, nous apprennent que Beaufort lui dit « que Mazarin, ayant entièrement gagné l'esprit » de la reine et mis tous les ministres à sa dévotion, il » étoit impossible d'arrêter ses mauvais desseins qu'en » lui ôtant la vie; que le bien public l'ayant fait résou- » dre à prendre cette voie, il l'en instruisoit en le priant » de l'assister de ses conseils et de sa personne dans » l'exécution. »

Après avoir inutilement essayé de détourner Beaufort de ce projet perfide, Campion distribua ses agents dans les cabarets voisins du Louvre, où le cardinal se rendait tous les jours le soir. Deux assassins devaient arrêter le coche, deux autres se présenter à la portière et tuer le ministre. Le duc d'Epernon, ennemi du cardinal, n'ayant pas été mis dans la confidence de cet abominable complot, le présuma, par la prière que lui adressa la duchesse de Chevreuse, « que, quelque bruit qu'il survînt, » il empêchât les soldats de prendre parti pour personne, » et leur fît seulement garder la porte du Louvre. »

Digitized by Google

Il fit prévenir le cardinal, qui ne vint pas au Louvre.

Quand la reine fut instruite du projet d'assassinat, elle fit arrêter Beaufort au sortir du conseil et renferma les comtes de Mercœur et de Béthune à la Bastille; madame de Chevreuse fut renvoyée à Tours, d'où elle se sauva en Angleterre; l'évêque de Beauvais retourna dans son évêché. Toute la faction fut ainsi dissoute.

En moins de quatre mois la régente s'était séparée de tous ses anciens amis et de ses vieux partisans. Il y a une observation que le lecteur n'a pas manqué de saisir dans tout le cours de l'histoire : c'est que les prétendants rencontrent et emploient, avant d'arriver au pouvoir, une multitude de brouillons, et qu'ils les renvoient lorsqu'ils sont à la tête du gouvernement. Ils sentent, en effet, que l'intrigue perd les affaires, et qu'en voulant conserver des hommes incapables, on se perd; c'est ce que comprit la reine Anne d'Autriche, qui, du vivant de Louis XIII, éprouvant trop la forte et puissante main de Richelieu, avait cherché à se former un parti en dehors du gouvernement; elle sentit, lorsqu'elle fut à la tête des affaires, l'impuissance de gouverner avec les éléments dont elle s'était environnée quand elle était dans l'opposition.

Cependant il se passait de graves événements militaires. Nous avons raconté, sous le règne précédent, les causes de la guerre de Trente Ans, les traités que Richelieu avait faits contre l'empereur avec la Suède et avec le duc de Saxe-Weymar, l'un de ces généraux que les Italiens nommaient *condottieri*, c'est-à-dire qui vendaient leurs troupes. Il avait aussi attaqué la branche autrichienne-espagnole dans les provinces des Pays-Bas,

Digitized by Google

qu'il avait à l'avance partagées avec les Hollandais.

Le principal théâtre de la guerre, à la mort de Louis XIII, était du côté de la Flandre. Les troupes espagnoles, au nombre de vingt-six mille hommes placés sous le commandement du vieux général don François de Mello, capitaine très expérimenté, sortirent du Hainault, vinrent ravager les frontières de la Champagne, attaquèrent Rocroi, et crurent s'avancer facilement jusqu'aux portes de Paris, comme elles l'avaient fait huit ans auparavant. Tout semblait leur présager un heureux succès : le roi Louis XIII avait suivi de près le cardinal de Richelieu au tombeau ; la faiblesse d'une minorité, une armée française bien inférieure en nombre, commandée par un jeune général de vingt-un ans, tout ajoutait à leur confiance.

Mais ce jeune général était le duc d'Enghien, connu plus tard sous le nom fameux de prince de Condé. Il faut, à la plupart des généraux, un temps assez long pour se former à la guerre et pour acquérir l'expérience sans laquelle il est difficile de la conduire convenablement; mais le duc d'Enghien semblait né général, et il avait en lui un instinct qui suppléait à l'âge. En Europe, on citait un autre capitaine de ce caractère, c'était le Suédois Torstenson, qui, comme lui, put à vingt ans se passer de l'expérience. En transmettant au duc d'Enghien la nouvelle de la mort du roi, on lui avait donné l'ordre de ne point hasarder de bataille. Le maréchal de L'Hôpital, qui lui avait été donné pour conseil et pour guide, avait un caractère très timide et approuvait entièrement les ordres de la cour. Le prince, ne partageant les sentiments ni de la cour, ni de L'Hôpital, confia au maréchal

Digitized by Google

Gassion, capitaine beaucoup plus digne d'être consulté, le dessein de mettre L'Hôpital dans l'absolue nécessité de combattre.

Les deux armées se rencontrèrent près de Rocroi, où le général espagnol laissa à son adversaire toute latitude pour choisir le champ de bataille qui lui conviendrait. Condé se plaça sur une éminence, les Espagnols se rangèrent sur une autre éminence en face. Quelques coups de canon, lâchés le 18 mai 1643, furent le prélude de l'action qui devait se donner le 19.

On remarque que le prince, ayant tout disposé la veille pour la bataille, s'endormit profondément, et qu'il fallut le réveiller le lendemain. On conte la même chose d'Alexandre. Il n'est point surprenant qu'un jeune homme, accablé de fatigue après avoir réglé les dispositions d'une armée pour un grand jour, tombe dans un sommeil profond; il est aussi naturel qu'un génie fait pour la guerre, agissant sans inquiétude, laisse au corps assez de calme pour dormir. Le prince gagna la bataille par lui-même, par un coup-d'œil juste et rapide, qui voyait à la fois le danger, le moyen d'y parer et la cause du succès. Il déploya une activité pleine de calme, qui le portait à propos à tous les endroits.

Le duc d'Enghien, qui commandait l'aile droite des Français, culbuta l'aile gauche espagnole; mais, au milieu de son triomphe, on lui fit remarquer que l'aile gauche de son armée était en fuite, que les Espagnols s'étaient emparés des pièces de canon du maréchal de L'Hôpital et les avaient tournées contre les fuyards. Enghien pensa d'abord à envoyer la réserve au secours des fuyards; mais Gassion lui fit observer qu'il n'était pas

Digitized by Google

encore temps. Lorsque le moment fut arrivé, il passa aussitôt avec sa cavalerie devant le front des ennemis, tomba sur les vainqueurs dispersés et occupés au pillage, et les écrasa complétement. Restait l'infanterie espagnole, formée en phalange jusqu'alors invincible; aussi forte, aussi serrée que celle des Macédoniens, elle avait de plus une agilité admirable, qui lui permettait de s'ouvrir en un moment pour laisser partir la décharge de dix-huit canons qu'elle renfermait au milieu d'elle. Le prince l'entoura et l'attaqua trois fois. Avant la troisième attaque, le duc d'Enghien s'était avancé lui-même pour parler aux officiers espagnols; mais ceux-ci, croyant qu'il voulait ordonner une nouvelle attaque, commandèrent de faire sur lui une décharge. Les Français, irrités du péril que venait de courir leur général, chargèrent d'eux-mêmes le bataillon ennemi, pénétrèrent dans le carré l'épée à la main et le taillèrent en pièces.

Les pertes des Espagnols furent très grandes : huit mille morts laissés sur le champ de bataille, six mille prisonniers, dix-huit pièces de campagne, six de batterie, deux cents drapeaux, soixante étendards, tout le bagage, le trésor saisi par les Français, voilà ce qui peut donner une idée du désastre des Espagnols. Presque tous les officiers de leur infanterie furent tués ou faits prisonniers. On trouva parmi les morts le célèbre comte de Fuentès, commandant-général de l'infanterie espagnole, mort dans sa chaise à porteurs, dans laquelle il se faisait transporter durant le combat. En apprenant cette nouvelle, Enghien dit « qu'il voudroit être mort comme » lui, s'il n'avoit pas vaincu. »

Le duc d'Enghien dut, sans aucun doute, la victoire

Digitized by Google

à son courage, à son habileté et à sa présence d'esprit; mais il faut convenir que les fautes des ennemis lui rendirent le succès plus facile. Après avoir jeté mille hommes dans un bois, Mello les abandonna; il ne fit pas couper les passages par où les Français pouvaient venir à lui; il commit enfin l'énorme faute de disperser ses troupes dans la poursuite du maréchal de L'Hôpital, sans se demander ce que faisait l'autre aile de son armée. Il mérita une terrible leçon, et il la reçut très sévère.

La victoire de Rocroi causa une profonde sensation dans toute l'Europe, et fit tourner du côté des armes françaises la gloire qui environnait les bandes espagnoles. Depuis plus de cent ans, nos troupes n'avaient pas gagné de bataille si importante. La victoire de François Ier à Marignan avait été l'ouvrage des bandes noires allemandes aussi bien que des Français. Henri IV avait eu de beaux succès; mais c'était contre des Français. Sous Louis XIII, les beaux faits d'armes du maréchal de Guébriant avaient toujours été balancés par des pertes. Ici le succès avait été complet et obtenu par des troupes françaises.

Cette journée de Rocroi devint l'époque de la gloire française et de celle de Condé. Il sut vaincre et profiter de sa victoire. Ses lettres à la cour déterminèrent à tenter le siége de Thionville, que le maréchal de Richelieu n'avait pas osé hasarder, et, au retour de ses courriers, tous les préparatifs de cette expédition étaient faits. Condé passa à travers le pays ennemi, trompa la vigilance du général Beck et s'empara de cette forte place après trois mois de siége et six semaines de tranchée ouverte. La défense avait rendu le succès plus brillant,

Digitized by Google

car le gouverneur avait été tué, et la garnison, de trois mille six cents hommes qu'elle était au commencement, se trouva réduite à douze cents ; encore étaient-ils presque tous malades ou blessés. Aussi le prince français, charmé de la belle défense de la garnison, lui accorda une capitulation honorable.

Enghien n'ayant plus alors besoin d'autant de forces, envoya un corps de cinq mille hommes au maréchal de Guébriant, qui combattait en Allemagne au nom de la France. Guébriant, demeuré à la tête de l'armée d'aventuriers formée par Bernard de Weymar, devant combiner ses mouvements avec les généraux suédois, avait à ce dessein, dès le printemps, menacé Heilbronn, pillé le Wurtemberg et étendu ses ravages jusqu'au lac de Constance. Il se vit bientôt en tête Mercy, l'habile général des Bavarois; Jean de Werth, avec ses intrépides cavaliers, et Charles IV, duc de Lorraine, qui faisait le métier de soldat. Guébriant opéra une habile retraite devant une armée supérieure, traversa la forêt Noire et revint sur le Rhin, qu'il atteignit au mois de février. Pendant l'été, il se maintint dans le Brisgau ou dans l'Alsace. Ses soldats, aventuriers pour la plupart, s'y livrèrent à un brigandage inouï. Son armée, portée à vingt mille hommes par le renfort que lui envoya le duc d'Enghien, était composée de Français et d'Allemands presque toujours dans un état d'indiscipline continuel. Afin de contraindre le duc de Bavière à renoncer à l'alliance de l'empereur pour s'unir à la France, il alla mettre le siége devant Rothwell, sur le Necker, et quoiqu'il eût eu le bras fracassé dans la tranchée, il fut des premiers à monter à l'assaut. La négligence qu'il avait

Digitized by Google

apportée à soigner sa blessure lui fut très funeste : il en mourut le 24 novembre. Guébriant avait un grand ascendant sur les aventuriers; sa mort fut le signal de leur dispersion. La brillante armée qui annonçait des succès de ce côté se fondit complétement. Ses débris et ses bagages tombèrent au pouvoir des ennemis; le comte de Rantzau, qui remplaça Guébriant, n'avait pas assez de vigilance, malgré sa brillante valeur, pour conserver son armée intacte.

Les succès avaient été balancés en Piémont. Le prince Thomas de Savoie, le vicomte de Turenne et le comte du Plessis-Praslin firent quelques conquêtes du côté du Milanais. Si les Espagnols se rendirent maîtres de Tortone, nous nous emparâmes de Trino et du pont de Stura, places qui mettaient à couvert nos principales forteresses de ce côté. En Espagne, les Français avaient eu quelques avantages; mais, après avoir renvoyé son ministre dirigeant, le comte-duc d'Olivarès, Philippe IV s'était mis lui-même à la tête de son armée pour venir commander le siége de Lérida, en Catalogne. La Mothe-Houdancourt, qui abandonna tout ce qu'il avait conquis en Aragon, à l'exception de la seule place de Monçon, pour défendre Lérida, laissa battre sa cavalerie par Piccolomini, qui finit la campagne par la prise de Monçon. La Mothe, honteux de ses revers, alla se renfermer dans Barcelone.

Telle était la situation militaire de la France à la fin de 1643. Les victoires du duc d'Enghien faisaient l'allégresse publique et augmentaient l'autorité de la reine; mais un des points les plus importants de tout bon gouvernement, les finances, qui sont le nerf des empires, font naître souvent des révolutions, les préviennent et

Digitized by Google

les étouffent, commencèrent à préparer des séditions.

Mazarin, obligé de se procurer de l'argent afin de solder les armées et de gagner les grands qui commençaient à s'agiter, avait choisi pour surintendant des finances un Italien nommé Particelli Emery, qui rechercha avec soin tous les empiétements sur le domaine public et les ressources dont on privait l'Etat. Le conseil du roi, sur sa demande, ordonna qu'il fût fait des enquêtes sur les contraventions aux lois de 1548 et suivantes, qui défendaient de bâtir de nouvelles maisons dans Paris et ses faubourgs, sous peine de confiscation des matériaux, de démolition des maisons et d'amende arbitraire. Au lieu de demander la rigoureuse exécution des anciennes dispositions législatives, la loi avait exigé seulement qu'un impôt médiocre serait imposé par toise. Le lieutenant civil et les autres officiers du Châtelet furent commis pour la confection du toisé; et, afin de rendre plus prompte la solution des difficultés, le conseil du roi fut chargé de statuer sur tous les appels des jugements rendus en cette matière.

Ces mesures, qui paraissent équitables et modérées, excitèrent des plaintes et une agitation excessives. Les pauvres habitants de Paris qui avaient bâti des maisons hors des anciennes barrières, excités par le Parlement, en appelèrent de l'ordonnance et de son exécution, et portèrent plainte à la grand' chambre. Les membres des enquêtes adressèrent requête à l'assemblée pour que la cause des pauvres fût jugée par toutes les chambres réunies. Tout Paris commença à s'agiter; on déclamait contre les rigueurs du fisc; chacun parlait d'humanité et s'intéressait au sort des pauvres.

Effrayée d'un acte flagrant d'usurpation de l'autorité

Digitized by Google

royale par le Parlement, qui s'établissait juge des lois, la cour appela les premiers présidents, leur adressa des remontrances et parvint heureusement à jeter la dissension parmi les juges. Il arriva encore, dans ce moment, une circonstance dont la cour sut profiter pour éloigner des enquêtes un des membres les plus actifs et les plus influents. A l'oraison funèbre du maréchal de Guébriant, le conseiller doyen du Parlement alla, selon l'usage, se placer devant les présidents des chambres. Les enquêtes, irritées de ce qu'elles regardaient comme un passe-droit, prirent le bras du vieux doyen Savare et l'arrachèrent de sa place. Le premier président appela les gardes du roi pour soutenir le doyen, et la cathédrale fut, pour la seconde fois, scandalisée d'une lutte suscitée par la sotte vanité.

La reine intervint et établit le Parlement lui-même juge du différend. Les enquêtes furent censurées par les autres chambres, et le président Barillon, déjà exilé sous Richelieu, fut de nouveau arrêté par quatre archers et envoyé en exil à Pignerol. Plusieurs juges furent emprisonnés. Le Parlement commit encore, peu après, une autre faute de même nature : dans un *Te Deum*, il osa disputer le pas au père du grand Condé et aux premiers pairs de France, ce qui alors ne déplut pas à la cour, parce qu'elle voulait se servir du Parlement contre la noblesse, qui devenait menaçante. Elle ne comprenait pas qu'en élevant ainsi un corps de magistrats, elle le plaçait à une telle hauteur que bientôt il prétendrait la dominer.

Blessées de n'avoir pu faire rendre la liberté à leurs membres arrêtés, les enquêtes cessèrent pendant quatre

Digitized by Google

mois de s'occuper de rendre la justice. Ce fut le premier exemple d'une pareille résolution. Le gouvernement ne s'en préoccupa point, parce que, si quelques procédures souffraient, d'autres y gagnaient.

Mazarin, qui luttait contre le Parlement pour obtenir de l'argent, en avait un besoin pressant pour continuer la guerre, qui allait recommencer sur toutes nos frontières. Il était parvenu à détacher le duc de Lorraine des ennemis de la France et s'était réservé les seules places de la Motte, Nancy, Stenay, Jametz et Marsal. La Lorraine avait besoin de repos; aucun pays n'avait eu plus à souffrir de la guerre que celui-ci. « Tous les villages » étoient brûlés, les habitants morts, et la campagne tel» lement déshabitée qu'elle ressembloit plutôt à un dé» sert qu'à un pays qui eût jamais été peuplé (1). » Encore aujourd'hui on distingue, dans la plupart des forêts de la Lorraine, d'anciens traits de charrue. Après que les habitants eurent péri dans cette effroyable guerre, la nature sauvage reconquit son domaine sur la culture et la civilisation.

Malgré la neutralité de la Lorraine, la France avait encore quatre armées à soutenir sur pied, l'une dans les Pays-Bas, l'autre en Allemagne, la troisième en Piémont, et la quatrième en Catalogne. La tâche était plus facile du côté des Pays-Bas : la victoire de Rocroi avait détruit les principaux défenseurs de ces contrées. Le duc d'Orléans, mis à la tête de l'armée chargée de franchir les frontières de Flandre, avait sous lui les maréchaux de La Meilleraye, Gassion et Rantzau, officiers aussi ha-

(1) Montglat, p. 453.

Digitized by Google

biles que braves. Il traversa les frontières du Nord en quatre lieux différents, afin de ne pas laisser apercevoir à l'ennemi le point qui était menacé. Tous les corps se réunirent devant Gravelines, qui fut obligé de se rendre le 29 juillet, après une brillante défense. Quelques forts de peu d'importance furent emportés par les officiers du duc d'Orléans, qui retourna à Paris.

L'armée du Rhin était anéantie; Turenne, envoyé avec quelques renforts pour en recueillir les débris, passa le Rhin, et remporta un faible avantage sur les ennemis à Rothweil, sans cependant pouvoir empêcher Mercy d'emporter sous ses yeux Fribourg en Brisgau. Le duc d'Enghien arriva le lendemain de ce fâcheux événement avec six mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, et l'armée française se trouva ainsi portée à vingt mille hommes, nombre supérieur à celui des forces de Mercy, qui, n'ayant que huit mille fantassins et sept mille chevaux, se choisit une position formidable dans les montagnes de la forêt Noire. Appuyé sur Fribourg, le duc d'Enghien avait sous lui deux illustres maréchaux, dont l'un était Grammont, et l'autre ce fameux Turenne, fait maréchal depuis peu de mois, après avoir heureusement servi en Piémont contre les Espagnols. Il commençait alors à jeter les fondements de la haute réputation qu'il a eue depuis. Le prince, qui pouvait, en cernant son ennemi, le contraindre à se rendre sans combat, trouva qu'il était bien plus glorieux pour lui de le forcer dans un lieu jugé inexpugnable. Il attaqua le vieux général, placé sur le sommet d'une montagne, défendu encore par des abattis de sapins et des palissades presque impénétrables. Déjà une première ligne

Digitized by Google

avait été forcée; mais il fallait promptement pénétrer dans la seconde, pour empêcher l'artillerie ennemie de continuer un feu meurtrier et parfaitement dirigé contre le corps commandé par Turenne. Le duc d'Enghien lança alors son bâton de commandement dans les retranchements ennemis et mit l'épée à la main à la tête du régiment de Conti. Sans cette attaque hardie, Enghien n'eût probablement pu forcer les retranchements. Cette bataille de Fribourg, plus meurtrière que décisive, fut la seconde victoire de ce jeune prince. Mercy, qui s'était retiré au sommet de la montagne, redoutant la famine, décampa quatre jours après, car il ne put jamais être entièrement délogé. Il laissa toutefois quelques pièces d'artillerie et des bagages qui furent présentés comme trophées d'un triomphe.

Le succès de Fribourg, quoiqu'il n'eût pas été décisif, produisit un grand effet moral, à cause de la valeur déployée par nos soldats. La plupart des villes du Rhin ouvrirent leurs portes : Philippsbourg, Spartzheim, Baden, Bruchsal, Dourlach, se rendirent aux Français sans difficulté; Mayence attendit que le duc d'Enghien fût sous ses murs pour se soumettre; Landau capitula après trois jours de tranchée. Le duc d'Enghien, à son arrivée à Paris, reçut les honneurs d'un véritable triomphe; on frappa une médaille où l'on représentait un enfant triomphant; Louis XIV recevait les dépouilles de trente villes ou forteresses prises dans cette campagne.

La guerre languit de part et d'autre en Piémont. Mazarin semblait vouloir abandonner le duc à lui-même pour porter ses efforts d'un autre côté. Nous avons vu La Mothe-Houdancourt obligé de quitter l'Aragon pour

Digitized by Google

venir défendre Lérida, place extrêmement importante qui servait aux Français d'entrée en Aragon, et aux Espagnols d'entrée en Catalogne. La Mothe, après être parvenu un moment à dégager cette place, fut enfin battu et obligé de se retirer sur Balaguer. Il reforma une nouvelle armée avec les hommes qu'il leva en Catalogne et dans le Roussillon, et en prenant à toutes les places de guerre les soldats qu'il ne jugeait pas absolument nécessaires pour les défendre; il essaya de nouveau de débloquer Lérida, mais il ne put réussir; la place capitula le 28 juillet. Balaguer, Ager, Agramunt tombèrent ensuite au pouvoir des Espagnols. La Mothe, contraint de rentrer en France, fut arrêté, et on lui fit son procès. Le comte d'Harcourt, son successeur, revêtit le titre de vice-roi de Catalogne, quitta Paris dès le mois de février, passa la frontière avec sept mille fantassins et trois mille chevaux, et fut reçu à Barcelone au milieu des plus vives acclamations du peuple, qui rappelait avec bonheur ses victoires d'Italie. Il confia à du Plessis-Praslin le siége de Rosas, la seule place qui restât aux Espagnols entre le Roussillon et la Catalogne. Cette ville, défendue par une garnison de trois mille hommes, se vit encore protégée par les orages épouvantables qui vinrent arrêter les travaux des Français, mais rien ne put vaincre le courage des assiégeants; Rosas fut contraint de capituler le 31 mai. Harcourt, cependant, poursuivait l'armée ennemie, la battait à Llorenz, lui tuait trois mille hommes et faisait deux mille prisonniers. Il reprit ensuite Balaguer et quelques autres places, et revint à Barcelone recevoir les honneurs du triomphe.

Le duc d'Orléans qui, l'année précédente, avait sou-

Digitized by Google

tenu la réputation d'un fils de Henri IV, commença la campagne de 1645 par la prise de Courtray et de Mardick. Cassel et Béthune se soumirent ensuite sans difficulté. Le retour du duc d'Orléans à Paris rendit quelques avantages aux Espagnols, qui reprirent Cassel et Mardick.

Le fort de la guerre était toujours du côté du Rhin. Condé, en retournant à Paris, avait confié le commandement des troupes à Turenne, qui, conformément à l'ordre qu'il avait reçu de passer le Rhin, entra dans le Wurtemberg, y prit plusieurs petites places et contraignit Mercy à se tenir dans ses montagnes. Trop faible pour attaquer, Turenne, sur le rapport que lui fit le colonel Rose, un des élèves de Weymar, crut pouvoir, en attendant les secours qu'on lui avait promis, distribuer ses troupes dans les quartiers dont elles avaient besoin pour se refaire. Il s'établit lui-même à Mariendal, d'où il pouvait surveiller et visiter tous les corps. Mercy, dont la sagacité était profonde et qui s'était attendu à la mesure adoptée, marcha rapidement sur Mariendal pour surprendre notre grand capitaine; mais Turenne l'avait vu approcher, et il ordonna de tirer un coup de canon pour donner l'ordre aux régiments les plus éloignés d'accourir, signal qui, loin d'être compris, les détermina à se replier sur le Mein. Quoique Turenne fût bien inférieur en troupes, il avait résolu d'aller attaquer Mercy dans le défilé des bois avant qu'il pût faire usage de son artillerie; mais le conseil de guerre s'y opposa et fut d'avis d'attendre à Mariendal, où l'on espérait que les régiments épars accourraient au bruit de la canonnade. Turenne se rendit avec peine à cet avis et attendit l'ennemi. Les Français, après avoir repoussé d'abord l'atta-

Digitized by Google

que avec un grand courage, s'abandonnèrent ensuite à leur ardeur impétueuse et poursuivirent trop loin leurs adversaires dans leur fuite. La cavalerie allemande les prit alors en flanc et mit l'armée en déroute. Deux mille morts, deux mille prisonniers, la perte de toute l'artillerie et de tous les bagages furent la suite de cette malheureuse journée. Turenne conserva un souvenir perpétuel de Mariendal; il ne manquait pas de citer cette journée funeste quand il parlait de ses plus brillants succès. Les suites de la défaite de Mariendal ne furent pas aussi désastreuses qu'on avait lieu de le craindre. Turenne, rejoint sur le Mein par les Suédois et les Hessois, fut ainsi en état de tenir tête à Mercy.

A la nouvelle de la défaite de Turenne, le duc d'Enghien vola pour reprendre le commandement de son armée, conduisant avec lui des renforts considérables. A peine était-il arrivé à la tête de ses troupes, qu'il donna l'ordre de marcher en avant. Mercy, présumant sur quel point le grand capitaine se proposait de passer, intercepta le passage du Necker, entre Neckerhausen et Heilbronn, et l'y arrêta. Condé résolut de marcher sur Schubeschal; « mais, dit Grammont, quelque diligence » qu'on pût faire, Mercy fut avant nous en un lieu d'où » il couvrait cette place, ce qui m'oblige à dire une » chose tout-à-fait singulière et à l'avantage de ce géné- » ral, c'est que dans toutes les courses des deux longues » campagnes que le duc d'Enghien, le maréchal de Tu- » renne et le maréchal de Grammont ont faites contre » lui, ils n'ont jamais projeté quelque chose dans le con- » seil de guerre qui pût être avantageux aux armes du » roi et par conséquent nuisible à celles de l'empereur,

Digitized by Google

» que Mercy ne l'ait deviné et prévenu, de même que » s'il eût été en quart avec eux et qu'ils lui eussent fait » confidence de leur dessein (1). »

Après plusieurs tentatives toutes déconcertées par les habiles manœuvres de Mercy, le duc d'Enghien arriva enfin près de Nordlingen, croyant que le général ennemi se mettrait devant cette place pour la couvrir. Pendant que les officiers dînaient, ils furent tout étonnés de voir Mercy à une demi-lieue de l'armée française, posté sur une colline d'où il apercevait tous les mouvements de nos troupes. Le duc d'Enghien, quoiqu'il jugeât la position très formidable, résolut d'attaquer sur-le-champ son ennemi, pour ne pas lui laisser le temps de se fortifier. Il donna à Grammont le commandement de l'aile droite, qu'on croyait couverte par un défilé impraticable, confia l'aile gauche à Turenne et ordonna de commencer l'attaque par le centre. Deux attaques successives ayant été repoussées, le duc dégarnit son aile droite pour fortifier son centre; c'est ce qu'attendait l'ennemi, qui déboucha par le défilé qu'on regardait comme impraticable, culbuta l'aile droite et fit Grammont prisonnier. Le corps allemand, vainqueur, fit alors la faute si souvent répétée de poursuivre les fuyards, au lieu de se tourner contre le centre et de le battre en flanc. C'était là, en effet, que se donnait la principale attaque. L'artillerie française, quoique tirant de bas en haut, faisait un épouvantable ravage dans l'armée impériale. Mercy ayant été tué, cette mort causa un peu de désordre parmi les Impériaux; mais Jean de Werth prit le commandement et

(1) *Mém. du maréchal de Grammont*, tom, VI, pag. 362.

Digitized by Google

rassura les troupes par sa fermeté. L'aile gauche des Français s'était enfin ébranlée; Turenne, qui la commandait et qui n'avait rien voulu donner au hasard, détermina la victoire par ses belles charges de cavalerie.

Les pertes avaient été immenses des deux côtés. Les Français avaient eu quatre mille tués et presque tous leurs généraux blessés; aussi, « lorsque la nouvelle de » cette bataille arriva à Paris, le premier sentiment avait » été la joie; puis, quand nos pertes furent bien connues, » Mazarin dit d'un ton grave à la reine : Madame, tant » de gens sont morts, qu'il ne faut quasi pas que Votre » Majesté se réjouisse de cette victoire (1). »

La plus grande perte des ennemis fut incontestablement Mercy, regardé comme l'un des plus habiles capitaines de son temps; il fut enterré près du champ de bataille, et on se contenta de graver sur sa tombe cette belle et fastueuse épitaphe : *Sta, viator, heroem calcas.*

Les suites de la journée de Nordlingen ne furent pas aussi avantageuses à la France qu'on aurait pu l'espérer. Le prince de Condé tomba malade et fut contraint de rentrer dans le royaume. Turenne, laissé à la tête de l'armée victorieuse, n'ayant pas reçu de renforts, tandis que l'armée de l'Empire était augmentée de sept mille chevaux, fut obligé de reculer devant l'ennemi et vint se renfermer dans Philippsbourg, d'où il entra en négociation avec les habitants de Trèves et les détermina à se soumettre à la France.

Les brillants succès des armées françaises étaient célébrés par des fêtes; on frappait des médailles pour en

(1) Madame de Motteville, tom. XXXVII, pag. 137.

Digitized by Google

consacrer le souvenir. L'orgueil national était satisfait, et cependant l'intérieur était tourmenté.

La régence d'Anne aurait peut-être été moins agitée si elle avait eu pour l'administration des finances un génie comme Colbert, ou un homme habile comme Sully. Il est même douteux qu'avec des ministres des finances de ce caractère, elle eût pu parvenir à surmonter les préjugés de la nation en matière d'impôts. Nous ne savons trop si le peuple eût consenti à l'établissement de taxes universelles dans lesquelles il n'y avait rien d'arbitraire, et qu'on se fût prêté à souscrire un emprunt considérable soumissionné par l'Etat, avec les garanties les plus certaines, quand même on aurait eu le dessein de faire prospérer l'agriculture et le commerce, ces deux sources de la richesse nationale.

Il fallait de l'argent pour la continuation de la guerre. L'impôt sur les maisons bâties dans les faubourgs ayant peu produit, on résolut de forcer les citoyens à acheter pour quinze cent mille livres de nouvelles rentes. Une pareille opération demande de la confiance pour réussir; c'est plus par la persuasion que par la violence qu'on obtient du succès. Le peuple en appela au Parlement, qui se déclara contre la cour et rendit la mesure inutile.

Le ministère imagina alors de nouveaux édits bursaux : c'était une création de conseillers du roi, contrôleurs de bois de chauffage, jurés crieurs de vin, jurés vendeurs de foin, agents de change, receveurs de finances quatriennaux, augmentation de gages, moyennant finances, dans tous les corps de la magistrature, enfin vente de noblesse.

Dix-neuf édits de cette nature ayant été rendus, il

Digitized by Google

fallut les faire enregistrer pour les rendre exécutables. Louis XIV, en robe d'enfant, fut conduit au Parlement pour le contraindre, par sa présence, à l'enregistrement. Le jeune roi fut placé sur un petit fauteuil qui servait de trône, ayant à sa droite la reine-mère, le duc d'Orléans son oncle, le père du grand Condé, huit ducs, et à sa gauche trois cardinaux, celui de Lyon, frère du cardinal de Richelieu, celui de Ligni et Mazarin. Il prononça intelligiblement ces paroles : « Mes affaires m'amènent » au Parlement; monsieur le chancelier expliquera mes » volontés. »

Le chancelier Séguier prit ensuite la parole pour expliquer, en les lisant, les dix-neuf édits. Ensuite l'avocat-général Omer Talon prononça une harangue en portant le genou sur sa banquette, selon l'usage, et, comme il était le harangueur le plus éloquent de la compagnie, il dit au roi « qu'il était un soleil; que, quand » le soleil n'envoie que quelques rayons dans une cham- » bre par la fenêtre, sa lumière est féconde et bienfai- » sante, c'est le symbole de la bonne fortune; mais qu'il » est périlleux de songer que ce grand astre y entre tout » entier, parce qu'il détruit par son activité tout ce qui » entre dans ses voies, » etc...

Après cette harangue, le chancelier demanda les suffrages. Les enquêtes ayant déclaré fermement que leur conscience ne leur permettait pas d'enregistrer les édits, le chancelier, après avoir répondu que la conscience en matière de loi était l'obéissance, fit faire l'enregistrement d'autorité.

Comme on le voit, les principales difficultés de Mazarin, à l'intérieur, étaient purement financières. Il fallait

Digitized by Google

en effet de l'argent pour soutenir la guerre en Flandre, en Espagne, en Allemagne et en Italie. Le cardinal Mazarin voulait cette fois porter dans les Pays-Bas le fort de la guerre. L'armée de ce pays, placée nominalement sous le commandement du duc d'Orléans, eut pour commandant réel le duc d'Enghien, qui se rendit maître de Courtray et de Mardick, et s'avança entre Bruges et Gand, pour offrir la bataille aux Espagnols. Ceux-ci l'ayant refusée, il dirigea Grammont avec six mille hommes du côté de la Hollande, pour y rejoindre Henri-Frédéric de Nassau, vainqueur à la célèbre journée de Berg-op-Zoom, et le déterminer à marcher sur Anvers. Cette place, investie des deux côtés, aurait bientôt succombé, si la jonction qui s'était faite des deux corps n'eût eu d'autre effet que d'affaiblir l'armée française: on ne put s'accorder sur les entreprises qu'on proposa de part et d'autre. Après de vives discussions, on se sépara. Cependant on laissa Grammont et ses six mille hommes dans les rangs des Hollandais. Si les Hollandais avaient voulu seconder ce faible renfort, les Espagnols auraient assurément tout risqué pour prévenir des défaites inévitables. Mais le caractère hollandais manquait de franchise; ce n'était pas pour combattre que le prince d'Orange s'unissait aux Français; il craignait même nos grands succès: c'était dans l'espérance de jeter la terreur au milieu des Espagnols, afin d'obtenir de l'Espagne des conditions plus avantageuses. Les Français quittèrent bientôt les Hollandais et rejoignirent le gros de l'armée, occupée alors au siége de quelques places en Flandre.

Le duc d'Enghien, gêné dans ses opérations par le duc d'Orléans, son général en chef, le détermina à re-

Digitized by Google

tourner à Paris, sous prétexte que la campagne était finie. Après le départ du duc d'Orléans, il mit le siége devant l'importante place de Dunkerque. Le siége présentait de grandes difficultés : la plage qui l'environnait n'était que sable mouvant, et la tranchée qu'on ouvrait était comblée le lendemain par des vents violents. Rien ne fut capable de décourager le duc d'Enghien. La place, après avoir vainement attendu des secours, fut obligée de capituler le 11 octobre. La prise de Dunkerque, qui a été mise au nombre des plus beaux faits d'armes du prince, était moins importante qu'on l'a publié. Cette forteresse avait été négligée, et elle était épuisée de munitions.

Le duc d'Enghien dut une grande partie de son succès au maréchal de Gassion, à qui nous devions la prise de Furnes, et qui avait arrêté Piccolomini lorsque ce général marchait au secours de Dunkerque. Gassion, soldat plein de cette brusque franchise militaire qui dit hardiment la vérité aux grands comme aux petits, fut traité durement par le fier et hautain duc d'Enghien, quoiqu'il eût été son premier maître. Gassion crut un jour, pour le bien du service, devoir changer quelque chose aux ordres donnés par le duc : « Et sur ce que le » maréchal vouloit lui dire ses raisons, le prince lui re» partit que ce n'étoit pas à lui à chercher des raisons, » mais à obéir aveuglément à ses commandements, » étant son général qui en savoit plus que lui, et qu'il » lui apprendroit l'obéissance comme au dernier goujat » de son armée (1). » Enghien lui confia cependant le

(1) Montglat, tom. L, pag. 43.

Digitized by Google

commandement de son armée pendant l'hiver, car il ne prétendait commander les troupes que pendant la belle saison. Turenne, au contraire, demeurait en tout temps au milieu de ses soldats.

Turenne ne fit rien de remarquable dans cette campagne; il s'unit avec Wrangel pour porter la désolation et le ravage dans la Bavière, jusqu'aux portes de Munich, afin de déterminer le vieux Maximilien à solliciter sérieusement la paix.

La guerre languissait toujours en Piémont, où le prince Thomas de Savoie était presque abandonné par la France. Le commandant militaire des Espagnols en Lombardie se rendit maître de Vigevano et d'Acqui sans beaucoup de difficultés. Un vif sentiment de contrariété détermina Mazarin à relever la guerre de ce côté. Châtiés par Innocent X, pour avoir voulu afficher l'indépendance à Rome, les Barberini, neveux du dernier Pape, arborèrent, du consentement de l'ambassadeur français, les armes de France à la porte de leurs hôtels. Innocent X en fut indigné avec justice, et déclara qu'il ne souffrirait jamais qu'une nation étrangère voulût aussi ouvertement porter le désordre dans la capitale du monde chrétien. Comme ses réclamations n'étaient pas entendues, il rendit une bulle pour obliger tous les cardinaux à vivre à Rome, priva du droit de prendre part à l'élection pontificale tout cardinal qui demeurerait hors de Rome sans la permission du Pape, ou qui, rappelé par lui, n'aurait pas obéi. Mazarin ayant compris à qui cette bulle s'adressait, la fit déférer au Parlement, qui la déclara abusive. Cette petite vengeance aurait probablement peu affecté le Souverain Pontife, si Maza-

Digitized by Google

rin n'eût résolu alors de recourir à d'autres armes. Le ministre fit travailler pendant tout l'hiver à la construction d'une flotte de trente-six vaisseaux, de vingt galères, de dix-huit brûlots et de beaucoup de tartanes, et en confia le commandement à un jeune marin de grand mérite; l'amiral duc de Brézé, beau-frère du duc d'Enghien, mit à bord six mille hommes de bonnes troupes, commandés par le prince Thomas, et lui donna l'ordre de se diriger vers les quelques ports que l'Espagne possédait près des Etats de l'Eglise. On voulait par là épouvanter le Souverain Pontife.

Après avoir forcé les petites places de Telamone, Salines et Santo-Stefano à capituler, Brézé alla mettre le siége devant Orbitello, forteresse environnée de marais profonds et accessible d'un seul côté. Les travaux du siége ayant traîné en longueur et donné le temps à la flotte espagnole d'accourir des eaux de Naples, il s'engagea un combat naval, ou plutôt une canonnade, qui fit éprouver aux deux flottes des pertes considérables, et qui les contraignit à se retirer. Quoique les Français n'eussent pas perdu un seul vaisseau, ils avaient fait une perte irréparable dans le jeune duc de Brézé, qui semblait destiné à donner à notre marine une grande puissance.

Rome retentit de cris de joie en apprenant la retraite de la flotte française, et vit tous les jours afficher sur ses murs des libelles où Mazarin était tourné en ridicule. Le cardinal-ministre, piqué au vif, ordonna de réunir une nouvelle flotte à Toulon, où il sut faire affluer l'argent qui manquait partout, parce qu'il s'agissait de venger le ministre de quelques quolibets romains. La flotte française mit à la voile, au commencement de septembre,

Digitized by Google

emporta Piombino et Porto-Longone, dans l'île d'Elbe, places qui pouvaient servir de point d'appui pour les suites de la guerre. Tous les Etats d'Italie en furent effrayés; le Pape, en particulier, demanda à négocier et se montra disposé non-seulement à faire cesser toutes les poursuites commencées contre les Barberini, mais encore à donner toute satisfaction à la France.

La Catalogne était toujours le point où la guerre était le plus difficile, parce que l'Espagne avait dans cette province un grand nombre de personnages dévoués qui l'instruisaient de toutes les dispositions de l'armée française. Harcourt, désirant reprendre l'importante place de Lérida, arriva le 9 mai 1646 sous les murs de cette ville, jeta des ponts sur la Sègre et ouvrit la tranchée des deux côtés de la rivière. Il y avait dans la place cinq mille hommes de bonne garnison, commandés par un vaillant officier, Gregorio Bretto; il fut secouru par le général Leganès, qui, après avoir harcelé pendant deux mois les assiégeants sans pouvoir faire entrer des secours dans la ville, feignit enfin de l'abandonner à son mauvais sort et d'opérer sa retraite; mais, par une marche habile, il vint percer les lignes françaises et s'empara de l'un des forts de Harcourt, qu'il contraignit à lever un siége qui avait duré sept mois et avait coûté la vie aux plus braves officiers français.

Les armes de la France avaient été heureuses partout, excepté en Catalogne; Mazarin résolut d'y envoyer le premier capitaine de son siècle, le célèbre duc d'Enghien, qui venait de prendre le titre de prince de Condé depuis la mort de son père. Condé fit mine de vouloir attaquer Tarragone ou Tortose, et se porta rapidement

Digitized by Google

sur Lérida, place toujours défendue par Bretto, « homme » d'autant d'expérience que de valeur et d'une politesse » achevée; tous les matins il envoyoit au prince de Condé » des glaces et de la limonade pour le rafraîchir; du » reste, fier et intrépide dans la manière de défendre sa » place. »

Persuadé que Lérida serait facilement emporté, Condé ouvrit la tranchée au son du violon. Contrairement à tous les principes de l'art, il avait dirigé l'attaque du côté le plus fort de la citadelle et de la ville; aussi il rencontra bientôt des difficultés de terrain inouïes. Le roc était tellement dur, que les mineurs pouvaient à peine en enlever une petite parcelle. « Quelque diligence » qu'on pût apporter, les nuits se passoient sans que le » travail s'avançât, ce qui désoloit les généraux, les of- » ficiers et les soldats; d'ailleurs le feu étoit terrible, » continuel, et la mortalité très grande. Le gouverneur » fit deux sorties considérables, toutes deux sur la tran- » chée du prince de Condé..... Il fallut reprendre tous » les postes qui avoient été abandonnés, ce qui se fit » avec un péril extrême, car les ennemis ayant été assez » de temps maîtres de nos travaux qu'ils avoient pres- » que tous comblés, il fallut les reprendre en plein jour, » sous le feu prodigieux de toute la place, regagner à » découvert les postes perdus, et replacer les gardes où » elles étoient en premier lieu; aussi la pilule fut-elle » des plus dures à digérer. »

Trop faible pour repousser une armée espagnole qui accourait au secours de la place, Condé se retira dans les montagnes pour laisser passer les grandes chaleurs de l'été. Il recommença la campagne en automne par la

Digitized by Google

prise de la petite ville d'Ager. Sa fureur, causée par ses insuccès, fut telle, qu'il ordonna d'égorger tout ce qui se trouvait de vivant dans cette malheureuse ville (1).

Condé, qui avait commandé dans un pays et à la tête de soldats qu'il ne connaissait pas, comprit alors que sa véritable place était à l'armée du Nord, qui languissait par son absence. Il en avait laissé le commandement aux maréchaux Gassion et Rantzau, officiers de grand mérite, qui s'étaient élevés par leurs talents aux premières charges militaires; mais ils étaient jaloux l'un de l'autre. Rantzau, la valeur personnifiée, avait perdu un bras, une jambe, une oreille et un œil dans les combats; malgré cela, il se montrait toujours prêt à s'exposer aux plus grands dangers, et il joignait à cette bravoure la prudence du capitaine. Il était malheureusement adonné à un grand vice, à l'ivresse, qui l'avait plusieurs fois exposé à compromettre le salut de l'armée. Gassion, qui avait un caractère frondeur, était d'ailleurs un officier de premier mérite. Ces deux maréchaux avaient en tête un homme très capable, mais plein d'un sot orgueil, se vantant qu'il allait apprendre aux Français leur A B C D, annonçant ainsi qu'il leur reprendrait les places d'Armentières, Béthune, Courtray et Dunkerque; mais il ne put leur donner que la première leçon.

L'archiduc Léopold vint investir Armentières le 11 mai et força cette place à capituler le 31 : il emporta ensuite Commines en huit jours, poussa une pointe sur Lens, puis tout-à-coup parut sous les murs de Landrecies et commença une ligne de circonvallation. Toute la population du voisinage, qui souffrait depuis longtemps

(1) Grammont, tom. LVI, pag. 299. — Montglat, tom. L, pag. 79.

Digitized by Google

de la domination française, accourut pour l'aider dans sa tentative. Quand l'armée reçut l'ordre de marcher en grande diligence pour surprendre les lignes ennemies et les forcer, le maréchal de Rantzau, qui commandait ce jour, fut trouvé ivre-mort au moment du départ, ce qui fit perdre six heures. L'ennemi, prévenu à temps, s'était préparé au combat, et le coup fut manqué. Landrecies capitula le 18 juillet. Les deux maréchaux, après s'être séparés pour prendre l'un Dixmude, et l'autre La Bassée, se réunirent pour commencer le siége de Lens, place qui se rendit le 3 octobre. La France y fit une perte très considérable, celle du maréchal Gassion, l'un de nos premiers généraux. Il n'avait dû son élévation qu'à son propre mérite, car sa naissance était très médiocre; il eût été revêtu plus tôt des plus grands commandements, s'il avait su mettre un peu plus de souplesse et de convenance dans ses rapports avec ses supérieurs. Il était intrépide, sobre, dormant fort peu. S'il eût obtenu seul le commandement de l'armée du Nord, on ne doute pas qu'il n'eût anéanti les Espagnols dans les Pays-Bas.

L'Allemagne, où commandait Turenne, ayant été livrée aux plus affreux ravages, les armées alliées, française et suédoise, ne trouvaient plus rien pour vivre. Les villes de Lindau, sur le lac de Constance, de Meinau et de Reichenau ayant servi de refuge à quelques habitants de la Souabe, qui y avaient transporté ce qu'ils possédaient, furent pour cela assiégées par l'armée alliée. Les Suisses, émus de cette démonstration, ouvrirent des négociations, d'après lesquelles l'armée se replia sur la Bavière, dont les provinces étaient entièrement ruinées. L'électeur, épouvanté, fit un traité de neutralité, et, pour

Digitized by Google

gage de sa fidélité à l'engagement qu'il contractait, remit aux Français et aux Suédois les villes d'Heilbronn, Memmingen et Uberlingen.

Ce premier traité n'était que l'avant-coureur de quelques autres qui devaient enfin amener une pacification générale. Le Pape se réconcilia avec la France, accorda le chapeau de cardinal à Michel Mazarin, frère du ministre, et rendit aux Barberini leurs charges et leurs biens confisqués.

Le duc de Modène se sépara aussi de l'Espagne pour s'allier à la France et unit quatre mille fantassins et quinze cents cavaliers à une armée française d'égale force, qui débarqua à Piombino. Cette petite armée pénétra dans la Lombardie, où elle eut, il est vrai, peu de succès cette année; mais c'était un indice de ce qui allait bientôt arriver.

La France avait d'ailleurs en Italie des alliés puissants dans les gouverneurs espagnols, qui se livraient à d'horribles vexations contre un peuple mou, léger, habitué aux jouissances matérielles. Non contents de pressurer les peuples au nom de l'Etat, qui avait besoin de finances pour se défendre de tous côtés, les officiers et les gouverneurs, voulant s'enrichir, ajoutaient à l'oppression légale. Les charges étant devenues intolérables, les agents du fisc eurent l'infamie de conseiller de vendre l'honneur des filles et des femmes pour les acquitter. Un mouvement insurrectionnel commença en Sicile et se propagea à Naples. Il ne fallait qu'un chef.

Le duc de Guise parut l'homme qui convenait à la situation. Membre d'une famille féconde en hommes illustres, il avait pris part à la guerre, et, dans ses cam-

Digitized by Google

pagnes de 1644 et de 1645, il avait donné des preuves d'une bravoure qui allait jusqu'à la témérité; il passait pour le plus parfait modèle des anciens paladins; il était d'ailleurs un descendant de cette famille angevine qui avait régné à Naples et qui y avait laissé de si beaux souvenirs.

Guise, qui était à Rome lorsqu'il reçut l'offre d'être placé à la tête de la *royale république* de Naples, agréa l'offre, se jeta dans une frêle embarcation avec vingt-deux personnes, quelques milliers de pistoles qu'il avait empruntées et quelques barils de poudre, et se dirigea sur Naples. Ayant rencontré la flotte espagnole, il se sépara des quelques felouques qui l'accompagnaient, s'avança vers la terre, passant tout près de la flotte ennemie qui tirait sur lui. Il débarqua heureusement et se présenta seul pour défendre Naples.

Guise nous a tracé un tableau hideux de la situation politique, morale et matérielle de Naples, où dominait le parti anarchique, ennemi de toute autorité régulière. Après être parvenu avec peine à réunir quelques hommes autour de lui, le duc rendit par son courage l'enthousiasme au peuple, et reprit successivement tous les faubourgs et tous les postes qui étaient encore au pouvoir des Espagnols.

Cette première conquête fut suivie de plusieurs autres non moins brillantes. Aversa fut emportée. Nola et Avellino ouvrirent leurs portes; les provinces de Salerne et de la Basilicate se déclarèrent en faveur du duc de Guise. Il ne fallait qu'un peu d'effort du côté de la France pour mettre le royaume de Naples sous l'autorité d'un prince français. Mais, dominé par une noire jalou-

Digitized by Google

sie contre la fortune de Guise, poussé encore par les vils courtisans, le duc de Richelieu résolut de faire échouer cette entreprise, tout en feignant de la seconder; envoyé dans les eaux de Naples avec la flotte française, il n'attaqua même pas la flotte espagnole qu'il pouvait écraser. Loin de s'adresser à Guise comme au chef de la *Royale république*; les agents français appuyèrent les soupçons qui se manifestaient dans certains esprits, que Guise voulait rétablir une monarchie absolue à son profit. Dès lors l'autorité du duc commença à s'affaiblir, et la flotte française disparut sans avoir rien fait.

Convaincu alors qu'il fallait changer de politique à l'égard de Naples, l'Espagne nomma des gouverneurs qui se présentèrent comme des anges de paix, promirent aux Napolitains tout ce qu'ils pouvaient demander, et trouvèrent ainsi un important appui dans les chefs du parti populaire, qui, après avoir soulevé le peuple, préparèrent la restauration de l'autorité de l'Espagne et ouvrirent l'une des portes de Naples aux Espagnols, tandis que le duc était occupé à les repousser de la petite île de Procida. Livré au désespoir par la perte de la capitale, le prince français, après s'être jeté dans les provinces et y avoir obtenu quelques succès, se vit bientôt obligé de fuir, fut arrêté devant Capoue et conduit dans les prisons d'Espagne, où il demeura quatre ans.

De grands événements militaires se passaient alors dans les Pays-Bas. Renvoyé à son armée pour arrêter les succès de l'archiduc Léopold, Condé se dirigea sur Ypres, s'en empara et fit élever au milieu de la ville une forteresse où il mit une garnison française.

Cependant Rantzau faisait une tentative sur Ostende,

Digitized by Google

se laissait complétement battre et était fait prisonnier, ce qui rendit à Léopold sa supériorité sur les armes françaises, lui permit de pénétrer en France, de menacer Péronne et le Catelet, de s'emparer de Furnes et de venir mettre le siége devant Lens. Ayant reçu quatre ou cinq mille hommes d'Allemagne, Condé, malgré son infériorité numérique, s'approchait de cette place pour la dégager, quand il apprit qu'elle s'était rendue et que l'ennemi occupait une position formidable sous ses murs. Il ordonna d'opérer la retraite, et disposa ses troupes de manière que si Léopold voulait le poursuivre il se trouvât prêt à combattre. Et en effet, un faible avantage, remporté par le général lorrain Beck, détermina l'archiduc à livrer bataille. C'était pour la troisième fois que Condé engageait le combat avec le désavantage du nombre. Il se contenta de dire à ses soldats ces paroles : « Amis, souvenez-vous de Rocroi, de Fribourg et de Nordlingue. » L'aile droite des Espagnols, composée de vieilles bandes échappées au désastre de Rocroi, était appuyée à la ville de Lens, et couverte sur son front de ravins et de chemins creux; le corps de bataille occupait plusieurs villages, retranchés naturellement par des haies vives et des fossés; enfin l'aile gauche était postée sur une éminence qu'on ne pouvait aborder qu'après avoir franchi plusieurs défilés.

Condé eut recours à toutes les ressources de son génie pour arracher Léopold de ce poste avantageux. Canonnade extrêmement vive, escarmouches nombreuses, stratagèmes multipliés, tout ayant été inutile, le prince se détermina alors à opérer sa retraite sur Béthune, afin d'entraîner l'ennemi à sa suite. Il se tenait à la tête d'un

Digitized by Google

faible corps de réserve, lorsqu'il fut violemment attaqué par le général Beck, qui mit en déroute sa petite troupe, faillit s'emparer du grand capitaine français, et, par ce faible avantage, entraîna l'archiduc à une bataille. Le prince de Condé soutint le choc pour amortir les premiers coups des ennemis; puis, s'apercevant que sa ligne faiblissait, il ordonna de marcher en avant. Après un combat très long et très rude, il triompha. Grammont, chargé du commandement de l'aile gauche, malgré le peu de résistance qu'il éprouva, courut cependant un grand danger et fut dégagé par Turenne, qui, bien que placé dans un rang très inférieur à son mérite, eut la principale part à la victoire, et prit le général Beck. Peut-être ne fut-il jamais plus grand qu'en servant ainsi son émule. L'archiduc se sauva à peine avec le comte de Fuensaldagne; les Impériaux et les Espagnols furent dispersés; ils perdirent plus de cent drapeaux et trente-huit pièces de canon, nombre très considérable alors. On leur fit cinq mille prisonniers; trois mille hommes avaient été tués, les autres soldats disparurent, en sorte que l'archiduc resta sans armée.

Tant de succès et de services, moins récompensés que suspects à la cour, rendaient le prince aussi redoutable au ministère qu'aux ennemis de la France; il fut rappelé lorsqu'il eut repris Furnes.

Turenne avait eu de brillants succès en Allemagne au commencement de cette année. Le 17 mai il atteignit, près d'Augsbourg, l'armée impériale qui se retirait, enfonça et tailla en pièces l'infanterie qui gardait un défilé. Les succès de nos alliés en Bohême n'étaient pas moins heureux. En Italie le duc de Modène, secondé par

Digitized by Google

les Français, délivrait Casal-Maggiore et enlevait un retranchement élevé devant Crémone, ville qui ne put être emportée : on accusa de cet échec Mazarin, qui, assurait-on, avait manqué à ses engagements. En Catalogne, Schomberg remportait des succès éclatants. Il contraignait François de Mello à lever le siége de Flix, et emportait la ville et la citadelle de Tortose.

La France étant victorieuse sur tous les points, la maison d'Autriche abattue, et nos alliés fatigués de la guerre, tout annonçait la pacification générale qui se traitait à Munster. Les négociations, il est vrai, duraient depuis longtemps; mais il n'en pouvait être autrement, vu la grandeur des intérêts à régler et le nombre des intéressés appelés à délibérer.

Depuis le moyen âge, cette grande époque où les rois réunis sous la houlette du Chef de la chrétienté, se rassemblaient avec les évêques et les puissants feudataires pour discuter non pas les choses religieuses, qui sont exclusivement du domaine des pasteurs, mais les intérêts des peuples, les droits de la guerre et de la paix, rien d'aussi solennel, d'aussi imposant ne s'était présenté que le congrès de Westphalie. Il y avait eu plusieurs traités de paix très importants dans les derniers siècles, mais aucun n'avait embrassé la totalité des intérêts de l'Europe.

Pour comprendre les difficultés du traité de Westphalie, il est nécessaire d'énumérer tous les intérêts en litige. Depuis un siècle et demi, l'Europe avait subi des changements qui l'avaient rendue réellement méconnaissable. Le protestantisme, en jetant dans le monde le grand principe de discorde, le moi humain, base de tout

Digitized by Google

égoïsme, avait produit de grands effets religieux et temporels. Sous le rapport religieux, la Papauté avait été affaiblie et avait perdu une partie de ce prestige de grandeur que rien n'égalait au moyen âge; l'unité religieuse ayant été brisée, avait fait place, chez les peuples, à un nouveau ferment de division, ferment effroyable dont rien n'égalait la puissance. Le protestantisme, en attaquant la propriété ecclésiastique, en l'usurpant avec l'audace du vol le moins déguisé, avait fondé de nouvelles principautés, établi des souverains moins puissants, il est vrai, que les grands monarques de l'Occident, mais avec lesquels cependant il fallait compter. Cet état se trouvait partout. Il fallait donc, par une bonne paix, embrasser tous les intérêts et tous les peuples de l'Europe, et régler les nouveaux droits, en tenant compte des faits plus ou moins justes, et en légitimant ceux qui pouvaient l'être.

Pour atteindre ce double but, les grandes nations de l'Europe se réunirent en deux congrès, dont les traités devaient être en rapport entre eux et cependant divers, à cause de la différence des intérêts à régler. L'un se tint à Munster entre les plénipotentiaires de la France, de l'empereur, de l'Espagne et des princes catholiques allemands, sous la médiation du Pape et des Vénitiens; l'autre se réunit à Osnabruck, où se trouvèrent les plénipotentiaires de l'empereur, de la Suède, des princes protestants d'Allemagne, sous la médiation du Danemarck. Toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de la Turquie, eurent des représentants dans ces deux congrès. Ceux de France furent le comte d'Avaux et Abel Servien, esprits de la plus haute capa-

Digitized by Google

cité, malheureusement divisés par une vieille inimitié ; il fallut, pour servir de médiateur entre ces deux hommes, envoyer le duc de Longueville, qui devint le chef de nos négociateurs. Trois traités principaux d'un immense intérêt pour la France sortirent de ces longues conférences, que Mazarin avait dirigées avec une grande habileté selon ses désirs, malgré le poids d'une guerre étrangère et les tumultueux embarras d'une guerre civile.

Par le traité qui intéresse spécialement la France et qui lui est exclusivement personnel, Mazarin obtenait six grands avantages : 1° la renonciation, de la part de l'empereur, à tous ses droits sur les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, dont l'annexion à la France fut alors définitive et reconnue par des traités ; 2° la renonciation de l'Empire au droit de suzeraineté sur Pignerol, ville cédée à la France par le duc de Savoie en 1631 ; 3° la cession, pour trois millions de livres payables à l'archiduc, de la souveraineté des landgraviats de la haute et de la basse Alsace, du Sundgau, des villes impériales de l'Alsace, à l'exception de Strasbourg et de Brisach, avec tous les droits de supériorité territoriale et de propriété que l'Autriche et l'Empire avaient possédés sur ces contrées ; 4° le droit de tenir garnison dans Philippsbourg, et l'engagement qu'aucune forteresse ne serait élevée sur la rive droite du fleuve, depuis cette ville jusqu'à Bâle ; 5° la liberté du commerce sur le Rhin et sur les deux rives du fleuve ; 6° la séparation complète de l'empereur et de l'empire des affaires d'Espagne dans la lutte qui allait se continuer entre ce dernier Etat et la France. On permettait à l'empereur d'intervenir officieusement et en ami pour la solution du

Digitized by Google

différend qui existait entre la France et la Lorraine. Celui qui eût promis, au commencement de la guerre, un pareil traité, eût été regardé comme un téméraire. Ce n'était cependant là qu'une partie des avantages obtenus par la France. Ce qui fut peut-être plus important encore, ce fut le second traité, celui qui fut passé entre l'empereur, la Suède et les Etats de l'empire.

Mazarin, persuadé que, pour abattre définitivement la prépondérance de la maison d'Autriche, il fallait relever les puissances secondaires de l'Allemagne, avait prescrit à ses ambassadeurs de ne point séparer la cause de la France de celle de ses alliés, quels que fussent d'ailleurs les avantages qu'on nous offrît. Par ce traité, devenu la base de tous les autres traités, un nouvel électorat fut créé pour la maison de Bavière. Les droits de tous les princes et des villes impériales, ainsi que les priviléges des moindres gentilshommes allemands furent confirmés. La Suède obtint la Poméranie citérieure, Rugen, Wismar, l'archevêché de Bremen et l'évêché de Verden, qui furent sécularisés; elle reçut le titre de membre de l'Empire, avec trois voix à la diète. L'électeur de Brandebourg obtint l'archevêché de Magdebourg et les évêchés de Halberstadt, Minden et Canin sécularisés, avec droit de trois voix à la diète; le duc de Mecklembourg eut deux voix à la diète et les évêchés sécularisés de Ratzebourg et de Schwerin; on accorda des abbayes sécularisées au landgrave de Hesse et au duc de Brunswick.

Tous les princes, tous les peuples de l'Europe, même ceux qui n'avaient pris qu'une part très indirecte à la guerre et aux délibérations de la diète, voulurent paraître au traité. Les ducs de Savoie, de Modène et de Man-

Digitized by Google

toute recouvrèrent leurs Etats; la confédération helvétique, de fait indépendante de l'Empire depuis trois siècles, quoique toujours revendiquée par les empereurs, fut légalement consacrée et constituée en Etat neutre, pour être perpétuellement entre la France et l'Autriche une barrière qu'il serait difficile de rompre. Le grand duc des Moscovites, qui commandait alors à des peuples entièrement barbares et presque inconnus du reste de l'Europe, fut aussi compris nominativement dans ce traité.

L'atteinte la plus rude fut portée à la puissance de l'empereur. « La paix de Passau de 1552 et la paix d'Augsbourg sont confirmées : amnistie générale est prononcée; l'état public de la religion et la jouissance des biens ecclésiastiques sont remis sur le même pied qu'avant l'année 1624. La chambre impériale sera composée de vingt-six membres catholiques et de vingt-quatre protestants; l'empereur ne peut rien faire pour les objets d'intérêt général, sans les diètes générales, où tous les princes, Etats et villes libres jouissent d'un suffrage décisif, principalement pour faire les lois, pour déclarer la guerre ou faire la paix, pour autoriser des levées d'hommes ou d'argent, construire des forteresses, etc.... Lesdits princes, Etats et villes libres ont la supériorité territoriale, c'est-à-dire le droit de se gouverner eux-mêmes et leurs sujets tant sur les choses ecclésiastiques que sur les choses politiques; ils ont la faculté de faire des alliances soit entre eux, soit avec les puissances étrangères, pourvu que ces alliances ne soient point dirigées contre l'empereur et l'empire, et contraires à la paix de Westphalie; ils ne peuvent être mis au ban de

Digitized by Google

l'empire que pour forfaiture à la constitution, et seulement par des diètes nationales. Leur nombre est fixé à 343, dont 158 souverains séculiers, 123 ecclésiastiques et 62 villes impériales (1). »

Ce traité, devenu l'œuvre des Français et des Suédois, qui se constituaient ainsi les législateurs de l'Empire, était le résultat de la politique de Richelieu, dont on recueillait seulement les fruits. Il sacrifiait les intérêts religieux, abandonnait les droits des principautés ecclésiastiques en Allemagne, méritait le titre « d'apostasie des nations », et donnait de nouvelles forces au principe révolutionnaire introduit par la réforme.

Dès l'ouverture des conférences, l'Espagne eut l'adresse de faire une paix particulière avec la Hollande. Pour y parvenir, elle donna l'alarme aux Provinces-Unies sur les desseins de la France, cherchant à leur persuader que le gouvernement français voulait échanger la possession de la Catalogne et du Roussillon contre les Pays-Bas. Redoutant beaucoup plus le voisinage de la France que celui des Espagnols, les Hollandais acceptèrent la paix sans s'inquiéter de leurs alliés. C'est ainsi que la monarchie espagnole se trouva heureuse de n'avoir plus ces protestants pour ennemis, et de reconnaître pour souverains ceux qu'elle avait traités si longtemps de rebelles indignes de pardon. Ces républicains augmentèrent leurs richesses et devinrent bientôt si puissants sur mer, qu'ils opposèrent aux Anglais, avec lesquels ils étaient en guerre, une flotte de cent vaisseaux de ligne. La victoire, demeura souvent indécise entre

(1) Lavallée, *Hist. de France*, tom. III.

Digitized by Google

Black, l'amiral anglais, et Tromp, l'amiral hollandais, qui étaient tous deux sur mer ce que Condé et Turenne étaient sur terre.

Après ce traité, l'Espagne refusa, avec assez de raison, de faire la paix avec la France. Voyant la France plongée dans les difficultés d'une guerre civile, espérant que les troupes allemandes licenciées lui fourniraient un secours considérable, le ministère espagnol voulut continuer la guerre pour nous vaincre. Mais rien n'arrêta nos succès, quoique, depuis la paix de Munster, l'empereur, contrairement au traité, fit passer en Flandre, en quatre ans, plus de trente mille hommes.

Alors se réfugiait en France la reine d'Angleterre, épouse de l'infortuné Charles Ier, dont la tête devait bientôt tomber sous la hache du bourreau. Marie-Henriette de France, fille de Henri IV, qui avait presque toutes les qualités du roi son père, l'activité et l'intrépidité, l'insinuation et même la galanterie, secourut en héroïne un époux à qui d'ailleurs elle était infidèle. On la vit vendre ses meubles et ses pierreries, emprunter de l'argent en Angleterre, en Hollande, donner tout à son mari, passer elle-même en Hollande pour solliciter des secours par le moyen de la princesse Marie, sa fille, femme du prince d'Orange. Elle négocia dans les cours du Nord; elle chercha partout de l'appui, excepté dans sa patrie, où le cardinal de Richelieu, son ennemi, et le roi son frère étaient mourants.

Mais, malgré l'activité dévorante de la reine, Charles Ier devait, par ses fautes multipliées et même par une religion mal entendue, tomber entre les mains de ses ennemis, être livré au jugement de ses sujets rebelles,

Digitized by Google

être condamné au supplice ignominieux de la hache. Charles Ier s'était montré trop opiniâtre pour se désister de ses desseins et trop faible pour les exécuter. Il était bon mari, bon père, bon maître, honnête homme; mais il était conseillé par des ministres trop peu habiles dans la violente tourmente qui agitait la nation. Cette fin si peu méritée d'un bon roi entièrement dévoué aux intérêts de son peuple, fut vivement déplorée en France. Mais Mazarin consentit à courber la tête devant Cromwell, et demanda l'amitié du Protecteur, qui était parvenu à relever cette Angleterre que les peuples voisins jugeaient perdue. Lorsqu'on la croyait ensevelie sous des ruines, qu'on disait son commerce anéanti, elle se trouva plus puissante que jamais sous la domination de Cromwell, qui l'assujettit en portant son évangile dans une main et l'épée dans l'autre. Il couvrit son visage d'un masque de religion, et il ne craignit pas de souiller par les plus grands crimes les qualités qui eussent fait un grand roi.

§ II. — *Fronde (1648-1651).*

Cette terrible révolution de l'Angleterre, qui devait avoir une si fatale issue, avait commencé par un impôt de deux schellings par tonneau de marchandise : une cause presque aussi légère amena en France le bouleversement de l'Etat. Il fallait de l'argent pour faire la guerre; malheureusement, l'administration de nos finances était remise en si mauvaises mains, que, pour s'en procurer, le contrôleur-général Particelli Emery recourait aux expédients les plus onéreux et les plus vexatoires. Il disait naïvement « que les surintendants n'é-

Digitized by Google

toient faits que pour être maudits, et que la bonne foi n'étoit que pour les marchands. » Pour avoir une idée de la dilapidation des finances, il faut parcourir les mémoires d'Omer Talon. Nous nous contenterons d'en extraire le passage suivant : « D'Emery, disait Omer Talon, avoit méprisé toute sorte d'ordre dans les finances, tant en la recette que dans la dépense ; car, pour avoir des deniers comptants, il avoit baillé toutes les tailles en parti, et payoit quinze pour cent d'intérêt à ceux qui lui avançoient les deniers. Dans Paris, la plupart du lucre étoit fondé sur ces gros intérêts que le roi payoit ; les marchands avoient, la plupart, abandonné leur trafic actuel pour mettre leur argent dans cette espèce de négociation infâme. Le surintendant faisoit de même sur les fermes, et ainsi il mangeoit par avance, en l'année 1648, les années 1650 et 1651, et avoit porté les choses si avant, qu'ayant engagé les finances du roi de plus de cent millions envers les partisans et gens d'affaires, il ne faisoit plus subsister l'Etat que des retranchements qu'il faisoit sur les officiers et sur les autres. Les compagnies souveraines avoient souffert un quartier de retranchement de leurs gages ; les présidiaux n'en recevoient aucune chose ; les trésoriers de France, les élus, les grenatiers et tous les officiers comptables n'en touchoient rien du tout. Les gens de guerre n'étoient point payés ; les gardes françaises et suisses étoient en arrière de douze montres ; les Suisses prêts à quitter. L'armée de Flandre, faute de cent mille francs, perdit l'occasion d'entreprendre quelque chose de grand après la bataille de Lens ; l'armée d'Allemagne, commandée par le maré-

Digitized by Google

» chal de Turenne, faute d'argent, se dissipoit ; le siége » de Crémone fut levé par la même considération. »

Pour donner une sorte de satisfaction à l'opinion publique soulevée contre le financier italien, le cardinal Mazarin ôta la surintendance à son confident Emery, et le relégua dans ses terres. On s'indignait qu'un paysan siennois, venu en France sans nulle fortune, possédât des terres. Quoique le ministre eût conclu le fameux et honorable traité de Munster, on ne voulait pas lui pardonner les impôts dont il avait été obligé de charger le peuple. Car il faut remarquer que ce traité, si glorieux pour la France, fut signé la même année que les barricades furent élevées.

Bien loin de songer à changer de système financier en renvoyant son surintendant, le cardinal-ministre, non content de maintenir les édits rendus antérieurement, résolut encore d'en porter de nouveaux. Le Parlement, en possession de vérifier les édits de taxe, refusa d'enregistrer ceux qui lui étaient présentés, se rendit ainsi favorable au peuple, et acquit le plus grand pouvoir par son hostilité au cardinal.

Il ne faut pas s'attendre à voir ici l'une de ces émeutes où la populace court subitement aux armes, se choisit un chef et attaque le pouvoir. Le mouvement avait pour chef un corps réfléchi, puissant, qui, sûr de sa force, voulait mettre la forme dans ses procédés et faire une révolution avec bienséance. On discutait le pouvoir ; « le » peuple, dit le cardinal de Retz, entra dans le sanc- » tuaire ; il leva le voile qui doit toujours couvrir tout » ce que l'on peut dire des droits des peuples et des rois, » qui ne s'accordent jamais si bien ensemble que dans

Digitized by Google

» le silence. La salle du Palais profana ces mystères. »

Dans un lit de justice tenu le 15 janvier 1648, pour faire enregistrer des édits, l'avocat-général Omer Talon osa tenir ce langage au roi, quoique la cour fût en assez bons termes avec le Parlement :

« Vous êtes, sire, notre seigneur; la puissance de » votre majesté vient d'en haut, elle ne doit compte de » ses actions, après Dieu, qu'à sa conscience. Mais il im- » porte à sa gloire que nous soyions des hommes libres, » et non des esclaves. La grandeur de tout Etat et la » dignité de la couronne se mesurent sur la dignité de » ceux qui lui obéissent.

» La plupart des autres souverains exercent des puis- » sances bornées et raccourcies : ils ont des conseils né- » cessaires, des assemblées d'Etat fixes et ordinaires, des » cercles et des diètes auxquels ils sont obligés de défé- » rer, qui prennent connaissance de leurs affaires et » censurent leurs actes.

» Votre Majesté a le titre auguste de roi des Fran- » çois, c'est-à-dire, qu'elle a le commandement sur des » hommes de cœur et non sur des forçats qui obéissent » par contrainte, qui craignent la main du comité et » maudissent tous les jours l'autorité qu'ils respectent. » Les maximes de l'Etat et de la patrie qui préparent le » trône des rois, qui sont les fondements et la pierre an- » gulaire des monarchies légitimes, doivent aux minis- » tres des choses saintes et aux magistrats une honnête » liberté pour s'expliquer dans leur place et s'acquitter » fidèlement de la commission à laquelle leur charge et » leur honneur les obligent. C'est ce que nous faisons » aujourd'hui dans le lieu des jugements, pour faire en-

Digitized by Google

» tendre à Votre Majesté, avec toute sorte de regret, » l'impuissance de cette journée, qui donne de la frayeur » et de l'étonnement dans l'esprit des peuples, lorsqu'ils » s'aperçoivent que le cours impétueux du premier mo- » bile ne peut être arrêté que par la constance, par le » poids, la vertu du globe et des étoiles fixes, et que l'ex- » cès et la chaleur des signes célestes ne se tempèrent » point par la modération de Saturne.

» Il y a dix ans que la campagne est ruinée, les pay- » sans réduits à coucher sur la paille, leurs meubles » vendus pour payer les impositions, auxquelles ils ne » peuvent satisfaire, et que, pour entretenir le luxe de » Paris, des millions d'âmes innocentes sont obligées de » vivre de pain de son et d'avoine, et n'espèrent d'autre » protection que celle de leur impuissance. Ces malheu- » reux ne possèdent aucuns biens ni propriétés que leurs » âmes, parce qu'elles n'ont pu être vendues à l'encan. » Les habitants des villes, après avoir payé la subsis- » tance et le quartier d'hiver, les étapes et les emprunts » acquittés, le droit royal et de confirmation, sont en- » core imposés à la taxe des aisés. »

Adressant ensuite la parole à la reine-mère, il dit : « Madame, faites, s'il vous plaît, quelque sorte de ré- » flexion sur cette misère publique dans la retraite de » votre cœur. Ce soir, dans la solitude de votre oratoire, » considérez quelle peut être la douleur, l'amertume et » la consternation de tous les officiers du royaume, qui » voient aujourd'hui confisquer tous leurs biens sans » avoir commis aucun crime. Ajoutez à cette pensée, » Madame, la calamité des provinces dans lesquelles » l'espérance, la paix, l'honneur des batailles gagnées,

Digitized by Google

» la gloire des provinces conquises, ne peut nourrir » ceux qui n'ont point de pain, lesquels ne peuvent » compter les myrtes, les palmes et les lauriers entre les » fruits de la terre... »

Après avoir subi l'enregistrement, conformément à l'ordre du roi, le Parlement, irrité de ce que, parmi ces édits, il y en avait un qui créait douze charges de maîtres des requêtes et exigeait le paiement de la Paulette, se réunit, chercha s'il n'y aurait pas moyen de revenir sur l'enregistrement et crut en trouver un dans un antécédent remontant à 1641, par lequel la docte assemblée s'était attribué le droit de remontrances; il se mit alors à examiner les édits, à les critiquer, à attaquer les uns, à adopter les autres, malgré l'opposition du chancelier Séguier, qui déclara en vain que c'était élever une autorité rivale de la royauté.

Profondément affligée de cette usurpation, la reine, qui « souvent disait à ses familiers qu'elle ne consenti- » rait jamais que cette canaille (voulant parler des gens » de robe) attaquât l'autorité de son fils, » proposa le châtiment comme le seul remède capable d'arrêter indubitablement la révolte dans sa source. Afin de permettre à la colère de la reine de se calmer, le Parlement, à qui elle avait fait demander s'il lui appartenait de limiter les volontés du roi, usa de lenteur et répondit enfin par l'organe d'Omer Talon: « On leur recommande, dit-il, » qu'ils résolvent quelles sont les extrémités de leur » pouvoir; c'est-à-dire qu'ils sont en jugement et en » discussion avec leur souverain. Pardonnez, Madame, » si, pour demeurer dans les termes du respect, ils ont » manqué au devoir de l'obéissance. Ils confessent qu'ils

Digitized by Google

» ne peuvent ni ne doivent décider une question de cette » qualité, pour laquelle il faudroit ouvrir les sceaux et » les cachets de la royauté, pénétrer dans le secret de la » majesté de l'empire (1). »

On peut remarquer ici que le Parlement n'eut jamais des doctrines politiques bien arrêtées; il se borna toujours à une opposition peu intelligente, qui nuisait infiniment à la marche des affaires. Aussi ne put-il, malgré ses efforts, devenir un grand corps politique. D'ailleurs, tandis qu'il se montrait si superbe dans ses actes, il y avait dans ses paroles une grande humilité apparente pleine d'hypocrisie. « Nous ne parlons à nos souverains » que comme leurs très humbles sujets, lesquels ayant » acquis, par la longueur de leur service et de leur âge, » quelque lumière dans les affaires publiques, nous sommes en cette possession de leur présenter ce que nous » savons, même avec quelque sorte de chaleur qui n'est » autre chose qu'un zèle respectueux, lequel a pour fondement la sincérité de nos intentions et de nos pensées qui sont toutes loyales. »

Si la cour modifia quelques édits, elle conserva ceux qui concernaient le Parlement, assurée d'être soutenue en ce point par les grands corps de l'Etat, jaloux de l'immense supériorité qu'il s'attribuait. Les maîtres des requêtes paraissaient ennemis de ce corps, et faisaient souvent casser ses arrêts au Conseil; la Cour des comptes venait de s'entreprendre avec lui à Notre-Dame, pour la préséance; le Grand Conseil jugeait les compétences du Parlement et lui avait enlevé les affaires ecclésiasti-

(1) Omer Talon, pag. 134. — Mme de Motteville, pag. 324.

Digitized by Google

ques, à l'exception des appels comme d'abus; la Cour des aides aurait voulu lui retirer le droit de s'occuper de finances. A l'occasion des édits, elle avait essayé de lui enlever le soin de les enregistrer et de juger les affaires relatives à cette importante matière. Les pairs étaient fort mécontents des prétentions du Parlement à s'arroger le droit d'avoir le pas sur eux. Le ministère, pesant toutes ces causes d'antipathie, se persuada que jamais ces différents corps ne parviendraient à s'unir, et crut que s'il venait à rencontrer de l'opposition de la part de l'un, il pourrait s'appuyer sur l'autre pour parvenir à l'exécution de ses desseins.

D'après le principe de la vénalité des charges, introduite en France, tous les magistrats du royaume devaient, de neuf en neuf ans, payer un droit pour assurer la possession de leur charge à leur famille. Comme ce droit avait excité de violents murmures, le ministère consentit à remettre pour les neuf années suivantes le paiement de ce droit. Il en déchargea les cours supérieures; mais, par compensation, il leur retint quatre années de gages. Quoique ces gages ne fussent point élevés, le Parlement témoigna un vif mécontentement de cette retenue. La cour, comptant sur l'avidité des membres du Parlement, se persuada qu'en les exemptant du paiement de ce droit qui serait maintenu à l'égard des autres cours, il les gagnerait, les déconsidérerait aux yeux des autres corps et parviendrait ainsi à affaiblir leur puissance.

Au lieu de tomber dans ce piége, le Parlement, pour s'opposer aux édits, s'unit au Grand Conseil, à la Chambre des comptes, à la Cour des aides, et rallia à sa cause les cours souveraines des provinces, de manière à ne for-

Digitized by Google

mer qu'un seul et même corps divisé en différentes classes, toutes solidaires les unes des autres. Un tel acte était extrêmement dangereux dans une monarchie, puisqu'il tendait évidemment à constituer, à côté du pouvoir souverain, une autorité supérieure qui pouvait sans cesse entraver la marche des affaires. Mazarin cassa l'arrêt d'union, et, dans sa mauvaise prononciation, déclara attentatoire à l'autorité souveraine l'édit d'*oignon*, nom qui lui resta par mépris et pour le tourner en ridicule. Au mépris des ordres de la cour, qui défendit les assemblées des chambres du Parlement, ces chambres s'assemblèrent, ce qui détermina le ministère à faire arrêter cinq conseillers du Grand Conseil et deux de la Cour des aides.

Pour se venger, le Parlement demanda une réforme de l'administration, et surtout la révocation des intendants de provinces, qu'il regardait comme des magistrats sans titres, instruments odieux des rapines du ministère, oppresseurs du peuple, établis par la tyrannie du cardinal de Richelieu, dont il fallait délivrer la France à jamais. Au milieu de ces troubles, les taxes ne se payaient pas, et il fallait soutenir la guerre. La reine mit alors en gage les pierreries de la couronne et les siennes propres, renvoya une partie des domestiques du roi et des siens, et diminua jusqu'à la dépense de la nourriture.

Ce fut dans l'une de ces assemblées que la faction reçut le nom de *Fronde*. Bachaumont, fils du président Le Coigneux, l'un des plus ardents réformateurs, dit en plaisantant que le Parlement faisait comme les écoliers, qui frondent ou se battent à coups de pierre dans les

Digitized by Google

fossés de Paris; ils se séparent dès qu'ils voient le lieutenant civil, et se rassemblent de nouveau dès qu'il ne paraît plus. Le mot fit fortune, et les ennemis de Mazarin furent appelés *Frondeurs*. Ceux qui essayaient de rapprocher les deux partis furent appelés *Mitigés*, parmi lesquels on remarquait Matthieu Molé, surnommé ***barre de fer***.

La lutte du Parlement commençant à agiter le peuple, la reine-mère prit le parti de faire tenir un lit de justice, qui fut sans résultat; car, malgré la défense du roi, le Parlement s'assembla dès le lendemain.

Mazarin, beaucoup plus doux que Richelieu, ne se raidissait pas contre les difficultés, n'aimait pas à répandre le sang, et se contentait de faire renfermer à Vincennes ses adversaires. L'une de ces détentions causa le plus vif étonnement: ce fut celle du duc de Beaufort. Le cardinal de Retz, dans ses mémoires, dit « qu'on fut » saisi d'un étonnement respectueux quand on vit Jules » Mazarin faire enfermer le petit-fils de Henri IV et » exiler toute sa famille; qu'on se croyoit fort obligé au » ministre de ce qu'il ne faisoit pas mettre quelqu'un en » prison tous les huit jours, et que Chapelain surtout » admiroit ce grand événement. »

Ce Chapelain, dont le nom est devenu si ridicule, pouvait tant qu'il voulait admirer servilement cet abus de pouvoir. La maison de Vendôme avait des amis dans le Parlement qui n'admiraient point du tout une telle conduite, et qui excitaient toujours la compagnie contre le ministre.

Pendant que ces troubles commençaient, le prince de Condé remportait la célèbre victoire de Lens, qui mettait

Digitized by Google

le comble à sa gloire. Le roi, qui n'avait alors que dix ans, s'écria : « Le Parlement sera bien fâché; » paroles remarquables qui expriment les sentiments des factieux de tous les temps, toujours jaloux de la fortune publique, parce que c'est dans les calamités publiques qu'ils triomphent.

Trois membres du Parlement, quoiqu'ils ne fussent pas les chefs du parti, jouissaient cependant d'une grande influence sur ce corps : c'étaient Novion-Blancmesnil, président à mortier; Charton, président d'une chambre des Enquêtes; et Broussel, ancien conseiller clerc de la Grand' Chambre. Charton était un bon homme fort entêté, surnommé le président *Je dis ça*, parce qu'il ouvrait et concluait toujours ses avis par ces mots. Broussel n'avait d'autre mérite que ses cheveux blancs et ses déclamations contre la cour. Ses confrères n'avaient pas de considération pour lui; mais la multitude, dont il prétendait défendre les intérêts, en faisait son idole.

Au lieu d'enlever ces magistrats dans le silence de la nuit, le cardinal crut faire preuve d'un grand courage et imposer à l'émeute en les faisant arrêter en plein midi, tandis qu'on chantait un *Te Deum* à Notre-Dame pour la victoire de Lens, et que les Suisses de la chambre apportaient dans l'église soixante-treize drapeaux pris sur les ennemis. Ce fut ce qui causa la subversion du royaume. Charton se sauva; Blancmesnil se laissa prendre sans résistance. Il n'en fut pas de même de Broussel; sa vieille servante poussa des hurlements en voyant mettre son maître dans un carrosse de Comminges, lieutenant des gardes du corps : la populace se réunit et débarrassa le prisonnier. Le mouvement insurrectionnel fit un pro-

Digitized by Google

grès rapide, s'étendit jusqu'au Palais-Royal; les insurgés se saisirent du maréchal de La Meilleraye, chargé de réprimer l'émeute; il eût été mis à mort si le coadjuteur de Paris ne se fût trouvé là pour le sauver. Jean-François-Paul de Gondi, plus tard cardinal de Retz, alors archevêque *in partibus* de Corinthe, coadjuteur de son oncle, étant sorti de l'archevêché en rochet et en camail pour arrêter l'émeute, rencontra d'abord dans un ruisseau un malheureux crocheteur que La Meilleraye venait de renverser; il se jeta à ses genoux dans la boue pour entendre sa confession, et, après cet acte religieux, il se releva pour dégager le maréchal : ce trait est caractéristique de l'époque. Le soir, la sédition se calma, « parce qu'il étoit tombé un peu de pluie et que, pour » rien au monde, les Parisiens ne laissent passer l'heure » du souper, » écrivait un contemporain.

Toute la cour tournait en ridicule le soulèvement; on en faisait d'indignes plaisanteries. Le soir il se tint une espèce de conseil où se trouvait le coadjuteur. Le vieux Guittaut seul prenait la chose au sérieux : « Eh bien! » M. de Guittaut, lui dit Mazarin, quel est votre avis?— » Mon avis est, répondit brusquement Guittaut, de ren- » dre ce vieux coquin de Broussel mort ou vif. » — « Je » pris la parole, raconte le coadjuteur, et je lui dis : Le » premier ne seroit ni de la piété ni de la prudence de la » reine; le second pourroit faire cesser le tumulte. La » reine rougit à ce mot et s'écria : « Je vous entends, » monsieur le coadjuteur! vous voudriez que je donnasse » la liberté à Broussel; je l'étranglerois plutôt avec les » deux mains. » Et, achevant cette dernière syllabe, elle » me les porta presque au visage en ajoutant : « Et ceux

Digitized by Google

» qui.... » Elle n'acheva pas sa phrase ; mais elle indi-
» quoit assez ce qu'elle auroit pu faire dans un moment
» d'irritation contre ces promoteurs d'émeute. »

Après s'être radoucie, elle renvoya le coadjuteur apaiser le peuple; et comme il lui rapporta que tout était calme, elle lui dit d'un ton ironique : « Allez vous repo-
» ser, monsieur, vous avez bien travaillé. »

C'était insulter un homme de haute capacité; nous avons besoin de le faire connaître : « Paul de Gondi, dit La Rochefoucauld, a beaucoup d'élévation, d'étendue d'esprit, et plus d'ostentation que de vraie grandeur et de courage. Il a une mémoire extraordinaire, plus de force que de politesse dans ses paroles, l'humeur facile, de la docilité et de la faiblesse à soutenir les plaintes et les reproches de ses amis, peu de piété, quelque apparence de religion; il paraît ambitieux sans l'être; la vanité et ceux qui l'ont conduit lui ont fait entreprendre de grandes choses, toutes opposées à sa profession; il a suscité les plus grands désordres dans l'Etat, sans avoir un dessein formé de s'en prévaloir; et, bien loin de se déclarer ennemi du cardinal Mazarin pour occuper sa place, il n'a pensé qu'à lui paraître redoutable et à se flatter de la fausse vanité de lui être opposé. Il a su néanmoins profiter avec habileté des malheurs publics pour se faire cardinal. Il a souffert sa prison avec fermeté; il n'a dû sa liberté qu'à sa hardiesse. La paresse l'a soutenu avec gloire pendant plusieurs années dans l'obscurité d'une vie errante et cachée. Il a conservé l'archevêché de Paris contre la puissance du cardinal Mazarin; mais, après la mort de ce ministre, il s'en est démis sans connaître ce qu'il faisait et sans prendre cette

Digitized by Google

conjoncture pour ménager les intérêts de ses amis et les siens propres. Il est entré dans divers conclaves, et sa conduite a toujours augmenté sa réputation. Sa pente naturelle est l'oisiveté; il travaille néanmoins avec activité dans les affaires qui le pressent, et il se repose avec nonchalance quand elles sont finies. Il a une grande présence d'esprit, et il sait tellement tourner à son avantage les occasions que la fortune lui offre, qu'il semble qu'il les ait prévues ou désirées. Il aime à raconter; il veut éblouir indifféremment tous ceux qui l'écoutent par des aventures extraordinaires, et souvent son imagination lui fournit plus que sa mémoire. Il est faux dans la plupart de ses qualités, et ce qui a le plus contribué à sa réputation, est de savoir donner un beau jour à ses défauts. Il est insensible à la haine et à l'amitié, quelque soin qu'il ait pris de paraître occupé de l'une et de l'autre. Il est incapable d'envie et d'avarice, soit par vertu, soit par inapplication. Il a plus emprunté à ses amis qu'un particulier ne pouvait espérer de leur pouvoir rendre; il a senti de la vanité à trouver tant de crédit et à entreprendre de s'acquitter. Il n'a point de goût ni de délicatesse; il s'amuse à tout et ne se plaît à rien; il évite avec adresse de laisser pénétrer qu'il n'a qu'une légère connaissance de toutes choses. La retraite qu'il vient de se faire est la plus éclatante et la plus fausse action de sa vie. C'est un sacrifice qu'il fait à son orgueil, sous prétexte de dévotion : il quitte la cour, où il ne peut s'attacher, et il s'éloigne du monde qui s'éloigne de lui. »

La cour, après le calme de la nuit, ayant cru le mouvement insurrectionnel entièrement comprimé, ordonna

Digitized by Google

au chancelier de porter au Parlement un arrêté pour casser tout ce que cette assemblée avait entrepris depuis le dernier lit de justice; mais tout était dans la plus grande fermentation, car la nuit avait été employée par le coadjuteur à préparer un nouveau soulèvement.

Les barricades de Henri III se relevèrent, dans les rues de Paris, sous l'influence secrète du coadjuteur. « Ce mouvement, dit-il dans ses mémoires, fut comme » un incendie subit et violent qui se prit du Pont-Neuf » à toute la ville. Tout le monde, sans exception, prit » les armes. L'on voyoit les enfants de cinq et six ans le » poignard à la main; on voyoit les mères qui les leur » apportoient elles-mêmes. Il y eut dans Paris plus de » deux cents barricades en moins de deux heures, bor- » dées de drapeaux et de toutes les armes que la Ligue » avoit laissées entières. »

La cour, inquiète, conjura le coadjuteur de ramener le peuple à l'obéissance; il se contenta de répondre « qu'il » y a des conjonctures où l'on réduit l'obéissance en » style. »

Sommé par la reine de faire cesser l'émeute, le Parlement, en robe et en bonnet, précédé de ses huissiers, suivi de la foule, se dirigea gravement vers le Louvre, faisant tomber les barricades devant lui. Le premier président ayant demandé la liberté des absents, la reine-mère repoussa cette demande avec beaucoup de dignité. « Du temps de la feue reine, dit-elle, on a vu le prince » de Condé à la Bastille, et le peuple ni le Parlement ne » se sont pas émus; en fera-t-on davantage pour un » Broussel? » A ces paroles, elle se retira dans son cabinet, poussant les portes avec violence. Molé et de Mesmes

Digitized by Google

ne se laissèrent pas déconcerter; ils la suivirent, par les conseils des ducs d'Orléans et de Longueville, et de Mazarin; elle promit enfin de rendre les prisonniers si le Parlement voulait s'engager à cesser ses assemblées. Le Parlement ne voulut délibérer que dans son temple, et reprit le chemin du Palais. « Chose étrange, dit Talon, que, dans la maison du roi, les officiers domestiques nous disoient: Tenez bon, l'on va rendre vos conseillers; et, dans les gardes-françoises, les soldats disoient tout haut qu'ils ne combattroient point contre les bourgeois et qu'ils mettroient les armes bas (1). »

A peine arrivé à la rue de l'Arbre, le Parlement, arrêté par la multitude, qui déclara qu'il ne passerait pas s'il ne ramenait avec lui les captifs, retourna au Louvre sans pouvoir d'abord fléchir la régente; mais elle céda quand la reine d'Angleterre lui eut rappelé le malheur arrivé à sa famille par une fâcheuse résistance. « On ne sauroit exprimer, dit Montglat, la joie qu'eurent les Parisiens à l'arrivée de Broussel; les uns lui baisoient la robe, les autres se jetoient à ses pieds pour lui embrasser les genoux; les autres l'appeloient leur protecteur; et, devant son logis, il y eut si grande affluence de peuple, qu'il fut contraint de sortir dans la rue pour se faire voir. On fit faire son portrait en taille douce, qu'on vendoit par les rues, où il y avoit écrit: *Pierre Broussel, père du peuple.* Depuis ce jour, la reine ne parut plus dans les rues sans être insultée. On chansonnoit partout les amours de *dame Anne et du Mazarin.* »

(1) Talon, pag. 233.—Mad. de Motteville, pag. 18.—Retz, pag. 233.

Digitized by Google

Cependant la misère à la cour était telle, qu'on fut obligé de mettre en gage chez les usuriers jusqu'aux pierreries de la couronne; car le roi manqua souvent du nécessaire : on fut forcé de congédier les pages de la chambre et de laisser la reine d'Angleterre, cette fille héroïque de Henri IV, dans le dernier degré de la misère; on dit que sa fille, qui fut mariée depuis au frère de Louis XIV, restait au lit, n'ayant pas de quoi se chauffer, sans que le peuple de Paris, enivré de ses fureurs, s'en émût.

Pensant qu'elle pourrait reprendre plus tard les droits cédés pour un moment, la reine, contre l'opinion de quelques-uns de ses conseillers, pria les princes d'écrire au Parlement, dont les députés accoururent avec plein pouvoir de négocier, présentèrent un projet de réformes composé de quelques bons articles, mêlés à une multitude de choses inutiles et même dangereuses. L'article de la sûreté naturelle arrêta assez longtemps les discussions; le Parlement prétendait que les garanties de la justice devaient être les mêmes pour tous et qu'aucune arrestation ne devait avoir lieu sans que le coupable ne lui fût remis dans les vingt-quatre heures; la reine faisait valoir le droit de la couronne à l'égard des princes et des ministres dépositaires des secrets d'Etat, qu'il fallait quelquefois châtier promptement. La cour céda enfin sur tous les points; toutes les demandes formées par la chambre Saint-Louis furent agréées, et la pacification avec le Parlement fut signée le jour même de la signature de la paix de Munster avec l'Empire (24 octobre).

« La monarchie parlementaire, dit M. de Châteaubriand, survivant à la monarchie des Etats, atteignit

Digitized by Google

sous la minorité de Louis XIV le faîte de sa puissance : elle démena ses guerres; on se battit en son honneur; les arrêts servaient de bourre à ses canons. Dans son règne d'un moment, elle eut pour magistrat Matthieu Molé, pour prélat le cardinal de Retz, pour héroïne la duchesse de Longueville, pour héros populaire le fils d'un bâtard de Henri IV, et pour généraux Condé et Turenne; mais cette monarchie neutre, qui n'était ni la monarchie absolue, ni la monarchie tempérée des Etats, cette monarchie qui paraissait entre l'une et l'autre, qui ne voulait ni la servitude ni la liberté, qui n'aspirait qu'au renversement d'un ministre fin et habile, cette monarchie, à la suite de quelques princes brouillons et factieux, passa vite. Louis XIV, devenu majeur, entra au Parlement un fouet à la main, sceptre et symbole de la monarchie absolue; et les Français furent mis à l'attache pour cent cinquante ans. »

Le traité de paix, qui avait produit à Paris une joie folle, fut mal observé, et il ne pouvait guère l'être bien; car c'était une anomalie. Tout en reconnaissant au roi le droit de rendre des édits et même de les faire enregistrer, le Parlement s'était réservé à lui-même le droit de très humbles remontrances; et, pendant le temps des remontrances, les édits étaient suspendus. Les parlementaires, se croyant autorisés à sévir par des sentences et des supplices contre ceux qui exécutaient les ordres exprès du roi avant l'enregistrement des édits, opposèrent la force des archers et des bourreaux à celle des soldats. C'est cette opposition inintelligente qui fit crouler le peu de liberté qui restait encore au pays. Il est d'ailleurs une observation importante à faire : c'est que la

Digitized by Google

prétendue résistance légale et pacifique des législateurs n'a jamais eu d'autre effet que d'embarrasser le cours des affaires et de comprimer la liberté.

Ce qui servit encore le plus à renouer les intrigues, c'est le besoin que plusieurs grands personnages avaient de troubles. Le cardinal de Retz nous le dit franchement : « Le dérèglement des mœurs, très peu convena-» ble à mon état, me faisoit peur. J'appréhendois le ri-» dicule de M. de Sens; je me soutenois par la Sorbonne, » par des sermons, par la faveur des peuples; mais enfin » cet appui n'a qu'un temps, et encore cet appui n'est » pas fort long, par mille accidents qui peuvent arriver. » Dans le désordre, les affaires brouillent les espèces; » elles honorent même ce qu'elles ne justifient pas, et » les vices d'un archevêque peuvent être, dans une infi-» nité de rencontres, les vertus d'un chef de parti (1). »

Le coadjuteur, après avoir tenté lui-même de gagner Condé à son parti, le voyant résolu à défendre le cardinal, se rendit chez la duchesse de Longueville, *enragée contre la cour et contre le prince de Condé*, son frère. Elle avait gagné le prince de Conti et le fit élire par les Parisiens pour généralissime, quoique petit et bossu. Le cardinal de Retz, dans son langage spirituel et malin, le nomme un *zéro qui ne multiplioit que parce qu'il étoit prince du sang*.

En donnant un général à la populace, Retz travailla à discréditer Mazarin, réunit les curés, les chefs des ordres religieux, « et sans avoir, dit-il, seulement pro-» noncé le nom du cardinal dans toutes les conférences,

(1) Retz, pag. 226.

Digitized by Google

» où je faisois, au contraire, toujours semblant de l'épar-
» gner, je le fis passer en huit jours pour le juif le
» plus convaincu qui fût en France (1). »

Un gouvernement, quelque faible qu'il soit, ne peut laisser une nation dans une telle anarchie : il se doit à lui-même de la protéger, d'y rétablir l'ordre et d'employer pour cela, s'il est nécessaire, tous les moyens de la force. Depuis la fin de la guerre de Flandre, les troupes étant rentrées en France, la reine résolut de s'en servir pour punir les coupables. Pour être maîtresse de ses actions, elle prépara sa fuite pour le 6 janvier. Dans la soirée de la veille elle fit un roi de la fève, comme si elle ne songeait pas à quitter la capitale. « Jamais, dit
» madame de Motteville, elle ne nous parut plus cordiale
» et de meilleure humeur ; elle nous avoua, depuis l'exé-
» cution de cette grande aventure, qu'elle eut alors de
» la peine à s'empêcher de rire en nous voyant si dupes,
» et qu'ensuite elle eut quelque bonté pour nous et quel-
» que compassion de nous laisser dans une ville qu'elle
» quittoit avec l'intention de l'assiéger. Mais nous lui
» avons toujours maintenu qu'elle ne fut point alors
» susceptible de quelque sentiment de pitié, et que la
» vengeance et la joie occupèrent entièrement son cœur. »

Le lendemain elle sortit de Paris, à quatre heures du matin, pour Saint-Germain, où elle était si peu attendue, que toute la cour coucha sur des bottes de paille. Mademoiselle de Montpensier raconte le mauvais « gîte où elle
» se trouvoit dans une fort belle chambre en galetas,
» bien peinte, bien dorée et grande, avec peu de feu et

(1) Retz, pag. 282.

Digitized by Google

» point de vitres ni de fenêtres; ses matelas par terre, » point de linge à changer, et l'on blanchissoit sa che- » mise de nuit pendant le jour, et sa chemise de jour » pendant la nuit. Jamais cependant, dit-elle, je n'ai vu » une créature si gaie qu'étoit la reine. Quand elle au- » roit gagné une bataille près Paris, et fait pendre tous » ceux qui lui auroient déplu, elle ne l'auroit pas plus » été; et cependant elle étoit bien éloignée de tout » cela (1). »

La reine fit remettre aux échevins de Paris une lettre pour expliquer les causes de sa fuite, et adressa un paquet de lettres closes au Parlement pour lui donner l'ordre de se transporter à Montargis. Le Parlement, embarrassé d'un pareil ordre, ne voulant pas obéir et n'osant pas désobéir ouvertement, chercha un défaut de forme pour ne pas ouvrir les lettres et se tirer ainsi d'une situation fâcheuse; il envoya à Saint-Germain pour négocier. Ses envoyés ayant été longtemps exposés à l'injure du temps par une nuit d'hiver, Talon fit une vive peinture de cette réception et émut profondément le Parlement, ce qui, grâce à l'adresse du coadjuteur, fit rendre un arrêt ainsi conçu : « Attendu que le cardinal Maza- » rin est notoirement l'auteur de tous les désordres de » l'Etat et du mal présent, l'a déclaré et le déclare *per-* » *turbateur du repos public, ennemi du roi et de son* » *Etat*, et lui enjoint de se retirer de la cour dans ce » jour, et dans huitaine hors du royaume; et ledit temps » passé, enjoint à tous les sujets du roi de lui courre sus, » fait défense à toute personne de le recevoir. Ordonne

(1) Mme de Motteville, pag. 136.—Montpensier, tom. XLI, pag. 40-45.

Digitized by Google

» en outre qu'il sera fait levée de gens de guerre en cette » ville en nombre suffisant; à cette fin commissions dé- » livrées pour la sûreté de la ville, tant au dedans qu'au » dehors, et escorter ceux qui amèneront les vivres, et » faire en sorte qu'ils soient amenés et apportés en toute » sûreté et liberté.... Enjoint au prévôt des marchands » et échevins tenir la main à l'exécution. »

Chose pitoyable, la Grand' Chambre, les Enquêtes, les Requêtes, la Chambre des comptes, la Cour des aides, qui avaient poussé de si violentes clameurs contre des impôts faibles et nécessaires, et surtout contre une augmentation du tarif qui n'allait pas à deux cent mille livres, fournirent une somme de près de dix millions pour la subversion de la patrie. Le Parlement rendit un arrêt pour saisir tout l'argent des partisans de la cour. Afin d'organiser une armée, on leva douze mille hommes, et chaque porte cochère fournit un homme et un cheval. On donna au corps ainsi formé le nom de *cavalerie des portes cochères*. Le coadjuteur avait un régiment à lui; on le surnomma le régiment de Corinthe, parce que le coadjuteur avait le titre d'archevêque de Corinthe.

Peu de guerres ont été aussi ridicules que celle-ci (1). Si l'on n'y trouvait mêlés les noms du roi de France, du grand Condé, de Paris, on prendrait cette guerre pour une lutte d'enfants joyeux qui ne savent pourquoi ils combattent. Le prince de Condé, à la tête d'une faible armée de huit mille soldats, osa assiéger cinq cent mille bourgeois. Les Parisiens sortaient en campagne ornés

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

de plumes et de rubans, essayant des manœuvres qui excitaient les éclats de rire de tous les gens du métier. Ils prenaient la fuite dès qu'ils apercevaient deux cents hommes de l'armée royale. On raillait de tout : le régiment de Corinthe ayant été battu dans une première rencontre, on appela cet échec la *première aux Corinthiens*. Vingt conseillers du Parlement ayant fourni chacun quinze mille livres pour les frais de la guerre, n'eurent d'autre honneur que d'être appelés *les quinze-vingts*.

Ces plaisanteries ne tombaient pas seulement sur le peuple, sur les gens du commun; la plus haute noblesse en était elle-même atteinte. La duchesse de Nemours rapporte dans ses mémoires que les Parisiens, ayant choisi pour généralissime le prince de Conti, frère du grand Condé, celui-ci, pour représenter son frère sous les traits les plus grotesques, amena à la reine un nain bossu et contrefait en lui disant : « Voilà le généralissime » de l'armée parisienne, » critique d'autant plus amère, qu'il y avait quelques traits de ressemblance entre Conti et ce nain. Eh bien! le prince de Condé, tout en disant que cette guerre méritait d'être écrite en vers burlesques, devint lui-même le généralissime de cette ridicule expédition.

Les Parisiens, qui rentraient toujours battus, étaient reçus au milieu des huées et par des éclats de rire; leurs défaites étaient à l'instant converties en chansons que toutes les bouches répétaient à l'envi. Les conseils de guerre se tenaient non point dans les palais ou à l'Hôtel-de Ville, mais dans les cabarets et dans les plus mauvais lieux, au milieu des plaisanteries, des chansons et

Digitized by Google

de la gaîté la plus dissolue. Telle était la licence coupable que se permettaient les officiers de l'armée parisienne, qu'ayant un jour rencontré des prêtres qui portaient le Saint-Sacrement à un homme soupçonné d'être *mazariniste*, ils les reconduisirent jusqu'à leur maison en leur donnant des coups de plat d'épée.

Le coadjuteur de Retz s'étant un jour rendu au Parlement avec un poignard dont on apercevait le manche, un éclat de rire partit à ce mot : « Voilà le bréviaire de » notre archevêque. »

Le sentiment patriotique, cependant si vif chez les Français, semblait avoir disparu. Un héraut, chargé de la part du roi de faire des propositions de paix, se présenta, accompagné d'un gentilhomme ordinaire de la chambre, à la porte Saint-Antoine, et il ne fut point reçu, tandis qu'on donnait audience dans la Grand' Chambre à un envoyé de l'archiduc Léopold, alors en guerre avec la France.

Au milieu de l'agitation universelle, on apprend que le corps de la noblesse s'est réuni aux Augustins et a tenu une séance publique extrêmement animée pour régler... quoi? les plus grands intérêts de l'Etat?... pour protester contre la concession que la reine avait faite d'un tabouret à la cour à madame de Pons. Voilà peut-être la preuve la plus sensible de la légèreté d'esprit reprochée à notre nation.

Félicitons cependant les Français de cette époque; s'ils avaient besoin d'une agitation fébrile, d'une convulsion politique, s'ils étaient tenus par la maladie des révolutions, du moins tout se passait gaîment. Les femmes étaient à la tête des partis, et l'amour formait et rompait

Digitized by Google

les factions. La duchesse de Longueville engagea Turenne, à peine maréchal de France, à faire révolter l'armée qu'il commandait pour le roi. Turenne tenta en effet de séduire cette armée, que le célèbre duc de Saxe-Weymar avait rassemblée et donnée à la France. Si le comte d'Erlach, d'une ancienne maison de Berne, devenu généralissime de cette armée après la mort du duc de Saxe-Weymar, eût cédé aux conseils perfides de Turenne, l'Alsace eût été perdue pour Louis XIV; mais il résista et demeura fidèle au roi. Mazarin, pour récompenser d'Erlach, le nomma commandant-général de l'armée française de l'Est, et lui prescrivit d'arrêter Turenne. Celui-ci, pour plaire à une femme qui se moquait de sa passion, se retira auprès de don Estevan de Gamarre, dont il devint le général en chef après l'avoir été au service du roi de France. Il se laissa battre à Rethel par du Plessis-Praslin; on rit de cette défaite comme on riait de tout. Le maréchal d'Hocquincourt écrivait alors à la duchesse de Montbazon : *Péronne est la belle des belles*, et La Rochefoucauld adressait à la duchesse de Longueville, après le combat de Saint-Antoine, où il perdit la vue pour quelque temps, ces deux vers caractéristiques de l'époque :

Pour mériter son cœur, pour plaire à ses beaux yeux,
J'ai fait la guerre aux rois; je l'aurais faite aux dieux!

Il n'y a pas jusqu'aux adresses des lettres qui ne se sentent de la singularité de cette guerre. Gaston d'Orléans mit ces mots sur l'adresse de l'une de ses lettres : *A mesdames les comtesses maréchales-de-camp dans l'armée de ma fille contre Mazarin.*

Digitized by Google

Ce qu'il y a de plus singulier dans cette guerre si bizarre, c'est que peut-être pas un seul personnage ne persévéra dans son parti. La guerre finissait et recommençait; on voyait les amis du roi devenir ses ennemis et se ranger de nouveau sous ses étendards. Le prince de Condé, ayant ramené dans Paris la cour triomphante, se livra au plaisir de la mépriser après l'avoir défendue, et, trouvant que les récompenses accordées à ses services étaient au-dessous de son mérite, il se mit à tourner Mazarin en ridicule, à braver la reine et à insulter le gouvernement qu'il dédaignait. Il dit un jour à Mazarin : *Adieu, Mars;* une autre fois il lui écrivit : *A l'illustrissime signor Faquino.* La faction du prince de Condé reçut un nom bien caractéristique, ce fut celui de *parti des petits-maîtres,* comme on avait nommé *importants* les partisans du duc de Beaufort. C'est peut-être ce qui est resté de plus sérieux de cette guerre : *frondeurs, importants, petits-maîtres* sont trois mots qui ne tomberont point.

Un nommé Joly, conseiller au Châtelet, se fit une incision au bras et ordonna de tirer sur lui, mais avec de la bourre seulement, ce qui excita bientôt un rire universel. Quelques jours après un coup de feu fut tiré sur le carrosse du prince de Condé, qui eut un de ses valets tué à ses côtés. On appela cela une *joliade renforcée.* Quand on voulut chercher d'où partait le coup, chacun en parla selon ses intérêts ; les uns l'imputèrent à Mazarin, d'autres au cardinal de Retz, beaucoup à Beaufort, et peut-être quelques-uns au prince de Condé lui-même, qui aurait voulu se rendre plus important que les *importants.*

Digitized by Google

Qu'y avait-il donc au fond de cette lutte désordonnée? une ambition mal satisfaite, le désir de posséder les premières dignités dans l'Eglise et dans l'Etat; l'un voulait être maréchal commandant-général de toutes les armées, avoir peut-être le titre de connétable; l'autre aspirait au chapeau rouge. Le coadjuteur de Paris voulait être cardinal, par la nomination de la reine, et se voyait disputer cet honneur par un petit abbé sans naissance nommé La Rivière. Voilà le mot de l'énigme.

Telle est, en peu de mots, l'image de cette première guerre de la Fronde. Il faut, pour mieux saisir les nuances du tableau, entrer dans quelques détails. Après de longues négociations diplomatiques à Rueil, une sorte de pacification fut arrêtée entre la cour et le Parlement, par l'entremise des présidents Matthieu Molé et de Mesmes. Pour cette pacification, il y eut des projets, des contre-projets, des notes de tous les genres, des accords, des ruptures, des refus; en un mot, les conditions du traité furent plus nombreuses et plus difficiles à accorder que celles que nous avons vu discuter dans nos grands congrès européens. Molé *la grande barbe* faillit être poignardé pour avoir signé le traité; il ne dut son salut qu'à son sang-froid. Tout l'avantage de la paix avait été pour quelques chefs de frondeurs. *Ils accrochèrent tous,* dit madame de Motteville, *quelques lambeaux des libéralités royales.* Chacun se détachait du parti et acceptait l'amnistie. Le coadjuteur seul ne voulut rien demander, ni rien accepter. Il comprenait que la paix ne serait pas de longue durée; en effet rien n'était changé dans les esprits, et, malgré la rentrée du roi à Paris (10 juin), le calme était plus apparent que réel.

Digitized by Google

Parmi les parlements de province qui s'étaient unis à celui de Paris, deux surtout furent plus agités, ceux d'Aix et de Rouen. Le parlement de Provence, en lutte depuis longtemps contre le gouverneur de la province, profita de l'appui que lui fournit le parlement de Paris pour élever des barricades dans la ville d'Aix. Le peuple ayant fait prisonniers cent cinquante gentilshommes, le roi, par une déclaration, révoqua les consuls et officiers municipaux que le comte d'Alais avait nommés par lettres-patentes, et rendit cette nomination à la ville. On accorda toute satisfaction au Parlement. Le comte d'Alais, gouverneur de la province, ne fut sauvé de la destitution que par le crédit du prince de Condé, son parent et son ami.

Le parlement de Rouen, qui avait été rendu semestrier auparavant par le cardinal de Richelieu, se souleva pour être rétabli dans son état primitif, ce qui exigeait la suppression au moins de soixante membres. Pour satisfaire les mécontents, le prince de Condé, le duc d'Orléans et le parlement de Paris accordèrent une indemnité aux membres révoqués, et la paix fut rétablie.

La paix au dehors avait été signée à Munster, avec l'Empire; mais l'Espagne, témoin des désordres intérieurs de la France, n'avait pas voulu y accéder. Elle proposait des conditions tellement exorbitantes que, malgré ses embarras, Mazarin ne voulut pas y souscrire. Nommé au commandement de l'armée des Pays-Bas, Harcourt la fortifia par toutes les troupes françaises que Turenne avait commandées en Allemagne, et alla sur-le-champ assiéger Cambrai, ville qui se trouvait presque totalement dépourvue de garnison. On se mit aussitôt avec

Digitized by Google

activité aux travaux de siége; les lignes de circonvallation se creusaient avec la plus grande promptitude, mais, avant qu'elles fussent terminées, l'archiduc profitant d'un brouillard épais, jeta quinze cents hommes dans la place. Les cloches sonnèrent toutes en signe de joie, de nombreuses décharges d'artillerie annoncèrent à la ville qu'elle était sauvée : Harcourt, comprenant qu'il n'avait plus de chances de succès, se hâta de lever le siége.

En Italie, le gouverneur du Milanais s'était emparé de Casal-Maggiore et avait dépouillé de ses Etats François, duc de Modène, qui se hâta de faire sa paix avec l'Espagne et abandonna ainsi l'alliance des Français. Heureusement pour la France, le duc de Savoie se trouva assez fort pour maintenir les Espagnols, sans cela la France aurait encore été attaquée de ce côté.

En Catalogne, les armées françaises étaient encore plus faibles que partout ailleurs. Le général espagnol, qui n'entra en campagne que le 28 septembre, prit en peu de temps Montblanc, Constantien, Salo; il espérait surprendre Barcelone, mais cette ville avait introduit le général français Marsin dans ses murs. Juan de Garai, déçu dans son espérance, retourna prendre ses quartiers d'hiver à Lérida.

La plus grande inquiétude du gouvernement venait toujours de l'agitation intérieure. Par un changement extraordinaire, Condé, qui avait été jusqu'alors le champion de la cour, s'en séparait.

Il avait auprès de la reine un agent nommé de Jarsay, qui se croyait aimé d'Anne d'Autriche. La reine, ayant appris que le prince de Condé faisait de ces prétendues amours l'objet de ses plaisanteries, dit un jour en voyant

Digitized by Google

Jarsay entrer dans son cabinet : « Vraiment, M. de Jar-
» say, vous êtes bien ridicule ; on m'a dit que vous faites
» l'amoureux, voyez un peu le joli galant ! »

Pour se venger des vifs reproches que Condé, irrité de l'affront fait à son favori, avait osé lui adresser, la reine résolut de se rapprocher des frondeurs, et fit tenir au coadjuteur le billet suivant : « Je ne puis croire, no-
» nobstant le passé et le présent, que M. le coadjuteur ne
» soit à moi. Je le prie que je le puisse voir, sans que
» personne le sache que madame et mademoiselle de
» Chevreuse. Ce nom sera sûreté. ANNE. »

Après avoir hésité un moment, le coadjuteur accepta, fut reçu à minuit, habillé en cavalier, dans l'oratoire de la princesse. La reine lui dévoila toute son antipathie pour le prince de Condé et lui offrit le cardinalat et le paiement de ses dettes. « Elle s'abandonna à toute sa
» haine contre M. le prince, à tout son attachement pour
» ce pauvre M. le cardinal, qui avoit tant d'amitié pour
» M. le coadjuteur. Son cardinal, ajoute celui-ci, entra
» demi-heure après ; il supplia la reine de lui permettre
» qu'il manquât au respect qu'il lui devoit pour m'em-
» brasser devant elle. Il fut au désespoir, dit-il, de ce
» qu'il ne pouvoit me donner sur l'heure son bonnet, et
» il me parla avec tant de grâce, de récompenses, de
» bienfaits, que je fus obligé de m'expliquer..... Il sup-
» plia la reine de me commander de recevoir la nomina-
» tion au cardinalat, que La Rivière, ajouta-t-il, a arra-
» chée avec insolence, et qu'il a reconnue par une perfi-
» die. Je m'en excusai en disant que je m'étois promis à
» moi-même de n'être jamais cardinal par aucun moyen
» qui pût avoir le moindre rapport avec la guerre civile...

Digitized by Google

» Je me défis sur ce fondement de toutes les autres pro-
» positions qu'il me fit pour le paiement de mes dettes,
» pour la charge de grand-aumônier, pour l'abbaye
» d'Orsau (1). »

Dans deux autres conférences, à la même heure et aussi mystérieuses que celle-ci, la reine accorda de grandes faveurs aux amis du coadjuteur, consentit à ne terminer aucune affaire importante sans l'avis du Parlement, c'est-à-dire du coadjuteur, qui gouvernait alors cette grande compagnie. Tant de concessions avaient un but, l'arrestation des princes de Condé et de Conti et du duc de Longueville. Pour être sûr que le prince ne serait pas enlevé pendant qu'on le transporterait, il fallait une escorte de gendarmes, et conséquemment un ordre du prince lui-même, qui en était le chef. Le cardinal usa d'une ruse de guerre, ou plutôt d'une inqualifiable perfidie, pour obtenir cet ordre. Les frondeurs ayant été accusés d'avoir voulu assassiner ce prince, Mazarin lui persuada que c'était à lui de signer l'ordre aux gendarmes de la garde de se tenir prêts au Louvre. Condé signa lui-même l'acte de sa prise de corps.

La reine fut vivement impressionnée d'un ordre dont on ne pouvait prévoir les conséquences contre un homme du caractère de Condé ; elle se mit au lit à l'heure du conseil et reçut avec calme la princesse, mère du prince, qui avait le privilége de la voir lors même qu'elle ne recevait personne. Condé entra lui-même voir la reine, causa avec elle et avec sa mère, qu'il voyait pour la dernière fois.

(1) Retz, pag. 97

Digitized by Google

A peine entré dans la salle du conseil, Condé parlait avec Conti et Longueville de matières de finances, quand Guitaut, capitaine des gardes de la reine, et son neveu Comminges entrèrent, laissant douze gardes à la porte. Condé demanda à Guitaut ce qu'il voulait : « Monsieur, » lui dit celui-ci fort bas, ce que je veux, c'est que j'ai » ordre de vous arrêter, vous, monsieur le prince de » Conti, votre frère, et monsieur de Longueville. » Ces trois illustres personnages furent arrêtés sans qu'ils fissent aucune résistance, et furent conduits au château de Vincennes. Pour peindre mieux encore l'état des esprits et la nature de la guerre, nous devons dire qu'en chemin le prince de Condé fit cette chanson sur le comte d'Harcourt, de la maison de Lorraine, qui conduisait la voiture :

Cet homme gras et court,
Si connu dans l'histoire,
Ce grand comte d'Harcourt,
Tout rayonnant de gloire,
Qui secourut Casal, et qui reprit Turin,
Est devenu recors de Jules Mazarin.

« Le peuple de Paris, dit Voltaire, qui avait fait des barricades pour un conseiller-clerc presque imbécile, fit des feux de joie lorsqu'on mena au donjon de Vincennes le défenseur et le héros de la France. »

Les dépouilles de la maison de Condé furent distribuées entre les créatures de Mazarin et des principaux frondeurs. Les chefs de la Fronde et le Parlement étaient satisfaits ; aussi ne réclamèrent-ils pas l'exécution de la déclaration du 14 octobre, qui prescrivait de remettre

Digitized by Google

dans les vingt-quatre heures, à leurs juges naturels, tous ceux dont l'arrestation avait été jugée nécessaire. Nous n'avons connu aucun parti conséquent avec lui-même; on forge des armes contre ses adversaires; on établit des principes de la plus rigoureuse justice, assure-t-on, et lorsqu'on est maître du pouvoir, on les met de côté comme chose inutile : c'est ce qui donne un profond dégoût pour tout esprit de parti.

Mazarin, beaucoup plus politique que brave, croyait que c'en était fait des partis, qu'il allait les dominer, et il amassait ainsi sur sa tête une plus grande somme de haines. Le coadjuteur et les principaux frondeurs, trop ennemis de sa personne pour se prêter à une réconciliation franche, voulaient se servir de Mazarin comme d'un instrument pour frapper leurs oppresseurs; mais une fois leur haine satisfaite contre d'anciens alliés, ils devaient tous se réunir contre leur ennemi commun.

A la nouvelle de l'arrestation du prince de Condé, tous ses amis se hâtèrent de fuir. Le marquis de La Moussaye et le vicomte de Turenne partirent pour Stenay, Bouillon pour Turenne, La Rochefoucauld pour l'Angoumois : ils échappèrent ainsi à l'ordre donné par la reine de les arrêter. Le président Pérault, intendant de la maison du prince, fut seul arrêté. Les duchesses de Longueville et de Bouillon, ayant, l'année précédente, déployé un grand courage et montré beaucoup d'habileté dans l'intrigue, on donna l'ordre de les conduire à Vincennes. La duchesse de Longueville parvint à se retirer à Rouen, où elle croyait trouver l'appui de Beuvron, ami du duc; mais il refusa de la recevoir, et la princesse dut, après une vaine tentative sur le

Digitized by Google

Hâvre, se retirer à Dieppe. La reine, redoutant sa présence dans une province dont son mari était gouverneur, se rendit à Rouen, et, par sa seule présence, raffermit les esprits chancelants. Sur l'ordre du gouverneur, la belle duchesse abandonna la France pour se retirer en Hollande, d'où elle revint à Stenay.

La jeune princesse de Condé, nièce du cardinal de Richelieu, était peu considérée dans la famille; on lui croyait peu de talent et peu de résolution : ce fut elle cependant qui ralluma la guerre civile.

Les deux princesses de Condé réunirent autour d'elles, à Chantilly, un tourbillon de jolies dames qui avaient toutes de l'influence sur les hommes les plus marquants de l'époque. Chaque jour elles recevaient toutes des messages d'amour, elles donnaient des rendez-vous, chantaient dans les forêts ou lisaient des romans; elles engageaient leurs amants dans des complots. Lenet, procureur-général au parlement de Dijon, le principal agent du prince de Condé, essaya de soulever la Bourgogne, le Berry, la Champagne et la Normandie, pour sauver les trois prisonniers, et employa, pour cette fin, tous les moyens imaginables : mensonges, faux serments, argent. Afin de pouvoir échapper à leurs gardes, la jeune princesse de Condé et son jeune fils, le duc d'Enghien, feignirent d'être malades, partirent sous un habit de déguisement, et en trois jours furent à Montrond, place forte du Berry, où toute la noblesse du pays accourut se ranger autour d'eux et leur jurer de les défendre. La princesse écrivit à la reine qu'elle n'avait aucun sentiment d'hostilité, qu'elle ne songeait à faire usage, pour la libération de son époux, d'autres armes que les sup-

Digitized by Google

plications. Comptant peu sur l'effet de ces supplications, Lenet se préparait à la défense. Sûr du dévoûment des ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, soutenu par l'offre de concours d'une multitude de seigneurs, Lenet, pour donner à sa cause un appui moral, résolut de se rendre à Bordeaux, dont le parlement était dévoué au prince de Condé et pouvait, par un arrêt, ouvrir les caisses de l'Etat à son parti, ce qui était un moyen bien plus sûr que les promesses de l'Espagne. Pendant une partie de chasse, la princesse et son fils, âgé de sept ans, partirent pour la Guyenne et rencontrèrent Bouillon et La Rochefoucauld près de Mauriac, à la tête de plusieurs gentilshommes et de huit escadrons de cavalerie. Le jeune d'Enghien, âgé de sept ans, leur dit de fort bonne grâce : « Je n'ai, en vérité, plus peur de » Mazarin, puisque je vous trouve ici avec tant de braves » gens, et je n'espère la liberté de mon bon papa que de » leur valeur et de la vôtre. » La troupe fut rangée en file; la mère et le fils passèrent entre les rangs, et tous, l'épée nue, jurèrent de mourir pour leur service.

Ce fut le 22 mai que la princesse se mit à la tête des troupes pour se diriger sur Bordeaux. Tout se soulevait sur son passage; la noblesse entrait dans les villes, forçait les caisses publiques, levait des contributions, et déterminait, par la peur du pillage et de l'incendie, tout le pays à se soumettre. Le parlement de Bordeaux hésitait entre l'obéissance due à son souverain et l'affection qu'il portait à la cause des princes; le peuple ouvrit ses portes à la princesse, qui passa seule la rivière et se remit entièrement au dévoûment des habitants de la ville.

Digitized by Google

Le lendemain un courrier étant arrivé de la part de Mazarin, porteur de nouveaux ordres du roi, les hommes qui se disaient honnêtes gens, les chefs du parti, Bouillon et La Rochefoucauld conseillèrent à la princesse de faire tuer le messager, afin que personne ne voulût plus à l'avenir se charger de semblables ordres. Sur l'avis de Lenet, la princesse le laissa vivre, non pas qu'elle jugeât ce conseil le meilleur, mais parce qu'il était plus conforme à son humeur.

La princesse se rendit ensuite au Parlement, tenant à sa main son fils, unique rejeton d'une famille de héros; elle raconta avec modestie tous ses malheurs, la bienveillante protection qu'elle avait rencontrée sur toute sa route; elle dit qu'elle avait renvoyé toutes les troupes armées, « pour ôter tout soupçon qu'elle voulût faire la » guerre au roi, dans une province où elle venait cher- » cher la paix avec les dépositaires de la justice souve- » raine. » Elle se mit sous la protection du Parlement et le conjura de prendre telle conclusion qu'il trouverait convenable en faveur du prince, conformément à la déclaration d'octobre 1648. Comme il hésitait, les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, qui entraient dans Bordeaux, soulevèrent le peuple contre les partisans du duc d'Epernon, livrèrent plusieurs maisons au pillage, et soumirent ainsi Bordeaux à la nouvelle Fronde.

Instruite du succès de sa belle-fille, la princesse douairière de Condé s'échappa de Chantilly, revint à Paris, se rendit dès cinq heures du matin au Parlement, le mercredi après Pâques, présenta requête à la porte de la Grand' Chambre, implora la protection de tous les conseillers en s'inclinant devant eux à mesure qu'ils pas-

Digitized by Google

saient, et se précipita aux genoux du duc d'Orléans. Cette apparition troubla fort les conseillers et jeta de l'incertitude dans leurs résolutions. Des lettres écrites par la princesse aux gouverneurs de Bellegarde et de Saumur pour les engager à opposer à l'armée royale une résistance obstinée, un traité passé entre la princesse de Longueville, le vicomte de Turenne et l'archiduc Léopold pour obtenir la liberté des princes par les armes espagnoles, furent communiqués publiquement au Parlement. Ces manœuvres étant des trahisons au premier chef, la demande de la princesse fut repoussée, et on l'engagea à se retirer. Elle s'éloigna et alla se renfermer dans le château de la duchesse de Châtillon, sa parente.

Mazarin et la reine-mère, alors en Bourgogne, obtinrent du Parlement, à leur retour, des lettres patentes qui déclaraient coupables du crime de lèse-majesté la duchesse de Longueville, le vicomte de Turenne et les ducs de La Rochefoucauld et de Bouillon.

Turenne, qui entrait alors en France avec l'archiduc Léopold et venait mettre le siége devant Guise, ayant été contraint de retourner en Flandre, Mazarin résolut de marcher contre les rebelles du Midi. Le coadjuteur combattit cette détermination, assurant que cette tentative amènerait infailliblement la défection du parlement de Bordeaux, encore soumis à l'autorité royale, défection dont la conséquence serait d'entraîner celle de tous les autres parlements. Le coadjuteur répondait bien d'un certain nombre de magistrats de Paris, mais il assurait qu'il serait impossible de maintenir le corps; en sorte que la guerre projetée ne devait avoir d'autre effet que d'unir tous les parlements du royaume contre l'autorité royale.

Digitized by Google

Mazarin, qui détestait toujours le coadjuteur, et le regardait comme un allié trop puissant, travaillait à le détruire dans l'opinion et essayait de se réconcilier avec les amis des princes : il ne tint aucun compte de ces avis, fit mander toutes les compagnies souveraines au Palais-Royal, et leur annonça que le roi confiait toute son autorité, dans les provinces au nord de la Loire, à son oncle, le duc d'Orléans; il partit le 4 juillet pour les provinces du Midi.

Ce jour même Voisin, président au parlement de Bordeaux, présenta, en faveur de cette compagnie, requête au parlement de Paris, fit un tableau touchant des maux de la Guyenne, des horribles vexations du duc d'Epernon, dignes des plus mauvais proconsuls de l'ancienne Rome, et finit par demander la protection des lois pour les princes arrêtés. Pour ne pas le contredire trop ouvertement, le parlement de Paris, qui avait lui-même, après mûr examen de toutes les pièces, prononcé la légitimité de l'incarcération des princes, prit un moyen terme, ce fut de déclarer qu'on insisterait sur les plaintes du parlement de Bordeaux, pour procurer la paix dans la province de Guyenne.

La cause des princes, qui avait paru si détestable au peuple de Paris, reprit alors faveur; les rues retentissaient souvent des cris : *Vivent les princes* et *Point de Mazarin;* et la violence s'organisa. Le duc d'Orléans fut attaqué en sortant du Parlement, et deux de ses valets furent tués à côté de lui; le coadjuteur reçut un coup de poignard dans son rochet; le président demanda alors que la reine fût sollicitée de renvoyer le cardinal Mazarin, « comme un ministre étranger, lequel, sinon par

Digitized by Google

» mauvaise volonté, du moins par malheur ou par in-
» suffisance, mettait l'Etat en péril. »

L'ancienne Fronde croulait; la nouvelle semblait triompher. Turenne, secondé par l'archiduc Léopold, après avoir pris La Capelle, Vervins, le château de Marle, puis Rethel et Château-Porcien, s'avança du côté de Vincennes pour délivrer les princes, qui furent transférés à Marcoussy.

Cependant Mazarin continuait à marcher contre le Midi, pour la défense d'un homme qui ne le méritait guère; car le duc d'Epernon, créature vile, avait battu, puis empoisonné sa première femme, rendu malheureuse une nièce du cardinal de Richelieu, « et depuis il
» s'étoit affolé d'une bourgeoise d'Agen, Nanon de Lar-
» tigue, qui avoit trouvé l'art de lui plaire avec peu de
» beauté et un esprit médiocre, en l'admirant tout le
» jour et en le traitant de prince. Elle avoit fait avec lui
» une fortune de plus de deux millions de livres; car ce
» duc s'étoit attaché à la cour parce que la cour l'avoit
» gagnée. Il la menoit partout; il la faisoit précéder des
» dames de qualité dans les lieux où il avoit du pouvoir.
» La reine même la recevoit chez elle. Le cardinal ren-
» doit des visites à cette fille; et, à son exemple, la plu-
» part des gens de qualité. Il ne se distribuoit point de
» grâces dans l'infanterie, dont M. d'Epernon était colo-
» nel, ni dans ses gouvernements, que par sa volonté (1). »

Le népotisme entrait alors dans les calculs et les actes de Mazarin, qui voulait marier une de ses nièces au fils de d'Epernon. « Cet homme se perdra et perdra peut-

(1) Pierre Lenet, pag. 251.

Digitized by Google

» être l'Etat, disait Senneterre, pour les beaux yeux de » madame de Candale. »

La ville de Bordeaux se préparait à la défense; mais il manquait au parti des princes ce qui fait le nerf de la guerre, l'argent. La princesse de Condé avait vendu tous ses bijoux, fondu la vaisselle de son père; tout était épuisé; l'Espagne promettait beaucoup et n'envoyait rien. On annonça enfin, dans les eaux de la Dordogne, l'arrivée de Joseph Osario, avec trois frégates espagnoles qu'on disait chargées de l'or du Pérou, et elles ne portaient que soixante mille francs. Alarmé de la présence d'un agent espagnol, le parlement de Bordeaux donna arrêt « qu'il seroit informé de l'arrivée des frégates et » de la personne de dom Joseph, avec ordre aux peuples » de lui courir sus. »

Emue de cet arrêt, la faction des princes publia que le Parlement empêchait le débarquement des sommes immenses envoyées par l'Espagne, souleva la populace contre ce grand corps, le fit assiéger et contraignit les magistrats à se rendre à discrétion.

Cependant, en attendant l'arrivée du roi, le duc d'Epernon se battait avec des succès variés et exerçait des actes de cruauté inouïs. Mais, à son arrivée, le roi fit traiter les prisonniers avec plus d'égards. Avant de commencer la guerre, le ministre entama des négociations, consentit à donner aux Bordelais toute satisfaction, à condition qu'ils abandonneraient la princesse et les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld. Sur le refus des habitants de Bordeaux de consentir à un lâche abandon, le siége commença, et malgré la bravoure de la bourgeoisie et de la garnison, les ouvrages avancés furent

Digitized by Google

emportés; la ville, quoiqu'elle pût encore tenir longtemps, pressée par l'approche de la vendange, signa la paix le 1er octobre. Une amnistie générale fut accordée à tous ceux qui avaient pris les armes; le duc d'Epernon fut révoqué de son gouvernement. La princesse de Condé, son fils, les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, les comtes de Foix, de Coligny, de Lorges, de Guitaut et plusieurs autres grands seigneurs, s'embarquèrent sur la Gironde. Le cardinal se montra plein de bienveillance pour toute la suite de la princesse; il accabla de prévenances Lenet et Gourville; il tenta ainsi de rattacher ce grand parti, ou du moins de prévenir toute réconciliation entre l'ancienne et la nouvelle Fronde. Il commit une faute, ce fut d'accuser le coadjuteur d'avoir voulu assassiner les princes. Courroucé de cette calomnie, Gondi déclara que dès-lors il n'y aurait plus rien de commun entre lui et Mazarin, et finit par embrasser la cause des princes.

Après son expédition de Guyenne, Mazarin prit en courant des mesures pour la défense de Paris, se rendit à l'armée de Champagne, réunit quelques troupes sous le commandement de du Plessis, reprit Rethel et battit complétement les Espagnols à Semide, petit village à cinq lieues de Rethel. Turenne échappa à peine; don Estevan de Gamare, commandant de l'armée espagnole, fut fait prisonnier avec un grand nombre de Français de distinction du parti des princes.

La nouvelle de cette victoire causa la plus vive allégresse à Paris, rehaussa Mazarin dans l'opinion et atterra la Fronde. Le rusé coadjuteur, pour ranimer les courages abattus, réclama la mise en liberté des princes, de con-

Digitized by Google

cert avec le président Molé. Encouragés par cet accord de deux hommes qui semblaient appartenir à des partis différents, les frondeurs résolurent de présenter des remontrances à la cour sur ce sujet.

Mazarin, rentré à la hâte à Paris, avait engagé à retarder la présentation des remontrances, espérant dans quelques jours pouvoir rendre les princes à la liberté. Il négociait en effet avec La Rochefoucauld. « J'ai sou-» vent, dit madame de Motteville, ouï dire au duc qu'il » avoit admiré sa confiance et le hasard où il se mettoit, » se livrant au meilleur ami qu'eût alors M. le prince et » madame de Longueville, qui auroit pu facilement le » tuer; le ministre de même l'auroit pu faire arrêter, » mais la fidélité fut égale des deux côtés. »

La Rochefoucaudt repoussa toutes les conditions et exigea la libération pure et simple des princes, déclarant qu'en cas de refus, il allait de ce pas négocier avec les frondeurs. Mazarin l'ayant congédié en riant, il se rendit en effet chez la duchesse de Longueville, et le traité fut conclu avec le coadjuteur; Beaufort le signa; le duc d'Orléans y apposa lui-même son sceau.

Matthieu Molé apporta bientôt à la cour les doléances du Parlement, s'exprima avec une chaleur qu'on ne lui avait pas encore vue, et attribua tous les malheurs de l'Etat à la détention des princes. « Les pierres qui les » enferment, dit-il enfin, sont capables de s'élever et de » porter leurs plaintes si haut, qu'elles seront entendues » dans toutes les provinces, et leurs voix seront capables » d'exciter toute la France pour travailler à leur soula-» gement. »

Digitized by Google

Cette harangue avait offensé le duc d'Orléans, parce qu'on attribuait à Condé tout ce qui s'était fait de grand dans l'Etat; elle outrageait Mazarin, dont la politique était appelée *infortunée;* elle avait blessé l'orgueil de la reine-mère dans sa politique. Anne d'Autriche répondit enfin que les princes seraient remis en liberté quand Longueville et Turenne auraient posé les armes.

Le coadjuteur tenta d'entraîner au Parlement le duc d'Orléans, qui, après avoir violemment déclamé contre la cour, crut faire beaucoup en écrivant à ce corps puissant qu'il seconderait de tout son pouvoir les efforts de la compagnie pour la liberté de ses cousins, ce qui produisit la plus vive allégresse. Encouragé par la manière dont ses paroles avaient été reçues, le lâche Gaston déclara aux ministres secondaires qu'il n'irait jamais au Palais-Royal tant que le cardinal y serait. Le Parlement, animé encore par cette déclaration, mit en délibération la conduite qu'il aurait à tenir vis-à-vis du ministre. Il y eut des avis pour décréter contre le cardinal un ajournement personnel; il y en eut pour le sommer à l'heure même de venir rendre compte de son administration; les plus doux proposèrent de faire de très humbles remontrances à la reine pour demander son éloignement.

Quand les députés suppliants apportèrent ces demandes à la reine, le garde des sceaux leur lut un sanglant manifeste contre le coadjuteur. « Tous les rapports que » le coadjuteur a faits au Parlement, disait-il, sont faux » et controuvés par lui. — Il a menti, ajouta la reine en » l'interrompant. »

Irrité de ce qui venait de se passer à la cour, le coad-

Digitized by Google

juteur fit aussitôt admettre à l'unanimité que de nouvelles remontrances seraient adressées à la reine pour qu'elle eût à rendre immédiatement la liberté aux princes et à renvoyer Mazarin (1).

La reine répondit aux remontrances, le 6 février, « qu'elle souhaitoit plus que personne la délivrance de » MM. les princes, mais qu'il étoit juste de chercher des » sûretés pour l'Etat. Que, pour ce qui étoit de M. le car- » dinal, elle le retiendroit dans ses conseils tant qu'elle » le jugeroit utile au service du roi, et qu'il n'apparte- » noit pas au Parlement de prendre connaissance de quel » ministre elle se servoit.

Pour empêcher de grands malheurs, Mazarin se déguisa et sortit de Paris lui troisième, et se retira au Hâvre où la reine avait promis de le rejoindre.

Informé du dessein de cette princesse, le coadjuteur se rendit chez le duc d'Orléans pour lui faire signer l'ordre de réunir toutes les troupes et de faire fermer les portes. Gaston, trop timide pour prendre la responsabilité de cet ordre, le fit signer par Marguerite de Lorraine. Tout Paris fut en un instant sur pied. Peu rassuré par cette prise d'armes, Gaston envoya des députés à la reine, qui affecta la plus grande indifférence, accusa de calomnie tous ceux qui avaient osé dire qu'elle voulait fuir,

(1) Ce fut dans cette circonstauce que le coadjuteur se fit l'application d'un prétendu passage d'un auteur ancien. Chacun feuilleta ses livres et personne ne le trouva. Voici ce passage célèbre que Retz composa sur-le-champ : *In difficillimis reipublicæ temporibus, urbem non deserui, in prosperis nihil de publico delibavi, in desperatis nihil timui* (1).

(1) Retz, pag. 226. — Talon, pag. 143.

Digitized by Google

conduisit elle-même les gardes auprès du lit du roi, le montra profondément endormi, et consentit enfin à la liberté du prince de Condé. Le lendemain, le duc d'Orléans se félicitait de l'issue de la prise d'armes, quand Matthieu Molé lui répondit : « M. le prince est en liberté, » et le roi, le roi notre maître est prisonnier. »

En quittant Paris, Mazarin se dirigea sur le Hâvre, où il voulait réunir les forces suffisantes pour combattre ses adversaires et les ennemis du roi ; mais de Bar, gouverneur de cette place, refusa d'y recevoir la suite du cardinal, en sorte que celui-ci put à peine y pénétrer pour mettre les princes en liberté.

Obligé d'abandonner le Hâvre, Mazarin, après avoir cherché à Abbeville un refuge, qui lui fut encore fermé, s'embarqua à Doullens et se dirigea sur l'Allemagne par Sedan. Il se fixa à Bruth, près de Cologne, d'où il correspondait habituellement avec la reine-mère.

Le voyage de Condé fut une ovation continuelle ; à Paris ce fut un véritable triomphe : il fallait sortir de la situation, et pour cela le moyen à employer était difficile. Les uns voulaient enfermer la reine-mère au Val-de-Grâce et donner la régence au prince ; les autres allaient jusqu'à lui proposer la royauté. On se mit à agiter les théories sur la nature du gouvernement de la France. Dans une réunion nombreuse tenue aux Cordeliers, la noblesse prétendit au droit de diriger le royaume, durant la régence, seul moyen de remédier au mal qui tourmentait la société ; elle s'éleva contre les parlements, *ces gens de robe et de petite naissance et de nul mérite, qui avoient la prétention de gouverner l'Etat.*

Digitized by Google

Le Parlement, atteint par ces doctrines, les condamna. Le clergé, alors réuni en assemblée générale, blessé au vif de la résolution prise par le Parlement, d'interdire l'entrée des conseils du roi à tous les cardinaux français ou étrangers, appuya les vues de la noblesse et manifesta son étonnement que de jeunes écervelés, parce qu'ils avaient acheté une place au Parlement, se jugeassent capables de réformer l'Etat et l'Eglise. Irrité de la juste critique de la noblesse, le Parlement donna commission au procureur-général d'informer « des paroles » insolentes proférées par l'assemblée de la noblesse, » qui, en retour, arrêta de se transporter au Parlement » pour le châtier de son insolence et jeter dans la ri- » vière le premier président et M. de Champlâtreux, son » fils (1). »

La reine suivait d'un œil radieux cette division de ses ennemis. Dans l'espoir de les mettre aux prises les uns avec les autres et de parvenir ainsi à les détruire, dirigée dans sa politique par Mazarin, elle appela au conseil de Chavigny, l'ami intime de Condé, mais l'ennemi du duc d'Orléans, dans l'espérance d'irriter ce prince. Cette nomination souleva la colère de l'ancienne Fronde et brouilla le coadjuteur avec Beaufort. La discorde était au camp des Atrides. Pour souffler la flamme d'un brasier déjà bien ardent, la reine appela le coadjuteur, le seul homme capable de l'ancienne Fronde, le fit introduire chez elle au milieu de la nuit, lui fit les plus magnifiques promesses, lui offrit le ministère et le cardinalat, s'il voulait rendre possible le retour de Mazarin.

(1) Talon, pag. 175. — Motteville, pag. 169. — Retz, pag. 147.

Digitized by Google

Gondi refusa ce point, mais promit d'exciter le duc d'Orléans, et de rallumer le feu de l'ancienne Fronde, à condition qu'il lui serait permis de déclamer autant qu'il le voudrait contre Mazarin. Tout lui fut accordé.

Le grand agitateur, le principal auteur de tout le trouble, le prince de Condé, refusait toujours de se réconcilier ; et il fallait trouver un moyen de le faire disparaître de la scène d'agitation. Dans un conseil secret tenu entre les personnages attachés alors à la reine, on mit en délibération le moyen de se défaire de ce personnage. Les uns proposaient de le mettre de nouveau en prison, et comme il était un jour occupé à faire des recherches dans une bibliothèque de la cour, mademoiselle de Chevreuse voulait aller elle-même l'enfermer; elle voyait un trait de grande originalité, qu'une fille fît prisonnier *un gagneur de batailles*.

Quelques personnages plus hardis proposèrent d'exercer sur lui une justice expéditive, sans forme de procès, ou, en bon français, de l'assassiner. Ils prétendaient qu'en vertu de la souveraineté dont elle était revêtue, la reine avait le droit de frapper en dehors des formes judiciaires. Ce moyen fit reculer les timides, et, pour se couvrir, ils prétendirent que la reine n'avait résisté que parce que le coadjuteur n'avait pas voulu la suivre en ce point, et qu'elle avait dit même que Retz était moins hardi qu'elle ne le pensait.

Informé des projets odieux formés contre sa personne, le prince s'arma, fit maçonner les fenêtres de son hôtel et fut toujours accompagné d'un grand nombre de satellites pour se rendre au Parlement, où le coadjuteur ne se montrait qu'avec une suite plus grande

Digitized by Google

encore. Son escorte était ordinairement de quatre cents gentilshommes et de quatre mille bourgeois armés. Les deux illustres antagonistes s'observaient, prêts à en venir aux mains.

Le 19 août, le prince de Condé provoqua directement le coadjuteur et l'accusa d'avoir répandu les mille calomnies qui couraient dans le monde contre sa personne. Le coadjuteur répondit : « Du moins, personne ne peut » m'accuser d'avoir manqué à ma parole. » C'était toucher Condé à l'endroit le plus sensible. Il porta la main à la garde de son épée, et quatre mille épées sortirent en même temps du fourreau. Le calme se rétablit cependant; mais, le lendemain, le nombre des gens armés était tellement considérable, que les salles et les galeries en étaient combles. Le prince de Condé dit, en prenant sa place, « qu'il ne pouvoit assez s'étonner de l'état où » il trouvoit le palais; que la grand' salle étoit pleine » d'hommes inconnus, armés d'épées et de pistolets; » qu'il y avoit des postes pris, des mots de ralliement, » et que c'étoit grand pitié qu'il y eût dans le royaume » des gens assez insolents pour prétendre lui disputer le » pavé. » Le coadjuteur lui répondit « que personne ne » lui disputeroit le haut du passé, mais qu'il y en avoit » qui ne pouvoient et ne devoient, par leur dignité, » quitter le pavé qu'au roi. » — « Je vous le ferai bien » quitter, dit le prince. » — « Il ne sera pas aisé, reprit » le prélat. »

On parvint à séparer les deux adversaires et à obtenir d'eux qu'ils fissent sortir tous leurs gens. La Rochefoucauld prit le coadjuteur entre deux portes, au moment où il rentrait, et faillit l'étouffer; à son râlement, le Par-

Digitized by Google

lement accourut et le délivra. La Rochefoucauld crut avoir besoin d'excuses de n'avoir pas commis l'assassinat, rejeta sa modération sur ce « qu'on ne se battoit » point dans la salle, et que les gens même du prince, » qui étoient à côté de lui, ne sentoient pas de quel » poids était le service qu'ils pouvoient rendre à leur » maître en cette rencontre. »

Effrayé de ce qui avait failli arriver, Gaston travailla à empêcher le retour de semblables scènes et pria la reine, qui, de son naturel, ne craignait rien et prévoyait peu, d'empêcher le coadjuteur de se rendre de nouveau au Parlement. Bien que, au fond de son âme, elle n'eût pas été fâchée de voir le prince et le coadjuteur s'égorger, elle défendit à celui-ci de se rendre le lendemain au Parlement. Il avait une bonne excuse pour colorer son absence : il devait présider à une grande procession. Ce qu'il y eut de singulier, c'est que le prince de Condé l'ayant rencontrée, descendit de son carrosse, se mit à genoux, et Gondi se vengea, dit-il, en lui donnant sa bénédiction (1).

Quoique cet état d'anarchie ne pût durer, que chacun sentît que cette prétendue liberté si hautement relevée était un mal intolérable, qu'il valait mille fois mieux un pouvoir absolu qu'un régime où l'ordre était impossible, cependant Mazarin disait à la reine que l'heure n'était pas encore arrivée, qu'elle devait user la noblesse par le Parlement, que, lorsque les grands seraient vaincus, elle se servirait d'eux pour abattre le Parlement lui-même, et qu'alors le pouvoir de la royauté serait absolu et sans contrôle.

(1) Retz, pag. 409.

Digitized by Google

Ce fut au milieu de ces désordres que la reine-mère amena son fils au Parlement pour constater sa majorité. Louis XIV, alors dans sa quatorzième année, était beau, grand, spirituel. S'étant assis sur son trône, il dit : « Messieurs, je suis venu en mon Parlement pour vous » déclarer que, suivant la loi de mon Etat, j'en veux » prendre moi-même le gouvernement, et j'espère de la » bonté de Dieu que ce sera avec piété et justice. » La reine déclara au roi qu'elle lui remettait avec une grande satisfaction la puissance qu'elle avait exercée. Il lui répondit en l'embrassant : « Après moi, je désire que vous » soyez le chef de mon conseil. »

Tous les grands vinrent chacun à leur tour lui prêter serment de fidélité. Le greffier lut ensuite une déclaration du roi dans laquelle le jeune souverain se disait parfaitement satisfait du prince de Condé, bien qu'il n'eût point paru à cette cérémonie ; il rejeta tout le mal passé sur Mazarin et fit de nouveau « expresses défenses » et inhibitions audit cardinal, et à ses alliés et domesti- » ques, de jamais rentrer dans le royaume et terres de » France, à peine d'être poursuivis comme criminels de » lèse-majesté et perturbateurs du repos public. »

§ III. *Majorité du roi. — Dernières convulsions de la Fronde. — Traité des Pyrénées. — Mort de Mazarin (1651-1661).*

La majorité du roi eût été un grand événement si ce monarque eût été capable de diriger les affaires par lui-même. Mais il était évident que le gouvernement resterait toujours dans les mêmes mains, et que le grand tra-

Digitized by Google

vail de tous les partis, celui d'ôter à Mazarin toute influence sur la régente, continuerait à tourmenter l'Etat. Voyant que toutes les mesures prises contre lui étaient inutiles; que, malgré son bannissement par le Parlement et la défense faite à la régente de recevoir aucun de ses envoyés, il continuait, du fond de sa retraite, à diriger la politique, les têtes folles recoururent au moyen le plus extraordinaire : ce fut de persuader au coadjuteur de se faire aimer de la reine. « Si vous voulez bien jouer votre » personnage, lui dit madame de Chevreuse, je ne dé- » sespère de rien; faites seulement le rêveur quand vous » êtes auprès de la reine; regardez continuellement ses » mains (elles étaient fort admirées); pestez contre le » cardinal; laissez-moi faire du reste. — Nous concer- » tâmes le détail et nous le jouâmes juste comme nous » l'avions concerté. Je demandai trois ou quatre audien- » ces de suite à la reine, à propos de rien; je ne fournis » à la conversation, dans ces audiences, que ce qui étoit » bon pour l'obliger à chercher le sujet pour lequel je » les lui avois demandées. Je suivis de point en point les » avis de madame de Chevreuse; je poussai l'inquiétude » et l'emportement contre le cardinal jusqu'à l'extrava- » gance. La reine, qui étoit naturellement très coquette, » entendit ces airs; elle en parla à madame de Chevreuse, » qui fit la surprise et l'étonnée, mais qui ne la fit qu'au- » tant qu'il le fallut pour mieux jouer son jeu... Il y eut » vingt ou trente conversations de cette nature, dans » lesquelles il se trouva à la fin que la reine persuada à » madame de Chevreuse que j'étois assez fou pour me » mettre cette vision dans la tête, et dans lesquelles, pa- » reillement, madame de Chevreuse persuada à la reine

Digitized by Google

» que je l'y avois effectivement beaucoup plus fortement » qu'elle ne l'avoit cru elle-même (1). »

Cette ruse de femme ne réussit pas. Anne d'Autriche s'aperçut aisément que Mazarin seul était en état de conserver intègres les prérogatives de la couronne royale.

La faveur du coadjuteur, le chapeau de cardinal qui lui fut promis, le peu de considération que la reine paraissait avoir pour le prince de Condé, rejetèrent la nation dans les horreurs de la guerre civile. Condé, fatigué de toutes les intrigues, se résolut de faire ce qu'il aurait pu entreprendre depuis longtemps s'il voulait se rendre maître de la France, mais qu'il n'aurait jamais dû commencer s'il avait été un bon citoyen. On est profondément affligé quand on voit un prince de ce mérite partir de Paris, aller soulever la Guyenne, le Poitou et l'Anjou, et mendier l'appui de cette nation espagnole dont il avait été le plus rude fléau.

Voici un trait qui caractérise parfaitement cette époque, et la folie, ou du moins la légèreté qui réglait la conduite des plus grands personnages. La reine, ayant été instruite du départ et des desseins du prince, lui expédia un courrier qui lut Augerville au lieu d'Angerville, et se rendit dans la première de ces localités. La lettre vint trop tard. Le prince déclara que s'il l'avait reçue plus tôt, il eût accepté les propositions avantageuses de la reine, mais qu'étant déjà assez loin de Paris, il n'avait pas voulu y retourner. La méprise d'un courrier et le caprice d'un prince replongèrent la France dans les horreurs et le ridicule d'une guerre civile. Le

(1) Retz, pag. 413.

Digitized by Google

dessein du prince était de laisser Conti, Longueville et Nemours à Bourges et à Montrond, pour y faire des levées et se rendre maîtres du Berry, du Bourbonnais et d'une partie de l'Auvergne, pendant qu'il irait à Bordeaux soulever le Parlement et le peuple; les Espagnols lui fourniraient des soldats, de l'argent et des vaisseaux, suivant le traité du marquis de Sillery avec le comte de Fuensaldagne, pour faciliter la levée de troupes qu'il devait aussi faire en Guyenne.

Ce n'était pas seulement une guerre civile, c'étaient cent guerres civiles qui changeaient chaque jour d'objet et d'intérêt, à la cour, à Paris, dans les provinces, partout. Les princes, les chefs, les ministres, les femmes, faisaient des traités puis les rompaient. Le peuple, qui commençait à s'apercevoir qu'il était la victime de tous ces bouleversements, qui sentait la charge écrasante de soldats mal payés et la nécessité d'augmenter les impôts, se serait réuni autour du principe de l'ordre s'il eût été sage; et malheureusement, esclave d'une sotte vanité, il se laissait entraîner par les grands. Le prince de Condé se hâta de rassembler une armée à Bordeaux, où parut en même temps une flotte espagnole forte de treize vaisseaux et de six brûlots; il lui donna le port et la place de Bourg-sur-Garonne. Le parlement de Bordeaux, essentiellement attaché à la patrie, vit avec une peine extrême le gouverneur de la province livrer cette place aux ennemis de la France. Cet acte imprudent jeta de l'indécision dans le mouvement qui s'était d'abord fait en faveur du prince, et détermina Cognac à se déclarer pour les royalistes. Condé, qui était venu en faire le siége et avait jeté cinq cents hommes à la tête d'un pont,

Digitized by Google

qu'une grande crue d'eau emporta, vit ses soldats taillés en pièces par d'Harcourt, en sa présence même, sans qu'il pût les secourir.

Le prince chercha un point d'appui dans le parti protestant, et écrivit même à Cromwell qu'il était disposé à embrasser la réforme. Informé que les huguenots de France n'avaient point à se plaindre du gouvernement de la reine, qu'ils étaient opposés à Condé, dont l'impiété et l'immoralité les révoltaient, Cromwell repoussa sa demande. Un fait vint confirmer l'appréciation des sentiments des réformés français. Le commandant de La Rochelle, qui visait à l'indépendance, appuyé par une bande d'aventuriers étrangers, s'étant déclaré pour Condé, les Rochelais appelèrent à leur secours le comte d'Harcourt, qui écrasa la bande, le seul soutien du parti du prince.

Dans toutes les provinces, les succès des royalistes étaient les mêmes. Les Espagnols de Flandre s'étant avancés jusqu'en Argonne, furent repoussés par le comte de Grandpré. En Bourgogne, d'Epernon reprit les citadelles de Dijon et de Seurre ou Bellegarde, les seules places qui tinssent pour le prince dans cette province. En Berry, Hérisson se soumit aux royalistes.

En l'absence de la reine, qui s'était rendue, avec le jeune roi son fils, dans le Midi pour soumettre entièrement ces provinces, Paris s'agita de nouveau. Le coadjuteur, ennemi implacable de Condé et de La Rochefoucauld, profita de son ascendant sur le peuple et sur le Parlement pour faire enregistrer une déclaration royale du 8 octobre, par laquelle « les princes de Condé, » de Conti, la duchesse de Longueville, les ducs de Ne-

Digitized by Google

» mours et de La Rochefoucauld, étaient déclarés dés-
» obéissants, rebelles et criminels de lèse-majesté.»

Au lieu de recourir à l'assassinat pour se venger de cet acte, comme quelques-uns le lui conseillaient, le prince résolut d'enlever le coadjuteur, et passa un marché pour cela avec Gourville. Tout fut disposé pour l'enlèvement du coadjuteur au sortir de la maison de madame de Chevreuse, où tous les jours il passait la soirée; il sortit ce jour-là dans la voiture de madame de Rhodes, ce qui le sauva. La mine une fois éventée, l'enlèvement devint impossible. Il y a ici une remarque assez importante à faire, c'est que les mœurs s'adoucissent; dans les précédentes guerres civiles, le poignard eût joué son rôle; dans celle-ci on ne voit que des intrigues dignes des valets d'une comédie.

Le cardinal Mazarin, qui du fond de son exil de Cologne suivait tous les mouvements de la cour, reprit alors le chemin de la France, presque avec autant d'appareil qu'un souverain en met pour rentrer en possession d'un trône usurpé. Il leva sept mille hommes avec son argent, dit-il, mais probablement un peu aidé de celui de la France; car, si l'on en croit les mémoires du temps, il était sorti du royaume dans une extrême indigence. Il mit à la tête de sa petite armée le maréchal d'Hocquincourt, qui lui était dévoué. Tous les officiers portaient ses couleurs, c'est-à-dire l'écharpe verte. La blanche était celle du roi, l'isabelle celle du prince de Condé. On est étonné que le cardinal ait eu l'audace d'arborer ses couleurs, ce qui avait le plus nui au maréchal d'Ancre; mais c'est que le génie des deux personnages était bien différent. Mazarin avait une bien plus

Digitized by Google

haute capacité que le maréchal, et il savait que s'il y a des moments pour être timide, il y en a aussi où la hardiesse réussit.

Lorsque la nouvelle arriva à Paris que le cardinal rentrait en France, Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, s'émut; il leva des troupes dans Paris, sans pouvoir dire cependant à quoi elles lui serviraient. Le Parlement sentit réveiller sa vieille haine, renouvela ses édits de proscription et mit à prix la tête de Mazarin. Pour savoir quel était le prix d'une tête ennemie de l'Etat, le Parlement feuilleta ses registres, où il avait déjà consigné des appréciations de cette nature, et il trouva que, sous Charles IX, la tête de Coligny avait été estimée cinquante mille écus, offerts à celui qui l'apporterait morte ou vivante. On publia aussitôt que celui qui apporterait la tête du cardinal obtiendrait cette riche prime; mais les mœurs étaient changées, et personne ne songea à mériter le prix du sang, qui d'ailleurs n'eût pas été compté. Ce qui montre mieux l'état des esprits à cette époque, c'est que cet arrêt devint l'objet de la dérision générale, et que les Blot et les Marigny, beaux esprits qui amusaient le tumulte du temps et cachaient le ridicule de la guerre, affichèrent une répartition des cinquante mille écus entre tous ceux qui voudraient coopérer à l'assassinat : tant pour qui couperait le nez, tant pour une oreille, tant pour un œil, tant pour le faire eunuque. Voulant faire preuve d'une rare économie des deniers de l'Etat dans l'exécution de ce dessein, le Parlement, afin de ne pas puiser dans le trésor public, mit en vente les livres et les meubles du cardinal; mais, au lieu de servir à l'assassinat, l'argent demeura dans les coffres des

Digitized by Google

membres les plus avides et sans doute les plus influents du Parlement. Le cardinal, de son côté, ne recourut ni au poison, ni au couteau des assassins; il se défendit avec l'arme courante du temps, les pamphlets, où la vérité et moins encore la charité n'étaient pas toujours gardées.

Deux conseillers, comptant sur le respect dû à leur noble caractère de membres du Parlement, se rendirent dans les provinces que devait traverser le cardinal, pour y faire rompre les ponts. Au lieu de les couper, les paysans se saisirent de l'un des conseillers, nommé Belaut, et le livrèrent à l'armée du roi, qui le relâcha avec indulgence et l'abandonna ainsi à la moquerie de tous les partis.

Le roi, dont la majorité avait été légalement constituée, avait voulu user de son autorité pour transférer le Parlement de Paris à Pontoise; il éprouva une vive résistance, quatorze membres seulement obéirent, et il y eut deux Parlements qui se foudroyèrent par des arrêts réciproques. Par une contradiction inexplicable, tout en proscrivant Mazarin, son principal ennemi, le Parlement condamnait aussi le prince de Condé comme coupable du crime de lèse-majesté; et en ordonnant aux troupes levées par Gaston d'Orléans de marcher contre le cardinal-ministre, il défendait de puiser leur solde dans le trésor public.

Lorsqu'on songe que le premier corps de l'Etat, celui qui devait renfermer le plus de lumières, tombait dans de pareilles aberrations, on est saisi de pitié. Et cependant que pouvait-on attendre autre chose d'un grand corps jeté hors de sa sphère, ne connaissant ni ses droits,

Digitized by Google

ni son pouvoir réel, ni les affaires politiques, ni la guerre, et n'ayant pas assez d'audace pour s'élever à la hauteur d'un esprit réellement révolutionnaire?

Condé était ligué avec les Espagnols, tandis que Turenne, qui avait été battu avec eux à Rethel, venait de les quitter pour prendre le commandement de l'armée royale. Les deux partis n'ayant pas le moyen d'avoir de grandes armées, de petites troupes décidaient du sort de l'Etat; mais tout dépend des circonstances: quelquefois cent mille hommes ne peuvent pas prendre une ville, et d'autres fois sept ou huit mille hommes peuvent réduire en poussière les plus vieux trônes du monde.

Pendant que Condé courait de Montauban à Bordeaux, cherchant partout à grossir son parti, le jeune Louis XIV, élevé dans l'adversité, poursuivi alors par les troupes du prince, fortes de cinq ou six mille hommes, choisis parmi les rebelles et les Espagnols, fuyait de province en province avec sa mère, son frère et le cardinal Mazarin, suivi d'une armée bien moins nombreuse que sa garde ne le fut plus tard.

Turenne, mis à la tête de l'armée royale, s'approcha des troupes ennemies de l'Etat, qui, n'ayant pas un homme capable de les commander, croyaient Condé à plus de cent lieues d'elles; elles se disaient perdues, lorsqu'au milieu de la nuit parut le héros de Rocroy, qui était accouru d'Agen à travers mille dangers et toujours déguisé, pour se mettre à la tête de ses troupes.

Son arrivée inattendue, l'enthousiasme qu'il avait su communiquer, lui firent prendre une de ces résolutions soudaines qui allaient si bien à son talent. Sachant que l'armée royale était divisée en deux corps, il attaqua et

Digitized by Google

dispersa celui qui était à Bleneau sous les ordres du maréchal d'Hocquincourt, et causa ainsi une telle épouvante au cardinal Mazarin, qu'il se sauva à Gien pour prévenir le roi et l'engager à fuir. Le maréchal de Turenne sut rassurer les esprits et rendre la confiance à la cour et à l'armée, en manœuvrant avec tant d'habileté que le prince de Condé se vit tout à coup arrêté; en sorte qu'on ne sut lequel méritait le plus de gloire ou de celui qui avait remporté la victoire, ou de celui qui avait empêché son ennemi d'en profiter. On doit cependant faire une réflexion : en quel péril ne peut pas mettre un Etat la perte d'un combat où à peine quatre cents hommes perdirent la vie? Le roi, toute sa famille et le cardinal Mazarin faillirent être pris après le combat de Bleneau, qui eut un si long retentissement dans toute la France.

Condé, désespérant de surprendre Turenne comme il avait surpris d'Hocquincourt, se rendit à Paris où il fut reçu en triomphe. Mais bientôt il s'aperçut qu'il n'était pas le maître comme il l'avait espéré; car quoique le coadjuteur, nommé au cardinalat par la protection de la reine, eût perdu l'autorité qu'il avait possédée sur la multitude, tout en flattant la cour et s'en défiant, il gouvernait le duc d'Orléans qu'il opposait à Condé. Le Parlement, incapable de se mettre à la tête des partis, se laissait, de son côté, traîner à la remorque de celui qui était le plus fort, et comme aucun ne dominait alors, il flottait entre le prince et le duc d'Orléans. Tous avaient à la cour des partisans à l'aide desquels ils voulaient ménager leurs intérêts. Le cardinal Mazarin, l'ennemi universel, était maudit à l'envi par les grands et par le peuple qui, semblable à une mer orageuse, pousse ses

Digitized by Google

vagues selon le vent. Pour mettre le ciel de son côté et obtenir la destruction de son ennemi, le peuple demanda que la châsse de sainte Geneviève fût promenée dans toutes les rues de Paris, et que dans les litanies on dît : « Du cardinal Mazarin délivrez-nous, Seigneur, » comme on dit : *A peste, libera nos, Domine.*

Cependant on ne voyait que négociations entre les partis, députations des chefs et du Parlement, assemblées de chambres, émeutes de la populace, gens de guerre dans toutes les campagnes; on montait la garde à la porte des monastères. La guerre n'allait guère mieux pour les princes : ils étaient battus sur tous les points par l'armée royale; Turenne triomphait à Etampes des troupes de la Grande Demoiselle. Charles IV, duc de Lorraine, chassé de ses Etats, n'ayant plus avec lui qu'une petite armée de huit mille hommes, et l'ayant mise au service du roi d'Espagne, fut envoyé jusqu'aux portes de Paris. Mazarin étant intervenu alors et lui ayant offert pour s'en retourner plus d'argent qu'il n'en avait obtenu pour venir, il quitta aussitôt la France, emportant l'argent des deux partis et causant partout les plus grands ravages.

Il fallait à Condé un succès éclatant pour relever son parti qui tombait de toutes parts; il forma alors deux projets : 1° se rendre absolument maître de Paris, en soumettant le Parlement chancelant alors entre sa cause et celle de la royauté; 2° attaquer ensuite l'armée royale et essayer de la détruire par l'un de ces coups de génie qui lui avaient si souvent réussi. Le premier dessein eut un succès complet; Condé souleva la populace, la rua sur le Parlement et contraignit ainsi ce grand corps à re-

Digitized by Google

connaître sa cause. Il forma ensuite une armée de Parisiens, la réunit à ses troupes et marcha au-devant de Turenne. Le maréchal de La Ferté s'avança sur ses derrières et le pressa si vivement qu'il eut à peine le temps de se jeter dans le faubourg Saint-Antoine, où se donna le 2 juillet 1652 la célèbre bataille de ce nom.

« Le roi vit de la hauteur de Charonne la bataille de Saint-Antoine, où ces deux généraux firent avec si peu de troupes de si grandes choses, que la réputation de l'un et de l'autre, qui semblait ne pouvoir plus croître, en fut augmentée. Le prince de Condé, avec un petit nombre de seigneurs de son parti, suivi de peu de soldats, soutint et repoussa l'effort de l'armée royale. Le duc d'Orléans, incertain du parti qu'il devait prendre, restait dans son palais du Luxembourg. Le cardinal de Retz était cantonné dans son archevêché. Le Parlement attendait l'issue de la bataille pour donner quelque arrêt. La reine en larmes était prosternée dans une chapelle aux Carmélites. Le peuple, qui craignait alors également et les troupes du roi et celles de M. le Prince, avait fermé les portes de la ville, et ne laissait plus entrer ni sortir personne, pendant que ce qu'il y avait de plus grand en France s'acharnait au combat et versait son sang dans le faubourg. Ce fut là que le duc de La Rochefoucauld, si illustre par son courage et par son esprit, reçut un coup au-dessus des yeux qui lui fit perdre la vue pour quelque temps. Un neveu du cardinal Mazarin y fut tué, et le peuple se crut vengé. On ne voyait que jeunes seigneurs tués ou blessés qu'on rapportait à la porte Saint-Antoine qui ne s'ouvrait point. Enfin Mademoiselle, fille de Gaston, prenant le parti de Condé, que son père n'osa se-

Digitized by Google

courir, fit ouvrir les portes aux blessés et eut la hardiesse de faire tirer sur les troupes du roi le canon de la Bastille. L'armée royale se retira. Condé n'acquit que de la gloire; mais Mademoiselle se perdit pour jamais dans l'esprit du roi, son cousin, par cette action violente, et le cardinal Mazarin, qui savait l'extrême envie qu'avait Mademoiselle d'épouser une tête couronnée, dit alors : « Ce canon-là vient de tuer son mari. »

Si après le sanglant combat du faubourg Saint-Antoine, le roi ne s'était pas senti assez puissant pour rentrer dans Paris, Condé ne put, de son côté, y demeurer longtemps. Sa hauteur déplaisait à tous les partis; quelques meurtres lui ayant été attribués, il fut obligé de sortir de la capitale. Cependant le parlement de Paris, qui se croyait le droit de disposer du pouvoir sans oser le prendre pour lui-même, nommait le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume, titre qui avait été donné au duc de Mayenne sous la Ligue.

Le roi, entendant toutes les voix demander l'expulsion de Mazarin, résolut enfin de l'éloigner une seconde fois pour rétablir la paix. Tout en vantant les services de son ministre et se plaignant de la nécessité qui le forçait à l'exiler, Louis XIV rendit une déclaration publique par laquelle Mazarin était renvoyé. Tout alors rentra dans le calme et manifesta la plus vive allégresse.

Charles Ier, roi d'Angleterre, venait de porter sa tête sur l'échafaud, pour avoir, au commencement des troubles, abandonné Strafford, son ami : Louis XIV devint au contraire le maître paisible en sacrifiant son ministre. Celui qui jugerait de la valeur d'un acte en lui-même, sans en étudier les circonstances, serait bien téméraire.

Digitized by Google

Par un acte de faiblesse, Charles Ier donna trop d'empire à son Parlement et enhardit son peuple; par une sage condescendance, Louis XIV ôta à un peuple léger, sincèrement ami de la royauté, tout prétexte à la révolte.

Il n'y a pas dans nos annales de partie peut-être plus curieuse que celle de l'histoire de la Fronde. Tous les détails nous en ont été conservés par les plus grands maîtres. C'est d'ailleurs un mélange de tragique et de comique qu'on ne trouve pas chez les autres peuples.

Gourville nous apprend que Gaston d'Orléans, se trouvant sans argent, lui donna l'ordre d'aller voler une recette, et il avoue qu'il alla prendre un directeur de poste dans son logis, à qui il fit payer rançon. Il rapporte ces faits sans en témoigner la moindre surprise, comme on parle d'une chose ordinaire et légitime. Un gentilhomme est pris les armes à la main par les troupes royales et on lui tranche la tête. Le duc de La Rochefoucauld, pour se venger, saisit un seigneur paisible du parti du roi et le fait mourir par représailles. Cependant La Rochefoucauld était un philosophe et il a écrit de belles maximes sur l'humanité. Il faut avouer que ce trait est presque l'unique de cette guerre, plus ridicule que sanguinaire.

Au milieu de la confusion générale l'agriculture languissait, les moissons étaient ravagées, le pain se vendait vingt-quatre sous la livre, les provinces étaient dans la disette. Saint Vincent-de-Paul devint la providence de la capitale et des provinces. Les armées de la Fronde, en parcourant les provinces et se portant sur Paris, avaient ravagé les campagnes, anéanti les vivres et porté la misère à son comble. Les populations amaigries, se soutenant à peine, accouraient dans Paris pour y trouver une

Digitized by Google

retraite contre les misères qui les dévoraient. Ces infortunés allaient frapper à la porte de Saint-Lazare, demeure de l'illustre Vincent, devenu une providence pour tous les malheureux. Il les recueillait, les distribuait dans différents quartiers, leur donnait des dames patronesses qui subvenaient à leurs besoins et allégeaient leur misère. Pendant cinq mois, il nourrit à Saint-Lazare deux mille pauvres et en fit nourrir dans Paris une multitude d'autres. C'est par là surtout qu'il parvint à sauver deux fois la capitale du pillage. Qu'était-ce donc que cet homme qui opérait de pareils prodiges? Le fils d'un pauvre laboureur, sans fortune, sans autre génie que sa sainteté et la sensibilité de son cœur; mais il savait agir sur les grands et sur les petits, déterminer ceux-là à donner une partie de leurs biens, et ceux-ci à se soumettre aux ordres de la Providence. Aussi tous ceux qui voulaient faire du bien, sauver la société de ses malheurs, pontifes, princes, magistrats, riches de tous les rangs, allaient se ranger à ses côtés pour *suivre,* disait l'illustre premier président Matthieu Molé, *les mouvements d'un esprit si pur, comme les ordres de Dieu lui-même.*

Au milieu de ce mouvement extraordinaire, de cette misère excessive, on recourait à Dieu, et les grands, qui auraient pu si facilement obtenir la paix et le bonheur, allaient dévotement baiser les châsses des saints, sans vouloir reconnaître les grands principes d'ordre et d'obéissance, les seuls qui procurent le bonheur des individus comme la grandeur des nations.

Quand le calme intérieur fut rétabli, il semblait à Louis XIV et à la reine-mère que leur triomphe ne serait

Digitized by Google

complet que lorsqu'ils auraient auprès d'eux l'homme habile qui les avait dirigés, le prince de l'Eglise, objet d'une haine universelle parce qu'il avait vigoureusement soutenu les droits de la royauté. Louis XIV ordonna à Mazarin de venir reprendre la place qu'il occupait avec tant d'éclat lorsqu'il fit le traité de Westphalie. Le roi alla lui-même au-devant du cardinal jusqu'au Bourget et l'accompagna à son entrée à Paris avec un cortége brillant; cinquante ou soixante voitures attelées de six chevaux le suivaient. La cour était pleine des plus nobles dames. Ce que l'on n'avait jamais vu, tous les grands corps de l'Etat vinrent le complimenter; presque tous les membres du Parlement, qui avaient mis sa tête à prix et vendu ses meubles à l'encan pour payer des assassins, lui rendirent leurs hommages les uns après les autres, et furent d'autant plus humiliés qu'il les reçut avec une grande affabilité.

Les princes ses anciens ennemis vinrent aussi le féliciter; on fit un festin à l'Hôtel-de-ville pour célébrer sa rentrée. Etonné de toutes ces acclamations, Mazarin ne conçut que du mépris pour notre légèreté et notre inconstance.

Les grands coupables méritaient sans doute une punition; mais le gouvernement, se sentant assez fort pour être clément, borna le châtiment du cardinal de Retz à une prison à Vincennes, punition légère pour celui qui avait été le principal agent d'une longue guerre civile. Le vieux Broussel, premier auteur de tant de troubles sans le savoir, en fut quitte pour se démettre de sa place de prévôt des marchands, que les rebelles lui avaient donnée.

Digitized by Google

Fleuri, Martinau, Perraut et quelques autres membres du Parlement, reçurent l'ordre de sortir de Paris et furent rappelés peu après.

Mazarin, en rentrant au ministère, se trouvait embarrassé pour acquitter toutes les promesses qu'il avait faites. La plupart des seigneurs réclamaient des honneurs et des gouvernements qu'il n'était pas en son pouvoir d'accorder. Miossens employa la menace pour faire exécuter les promesses. « Etant à cheval, dit Montglat, à la » tête des gendarmes du roi, il le rencontra en chaise, » qui alloit du Louvre au palais Mazarin, et lors il fit » signe de sa canne aux porteurs de le mettre à bas; et » le cardinal, sur le bruit, ayant regardé par la fenêtre » de sa chaise, vit que Miossens l'arrêtoit d'autorité, di- » sant qu'il lui vouloit parler. Le cardinal, le voyant à » la tête des gendarmes, fut étonné et sortit de sa chaise, » et Miossens descendit de cheval et le pressa fort fière- » ment de lui tenir parole, et de le déclarer maréchal de » France. Le cardinal, le voyant le plus fort, n'osa le » refuser... Il fut déclaré deux jours après maréchal, et » prit le titre de maréchal d'Albret. Cet exemple servit » aux autres: car Palluau fut reconnu tel en même » temps, sous le nom de maréchal de Clérembault; et » les ducs de Créqui et de Roquelaure prirent possession » de leur nouvelle dignité. »

Le prince de Condé, plus fier et animé par la vengeance, n'avait pas voulu plier devant un étranger qui lui avait ravi la liberté. Abandonné du parlement de Paris, mais soutenu encore par celui de Bordeaux, il oublia sa naissance, ses antécédents et sa patrie pour se mettre à la tête de troupes étrangères et combattre son

Digitized by Google

pays. Le parlement de Paris, à peine rentré dans le devoir, le condamna par contumace comme il avait condamné Mazarin, et confisqua tous ses biens situés en France. Triste rôle d'un grand corps qui frappait tour à tour, avec une égale vigueur, son roi, les ministres, ses amis et ses ennemis. On ne peut guère descendre plus bas.

Quoique Louis XIV ne gouvernât pas encore, il voulut, en 1655, mettre un terme à la sotte indépendance du Parlement, en lui montrant qu'il était le maître. Ayant appris que le Parlement voulait usurper les droits de la cour des Monnaies, et prétendait faire des remontrances sur cet objet, Louis XIV partit de Vincennes à cheval et vint en bottes au Parlement, le fouet à la main. Il adressa la parole au premier président et dit : « On » sait les malheurs qu'ont produits vos assemblées ; j'or- » donne qu'on cesse celles qui sont commencées sur mes » édits. Monsieur le premier président, je vous défends » de les souffrir, et à vous, en se tournant du côté des » conseillers des requêtes, je vous défends de les deman- » der. » On se tut, on obéit, et depuis ce moment l'autorité souveraine ne fut plus combattue sous ce règne.

Tout pliait alors sans résistance. Le cardinal de Retz, malgré son immense popularité, avait été enfermé au château de Vincennes, où Mazarin alla le voir et lui faire les offres les plus magnifiques qu'il repoussa. De nouveaux et graves embarras surgirent bientôt à son occasion.

L'archevêque de Paris, son oncle, étant venu à mourir, le gouvernement engagea le chapitre à s'emparer de l'administration diocésaine, contrairement aux principes

Digitized by Google

constitutifs de l'Eglise ; mais le chapitre refusa et reconnut un fondé de pouvoir du coadjuteur. Cependant Rome faisait entendre des plaintes ; tout le clergé de Paris déclamait contre la détention de son premier pasteur. Mazarin crut imposer silence à toutes les réclamations en décidant que l'archevêque résignerait sa dignité, et serait transféré à Nantes. Rome ne voulut pas accepter la démission du cardinal, qu'elle regardait comme forcée ; Gondi revint aussi sur sa démission et forma le dessein de rentrer à Paris, de prendre possession de son Eglise et de soulever le peuple, si l'on osait porter atteinte à sa liberté. Il descendit un bastion de quarante pieds de haut sur une escarpolette, ayant un bâton entre ses jambes, monta ensuite à cheval et se sauva à toute bride. Il était parvenu à échapper aux poursuites des sentinelles ; mais son cheval se cabra, le renversa et lui fracassa une épaule. Malgré la douleur que lui causait ce grave accident, il remonta à cheval et courut pendant cinq lieues ; ne pouvant aller plus loin, il se cacha sept heures dans une meule de foin. L'occasion d'aller à Paris étant manquée, le cardinal s'embarqua pour Saint-Sébastien, et de là passa à Rome, où il reçut les honneurs dus à son rang.

Louis XIV, maître absolu d'un royaume encore ébranlé par les secousses qu'il avait reçues, avait bien des plaies à guérir, des vices d'administration en tout genre à faire disparaître. Mais si la France, pleine encore de vigueur, n'avait d'autre allié que le duc de Savoie, elle n'avait non plus d'autre ennemi que le roi d'Espagne. Tous les Français qui avaient fait la guerre civile étaient soumis, à l'exception du prince de Condé qui avait conservé quelques partisans, tels que le comte

Digitized by Google

de Coligny et Boutteville et quelques autres, parce que la cour n'avait pas consenti à les acheter au prix qu'ils s'estimaient.

Le Parlement devenu docile anathématisa son idole, et prononça un arrêt de proscription contre le prince de Condé, dont il ébranla ainsi la puissance dans le Midi. Bordeaux tenait toujours pour lui. Pressée par terre et par eau, remuée par des prédicateurs chargés de rappeler les habitants à leur devoir, cette ville fut bientôt ébranlée et se soumit. Le roi se montra bienveillant, confirma tous les priviléges de la ville, rendit la liberté à tous les prisonniers, et consentit même à laisser aller à Stenay les troupes du prince de Condé.

La plupart des villes du Midi qui reconnaissaient alors l'autorité du prince se soumirent également : Cadillac, Langon, La Réole, Bergerac, Brouage, Oléron, Toulon, Tarascon, Sisteron ouvrirent leurs portes. Obligé de mendier un appui hors de France pour se soutenir, Condé distribua ses troupes à Sainte-Ménehould, Bar-le-Duc, Ligny et Commercy, et se retira dans les Pays-Bas.

Philippe IV, qui avait si souvent éprouvé la puissance des armées françaises sous le commandement de Condé, fut plein de joie en apprenant que ce grand capitaine s'était retiré dans ses Etats ; il le nomma aussitôt généralissime de ses armées et voulut qu'il fût sur le pied d'une égalité parfaite avec l'archiduc Léopold. Il lui donna le comte de Fuensaldagne et le duc de Lorraine pour seconds, et porta son armée à trente mille combattants et quarante pièces de canon.

La France épuisée put à peine mettre sur pied dix-sept mille hommes, dont elle confia le commandement

Digitized by Google

au vicomte de Turenne, qui fit cette campagne célèbre, regardée par tous les maîtres de l'art comme la plus habile que nous offrent les annales militaires.

La France était presque entièrement ouverte sur toute la frontière du nord-est, parce que Stenay, Mouzon, Rethel et La Capelle, dont le prince de Condé et les Espagnols étaient maîtres, présentaient une entrée facile jusqu'au cœur du royaume pour l'attaque des villes de la Somme et de l'Oise. Turenne se mit en campagne avant ses ennemis, et se rendit maître de Rethel avant qu'ils soupçonnassent la réunion de son armée. Il se mit aussi en possession des longs défilés qu'il fallait suivre pour arriver en Champagne.

Reconnaissant l'impossibilité de pénétrer au cœur de la France par la Champagne, Condé entra dans le royaume par la frontière de Picardie à la tête de trente mille hommes; une fois rejoint par le comte de Fuensaldagne et les Lorrains, il s'avança rapidement, se jeta entre Saint-Quentin et Ham, et s'établit à Chauny d'où il pouvait menacer à la fois Compiègne, Creil, Beaumont et Pont-Sainte-Maxence. Une fois maître de l'une de ces places, la route de Paris lui était entièrement ouverte; il pouvait s'avancer jusque sous les murs de la capitale et y jeter la confusion. Epouvantés de la marche habile du prince de Condé, plusieurs officiers proposèrent à Turenne de disperser l'armée, de la jeter dans les places fortes du voisinage et de se retirer derrière l'Oise afin de disputer le passage de cette rivière. Mais ce grand capitaine, convaincu de la nécessité de se tenir à portée de l'ennemi afin de profiter de toutes les fautes qu'il pourrait faire, sans cependant s'exposer à la néces-

Digitized by Google

sité de livrer bataille, s'appliqua à couper les vivres à ses adversaires, déjà fort éloignés de leurs bases d'opérations. Informé que des troupes espagnoles se mettaient à la tête d'un grand convoi pour l'amener à l'armée de Condé, il marcha à la rencontre de ce convoi et le contraignit à rétrograder sur Cambrai. Irrité de se voir obligé par cette habile manœuvre de retourner sur ses pas et de repasser la Somme, Condé marcha sur Turenne, pour le surprendre et l'écraser avant qu'il eût eu le temps de se préparer à se défendre. Mais Turenne avait retranché son camp avec tant de précaution, que le prince de Condé n'osa hasarder une attaque à la tête des troupes espagnoles.

Outré de colère contre le comte de Fuensaldagne à qui il attribuait tous ses mauvais succès, Condé, après avoir vainement essayé de se porter sur Guise qui se trouva couvert par Turenne, se dirigea sur Rocroy dont il entreprit le siége.

Se voyant dans l'impossibilité de couvrir cette place avec des troupes trop inférieures, Turenne, pour s'emparer de son côté d'une ville ennemie au sein même de ses possessions, se porta sur Mouzon, place du domaine du prince de Condé, qui fit une belle défense et ne se rendit qu'après un siége assez long. Turenne se dirigea ensuite sur Sainte-Ménehould qui fut également emporté. « Ainsi l'hiver vint, dit Turenne, et les armées » se retirèrent de part et d'autre ; l'armée du roi ayant » pris Réthel, Mouzon et Sainte-Ménehould, et ses enne- » mis Rocroy seulement, quoiqu'il n'y eût entre elles » aucune proportion de forces, celle des ennemis étant » beaucoup plus considérable. »

Digitized by Google

L'année 1653 s'était terminée d'une manière très heureuse pour les troupes du roi. Mazarin employa le calme de l'hiver à préparer à nos armées de nouveaux succès; et pour porter un coup sensible à Condé, il résolut de s'emparer des trois places que le prince possédait au nord-est, Stenay, Clermont-en-Argonne et Jamets.

Quand Turenne parut sous les murs de Stenay à la tête d'une bonne armée, Condé accourut avec quelques faibles troupes, dans l'espérance d'être secondé par les aventuriers du duc de Lorraine. Mais Charles IV lui ayant refusé son concours, il se trouva trop faible pour tenter de faire lever le siége et résolut de faire diversion en se portant sur Arras, qui pourrait devenir le centre de grandes opérations. Comme il eût été dangereux de lui laisser prendre cette place, Turenne fortifia ses lignes devant Stenay, prit quelques troupes, vola au secours d'Arras, et quoique la ville fût assiégée par trente mille hommes secondés encore par un grand nombre d'ouvriers terrassiers belges, il perça les lignes de ses adversaires, jeta dans la place le maréchal d'Hocquincourt avec des provisions et des hommes, et vola sous les murs de Stenay, dont il pressa le siége avec la plus grande vigueur sous les yeux mêmes de Louis XIV, qui était venu pour prendre part à cette opération.

Après la prise de cette ville, Turenne se porta sur Arras, réunit les troupes d'Hocquincourt aux siennes, assiégea les assiégeants dans leur camp, força leurs retranchements et mit en fuite l'archiduc. Le prince de Condé, à la tête de deux régiments composés de Français et de Lorrains, soutint seul les efforts de l'armée française, et tandis que l'archiduc fuyait, il battit le maré-

Digitized by Google

chal d'Hocquincourt, repoussa le maréchal de La Ferté, et opéra sa retraite en vainqueur, couvrant l'armée espagnole en fuite. Pour lui témoigner sa reconnaissance de sa belle conduite dans cette journée, le roi d'Espagne lui adressa ce billet flatteur : « J'ai su que tout était perdu » et que vous avez tout conservé. »

S'il est difficile de dire lequel des deux grands capitaines français avait gagné ou perdu la bataille, il est certain que l'archiduc et les Espagnols n'avaient voulu suivre dans cette journée aucun des conseils que Condé avait donnés.

Arras sauvé, les lignes espagnoles percées, les ennemis mis en fuite, mirent le comble à la gloire de Turenne. On remarqua une chose bien ridicule dans la lettre que le roi adressa au Parlement à cette occasion; c'est qu'il donna la principale gloire de cette brillante campagne au cardinal Mazarin, et qu'il fit à peine mention du général. Le cardinal s'était en effet trouvé au camp de Stenay que Turenne prit avant de secourir Arras; il avait assisté au conseil de guerre; mais pour ce seul fait lui attribuer tout l'honneur d'une brillante campagne, c'est une vanité dont les plus grands hommes ne savent pas assez se préserver. Peut-être le roi avait-il le dessein de montrer au Parlement que celui qu'il avait poursuivi était réellement le seul homme digne de gouverner la France.

Après la délivrance d'Arras, Turenne s'empara du Quesnoy et le fortifia; La Ferté prit Clermont-en-Argonne et s'avança en Alsace, où le comte d'Harcourt cherchait à trahir la France en livrant Brisach et Philipsbourg à l'empire.

Après avoir muni pendant l'hiver le Quesnoy d'im-

Digitized by Google

menses approvisionnements, dans le dessein de se servir de cette place comme d'un point d'appui et d'une base d'opérations, Turenne, au moment où ses ennemis y pensaient le moins, parut sous les murs de Landrecies et en commença le siége. Il l'emporta après dix-sept jours de tranchée, malgré les efforts de Condé qui s'était posté de manière à couper tous les convois.

Contraint par les belles marches de Turenne à opérer une retraite humiliante, Condé crut s'en venger en adressant une lettre impertinente à son adversaire, qui pour toute réponse se contenta de la montrer à ses officiers.

Les Français attaquèrent la petite ville de Condé, que le Prince essaya en vain de secourir; la place se rendit après dix jours de tranchée. Le prince de Condé eut cependant un avantage sur un corps détaché de l'armée française, et prit plusieurs drapeaux, qu'il renvoya au roi Louis XIV. Ce monarque ne voulut pas ouvrir la lettre du Prince, et renvoya les drapeaux en disant « qu'il était si rare de voir les Espagnols battre les » Français, que lorsque cela leur arrivait il ne fallait pas » leur enlever le plaisir d'en garder les marques. »

La prise de Saint-Guillain termina les travaux de la campagne de ce côté.

Cependant des traîtres cherchaient à vendre quelques forteresses importantes. Le maréchal d'Hocquincourt, jaloux de la haute réputation de Turenne, non content d'être demeuré dans une sorte d'inaction durant la dernière campagne, entra encore en négociation avec Condé pour lui vendre les places de Ham et de Péronne dont il était en possession. Il négociait en même temps avec le roi, qui lui acheta ces deux places la somme de deux

Digitized by Google

cent mille écus et un gouvernement pour son fils. Peu après, Hocquincourt, étant allé rejoindre le prince de Condé, fut tué comme un aventurier en combattant contre la France.

En Savoie une bonne armée, à laquelle s'étaient unies les troupes piémontaises et modénaises, ne fit rien parce qu'elle était commandée par des hommes de trop peu de talent. Elle eut cependant pour effet de déterminer le duc de Mantoue à mettre Casal et le Montferrat à la disposition de la France. En Catalogne le prince de Conti, à la tête de troupes aguerries secondées par la flotte du duc de Vendôme, prit les petites places de Cap-de-Quierz, Castillon et Solsona.

Effrayée de nos brillants succès et affligée de n'avoir point terminé la guerre à la paix de Westphalie, l'Espagne recourut à Cromwell. Cet usurpateur du pouvoir souverain en Angleterre avait pris un titre vague sous lequel pouvait se cacher la plus affreuse tyrannie; sachant que le nom de roi était odieux aux Anglais, parce qu'il leur rappelait l'étendue du pouvoir de leurs anciens souverains, il prit celui de Protecteur.

Malgré ses crimes, Cromwell voyait toutes les puissances rechercher son alliance. Mazarin et don Louis de Haro sollicitèrent l'amitié du Protecteur afin de s'en servir l'un contre l'autre. Don Louis lui faisait l'offre de reconquérir la ville de Calais, dont la perte avait causé tant de regrets à l'Angleterre; Mazarin lui montrait Dunkerque, qui était au pouvoir des Espagnols, et lui offrait d'en faire le siége de concert avec les Anglais. Condé, abandonné par la France et par l'Espagne, réclama aussi, mais vainement, l'appui du Protecteur.

Digitized by Google

Cromwell repoussa l'alliance de l'Espagne, parce qu'il convoitait les colonies espagnoles, et préféra l'alliance de la France, parce qu'il y voyait des princes qui lui portaient ombrage. Charles II, roi d'Angleterre, *fugitif en France avec sa mère et son frère* le duc d'York, *y traînait ses malheurs et ses espérances.* Cromwell, qui redoutait ses tentatives, voulant l'éloigner de l'Angleterre, signa avec la France un traité par lequel Louis XIV s'engageait à chasser de ses Etats les deux petits-fils de Henri IV, Charles II et le duc d'York, qui allèrent se réfugier dans l'armée de Condé et de don Juan d'Autriche pour y apprendre le métier de la guerre contre la France qui les abandonnait. Ce traité sera toujours une tache pour Mazarin.

Les ministres espagnols firent retentir à Rome des cris d'indignation *contre un cardinal* de la sainte Eglise romaine, *qui sacrifiait les lois divines et humaines*, celles de l'*honneur* et de la *religion au meurtrier d'un roi, et qui chassait de France* les parents *de Louis XIV*, auxquels on ne pouvait reprocher d'autre crime que le malheur. Mazarin répondit en montrant pièces en mains, que toute cette noblesse de sentiments n'avait d'autre motif que le refus du Protecteur de se lier à l'Espagne. On est saisi de dégoût en exposant une telle politique.

L'infortunée reine d'Angleterre, fille de Henri IV, demeura en France et y fut réduite à une telle misère, que pour subsister elle fit réclamer son douaire au Protecteur, qui repoussa sa demande. Il valait mieux mourir de faim que de tendre la main à l'assassin de son mari.

Le ministre français avait en même temps plusieurs autres négociations à suivre. Les Provinces-Unies de

Digitized by Google

Hollande, fatiguées des courses de nos corsaires qui paraissaient souvent sur leurs côtes et y causaient des ravages, prirent quelques embarcations françaises. De Thou, frère de celui qui avait été décapité, envoyé en Hollande, parvint à rétablir de bons rapports entre les deux Etats par des promesses qui ne furent guère tenues. La Suisse, mécontente de l'inobservation des capitulations pendant l'anarchie qui avait désolé la France, voulait retirer ses troupes du service de nos armées. Mazarin, toujours riche en promesses, sut encore l'apaiser. Une négociation plus importante fut celle qui rattacha à la France François, duc de Lorraine, frère de Charles IV, alors captif en Espagne. François ayant été appelé à Bruxelles avec son corps d'armée, au lieu de s'y rendre se réunit aux Français, et déclara à l'Espagne qu'il combattrait sous nos étendards jusqu'à ce que son frère eût recouvré sa liberté. Mazarin intervint encore auprès du duc de Savoie en faveur des Vaudois, et fit modérer la rigueur des édits portés contre eux.

En ouvrant des négociations avec l'Espagne, le cardinal, pour les faire réussir, les appuya par les armes, et fit rentrer Turenne en campagne dès le mois de mai, dans l'espérance de trouver l'armée ennemie désorganisée, parce que l'archiduc Léopold, qui avait été remplacé par don Juan, avait été envoyé dans d'autres contrées ainsi que ses principaux officiers. Turenne, contrarié sans cesse par le maréchal de La Ferté, menaça d'abord Tournay, puis il investit Valenciennes. Les Espagnols étant parvenus à rompre les digues, les eaux couvrirent le camp français et coupèrent notre armée en deux. Le maréchal de La Ferté, abandonné à lui-même, s'étant

Digitized by Google

laissé complétement battre et faire prisonnier, Turenne se trouva extrêmement compromis. Il parvint cependant à opérer sa retraite, à rallier les débris du corps du maréchal, et à choisir une forte position où il attendit les ennemis. Quoique victorieux, Condé, n'osant l'attaquer, alla mettre le siége devant Saint-Guillain, qu'il ne put prendre, tandis que Turenne se portait sur La Capelle et s'en rendait maître.

Du côté du Milanais, la forte place de Signado fut enlevée après soixante-onze jours de tranchée. Les armées françaises ne firent rien en Catalogne; le duc de Candale, nommé à ce commandement, ne se rendit pas même au milieu de ses troupes.

Tandis qu'il conduisait ainsi les affaires extérieures, portant également une active attention sur l'intérieur, Mazarin ramenait alors à son parti le duc d'Orléans, qui boudait à Blois. Quoiqu'il fût peu dangereux, on pouvait cependant craindre qu'il ne vînt à se rattacher au prince de Condé, avec lequel il était en correspondance. Sûr de vaincre le faible Gaston par la peur, Mazarin le fit menacer secrètement, et l'attira ainsi à la cour, où il fut bien reçu du roi et de son ministre; il jura d'être toujours fidèle, visita Paris et retourna à Blois, d'où il revint chaque année assurer le roi de sa fidélité, et cessa entièrement de jouer un rôle.

Nous voyons alors la cour de France s'environner d'un éclat inconnu dans les âges précédents et attirer les souverains étrangers. La visite que Christine de Suède fit à la France fut une occasion de fêtes splendides. On se plut à admirer en elle une jeune reine qui, à vingt-sept ans, avait librement descendu les degrés du trône pour

Digitized by Google

vivre tranquille et se livrer entièrement à l'étude de la philosophie et des beaux-arts.

Le duc de Modène vint aussi, au commencement de 1657, visiter la France, et ouvrit une nouvelle série de fêtes, qui furent interrompues par de nombreux décès. La mort de l'Empereur fut pour la diplomatie une nouvelle source d'intrigues. Louis XIV fut mis sur les rangs pour la dignité impériale, parce que Léopold, fils de Ferdinand, n'avait pas dix-huit ans, âge requis par les constitutions de l'Empire pour être élevé à la dignité impériale. Louis XIV, dont la candidature n'avait rien de sérieux, ayant échoué, mit en vain en avant l'électeur de Bavière, et lui promit un million d'écus par année pour soutenir sa dignité impériale.

Léopold atteignit enfin ses dix-huit ans et fut nommé empereur. Si Louis XIV échoua parce que *la France n'était ni assez puissante pour ravir l'Empire, ni assez riche pour l'acheter*, comme on s'est plu à le dire, Mazarin essaya d'affaiblir l'autorité de l'empereur en se liguant avec les princes allemands pour la fidèle observation des traités de Munster.

Conformément à la convention passée avec l'Angleterre, Cromwell ayant envoyé alors à notre armée du Nord six mille hommes de troupes anglaises, Turenne menaça Aire et Saint-Omer, afin d'engager le gouverneur de Cambrai à dégarnir la place de troupes. Lorsqu'il apprit qu'il n'y avait plus que trois cents hommes dans la ville, il s'y rendit au plus vite, à la tête de sa cavalerie, se fit suivre de son infanterie à marches forcées, environna Cambrai de lignes redoutables, et poussa les travaux du siége avec tant d'activité, qu'on

Digitized by Google

marquait déjà l'époque où cette place serait obligée de succomber. Condé arriva, se précipita avec la rapidité du trait, perça la ligne française et arracha la place aux Français, qui allaient en être maîtres. Les citoyens le reçurent à genoux. On ne peut se lasser d'admirer ces deux grands capitaines, si dignes d'éloges dans l'art de la guerre, qui, dans leur retraite comme dans leur victoire, en arrêtant l'ennemi aussi bien qu'en le combattant, donnaient des preuves d'un génie toujours égal. Mais on ne peut s'empêcher de déplorer le malheur qui les divisait; s'ils eussent été unis pour la gloire de la patrie, ils auraient pu en étendre les frontières.

Cet heureux succès détermina Condé à faire une tentative sur Calais. Ayant calculé la marée, il se dirigea vers le port de cette ville, où il espérait entrer à marée basse. Il arriva une demi-heure trop tard, et apprit ainsi à ses ennemis à n'être pas en sécurité de ce côté. Les deux armées principales se suivaient, s'examinaient, se tâtaient, sans qu'aucun des deux illustres capitaines qui les commandaient, Turenne et Condé, donnât à l'autre la moindre prise. Le premier avait cependant l'avantage, parce que l'activité du second était gênée par don Juan d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas. Turenne s'empara de Saint-Venant, presque sous les yeux des Espagnols; il prévint leur entreprise sur Ardres, se rendit maître de Mardick pour préparer le siége de Dunkerque, qu'on se proposait de faire l'année suivante.

Nous ne disons rien de la guerre d'Italie, qui se faisait plus par nos alliés que par nos propres troupes. Elle ne présente d'ailleurs rien de remarquable que le siége d'Alexandrie, qui échoua complétement. En Catalogne, les efforts militaires furent plus nuls encore.

Digitized by Google

Mazarin ne perdait pas de vue le but qu'il s'était proposé, la réconciliation des partis. Il avait envoyé un habile intrigant, Gourville, avec ordre de se laisser prendre en route par Condé, afin d'entrer en communication avec lui. Gourville fut assez malheureux pour ne pas être pris, et la négociation ne put alors commencer. Il fut plus heureux avec la Grande Demoiselle, que nous avons vue à la tête de l'armée de la Fronde. On lui laissa entrevoir l'espérance d'épouser Monsieur, frère du roi, âgé de dix-sept ans; quoiqu'elle eût dix ans de plus, elle se rendit à Sedan, où se trouvait la cour pendant le siége de Montmédy, et y fut reçue avec les plus grands honneurs. Le duc de Beaufort ayant demandé aussi à rentrer en France, Mazarin, qui voyait avec une joie secrète tous ses ennemis réduits à venir se soumettre, lui accorda son pardon et lui confirma la succession de l'amirauté. Mais il y en avait toujours un, le plus redoutable de tous, qui persistait dans ses hostilités, c'était Condé : l'année 1658 devait lui porter des coups extrêmement durs.

La campagne de 1658, la plus brillante de toutes celles de Turenne, avait commencé par quelques revers.

Le gouverneur d'Hesdin, qui avait mérité d'être destitué, vendit, pour échapper à la juste peine qui l'attendait, la place aux Espagnols et la leur livra avec les troupes qu'elle renfermait. Le maréchal d'Aumont, gouverneur de Boulogne, tenté par les offres de quelques traîtres de la ville d'Ostende, et persuadé qu'en se présentant à ses portes, elles lui seraient ouvertes, s'avança témérairement sans garantie suffisante, fut surpris et obligé de se rendre avec toute sa troupe. A la nouvelle de ces deux fâcheux événements, on accusa Mazarin de

Digitized by Google

jeter un grand nombre de familles dans la douleur en continuant la guerre. Turenne répondit pour lui par la prise de Dunkerque et la bataille des Dunes.

La ligue faite avec l'Angleterre rendit la supériorité aux armes françaises, aussi bien sur mer que sur terre. D'un côté, l'amiral Black alla brûler les galions d'Espagne auprès des îles Canaries, et leur fit perdre les seuls trésors avec lesquels Philippe IV pouvait soutenir les frais de la guerre; de l'autre, vingt vaisseaux anglais vinrent bloquer le port de Dunkerque, et six mille soldats qui avaient fait la révolution en Angleterre renforcèrent l'armée de Turenne.

Louis XIV et son ministre s'avancèrent près de Dunkerque, l'une des plus importantes places de Flandre, qui fut alors vivement pressée. Quoique le roi eût vingt ans, Mazarin ne voulut pas qu'il s'exposât aux dangers des combats; il le conduisit à Calais, où le roi reçut une magnifique ambassade du Protecteur, qui avait mis à la tête de cette mission son gendre, lord Falcambridge. Le roi répondit à cet acte de courtoisie par une ambassade de deux cents gentilshommes, dont Créqui et Mancini, duc de Nevers, étaient les chefs. Mancini présenta au Protecteur une lettre du cardinal. Mazarin lui disait « qu'il était affligé de ne pouvoir lui rendre en personne » les respects dûs au plus grand homme du monde. » On est attristé de voir un ministre de France descendre à une pareille bassesse. Mazarin aurait dû se souvenir que Cromwel était l'assassin du gendre de Henri IV, du beau-frère de Louis XIII et de l'oncle de Louis XIV.

Turenne cependant pressait les travaux du siége de Dunkerque, place qui d'après les traités devait être re-

Digitized by Google

mise au Protecteur. Les Espagnols, commandés par don Juan d'Autriche et par le prince de Condé, accoururent au secours de la place, et établirent leur camp dans les Dunes à trois quarts de lieue des lignes françaises. Turenne, après avoir examiné leur position et reconnu que les Espagnols avaient déjà jeté un pont sur le canal de Furnes, pour l'attaquer au premier moment, résolut alors de les prévenir et de prendre lui-même l'offensive dès le lendemain.

Il disposa tout avec un ordre admirable, tant pour la garde des lignes et du camp, que pour les mesures nécessaires au succès de la journée. Il confia la garde des tranchées au général Pradel, qui avait sous ses ordres quatorze compagnies de gardes françaises et six escadrons; il plaça le lieutenant-général Marins à la défense du camp avec deux régiments d'infanterie et quatre escadrons de cavalerie, et divisa l'armée destinée à combattre en deux lignes qui formaient comme deux corps de bataille destinés à marcher de concert, et cependant à combattre séparément. Il prit le commandement de la ligne située à gauche, se posa au centre avec onze bataillons formés de Suisses, sous les ordres du comte de Soissons, d'Anglais sous ceux de lord Lockart, de Lorrains sous ceux du comte de Lignéville, et de troupes françaises sous les ordres du marquis de Cerdagne. Il mit à sa droite Castelnau et de Varennes avec treize escadrons; Créqui et d'Humières, qui occupaient sa droite, furent également mis à la tête de treize escadrons. La seconde ligne avait dix escadrons à sa droite, sept au centre commandés par Bellefond, et neuf à gauche sous les ordres du comte de Schomberg. Entre ces deux lignes se

Digitized by Google

trouvait un corps de sept escadrons de gendarmes, commandés par le marquis de La Salle. Le corps de réserve, posté un peu en arrière, était placé sous le commandement du marquis de Richelieu. Toutes les troupes réunies formaient un effectif de quinze mille combattants, dont neuf mille fantassins et six mille cavaliers.

Cet ordre de bataille ayant été parfaitement arrêté le 13 au soir, le lendemain 14, dès le matin, chaque corps vint prendre sa place dès le point du jour, et l'armée marcha en avant. Les Espagnols, qui étaient loin de s'attendre à une attaque, remarquant notre mouvement, en donnèrent avis à leurs officiers. Le duc d'York et le prince de Condé s'élancèrent aussitôt aux avant-postes, et, apercevant la cavalerie française qui s'avançait avec quelques pièces de canon, en firent porter la nouvelle à don Juan, qui d'abord ne voulut pas le croire; au lieu de prendre à l'instant même les mesures commandées dans une circonstance si périlleuse, il tarda encore à faire les dispositions convenables. C'est alors que le prince de Condé demanda au jeune duc de Glocester, s'il avait jamais vu gagner une bataille. — « Non, répondit ce » prince. — Eh bien! reprit Condé, dans une heure d'ici, » vous verrez comment on en perd une. »

Don Juan disposa son infanterie en une seule ligne, qu'il fit soutenir par quatre lignes de cavalerie, et se mit à l'aile droite, laissant la gauche au prince de Condé. Cependant, sur les ordres de Turenne, la flotte anglaise venait s'adosser au rivage, et de là foudroyait l'armée espagnole pendant qu'elle se formait. Turenne jugea que, pour en finir promptement avec les Espagnols, il fallait les attaquer en flanc. Mais pour cela il était nécessaire de

Digitized by Google

se rendre maître d'une dune fort élevée occupée par un corps ennemi; il commanda aux Anglais de s'avancer en ligne serrée et de débusquer les Espagnols, ordre qui fut exécuté avec une rare valeur et une précision remarquable. Turenne prescrivit alors à Castelnau, commandant de la seconde ligne de cavalerie, de tourner la dune et de prendre l'ennemi en flanc. Cette charge, exécutée en même temps que l'infanterie française attaquait de front, mit en un moment toute l'aile droite espagnole dans une complète déroute.

Le marquis de Créqui, chargé d'attaquer l'aile gauche des Espagnols commandée par Condé, ayant à combattre sur un terrain accidenté et coupé par les dunes, divisa ses treize escadrons en sept lignes de front, marcha à l'ennemi dans cet ordre et le fit plier. Mais Condé n'était pas homme à céder si facilement; il rallia les fuyards, les forma en une ligne à l'aide de laquelle il se proposait de percer l'armée française, de traverser les retranchements de Dunkerque et de jeter des secours considérables dans la place. Il fit, en effet, reculer l'armée pendant quelques centaines de pas, et il espérait réaliser son hardi dessein, lorsqu'il se vit arrêté par un bataillon de gardes françaises placé sur une dune élevée. Il eut alors un cheval tué sous lui; tous les officiers furent tués ou blessés. Ce fut dans ce moment un sauve-qui-peut général. Cette journée coûta aux Espagnols trois mille hommes tués et quatre mille prisonniers, une grande quantité de provisions et des munitions considérables. Les Français firent des pertes insignifiantes; pas un seul officier de marque ne périt. Dunkerque tomba après dix-huit jours de tranchée.

Digitized by Google

Le roi accourut pour voir passer la garnison. Pendant cette guerre Louis XIV était si pauvre, que, n'ayant rien à donner, il n'osa se montrer comme roi; il mangea toujours chez son ministre ou chez le vicomte de Turenne. Mazarin avait tenté de conserver Dunkerque à la France, mais il dut céder devant la fermeté du ministre anglais. Louis XIV entra seulement dans la place pour la rendre à lord Lockart, et les Anglais la conservèrent jusqu'à ce que Charles II la vendit à la France pour cinq millions en argent.

On a dit que Mazarin, voulant s'attribuer l'honneur de la grande journée *des Dunes*, envoya proposer à Turenne de lui vendre cette gloire par le moyen d'une lettre dans laquelle le plan de la bataille eût été attribué au cardinal. Cette vanité nous paraît si ridicule et tellement en dehors du bon sens, que nous ne pouvons y croire.

Au milieu de ce premier triomphe, Louis XIV étant tombé dangereusement malade à Calais, tous les favoris se tournèrent du côté de Monsieur, frère du monarque. Le cardinal chercha aussi à gagner ceux qui avaient la confiance de ce jeune prince. Il se forma alors contre le cardinal-ministre une cabale qui devint si puissante, que Mazarin avait tout préparé pour fuir, si Louis XIV venait à mourir. Un empirique d'Abbeville sauva Louis, avec du vin d'émétique qu'on regardait comme un poison. Ce bon homme s'asseyait sur le lit du roi et disait : « Voilà un garçon bien malade, mais il n'en mourra » pas. » Dès que le roi entra en convalescence, le cardinal montra qu'il était toujours puissant et envoya en exil ceux qui avaient cabalé contre lui.

La maladie du roi avait un instant suspendu les opé-

Digitized by Google

rations militaires, mais les succès de l'armée française recommencèrent avec la convalescence. Les Espagnols perdirent en peu de temps Furnes, Dixmude, Gravelines, Oudenarde et Ypres. Turenne fit même trembler Bruxelles.

Les succès avaient aussi accompagné les armées françaises en Italie. Bien que, en Catalogne, nous eussions éprouvé quelques petits revers, l'année n'avait pas moins été une des plus glorieuses qu'on eût vues depuis longtemps. La France, non contente de prendre place parmi les plus grandes puissances, semblait même vouloir déjà rêver la monarchie suprême et détruire en sa faveur l'équilibre européen que Richelieu avait désiré constituer. Jaloux de notre supériorité, le duc de Savoie, jusqu'alors si fidèle allié de la France, paraissait vouloir se rapprocher du roi d'Espagne ; tout indiquait donc au cardinal Mazarin que l'heure de la paix était arrivée. La mort d'un de ses plus puissants alliés l'invitait d'ailleurs à profiter de ses avantages passés pour avoir un bon traité de paix.

Cromwell était mort à l'âge de cinquante-cinq ans, au milieu des projets qu'il faisait pour l'affermissement de sa puissance. La cour de France tout entière, à l'exception de Mademoiselle, porta le deuil du Protecteur, comme elle portait celui des souverains légitimes. Il y a cependant des situations où l'ordre des convenances devrait l'emporter sur les calculs de la politique. La France ne devait pas être affligée de la mort du Protecteur, car on prétend qu'il avait formé le projet de rompre son alliance avec la France pour s'unir à l'Espagne et reprendre Calais comme il s'était déjà mis en possession

Digitized by Google

de Dunkerque. C'est alors qu'il eût été porté aux nues par les Anglais, qui auraient vu avec bonheur dépouiller successivement chacun de leurs ennemis.

Il fallait deux choses au cardinal pour consommer glorieusement son ministère: faire la paix avec l'Espagne et marier le roi. Les cabales qui s'étaient formées pendant la maladie du roi lui ayant appris que, tant qu'il n'y aurait pas un héritier de la couronne, les agitateurs se grouperaient autour de Monsieur, pour en faire leur chef et troubler le pays, il s'occupa sérieusement du mariage de Louis XIV. Deux princesses se présentaient: la fille du roi d'Espagne et la princesse de Savoie; mais il y avait une troisième personne d'un rang bien inférieur, vers laquelle le roi paraissait incliner, et que le cardinal avait de puissants motifs de préférer à toute autre : c'était mademoiselle Mancini, nièce de Mazarin. Louis XIV, né avec un cœur tendre et de la fermeté dans ses volontés, plein de passion et sans expérience, aurait avec bonheur épousé cette demoiselle, qu'il aimait éperdûment, si la reine-mère ne s'y fût fortement opposée.

Quoique Mazarin comprît que ce n'était pas une alliance convenable pour un aussi grand roi, il se serait volontiers laissé tenter, et osa pressentir les volontés de la reine. A ce sujet il lui dit un jour, avec ce ton de bonhomie qui, tout en cachant ce qu'il voulait, le laissait cependant suffisamment apercevoir : « Je crains bien que » le roi ne veuille trop fortement épouser ma nièce. » La reine, qui connaissait bien le ministre, traduisit le mot *crainte* par celui de *désir*, et, comme elle était alors assez mécontente de lui, parce qu'il volait alors de ses

Digitized by Google

propres ailes et ne voulait plus guère relever d'elle, elle lui dit : « Si le roi était capable de cette indignité, je me » mettrais avec mon second fils à la tête de toute la na- » tion, contre le roi et contre vous. »

Quoique Mazarin n'eût jamais pardonné à la reine cette rude leçon, il prit cependant le sage parti de penser comme elle, et fit tout ce qui dépendait de lui pour s'opposer à la passion de Louis XIV. Il est vrai qu'il n'avait pas besoin d'une reine de son sang pour conserver son pouvoir; peut-être même que sa nièce sur le trône lui eût été beaucoup plus nuisible que simple demoiselle.

Plusieurs années auparavant, il avait déjà travaillé au mariage du roi avec l'infante d'Espagne; mais comme cette princesse était alors l'héritière des vastes domaines de la couronne d'Espagne, la maison d'Autriche, toujours fidèle à son système d'union, avait voulu réserver cette princesse pour l'empereur Léopold. Depuis lors il était né à Philippe IV un héritier d'un second mariage, et la reine était encore enceinte. Il n'y avait donc plus de danger d'unir les couronnes de France et d'Espagne. La cour d'Espagne, épouvantée par la bataille des Dunes, consentit à donner son infante.

Mazarin et don Louis de Haro se rendirent tous deux dans l'île des Faisans, sur les frontières de France et d'Espagne, pour faire la paix et traiter des conditions du mariage. Au lieu d'aborder franchement l'objet des conférences, les deux ministres passèrent plus d'un mois à régler les préséances, car tous deux, revêtus de la dignité du cardinalat, ne voulant pas être inférieurs l'un à l'autre, quoiqu'ils prétendissent l'un et l'autre que la dignité de la couronne qu'ils représentaient exigeait la

Digitized by Google

supériorité, finirent par se présenter sur le pied d'égalité.

Les conférences durèrent quatre mois, parce que les deux ministres y déployèrent tous deux leur habileté : Mazarin, fin, rusé, se servait toujours d'expressions équivoques, élastiques, qu'il aurait su expliquer dans son sens, s'il avait pu les faire accepter; don Louis de Haro, qui disait de Mazarin : « Il a un grand défaut en » politique, c'est qu'il veut toujours tromper, » ne voulant pas se laisser surprendre, pesait chacune des expressions du ministre français et ne les acceptait qu'après les avoir envisagées sous toutes leurs faces.

Les vues de Mazarin, en faisant ce célèbre mariage et ce traité, avaient été connues longtemps avant la conclusion de l'affaire. On cite cette fameuse lettre de lui, écrite pendant les négociations de Munster : « Si le roi » très chrétien pouvoit avoir les Pays-Bas et la Franche-» Comté en dot en épousant l'infante, alors nous pour-» rions aspirer à la succession d'Espagne, quelque re-» nonciation qu'on fît faire à l'infante; et ce ne seroit » pas une attente fort éloignée, puisqu'il n'y a que la » vie du prince son frère qui l'en peut exclure. » Ce prince était alors Balthazar, qui mourut en 1649.

Le cardinal n'obtint pas tous ces magnifiques avantages qu'il avait espérés; la France ne recouvra ni les Pays-Bas, ni la Franche-Comté; elle restitua même des villes considérables qu'elle avait conquises sur les Espagnols, comme Saint-Omer, Ypres, Menin, Oudenarde et d'autres places; il est vrai qu'elle en garda quelques-unes. Il y avait alors très peu de vraisemblance que l'infante pût jamais devenir héritière de la couronne d'Es-

Digitized by Google

pagne, ou du moins c'était une éventualité tellement éloignée, qu'on devait l'estimer peu. Personne ne pouvait prévoir que Charles, roi d'Espagne, le cinquième fils de Philippe IV, mourrait sans enfant et établirait, par acte testamentaire, les petits-fils de Louis XIV les héritiers de sa couronne. Ceux qui, après le succès, ont donné toutes ces prévisions à Mazarin, devaient avoir eux-mêmes une vue extrêmement longue.

La dot de Marie-Thérèse fut portée à cinq cent mille écus d'or au soleil, somme qui n'aurait pas couvert les dépenses que Louis XIV fit pour aller la recevoir sur les frontières d'Espagne. La France ne reçut jamais que cent mille francs. Combien de simples particuliers accordaient des dots beaucoup plus élevées à leurs enfants! Mademoiselle Mancini eût, incontestablement, apporté davantage; mais le roi avait pour épouse une fille de roi, ce qui valait une riche dot. Marie-Thérèse renonçait encore à tous les droits qui pourraient lui échoir sur la couronne d'Espagne, renonciation que Louis XIV signa de sa main : on sait quel compte il en tint. Les conditions du mariage d'Anne d'Autriche avec Louis XIII avaient déjà été les mêmes. Quand Isabelle de France, fille de Henri IV, fut donnée à Philippe IV, on ne stipula pas davantage; encore Philippe IV ne reçut-il pas un denier de cette dot.

Tous les ennemis de la France furent alors compris dans le traité. Charles IV, duc de Lorraine, dont la France et l'Espagne avaient beaucoup à se plaindre, rentra en possession de son duché de Lorraine. Les fortifications de Nancy furent détruites, et on défendit au duc de Lorraine d'avoir des troupes. Don Louis de Haro

Digitized by Google

obligea Mazarin à recevoir Condé en grâce, en menaçant de lui laisser en souveraineté Rocroi, Le Catelet et d'autres places, dont il était en possession. Heureuse nécessité, qui nous donna ces villes et le grand Condé. Il perdit la charge de grand-maître de la maison du roi, qu'on donna dans la suite à son fils, et ne rentra en France qu'avec sa gloire.

Charles II, roi d'Angleterre, avait demandé à être admis auprès des deux grands ministres pour y défendre ses droits à la couronne d'Angleterre. Quoique le Protecteur fût mort, on repoussa le prince; mais il n'eut pas besoin de l'appui de ces ministres, car, avant que le mariage de Louis XIV fût célébré, il était rappelé par son peuple, et l'on assure que plus de vingt mille personnes se jetèrent à genoux devant lui dans la plaine de Douvres. Soixante ans plus tard, des vieillards racontaient à Voltaire, qui le dit avec émotion, cette grande scène, l'une des plus touchantes de leur vie.

Dès que le prince de Condé eut appris la signature de la paix des Pyrénées, il quitta Bruxelles, traversa la France pour aller demander pardon à Louis XIV, arriva à Aix, où se trouvait la cour, le 28 janvier 1660, descendit chez ce même Mazarin qu'il avait tant outragé et devant lequel il était obligé de venir courber son front chargé de tant de lauriers, mais malheureusement marqué d'une guerre impie faite contre sa patrie. Le cardinal le conduisit chez le roi. Il mit un genou en terre et demanda pardon de « tout ce qu'il avait fait contre leur » service. Le roi lui répondit en se tenant fort droit : « Mon cousin, après les grands services que vous avez » rendus à ma couronne, je n'ai garde de me ressouvenir

Digitized by Google

» d'un mal qui n'a apporté du dommage qu'à vous-» même. » Le prince s'arrêta bien peu à la cour; il revint à Paris, où il travailla à faire oublier, par sa bonté et sa douceur, l'offense que son orgueil avait autrefois causée.

En se dirigeant vers les Pyrénées pour y recevoir une épouse, Louis XIV réduisit à l'obéissance deux cités qui semblaient rêver une sorte d'indépendance : Marseille, la ville grecque d'origine, pleine encore de sentiments d'indépendance, qui avait conservé sur l'une de ses portes cette inscription significative : *Sous son empire règne la plus grande liberté*, avait osé méconnaître l'autorité des officiers du roi. Louis XIV fit pratiquer une brèche dans la muraille, y entra comme dans une ville conquise, et punit sévèrement les plus coupables.

Orange, qui formait au sein des provinces du Midi une principauté indépendante, servait de refuge à tous les mécontents. Le maréchal du Plessis-Praslin, chargé de prendre ce repaire, s'en empara et le soumit à la domination française.

Enfin les deux rois se réunirent le dimanche 6 juin à la salle des conférences pour signer le traité des Pyrénées. La cour de France, composée de ce qu'il y avait de plus grand dans le royaume, à l'exception du prince de Condé, présentait un aspect éblouissant; la cour d'Espagne montrait plus de simplicité; les deux rois étaient assis l'un à côté de l'autre, l'un sur la terre de France et l'autre sur la terre d'Espagne. Le livre des Evangiles fut ouvert devant eux; puis on leur donna lecture des traités de paix en français et en espagnol. Ils se mirent à genoux, étendirent leurs mains sur l'Evangile et jurèrent

Digitized by Google

de garder fidèlement le traité. Le lendemain, le roi de France et la reine-mère, suivis des plus grands personnages et des plus nobles dames, se rendirent à l'île de la conférence pour y recevoir la jeune reine. Trois fois la princesse se jeta aux genoux de son père pour lui demander sa bénédiction; ils pleuraient tous les deux. Le roi et la reine, émus de ce touchant spectacle, mêlèrent leurs pleurs à celles de Philippe.

Le mariage, contracté par procureur, fut célébré de nouveau le 9 juin à Saint-Jean-de-Luz; tout annonçait la joie et le bonheur. Le roi, vêtu de noir, sans aucune pierrerie, mais brillant par sa taille et les charmes de la figure, était le plus bel homme de son royaume, quoiqu'il n'eût pas encore accompli sa vingt-deuxième année. Marie-Thérèse d'Autriche, qui avait quelques jours de plus que le roi, sans être belle, avait de quoi plaire : ses yeux bleus, l'éclat de son teint, et ses cheveux d'un blond argenté, en auraient fait une beauté remarquable, si sa taille n'eût pas été petite et si elle n'avait pas eu la lèvre autrichienne. Elle était heureuse d'avoir un tel époux, qui devait cependant lui causer beaucoup de peine, sans que jamais elle lui eût fourni le moindre sujet de mécontentement. Heureux l'homme qui possède une pareille épouse! On portait dans cette solennité un regard de complaisance sur Anne d'Autriche, la reine-mère, qui, dans l'excès de sa joie, semblait avoir retrouvé son antique beauté, quoique alors elle fût âgée de cinquante-neuf ans.

Le cardinal ramena enfin le roi et la reine à Paris. On a dit qu'un père qui eût marié son fils sans lui remettre l'administration de son bien, n'eût pas agi autrement que

Digitized by Google

le cardinal; il revint plus puissant que jamais, continua à conduire les affaires de l'Etat en maître, et reçut des honneurs tels qu'on n'en avait jamais rendu à un sujet. Ce que le Parlement n'avait fait ni pour le cardinal de Richelieu ni pour aucun prince, il vint adresser au ministre un discours rempli de louanges, et de louanges tellement outrées, que les courtisans en firent l'objet de leurs railleries. Ménage adressa au cardinal, qui n'était pas sans lettres et sans goût, une pièce de vers latins très fameuse, où il exprima le sentiment de la cour sur le compliment du Parlement :

Et certo tam viles despicis ipse togas :
Tu méprises sans doute ces viles toges.

La Grand' Chambre se plaignit très amèrement, et demanda que l'incivil poète fût puni pour avoir porté atteinte à son honneur. Ménage dit qu'il n'avait pas voulu désigner le Parlement, et on se contenta de ce désaveu.

Jamais Mazarin n'affecta plus d'orgueil que depuis le traité des Pyrénées; il semble que don Louis de Haro lui avait communiqué cette insolente affectation de grandeur. Il voulut traiter le prince de Condé en inférieur; il déploya un faste vraiment royal, ayant non-seulement ses gardes ordinaires, mais encore une compagnie de mousquetaires qui devait, après sa mort, devenir la seconde compagnie des mousquetaires du roi. La reine-mère, qui l'avait tant soutenu, perdit tout crédit parce qu'il n'avait plus besoin d'elle.

Depuis son retour d'Espagne, le cardinal-ministre était presque toujours incommodé, mais il ne travaillait pas moins au dedans et au dehors à assurer la paix et à pré-

Digitized by Google

venir ce qui pourrait la troubler. Dans cette vue, il avait contribué à réunir les rois de Suède et de Pologne; il avait regagné l'affection de Charles II; il avait accordé des princesses françaises aux ducs de Savoie et de Toscane; il avait renoué des relations avec les Hollandais, en leur offrant de les comprendre dans le traité des Pyrénées; dans cette même vue, il avait pressé les commissaires de terminer les contestations qui s'étaient élevées au sujet du comté de Cerdagne: elles le furent le 12 novembre; la France y gagna trente-trois villages.

Le 16 décembre suivant on finit une affaire d'une très grande importance avec Ferdinand-Charles, archiduc d'Autriche. Dans le traité de Munster il avait été réglé qu'en compensation de ce qui avait été cédé à la France, elle paierait à l'archiduc trois millions de livres. Depuis douze ans cet article était demeuré sans exécution; la négociation se suivit à Paris dans toutes les formes. Il intervint un traité explicatif de celui de Munster, qui fut entièrement à notre avantage, car le comté de Ferrette, qui ne nous avait pas été formellement cédé par le premier, le fut par celui-ci.

Cependant la maladie du ministre s'aggravait. Mazarin, qui avait amassé une fortune immense, se plaisait à contempler ses trésors. M^me^ de Motteville nous dit « qu'on » remarqua que, dans ses moments de relâche, il pesait » les pistoles qu'il avait gagnées, pour remettre en jeu » les plus légères. »

On a prétendu que les richesses immenses du cardinal ne venaient point de la dilapidation des deniers de l'Etat, mais de la multitude des bénéfices dont il s'était pourvu lui-même. Au revenu de ses abbayes il faut joindre ceux

Digitized by Google

de ses gouvernements, le commerce qu'il y exerçait, surtout à La Rochelle et au Brouage, la part qu'il avait aux prises que faisaient les armateurs ou plutôt les corsaires français, les charges qu'il vendait; il faut joindre encore les fonds destinés au paiement des ambassadeurs, de l'artillerie, de l'amirauté, etc. Il se chargeait de satisfaire à toutes ces dépenses et ne le faisait pas. C'est ainsi que Le Tellier, son ami, cherchait à rendre raison de ses richesses, et montrait qu'elles n'étaient point prises sur le peuple.

Sentant sa fin approcher, le cardinal, dont la conscience était loin d'être scrupuleuse, éprouva des craintes sur la manière dont il avait amassé cette fortune prodigieuse. On lui conseilla, pour être tranquille, d'en disposer en faveur du roi, qui ne manquerait pas de la lui remettre. L'acte de donation pure et simple fut porté au roi; il ne fut point accepté. On permit au cardinal non-seulement de disposer de son bien, mais encore de ses bénéfices, de ses charges, de ses gouvernements et de tous les emplois vacants, et chacune de ses recommandations et de ses louanges fit alors la destinée de tout ce qu'il y avait de considérable dans l'Etat. Le duc de Lorraine dut l'adoucissement de son sort au désir qu'il avait manifesté de devenir son neveu. La reine-mère elle-même eut peine à sauver son gouvernement de Bretagne; il en donna la survivance au grand-maître.

Lorsque le cardinal sentit que sa fin approchait, il en fit prévenir le roi, qui reçut cette nouvelle en pleurant et se rendit aussitôt auprès de son ministre. Mazarin donna la plus grande partie du reste de sa vie à l'instruction de son maître, lui fit le portrait de tous les courtisans, qu'il

Digitized by Google

connaissait parfaitement. Il engagea le roi à ne point prendre de premier ministre, ou du moins de paraître tout faire par lui-même, et il se donnait pour preuve de l'excellence de ce conseil, l'assurant que, s'il l'avait voulu, il aurait pu lui faire beaucoup de mal. Il représenta Fouquet comme un homme de beaucoup d'esprit, mais dangereux, dont il fallait se défaire avec précaution, à cause du grand nombre de créatures qu'il s'était faites en prodiguant les finances, qui, ajouta-t-il, sont dans un désordre épouvantable. Il désigna alors Colbert comme l'homme le plus capable de les rétablir; Le Tellier était à ses yeux un homme sûr, éclairé, incapable d'abuser de la faveur, et de Lionne connaissait mieux que personne les affaires étrangères, mais c'était un esprit altier à qui il fallait tenir la *bride haute*. Il conseilla au roi de s'en tenir d'abord à ces trois personnes. Il exclut positivement le maréchal de Villeroi, parce que, disait-il, l'opinion publique le destine à me succéder, et que, s'il entrait dès les premiers jours dans vos conseils, on ne manquerait pas de dire qu'il vous gouverne.

Le cardinal-ministre s'avançait chaque jour vers sa dernière heure. La cour apprit avec plaisir, le 9 mars 1661, qu'elle était délivrée d'un maître. Le roi seul le pleura; tous les courtisans cependant, pour plaire à leur souverain, prirent le deuil, ainsi que Louis XIV; honneur peu ordinaire, que Henri IV avait fait à la mémoire de Gabrielle d'Estrées.

FIN DU NEUVIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

DU NEUVIÈME VOLUME.

IIIe PÉRIODE DE LA IVe ÉPOQUE.

Pages

Tableau généalogique de la maison de Bourbon..... 1

LIVRE Ier. — *La royauté consomme son triomphe sur les grands.* 6

CHAP. Ier. — Règne de Henri IV (1589-1610)..... 6

§ Ier. — Lutte de Henri IV contre la Ligue (1589-1593)..... 7

§ II. — Dissolution de la Ligue (1593-1596) 62

§ III. — Lutte contre la maison d'Autriche. — Paix de Vervins. Édit de Nantes. — Réformes intérieures. — Dissolution définitive de la Ligue (1596-1599)..... 119

§ IV. — Lutte de Henri IV contre les grands. — Projet d'équilibre européen. — Assassinat de Henri IV (1599-1610).... 145

CHAP. II. — Règne de Louis XIII (1610-1643)..... 199

§ Ier. — Régence de Marie de Médicis (1610-1614)..... 199

§ II. — Depuis la majorité du roi jusqu'au ministère de Richelieu (1614-1624)..... 227

§ III. — Ministère de Richelieu (1624-1642)..... 272

I. — Ses vues, ses premiers actes..... 272

II. — Lutte à l'intérieur..... 293

Digitized by Google

Pages.

III. — Politique de Richelieu pour étendre l'influence de la France au dehors 321
IV. — Lutte en Lorraine. — Rébellion du duc d'Orléans. — Ses suites 343
V. — Guerre de Trente Ans 369
VI. — Démêlés intérieurs 382
VII. — Continuation de la guerre 390
VIII. — Démêlés intérieurs. Conspiration de Cinq-Mars. — Mort de la reine-mère et du cardinal de Richelieu 409
§ IV. — Mort du roi Louis XIII (1642-1643) 436
LIVRE II. — *La France sous l'autorité absolue* 443
CHAP. Ier. — Règne de Louis XIV (1643-1715) 444
§ Ier. — Régence d'Anne d'Autriche. — Paix de Munster (1643-1648) 445
§ II. — Fronde (1648-1651) 494
§ III. — Majorité du roi. — Dernières convulsions de la Fronde. — Traité des Pyrénées — Mort de Mazarin (1651-1661) 543

FIN DE LA TABLE DU NEUVIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google

BIBLIOTECA DE MONTSERRAT
13020100028248

BIBLIOTECA
DE
MONTSERRAT
D
Armario VIII
Estante 8°
Número 3

Digitized by Google